Marseille le 08 JUIN 2018

**Le Président**
Ancien Ministre
Vice-Président honoraire du Sénat
Maire de Marseille

**Objet : Conseil de la Métropole du 28 juin 2018**

Mesdames et Messieurs les Conseillers Métropolitains,

A l'ordre du jour de la séance du Conseil de la Métropole qui se tiendra :

le 28 juin 2018
à 09h30
au siège de la Métropole
Le Pharo
58, Bd Charles Livon - 13007 Marseille

est inscrit notamment le dossier suivant :

Délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3 - Approbation du choix du délégataire – Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes

A cet effet, vous trouverez sous ce pli :

- le rapport au Conseil de la Métropole auquel est annexé le rapport de présentation que j'ai établi en application des dispositions de l'article 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales sur le choix du délégataire ;
- les procès-verbaux de la commission de délégation de service public en date du 7 décembre 2017 et du 15 mars 2018 ;
- le contrat de délégation de service public et ses annexes ;
- la délibération du Conseil de la Métropole MER 003-2097/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille Périmètre 3, délibération à laquelle sont annexés :
    - le rapport de présentation établi en application des dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

- l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 3 mai 2017.

Veuillez agréer, Mesdames et Messieurs les Conseillers Métropolitains, l'assurance de ma considération distinguée.

Jean-Claude GAUDIN

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
T : 04 91 99 99 00

facebook.com/ampmetropole

Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

M é t r o p o l e  d ' A i x - M a r s e i l l e - P r o v e n c e

# RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

**XXX**

■ **Séance du 28 juin 2018**

## ■ Délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3 - Approbation du choix du délégataire – Approbation du contrat de délégation de service public et de ses annexes

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération MER 003-2097/17/CM en date du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 10 ans.

Un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 25 juin 2017 au JOUE, au BOAMP, à La Provence et au Marin, fixant la date limite de remise des plis contenant les candidatures et les offres au 20 septembre 2017 à 16h30.

Deux plis ont été réceptionnés dans les délais impartis émanant des structures suivantes :
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP)
- Le Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR).

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 22 septembre 2017 pour ouvrir les plis contenant les candidatures.

Lors de sa séance du 7 décembre 2017, la Commission a conclu que les deux candidats offraient des garanties techniques et financières satisfaisantes les rendant aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public. Elle a ensuite procédé à l'ouverture des enveloppes contenant les dossiers d'offres des deux candidats. Après avoir vérifié le contenu des offres par rapport aux pièces demandées dans le règlement de consultation, la Commission a suspendu ses travaux pour procéder à une analyse détaillée desdites offres.

La Commission de délégation de service public a rendu son avis sur les offres lors de sa séance du 15 mars 2018 et a recommandé d'engager les discussions avec les deux candidats sus-désignés.

Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

Le rapport joint en annexe, établi conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rend compte du déroulement de la procédure et en particulier de la phase de négociation. Il présente les motifs du choix du candidat retenu par l'autorité habilitée à signer la convention, soit l'YCPR.

Ce rapport présente également les principales caractéristiques et l'économie générale du contrat de délégation de service public qu'il est proposé de conclure avec le candidat retenu.

La durée du contrat d'affermage est fixée à 10 ans à compter de sa notification, pour tenir compte de l'amortissement des investissements demandés au délégataire. Le contrat de délégation de service public confie à l'attributaire la gestion, l'animation et le développement portuaire des plans d'eau et terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille, dénommés périmètre 3, le délégataire gérant le service à ses risques et périls et se rémunérant à titre principal par la perception des tarifs auprès des usagers.

Les tarifs sont listés en annexes 9 du contrat. Ils sont révisés chaque année selon une formule d'indexation prévue contractuellement. En contrepartie de la mise à disposition des biens et des avantages de toute nature procurés au Délégataire, ainsi que des travaux et prestations restant à la charge du Délégant, le délégataire verse à la Métropole une redevance annuelle révisable, dont le montant de la partie fixe est de 530.000€ en année une.

Au vu de l'exposé qui précède et du rapport annexé, il est proposé au Conseil de la Métropole :
- d'approuver le choix du délégataire pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3;
- d'approuver le contrat de délégation de service public et ses annexes, dont les principales caractéristiques et l'économie générale sont décrites dans ledit rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération du Conseil de la Métropole MER 003-2097/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage comme mode de gestion;
- Le rapport de présentation ci-annexé de Monsieur le Président de la Métropole, établi en application de l'article L1411-5 du Code général des collectivités territoriales exposant le déroulement de la procédure, les motifs du choix du candidat retenu par l'exécutif et l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- Le contrat et ses annexes ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 3 mai 2017;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 26 juin 2018.

Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

**Ouï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe d'une délégation de service public sous forme d'affermage en vue de la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3;
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole, au terme de la procédure de consultation et au vu du rapport présenté par Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, de se prononcer sur le choix du délégataire de service public et d'approuver le contrat de délégation et ses annexes.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le choix du Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR) en qualité de délégataire de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3.

**Article 2 :**

Est approuvé contrat de délégation de service public sous forme d'affermage établi pour une durée de dix ans, ainsi que ses annexes, ci-joints.

**Article 3 :**

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit contrat de délégation de service public et ses annexes.

Pour enrôlement,
Le Président de la Métropole
d'Aix-Marseille-Provence
Maire de Marseille
Sénateur des Bouches-du-Rhône

Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

# DSP Gestion et animation de plans d'eau et de terre-pleins du Port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3

**RAPPORT DE PRESENTATION DU PRESIDENT DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE AU CONSEIL DE LA METROPOLE (ARTICLE L1411-5 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES)**

Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

# SOMMAIRE


1. INTRODUCTION 3
2. OBJET DU RAPPORT 4
3. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE 4
4. RAPPEL DES CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES 5
5. SYNTHESE DE L'ANALYSE DES OFFRES PAR LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU 15 MARS 2018 6
6. QUESTIONS ABORDEES AU COURS DE LA NEGOCIATION 8
7. ANALYSE DES OFFRES FINALES REMISES APRES NEGOCIATIONS ET MOTIFS DU CHOIX DU CANDIDAT RETENU 44
   - 7.1. QUALITE DES PROPOSITIONS EN TERMES DE SERVICE RENDU AUX USAGERS 44
     - 7.1.1. Pertinence des éléments de la stratégie de gestion d'animation et de valorisation 44
       - 7.1.1.1. ANIMATIONS & EVENEMENTS 44
       - 7.1.1.2. VALORISATION DOMANIALE 49
       - 7.1.1.3. DEVELOPPEMENT DURABLE 53
       - 7.1.1.4. SYNTHESE 55
     - 7.1.2. Adéquation des moyens humains et matériels affectés par le candidat 55
       - 7.1.2.1. RESSOURCES HUMAINES 55
       - 7.1.2.2. MAINTENANCE 56
       - 7.1.2.3. PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 57
       - 7.1.2.4. GESTION TECHNIQUE 58
       - 7.1.2.5. SYNTHESE 60
     - 7.1.3. Proposition de gouvernance 61
     - 7.1.4. Synthèse pour le critère service rendu 62
   - 7.2. COHERENCE ET EQUILIBRES FINANCIERS 62
     - 7.2.1. Critères d'évaluation 62
     - 7.2.2. Maîtrise des tarifs / prix pratiqués et rapport qualité/prix 63
       - 7.2.2.1. COMPARAISON DES TARIFS ACTUELS ET DES TARIFS PROPOSES EN ANNEE 1 63
       - 7.2.2.2. COMPARAISON AVEC DES TARIFS DE LA METROPOLE 67
       - 7.2.2.3. EVOLUTION DES TARIFS 70
       - 7.2.2.4. SYNTHESE 74
     - 7.2.3. Redevance au délégant 75
     - 7.2.4. Cohérence du compte d'exploitation 76
       - 7.2.4.1. CHARGES PREVISIONNELLES 76
       - 7.2.4.2. RECETTES PREVISIONNELLES 80
       - 7.2.4.3. COHERENCE DES EQUILIBRES FINANCIERS 83
       - 7.2.4.4. SYNTHESE 86
     - 7.2.5. Synthèse pour le critère cohérence et équilibres financiers 87
   - 7.3. CONCLUSION 88
8. ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC 91
   - 8.1. CARACTERISTIQUES GENERALES DU CONTRAT 91
   - 8.2. TRAVAUX 92
   - 8.3. EXPLOITATION 94
   - 8.4. CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES ET FINANCIERES 94
     - 8.4.1. Tarifs 94




Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

8.4.2. Redevance d'occupation du domaine public _____ 94
8.5. CONTROLE DE LA COLLECTIVITE _____ 95
8.6. SANCTIONS _____ 95
8.7. RESPONSABILITE _____ 95
8.8. BIENS _____ 96
9. CONCLUSION _____ ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

# 1. INTRODUCTION

Il s'agit d'une délégation de service public sous la forme d'un contrat d'affermage en vue de la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins au sein du périmètre 3 situé sur le port de Pointe-Rouge. La date d'entrée en vigueur de la convention est fixée au 1er septembre 2018.

Le délégataire aura en charge la gestion des dépendances domaniales, qui seront mises à sa disposition par la Métropole centrée sur la gestion des postes à flot compris dans son périmètre.

Il devra participer à l'animation du port, dans les conditions qui seront définies dans le contrat à partir de l'offre du candidat.

Le délégataire aura également en charge les travaux d'entretien, de réparation, de renouvellement ainsi que le programme d'investissements tels que définis dans les articles 13 et 14 du projet de contrat.

Le périmètre de cette convention de délégation de service public, dénommé «périmètre 3», est situé au niveau du Port de la Pointe-Rouge. Ce périmètre comprend 721 postes à flot, les équipements portuaires permettant l'accueil de bateaux, un bâtiment et des terre-pleins situés côté nord du port.

Le délégataire assurera le financement de l'intégralité des dépenses liées à l'exploitation du service délégué.

La rémunération du délégataire s'effectuera via les recettes perçues auprès des usagers (mise à disposition de postes, services portuaires, etc.), dans le cadre de l'exploitation du service public. Il s'agira à la fois des redevances versées par les usagers au titre du stationnement sur les dépendances domaniales concédées, des recettes liées aux missions d'animation et à l'exploitation des activités accessoires.

Les tarifs appliqués aux usagers seront délibérés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur proposition du délégataire, dans le respect des contraintes de service public.

Le délégataire devra s'acquitter d'une redevance d'occupation du domaine public dont le montant sera fixé par le contrat.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

# 2. OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport est établi en application de l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il a pour objet :

1) d'exposer l'économie générale du contrat de délégation de service public ;

2) de rendre compte du déroulement de la procédure de consultation qui a été mise en œuvre en application des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales dans leur version en vigueur à la date d'engagement de la consultation ;

3) de présenter les motifs du choix du candidat retenu au terme des négociations.

Le présent rapport comporte en annexe :

- le procès-verbal de la Commission de Délégation de Service Public en date du 7 décembre 2017 aux termes duquel la Commission a analysé les candidatures et ouvert les offres ;

- le procès-verbal de la Commission de Délégation de Service Public en date du 15 mars 2018 aux termes duquel la Commission a formulé son avis sur les offres.

# 3. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

Suite à l'adoption du principe de la délégation de service public par le conseil de la Métropole (délibération MER 001-2095/17/CM en date du 18 mai 2017), un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 25 juin 2017 au JOUE, au BOAMP, à la Provence et au Marin fixant la date et heures limites de remise des plis au 20 septembre 2017 16h30.

Deux entreprises ont déposé un pli :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP)

- Le Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR)

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 22 septembre 2017 et a procédé à l'ouverture des enveloppes contenant les dossiers de candidature.

L'analyse des candidatures a conclu que les deux candidats offrent des garanties techniques et financières satisfaisantes qui les rendent aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

La commission de délégation de service public s'est réunie une nouvelle fois le 7 décembre 2017 et a procédé à l'ouverture des enveloppes contenant les dossiers d'offre des deux candidats.

Après avoir vérifié le contenu des offres par rapport aux pièces demandées dans le règlement de consultation, la Commission a suspendu ses travaux pour procéder à une analyse détaillée de celles-ci.

La Commission de Délégation de Service Public a rendu son avis sur les offres lors de sa séance du 15 mars 2018 et m'a recommandé d'engager les discussions avec les deux candidats sus-désignés.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

Au vu de l'avis de la Commission de Délégation de Service Public, j'ai décidé d'engager les discussions avec ces deux candidats.

Par arrêté n°18/033/CM en date du 13 mars 2018, j'ai délégué à Monsieur Bernard JACQUIER, Vice-Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, la mission d'assurer le suivi des discussions avec les trois candidats.

Il a ainsi été envoyé aux candidats CCIMP et YCPR, un courrier en date du 16 mars 2018, engageant la négociation et leur demandant de préciser et optimiser leur offre. Les deux candidats ont répondu dans le délai imparti (30 mars 2018).

Par les mêmes courriers, les deux candidats ont été invités à participer à une séance de négociation qui s'est tenue le 11 avril 2018 pour YCPR et le 13 avril 2018 pour CCIMP.

Suite à ces discussions, les deux candidats ont été invités, par courriers du 17 avril 2018, à confirmer les réponses apportées au cours de la séance et à remettre une offre finale au plus tard le 27 avril 2018 à 16h30. Les candidats ont remis leur proposition dans le délai imparti.

Par courriers en date du 5 juin 2018, les deux candidats ont été informés de la clôture des négociations.

# 4. RAPPEL DES CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le Règlement de consultation précise (article 10) que la délégation sera attribuée au soumissionnaire ayant présenté la meilleure offre jugée au regard des critères hiérarchisés suivants:

1. **Qualité des propositions en termes de service rendu aux usagers.**

Ce critère sera apprécié au vu des éléments fournis par le candidat dans son mémoire technique (chapitre III) et selon la pertinence des éléments de la stratégie de gestion du périmètre concédé, d'animation et de valorisation de celui-ci, et l'adéquation des moyens humains et matériels affectés par le candidat pour la bonne réalisation de ces objectifs. Une attention particulière sera apportée à la proposition de gouvernance du candidat et à la qualité de la relation avec les différents usagers du périmètre concédé.

2. **Cohérence et équilibre financiers.**

Ce critère sera apprécié au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel, en conciliant le rapport qualité-prix des services rendus aux usagers et la maîtrise des tarifs par rapport aux prix actuellement pratiqués dans le port au sein duquel le plan d'eau est délégué et dans les autres ports métropolitains proposant des services équivalents. Ce critère sera également apprécié au regard du niveau de la redevance versée par le délégataire au délégant.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

# 5. SYNTHESE DE L'ANALYSE DES OFFRES PAR LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU 15 MARS 2018

**CCIMP**

Sur le volet **« Qualité des propositions en termes de service rendu aux usagers »** l'offre est jugée **globalement satisfaisante.**
En termes **d'animation et d'organisation** d'événements, l'offre est jugée **moyenne** car si le candidat évoque des pistes intéressantes (sea bubbles, ouverture au grand public, aux professionnels, événements lié aux Jeux Olympiques, des régates « challenge » Consulaires, Métropolitaine, Universitaires, etc.) il ne s'engage pas clairement à les réaliser (annexe B6 non fournie) et ne les valorise pas dans son compte d'exploitation.
En termes de **valorisation domaniale**, l'offre est jugée **moyenne**. Le candidat s'engage à développer les espaces dévolus aux professionnels (de 0% à 9%) et ceux réservés aux passagers (de 1% à 9%) mais il n'explique pas comment il entend libérer les places en question et gérer les différentes listes d'attentes. Les évolutions tarifaires proposées comportent des incohérences (tarifs pour les occupations non commerciales et commerciales) et n'intègrent pas la taxe foncière de plan d'eau.
Concernant le volet **développement durable**, l'offre de la CCIMP est jugée **satisfaisante**. Le candidat propose de former son personnel, d'améliorer la collecte et le tri des déchets (valorisé à 100.000€), de sensibiliser les usagers aux écogestes (via le règlement intérieur de la DSP et un « port center mobile » valorisé à 10.000€) et de les inciter à la sobriété (contrôle des fluides par une facturation à la consommation réelle). Il envisage aussi des pistes intéressantes mais sans les valoriser et sans expliquer comment il s'engage à les mettre en œuvre (brigade de la propreté, démarche achat responsable et chantier vert, charte développement durable pour les usagers).

Les **moyens humains** mobilisés (de 6,86 ETP à 8 ETP) sont **satisfaisants** et un plan de formation est prévu pour les personnels.
La **maintenance** est jugée **faible** (150€/place/an contre 203€ dans la précédente délégation) et son contenu devra être précisé.
Les **investissements** (y compris le renouvellement) sont bien détaillés et d'un niveau (1.215.000€) jugé **satisfaisant.** La **gestion technique** propose des améliorations intéressantes (WIFI, télésurveillance, plan qualité, tarifs modulés en fonction des sorties, conciergerie, gestion et maintenance centralisée des bateaux en location, proposition de VAE, laverie automatique, gestion en réseau des places et du passage, réservation en ligne, gestion par badge des équipements, panneau d'information dynamique), elle est jugée **satisfaisante**.
En termes de **gouvernance** l'offre de la CCIMP est complète et associe bien les usagers aux décisions principales, elle est jugée **satisfaisante.**

Concernant le volet **« cohérence et équilibres financiers »,** l'offre de la CCIMP est jugée **globalement satisfaisante.**
Malgré des augmentations tarifaires significatives sur la durée de la DSP (tarifs plaisanciers de 51,61 € /m² à 66€ ; tarifs professionnels de 60€/m² à 81,7€ ; tarifs passagers de 70€ à 135€), les tarifs proposés n'intègrent pas la taxe foncière des plans d'eau. L'estimation pessimiste (235€ par poste à flot) de cette dernière par le candidat est, en outre, pénalisante pour l'équilibre financier et il conviendra d'intégrer une valeur moyenne plus proche de la somme demandée au Délégant (environ 150€ /poste/an). Certaines hypothèses de recettes sont à expliquer et à justifier (recettes de passage, bonus/malus, prestations et services complémentaires).
La **redevance** proposée au Délégant est intéressante (6.494.000€ en cumulé sur la durée du contrat) comprenant une part fixe indexée à 2% par an, ainsi **qu'une part variable sur la base de 3% du CA.**



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

**Au global, l'offre de la CCIMP est jugée globalement satisfaisante et nécessitera d'être justifiée techniquement et financièrement sur plusieurs points.**

**YCPR**

L'offre de **l'YCPR** est solide et intéressante mais elle nécessitera d'être ajustée car son offre va au-delà des charges que le délégant souhaite porter.

Sur le volet **« Qualité des propositions en termes de service rendu aux usagers »** l'offre est jugée **globalement satisfaisante.**

En termes **d'animation** et d'organisation **d'événements** l'offre n'est jugée que **satisfaisante.** En effet, si l'YCPR propose un volume d'animations (développement de la section voile, développement de la section plongée, Yachting-restaurant café club house) et de manifestations qui dépasse fortement celui de la précédente DSP (26 manifestations annuelles organisées en propre contre 8 dans la précédente DSP), ce programme dépasse fortement les attentes du Délégant en termes de moyens mobilisés. Il conviendra que le candidat ajuste sa proposition de manière à garder un bon niveau d'animations sans peser, au-delà du raisonnable, sur le Délégant.

En termes de **valorisation domaniale**, l'offre est ici jugée **faible,** dans la mesure où la proportion actuelle des usages des postes à flot reste inchangée, notamment pour les places de passage et les professionnels.

Concernant le volet **développement durable**, l'offre est jugée **satisfaisante** (Action clean port, label pavillon bleu, sensibilisation au développement durable, clauses de protection de l'environnement dans la politique d'achat et de prestations), mais nécessitera d'être précisée financièrement.

Les **moyens humains** mobilisés (de 6,86 ETP à 14,3 ETP à terme) sont jugés moyens pour les mêmes raisons que le volet animation. Il conviendra que le candidat revoit les effectifs à la baisse pour les faire coïncider avec la réduction des activités portées en propre dans la DSP.
La **maintenance** est jugée **très satisfaisante** avec un budget de qualité (273€/place/an contre 203€ dans la précédente délégation) et un plan d'entretien et de maintenance détaillé.
Les **investissements** (y compris le renouvellement) sont jugés **satisfaisants**, le montant cumulé (1.230.000€) est cohérent.
La **gestion technique** reste dans la continuité de l'exploitation actuelle de la DSP avec quelques améliorations, notamment concernant le système informatique. Elle est jugée **satisfaisante**.

En termes de **gouvernance** l'offre de l'YCPR nécessite des éclaircissements dans l'articulation entre le délégant et le délégataire, puis entre le délégataire et le club YCPR, ainsi que les usagers du périmètre. Elle est jugée **moyenne.**

Concernant le volet **« cohérence et équilibres financiers »,** l'offre de l'YCPR est jugée **globalement moyenne.**
Malgré les augmentations tarifaires sur la durée de la DSP relativement contenues (tarifs plaisanciers de 51,61 € /m² à 63,5€), les tarifs proposés n'intègrent pas la taxe foncière des plans d'eau, il conviendra d'intégrer une valeur moyenne équivalente à la somme demandée au Délégant (environ 150€ /poste/an). Concernant la cohérence des comptes, si l'estimation des charges et recettes apparaît justifiée, l'équilibre économique proposé par le candidat est trop fragile,



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

principalement à cause de la charge trop importante qu'il fait porter à la DSP. La marge d'exploitation négative n'est pas cohérente avec le niveau des investissements proposés et, d'une manière générale, avec un plan de gestion sain et équilibré
La part fixe de la **redevance** qui est proposée au Délégant (**5.803.000€** en cumulé sur la durée du contrat) est indexé à 2% et aucune part variable n'est proposée.

**En, l'état, l'offre de l'YCPR est moyenne et nécessitera d'être ajustée en termes de moyens mobilisés, notamment humains et financiers, pour réduire la charge pesant sur le Délégant et améliorer ainsi sa marge d'exploitation.**

# 6. QUESTIONS ABORDEES AU COURS DE LA NEGOCIATION

Les tableaux suivants présentent les questions posées aux candidats ainsi que leurs réponses avant la séance de négociation :

**CCIMP**

**Annexes non fournies**
Les annexes suivantes n'ont pas été fournies ou fournies vierges :
B6 – grille des manifestations
B7 – état des occupations domaniales

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| 1. Explicitez les interactions envisagées avec les clubs et les partenaires externes pour l'organisation des événements et manifestations | Dans le cadre de son programme, la CCI Marseille Provence propose, d'une part maintenir les événements existants organisés par l'UNM et le Rowing Club dans une logique de partenariat et, d'autre part, créer de nouveaux événements permettant de développer le village plaisance (notamment des événements populaires et des événements business). Ce programme nécessite en effet des interactions avec les clubs (UNM et Rowing Club en particulier) et les partenaires externes (financeurs, sponsors, co-organisateurs, sous-traitants, partenaires divers).<br><br>Concernant les événements autour des sports nautiques et de la convivialité, en particulier ceux nécessitant l'usage du plan d'eau, l'UNM et le Rowing Club constituent des partenaires privilégiés avec qui la CCI souhaite travailler, dans la mesure où nous souhaitons qu'il reste organisateur des nombreuses régates et événements de club. Nous envisageons de formaliser ce partenariat par la |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | signature d'une convention. La CCIMP souhaite également compléter l'offre d'événements de type régates (ex. Olympiades universitaires, challenge consulaire) et évaluera la possibilité de les co-organiser avec les clubs présents. La CCI, à travers son réseau, sera en mesure d'apporter de nouveaux soutiens, partenaires et sponsors aux différents événements.<br><br>Concernant les événements hors plan d'eau de type festif / business / intégration ville-port, la CCIMP activera son réseau de partenaires et son savoir-faire pour garantir une organisation efficace, comme elle sait régulièrement le faire dans le cadre d'événements variés (ex. MP2013, MP2017, MP2018).<br><br>Le programme d'événements (joint en annexe n°1 - B6) ciblé par la CCIMP sera coordonné par une personne à temps plein appartenant aux effectifs de la DSP. Son rôle consistera à gérer le programme d'événements, coordonner les différents partenaires et les clubs impliqués, suivre l'utilisation des budgets associés à la DSP (subvention d'événements notamment), apporter un soutien opérationnel à l'organisation des événements. Par ailleurs, les effectifs de la DSP responsable des opérations du port pourront ponctuellement apporter un soutien opérationnel ou logistique à l'organisation des événements, en collaboration avec les différents acteurs mobilisés et notamment les clubs. |
| 2. Précisez vos propositions en termes de gestion «transparente» des listes d'attente | La gestion des listes d'attente reposera sur un processus clairement défini, validé par le délégant et partagé auprès des usagers (à travers le règlement intérieur de fonctionnement du port).<br><br>- Les demandes d'inscription sur liste d'attente seront collectées soit par téléphone soit via un site internet dédié à la DSP<br><br>- L'attribution des postes à flot sera réalisée sur la base d'une procédure et de critères clairement définis: vocation de la place libérée (longue durée, passage, professionnel), taille de bateau (adéquation entre la taille de la place libérée et la taille du bateau), ancienneté sur la liste d'attente. |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | - La liste d'attente sera communiquée régulièrement au délégant<br><br>- Le transfert de droit d'usage, dans le cas où il serait toujours pratiqué, sera supprimé. L'utilisation des places de passage à usage longue durée sera également supprimée.<br><br>- Nous envisageons d'appliquer des frais annuels (20€HT/an) de maintien sur liste d'attente afin de décourager les candidats peu sérieux.<br><br>Ce dispositif pourra être discuté pendant les négociations. |
| 3. Précisez ce que vous envisagez en termes d'occupation d'un local vous permettant d'assurer votre mission de délégataire à proximité du plan d'eau concédé et valorisez ce poste (acquisition, location, etc.) | Il est indiqué dans les documents de consultation que des locaux sont mis à disposition du délégataire D'après l'annexe RC3 A7, lesdits locaux sont situés au RDC du bâtiment. Il est précisé : « les superficies des locaux administratifs et techniques occupés par le délégataire pour l'exercice de ses missions sont estimées à 376 m².<br><br>Nous considérons ces surfaces comme surévaluées compte tenu de notre besoin et estimons les surfaces nécessaires à 143 m².<br><br>Dans la mesure où ce local est mis à disposition du délégataire, nous ne considérons pas de loyer associé dans le cadre de la DSP. Cette superficie occupée par le délégataire sera bien évidemment retranchée à la superficie totale du bâtiment pour identifier la base de calcul de la redevance due par l'occupant du reste du bâtiment. |
| 4. Votre proposition de Bonus-Malus sur la pollution n'est pas recevable en l'état. Elle doit soit être précisée (quelles règles mettre en place, quelles modalités de contrôle, etc), soit être supprimée. | Nous comprenons de votre question que notre proposition de Bonus-Malus mérite d'être précisée: la mise en œuvre des outils smart port permettra une acquisition de données détaillées sur les bateaux et leurs usages ainsi qu'une facturation individualisée en fonction des usages.<br><br>Le premier changement portera sur la facturation des fluides (eau et électricité). Les nouveaux outils permettront par la suite d'envisager l'application de bonus-malus sur la pollution des bateaux: en effet, les équipements de smart port (bornes connectées, capteurs, systèmes d'information, données contractuelles dématérialisées, outils portatifs à |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | usage du maître de port, etc.), permettent de collecter et d'utiliser de nombreuses données incluant les caractéristiques des bateaux et leur utilisation. Ils constitueront les moyens de contrôle prévus pour appliquer les dispositions de bonus-malus.<br><br>A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de formaliser des règles précises d'évaluation et de préciser les différents critères et paliers à considérer, ainsi que leur traduction en termes de bonus et de malus: nous ne pouvons donc pas fournir une grille précise de tarifs. Néanmoins, nous avançons dans la réflexion, et il nous paraît envisageable d'instaurer ce système sur la base de la taille, du type et / ou de l'ancienneté du moteur.<br><br>Il s'agit de s'adapter à l'introduction de nouvelles normes et à l'usage croissant des énergies alternatives en jouant la carte de l'innovation technologique et tarifaire. En effet, à ce jour, nous n'avons pas identifié l'existence de ce type de modulation tarifaire dans d'autres ports (cependant des études sont en cours). Une étude spécifique devra être réalisée dans le cadre de la DSP afin de calibrer précisément, en fonctions d'objectifs clairement spécifiés, la modulation tarifaire. Le cadre de la DSP pourra en devenir un véritable laboratoire.<br><br>A titre d'exemple, en lien avec ce type d'innovation et l'actualité, la CCIMP et ses partenaires (notamment GPMM, The Camp, de grandes entreprises) travaillent au développement du Smart Port. Ce projet ne concerne pas en l'état la plaisance mais les bonnes pratiques et innovations pourraient y être transposables. La collecte et la valorisation de données est également au coeur de l'innovation dans le cadre du projet en cours «Aix Smart Places» mené par The Camp : améliorer le bien-être des usagers grâce à la capture de données urbaines via des infrastructures connectées.<br><br>Ainsi The Camp pourra être un partenaire privilégié pour la conception et la mise en oeuvre de cette modulation tarifaire. |
| 5. Votre proposition de Bonus-Malus sur les sorties | Nous comprenons de votre question que notre |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| n'est pas recevable en l'état. Elle doit soit être précisée (quelles règles mettre en place, quelles modalités de contrôle, etc), soit être supprimée. | proposition de Bonus-Malus mérite d'être précisée :<br><br>Sur le même modèle qu'indiqué ci-dessus, nous nous appuierons sur les outils smart port mis en oeuvre sur le périmètre de la DSP pour mesurer le nombre d'entrées et sorties annuelles des usagers (grâce aux bornes connectées, capteurs ou autre système de déclaration de sortie par les usagers). Là encore il est difficile d'établir à ce stade des règles précises d'évaluation et de préciser les différents paliers à considérer, ainsi que leur traduction en termes de bonus et de malus.<br><br>Il faut également considérer cette opportunité comme une véritable innovation visant à développer l'usage du port. Cette modulation tarifaire ne sera pas mise en œuvre dès la première année de la DSP: il s'agira d'abord d'étudier les usages afin de proposer une politique de modulation tarifaire adaptée, capable d'apporter les résultats attendus.<br><br>Ici encore nous souhaitons conserver ce projet afin de valoriser l'expérimentation et l'innovation dans le domaine de la plaisance au sein de la DSP. The Camp pourra également être un partenaire privilégié pour la conception et la mise en oeuvre de cette modulation tarifaire.<br><br>Nous proposons d'échanger sur notre proposition, dont notamment la nature des règles à mettre en place et les modalités de contrôle, lors de la prochaine session de négociations. |
| 6. Parmi les services accessoires, la vente de carburants ne pourra pas être proposée aux usagers du périmètre car un délégataire de service public en charge de l'avitaillement est présent sur le port de la Pointe-Rouge, son contrat comporte une clause d'exclusivité sur ce port. Veuillez en tenir compte dans vos recettes | Notre projet ne comporte pas d'activité de vente de carburant. Le modèle économique ne présente donc aucune recette associée. |
| 7. Comment envisagez-vous de consulter les riverains, et les acteurs des plans d'eau pour construire votre programme d'action et d'animation? | Dans le cadre de la gouvernance prévue, le Comité de Coordination se verra être l'instance d'échanges privilégiée dont les objectifs comprennent: échange et information avec les usagers et parties prenantes ainsi que la coordination de l'animation, des évènements et des actions effectués dans le |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | cadre de la DSP. Ce Comité rassemblera des représentants de toutes les parties prenantes (y compris : riverains, associations & clubs, acteurs divers des plans d'eau). Des commissions thématiques au sein du Comité pourront être mises en place afin de mieux cadrer les travaux.<br><br>Ainsi le programme d'actions et d'animations sera co-construit et validé dans le cadre du Comité de Coordination. Il fera l'objet d'un bilan annuel comportant une évaluation du programme afin d'identifier les pistes de développement du programme suivant. |
| 8. Comment envisagez-vous de facturer «au réel» les consommations des fluides ? | Les bornes connectées seront installées à partir de l'année 2 (opérationnelles en année 3). Elles permettent une facturation individualisée des fluides afin de sortir du système de la consommation en libre-service qui s'avère contraire aux tendances du développement durable. Plusieurs modèles sont envisageables :<br><br>- Facturation au réel de la consommation sur la base d'un prix au litre d'eau et au kwh d'électricité consommés<br><br>- Attribution au contrat d'un volume d'eau et d'électricité annuel en fonction de la taille du bateau avec possibilité pour l'usager de «recharger» ses droits à la consommation.<br><br>L'outil smart port permettra aux usagers d'être informés en temps réel par mail ou sms de leur consommation. La tarification sera construite notamment sur la base de benchmark de ce qui est réalisé actuellement dans d'autres ports qui ont fait le choix des bornes connectées. |
| 9. Vous envisagez d'imposer des «chartes de bonne conduite et de développement durable» aux plaisanciers, usagers, associations, clubs nautiques, commerçants (achat responsable) et entreprises (chantier propre) qui interviennent dans le périmètre délégué. Précisez le contenu de ces chartes et ce que vous vous engagez à imposer à ces acteurs. | Voici ce que nous proposons dans le projet stratégique et la note sur le développement durable que nous vous avons remis en termes de chartes et d'engagements :<br><br>- Extrait du projet stratégique :<br><br>o «Les commerces de proximité seront impliqués au travers d'une charte qui cadre les conditions d'accueil (sourire, expérience en magasin, etc.). Le nom des signataires de la charte sera renseigné |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | dans le livret d'accueil [remis aux plaisanciers].»<br><br>o La rédaction de cette charte s'inspirera de la charte et du label « Cruise Friendly » utilisée dans le Var (conçue par Var Provence Cruise Club et la CCI Var) pour valoriser les commerces auprès de touristes débarquant des bateaux de croisière. Quelques éléments: horaires d'ouverture des établissements, qualité de l'accueil/convivialité, cadeaux de bienvenue aux plaisanciers de passage, réductions spécifiques, etc.<br><br>- Extrait de la note développement durable :<br><br>o «Par ailleurs, le port est signataire de la «charte pour le développement durable des ports de plaisance de PACA» qui vient renforcer l'engagement du port sur ces thématiques et a pour ambition d'aller au-delà du label Ports Propres.<br><br>En tant que délégataire, nous nous engageons à faire perdurer le respect des engagements du Label Port Propres et de la Charte mentionnée ci-dessus.<br><br>Par ailleurs, il nous apparaît important d'adhérer au Réseau Mer et d'en signer la Charte. Le Réseau Mer a été créé par la Région Paca en 2001, son objectif est de faire évoluer les comportements et améliorer les processus de préservation du milieu littoral et marin, indissociable d'un développement socio-économique et culturel de qualité. Cet objectif est poursuivi à travers une politique globale d'éducation à l'environnement et la mise en oeuvre de diverses actions.<br><br>Enfin, nous envisageons de proposer à la signature une «Charte Développement Durable» aux usagers du port de plaisance et aux adhérents des clubs présents sur le périmètre de la DSP. Cette charte aura pour objectif de partager des valeurs communes et de proposer un engagement sur le respect de l'environnement et la promotion du développement durable. »<br><br>o La charte développement durable mentionnée ci-dessus n'a pas encore été rédigée à ce jour. Elle s'inspirera de chartes équivalentes existantes dans |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | d'autres ports (et de la charte des plaisanciers Pavillon Bleu: que nous joignons en annexe n°4) et contiendra des engagements tels que: usage raisonné des fluides, éviter le gaspillage, ne pas polluer le plan d'eau et les espaces à terre, utilisation des bacs de tri, cuves, conteneurs prévus pour les différents déchets, réduction des déchets, utilisation de produits respectueux de l'environnement, respect du voisinage et des autres plaisanciers, etc.<br><br>- Extrait de la note développement durable:<br><br>o «En outre, tous les travaux réalisés, qu'ils soient à terre ou sur le plan d'eau, respecteront des standards de protection environnementale élevés. Nous demanderons aux prestataires de s'engager contractuellement sur le respect de l'environnement»<br><br>o Nous n'avons pas de contrat type à disposition présentant des engagements sur le respect de l'environnement, ils seront rédigés au cas par cas en fonction des enjeux liés aux travaux concernés. La CCIMP, à travers les procédures de commande publique est capable d'imposer de telles mesures dans ses cahiers des charges.<br><br>Nous précisons qu'une charte n'a pas vocation à imposer mais plutôt à partager un système de valeurs communes et de bonne conduite. Dans le cas où l'une des parties prenantes ne respecterait pas les éléments d'une des chartes en question, nous envisagerons des actions de sensibilisation et, in fine en cas de nécessité, d'éventuelles sanctions, dans la mesure du possible. |
| 10. Vous indiquez qu'un programme de marketing et de communication sera proposé chaque année pour valoriser vos actions et vos partenaires. Comment envisagez-vous de le définir et d'y associer vos partenaires? | Le plan marketing comprendra deux dimensions, que nous pourrons évoquer au cours des négociations :<br><br>- Une première dimension autour de la promotion de la marque de la DSP (ex. «Marseille Destination Plaisance»). Nous souhaitons co-construire et partager une vision commune de cette marque avec les acteurs locaux, dont la Métropole en sa qualité d'autorité délégante. Elle doit s'insérer dans le marketing territorial en tant que déclinaison d'une future marque territoriale. L'objectif sera |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | notamment de cristalliser une véritable fierté d'appartenance de la part des plaisanciers, des citoyens et résidents. La promotion de la marque sera associée à la mise en valeur des actions annuelles et des partenaires de la DSP à travers divers supports (web, newsletter, affichage public, etc.).<br><br>La deuxième dimension autour de la valorisation de l'offre de la DSP auprès des utilisateurs. |
| 11. Comment envisagez-vous d'animer régulièrement les espaces nautiques concédés et à quelles fréquences ? | L'animation des espaces nautiques relève de 2 dimensions: l'animation régulière et l'événementiel.<br><br>Concernant l'événementiel, nous avons joint l'annexe n°1 - B6 qui liste les événements prévus dans le cadre de la DSP. Les événements, en particulier les régates, mobilisent des espaces sur le plan d'eau et à terre. Nous n'avons pas précisé, à ce stade, en détail les espaces utilisés lors de chaque événement car nous entendons échanger au préalable avec les clubs concernés en vue de permettre une organisation fluide et efficace dans la lignée de ce qui a été fait jusqu'alors.<br><br>Concernant l'animation régulière, le programme est fourni |
| 12. Comment envisagez-vous de mettre en valeur les navires de patrimoine? | Nous entendons par navires de patrimoine (selon la définition de l'association Patrimoine Maritime et Fluvial) :<br><br>- Les bateaux protégés au titre des Monuments Historiques<br><br>- Les BIP – Bateau d'Intérêt Patrimonial (bateaux ayant reçu le Label PMF)<br><br>- Les bateaux de conception ancienne, avant 1950<br><br>Nous nous tenons bien sûr à l'écoute de la Métropole dans le cas où elle souhaite élargir ce périmètre à d'autres navires.<br><br>Nous effectuerons dès le démarrage du contrat de DSP une reconnaissance des bateaux de patrimoine stationnant sur le périmètre de la DSP en vue de les valoriser. Leur valorisation consistera en l'attribution d'un poste à flot au plus proche du quai, un regroupement avec les autres bateaux de |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | patrimoine et, si cela s'avère pertinent, la mise en oeuvre d'une signalétique dédiée. |
| 13. Comment envisagez-vous de développer les «supports olympiques», les «bateaux collectifs» et les «supports promus» par les fédérations sportives? | Le développement des supports olympiques, bateaux collectifs et supports promus par les fédérations sportives passe à la fois par les événements et l'animation régulière de la DSP. Côté événements, il s'agit, en effet, de développer les régates s'appuyant sur ces bateaux et supports. L'animation, à travers les sports nautiques proposés, proposera également le développement de ces supports.<br><br>Pour cela nous envisageons de construire un plan d'actions de développement de ces supports dans le cadre du Comité de Coordination. Ce plan d'actions sera construit en collaboration avec les différentes parties prenantes, incluant des représentants des fédérations, notamment la FFV. Nous souhaitons notamment organiser une régate de type série olympique de façon régulière, préalable à la tenue des JO à Marseille. Une collaboration avec les clubs nous semble essentielle pour mettre en place une nouvelle régate.<br><br>Nous avons bien compris que la tenue des JO à Marseille constitue un enjeu majeur pour la plaisance. A ce titre, nous proposons d'en discuter lors de la prochaine session de négociations. |
| 14. Comment et à quelle fréquence envisagez-vous l'organisation de «manifestations populaires»? | L'organisation de manifestations populaires et festives s'adressant au grand public fait partie des souhaits de la Métropole exprimés dans le DCE. La CCIMP souhaite développer les interactions ville-port à travers la mise en place d'un véritable village plaisance. Cela passe par des événements annuels (Grande fête du Vieux-Port, conférences thématiques, opération port propre) ainsi que par de l'animation régulière ouverte à tous les publics (citoyens, étudiants, scolaires, public handicapé, professionnels, chercheurs, etc.) à travers le Port Center, les activités proposées par les clubs, la mise à disposition de postes à flots pour des professionnels ou associations. Nous envisageons également la mise en oeuvre d'une «journée Port ouvert» sur une base annuelle: événement à vocation festif et informatif (découverte du port, des |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | clubs, de l'offre professionnelle, etc.) permettant aux citoyens de s'approprier le port.<br><br>Le projet d'esplanade avec couverture du parking se positionne comme un espace privilégié pour l'organisation de manifestations populaires. S'il était mis en oeuvre, une partie de cet espace pourraient être concédé à un spécialiste de l'évènementiel avec un cahier des charges précis ciblant des animations à vocation populaire notamment. Cet espace constituerait également une infrastructure essentielle dans l'accueil des différentes manifestations autour des Jeux Olympiques (avant et pendant).<br><br>Nous sommes bien sûr preneurs de vos retours d'expérience sur la gestion passée des ports pour ajuster notre proposition. |
| 15. Comment et à quelle fréquence envisagez-vous l'organisation de manifestations «à haute notoriété»? | Le programme de la CCI Marseille Provence propose plusieurs évènements annuels que nous pouvons qualifier de manifestions à haute notoriété :<br><br>- Des régates internationales<br><br>o Existantes : Med Cup, SNIM dériveurs ;<br><br>o Futures : régate sur support olympique ;<br><br>- Des régates emblématiques organisées avec d'autres clubs : les Voiles du Vieux Port, le Challenge Florence Arthaud.<br><br>Ici encore, le projet d'esplanade avec couverture du parking se positionne comme un espace privilégié pour l'organisation de manifestations à haute notoriété. S'il était mis en oeuvre, une partie de cet espace pourraient être concédé à un spécialiste de l'évènementiel avec un cahier des charges précis ciblant des manifestations de ce type.<br><br>L'organisation de ces évènements reposera sur un pilotage par la CCI MP (effectif DSP en charge de la coordination des manifestations) et la mobilisation de nombreux partenaires (clubs, fédérations, sous-traitants, partenaires financiers, sponsors, etc.). |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | Nous sommes bien sûr preneurs de vos retours d'expérience sur la gestion passée des ports pour ajuster notre proposition. |
| 16. Comment et à quelle fréquence envisagez-vous d'organiser des «olympiades universitaires», des «régates challenges»? | Nous souhaitons, en effet, étoffer le programme d'événements avec deux manifestations :<br>- Des olympiades universitaires<br>- Un ou des challenges consulaires (et/ou challenge Kedge, challenge Métropole)<br>Le format et le planning de ces régates n'a pas encore été défini dans le détail. Elles feront l'objet d'une conception précise après éventuelle attribution de la DSP à la CCIMP, en coordination avec la Métropole. Comme indiqué précédemment, l'organisation de ces évènements reposera sur un pilotage par la CCIMP (effectif DSP en charge de la coordination des manifestations) et la mobilisation de nombreux partenaires (clubs, Aix-Marseille Université, fédérations, sous-traitants, partenaires financiers, sponsors, etc.).<br>Nous pourrons bien sûr en discuter lors des négociations. |
| 17. Comment envisagez-vous de réaliser l'évènement « sur deux jours » à destination de l'innovation, des EnR et des smart grids pour les entreprises ? Avec quels partenaires, selon quelles modalités et avec quel budget ? | Nous ne comprenons pas cette question. Il n'est pas prévu de tel évènement dans notre offre sur le périmètre de la DSP. |
| 18. Quelle est la nature et la fréquence de «l'événement du réseau des CCI de Méditerranée» ? | Il s'agit d'une régate annuelle mobilisant le réseau international de la CCIMP (Réseau Méditerranéen). Il permettra d'accroître le rayonnement international du nautisme marseillais et de développer l'attractivité du territoire auprès d'un public et d'entreprises étrangères.<br>L'événement reste à définir en détails au fil de la procédure et de nos échanges avec la Métropole. |
| 19. Vous évoquez la participation à un projet de «cité des sciences et de la plongée», de quoi s'agit-il? Comment envisagez-vous de participer à ce projet? | Depuis la remise de notre offre initiale, nous avons poursuivi la réflexion. A ce stade, nous avons choisi de ne pas valoriser ce projet dans le cadre de cette DSP et vous prions de ne pas en tenir |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | compte. |
| 20. D'une manière générale, vous envisagez plusieurs projets (panne Sofitel, sea bubbles) qui ne sont ni expliqués ni valorisés. Merci de les préciser ou de les supprimer. | Plusieurs projets relèvent d'une volonté d'innovation et d'expérimentation dans la gestion et l'animation portuaire. A ce titre, plusieurs projets figurent dans notre offre initiale, et qui sont précisés comme suit :<br><br>A. L'accueil de croisiéristes :<br><br>- La situation actuelle :<br><br>Les navires de croisières escalent au mole croisière situé dans les bassins est du port de Marseille. Généralement l'acheminement des croisiéristes vers le centre-ville est réalisé par un service d'autocars.<br><br>- Le projet : une offre complémentaire pour l'acheminement des croisiéristes en centre-ville<br><br>Une offre complémentaire :<br><br>Avec le développement de l'intermodalité et de la restriction de la circulation dans les centres-villes, nous pouvons imaginer dans un futur proche ou à moyen terme le développement de services de bateaux-bus en lien avec le mole croisière.<br><br>Ce service permettra l'acheminement des croisiéristes en centre-ville avec une entrée emblématique par la mer dans le Vieux Port.<br><br>Un ou des emplacements pour ces bateaux-bus pourraient être réservés sur le périmètre des DSP 1.<br><br>Ces postes à quai seront assortis d'un dispositif mobile de sûreté – sécurité composé d'un portique et de personnel accrédité pour les contrôles et la fouille.<br><br>Un service dédié à un marché en développement :<br><br>Par ailleurs, le marché de la croisière, en particulier des croisières de luxe, se développe. De nouvelles offres pourraient voir le jour n'impliquant pas nécessairement le mole croisière : des navires au mouillage dans la rade de Marseille seront des |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | utilisateurs naturels de services de bateaux-bus ou bateaux-taxis pour le centre-ville.<br><br>Cette situation pourra se présenter pour des croisières de luxe ne souhaitant pas faire escale au mole dédié ou bien en cas de saturation du mole croisière (à ce jour, seulement de rares cas dans l'année, mais la situation pourrait se renouveler à l'avenir). Nous pensons également que les Jeux Olympiques pourraient constituer un tremplin à ce type d'offre.<br><br>Notons que ce type de service existe déjà dans le Var : la faisabilité et le dimensionnement sont donc éprouvés.<br><br>B. Le projet Sea Bubbles :<br><br>Nous pensons que le développement des mobilités alternatives dans les espaces urbains nécessite ce type d'expérimentations. L'objectif affiché n'est pas la mise en oeuvre inconditionnelle d'un tel dispositif sur le périmètre de la DSP mais bien de proposer un espace d'expérimentation ouvert aux projets innovants.<br><br>L'expérimentation du projet Sea Bubbles a été ralentie voire stoppée sur la Seine à Paris. Il existe une opportunité de le développer à Marseille. Les expérimentations futures pourront également concerner d'autres projets à travers des conventions de R&D par exemple. La CCIMP mobilisera ses ressources et partenaires pour attirer ce type d'innovation sur le périmètre de la DSP en offrant un espace d'expérimentation. Ces projets constituent de véritables outils de valorisation du territoire, au-delà du simple périmètre des ports de plaisance. Nous souhaitons nous inspirer de ce que fait The Camp, partenaire de la CCIMP, sur d'autres types de mobilité (ex. développement du déplacement urbain aérien avec la solution Airbus : «Pop Up»).<br><br>Il est donc délicat d'être plus précis à ce stade de notre candidature, mais nous souhaitons conserver cet élément dans notre projet. |
| 21. Vous envisagez la mise en place d'une «Brigade de la propreté» mutualisée sur plusieurs | En effet, il nous semble intéressant de proposer une mutualisation de cette «brigade de la |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| sites. Merci de la décrire et de la valoriser (ETP, fréquence, moyens) pour ce périmètre de DSP uniquement. | propreté» aux gestionnaires d'autres sites portuaires de Marseille. Voici la description du service dans le cas où il serait mutualisé :<br><br>- 1 agent intervient chaque jour sur un site portuaire différent (1/2 ETP), assisté d'un agent du port dans lequel il intervient.<br><br>- Opérations :<br><br>o Nettoyage du plan d'eau en surface, dépôt des déchets dans son port d'attache équipé d'un point propre avec tri sélectif<br><br>o Disponible sur demande: son numéro de portable est inscrit en gros sur le bateau (et renseigné sur le site web des ports) afin que n'importe qui puisse l'appeler à tout moment<br><br>- Equipement: un bateau de servitude, un équipement de nettoyage du plan d'eau de type épuisette (possibilité à étudier : équipement d'une épuisette automatisée - pas d'action de l'agent pour la collecte des déchets)<br><br>Dans le cas où nous ne pourrions pas mutualiser entre plusieurs sites ce service :<br><br>- Utilisation d'un bateau d'un club (CNTL): location ou prêt<br><br>- Mobilisation d'un agent du port sur une base régulière (ex. 30 min par jour) pour le nettoyage du plan d'eau<br><br>- Equipement d'une épuisette et utilisation du poste de tri de la DSP |
| 22. Merci d'ajouter à l'annexe B3 une nouvelle colonne avec la date d'entrée en fonction du salarié. | Nous avons ajouté la colonne demandée. |
| **Tarifs à justifier**<br><br>Les tarifs d'occupation doivent être établis en tenant compte des montants de taxe foncière et de taxe de séjour que le futur délégataire devra s'acquitter auprès du délégant. | |
| 23. Veuillez justifier la hausse des tarifs d'occupation de longue durée des terre-pleins. | Il s'agit d'une mauvaise compréhension des informations transmises dans le dossier de consultation des entreprises sur les tarifs appliqués par le précédent délégataire (annexes A6 A et A6 |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | B « Derniers Tarifs Délégataire en Vigueur ») : les tarifs de terre-plein bâti (15 € HT/m²) et de terre-plein non bâti (15 € HT/m²) ont été considérés comme un tarif de base applicable à tous les occupants de terre-plein, auquel s'ajouteraient des tarifs spécifiques suivant qu'il s'agisse d'une activité commerciale ou non commerciale.<br><br>Les tarifs d'occupation des terre-pleins appliqués dans notre projet de DSP sont identiques (hors inflation) à ceux appliqués par le précédent délégataire.<br><br>Nous avons revu notre grille tarifaire sur cette base, que nous proposons de vous présenter lors de la prochaine session de négociations. |
| 24. Veuillez apporter des précisions sur la répartition du plan d'eau présentée en année 1. Des différences sont constatées par rapport à l'annexe A7 A du DCE. | |
| Il est envisagé 7 postes dédiés aux professionnels alors qu'actuellement aucun professionnel n'est présent sur le plan d'eau. | En effet, cette répartition était erronée : nous ne considérons pas 7 postes dédiés aux professionnels mais 7 postes de type Association (dédiés à l'YCPR), conformément à l'annexe A7 du DCE. Nous avons pris en compte cette erreur et modifié en conséquence la répartition du plan d'eau présentée en année 1. Nous prévoyons par la suite de libérer des places pour les professionnels et d'en augmenter progressivement le nombre. |
| Veuillez préciser le repositionnement dans votre grille des 42 passagers, bénéficiant d'une occupation de courte durée sur des places occupées (annexe A7 A du DCE) | En effet, ces plaisanciers n'ont pas été correctement enregistrés dans le modèle figurant dans notre offre initiale. Les 42 plaisanciers occupant actuellement des postes de passage ont désormais été isolés dans le modèle actualisé. Ils jouissent d'un contrat spécifique de « passage longue durée ». Nous prévoyons dans notre politique tarifaire un alignement progressif de leurs tarifs sur les tarifs des usagers résidents (longue durée) en parallèle de la transformation de leur contrat en « occupation poste à flot longue durée ». Nous proposons de vous présenter ce modèle actualisé à l'occasion des prochaines négociations. |
| 25. Veuillez préciser le tarif appliqué aux usagers occupant 42 places en tant que passager | Nous comprenons des informations transmises que ces usagers bénéficient a priori d'un contrat |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | spécifique de type « passage longue durée » à un tarif de 0,32€HT/m²/j (donnée 2017 fournie par la Métropole), dans la continuité de la situation actuelle. Leur tarif sera progressivement réduit pour s'aligner en année 3 sur les tarifs des contrats d'occupation longue durée d'un poste à flot (cf. réponse Q24) |
| 26. Veuillez expliciter la correspondance entre les redevances d'occupation des postes courtes durées du modèle utilisé pour la réalisation du compte d'exploitation prévisionnel (70,20 €/ m2/an en année 1 et 2, puis 90 €/ m2/an en année 3 et 4, etc.) et les prix de 1 €/m²/jour en 2020 et 1,5 €/m²/jour après 2020 précisés dans le mémoire. | Les recettes générées par les occupations de courte durée des postes à flot dits de « passage » sont construites dans la dernière version de notre modèle sur les hypothèses suivantes :<br><br>- Les tarifs d'occupation des postes à flots pour le passage<br><br>o Les derniers tarifs fournis par la métropole, révisés suivant la formule d'indexation proposée<br><br>o Ces tarifs seront augmentés de 2,5% par an sur toute la durée de la concession pour atteindre en année 10, un tarif de marché de 1 €HT/m²/jour pour le tarif haute saison, catégorie bateau de 15 à 200m²<br><br>- Les navires de passage présentent une surface moyenne de 30 m² (estimée sur la base des statistiques d'escales fournies par le précédent délégataire sur les années 2013 et 2014)<br><br>- Cette surface moyenne évoluera linéairement pour atteindre 31,5 m² en année 10 de la DSP<br><br>- Le nombre de postes à flot dédiés au « Passage » évoluera de 0 postes en année 1 à 54 postes en année 10<br><br>- Le taux d'occupation moyen des postes à flot dédiés au passage est stable à 180 jours par an (120 jours en haute saison et 60 jours en basse saison)<br><br>Nous avons revu notre grille tarifaire sur cette base, que nous proposons de vous présenter lors de la prochaine session de négociations. |
| 27. Veuillez justifier la durée de la haute saison sur 90 jours. | La haute saison considérée dans notre modèle dure 6 mois, du 1er avril au 30 septembre, dans la continuité des grilles tarifaires appliquées par la Métropole. |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| 28. Veuillez justifier l'application d'un même tarif pour toutes les occupations de courte durée de terre-plein, qu'elles soient commerciales ou non commerciales, bâti ou non bâti. | Les tarifs d'occupation des terre-pleins appliqués dans notre projet de DSP sont identiques (hors inflation et révision des tarifs) à ceux appliqués par le précédent délégataire. Ils diffèrent suivant :<br><br>- Les surfaces bâties ou non<br><br>- Le caractère commercial ou non de l'activité qui y est exercée<br><br>- La localisation<br><br>Nous avons revu notre grille tarifaire sur un nouvelle base (nous ne prenons plus en compte un tarif uniformisé) que nous proposons de vous présenter lors de la prochaine session de négociations. |
| 29. Votre proposition envisage le développement de postes à flot dédiés aux professionnels du nautisme. Quelle est l'organisation envisagée sur le plan d'eau, puisqu'actuellement, il n y'a pas d'espace spécifique à cet usage. | Les postes à flots dédiés aux professionnels seront attribués progressivement avec la libération des places. Leur localisation sera étudiée au cas par cas. Une éventuelle réorganisation du plan d'eau peut être envisagée dans l'hypothèse d'un regroupement « pratique » des professionnels sur une même panne. |
| 30. Les différentes prestations accessoires présentées dans la grille (vente de carburant, accueil évènements…) doivent être détaillées et mises en relation avec les tarifs de la matrice du compte de résultat (5€/poste/an en années 1et 2, 10€/poste/an en années 3 et 4, 20€/poste/an en années 5, 6 et 7, 30€/poste/an en années 8, 9 et 10). | En réponse aux évolutions des usages de la plaisance en mer et à quai, les prestations accessoires envisagées sont les suivantes :<br><br>- Autour de l'offre de « bateau hotel » : accueil et accompagnement des clients, préparation des navires, gestion du linge, des déchets, nettoyage.<br><br>- Au service des plaisanciers résidents ou de passage : nettoyage des navires, commande et livraison de repas et denrées alimentaires, gestion du linge et des fournitures, entretien et petite réparation de navire, mise en relation avec des organismes de location de vélos/voiture, vente de tickets de RTM, etc…<br><br>La vente de carburant ne fait pas partie des prestations accessoires envisagées sur la DSP 3.<br><br>Cette liste n'est évidemment pas exhaustive. En effet, toutes les initiatives d'entreprises extérieures ou du personnel de la DSP seront favorisées, en ligne avec notre volonté de développer une offre |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | multiservice connectée pour améliorer l'accueil et l'expérience du plaisancier résident comme de passage.<br><br>Ces prestations peuvent suivant l'organisation et la charge de travail être réalisées<br><br>- par le personnel de la DSP,<br><br>- par un prestataire externe.<br><br>En cas de réalisation par un prestataire extérieur, des revenus pour la DSP pourraient être générés<br><br>- par la tarification de la mise en relation entre le prestataire et les usagers du port (une marge par prestation commercialisée)<br><br>- via la délivrance d'une autorisation d'activité sur la zone portuaire, moyennant une redevance en échange d'un droit d'activité et d'un badge d'accès (à définir suivant les activités en ligne avec les contraintes juridiques en vigueur).<br><br>A ce stade, nous ne pouvons que formuler des hypothèses sur le succès de ces prestations. Nous considérons donc de manière prudente une mise en place progressive de cette offre de services, ainsi qu'une évolution croissante de son utilisation par les plaisanciers. Nous considérons donc une marge brute générée par ces activités qui évoluerait de manière linéaire de 5€HT/poste à flot en année 1 à 30€HT/poste à flot en année 10. Ce qui correspondrait à<br><br>- année 1 : 3 605 €HT, soit pour illustration, l'achat par 1 usager sur 4 d'une prestation par an de nettoyage du navire à 20€HT (tarif non contractuel)<br><br>- année 10 : 21 630 €HT hors inflation. |
| 31. Des dispositions particulières sont-elles prévues pour les usagers dont le bateau doit être déplacé ou évacué du périmètre lorsque des régates sont organisées ? | Conformément au contrat d'occupation de poste à flot, « l'usager s'engage en cas de besoin et sur simple demande du délégataire, à déplacer son bateau à l'intérieur ou hors du plan d'eau sur une place proposée par le délégataire pour permettre l'hébergement de bateaux participants aux régates et autres manifestations ».<br><br>Les dispositions particulières dans le cas de |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | déplacement nécessaire du bateau pour l'organisation de régate ou autre évènement sur le périmètre sont les mêmes que celle en vigueur aujourd'hui, à savoir des avantages (gratuité) d'un tirage à terre et d'un brossage. Selon la disponibilité des places de passages, nous pourrons envisager d'en mettre à disposition auprès des usagers devant déplacer leur bateau. |
| 32. Les indexations sur le taux d'inflation sont interdites. Veuillez proposer une formule d'indexation composée d'indices publiés périodiquement reflétant l'évolution réelle des coûts sur la durée du contrat. | La formule d'indexation utilisée pourrait être la suivante :<br><br>In = 0,05 +0,40 Sn / So + 0,25 FSD1n/ FSD1o + 0,30 BT01n/BT01o<br><br>- In : Valeur de l'indexation pour l'année n arrondie au millième supérieur ;<br><br>- Sn : dernière valeur définitive connue de l'indice des salaires de la convention collective des ports de plaisance au jour de l'indexation (point d'indice de base : valeur au 1er Janvier 2017 : 9,653€) ;<br><br>- FSD1n : dernière valeur définitive de l'indice des frais et services divers de catégorie 1 connue au jour de l'indexation ;<br><br>- BT01n : dernière valeur définitive de l'index bâtiment « tous corps d'état » base 2010 connue au jour de l'indexation. |
| 33. Veuillez présenter toute la gamme de tarifs susceptibles d'être appliqués aux usagers du périmètre | La gamme de tarifs figure en annexe B4 de notre offre initiale. Pour tenir compte de l'ensemble des interrogations sur ce sujet, nous avons revu notre grille tarifaire que nous vous proposons de bien vouloir trouver jointe pour une lecture facilitée (annexe n°3). |
| **Charges à détailler** | |
| 34. Veuillez justifier la stabilité de la charge d'achats et fournitures compte tenu de la politique d'investissements de bornes connectées qui devraient aboutir à une diminution des consommations. | Sur la base de votre question, nous avons revu les coûts présentés pour le poste de charge d'achats et fournitures.<br><br>Le périmètre du poste de charge d'achats et de fournitures se concentre dans notre modèle actualisé sur les consommations d'eau, d'électricité et de carburants sur la DSP.<br><br>Pour estimer les dépenses annuelles, les |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | hypothèses de consommation par poste à flot en 2018 sont les suivantes :<br><br>- Eau: 19 €HT/an par poste à flot<br><br>- Electricité: 35 €HT/an par poste à flot<br><br>- Autres (carburants et consommables): 1 €HT/an par poste à flot<br><br>La mise en place des bornes connectées opérationnelles en année 3 permet d'individualiser la consommation d'eau et d'électricité par poste à flot. Nous supposons que cette responsabilisation entrainera une réduction progressive de la consommation moyenne par poste à flot pour atteindre 10% d'économie en année 12. Cependant, cette réduction de consommation sera probablement compensée par l'inflation des tarifs d'eau et d'électricité, entrainant la stabilité de ce poste de charge en euros courants.<br><br>Nous pourrons vous présenter notre modèle actualisé lors des prochaines négociations. |
| 35. Veuillez détailler les prestations qui sont imputées dans les charges d'entretien et exploitation et vérifier s'il n'y a pas de confusion avec certaines dépenses incluses aux GER | Le poste de charge «entretien et exploitation» concerne les dépenses de location, d'entretiens et de renouvellement prévisibles» en lien avec l'exploitation. Il comprend ainsi les contrats de maintenance et de location des équipements, les coûts de renouvellements réguliers de petit matériel, l'entretien des pannes, des mouillages, des engins de levage..<br><br>Les dépenses considérées dans le GER concernent des investissements dans le renouvellement et l'entretien des équipements (quais, pannes, carénage, informatique, outillage, fluides, …). Malgré les investissements programmés en début de DSP, ces équipements et outillages pourraient nécessiter de nouveaux investissements qui sont anticipés au travers ce poste de charge «GER». |
| 36. Veuillez détailler les prestations qui sont imputées dans les services extérieurs. | Les services extérieurs considérés dans notre modèle comprennent les frais de fonctionnement hors exploitation : |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | - frais administratifs: location et maintenance photocopieur, logiciels, téléphonie, …<br><br>- frais de nettoyage des locaux<br><br>Ce poste «services extérieurs» s'élève à 32 000 €HT par an. |
| 37. Veuillez recalculer la charge de la taxe foncière sur la base de 152,15€/poste. En aucun cas, la taxe foncière de plan d'eau ne pourra être refacturée séparément à l'usager. Le candidat doit prévoir d'inclure cette charge à ses tarifs pour être en capacité de régler cette taxe, soit directement aux services fiscaux, soit au Délégant. | Nous comprenons de votre question que la charge de la taxe foncière à prendre en compte est de 152,15 euros / poste, et que la Métropole ne souhaite pas qu'elle soit refacturée à l'usager.<br><br>Dans ces conditions, il résulte de notre estimation qu'avec 1252,15 € par poste à flot, la taxe foncière totale s'élève à près de 110 k€ sur le périmètre de la DSP3 la première année.<br><br>L'intégration de la taxe foncière dans les charges du délégataire impacte de façon très sensible le résultat de la DSP et compromet son équilibre économique.<br><br>Si nous devions répercuter intégralement cette hausse de charges sur les recettes, cela générerait une augmentation des tarifs d'environ 15% pour maintenir l'équilibre économique de la DSP, ce qui ne nous semble pas souhaitable, du moins en une seule fois dès le début de la DSP.<br><br>Ainsi, nous proposons d'échanger avec la Métropole dans le cadre des négociations afin d'identifier des leviers de réduction des postes de charge et leurs modalités d'application (un équilibre pourrait être trouvé entre une éventuelle hausse des tarifs et un ajustement de la redevance versée à la Métropole, voire une compensation totale prise en compte dans la redevance versée à la Métropole). |
| 38. Veuillez préciser le montant de la taxe de séjour collectée sur le périmètre, montant intégré dans le poste impôts et taxes. | Nous estimons la taxe de séjour à 6 000 € (calcul au forfait) en début de DSP. |
| 39. Le taux de 33.33% choisi pour l'IS semble pessimiste. Un taux moyen de 28% sur la durée du contrat semblerait plus cohérent. | Nous considérons donc un taux moyen de 28% pour l'IS. |
| 40. Dans votre mémoire, vous mentionnez qu'un | Les services centraux de la CCI soutiendront |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| nombre important de tâches administratives seront transférées aux services centraux de la CCI. Veuillez indiquer la liste de ces charges et leur valorisation. | progressivement l'équipe en charge de la DSP. Leur implication sera proportionnelle à la montée en charge de l'activité de la DSP pour permettre aux équipes opérationnelles de se consacrer aux activités d'accueil, d'entretien et d'animation sur place.<br><br>Les tâches qui pourront être prises en charge par les services centraux sont les suivantes :<br><br>- En priorité (début de DSP) : gestion des ressources humaines<br><br>- Puis avec la montée en charge progressive de l'activité:<br><br>o Administratif: gestion de la facturation, gestion des listes d'attente et des emplacements, service achats (équipements et fournitures administratives et d'exploitation)<br><br>o Coordination événements<br><br>o Juridique: contrats, gestion des litiges<br><br>o Comptabilité<br><br>o Marketing et communication<br><br>o Expertise technique<br><br>Cette prestation support proposée par les services centraux de la CCIMP pourra être mise en place et facturée à la DSP dès l'année 1 pour l'équivalent de 0,1 ETP jusqu'à 1,5 ETP en fin de DSP, prestation tarifée à 50 k€ par ETP par an. |
| 41. Veuillez justifier la baisse du nombre d'ETP affecté au personnel de coordination des animations en 2020 alors que le mémoire déclare affecter plus de moyens humains à cette mission sur la durée du contrat. | Depuis notre offre initiale, nous avons revu l'évolution des effectifs.<br><br>La DSP débutera à iso effectif (soit 6,75 ETP), puis intégrera à 100% en année 4 le chargé d'animation qui ne travaille aujourd'hui qu'à 20% sur la DSP. Nous rééquilibrerons en parallèle les différentes taches avec une tendance à la hausse pour atteindre 7 ETP en année 4, effectif qui sera maintenu jusqu'à la fin de la DSP. |
| 42. Renouvellements: un poste GER est inséré dans les charges d'exploitation et qui comprend : «Des opérations mineures de réfections (type | Le poste de charges GER a été intégré en tant que provision pour renouvellement des immobilisations. |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| peinture, vitre, balustrades…) […] Un ensemble de petits équipements en renouvellement à prévoir durant la DSP sur l'aire de carénage (borne électrique, 5 Bers roulant, échafaudage…)». A notre sens, le remplacement d'équipements ne devrait pas figurer en charges d'exploitation mais en immobilisations, et donc seulement impacter les dotations aux amortissements dans le compte de résultat. Il est proposé que le GER soit sorti des charges d'exploitation et qu'une «provision pour renouvellement des immobilisations» soit intégrée (avec reversement des provisions non dépensées en fin de contrat). Veuillez effectuer correctement l'imputation sur le compte d'exploitation | |
| 43. Veuillez justifier la valeur de 100€/anneau et par an de renouvellement | L'expérience en gestion portuaire de notre réseau nous permet de constater une dépense moyenne de 250 €HT/poste à flot par an comprenant les charges d'entretiens et de maintenance et les investissements de renouvellement ou modernisation. Ce budget total permet le maintien d'une infrastructure de qualité. Ce montant se répartit en 150€ht/ poste à flot pour les charges d'entretien et de maintenance et 100€hT/poste à flot pour les investissements.<br><br>En l'état des informations dont nous disposons, les comptes 2015 du précédent délégataire affichent une dépense moyenne d'entretien, maintenance et investissement de 200€HT/poste à flot.<br><br>Pour les raisons exposées ci-dessus, nous proposons d'augmenter de 25% ce poste de dépense dans notre gestion de la DSP. Ce point pourra être évoqué lors des prochaines négociations. |
| 44. Veuillez expliquer la faisabilité de la réalisation de tous les investissements en année 1 du contrat (notamment les pannes). Veuillez planifier les investissements sur le plan d'investissement et de renouvellement, s'ils ne sont pas tous réalisés en année 1. | Les investissements sont répartis sur les 2 premières années. Nous avons revu notre programme d'investissements que nous proposons de vous présenter lors de la prochaine session de négociations. |
| 45. Veuillez enregistrer le montant de la redevance versée au délégant dans un compte 65xxx, comme cela est précisé dans le DCE, article 29 du projet de contrat. | La redevance versée au délégant a été enregistrée dans un compte 65XXX. |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| **Recettes à détailler** | |
| 46. Veuillez justifier la surface moyenne des postes individuels longue durée utilisée dans la matrice servant à l'élaboration du compte d'exploitation prévisionnel de 30 m2 alors que la surface moyenne actuelle est inférieure et s'élève à (21m2). | Les documents fournis dans le DCE ne permettent pas de calculer la surface moyenne des bateaux actuels. La tarification en vigueur jusqu'alors sur le périmètre de la DSP3 présentait un tarif au m² variable en fonction de la taille du bateau. Or le rapport annuel fournit seulement un nombre de bateaux par catégorie.<br><br>L'annexe RC3 A6 B fournit la grille tarifaire dont les catégories diffèrent du tableau ci-dessus.<br><br>Ainsi, les informations disponibles ne nous ont pas permis d'évaluer clairement la taille moyenne des bateaux sur les postes longue durée. Nous avons donc pris pour dernière hypothèse une taille moyenne de 25m2 pour les bateaux occupant des postes à flots longue durée.<br><br>Nous serions preneurs du détail permettant de calculer la valeur moyenne proposée de 21m2. Ce détail nous amènerait probablement à revoir en conséquence notre politique tarifaire afin de maintenir l'équilibre économique de la DSP. |
| 47. Veuillez justifier l'utilisation du montant de redevance d'occupation de 70,2€m2/an/poste de courte durée (en années 1 et 2) dans le modèle utilisé pour établir le compte d'exploitation prévisionnel. | Cf réponse question 29 |
| 48. Veuillez indiquer vos prévisions en terme de jour d'occupation en haute et basse saison | Pour les postes à flot dédiés au passage, nous prévoyons les occupations moyennes suivantes :<br><br>- Haute saison : 120 jours d'occupation<br><br>- Basse saison : 60 jours d'occupation |
| 49. Veuillez détailler comment la CCI envisage de libérer 52 postes sur la durée du contrat | Comme expliqué dans notre projet stratégique, nous envisageons de proposer 10% de places dédiées au passage en fin de contrat, soit un total de 72 places.<br><br>Nous faisons l'hypothèse que l'occupation moyenne d'une place est de 35 ans, ce qui implique qu'environ 20 places se libèrent par an, la vente des anneaux étant impossible (cette vitesse de renouvellement des places pourra par ailleurs |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| | être accélérée par la pénalisation des « bateaux ventouses »). Nous affecterons donc 6 à 7 de ces places libérées chaque année au Passage.<br><br>Ce point pourra être discuté lors des prochaines réunions de négociations. |
| 50. Veuillez justifier l'absence de recettes liées à l'occupation courte durée des plans d'eau et terre-plein alors que des manifestations seront organisées par les clubs du périmètre ou par des structures extérieures. | Aucune recette associée à l'occupation courte durée des plans d'eau ou du terre-plein n'est clairement mentionnée et identifiable dans le rapport 2015 du précédent délégataire ainsi que dans le compte de résultat détaillé. Nous sommes restés prudents sur ce sujet et n'avons pas ajouté de recettes dans le budget. Lors de l'organisation des régates nous effectuerons un arbitrage entre les niveaux de subventions (charge de la DSP) et celui de location des terre-pleins et plan d'eau (recette de la DSP). |
| 51. Vous mentionnez dans votre mémoire que «Nous considérons que les évènements présentent un compte de résultat équilibré avec des revenus équivalents aux dépenses. Les animations seront pilotées par la DSP mais leur réalisation «sous-traitée» aux clubs, associations et autres acteurs.» Ce n'est pas le cas aujourd'hui pour la DSP1, la DSP contribue à l'équilibre des budgets animation en dehors du personnel intervenant sur cette thématique. Le budget lié à l'animation doit donc être valorisé et détaillé. | En l'état des informations dont nous disposons, les rapports annuels du précédent délégataire n'indiquent aucune subvention versée par la DSP en 2014 et 2015. La Métropole (notée « CUM ») a versé 34 k€ de subvention en 2015 et les autres partenaires institutionnels ont donné 26 k€ (Ville, Conseil Régional, Conseil Départemental).<br><br>Le programme de manifestation et d'animation que nous proposons sur la durée de la DSP reprend les évènements organisés jusqu'à présent par le précédent délégataire, et le complète avec de nouveaux évènements publics et professionnels, et liés aux Jeux Olympiques (voir pièce annexe n°1 « B6 Grille des manifestations »). Nous proposons de compléter les revenus générés par les évènements pour en garantir l'équilibre financier.<br><br>Nous prévoyons donc dans le nouveau budget une subvention de 10 000€ en début de DSP pour atteindre 30 000€ en année 10, hors inflation.<br><br>Nous pouvons évoquer ce point lors des prochaines négociations |
| 52. Il a été intégré les recettes liées à la refacturation de la taxe foncière parmi les « autres produits d'exploitation ». Or, la taxe foncière ne pouvant être refacturée à l'usager, cette ligne de recette n'a pas à apparaître distinctement sur le | Voir réponse à la question 37. |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES CCIMP |
|---|---|
| compte d'exploitation prévisionnel. | |
| 57. Veuillez apporter quelques précisions d'ordre technique et financier sur l'estimation proposée concernant les recettes «naming». | Nous n'avons pas intégré de recette « naming » dans cette DSP. |
| 58. Veuillez justifier le taux d'actualisation de 8% utilisé. De même, veuillez justifier le niveau de TRI présenté de 13%. | Un taux d'actualisation de 8% est généralement utilisé dans des projets portuaires de plaisance.<br><br>Le TRI de 13% repose sur les chiffres tels qu'ils ont été présentés dans les business plan de notre l'offre, calculé sur la base de l'évolution des cash flows. Compte tenu des points à discuter (comme la taxe foncière) et des modifications effectuées dans le cadre des questions posées, le business plan et donc le TRI pourront être modifiés de façon sensible à l'issue des négociations. |

**Les réponses à l'ensemble de ces questions ont été fournies par le candidat.**

**YCPR**

| QUESTIONS | REPONSES YCPR |
|---|---|
| **Questions générales** | |
| 1. Veuillez présenter avec plus de précision les projets de travaux d'investissement proposés : objectifs, future utilisation, détailler les travaux envisagés au niveau des bâtiments... | Les pannes et pontons bénéficieront d'un entretien approfondi (changement de chaines mères, reprise des fixations des catways...).<br><br>Les différentes bornes de « distribution et fluide » feront l'objet d'un programme de maintenance permanent (12 bornes par panne).<br><br>Les éclairages existants seront remplacés par des éclairages à LED eau (8 par panne).<br><br>Concernant les travaux des bâtiments :<br><br>Il est prévu des travaux importants sur la toiture du bâtiment, lequel subit des fuites.<br><br>La climatisation fera l'objet du remplacement de certains blocs.<br><br>Nous prévoyons un aménagement des bureaux et une mise à niveau des équipements tels que les |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES YCPR |
|---|---|
| | vestiaires, le local d'accueil ...<br><br>Enfin, l'informatique sera améliorée : acquisition de logiciel, changements d'appareils, etc .. . |
| 2. Veuillez préciser l'utilité des engins de servitude dont les achats semblent prévus en 2020 et 2025. | Cette ligne est retirée. |
| 3. Vous avez rayé au niveau du chapitre V- régime financier du contrat, à l'article 26 intitulé<br><br>« Principes généraux » les obligations suivantes<br><br>- Etablissement des factures clients en corrélation avec Les seuls services proposés dans le cadre du contrat<br><br>- Acceptation uniquement des factures fournisseurs correspondant à des prestations strictement liées à l'exécution du contrat<br><br>Ces obligations doivent être réintégrées dans le contrat, afin de garantir la transparence des comptes relatifs à l'exécution du contrat.<br><br>Toutefois, pour la facturation fournisseurs, des exceptions peuvent être précisées dans le contrat, notamment en ce qui concerne les factures d'eau et d'électricité concernant le bâtiment, qui sera occupé par les locaux de la DSP, les locaux dédiés aux activités du club et le restaurant, l'EURL, le Yachting. Veuillez lister les exceptions susceptibles d'être effectuées et apporter une estimation sur les montants concernés. | Cf. contrat modifié au niveau du chapitre V — régime financier du contrat, à l'article 26 intitulé « principes généraux ». |
| 4. Dans tous les documents émis, comme les contrats d'occupation, les termes « Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole » devront être remplacés par « Métropole Aix-Marseille-Provence ». | Dans tous les documents, « Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole » a été changé pour « Métropole Aix-Marseille-Provence ». |
| 5. Dans le contrat d'occupation de poste à flot modèle transmis, il est indiqué dans les conditions financières que la mise à disposition du poste à flot est consentie moyennant le versement d'une redevance forfaitaire définie en application | La clause concernant les conditions financières a été modifiée dans le contrat d'occupation de poste à flot modèle : les tarifs seront définis dans le contrat de DSP approuvé par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES YCPR |
|---|---|
| des tarifs approuvés par la délibération annuelle du Conseil de Communauté. Veuillez rectifier cette clause. Les tarifs seront définis dans le contrat de DSP approuvé par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. | |
| 6. Il est intégré au mémoire technique une réglementation pour les passagers qui occupent un poste à flot. Il est également indiqué dans les conditions financières que la mise à disposition du poste à flot est consentie moyennant le versement d'une redevance forfaitaire définie en application des tarifs approuvés par la délibération annuelle du Conseil de Communauté. Veuillez rectifier cette clause. Les tarifs seront définis dans le contrat de DSP approuvé par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. | La clause concernant les conditions financières a été modifiée dans la règlementation pour les passagers : les tarifs seront définis dans le contrat de DSP approuvé par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence |
| 7. Dans cette réglementation, il est également indiqué que l'usager est tenu d'assister ou participer au minimum à deux manifestations organisées par le délégataire YCPR dans l'année et que « le non-respect de cette obligation sera sanctionné par la suppression du poste de passage qui vous avait été affecté sans mise en demeure préalable ». Merci de retirer cette disposition, qui en l'état ne peut être appliquée dans le cadre d'une délégation de service public. | Dans cette même règlementation pour les passagers, l'obligation de participer au minimum à deux manifestations organisées par le Y.C.P.R. a été supprimée. |
| 8. Veuillez transmettre le projet de contrat d'occupation commerciale de longue durée du restaurant au sein du bâtiment confié en gestion au délégataire. | Cf. contrat d'occupation commerciale du restaurant EURL LE YACHTING |
| 9. Veuillez transmettre le projet de contrat d'occupation non commerciale de longue durée pour les postes à flot à usage associatif. | Le contrat d'occupation non commerciale est identique au contrat d'occupation commerciale de longue durée pour les postes à flot. |
| 10. Veuillez reprendre le tableau des effectifs afin de faire apparaître clairement le nombre d'ETP affecté à la DSP et non pas le nombre d'ETP total (club + DSP)<br><br>Précisions :<br><br>• le nombre d'ETP est de 1 pour un salarié ayant un contrat de travail à temps plein et qui travaille à 100 % pour le contrat de DSP | Cf. annexe 5 et annexe B3 |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES YCPR |
|---|---|
| • le nombre d'ETP est de 0,5 pour un salarié ayant un contrat de travail à temps plein et qui travaille à 50 % pour le contrat de DSP<br><br>L'annexe 5 intégrée au projet de contrat indique le nombre d'ETP en 2017. Elle ne correspond pas aux éléments transmis dans l'annexe B3. Les éléments sont à mettre en cohérence. | |
| 11. Sur le tableau de bord transmis, veuillez apporter des corrections sur les points suivants :<br><br>Intégrer une nouvelle ligne, afin de préciser d'une part le nombre de postes à flot dédiés aux occupations de courte durée occupées par des plaisanciers et, d'autre part, le nombre de postes à flot dédié au passage en escale (cf annexe A7, liste des occupants du DCE).<br><br>Il est enregistré dans la ligne correspondante aux postes à flot « professionnels » un poste à flot attribué à l'ATSCAF. Il semblerait que cette structure soit de nature associative. Veuillez repositionner correctement ce poste à flot dans la grille.<br><br>Le nombre d'ETP est à reprendre<br><br>Veuillez remplir les lignes concernant les occupations des terre-pleins et de plans d'eau. | Cf. tableau de bord modifié annexe B5.<br><br>Le nombre de postes à flot dédié à des occupations de courte durée et au passage en escale est égal à 0 |
| 12. Dans le projet de contrat, en annexe 2, vous avez intégré un document pour décrire les caractéristiques de votre structure. Afin de compléter ce point, veuillez transmettre les derniers statuts validés par l'Assemblée Générale. | Cf. statuts validés par l'assemblée générale de 2014 et copie du procès-verbal de cette assemblée |
| 13. A l'annexe 14, du projet de contrat, il est transmis le règlement intérieur de la DSP ainsi que les modalités de fonctionnement du comité de coordination. Il est mélangé dans ce document des éléments relevant de l'organisation de l'association YCPR, avec le fonctionnement du conseil d'administration et des commissions. Ce document ne doit être en aucun cas le règlement intérieur du club YCPR organisant le fonctionnement de ses propres activités. Ce document doit préciser les modalités de fonctionnement entre le délégataire et | Cf. règlement intérieur de la DSP |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES YCPR |
|---|---|
| les occupants du périmètre (usagers, association, restaurant). Le règlement intérieur de la DSP ne doit pas non plus comporter l'obligation d'adhésion des usagers due la DSP au club YCPR avec le paiement d'une adhésion. Veuillez transmettre une version modifiée de ce document. | |
| **Animations et évènements** | |
| 14. Dans votre offre, vous proposez l'intégration de nombreuses activités et manifestations actuellement organisées et portées financièrement par le club YCPR en dehors de la DSP. Bien que ces propositions soient conformes, par nature, aux attentes du Délégant, leur volume dépasse très largement le périmètre des activités de la précédente DSP. Or la Métropole ne souhaite pas porter en propre, via son délégataire, des activités d'animation qui mobilisent des moyens humains et techniques qu'elle sera contrainte de pérenniser. D'autre part, ces activités doivent rester accessoires de l'objet principal de cette délégation de service public qui concerne la plaisance. Ainsi, s'il peut être admis que « des activités nautiques multisports, une école de voile et de glisse, l'accueil et l'organisation de grands événements nautiques et la pêche sportive et de loisir» ont leur place dans un port de plaisance à travers des clubs nautiques, elles doivent rester accessoires dans un contrat de délégation de service public. | Cf. annexe B6 animations. |
| 15 .Il vous est demandé de réduire le périmètre des activités accessoires et de supprimer les recettes et les dépenses affectées à ces activités. Veuillez présenter les tarifs des activités retenues et présenter un compte d'exploitation prévisionnel hors opérations liées au club. | Cf. annexe B1 compte de résultats. |
| 16. Veuillez transmettre la liste annuelle des manifestations-évènements que le candidat s'engage à organiser et à financer en tant que « délégataire ». Ces évènements seront inscrits au contrat Veuillez apporter des précisions d'ordre technique et budgétaire sur chaque évènement prévu. Le budget « animation » intégré au compte d'exploitation prévisionnel devra être établi en | Cf. annexe B6 animations. |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES YCPR |
|---|---|
| conséquence. | |
| 17. Veuillez présenter une grille tarifaire complète, puisque les espaces occupés par le club devront être facturés par le délégataire et que l'organisation de manifestations par le club donnera lieu à la facturation d'occupation de courte durée de plan d'eau ettou de terre-pleins. | Cf. annexe B4 modèle des tableaux des tarifs. |
| 18. L'annexe 3 du projet de contrat, relative au « projet stratégique, description des services et objectifs », est à reprendre en fonction des indications transmises ci-dessus. Veuillez transmettre une version modifiée de ce document. | Cf. annexe 3. |
| 19. Dans l'annexe 4 au projet de contrat de DSP, vous avez transmis les listes d'immobilisations, intégrées au DCE, relatives aux biens de retour de la DSP concernant les installations portuaires et le bâtiment. Il a également été transmis, l'inventaire des biens propres or, il comprend des biens nécessaires au fonctionnement des activités du club. Veuillez transmettre, si vous l'estimez nécessaire, une nouvelle liste des biens propres utile au fonctionnement de la DSP. | Annexe 4 inchangée. |
| 20. A l'annexe 14, du projet de contrat, il est transmis le règlement intérieur de la DSP ainsi que les modalités de fonctionnement du comité de coordination. Veuillez également tenir compte des indications mentionnées ci-dessus pour la rédaction du règlement intérieur et transmettre une version modifiée de ce document. | Cf. règlement intérieur DSP |
| **Tarifs et occupations à justifier** | |
| 21. Veuillez indiquer à quels usagers s'adresse le tarif pour les mouillages précaires. | Ce tarif s'adresse aux passagers longue durée, pour une meilleure compréhension son libellé a été changé |
| 22. Veuillez préciser les tarifs fixés aux usagers bénéficiant de la réglementation appliquée aux passagers qui occupent un poste à flot (document transmis dans votre offre). | Les tarifs fixés aux usagers bénéficiant de la règlementation appliquée aux passagers sont ceux fixés par les redevances d'occupations portuaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence. |
| 23. Veuillez préciser le nombre de postes à terre présents sur le périmètre DSP. Veuillez compléter l'annexe B7 avec ces informations. | Le nombre de postes à terre présents sur le périmètre DSP est égal à 0 |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES YCPR |
|---|---|
| 24. Veuillez préciser les modalités de calcul du loyer pour le restaurant. Veuillez indiquer le tarif d'occupation commerciale de longue durée de terre-plein bâti dans la grille tarifaire, annexe B4 | Cf. annexe B4. La redevance pour le restaurant a été calculée en fonction de sa rentabilité. |
| 25. Dans le cadre de la séparation des comptes entre DSP et club demandé au travers des questions et explications formulées au niveau du paragraphe « animation et évènements », veuillez indiquer les tarifs d'occupation non commerciale de terre-plein bâti et de terre-plein non bâti pour les espaces occupés pour les activités propres au club. | Les tarifs d'occupation pour les activités propres au club sont fixés :<br>· occupation non commerciale de terre-plein bâti : 11,08 euros m2 par an<br>· occupation non commerciale de terre-plein non bâti : 8,39 euros m2 par an |
| 26. Veuillez préciser les tarifs à appliquer à l'occupation commerciale et non commerciale de courte durée de plan d'eau et de terre-plein lors des manifestations organisées par le club ou par d'autres partenaires. | -Les tarifs appliqués à l'occupation commerciale et non commerciale de courte durée sont :<br>· Plan d'eau : le tarif passager courte durée.<br>· Terre-plein bâti : 11,08 euros m2 par an.<br>· Terre-plein non bâti : 8,39 euros m2 par an. |
| 27. Veuillez préciser sur l'annexe B7 le statut des usagers occupant une place de passage dans le cadre d'une occupation de courte durée, comme cela e été présenté dans l'annexe A10 du DCE, et les places libres de toute occupation. | Cf. annexe B7 statut (activité) usagers renseigné. |
| 28. Veuillez compléter l'annexe B7 avec les éléments indiqués dans l'annexe A7 du DCE, notamment les détails de superficie. | Cf. annexe B7 complétée |
| 29. Veuillez mettre en cohérence les éléments des annexes B5 et B7 sur les postes et le nombre de m2 affectés à l'occupation longue durée, à l'occupation de passage et à l'occupation des terre-pleins. | Cf. annexes B5 et B7 mises en cohérence. |
| 30. Il a été indiqué dans votre offre, qu'une réflexion était en cours en vue de la facturation éventuelle des places de parking. Dans le cas de la confirmation de cette démarche, veuillez proposer une tarification pour les places de parking. | Cette démarche est abandonnée. |
| 31. Des dispositions particulières sont-elles prévues pour les usagers dont le bateau doit être déplacé ou évacué du périmètre lorsque des | S'agissant de dispositions très ponctuelles, il n'est rien prévu pour les usagers. |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES YCPR |
|---|---|
| régates sont organisées ? | |
| 32. Veuillez proposer une formule d'indexation composée d'indices publiés périodiquement reflétant l'évolution réelle des coûts sur la durée du contrat. | Indexation proposée sur l'indice de la construction ILC. |
| **Charges à détailler**<br><br>Que ce soit pour les charges ou les recettes, toutes les écritures doivent être enregistrées, il ne doit pas y avoir de compensation entre l'enregistrement d'une charge et celui d'une recette. | |
| 33. Veuillez présenter un compte d'exploitation prévisionnel hors opérations liées au club, cf. explications formulées au paragraphe « animations et évènements ». | Cf. annexe B1 compte de résultats prévisionnel |
| 34. Veuillez communiquer le détail des charges d'entretien et des services extérieurs. | Le détail est fourni |
| 35. Veuillez recalculer la charge de la taxe foncière sur la base de 152,15€/poste. En aucun cas, la taxe foncière ne pourra être refacturée à l'usager. Le candidat doit prévoir les tarifs lui permettant de couvrir cette charge. | La charge de la taxe foncière a été recalculée sur la base de 152,15 euros par poste. |
| 36. Veuillez préciser dans les charges, le montant de l'impôt sur les sociétés et le taux prévisionnel retenu. | Le taux prévisionnel retenu pour l'impôt sur les sociétés est de 15 %. |
| 37. Veuillez réexaminer vos propositions en termes d'investissements et de renouvellements en fonction des missions confiées dans le cadre du contrat de DSP et du nouveau compte d'exploitation prévisionnel établi. Veuillez reprendre l'annexe B2. | Cf. annexe B2 Modèle programme d'investissements |
| 38. Renouvellements : Vous avez identifié des travaux de renouvellement à hauteur de 510 kE sur la durée du contrat. Veuillez confirmer ou modifier ce montant. Il est proposé que le renouvellement « non programmé » fasse l'objet d'une « provision pour renouvellement des immobilisations » (avec reversement des provisions non dépensées en fin de contrat). | Renouvellement : montant modifié. |
| 39. Veuillez expliciter les modalités de financement des investissements (taux des | Financements par emprunts bancaires : taux d'emprunt inférieur ou égal à 1,5 %. |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES YCPR |
|---|---|
| emprunts...) | |
| 40. Veuillez effectuer l'enregistrement des dotations aux amortissements des opérations d'investissement et des opérations de renouvellement sur deux lignes de charges distinctes. Veuillez vérifier que le total des dotations aux amortissements pour chacune des lignes d'enregistrement correspondant au montant total des travaux de renouvellement et au montant total des investissements sur la durée du contrat. | Cf. annexe B1 compte de résultats prévisionnel. |
| 41. Veuillez enregistrer le montant de la redevance versée au délégant dans un compte 65xxx, comme cela est précisé dans le DCE, article 29 du projet de contrat. | Le montant de la redevance versé au délégant est enregistré dans un compte 65xxx. |
| **Recettes à détailler**<br><br>Veillez à une cohérence entre la proposition d'un tarif et l'enregistrement des recettes correspondantes dans le compte d'exploitation prévisionnel. | |
| 42. Veuillez estimer de façon cohérente les recettes du compte d'exploitation prévisionnel en fonction de toutes les indications données dans les paragraphes précédents. | Cf. annexe B1 compte de résultats prévisionnel. |
| 43. Veuillez faire apparaître sur le compte d'exploitation prévisionnel, au niveau des recettes de longue durée, les recettes issues de l'occupation des postes dédiés à un usage associatif. | Cf. annexe B1 compte de résultats prévisionnel. |
| 44. Veuillez enregistrer la recette liée à l'occupation longue durée du bâtiment par le restaurant parmi les recettes d'occupation commerciale de longue durée de terre-plein bâti. Celle-ci ne doit pas apparaître parmi les autres produits. | Cf. annexe B1 compte de résultats prévisionnel |
| 45. Veuillez distinguer les recettes des passagers en escale des recettes issues de l'occupation de courte durée par les passagers occupant une place sur le plan d'eau. | Cf. annexe B1 compte de résultats prévisionnel. |
| 46. Veuillez intégrer les recettes correspondant aux différents tarifs non prévus dans votre offre initiale (manifestations, autres produits, espaces occupés par le club...), | Cf. annexe B1 compte de résultats prévisionnel. |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| QUESTIONS | REPONSES YCPR |
|---|---|
| 47. Veuillez justifier l'absence de recettes de frais d'inscription et frais de dossier. | Des frais d'inscription et de dossier ont été intégrés. |
| 48. Veuillez préciser la nature des recettes « autres produits » parmi les recettes « manifestations et animations » | Ce sont les frais d'inscription et recettes diverses (buvette, vente tee-shirts). |
| 49. Dans le cas où le poste « ventes de marchandises » serait présent (mais avec un montant adéquat en fonction des missions de la DSP définies dans les paragraphes précédents), veuillez insérer autant de ligne de recettes que d'activités. | Poste vente de marchandises égal à 0. |
| 50. Veuillez préciser la nature des recettes « transfert de charges ». | Refacturation des charges communes avec le restaurant (eau, électricité, foncier). |
| 51. Veuillez intégrer les recettes issues du stationnement, si vous confirmez poursuivre cette proposition. | Sans objet. |
| 52. Veuillez fournir un tableau de flux de trésorerie (annuel), ainsi que le calcul de l'actualisation de la valeur des flux de trésorerie avant financement (en précisant le taux d'actualisation utilisé). | Cf. tableau de flux de trésorerie. |

**Les réponses à l'ensemble de ces questions ont été fournies par le candidat.**



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

# 7. ANALYSE DES OFFRES FINALES REMISES APRES NEGOCIATIONS ET MOTIFS DU CHOIX DU CANDIDAT RETENU

## 7.1. QUALITE DES PROPOSITIONS EN TERMES DE SERVICE RENDU AUX USAGERS

### 7.1.1. Pertinence des éléments de la stratégie de gestion d'animation et de valorisation

*Il était demandé aux candidats de présenter un projet stratégique sur la durée du contrat contenant des éléments prospectifs et une présentation des moyens associés, dont la politique tarifaire, pour la gestion, la valorisation et l'animation du périmètre délégué.*

7.1.1.1. ANIMATIONS & EVENEMENTS

*Le projet des candidats devait contenir un volet « **animation et valorisation**» conforme à la destination générale des plans d'eau et terre-pleins concédés et souhaités par le Délégant avec des propositions de contenu, d'organisation et de développement des activités suivantes :*

- *Centre nautique multisports*
- *Ecole de voile et de glisse*
- *Accueil et organisation de grands événements nautiques*
- *Pêche sportive et de loisir*

*Dans sa proposition, le candidat devait proposer des animations conduites en propre ou portées par d'autres acteurs et pour lesquelles le délégataire entend contribuer.*

*Il devait préciser quelles «cibles» il entend toucher et quelles sont les modalités d'actions spécifiques qu'il entend mener pour chacune d'entre elles (annexe B6).*

*Les candidats devaient être attentifs à **l'organisation d'événements** favorisant le dynamisme de son périmètre vis-à-vis de ses usagers, et veiller à une bonne articulation entre son projet et les événements organisés à l'échelle de la Ville de Marseille et les attentes de la direction de la Mer de la Ville de Marseille (annexe A 13).*

*Conformément aux documents de consultation, les questions liées aux Jeux Olympiques feront l'objet d'un avenant et ne sont pas prises en compte ici.*

*Les candidats proposeront une enveloppe budgétaire annuelle destinée à accompagner ou réaliser des événements dans le périmètre délégué et en rapport avec l'exploitation ou l'animation de ce périmètre. Ils proposeront un calendrier d'actions (annexe B6). Les charges et les recettes afférentes seront récapitulées dans le compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat.*



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

**CCIMP**

**Le candidat CCIMP** se positionne en donneur d'ordre qui confiera l'organisation opérationnelle des animations et manifestations de son programme à des prestataires avec qui il contractualisera. Cette contractualisation se traduira par la signature de conventions de partenariat afin de cadrer le contenu et les conditions de réalisation du programme d'animation.

Il fournit une annexe B6 très détaillée et s'engage à réaliser au moins 150 événements parmi ceux listés sur la durée du contrat pour un financement global de 1358 k€ (900 k€ sous forme de subventions versées à l'organisateur et 458 000€ de moyens humains dédiés à la coordination). Le budget est également valorisé en moyens humains (40 jours de travail) et techniques (salle pour les conférences)

Selon cette annexe, 21 manifestations sont proposées :

- 17 manifestations avec un porteur identifié différent du délégataire, toutes subventionnées à des hauteurs diverses, pour un total annuel de 48 000€ (calcul intégrant la moyenne des évènements périodiques) . A noter que les olympiades, challenges universitaire et consulaire sont biennaux.

- 4 manifestations portées par la CCIMP ( Cycle de conférence (4), opération port propre, port center, journée port ouvert) dont le délégataire contribue directement à hauteur de 8 000€.:

Le candidat indique dans son mémoire que « l'organisation de ces évènements reposera sur un pilotage par la CCI MP (effectif DSP en charge de la coordination des manifestations) et la mobilisation de nombreux partenaires (clubs, Aix-Marseille Université, fédérations, sous-traitants, partenaires financiers, sponsors, etc.) ».

On constate donc que peu d'évènements seraient pris en charge par le délégataire ou la CCI sur le périmètre délégué au niveau de la Pointe-Rouge et que le candidat s'appuie presque complètement sur les manifestations qui seraient organisées par l'YCPR.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| Manifestations | Nature de l'évènement | Organisateur | Partenaires envisagés | Dimension | Enjeux principaux / cibles / commentaires | Nombre estimé de bateaux engagés | Nombre estimé de participants | Période | Date de début | Date de fin | Durée | Première année de réalisation | Fréquence annuelle | Site | Plan d'eau occupé | Terre-pleins occupés | moyens humains (jours.hommes) fournis par le délégataire | moyens techniques fournis par le délégataire | Subventions reçues par l'organisateur | Subventions reçues par le délégataire | Contributions financières versées par le délégataire à l'organisateur | Coût de la manifestation/animation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| type Ronde d'automne (ou équivalent) | Régate loisir | YCPR | | Evénement local | Sortie amicale ouverte à tous : balade en rade de Marseille | 30 | 100 | Septembre | | | 1 j | 1 | 1 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP | 100 m2 | 150 m2 | 2 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 0,5 k€ | 2 k€ |
| type Med Cup windsurf (ou équivalent) | Compétition windsurf | YCPR | Métropole, Ville, CD, CR, Caisse d'epargne, Provence Architecture | Evénement international | Compétition Windsurf 6 nationalités, attractivité européenne car eaux navigables en hiver | sans objet | 220 | Février | | | 3 j | 1 | 1 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP BN Roucas | 0 m2 | 500 m2 | 3 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 10 k€ | 60 k€ |
| type SNIM (Semaine Nautique Internationale de Méditerranée) - dériveurs (ou équivalent) | Régate compétition | YCPR | CIC FF Voile | Evénement international | Evénement international sur séries olympiques dans la mesure du possible (2017 - RS:X et Finn : planche à voile et monocoque) | 350 | 350 | avril | | | 8 j | 1 | 1 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP BN Roucas | 200 m2 | 500 m2 | 4 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 10 k€ | 60 k€ |
| type Ronde de printemps (ou équivalent) | Régate loisir | YCPR | | Evénement local | Evénement local Sortie amicale ouverte à tous | 30 | 100 | Mars | | | 1 j | 1 | 1 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP | 100 m2 | 150 m2 | 2 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 0,5 k€ | 2 k€ |
| type D4 optimist (ou équivalent) | Régate compétition | YCPR | ASPTT Marseille | Evénement régional | Epreuve départementale | 30 | 30 | Mai | | | 1 j | 1 | 0,5 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP | 100 m2 | 300 m2 | 2 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 1 k€ | 2 k€ |
| type Championnat départemental Miniwich (ou équivalent) | Régate compétition | YCPR | | Evénement régional | Course planche à voile pour enfants Epreuve départementale | 40 | 40 | Mars | | | 1 j | 1 | 1 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP BN Roucas | 0 m2 | 300 m2 | 2 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 1 k€ | 2 k€ |
| type Tacita Med cup (ou équivalent) | Régate | YCPR / OVMESA | | Evénement régional | Régate pour la cause des autistes, à but caritatif Evénement régional | 10 | 70 | Mai | | | 3 j | 1 | 1 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP | 100 m2 | 300 m2 | 2 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 1 k€ | 2 k€ |
| type Ligue de planche à voile (ou équivalent) | Régate compétition | YCPR | ASPTT Marseille | Evénement régional | Epreuve plusieurs catégories Evénement régional | 50 | 50 | Novembre | | | 1 j | 1 | 0,5 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP | 0 m2 | 300 m2 | 2 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 1 k€ | 2 k€ |
| type Challenge Florence Artaud (ou équivalent) | Régate | YCPR | | Evénement régional | Cycle de régates hivernales Organisé chaque année par un club différent (5 clubs) | 70 | 500 | Novembre à mars | | | 5 j | 5 | 0,2 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP | 500 m2 | 300 m2 | 3 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 5 k€ | 30 k€ |
| Régate sur support olympique (ou équivalent) | Régate | YCPR | CNTL / UNM / SNMBN Roucas FF Voile | Evénement international | Accueil d'une régate préparatoire aux JO. Note : YCPR organise en 2018 les championnats du monde Jeunes : 49er, 49erFX et Nacra 17 (séries olympiques) | 30 | 60 | Mai | | | 2 j | 3 | 1 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP BN Roucas | 500 m2 | 500 m2 | 4 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 30 k€ | 60 k€ |
| type Les Voiles du Vieux Port (ou équivalent) | Régate | SNM | YCPR / UNM / CNTL | Evénement national | Valorisation du patrimoine voilier de tradition, organisé par la SNM. Co-organisation avec autres club notamment YCPR | 45 | 350 | Juin | | | 3 j | 2 | 1 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP | 100 m2 | 300 m2 | 2 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 5 k€ | 35 k€ |
| Olympiades universitaires (ou équivalent) | Régate | YCPR | Aix Marseille Université | Evénement national | Nouvelle régate souhaitée par la CCIMP | 30 | 100 | mars | | | 1 j | 3 | 0,5 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP | 300 m2 | 300 m2 | 3 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 5 k€ | 30 k€ |
| Challenge consulaire ou challenge Kedge (ou équivalent) | Régate | YCPR | CCI France CCI MP | Evénement national | Nouvelle régate souhaitée par la CCIMP | 30 | 100 | avril | | | 1 j | 3 | 0,5 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP | 300 m2 | 300 m2 | 3 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 5 k€ | 30 k€ |
| Challenge international CCIMP (ou équivalent) | Régate | YCPR | CCI France CCI MP | Evénement international | Evénement mobilisant le réseau de la CCI MP | 30 | 100 | mai | | | 1 j | 3 | 0,5 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP | 300 m2 | 300 m2 | 3 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 5 k€ | 30 k€ |
| Conférences thématiques (1x par trimestre) | Culturel | CCIMP | | Evénement local | Thèmes variés : protection du milieu marin, l'histoire maritime, bateaux emblématiques, faune et flore marine, secteur portuaire, etc. Cible : tous publics événement populaire | sans objet | 150 par conférence | février, mai, septembre, novembre | | | 0,5 j | 1 | 4 | Locaux YCPR ou CCI MP | non | non | 2 | Salle de conférence | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 2 k€ | 5 k€ |
| type Marseille fête la pêche (ou équivalent) | Concours Pêche | YCPR | | Evénement local | Journée festive, conviviale Concours de pêche | sans objet | 100 | Septembre | | | 1 j | 1 | 1 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP | 200 m2 | 300 m2 | 2 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 1 k€ | 3 k€ |
| type Concours sélectif de pêche à soutenir bateau (ou équivalent) | Concours Pêche | YCPR | FFPM, Métropole, CG, CR, Caisse d'epargne, Provence Architecture | Evénement régional | Concours régional | sans objet | 100 | Juin | | | 1 j | 1 | 1 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP | 200 m2 | 300 m2 | 2 | | | | 1 k€ | 3 k€ |
| type Handy cap (ou équivalent) | Socio-éducatif | YCPR | Plusieurs associations | Journée de découverte sport nautique pour les handicapés Evénement régional | Journée de découverte sport nautique pour les handicapés Evénement régional | sans objet | 100 | Juin | | | 1 j | 1 | 0,5 | Plan d'eau et terre-plein périmètre DSP | 200 m2 | 300 m2 | 2 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 2 k€ | 5 k€ |
| Opération Port propre | Développement durable | CCIMP | SNM Métropole, associations | Evénement local | Evénement populaire Associations et bénévoles marseillais Couverture presse régionale | sans objet | 150 | Novembre | | | 1 j | 1 | 1 | Tout le périmètre DSP | non | 300 m2 | 3 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 2 k€ | 15 k€ |
| Port Center | Animation | CCIMP | | Animation locale | Espace d'information / exposition pour renforcer le lien ville-port. thématiques variées : environnement, métiers de la mer, architecture navale, etc. | sans objet | grand public | toute l'année (changement trimestriel de thématique) | | | | 1 | 4 | Terre-plein | 0 m2 | 40 m2 | 2 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 2 k€ | 5 k€ |
| Journée "Port Ouvert" | Populaire | Délégataire | CCIMP SNM Autres clubs | Evénement local | Faire connaître le port au grand public sur une journée avec des animations, des informations diverses | sans objet | grand public | septembre | | | 1 j | 1 | 1 | Tout le périmètre DSP | 0 m2 | 300 m2 | 2 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 2 k€ | 10 k€ |
| Evénements privés | Festif, culturel | Entités privées / exploitant du R+1 | CCI MP | variée | Utilisation du R+1 pour des événements : soirées, tournages, lancement de produits, séminaires entreprises, etc. | sans objet | public cibié et grand public | toute l'année | | | 1 j | 1 | 20 | R+1 | 0 m2 | 0 m2 | 0,2 | | Subvention éventuelle sollicitée par l'organisateur | | 0,0 k€ | 15 k€ |

Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

La mise en place d'étoiles de mouillage est également proposée et valorisée.

En revanche, les propositions telles que le seabubble et la création et l'utilisation pour des événements d'une esplanade en R+1 au-dessus du parking ne sont pas valorisés au niveau des investissements et ne peuvent donc pas véritablement être pris en compte dans l'analyse compte-tenu du caractère peu engageant de ces propositions..

➔ ***L'offre de la CCIMP est jugée satisfaisante***



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

**YCPR**

**Le candidat YCPR** fournit en annexe B6 une liste détaillée des 26 manifestions (totalisant 41 jours) sur lesquelles il s'engage, en précisant les coûts ainsi que les moyens techniques et humains prévus.

Il propose en tant que délégataire d'organiser et financer 8 manifestations pérennes chaque année qui comprennent des compétitions sportives, concours de pêches et manifestations diverses. Ces événements représentent 70 500 € par an à la charge du délégataire, soit 826 k€ sur la durée du contrat. Les recettes générées par les événements sont de l'ordre de 30 k€ par an.

Le candidat indique que le Club YCPR, quant à lui, organiserait et financerait 18 manifestations, soit un coût pour le club de 321 k€ par an, pour lesquels le délégataire fournit des moyens techniques (semi-rigide, barge) et humains (environ 820 journées de bénévolat et 14 jours de salariés). Le candidat indique également le versement de subventions au club à hauteur de 7 500 € HT en année 1.

Le programme contient des animations touchant de nombreux publics à différents niveaux.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| Manifestations - chaque année de la durée de la Délégation | Organisateur | Partenaires | Dimensions / enjeux principaux / cibles | Date de début | Date de fin | Durée | Site | Plan d'eau occupé | Terre-pleins occupés | moyens humains (ETP) fournis par l'organisateur YCPR | moyens techniques fournis par l'organisateur YCPR | moyens humains (ETP) fournis par le délégataire | moyens techniques fournis par le délégataire | Subventions reçues par le délégataire | Subventions versées par le délégataire à l'organisateur YCPR | Coût de la manifestation à la charge du délégataire | Coût de la manifestation à la charge de l'YCPR * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Loto | YCPR | Commerçants Marseillais | 150 participants - 20 bénévoles - Cible : membre club + pers du quartier | 7/01 - 21/01 - 2/12 16/12 | | 4 x 1 jour | Périmètre DSP | | | 20 bénévoles | | | | | | | 6 000,00 € |
| Balade des Rois | YCPR - Section Voile Habitable | non | 40 participants - 5 bénévoles - Cible : membres section voile habitable | 13/1 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 5 bénévoles | 1 semi-rigide | | | | | | 1 500,00 € |
| Med Cup Windsurf en Provence | YCPR - Section Voile légère | Ville de Marseille, CD 13, Région PACA | 200 participants - 6 nations - 60 bénévoles - Cible : planchistes européens | 3/2 | 5/2 | 3 jours | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 60 bénévoles | 7 semi-rigide + barge | 4 | | | | 30 000,00 € | |
| Régate D4 et Miniwish | YCPR - Section Voile légère | non | 30 participants - 5 bénévoles - Cible : Jeunes des clubs du département | 17/3 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 5 bénévoles | 3 semi-rigide | 3 | | | | 2 000,00 € | |
| D4 Optimist | YCPR - Section Voile légère | non | 30 participants - 5 bénévoles - Cible : Jeunes des clubs du département | 21/3 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 3 salariés - 5 bénévoles | 3 semi-rigide | | | | | | 2 000,00 € |
| Ronde de Printemps | YCPR - Section Voile Habitable | non | 40 participants - 5 bénévoles - Cible : membres section voile habitable | 24/3 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 5 bénévoles | 1semi-rigide | | | | | | 2 000,00 € |
| Sortie pêche de la fête du club | YCPR - Section pêche | non | 90 participants - 10 bénévoles - Cible : pêcheurs du département | 14/4 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 10 bénévoles | | | | | | | 2 000,00 € |
| Puces Nautiques | YCPR | non | 20 participants - 5 bénévoles - Cible : tous les pratiquants de sports nautiques | 28/4 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 10 bénévoles | | | | | | | 1 000,00 € |
| Fête du Club | YCPR | Réserve parlementaire | 800 participants - 150 bénévoles - Tout public membres et extérieurs | 1/5 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 5 salariés - 150 bénévoles | | | | | | | 28 000,00 € |
| Journée Sécurimar | YCPR - Section Voile Habitable | non | 20 participants - pratiquants voile habitable des clubs Marseillais | 19/5 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 2 bénévoles | | | | | | | 600,00 € |
| Challenge Y | YCPR - Section pêche | Ville de Marseille | 80 participants - 10 bénévoles - Cibles : Pêcheurs du département | 20/5 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 10 bénévoles | | 1 | | | | 3 800,00 € | |
| Tacita Med Cup | YCPR - Section Voile Habitable | non | 55 participants - 20 bénévoles - Public : Entreprises | 1/6 | 3/6 | 3 jours | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 2 salariés - 20 bénévoles | 1 semi-rigide + barge | | | | | | 8 000,00 € |
| Croisière du portant | YCPR - Section Voile Habitable | non | 70 participants - 5 bénévoles - Cible : membres section voile habitable | 9/6 | 10/6 | 2 jours | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 5 bénévoles | 1 semi-rigide | | | | 2 500,00 € | | 10 000,00 € |
| Concours pêche à soutenir bateau | YCPR - Section pêche | non | 65 participants - 10 bénévoles - Cible : pêcheurs du département | 10/6 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 10 bénévoles | | 1 | | | | 1 900,00 € | |
| Hand'Y Cap | YCPR | non | 80 participants - 100 bénévoles - Cibles : Associations pour personnes handicapées | 30/6 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 5 salariés - 100 bénévoles | 5 semi-rigide + barge | | | | 3 750,00 € | | 15 000,00 € |
| Sortie pêche sous-marine | YCPR - Section plongée | non | 25 participants - 5 bénévoles - Cible : pratiquant pêche sous-marine du département | 1/7 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 5 bénévoles | 1 semi-rigide | | | | 750,00 € | | 3 000,00 € |
| SNIM Dériveurs - Championnat du Monde 49er-49erFX-Nacra 17 | | Ville de Marseille, CD 13, Région PACA | 200 participants + 40 entraineurs - 40 nations - 100 bénévoles - Cible : Sportifs haut niveau voile | 25/8 | 30/8 | 6 jours | Hors périmètre DSP - Stade Nautique du Roucas Blanc | | | 15 salariés - 120 bénévoles | 7 semi-rigide + barge | | | | | | 200 000,00 € |
| Marseille fête la pêche | YCPR - Section pêche | non | 80 participants - 10 bénévoles - Cibles : Pêcheurs du département | 8/9 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 10 bénévoles | | | | | | | 1 000,00 € |
| Challenge de Photo sous-marine | YCPR - Section plongée | Ville de Marseille | 64 participants - 10 bénévoles - Cible : Photographes sous-marin français | 14/9 | 16/9 | 3 jours | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 15 bénévoles | 2 semi-rigide + barge | 2 | | | | 10 000,00 € | |
| Massilia Tuna Cup | YCPR - Section pêche | non | 50 participants - 10 bénévoles - Cible : pêcheurs du département | 15/9 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 10 bénévoles | | 1 | | | | 3 800,00 € | |
| Ronde d'automne | YCPR - Section Voile Habitable | non | 50 participants - 5 bénévoles - Cible : membres section voile habitable | 22/9 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 5 bénévoles | 1 semi-rigide | 1 | | | | 4 500,00 € | |
| Clean Port | YCPR | non | 100 bénévoles | 6/10 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 4 salariés - 100 bénévoles | | | | | 500,00 € | | 2 000,00 € |
| Duo Calamars | YCPR - Section pêche | non | 70 participants - 10 bénévoles - Cible : pêcheurs du département | 12/10 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 10 bénévoles | | | | | | | 1 000,00 € |
| Soirée des champions | YCPR | non | 70 sportifs du club récompensés pour leurs résultats sportifs de l'année | 16/11 | | 1 jour | Périmètre DSP | | | 10 salariés - 5 bénévoles | | | | | | | 20 000,00 € |
| Régate de Ligue Laser | YCPR - Section Voile légère | non | 90 participants - 10 bénévoles - Cible : Laseristes de tout âge régionaux | 25/11 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 50 bénévoles | 7 semi-rigide + barge | 4 | | | | 14 500,00 € | |
| Arbre de Noël | YCPR | non | 350 enfants et petits enfant des membres + 150 accompagnants | 12/12 | | 1 jour | Périmètre DSP | | | 3 salariés - 60 bénévoles | | | Barge | | | | 18 000,00 € |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **TOTAUX** | | | | | | **41 jours dont 29 en périphérie du Yacht Club** | | | | | | **17 sur 12 jours** | | | **7 500,00 €** | **70 500,00 €** | **321 100,00 €** |

En dehors des manifestations prévues, le candidat s'engage également sur la tenue de nombreuses animations thématiques sur son périmètre : formations et initiation de voile type « foil » sur son périmètre, valorisation des activités de plongée, coordination des périodes de pêche, valorisation du café club-house par l'accueil de réunions et évènements.

➔ ***L'offre de l'YCPR, par la grande amplitude du programme présenté ainsi que sa valorisation, est jugée très satisfaisante***

### 7.1.1.2. VALORISATION DOMANIALE

*L'article 18 du contrat traite de la gestion domaniale du plan d'eau, indiquant les types d'occupation privative de poste à flot à l'année à vocation de passage.*

*L'article 19 du contrat, traite de la gestion domaniale des terre-pleins.*



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

*Le candidat doit produire plusieurs annexes dans son offre:*

- *Grille tarifaire, annexe B4*
- *L'état des occupations domaniales, annexe B7*
- *Le tableau de bord avec les indicateurs de l'exploitation, annexe B5*
- *Projets de convention d'occupation*

*L'article 20 du contrat, décrit de manière très précise les conditions d'organisation des manifestations: le rôle du délégataire est de mettre à disposition des clubs nautiques ou autres organisateurs, moyennant finance à détailler dans l'annexe B6, les moyens nécessaires à l'organisation des manifestations.*

**CCIMP**

La grille tarifaire est abordée au paragraphe 7.2.3

- **L'occupation de longue durée par les clubs**

L'annexe B7 est complétée :

| Nom de l'occupant | Statut juridique | Date début | Date fin | Activité | Terre-plein / Plan d'eau | Surface m² | libellé Tarif appliqué | valeur tarif appliqué | Redevance annuelle 2018 | S acc |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Yachting Club de la Pointe Rouge | Association | 01/09/2018 | 31/08/2027 | Société nautique/club | terre-plein | 200 | terre plein non bati, activités non commerciales, en €HT/m²/an | 15 | 3 000 | |
| Yachting Club de la Pointe Rouge | Association | 01/09/2018 | 31/08/2027 | Société nautique/club | terre-plein | 1583 | terre plein bati, activités non commerciales, €HT/m²/an | 15 | 23 745 | |
| Restaurant Le Yachting | EURL | 01/09/2018 | 31/08/2027 | restaurant | terre-plein | 950 | terre plein bati, activités commerciales, €HT/m²/an | 50,54 | 48 013 | |

Le tarif proposé pour les occupations non commerciales de terre-plein est de 15 €HT/m²/an. Le total des recettes attendues par le candidat en année 1 est de 26,7 k€ et ce montant est enregistré sur le compte de résultat prévisionnel.

Le candidat prévoit de restituer, au club occupant, 233 m² de surface sur les 308 m² qui lui étaient destinés pour ses besoins de gestion administrative.

Le montant total de superficie de terre-plein bâti occupé par le club présenté dans le tableau correspond aux 1 350 m² prévus initialement dans l'annexe A7 du DCE complétés par les 233 m² restitués par le candidat, soit 1 583m².

Les recettes relatives aux occupations commerciales de terre-pleins (48 k€) sont également présentes sur le compte de résultat prévisionnel. Ces recettes correspondent au loyer annuel actuellement payé par le restaurant au délégataire. Le tarif au m²/an s'élève à 50, 54 €HT.

- **L'occupation de longue durée et de courte durée**

L'annexe B5 est complétée. Celle-ci traduit un axe stratégique de l'offre du candidat CCIMP, celui du développement des passages sur le plan d'eau.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| DSP3 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre total de postes à flot** | **721** | **721** | **721** | **721** | **721** | **721** | **721** | **721** | **721** | **721** |
| Dont nombre de postes à flot dévolus au passage | 3 | 11 | 19 | 28 | 36 | 44 | 52 | 61 | 69 | 72 |
| Dont nombre de postes à flot occupés par des contrats de longue durée | 718 | 710 | 702 | 693 | 685 | 677 | 669 | 660 | 652 | 649 |
| Dont nombre de postes à flot professionnels | 0 | 4 | 8 | 12 | 16 | 21 | 25 | 29 | 33 | 36 |
| Dont nombre de postes à flot associatifs | 7 | 10 | 14 | 17 | 20 | 23 | 27 | 30 | 31 | 31 |
| Dont nombre de postes à flot de plaisanciers | 711 | 695 | 680 | 664 | 648 | 633 | 617 | 602 | 588 | 582 |
| **Plan d'eau délégué en m²** | | | | | | | | | | |
| dont m² dévolus au passage | 90 | 339 | 591 | 845 | 1 103 | 1 363 | 1 626 | 1 891 | 2 159 | 2 268 |
| dont m² dévolus à l'annuel | 18 696 | 18 607 | 18 516 | 18 424 | 18 330 | 18 235 | 18 138 | 18 037 | 17 918 | 17 914 |
| dont m² en AOT d'occupation (pavillons flottants, darses, etc.) | | | | | | | | | | |
| dont gratuités ou particularités | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| dont non commercialisé | | | | | | | | | | |
| **Terre-pleins délégués en m²** | | | | | | | | | | |
| dont m² non commercialisable (sanitaires, carénage) | | | | | | | | | | |
| dont m² en AOT d'occupation longue durée | 1 783 | 1 783 | 1 783 | 1 783 | 1 783 | 1 783 | 1 783 | 1 783 | 1 783 | 1 783 |
| dont m² disponible pour occupation de courte durée | | | | | | | | | | |

Le candidat a pour ambition d'augmenter progressivement le nombre de postes à flot alloués :

- aux plaisanciers de passage pour atteindre l'objectif de 10 % de place d'ici la fin du contrat, soit 72 places contre 3 en début de contrat.
- aux professionnels pour atteindre l'objectif de 5 % place d'ici la fin du contrat.
- aux associations (dont pole course et navires de patrimoine) pour atteindre l'objectif de 4 % à 5 % de place d'ici la fin du contrat.

Le candidat explique dans son offre la stratégie adoptée: sur 3 places qui se libèrent, la CCIMP envisage d'attribuer 1 place aux plaisanciers de passage, 1 place pour longue durée et 1 aux pôles course ou voilier de tradition ou professionnels du nautisme.

- **Autres valorisations du domaine public**

La CCIMP propose une valorisation du projet de R+1 qui ne peut être comptabilisé du fait de l'absence de valorisation du projet, ainsi que de sa zone de mouillage légère, dont la faisabilité est conditionné à plusieurs autorisations administratives

- **L'occupation de courte durée dans le cas de l'organisation des manifestations**

Comme cela a été mentionné au paragraphe 7.1.1.1 Animations, l'annexe B6 est remplie et précise les modalités d'organisation de l'événement : organisateur, partenaire, durée, nature des occupations, moyens techniques et coût.

➔ ***L'offre de la CCIMP intègre une importante dynamique ayant pour objet de donner plus de places de plan d'eau aux passagers et aux professionnels. Cependant, l'absence d'éléments tangibles d'appréciation de ses propositions de valorisations domaniales (projet de R+1 non valorisé, zones de mouillages soumises à autorisations) ne permettant pas d'en tenir compte, l'offre est ainsi moyenne sur cet aspect.***



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

**YCPR**

La grille tarifaire a été transmise, ce point est abordé au paragraphe 7.2.3

- **L'occupation de longue durée par les clubs**

*L'annexe B7 sur les occupations domaniales est remplie et détaillée*

L'extrait ci-dessous reprend les données pour les occupations clubs.

| Nom de l'occupant | Statut juridique | Date début | Date fin | Activité | Terre-plein / Plan d'eau | Surface | Tarif appliqué | Redevance annuelle | Gardiennage |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 7,10 | 58,43 | 414,79 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 7,10 | 58,43 | 414,79 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,70 | 58,43 | 625,41 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,70 | 58,43 | 625,41 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,26 | 58,43 | 657,70 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,72 | 58,43 | 684,86 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,19 | 58,43 | 712,24 | |
| ATSCAF | club sportif | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,12 | 61,33 | 988,67 | 120,83 |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | terre-plein non bâti | 200,00 | 8,39 | 1678,00 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | terre-plein non bâti | 9,59 | 8,39 | 80,45 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | terre-plein bâti | 1350,00 | 11,08 | 14958,00 | |
| LE YACHTING | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | terre-plein bâti | 950,00 | | 48000,00 | |

Le candidat indique sur la liste des occupations

- les 7 postes à flot occupés par le club YCPR facturés au tarif d'occupation longue durée individuelle de poste à flot ;
- le poste à flot occupé par une autre association (ATSCAF) ;
- les 210 m² de terre-pleins non bâtis et les 1 350 m² de terre-plein bâtis occupés par le club YCPR.

Le total des recettes d'occupation non commerciales attendues par le candidat en année 1 est de 21,8 k€ et ce montant est enregistré sur le compte de résultat prévisionnel.

Il y figure également le terre-plein bâti occupé par le restaurant le Yachting facturé au tarif de 48k€/an (redevance actuellement payé). Toutefois, le tarif de 50,5 €HT/m²/an n'est pas inscrit sur la grille tarifaire.

- **L'occupation de longue durée et de courte durée – plaisanciers**

*L'annexe B5, tableau de bord, est complétée.*

| DSP3 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre total de postes à flot | 721 | 721 | 721 | 721 | 721 | 721 | 721 | 721 | 721 | 721 |
| **Dont nombre de postes à flot dévolus au passage** | 45 | 45 | 46 | 46 | 47 | 47 | 48 | 48 | 49 | 50 |
| Dont nombre de postes à flot occupés par des contrat de longue durée | 668 | 668 | 667 | 667 | 666 | 666 | 665 | 665 | 664 | 663 |
| Dont nombre de postes à flot professionnels | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dont nombre de postes à flot associatifs YCPR + ATSCAF | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| Dont nombre de postes à flot de plaisanciers | | | | | | | | | | |
| Nombre total de postes à sec | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dont nombre de postes à sec professionnels | | | | | | | | | | |
| Dont nombre de postes à sec associatifs | | | | | | | | | | |
| Dont nombre de postes à sec de plaisanciers | | | | | | | | | | |
| Plan Eau délégué en m² | 31069 | 31069 | 31069 | 31069 | 31069 | 31069 | 31069 | 31069 | 31069 | 31069 |
| dont m² dévolus au passage | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| dont m² en AOT d'occupation (pavillons flottants, darses, etc.) | | | | | | | | | | |
| dont non commercialisé | | | | | | | | | | |
| Terre-pleins délégués en m² | | | | | | | | | | |
| dont m² non commercialisé | | | | | | | | | | |
| dont m² en AOT d'occupation longue durée | 2500 | 2500 | 2500 | 2500 | 2500 | 2500 | 2500 | 2500 | 2500 | 2500 |
| dont m² en occupation de courte durée | | | | | | | | | | |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

Le candidat prévoit de créer 5 places dédiées au passage sur la durée du contrat sans plus d'explication.

Toutefois, ces données ne correspondent pas à celles inscrites sur la liste des occupations, sur laquelle on constate la présence de 57 places pour le passage de longue durée et 6 places dédiées au passage de courte durée.

- **Les postes à flot dédiés aux professionnels du nautisme**

Le périmètre DSP 3 ne comporte pas de poste dédié aux professionnels du nautisme et comporte un poste associatif (ATSCAF), autre que les 7 postes occupés par les bateaux du club YCPR.

L'annexe B5 montre que le candidat ne souhaite pas développer l'occupation du plan d'eau par des professionnels du nautisme ni à usage associatif.

- **L'occupation de courte durée dans le cas de l'organisation des manifestations**

Une annexe B6 a été remise par le candidat.

Comme cela a été mentionné au~~,~~ 7.1.1.1. Animations, l'annexe B6 est remplie et précise les modalités d'organisation de l'évènement : organisateur, partenaire, durée, nature des occupations, moyens techniques et coût.

➔ ***L'YCPR garde les équilibres actuels et propose peu d'évolution, notamment, pour les professionnels et les passagers. Néanmoins le candidat a adapté son offre aux demandes de la Métropole visant à augmenter le nombre de places dédiées au passage sur le périmètre. Pour autant, l'offre du candidat ne présente pas de propositions de valorisation nouvelle du périmètre, et est donc moyenne sur cet aspect.***

7.1.1.3. DEVELOPPEMENT DURABLE

*L'article 3 du contrat liste les documents contractuels parmi lesquels figure une Annexe 13 « Principes et actions relatifs au développement durable » qui était à rédiger par les candidats. Il était notamment attendu dans cette note des engagements sur des objectifs à atteindre.*

**CCIMP**

**Le candidat CCIMP** ambitionne d'inscrire le port dans la transition énergétique et prévoit :

- La labellisation et la signature de chartes en faveur du développement durable
- Des animations et des dispositifs de communication
- La mise en place d'équipements de tri, un composteur collectif permettant de valoriser les déchets organiques, un dispositif de pompage des eaux usées.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

- La création d'une «Brigade de la propreté». Cette brigade sera idéalement mutualisée sur plusieurs sites portuaires de Marseille.
- Un bilan Carbone, dont la valorisation n'est plus en investissements
- Une démarche «achats responsables»
- Un «Plan de réception et de traitement des déchets», qu'il conviendra de préciser ainsi que les investissements associés

Les investissements nécessaires sont bien prévus.

➔ ***L'offre de la CCIMP est jugée satisfaisante.***

**YCPR**

**L'YCPR** est investi dans une politique de développement durable depuis de nombreuses années et a su mobiliser les élèves de ses écoles ainsi que les membres du club pour mettre en œuvre de nombreuses actions.

Depuis 2008, l'YCPR organise l'action Clean Port, une opération de nettoyage du plan d'eau confié dans le cadre du contrat de DSP actuel. L'objectif est de sensibiliser les usagers ainsi que le public et d'agir pour la protection de l'environnement en luttant contre la pollution.

Cette action est à nouveau intégrée au programme des manifestations du prochain contrat de DSP.

La section plongée du club est labellisée «Ecosub », label de la Fédération Française d'Etudes et de Sport Sous-Marins. Ce label a été attribué à l'YCPR car la section plongée est engagée dans une démarche de développement durable. Les actions menées concernent, notamment, le comptage des nacres, le comptage des mérous, le nettoyage des calanques et les sorties en mer sous le thème « découverte du biotope » pour des personnes atteintes d'un handicap moteur.

Depuis 2016, l'YCPR est labellisé Pavillon bleu.

Pour le prochain contrat de DSP, la politique de développement durable de l'YCPR s'articule autour de plusieurs axes :

- Poursuite de la sensibilisation des membres à tous les enjeux du développement durable et de la protection de l'environnement : ceci fera l'objet de réunions régulières au sein du club et ses sections, notamment à destination des plus jeunes ; ceci pourra faire l'objet de conférences de personnalités reconnues dans ce domaine,
- Organisation de nouvelles manifestations qui auront pour objet le développement durable.
- Veille sur les équipements nouveaux susceptibles d'assurer une meilleure protection de l'environnement, des gains d'énergie, un moindre impact sur l'environnement …puis d'envisager de les acquérir,
- Intégration des clauses de protection de l'environnement dans les différentes consultations engagées auprès de sociétés extérieures, lors de travaux,
- Contribution des membres du Club à d'autres associations ou organismes eux-mêmes engagés dans des actions spécifiques de protection,
- Participation à toutes actions initiées par le Délégant visant la protection de l'environnement.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

➔ ***L'YCPR est très impliqué sur cette thématique depuis des années et prévoit sur la durée du contrat de nombreuses actions. L'offre de l'YCPR est jugée satisfaisante.***

7.1.1.4. SYNTHESE

*La CCIMP a clarifié son offre en matière d'animation et se positionne* se positionne en donneur d'ordre qui confiera l'organisation opérationnelle des animations et manifestations de son programme à des prestataires avec qui il contractualisera.~~,~~ *Cela concerne essentiellement le club du périmètre l'YCPR. Le candidat s'engage sur un véritable développement de l'accueil des passagers, mais la plupart des nouveaux services proposés sur le périmètre ne peuvent être valorisés. L'offre est jugée* ***globalement satisfaisante****.*

*L'offre du candidat YCPR a été corrigée de manière à se recentrer sur la gestion du plan d'eau, l'organisation d'événements nautiques et quelques activités sportives (école de pêche et de voile légère sportive). Les propositions du candidat YCPR en termes d'animation et d'événementiel apparaissent dynamiques et de valeur pour le périmètre, et la proposition en matière de développement durable est intéressante. Un effort a également été fait pour augmenter le nombre de places dédiées au passage. L'offre est donc jugée* ***satisfaisante****.*

## 7.1.2. Adéquation des moyens humains et matériels affectés par le candidat

7.1.2.1. RESSOURCES HUMAINES

**CCIMP**

**Le candidat CCIMP** prévoit la reprise du personnel du délégataire actuel affecté au service délégué et une modification des effectifs en basculant progressivement la charge des agents administratifs vers des fonctions d'accueil et d'animation.

Il propose de passer de 6,75 ETP à 6,5 ETP en année 2 (correspondant à une diminution des effectifs humains de 9 à 7 personnes), puis à 7 ETP en année 3 jusqu'à la fin du contrat.

Les modifications notables (soumises à validation des employés) sont les suivantes :

- Une assistante à temps plein au lieu de 3 à temps partiel,
- La responsable coordination animation fournira 1 ETP dès l'année 3 contre 0,23 ETP en année 1
- La cadre comptable et administrative effectuera 1 ETP contre 0,74 ETP actuellement
- L'offre prévoit la valorisation des compétences du personnel actuel en évoquant la mise en place d' un plan de formation personnalisé qui pourra s'appuyer sur les ressources et solutions existantes dans les CCI, sans le préciser.

L'intervention des services support de la CCI est valorisée.

Dès l'année 2, la CCIMP prévoit des prestations supports pour l'équivalent d'environ 0,5 ETP, jusqu'à 3 ETP en fin de DSP, avec un coût brut environ de 50 k€ par ETP/an.

➔ ***L'offre de la CCIMP est jugée satisfaisante (7 ETP à terme) dans la mesure où les moyens humains apparaissent adaptés pour proposer un service de qualité.***



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

**YCPR**

**Le candidat YCPR** maintient un effectif de 9 salariés pour un nombre d'équivalents temps plein constant à 6,7 ETP sur la durée du contrat.

Un plan de formation pluriannuel sera établi dès 2018 avec pour objectif d'adapter les salariés à leur poste, d'accompagner les évolutions d'emplois et de favoriser le maintien dans l'emploi des salariés et de développer les compétences des salariés et participer à l'évolution de leur qualification.

➔ ***L'offre de l'YCPR est jugée satisfaisante (6,7 ETP à terme) dans la mesure où les moyens humains apparaissent adaptés pour proposer un service de qualité.***

7.1.2.2. MAINTENANCE

**CCIMP**

**Le candidat CCIMP** prévoit la réalisation d'un plan de maintenance préventive en début de DSP.

Il décrit sa politique de maintenance corrective selon les principes suivants :

- Internalisation des opérations de petite réparation: réalisation par les ressources dédiées ou agents portuaires
- Externalisation des opérations plus importantes
- Mise en place de contrat cadre d'assistance avec des entreprises spécialisées pour une réactivité optimale au service des plaisanciers et occupants de la DSP

Le budget de maintenance annoncé est **de 150 €/ poste à flot durant la durée de la DSP**. Les moyens apparaissent ici adaptés

*NB : estimation du coût de la maintenance 130€ par anneau* (*à noter un erratum sur l'estimation de l'administration prise pour l'analyse des offres initiale* (203€)).

***L'offre CCIMP est jugée satisfaisante sur ce point.***

**YCPR**

**Le candidat YCPR** indique que:

- Deux ETP sont affectés en permanence aux opérations de maintenance ; elles ont une formation « habilitation électrique Niveau BOV – HO » (délivrée par la SEM).
- Toute défaillance ou toutes pièces défectueuses, et toutes interventions de maintenance sont centralisées auprès de Monsieur Choquell, bénévole en charge des travaux-maintenance-logistique. Il organise alors les actions à mener en interne ou en externe.

Le candidat a transmis en annexe 6 du projet de contrat le plan d'entretien et de maintenance des biens. Celui-ci indique les équipements concernés avec la fréquence d'entretien. Il indique également si l'intervention est effectuée en interne ou par un prestataire, notamment dans le cadre de contrats de maintenance.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

Le budget de maintenance est estimé à 130 €/ poste à flot sur la durée de la DSP. Les moyens apparaissent ici suffisants.

➔ NB : estimation du coût de la maintenance 130€ par anneau *(à noter un erratum sur l'estimation de l'administration prise pour l'analyse des offres initiale* (203€)).*Egalement, certains éléments de détail dans les comptes du candidat ont fait sortir des sommes évaluées à tort comme faisant partie du budget de maintenance au sein de l'offre initiale.* ***L'offre YCPR revient à consacrer 130€ pour la maintenance par poste à flot sur la durée de la DSP, elle est jugée satisfaisante au regard des moyens mis en œuvre.***

### 7.1.2.3. PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

*Le cahier des charges prévoyait une liste de travaux imposés. Les deux candidats proposent également des investissements :*

**CCIMP**

La CCIMP prévoit d'investir dans un système comprenant un logiciel, une interface en ligne, une application permettant la gestion et le déploiement des services numériques. Ces outils innovants seront compatibles avec les systèmes d'information existants. Ce système sera associé à la mise en place d'objets connectés (bornes connectées, suivi des entrées / sorties, etc.) permettant une meilleure gestion de l'exploitation. Les montants correspondants sont de 120 k€ pour le smart Port et de 150 k€ pour les bornes connectées.

Elle prévoit également d'investir dans la généralisation du tri et la mise en place d'une démarche d'économie circulaire pour la gestion des déchets pour 100 k€.

D'autres propositions ont été valorisées. Elles concernent le développement durable (mise en place d'une nurserie à poissons – 35 k€, bateau pour la brigade de propreté - 15 k€), ou les animations (Port Center – 10 k€, Le candidat prévoit également l'installation d'une zone de mouillage et équipement pour 40 k€, toutefois, cet investissement serait effectué à l'extérieur du périmètre DSP et nécessite donc un accord de l'Administration.

Dans le cas où le candidat serait retenu et si cet investissement ne peut être réalisé, un investissement d'un montant équivalent devra être effectué.

Au global le montant des investissements est de **470 k€** sur la durée de la concession, concentrés sur les deux premières années et financés par recours à de la dette financière.

En termes de renouvellement, la CCIMP prévoit de consacrer un budget global de **569 k€** relevé sur les documents financiers, ce qui porte les investissements et renouvellement à **1 039 k€** sur la durée de la DSP.

(Toutefois, sur l'annexe relative aux investissements et renouvellement, les montant des renouvellements est légèrement différent, soit 540 k€).

***Si l'on additionne les dépenses prévisionnelles de renouvellement et d'investissement, soit 1 039 000 €, l'offre de la CCIMP est jugée très satisfaisante dans les moyens très importants proposés pour un service de qualité.***

*NB : estimation du montant des dépenses prévisionnelles et d'investissement : 350 000€*



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

**YCPR**

En termes d'investissement, **l'YCPR** prévoit :

Au niveau des bâtiments

- travaux d'étanchéité sur la toiture du bâtiment pour 80k€
- réaménagement des locaux, bureaux pour 100 k€
- changement de climatisation 20 k€

Au niveau de l'exploitation

- acquisition de matériel informatique et principalement de nouveaux logiciels pour un montant de 20 k€

Au global le montant des investissements est de 220 k€ sur la durée de la concession.

En termes de travaux de renouvellement, l'YPCR prévoit l'entretien approfondi des 10 pannes (changement de chaines, entretien des fixations de catways) pour 200 k€, le remplacement des bornes de distribution de fluides pour 100 k€, le renouvellement du système d'éclairage pour 60 k€ et le remplacement de divers outils pour 20 k€.

Au global le budget du renouvellement est de 380 k€ sur la durée du contrat.

Le programme de réalisation des investissements et des renouvellements est détaillé sur toute la durée du contrat.

➔ ***Si l'on additionne les dépenses prévisionnelles de renouvellement et d'investissement, le montant global est de 600 000 €. Ce budget est important compte tenu des investissements nécessaires sur le périmètre - l'offre de l'YCPR est donc jugée satisfaisante vis-à-vis des moyens affectés.***

*NB : estimation du montant des dépenses prévisionnelles et d'investissement : 350 000€*

7.1.2.4. GESTION TECHNIQUE

**CCIMP**

**Le candidat CCIMP** prévoit la mise en place d'une gestion centralisée et digitalisée du port et des services, fonctionnant grâce aux objets connectés :

- Services web / application smartphone pour les usagers
- Outils d'identification par badge pour les usagers
- Logiciel et outil portatif (tablette) à usage du délégataire / capitainerie permettant le suivi des entrées / sorties de bateaux, le relevé des compteurs
- Communication: mise en place d'un panneau d'affichage dynamique (sous forme de borne interactive) avec météo, agenda des animations, informations diverses (où manger, les commerces à proximité, les règlements), etc.
- Equipement du port en wifi



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

L'ensemble des investissements sont bien prévus.

Le candidat ne prévoit pas en revanche de local pour l'exercice de son activité.

- **Listes d'attente poste à flot**

Le candidat prévoit la constitution de 5 listes d'attentes spécifiques pour :

- les usagers longue durée,
- les navires de patrimoine,
- les professionnels,
- les associations,
- le pôle course.

L'attribution des postes à flot sera réalisée sur la base d'une procédure et de critères clairement définis, notamment l'ancienneté sur la liste d'attente, la vocation de la place libérée (cf liste ci-dessus) et la taille de bateau (adéquation entre la taille de la place libérée et la taille du bateau en attente).

Le candidat propose d'évaluer, pour les professionnels du nautisme, la possibilité de fonctionner par appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour attribuer plusieurs postes à flot simultanément, plutôt que par liste d'attente au « compte-goutte ». Il prévoit pour ces AMI la mise en place de critères d'évaluation selon la pertinence du projet par rapport à ses objectifs en lien avec le « village plaisance » qu'il souhaite développer.

➔ ***Avec les outils smart port, la CCIMP propose un véritable programme de modernisation des équipements et de la gestion du périmètre. L'offre est jugée satisfaisante.***

**YCPR**

**Le candidat YPCR prévoit** une amélioration de son système informatique avec les investissements correspondants: elle doit permettre de meilleures conditions de connexion, un suivi plus précis de la situation d'occupation du bassin, des écoles, des manifestations et de la situation des personnels.

Elle inclut une modernisation du logiciel de gestion des places avec notamment une interactivité avec les membres, et une homogénéisation avec les autres activités.

Concernant les listes d'attentes, le candidat indique dans son mémoire technique qu'il n'existe qu'une seule liste d'attente pour l'ensemble des places du bassin.

***L'offre de l'YCPR reste dans la continuité de l'exploitation actuelle de la DSP avec quelques améliorations techniques. L'offre est jugée satisfaisante.***



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

7.1.2.5. SYNTHESE

***L'offre de la CCIMP*** *fait apparaître des moyens humains adaptés pour proposer un service de qualité. Elle contient des propositions innovantes en termes de modernisation du mode de gestion. Elle fournit un programme précis d'investissement dont le mode de financement et le planning de réalisation sont détaillés. Elle est* ***jugée satisfaisante.***

*S'inscrivant dans la poursuite de l'exploitation existante,* ***l'YPCR*** *propose des moyens humains et techniques satisfaisants et bien adaptés, une maintenance adaptée avec un programme d'investissement ambitieux compte-tenu des nécessités du périmètre, ainsi qu'une gestion technique adaptée.* ***L'offre de l'YPCR est jugée satisfaisante.***



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

### 7.1.3. Proposition de gouvernance

**CCIMP**

**Le candidat CCIMP** propose de réunir au moins 2 fois par an le Comité de Pilotage (contre 1 fois par an demandé par le Délégant) et de créer, en plus du Comité de Coordination demandé par le Délégant, un nouveau *Comité de Cohérence* portuaire qui se réunirait 1 à 2 fois par an en associant tous les délégataires et gestionnaires des ports de plaisance et qui aurait pour mission :

- Insuffler une dynamique collective et orienter les actions des délégataires en termes d'animation tous publics, d'organisation d'événements et de manifestations sportives,
- Coordonner les pratiques nautiques par la médiation et la concertation des opérateurs du territoire,
- Coordonner les actions dans le périmètre de la DSP et entre les DSP et autres acteurs associatifs des plans d'eau,
- Représenter les acteurs «nautiques» auprès des instances territoriales, des organes déconcentrés des services de l'État et des organismes de développement et de promotion du territoire,
- Conseiller et accompagner la mise en œuvre des programmes d'actions,
- Faciliter la constitution d'un collectif permanent de bénévoles qualifiés, destiné à répondre aux besoins des organisateurs de manifestations,
- Générer des synergies opérationnelles entre opérateurs, en facilitant et systématisant la mutualisation des moyens et des compétences dans un souci d'économie d'échelle et d'efficience,
- Définir une charte de référence pour l'organisation des manifestations nautiques, dans le respect des normes environnementales et de la norme ISO 20121,
- Etablir une planification événementielle équilibrée et dynamique.

➔ ***L'offre CCIMP est satisfaisante dans ses engagements d'associer les usagers de son périmètre aux décisions et à sa gestion (événementiels, travaux,…) et dans sa volonté d'ouverture aux autres ports par la création d'un nouveau comité de cohérence.***

**YCPR**

Conformément au projet de contrat, **le candidat YCPR** prévoit la mise en place d'un comité de pilotage et d'un comité de coordination ouvert aux occupants. C'est en son sein que seront déterminés les programmes d'activités de la zone et les concours pouvant être apportés à ces programmes de délégation. De plus, le candidat propose la constitution d'une commission des pannes permettant de rendre compte de l'ensemble des situations de vie sur celles-ci et formulent des propositions au délégataire.

➔ ***L'offre YCPR se conforme aux attentes de la Métropole et construit une réelle réflexion sur la vie des pannes. L'offre est cohérente avec le périmètre et est satisfaisante.***



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

### 7.1.4. Synthèse pour le critère service rendu

***Le candidat CCIMP*** *a établi un bon diagnostic de la situation actuelle et propose une véritable modernisation du périmètre et de sa gestion, avec des moyens adaptés. Cependant, plusieurs propositions insuffisamment détaillées ou valorisées n'ont pu être prises en compte, l'offre est jugée* ***globalement satisfaisante****. Il est à noter la dynamique du candidat d'accorder une place plus importante aux professionnels et aux plaisanciers de passage dans le renouvellement des attributions de plan d'eau*

*S'inscrivant dans la poursuite de l'exploitation actuelle en matière de gestion,* ***l'offre de l'YPCR*** *est très ambitieuse an termes d'animation, celle-ci propose un volet développement durable intéressant mais peu de nouvelles valorisations domaniales. Concernant l'adéquation des moyens, le candidat propose des moyens humains ainsi que financiers adaptés, que ce soit en termes d'investissements ou de renouvellement. , celle-ci est jugée* ***satisfaisante****.*

## 7.2. COHERENCE ET EQUILIBRES FINANCIERS

### 7.2.1. Critères d'évaluation

Pour rappel, le règlement de consultation précise que le critère lié à la «cohérence et équilibres financiers» sera :

« apprécié au regard de la *cohérence* du compte d'exploitation prévisionnel, en conciliant le *rapport qualité-prix* des services rendus aux usagers et la *maîtrise des tarifs* par rapport aux prix actuellement pratiqués dans le port au sein duquel le plan d'eau est délégué et dans les autres ports métropolitains proposant des services équivalents. Ce critère sera également apprécié au regard du *niveau de la redevance* versée par le délégataire au délégant. »

Il est donc proposé d'évaluer les offres financières sur les aspects suivants :

- Maîtrise des tarifs / prix pratiqués et Rapport qualité–prix des services ;
- Cohérence du compte d'exploitation ;
- Niveau de la redevance.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

### 7.2.2. Maîtrise des tarifs / prix pratiqués et rapport qualité/prix

7.2.2.1. COMPARAISON DES TARIFS ACTUELS ET DES TARIFS PROPOSES EN ANNEE 1

**Occupations longues durées**

| Maitrise tarifs prix | Données 2017 | OFFRES FINALES | |
|---|---|---|---|
| | | CCIMP | YCPR |
| Occupation individuelle des postes à flot €HT/m²/an | | Alignement avec les tarifs 2018 de la Métropole.<br><br>Le prix intègre désormais la taxe foncière.<br><br>Hausse entre 17% pour les petits bateaux et 2,5 % pour les grands. | Maintien des 4 catégories de tarifs existantes fonction de la superficie du bateau concerné.<br><br>Hausse de + 20 % pour tous par rapports aux anciens tarifs<br><br>Le prix intègre désormais la taxe foncière. |
| *<16m²* | *48,69 €* | *Tarif unique*<br><br>*57,24 €, soit*<br><br>*+ 17,5 % pour la 1ère catégorie*<br><br>*+ 12 % pour la 3ème*<br><br>*+ 5%*<br><br>*+ 2,3 % pour la 4ème* | *58.42€* |
| *Entre 16 et 20 m²* | *51,11 €* | | *61.34€* |
| *Entre 20 et 30 m²* | *54,52 €* | | *65.42€* |
| *> 30m²* | *55,98 €* | | *67.17€* |
| Occupation individuelle d'un poste à flot en mouillage précaire<br>€ HT/m²/an | Aucune référence sur la DSP 3 | 28,62 € | 257,41 € sur 2 ans<br>Ce tarif ne peut être conditionné par la durée des 2 ans. |
| Occupation d'un poste à flot par un professionnel | Aucune référence sur la DSP 3<br><br>Ports métropolitains : occupation commerciale de plan d'eau<br>60 HT/m²/an | 60 HT/m²/an<br>Pas d'augmentation de tarif | |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| Maitrise tarifs prix | Données 2017 | OFFRES FINALES | |
|---|---|---|---|
| | | CCIMP | YCPR |
| Occupation d'un poste à flot pour le pôle course | Aucune référence sur la DSP 3<br><br>Ports métropolitains : occupation longue durée 0,30 HT/m²/j | 0,32 €HT/m²/jour, soit + 6,6 % d'augmentation | |
| Occupation d'un poste à flot pour une association | Aucune référence sur la DSP 3<br><br>Ports métropolitains : occupation non commerciale de plan d'eau 33 € HT/m²/an | 26,50 €HT/m²/an<br>Soit - 20 %<br>(le candidat a proposé le même que tarif que celui proposé sur le Vieux-Port) | Tarifs appliqués sont les tarifs d'occupation individuelle de poste à flot, soit tarif multiplié environ par 2 |
| Occupation d'un poste à flot pour un navire de patrimoine | Aucune référence sur la DSP 3<br><br>Ports métropolitains : occupation non commerciale de plan d'eau 33 € HT/m²/an | 26,50 €HT/m²/an<br>Soit – 20 %<br>(le candidat a proposé le même que tarif que celui proposé sur le Vieux-Port) | |
| Occupation des terre-pleins<br>€ HT /m²/an<br>Pour les sociétés et clubs nautiques | Aucune référence sur la DSP 3<br><br>Ports métropolitains : occupation non commerciale de terre-pleins 15 € HT/m²/an | Bâti et non bâti<br>15 € HT/m²/an<br><br>Maintien du tarif de 2017 | |
| Occupation des terre-pleins<br>€ HT /m²/an | Aucune référence sur la DSP 3<br><br>Ports métropolitains | Soit + 4% d'augmentation par rapport à 2017<br><br>Tarifs hors sociétés et clubs nautiques | Pour l'occupation non commerciale, ces tarifs sont appliqués à l'YCPR, qui est pourtant un club nautique. |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| Maitrise tarifs prix | Données 2017 | OFFRES FINALES | |
|---|---|---|---|
| | | CCIMP | YCPR |
| | | | |
| *non commercial non bâti* | *8,40 €* | *8,74 €* | *8,39 €* |
| *non commercial bâti* | *11,80 €* | *12,27 €* | *11,8 €* |
| *commercial non bâti* | *10,67 €* | *11,10* | *8,39 €* |
| *commercial bâti* | *20,23 €* | ** 21,04*<br><br>**50,54 €HT/m²/an*<br>*La CCIMP a établi sur la grille tarifaire un tarif spécifique pour le Restaurant le Yachting.* | *11,08 €* |

**Occupations de courte durée**

| Maitrise tarifs prix | Données 2017 | OFFRES FINALES | |
|---|---|---|---|
| | | CCIMP | YCPR |
| Poste à flot basse saison €HT/m$^2$/jour | 0,55 € | 0,56 €<br>Hausse de 2,5% par rapport à 2017<br><br>0,28 € en mouillage précaire | 0,58 €, soit + 5,4 % |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| Maitrise tarifs prix | Données 2017 | OFFRES FINALES | |
|---|---|---|---|
| | | CCIMP | YCPR |
| Poste à flot haute saison €HT/m²/jour | 0,66 / 0,78 / 1,3 /1,74 €HT/m²/jour selon catégorie de surface | 0,80 €<br><br>Passage à un tarif unique (indépendant de la taille des bateaux)<br>Hausse de 3 % à 21 %<br><br>0,40 € en mouillage précaire | 0,97 €, soit augmentation entre 24 et 47 % des tarifs pour les bateaux de moins de 20 m² |
| Occupation commerciale de plan d'eau €HT/m²/jour | Aucune référence sur la DSP 3<br><br>Ports métropolitains : 231€ de 0 à 50,99 m2/ 463€ de 51 à 100 m2 / 231€ par tranche de 50m² en + | Commerciale :<br>231,42 €/50m²/j + réduction progressive suivant durée et superficie<br>Evolution vers une dégressivité contrairement à la progressivité de la grille actuelle appliquée par la métropole | 0,58 € HT/m²/j<br>(ce qui représente 29 HT/jour pour 50 m²).<br><br>Tarif peu élevé par rapport à celui pratiqué par la Métropole |
| Occupation non commerciale de plan d'eau €HT/m²/jour | Aucune référence sur la DSP 3<br><br>Ports métropolitains : abattements tarifaires | Non commerciale :<br>34,71 €/50m²/j<br>+ réduction progressive suivant durée et superficie | 0,58 € HT/m²/j<br>(ce qui représente 29 HT/jour pour 50 m²). |
| Occupation commerciale de terre-pleins bâti ou non bâti € HT/m²/jour | Aucune référence sur la DSP 3<br><br>Ports métropolitains :<br><br>tarif commercial, bâti ou non bâti de 3,49 € | Commerciale : 3,63 €, soit + 4 % par rapport au tarif appliqué par la Métropole | Commerciale : 8,39 €, soit plus de 2 fois le tarif pratiqué par la métropole |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| Maitrise tarifs prix | Données 2017 | OFFRES FINALES | |
|---|---|---|---|
| | | CCIMP | YCPR |
| | | | |
| Occupation non commerciale de terre-pleins bâti ou non bâti € HT/m²/jour | Remise manifestation à caractère non commercial de 85 % | 0,54 €, soit – 85 % par rapport au tarif commercial, ce qui correspond à la remise effectuée par la Métropole | 8,39 €, pas de remise appliquée contrairement à ce qui est pratiqué par la Métropole |

*Synthèse globale :* ***le candidat CCIMP*** *propose un alignement sur les tarifs de la Métropole et la suppression des catégories de taille sur les occupations individuelles longues durées. Ceci engendre une hausse des tarifs plus importante pour les petits bateaux, soit 17,5 % et ne crée plus de différenciation par taille. Par ailleurs, il crée des tarifs spécifiques, car il souhaite faire évoluer la composition du plan d'eau avec postes dédiés aux navires de patrimoine, au pole course et aux professionnels du nautisme.*
*Ces tarifs évoluent peu par rapport aux tarifs établis par la Métropole. Un tarif spécifique d'occupation de terre-plein bâti, a été créé pour le restaurant le Yachting, soit 50,54 €HT/m²/an.*
*Les tarifs d'occupation pour le passage sont en hausse par rapport aux tarifs de 2017.*
*Les tarifs d'occupation de courte durée à appliquer lors de l'organisation de manifestations sont prévus, et sont proches des tarifs établis par la Métropole.*

***Le candidat YCPR*** *propose des tarifs d'occupation individuelle avec une hausse moyenne de 20%, en raison notamment de la prise en compte de la taxe foncière. Celui-ci conserve une différenciation des tarifs avec des tarifs plus élevés pour les bateaux de taille supérieure. Le candidat ne proposant pas une évolution de son plan d'eau vers des postes à usage professionnels ou pour du pole course, la grille tarifaire ne présente pas de tarifs spécifiques.*
*Le candidat fait apparaître un tarif d'occupation de longue durée de 257,41 €HT/m²/an sur 2 ans, (le tarif ne peut être conditionné à une durée d'occupation).*
*Pour les tarifs d'occupations de longue durée, il manque le tarif spécifique d'occupation commerciale de terre-plein bati pour le restaurant le Yachting, de 50,5 €HT/m²/an*
*Les tarifs d'inscription sur liste d'attente et de frais de dossier devront également être inscrits sur la grille tarifaire. Les tarifs d'occupation pour le passage sont en hausse par rapport aux tarifs de 2017. Les tarifs d'occupation de courte durée à appliquer lors de l'organisation de manifestations sont prévus, ils sont plutôt faibles pour l'occupation de plan d'eau et élevés pour l'occupation de terre-plein.*

7.2.2.2. COMPARAISON AVEC DES TARIFS DE LA METROPOLE

- **Tarifs d'occupation individuelle de longue durée**

Comparatif du tarif proposé par la CCIMP avec les tarifs de plusieurs ports métropolitains (délibérés en Conseil de Métropole en décembre 2017).



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| Tarif de ports métropolitains en €HT/an/m² | | Tarif du candidat en €HT/an/m² | | Delta tarif candidat / autre port | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | en €HT | en % |
| Pointe Rouge (régie) | 57,20 | CCI MP | 57,24 | 0,0 | 0% |
| La Ciotat | 56,70 | | | 0,5 | 1% |
| Carry-le-Rouet | 59,00 | | | - 1,8 | -3% |

➔ ***Les tarifs proposés par le candidat CCIMP sont sensiblement identiques aux tarifs pratiqués sur les ports métropolitains en 2018.***

Comparatif du tarif proposé par l'YCPR avec les tarifs de plusieurs ports métropolitains (délibérés en Conseil de Métropole en décembre 2017)

| Tarif de ports métropolitains en €HT/an/m² | | Tarif du candidat en €HT/an/m² | | Delta tarif candidat / autre port | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | en €HT | en % |
| Pointe Rouge (régie) | 57,20 | YCPR | 65,42 | 8,2 | 14% |
| La Ciotat | 56,70 | | | 8,7 | 15% |
| Carry-le-Rouet | 59,00 | | | 6,4 | 11% |
| Remarque : tarif pour les bateaux d'une surface de 20 à 29,99 m² | | | | | |

➔ *Pour les bateaux de superficie comprise entre 20 et 29,99 m², les tarifs proposés par **le candidat YCPR sont supérieurs de 11 à 15%** aux tarifs métropolitains pris en référence.*

Toutefois, le plan d'eau de la DSP 3 est majoritairement composé de bateaux de petites dimensions.

| Tarif de ports métropolitains en €HT/an/m² | | Tarif du candidat en €HT/an/m² | | Delta tarif candidat / autre port | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | en €HT | en % |
| Pointe Rouge (régie) | 57,20 | YCPR | 61,34 | 4,1 | 7% |
| La Ciotat | 56,70 | | | 4,6 | 8% |
| Carry-le-Rouet | 59,00 | | | 2,3 | 4% |
| Remarque : tarif pour les bateaux d'une surface de 16 à 19,99 m² | | | | | |

➔ *Pour les bateaux de superficie comprise entre 16 et 19,99 m², les tarifs proposés par **le candidat YCPR sont supérieurs de 4 à 8%** aux tarifs métropolitains pris en référence.*

- **Tarif d'occupation individuelle de courte durée**



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

Comparatif des tarifs proposés par la CCIMP avec les tarifs des ports métropolitains

| | Tarif* de ports métropolitains en €HT/an/m² | Tarif du candidat en €HT/an/m² | | Delta tarif candidat/autre port | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | en €HT | en % |
| Basse saison | 0,55 | CCI MP 2018 | 0,56 | 0,01 | 2% |
| Haute saison | 0,78 | | 0,8 | 0,02 | 3% |
| * tarif pour les bateaux d'une surface de 34 m² | | | | | |

➔ ***Les tarifs envisagés par le candidat CCIMP sont supérieurs de 2 à 3% aux tarifs pratiqués sur les ports métropolitains en 2018.***

Comparatif des tarifs proposés par l'YCPR avec les tarifs des ports métropolitains

| | Tarif* de ports métropolitains en €HT/an/m² | Tarif du candidat en €HT/an/m² | | Delta tarif candidat/autre port | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | en €HT | en % |
| Basse saison | 0,55 | YCPR | 0,58 | 0,03 | 5% |
| Haute saison | 0,78 | | 0,97 | 0,19 | 24% |
| * tarif pour les bateaux d'une surface de 34 m² | | | | | |

➔ ***Les tarifs envisagés par le candidat YCPR sont supérieurs de 5 % aux tarifs basse saison pratiqués sur les ports métropolitains en 2018 mais sont élevés (+24%) en haute saison.***

- **Prestations et services divers**

| | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|
| Tarif de gardiennage | La CCIMP propose un maintien à 150€HT/an/bateau des tarifs de gardiennage, en continuité des tarifs pratiqués en 2017. | L'YCPR propose une augmentation de 15% des tarifs de gardiennage |
| Parking | Le stationnement sur le parking n'est pas valorisé. | Le stationnement sur le parking n'est pas valorisé. |
| Autres services | Le candidat propose de nouvelles prestations qui sont tarifiées :<br>Nettoyage des navires<br>Commande et livraison de repas/courses<br>Entretien et petite réparation de navire<br>Vente de tickets RTM | |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

7.2.2.3. EVOLUTION DES TARIFS

*Dans l'annexe B4 du DCE, il était précisé :*
*- « (1) Les prix sont révisés globalement (sauf les prix listés au (2) ci-dessous), annuellement selon la formule de révision suivante : à renseigner par le candidat. »*
*-« (2) les prix ci-dessous sont révisés annuellement selon les formules de révision spécifiques suivantes »*
*Il était demandé aux candidats d'utiliser dans leurs simulations une inflation de 2%/an.*

Les deux candidats ont effectivement proposé une formule d'indexation.

Le candidat CCIMP propose en outre dans son offre une augmentation contractuelle des tarifs en fonction de l'évolution des prestations.

L'évolution prévisionnelle des tarifs est donc la conjonction de deux facteurs distincts :

- L'application de la formule d'indexation qui s'applique aux tarifs de base ;
- des modulations tarifaires issues de l'application de bonus/malus sur les sorties des bateaux.

7.2.2.3.1. **Formules d'indexation**

**Le candidat CCIMP** :

➔ Dans son offre finale, le candidat propose la formule suivante : In = 0,05 +0,40 Sn / So + 0,25 FSD1n/ FSD1o + 0,30 BT01n/BT01o, où Sn est l'indice des salaires de la convention collective port de plaisance, FSD un indice frais et services divers, et BT01 l'indice bâtiment tous corps d'état. *Cette formule est plus cohérente avec la structure des coûts du compte d'exploitation prévisionnel. Les indices choisis sont pertinents. Sur la période 2014-2018, l'évolution des indices composant cette formule aurait abouti à une évolution moyenne des tarifs de 0,6%/an.*

**Le candidat YCPR**

➔ Dans son offre finale, le candidat propose la formule suivante : P = Po.(1,02+ICHTE/ICHTEo), l'indice ICHTE étant l'indice de coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution. *Sur la période 2014-2018, cet indice a connu une évolution moyenne de 0,4%/an. En cumulant cet indice à un indice fixe de 2% le candidat se pénalise fortement.*



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

7.2.2.3.2. **Evolution des tarifs de base**

- **Tarifs d'occupation individuelle des postes à flot de longue durée**

Dans son offre finale**,** la CCIMP présente une nouvelle articulation entre tarifs de base et les nouvelles prestations «smart port» :

- Les tarifs de base d'occupation resteront figés sur la durée du contrat, soit 57,24 €/m$^2$/an
- Suite à la mise en service des bornes connectées, la consommation en fluide des usagers sera refacturée au réel sans diminution du tarif d'occupation de base → donc une hausse de la facture globale à prévoir en année 3 pour les usagers, +54€/poste/an en plus du prix d'occupation

- La modulation du tarif d'occupation selon le nombre de sortie :

| Nombre de jours de sortie par an (année n) | Modulation du tarif d'occupation du poste longue durée du poste à flot (année n+1) | Part des usagers concernés (estimation) |
|---|---|---|
| 0 jour | Augmentation de 20% du tarif annuel | 10% |
| 1 à 8 jours | Augmentation de 10% du tarif annuel | 17% |
| 9 à 30 jours | Pas d'impact sur le tarif | 40% |
| 30 à 50 jours | Réduction de 10% du tarif annuel | 23% |
| Plus de 50 jours | Réduction de 20% du tarif annuel | 10% |

Cette modulation tarifaire sera appliquée sur les catégories d'usagers suivantes :

- Les plaisanciers résidents
- Les associations
- Les navires de patrimoine

Cette modulation ne concerne ni les professionnels, ni le pôle course, ni les plaisanciers de passage.

- La modulation du tarif d'occupation selon l'impact écologique du bateau : Le candidat précise que cette modulation tarifaire est incitative et non répressive: les usagers aux motorisations les moins écologiques ne verront pas leur tarif augmenter, seuls les usagers aux motorisations plus propres bénéficieront d'une réduction de leur tarif d'occupation annuel. La grille proposée ci-dessous est donnée à titre d'exemple et pourra être modifiée en concertation avec les usagers et MAPM.

| Tranche de puissance fiscale (CV) de la motorisation du bateau | <=6 CV et moteur électrique | <=10 CV | <=20 CV | <=30 CV |
|---|---|---|---|---|
| Réduction tarifaire sur l'occupation longue durée | 5% | 3% | 2% | 1% |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| d'un poste à flot | | | | |

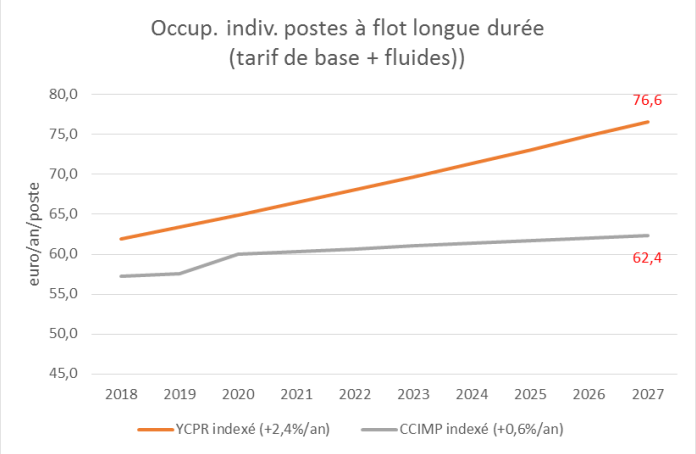
➔ ***Le candidat CCIMP a tenu compte des remarques qui lui ont été faites en supprimant le malus pour les navires polluants et en précisant l'estimation du nombre de navire impactés par un malus de sortie. Le malus pourrait néanmoins être revu à la baisse compte tenu du nombre potentiel d'usagers concernés.***

En intégrant la facturation additionnelle des fluides (sur la base de l'estimation réalisée par CCIMP de 57,24 €/m2/an pour un poste en année 3) dans le tarif d'occupation de la CCIMP, et en calculant un tarif moyen correspondant à une surface de 20,5 m² pour YCPR, les évolutions proposées par les deux candidats sont les suivantes :

| **CCIMP** | **2018** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** | **2026** | **2027** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Tarif de base + fluides | 57,2 | 57,2 | 59,3 | 59,3 | 59,3 | 59,2 | 59,2 | 59,2 | 59,1 | 59,1 |
| CCIMP indexé (+0,6%/an) | 57,2 | 57,6 | 60,0 | 60,4 | 60,7 | 61,0 | 61,4 | 61,7 | 62,0 | 62,4 |

| **YCPR** | **2018** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** | **2026** | **2027** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Tarif de base + fluides | 61,9 | 61,9 | 61,9 | 61,9 | 61,9 | 61,9 | 61,9 | 61,9 | 61,9 | 61,9 |
| YCPR indexé (+2,4%/an) | 61,9 | 63,4 | 64,9 | 66,5 | 68,1 | 69,7 | 71,4 | 73,1 | 74,8 | 76,6 |

*Remarque : pour l'YCPR, compte tenu de l'existence de tranches tarifaires, le tarif affiché est le tarif moyen obtenu en appliquant les tarifs proposés aux 723 occupants actuels en fonction de leur catégorie.*




➔ Pour **CCIMP** les tarifs d'occupation longue durée connaissent une évolution moyenne sur la durée du contrat de **+1%/an**.

➔ Pour **YCPR**, l'évolution moyenne sur la durée du contrat de **+2,4%/an**.

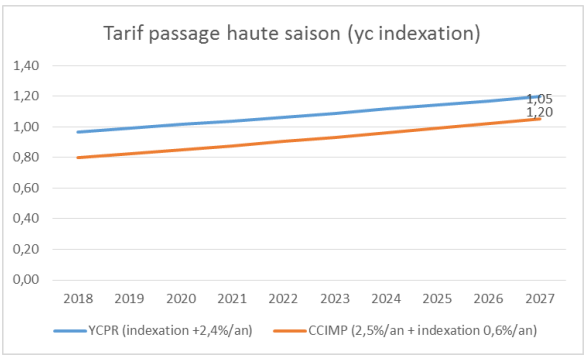
- **Tarifs d'occupation individuelle des postes à flot de courte durée**

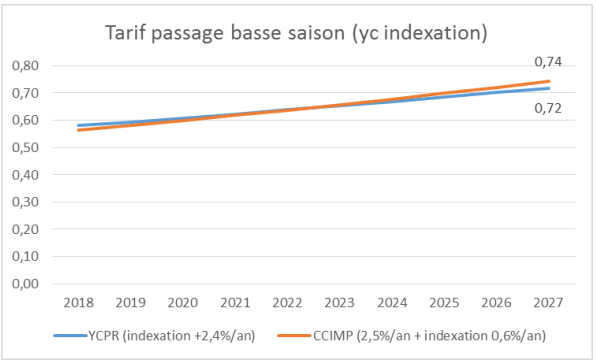


Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| Tarif passage haute saison (yc indexation) | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CCIMP +0,6%/an | 0,80 | 0,82 | 0,85 | 0,88 | 0,90 | 0,93 | 0,96 | 0,99 | 1,02 | 1,05 |
| YCPR +2,4%/an | 0,97 | 0,99 | 1,02 | 1,04 | 1,06 | 1,09 | 1,12 | 1,14 | 1,17 | 1,20 |

| Tarif passage basse saison (yc indexation) | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CCIMP +0,6%/an | 0,56 | 0,58 | 0,60 | 0,62 | 0,64 | 0,66 | 0,68 | 0,70 | 0,72 | 0,74 |
| YCPR +2,4%/an | 0,58 | 0,59 | 0,61 | 0,62 | 0,64 | 0,65 | 0,67 | 0,68 | 0,70 | 0,72 |




➔ **Compte tenu de l'évolution de son tarif de base de 2,5%/an et de l'évolution de la formule d'indexation estimée à 0,6%/an, les tarifs de passage de la CCIMP connaissent une évolution moyenne sur la durée du contrat de + 3,1 %/an.**

➔ **Pour YCPR, le tarif suit l'évolution de la formule d'indexation estimée à 2,4%/an, soit une évolution moyenne sur la durée du contrat de +2,4%/an.**

- **Tarifs des autres services**

Les prix des autres services ne connaissent pas d'évolution des tarifs de base pour les deux candidats.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

7.2.2.4. SYNTHESE

**L'offre CCIMP** présente une grille tarifaire globalement cohérente au niveau des diverses occupations mais la suppression des catégories sur les occupations individuelles longue durée tend à avantager les bateaux les plus importants. L'offre a été revue en tenant bien compte de la taxe foncière.

L'augmentation tarifaire s'aligne sur l'augmentation réalisée par la Métropole en 2018. L'introduction du système bonus-malus a été précisée et rendue moins pénalisante pour les usagers, même si le malus sortie pourrait être revu à la baisse. En revanche, le candidat envisage de facturer au réel via des bornes connectées, ces fluides (eau, électricité) à partir de la troisième année. Cette facturation additionnelle va conduire à une hausse importante des tarifs (par rapport à une facturation forfaitisée) correspondant à une double facturation. Par ailleurs la formule de révision des tarifs est cohérente même si au vu des évolutions passées des indices de révision, cette formule est potentiellement moins inflationniste que les 2% retenus à l'origine.

***En termes de maîtrise des tarifs et de rapport qualité/prix des services, l'offre CCIMP est jugée globalement satisfaisante***

**L'offre YCPR** présente une grille tarifaire globalement similaire à la grille actuelle. L'offre remise a été mise en cohérence avec certains points (recettes animation, intégration de la taxe foncière). Les tarifs de base connaissent une forte hausse dès la première année du contrat. Le rapport qualité/prix des services est correct au vu des animations du périmètre. Le tarif appliqué à l'occupation du restaurant le Yachting doit être inscrit sur la grille tarifaire. Enfin, la formule de révision est inflationniste.

***En termes de maîtrise des tarifs et de rapport qualité/prix des services, l'offre YCPR est jugée globalement satisfaisante***



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

### 7.2.3. Redevance au délégant

Les 2 candidats proposent un  montant de redevance de 530 k€.

YCPR y ajoute un intéressement de 50% à son résultat.

CCIMP y ajoute un intéressement de 1% du chiffre d'affaires à compter de l'année 4.

De plus l'indexation est différenciée :

| CCIMP | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| redevance de base + 1% CA | 530 | 530 | 530 | 545 | 546 | 546 | 546 | 547 | 547 | 547 | **5415** |
| redevance (base +1% CA) indexée (+0,6%/an) | 530 | 533 | 536 | 555 | 559 | 563 | 566 | 570 | 574 | 578 | **5564** |

| YCPR | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| redevance de base + 50% résultat | 561 | 559 | 557 | 551 | 546 | 542 | 539 | 536 | 531 | 529 | **5449** |
| redevance (base + 50% résultat)  indexée (+2,4%/an) | 561 | 572 | 584 | 591 | 600 | 610 | 622 | 632 | 641 | 655 | **6069** |

- **Le candidat CCIMP** ne précise pas la formule d'indexation appliquée à la redevance qui est indexée à 2% dans son compte d'exploitation. Nous avons néanmoins ici appliqué la formule d'indexation des tarifs (comme cela était proposé en offre initiale). En première estimation nous avons retenu l'évolution sur les 4 dernières années soit 0,6%, ce qui conduit au versement de **5 564 k€** sur la durée du contrat.

.

➔ ***En termes de redevance, l'offre CCIMP est jugée satisfaisante.***

- **Le candidat YCPR** propose une indexation selon l'indice ICHTE (comme la formule d'indexation des tarifs qu'il propose) cumulé à l'indexation de 2%. L'évolution moyenne de l'indice ICHTE sur les 4 dernières années est de 0,4% ce qui conduirait au versement de **6069 k€.**

➔ ***En termes de redevance, l'offre YCPR est jugée très satisfaisante***

*Remarque : dans les deux cas ces montants ne correspondent pas à ceux figurant dans le compte d'exploitation qui a été établi conformément au cahier des charges sur la base d'une inflation à 2%/an.*

.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

## 7.2.4. Cohérence du compte d'exploitation

### 7.2.4.1. CHARGES PREVISIONNELLES

#### 7.2.4.1.1. Charges d'exploitation

Le tableau suivant présente l'évolution des offres des candidats (en euro courant) :

| | OFFRE FINALE | |
|---|---|---|
| Charges moyennes annuelles sur la durée du contrat € | CCIMP | YCPR |
| d'exploitation (A) | 1 525 022 | 1 557 529 |
| Achats-fournitures | 41 212 | 88 508 |
| Charges d'entretien et d'exploitation | 131 816 | 109 408 |
| Service de gardiennage | 86 842 | 106 797 |
| Autres services extérieurs | 140 325 | 60 772 |
| Impôts, taxes | 159 927 | 152 243 |
| Salaires et charges de personnel | 256 522 | 329 438 |
| Redevances au délégant | 593 286 | 637 989 |
| Subventions versées | 3 971 | 8 790 |
| Intérêts des emprunts | 7 238 | 3 583 |
| Dotations aux amortissements | 103 882 | 60 000 |
| GER | | |
| Autres | | |

| CCIMP | YCPR |
|---|---|
| Les charges prévisionnelles de l'offre finale sont en baisse de 11% par rapport à l'actuel contrat<br>Les principaux postes de charge amènent les commentaires suivants :<br>- **Achats et fournitures** : électricité, eau, et carburant pour toute la DSP : moyenne de 19€HT/poste à flot pour l'eau et 35€HT/poste à flot pour l'électricité, et 1€HT/poste à flot pour le carburant, hypothèse de réduction de 10% d'ici 2027 (hors carburant), grâce à la responsabilisation → *le calcul est cohérent mais il s'agit d'une forte diminution par rapport au coût actuel (101k€).*<br>- **Charges d'entretien** : 150€/poste à flot → *ratio qui semble optimiste*<br>- **Gardiennage** : 120 €/poste à flot → *il s'agit* | Les charges prévisionnelles de l'offre finale sont en légère hausse de 1,3% par rapport à l'actuel contrat<br>Les principaux postes de charge amènent les commentaires suivants :<br>- **Achats et fournitures** : le montant est en baisse de 13% par rapport au montant constaté dans le contrat actuel (101k€)<br>- **Charges d'entretien** : le montant total proposé par le candidat YCPR, dont le détail est transmis dans le mémoire technique, est en baisse de 25% par rapport à celui constaté en 2015 et 2016 (146 k€). On peut supposer que la création du compte GER soit à l'origine de cette diminution, car dans l'actuel contrat, il n'y avait pas de compte GER.<br>- **Gardiennage** : affiche un coût en hausse |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| CCIMP | YCPR |
|---|---|
| *d'un coût supérieur au coût actuel (108€) que le candidat base sur des ratios constatés dans d'autres ports de plaisance du territoire*<br><br>- **Autres services extérieurs** : les charges sont très supérieures à ce qui est constaté. Elles comprennent : frais administratifs (30k€/an), expert-comptable (10k€/an), prestation support CCIMP 75 k€/an en moyenne (pour l'équivalent de 0,5 ETP, jusqu'à 3 ETP en fin de DSP, avec un cout brut de 50 k€ par ETP/an), assurances (32k€/an), études 4k€, frais ZMEL 45k€/an<br><br>- **Impôts et taxes** : le candidat a bien repris les hypothèses qui lui ont été données, la charge de taxe foncière à hauteur de 152,15 €/poste/an et taxe de séjour sont intégrées.<br><br>- **Intérêts des emprunts** : les investissements sont intégralement financés par emprunt à un taux de : 3,0% (soit une marge de 250 bps sur un taux de swap moyen de 50 bps) → *la marge est un peu élevée mais le taux de swap étant monté au-dessus de 0,5 pt, il s'agit d'un taux correct*<br><br>- **Amortissements :** le montant total correspond bien aux investissements réalisés (470k€). Les investissements sont étalés sur les 2 ~~3~~ premières années.<br><br>- **GER :** Le montant du renouvellement est basé sur une valeur de 100€/anneau et par an → il s'agit d'un montant élevé de 569k€ récupérable. Un delta est constaté avec le montant inscrit sur l'annexe relative aux investissements et renouvellements qui présentait 540 k€ de renouvellement. Le GER démarre à partir de 2021 après la phase d'investissement.<br><br>→ **Les charges sont globalement cohérentes même si les charges directes d'exploitation (personnel, achats, etc.) peuvent sembler un peu sous-évaluées** | par rapport au coût actuel (148€/anneau au lieu de 108 €)<br><br>- **Autres services extérieurs** : Les charges présentées sont supérieures à celles constatées actuellement (17k€).<br><br>- **Impôts et taxes** : le candidat a bien repris les hypothèses qui lui ont été données, la charge de taxe foncière à hauteur de 152,15 €/poste/an et taxe de séjour sont intégrées.<br><br>- **Intérêts des emprunts** : le candidat prévoit de faire appel à de l'emprunt.<br><br>- **Amortissements** le montant total de 600 k€ pour les investissements et le renouvellement correspond au montant indiqué dans le mémoire (annexe relative aux investissements).<br><br>**Les charges sont globalement cohérentes.** |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

*Focus charges de personnel, tout personnel compris (exerçant des fonctions sur les missions d'exploitation et d'animation)*

**CCI :**

Le candidat se base sur 6,75 ETP en année 1, soit une reprise du personnel du délégataire actuel, puis indique une faible diminution du nombre d'ETP à 6,5 en année 2 et pour finir, il prévoit une augmentation du nombre d'ETP à 7 en année 3 jusqu'à la fin du contrat.

En année 1, le candidat estime une masse salariale légèrement supérieure à celle indiquée dans le RAD 2015 (267 k€) soit 281 k€, répartis à 267 k€ sur l'exploitation et 14 k€ sur l'animation.

En année 2, on constate une diminution des charge de personnel, soit 261 k€, et en année 3, on constate une augmentation des charges qui suit l'augmentation du nombre d'ETP.

Sur la durée du contrat, les charges de personnel (hors services support) correspondent à un montant moyen de 302 k€.

**YCPR :**

Le candidat se base sur 6,7 ETP soit le maintien du personnel actuel et ce nombre reste stable sur la durée du contrat.

Sur l'offre finale, en année 1, il est enregistré 292 k€ de charges, répartis à 281 k€ sur l'exploitation et 11 k€ sur l'animation.

Le montant total est supérieur de plus de 9 % au montant inscrit au RAD 2015 de 267 k€.

Pour ce candidat, il est également important de noter que les charges de personnel évoluent de 3,5 % an. Cette évolution ne suit pas la consigne du cahier des charges qui était de réaliser le compte prévisionnel d'exploitation avec une inflation de 2 %, dans le cas de conditions identiques. Le nombre d'ETP est stable sur la durée du contrat, or les charges de personnel augmentent de façon importante.

Sur la durée du contrat, les charges de personnel correspondent à un montant moyen de 342 k€.

(avec une inflation de de 2 %, le montant de charges moyens aurait été de 295 k€).



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

7.2.4.1.2. **Charges d'animation**

| | OFFRE INITIALE | | OFFRE FINALE | |
|---|---|---|---|---|
| Charges moyennes annuelles sur la durée du contrat € | CCIMP | YCPR | CCIMP | YCPR |
| d'animation (B) | 137 128 | 723 120 | 146 892 | 82 626 |
| Achats-fournitures | | 237 609 | | 36 620 |
| Charges liées aux manifestations | | 78 838 | | 9 180 |
| Service de gardiennage | | 25 184 | | 680 |
| Autres services extérieurs | | 224 469 | 11 167 | 22 630 |
| Salaires et charges de personnel | 137 128 | 117 162 | 45 801 | 13 516 |
| Subventions versées | | 0 | 89 925 | 0 |
| Autres | | 39 857 | | 0 |

**Le candidat CCIMP** prévoit la réalisation d'au moins 150 évènements sur les 10 ans de la DSP qu'elle soutient avec 900 k€ de contributions financières versées, 1 ETP dédié à la coordination et au pilotage du programme d'animation et d'évènements ainsi qu'un soutien ponctuel du personnel de la DSP3 (~25 jours-hommes par an).

Les animations sont réalisées essentiellement par le club du périmètre, 3 évènements seraient portés par la CCIMP avec des fréquences diverses et un seul évènement, «journée Port Ouvert» serait porté par la CCI en tant que délégataire (cf paragraphe 7.1.1.1. Animations).

Le candidat indique dans son projet stratégique que *« la société de gestion (délégataire) pourra confier à la CCIMP l'organisation d'évènements ce qui permettra d'envisager la fourniture de prestations facturées par la CCIMP à la structure de gestion et dans l'autre sens, de recevoir une contribution financière de la part de la structure de gestion ».*

*Le compte d'exploitation présente parmi les charges le montant des contributions versées au club ainsi que des frais pour des « prestations support CCIMP », à hauteur de 1 k€ en année 1 jusqu'à 17 k€ en année 10. Ces montants semblent faibles et sont probablement sous-estimés.*

L'activité d'exploitation finance donc en totalité les activités d'animation, puisqu'aucune recette engendrée par les manifestations n'est enregistrée.

**Le candidat YCPR** précise dans son annexe B6 l'enveloppe budgétaire annuelle évaluée pour les différentes activités : 8 manifestations par an portées par le délégataire, 70 500 €/an à la charge du délégataire et une subvention annuelle versée par le délégataire à l'organisateur YCPR de 7500 €/an pour les 18 manifestations financées par le club (321 k€). Toutefois, le montant des subventions versées est enregistré parmi les charges d'exploitation, de ce fait, il n'apparait pas dans le tableau ci-dessus.

Le compte d'exploitation indique un coût global de 826 k€ sur la durée du contrat.

Les recettes moyennes générées par les évènements étant de 33 k€ par an, la mission animation est déficitaire de 37,5 k€. Le candidat n'a pas indiqué sur le compte prévisionnel d'exploitation recevoir des subventions.

Par conséquent, l'activité d'exploitation finance à hauteur de 53 % les animations.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

### 7.2.4.2. RECETTES PREVISIONNELLES

| | OFFRE FINALE | |
|---|---|---|
| **Recettes moyennes annuelles sur la durée du contrat €** | **CCIMP** | **YCPR** |
| **occupations de longues durées** | **1 238 848** | **1 411 730** |
| occupations individuelles de postes à terre | | |
| occupations individuelles de postes à flot | 1 052 639 | 1 329 971 |
| occupations pro. de postes à flot | 83 502 | |
| occupations assoc. de postes à flot | 11 336 | 6 005 |
| occupations non commerciales de terre-plein non bati | 0 | 1 967 |
| occupations non commerciales de terre-plein bati | 3 285 | 17 531 |
| occupations commerciales de terre-plein non bati | | 0 |
| occupations commerciales de terre-plein bati | 35 513 | 56 256 |
| occupations non commerciales de plan d'eau | 52 573 | |
| occupations commerciales de plan d'eau | 0 | |
| **occupations de courtes durées** | **282 541** | **64 233** |
| occupations individuelles de postes à terre ou à flot | 272 901 | 64 138 |
| occupations non commerciales de terre-plein non bati | 6 283 | 94 |
| occupations non commerciales de terre-plein bati | | |
| occupations commerciales de terre-plein bati | | |
| occupations non commerciales de plan d'eau | 3 358 | |
| **Services accessoires** | **161 836** | **124 065** |
| Gardiennage | 111 710 | 106 485 |
| Stationnement parking | | |
| Fluides | 27 229 | |
| Manutentions divers types | | |
| Frais d'inscription et frais de dossier | 14 146 | 17 580 |
| Autres services | 8 751 | |
| **Manifestations & animations** | **0** | **32 953** |
| Services | | 20 510 |
| Subvention perçue | | |
| Autres | | 12 443 |
| **Autres produits** | **33 305** | **27 056** |
| Vente de marchandises | | |
| Sea Bubble - reduction redevance d'occup. pro. | -3 612 | |
| redevance exploitation esplanade R+1 | 31 557 | |
| Produits financiers | | 2 813 |
| Produits exceptionnels | | |
| Reprise provisions et produits cessions actifs | | |
| Réintégration subventions d'équipement | | |
| Transferts de charges | | 24 243 |
| Autres produits | 5 359 | |
| Recette naming | | |
| **Total produits** | **1 716 530** | **1 660 037** |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

| CCIMP | YCPR |
|---|---|
| Nous pouvons notamment souligner les évolutions suivantes :<br><br>- **Occupation poste à flot longue durée** : les recettes stagnent sur les 10 ans de contrat pour les occupations individuelles de postes à flot mais sont multipliées par 10 pour les occupations des professionnels et du pole course - cohérent avec l'évolution du nombre de places sur la durée du contrat<br><br>- **Occupations non commerciales et commerciales de terre-pleins :** le candidat a commis des erreurs d'enregistrement sur les lignes du CEP. Les montants en année 1 sont corrects car ils correspondent à ceux enregistrés sur l'annexe relative aux occupations. Montants moyens : 52 k€ pour l'occupation commerciale de terre-plein bâti, 35 k€ pour l'occupation non commerciale de terre-plein bâti (on constate une forte augmentation des recettes en année 2, soit de 23,7 à 34 k€) et 3,2 k€ pour l'occupation non commerciale de terre-plein non bâti.<br><br>- **Occupation poste à flot courte durée** : montant cohérent avec les évolutions de prix et du nombre de poste qui dénote de la dynamique. →Toutefois, forte augmentation des recettes dès l'année 3, risque de surestimation des recettes pour les années suivantes.<br><br>- **Occupations commerciales ou non commerciales de courte durée**: le candidat a bien intégré la valorisation des espaces dans son offre finale<br><br>- **Services accessoires** : le candidat a intégré la refacturation des fluides. D'autres prestations sont proposées par le candidat, néanmoins, leurs recettes sont faibles, de 4,6 k€ en année 1 à 13 k€ en année 10.<br><br>- **Autres produits** : le candidat a réintégré la taxe foncière dans les recettes de poste à flot, et ajouté de nouvelles recettes diverses comme celles générées par la redevance d'exploitation de l'esplanade R+1 sur le parking (soit 45 k€ en moyenne). Or, ce projet ne fait pas partie des investissements du délégataire, mais serait financé par un | Nous pouvons notamment souligner les évolutions suivantes :<br><br>- **Occupation poste à flot longue durée** : cohérent avec le nombre de place qui est conservé quasi à l'identique par rapport à aujourd'hui**.**<br>Sont intégrées à ces recettes, les recettes issues des passagers titulaires d'un poste à flot (851 k€ en année 1) et des passagers de longue durée (282 k€ en année 1) → Les recettes issues des passagers de longue durée semblent toutefois sur-estimées.<br><br>- **Occupation de terre-pleins :** prise en compte des loyers du club YCPR et du restaurant le Yachting pour 75 k€<br><br>- **Occupation poste à flot courte durée** : hausse de + 37 % sur la durée du contrat Cette évolution est due à l'augmentation du nombre de passagers de courte durée sur la durée du contrat (+ 5 places sur la durée du contrat)<br><br>- **Occupations commerciales ou non commerciales de courte durée**: le candidat n'a valorisé aucun espace, bien que des tarifs soient présents dans la grille tarifaire.<br><br>- **Services accessoires** : le candidat a intégré les recettes de gardiennage sur ce poste → *le montant est cohérent avec les prix et nombre de postes.*<br><br>- **Manifestations et animations** : les recettes de manifestation nautiques sont cohérentes avec le mémoire technique et sont en hausse par rapport à l'offre initiale. Les autres recettes sont cohérentes avec la situation actuelle.<br><br>→ **Les recettes sont globalement cohérentes et reprennent la structure de la DSP actuelle, tout en intégrant les évolutions de la taxe foncière.** |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

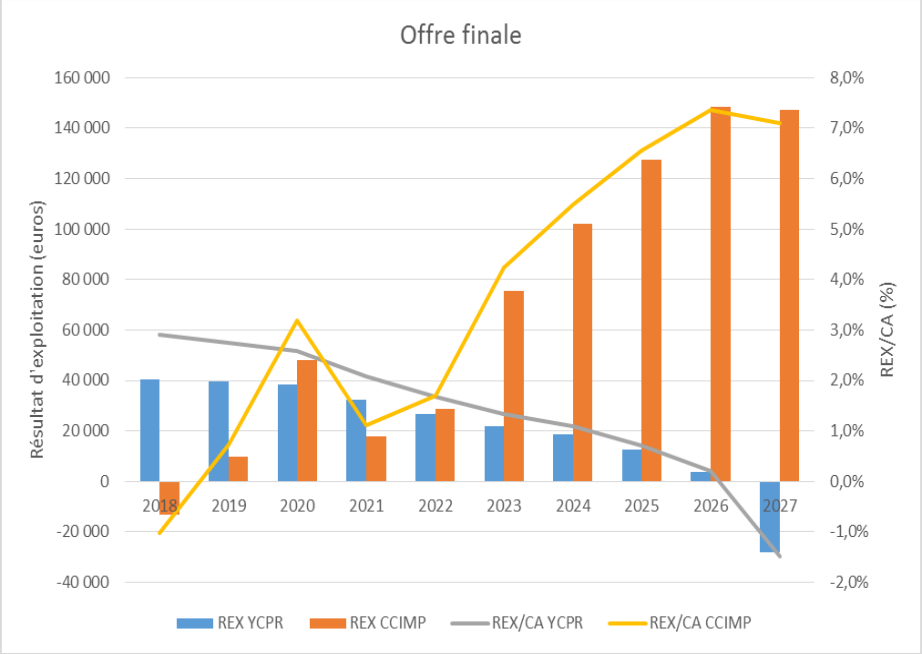
| CCIMP | YCPR |
| --- | --- |
| appel à projet dont la réalisation est incertaine.<br><br>➔ **Les recettes sont globalement cohérentes même si les recettes de passage semblent sous-évaluées en début de contrat et leur évolution par la suite semble optimiste. Il est également important de noter que le candidat n'a pas précisé l'impact sur les recettes des bonus/malus instaurés.** | |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

### 7.2.4.3. COHERENCE DES EQUILIBRES FINANCIERS

#### 7.2.4.3.1. **Marge d'exploitation**



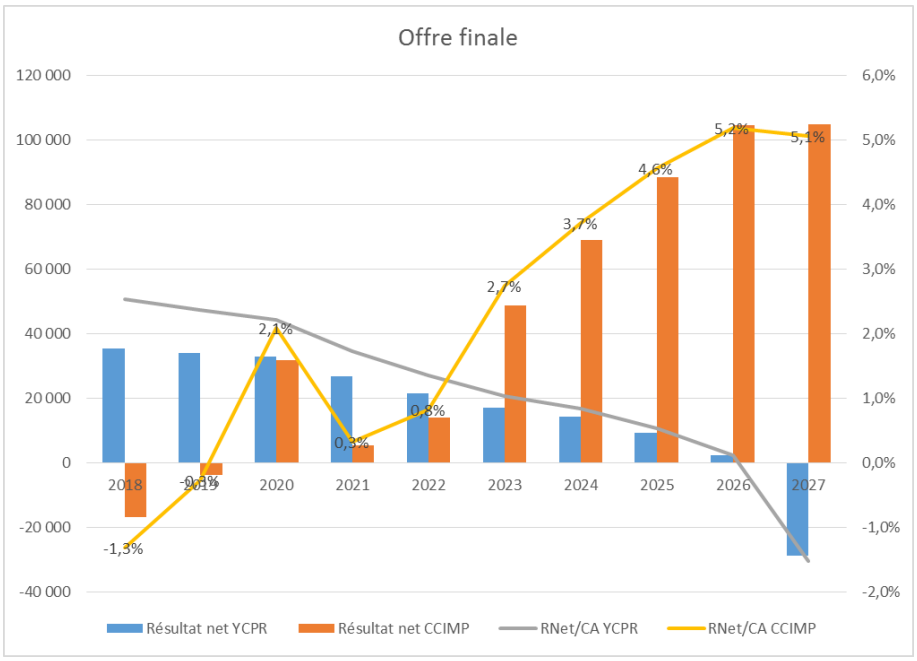

**Le candidat CCIMP** présente dans son offre finale un résultat d'exploitation qui oscille entre 0 et 4% sur les premières années puis une hausse pour arriver à 7% en fin de contrat. *Cette hausse repose sur l'hypothèse de hausse des recettes des occupations de passage qui semble optimiste → la prise de risque sur l'équilibre du contrat est assez forte.*

**Le candidat YCPR** fait l'hypothèse d'une baisse de son résultat d'exploitation avec un résultat d'exploitation négatif sur la dernière année → *le niveau prévisionnel de résultat d'exploitation est faible ce qui traduit une certaine fragilité du modèle économique qui peut déraper en cas d'imprévu*.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

7.2.4.3.2. **Résultat net**




**Pour le candidat CCIMP**, le résultat net global sur la durée du contrat de l'offre finale s'établit à 2,6% du CA ce qui est peu.

Les projections **du candidat YCPR** aboutissent à un résultat net de 1% du CA sur la durée du contrat ce qui traduit un équilibre fragile du contrat



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

#### 7.2.4.3.3. Rentabilité du contrat

Il a été demandé aux candidats de fournir des tableaux de flux de trésorerie afin d'évaluer la rentabilité du contrat compte tenu des investissements demandés.

Pour rappel, le taux d'actualisation permet d'apprécier la valeur des flux futurs à la date d'aujourd'hui. Il existe différentes manières de le calculer, mais on peut le décomposer grossièrement entre « le coût du temps » (matérialisé par les taux « sans risque » des obligations d'Etat) et le «coût du risque» (qui dépend du degré de risque sur le projet).

| CCIMP | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| flux de tréso dispo avant financement | -125 567 | -284 232 | 94 766 | 143 287 | 152 108 | 186 893 | 207 190 | 226 616 | 242 949 | 243 339 |
| **taux d'actualisation** | **8%** | | | | | | | | | |
| FCF actualisé | -125 567 | -263 178 | 81 246 | 113 746 | 111 804 | 127 196 | 130 565 | 132 228 | 131 258 | 121 730 |
| Somme | -125 567 | -388 746 | -307 499 | -193 754 | -81 950 | 45 246 | 175 811 | 308 039 | 439 297 | 561 027 |
| **TRI** | **21%** | | | | | | | | | |

| YCPR | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| flux de tréso dispo avant financement | -51 721 | 7 429 | 16 529 | -38 797 | -5 186 | -2 125 | 49 147 | 52 907 | 69 037 | 75 152 |
| **taux d'actualisation** | **8%** | | | | | | | | | |
| FCF actualisé | -51 721 | 6 879 | 14 171 | -30 798 | -3 812 | -1 446 | 30 971 | 30 871 | 37 298 | 37 595 |
| Somme | -51 721 | -44 842 | -30 671 | -61 469 | -65 282 | -66 728 | -35 757 | -4 886 | 32 412 | 70 007 |
| **TRI** | **12%** | | | | | | | | | |

**Le candidat CCIMP** n'a pas présenté de taux d'actualisation dans son offre finale (celle de l'offre initiale a donc été reprise**).** Avec un taux d'actualisation de 8%, la VAN des flux futurs serait de 561k€ en fin de contrat.

**Le candidat YCPR** présente une VAN des flux futurs de 70k€ en fin de contrat avec un taux d'actualisation de 8%.

Ce taux semble toutefois assez élevé dans la mesure où les investissements sont entièrement financés par emprunt.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

7.2.4.4. SYNTHESE

**L'offre CCIMP** présente des comptes d'exploitation bien conçus: la matrice produite permet de bien comprendre la façon dont est construit le compte d'exploitation. L'offre finale produite semble réaliste, notamment au niveau charges avec l'intégration de subventions versées aux clubs pour l'organisation des manifestations et celle de de la taxe foncière. Certaines charges semblent toutefois sous-estimées, comme les montants des prestations qui seraient versés à la CCI pour l'organisation des manifestations, et l'évolution des recettes de passage semble optimiste. La rentabilité du contrat repose sur une évolution dynamique des recettes ce qui traduit une prise de risque du candidat sur la stratégie commerciale.

***En termes de cohérence des comptes, l'offre CCIMP est jugée satisfaisante.***

**L'offre YCPR** présente des comptes d'exploitation qui sont dans la continuité de la DSP actuelle tout en intégrant les évolutions liées à la taxe foncière notamment. Les hypothèses d'évolution des recettes semblent assez réalistes dans la mesure où l'organisation des postes à flots reste la même par rapport à aujourd'hui. Toutefois des incertitudes demeurent sur certains postes de de recettes, notamment une surestimation possible du montant des recettes issues des passagers longue durée. L'équilibre financier présenté est par ailleurs fragile et laisse peu de place à d'éventuels aléas d'exploitation.

***En termes de cohérence des comptes, l'offre YCPR est jugée satisfaisante.***



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

### 7.2.5. Synthèse pour le critère cohérence et équilibres financiers

Sur la forme**, l'offre de la CCIMP** est bien élaborée. En revanche, certaines hypothèses restent discutables, notamment sur les recettes de courte durée qui semblent surestimées et les montants des prestations support CCI pour la réalisation des manifestations qui paraissent sous-estimés. Par ailleurs, il est difficile d'évaluer l'impact financier d'un certain nombre de propositions comme les services accessoires, le bonus/malus. Enfin, si les tarifs actuels sont alignés sur ceux de la Métropole, le système de bonus-malus peut faire augmenter de façon importante les tarifs estimés. L'offre **est jugée globalement satisfaisante** dans la mesure où le modèle présenté est globalement cohérent avec une politique commerciale ambitieuse qui laisse toutefois planer un risque sur l'équilibre du contrat dans la durée.

S'inscrivant dans la poursuite de l'exploitation actuelle, **l'offre de l'YCPR** est globalement cohérente. La prise de risque est donc plus limitée, même si on note une hausse des prix assez importante dès la première année du contrat avec une évolution des tarifs assez importante en raison de la formule d'indexation proposée. Le candidat a néanmoins bien intégré certaines spécificités du nouveau contrat, comme la taxe foncière et l'identification des budgets des manifestations.
L'offre **est jugée satisfaisante** dans la mesure où le modèle proposé présente moins d'incertitude sur la durée, une redevance très attractive composée d'un indice et d'une variable élevée ; et un équilibre financier cohérent, malgré une fragilité quant aux aléas d'exploitation.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

## 7.3. CONCLUSION

**CCIMP**

La **CCIMP** propose une offre bien élaborée sur la forme et basée sur un bon diagnostic de la situation actuelle.

Sur le volet **« Qualité des propositions en termes de service rendu aux usagers** » l'offre est jugée **globalement satisfaisante.**
En termes **d'animation et d'organisation** d'événements, l'offre est **satisfaisante** avec un programme d'animation solide (21 manifestations), et, bien que non porté directement par le candidat, celui-ci est bien diversifié (ouverture au grand public, aux professionnels, mise en valeur des navires de patrimoine, des supports olympiques, des régates « challenge » Consulaires, Métropolitaine, Universitaires, etc.) et valorisé financièrement (1.357.000€).
En termes de **valorisation domaniale**, l'offre est **moyenne**. Le candidat s'engage à développer les espaces dévolus aux professionnels (de 0% à 5%), ainsi que ceux dédiés au pôle course et aux bateaux de patrimoine, et les emplacements réservés aux passagers en escale (de 6,2% à 10%). Pour autant, la valorisation domaniale propose des projets qui, en l'état, ne sont pas réalisables (ZMEL) ou non valorisés par le candidat en investissements (R+1).
Concernant le volet **développement durable**, l'offre de la CCIMP est jugée **satisfaisante**. Le candidat propose notamment de former son personnel, d'améliorer la collecte et le tri des déchets (valorisé à 100.000€), de créer une nurserie à poissons (valorisé 35.000€) de sensibiliser les usagers aux écogestes (via le règlement intérieur de la DSP), de réaliser un « port center mobile » (valorisé à 10.000€) et de les inciter à la « sobriété » sur les dépenses de fluides par une facturation des usagers «à la consommation réelle». Il envisage aussi la mise en œuvre d'une brigade de la propreté, une démarche d'achat responsable, la réalisation de chantiers verts et de faire signer une charte développement durable aux usagers.
Les **moyens humains** mobilisés (6,86 à 7 ETP) sont **satisfaisants** avec en plus, 75.000€ mobilisés annuellement pour une gestion externalisée par la CCI des éléments administratifs.
La **maintenance** est jugée **satisfaisante** (150€/place/an - estimations de l'administration (130 € par anneau),Les **investissements** (y compris le renouvellement) sont bien détaillés et d'un niveau (1.010.000€) jugé **très satisfaisant.**
La **gestion technique** propose des améliorations intéressantes (WIFI, télésurveillance, plan qualité, des tarifs modulés en fonction des sorties, conciergerie, gestion et maintenance centralisée des bateaux en location, proposition de VAE, d'une laverie automatique, gestion en réseau des places et du passage, listes d'attentes spécifiques, proposition d'AMI pour attributions professionnels, réservation en ligne, gestion par badge des équipements, panneau d'information dynamique), elle est jugée **satisfaisante**.
En termes de **gouvernance** l'offre de la CCIMP est complète et associe bien les usagers et les professionnels aux décisions principales, elle est jugée **satisfaisante.**

Concernant le volet **« cohérence et équilibres financiers »,** l'offre de la CCIMP est jugée **globalement satisfaisante**
Le candidat intègre à ses tarifs la charge de la taxe foncière en s'alignant sur les tarifs métropolitains, (tarifs plaisanciers de 57,24€ /m² à 60,4€ ; tarifs professionnels de 60€/m² à 63,3€ ; tarifs passagers haute saison de *0,80€/m²/jour à 1,05€/m²/jour).* Le candidat propose un rapport qualité/prix des services cohérent. Cependant, la proposition du candidat de faire payer au réel les tarifs à partir de l'année 3 de manière additionnelle aux tarifs proposés crée une marche supplémentaire pour les usagers. Compte tenu de l'ensemble de ces éléments et de l'évolution des tarifs sur la base des indices choisis (évolution projetée de +0,6%/an), la maîtrise des tarifs et le rapport qualité/prix des services sont **globalement satisfaisants**. Concernant la redevance au délégant ; la **redevance** proposée est **satisfaisante**, celle-ci contient une part variable (1%du CA), (**5.564.000€** en cumulé sur la durée du contrat) comprenant une indexation de 0,6% par an. Enfin,



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

la cohérence des comptes est satisfaisante, bien que ces derniers prennent une hypothèse de développement fort du nombre de passagers en escale.

***Au final, l'offre de la CCIMP est jugée globalement satisfaisante.***

**YCPR**

L'offre de **l'YCPR** est solide, complète et cohérente avec les missions demandées.

Sur le volet **« Qualité des propositions en termes de service rendu aux usagers »** l'offre est jugée **satisfaisante.**
En termes **d'animation** et d'organisation **d'événements** l'offre est jugée **très satisfaisante.** Le délégataire propose un volume d'animations (écoles, formations, stages) et d'événements à la fois très solide, très complet et très diversifié. Sur les 26 manifestations annuelles, 8 sont directement organisées par le délégataire et il s'engage à en soutenir 18 autres financièrement (826.000€), en mettant des moyens à la disposition des organisateurs (moyens humains ou techniques). Le candidat a ainsi su diminuer le poids des animations proposées pour le délégant tout en conservant un niveau qualitatif très élevé, notamment dans la formation (écoles de voile, de plongée de pêche, de navigation) et les sections sportives et de compétitions.
En termes de **valorisation domaniale**, l'offre reste **moyenne,** dans la mesure où l'évolution de la répartition des places de plan d'eau n'est que très légère (6,2 à 6,9% pour le passage, pas de professionnels) et ou le candidat ne propose pas de projets spécifiques de valorisation du périmètre.
Concernant le volet **développement durable**, l'offre est **satisfaisante,** les actions proposées sont complètes (Action clean port, label pavillon bleu, sensibilisation au développement durable, clauses de protection de l'environnement dans la politique d'achat et de prestations).
Les **moyens humains** mobilisés (de 6,86 ETP) sont **satisfaisants**, et en adéquation avec les missions proposées par le candidat.
La **maintenance** est jugée **satisfaisante** avec un budget suffisant (130€/place/an - estimations de l'administration (130 € par anneau). Il intègre un plan d'entretien et de maintenance détaillé.
Les **investissements** (y compris le renouvellement) sont jugés **satisfaisants**, le montant cumulé (600.000€) est solide pour la durée de la DSP.
La **gestion technique** reste dans la continuité de l'exploitation actuelle de la DSP avec quelques améliorations, notamment concernant le système informatique. Elle est jugée **satisfaisante**.
En termes de **gouvernance** l'offre de l'YCPR est **satisfaisante**. Il est proposé une gestion des plan d'eau « panne par panne », avec création de c*ommissions de panne* dont la fonction consiste à faire remonter les attentes des usagers regroupés par panne jusqu'au délégataire puis au Délégant.

Concernant le volet **« cohérence et équilibres financiers »,** l'offre de l'YCPR est jugée **satisfaisante.**
Malgré des augmentations tarifaires significatives sur la durée de la DSP (tarifs plaisanciers de 61,9€ /m² à 76,6€; tarifs passagers haute saison de *0,97€/m²/jour à 1,20€/m²/jour*), les prix proposés restent maîtrisés. Les 4 tarifications, en fonction de la taille des bateaux, sont plus favorables aux petites unités et sont cohérentes au vu des services du périmètre. Compte tenu de ces éléments et de l'évolution des tarifs sur la base des indices choisis (évolution projetée de +2,4%/an), la maîtrise des tarifs et le rapport qualité/prix des services sont **globalement satisfaisants**.
La **redevance** qui est proposée au Délégant est **très satisfaisante** car elle propose une variable à 50% sur le résultat net du délégataire et une évolution à 2,4% (**6.069.000€** en cumulé sur la durée du contrat)
**Concernant la cohérence des comptes**, l'estimation des charges et recettes est complète et réaliste, mais l'équilibre est précaire et sera sensible aux aléas d'exploitation.

***L'offre de l'YCPR est satisfaisante.***



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

**Conclusion :**

**Sur le critère « qualité des propositions en termes de service rendu aux usagers », le candidat YCPR propose une offre légèrement supérieure à celle du candidat CCIMP tout comme sur le critère « cohérence et équilibres financiers ».**

**Au vu des développements qui précèdent, il est proposé au Conseil de la Métropole de retenir le candidat YCPR et d'approuver les conditions du contrat dont l'économie générale est décrite ci-après.**



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

# 8. ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

## 8.1. CARACTERISTIQUES GENERALES DU CONTRAT

Le Délégataire a notamment pour missions :

- la gestion commerciale du domaine public (terre-pleins et plan d'eau) par l'octroi d'autorisations d'occupation du domaine public dans les conditions prévues au règlement particulier de police applicable au périmètre délégué,
- la gestion commerciale des escales, des passagers
- la mise en œuvre des tarifs et redevances approuvés par le Délégant et leurs conditions d'application, objets de l'annexe 10,
- l'organisation et la fourniture de services prévus à l'annexe 10 et toute autre service accessoire compatible avec le bon fonctionnement et la vocation du service délégué,
- l'exploitation technique du plan d'eau et des terre-pleins permettant la mise à disposition optimale des installations portuaires aux usagers,
- les travaux de gros entretien et de renouvellement, l'entretien et la maintenance des biens confiés par le Délégant dans les conditions précisées aux articles 13, 14 et 15 du Contrat,
- la conception, la réalisation et le financement des investissements objets de l'annexe 7,
- la conception, la programmation et l'organisation par lui-même, par tout acteur extérieur ou intérieur au périmètre de la délégation, ou en apportant son concours aux autres acteurs du port -dont plus particulièrement, les clubs nautiques, de toutes activités nautiques et sportives permettant de promouvoir le périmètre 3 de la Pointe Rouge dans les conditions notamment définies par l'annexe 3,
- le conseil auprès du Délégant dans le domaine objet du présent Contrat,
- la mise en œuvre de toute mesure nécessaire pour garantir la sureté et la sécurité des installations dont il a la responsabilité ainsi que la protection environnementale,
- la gestion des fonctions support telle que notamment la compatibilité de l'informatique, la gestion des ressources humaines, etc.,
- l'octroi de son concours dans l'exercice des missions de la police portuaire relevant de la compétence du Délégant et de toute autre autorité administrative.
- de constituer les dossiers et de prendre en compte les propositions d'inscriptions sur les listes d'attentes de son périmètre, de les soumettre au Délégant
- de proposer les attributions de postes à flot et à terre conformément au règlement de police du port
- la mise en œuvre du « règlement intérieur » et du « comité de coordination » de sa délégation (annexe 14), notamment, dans sa relation avec tous les titulaires de contrats de son périmètre délégué (professionnels, particuliers, associations, etc.). Dans l'exercice de ses missions, le



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

Délégataire s'assure du respect des principes du service public, à savoir la neutralité, l'égalité de traitement, la continuité et la mutabilité du service.

Il est autorisé à créer d'autres activités compatibles avec la mission qui lui est déléguée après accord express et préalable du Délégant.

De façon générale, il veille à faciliter l'accueil des administrations et notamment les représentants du Délégant, des services publics et des entreprises dont l'intervention est nécessaire aux activités du port et contribue à la meilleure coordination avec et entre elles.

A la demande du Délégant, le Délégataire a l'obligation de se rendre disponible dans un délai de 15 jours pour toute réunion portant sur l'exécution de son contrat.

## 8.2. TRAVAUX

La Métropole (Délégant) assure, à ses frais et sous sa maitrise d'ouvrage, à l'exclusion des éléments identifiés au titre des investissements minimums à réaliser par le Délégataire, les travaux de gros entretien et de renouvellement suivants (liste exhaustive) :

- Les ouvrages verticaux des quais et les pieds de quai ;
- Le dragage ;
- Les bornes incendies.

Le Délégataire assure, à ses frais et sous sa maitrise d'ouvrage, tous les travaux de gros entretien et de renouvellement des ouvrages d'infrastructure et des immeubles bâtis qui ne sont pas à la charge du délégant, et notamment:

- Concernant les infrastructures portuaires :
  - les ouvrages les pontons et apparaux d'amarrage tels que les bollards de quai (avec massif d'ancrage au sol) ;
  - les cales et aires techniques, les grues ;
  - les nouveaux réseaux souterrains de fluides liés à l'occupation du délégataire (eau, électricité, téléphonie, éclairage, incendie, eaux pluviales et eaux usées) et leurs équipements de distribution et de comptage ;
  - les candélabres ;
  - les chaînes-mères (entier ou partiel) et corps-mort ;
  - le petit équipement tel que bornes, chaines fille, pendilles, outillage, consommables divers….
- Concernant les bâtiments :
  - l'ensemble des travaux de grosse réparation et de renouvellement des immeubles bâtis relevant des articles 605 et 606 du Code Civil ; les travaux de mise en conformité réglementaire afférents à ces biens ou à leur changement de destination partiel ou total en cours de contrat.
  - le renouvellement et réparations des équipements tels que chauffe-eau, convecteur, cumulus, climatisation, VMC, matériel de restauration, travaux de peinture…



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

**Le délégataire s'engage ainsi à réaliser les travaux suivants :**

| Opérations d'investissement et de renouvellement | Total |
|---|---|
| **Plan d'eau** | **360 000** |
| Pannes et pontons (pannes 1 à 11) | 200 000 |
| Distribution fluides | 100 000 |
| Eclairage | 60 000 |
| Autres | |
| | |
| **Terre-pleins** | |
| Aire de carénage - outillage | |
| Réseaux | |
| Matériel de sécurité | |
| Matériel de lutte contre la pollution | |
| Autres | |
| **Bâtiments** | **200 000** |
| Etanchéité toit terrasse | 80 000 |
| Climatisation réversible | 20 000 |
| Réaménagement locaux, bureaux | 100 000 |
| **Exploitation** | |
| engins de servitude (zodiac) | |
| informatique | 20 000 |
| outillage | 20 000 |
| autres | |
| **Total investissements** | **625 000** |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

## 8.3. EXPLOITATION

Le Délégataire assure la gestion des activités objets du service délégué dans le respect de la stratégie et des objectifs énoncés à l'annexe 3, à savoir, notamment :

- une gestion portuaire performante aux plans technique et commercial des postes à flot et à sec,
- la promotion et le développement des activités nautiques et sportives, conformément à la vocation historique du périmètre 3 de la Pointe-Rouge,
- la mise en place d'une concertation et d'une collaboration efficiente et continue avec l'ensemble des acteurs du port, dont plus particulièrement, les clubs nautiques,
- une évolution progressive et raisonnée des tarifs,
- l'accroissement progressif du pourcentage des postes attribués au passage avec un minimum de 10 % supplémentaires du nombre de places dédiées au terme du Contrat,
- une gestion pouvant être contrôlée de façon efficiente par le Délégant.

## 8.4. CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

La rémunération du délégataire est constituée par :

- les redevances attachées aux autorisations d'occupation temporaire du domaine public qui sont fonction de l'avantage consenti par l'occupation,
- les redevances constituant la contrepartie des services rendus aux usagers.

D'autres recettes peuvent éventuellement être perçues par le Délégataire et, plus particulièrement, les subventions ou les produits de sponsoring ou de partenariat au titre de l'organisation de manifestations nautiques et sportives ainsi que des recettes se rattachant à des prestations accessoires et connexes au service délégué.

### 8.4.1. Tarifs

Les tarifs au m² sont proposés par le délégataire au vu de son compte d'exploitation prévisionnel et sont listés en annexe du contrat. Ils intègrent la taxe foncière.

Ils sont révisés chaque année selon la formule d'indexation suivante :

$P_n = P_0 \times (1{,}02 + ICHTE_n / ICHTE_0)$

*où ICHTE : l'indice de coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution*

### 8.4.2. Redevance d'occupation du domaine public

En contrepartie de la mise à disposition des biens et des avantages de toute nature procurés au Délégataire, ainsi que des travaux et prestations restant à la charge du Délégant au titre des investissements et de l'entretien du périmètre délégué, le Délégataire verse au Délégant une redevance annuelle composée comme suit :



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

- Une part fixe de 530 000 € HT pour l'année 1 du contrat, versée au plus tard le 30 septembre de l'année 1

Ce montant sera indexé à chaque date anniversaire par application de la formule suivante :

$R_n = R_0 \times (1{,}02 + ICHTE_n / ICHTE_0)$

où ICHTE : l'indice de coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution

- une part variable, correspondant à 50% du résultat net, versée au plus tard le 30 juin de l'année n+1.

## 8.5. CONTROLE DE LA COLLECTIVITE

Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions financières et techniques du contrat, le délégataire fournira à la collectivité, le 1er juin au plus tard suivant la fin de chaque exercice, un rapport d'activité annuel élaboré en vertu des dispositions des articles 52 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et dont le contenu est précisé à l'article 33 du décret n°2016-86 du 1er février 2016.

Sans préjudice du respect des obligations réglementaires prévues par cet article, le rapport annuel comprendra, a minima, les éléments détaillés prévus par le contrat.

## 8.6. SANCTIONS

Le contrat prévoit un dispositif de sanctions du délégataire comprenant le paiement de pénalités (au regard notamment de ses engagements en matière d'organisation de manifestations, de nombre de places de passage supplémentaires, d'investissements à réaliser, de ses obligations d'entretien, ou de remise des rapports et comptes rendus…), la mise en régie provisoire (si la continuité du service n'est pas assurée) ou la résiliation pour faute (déchéance en cas de faute d'une particulière gravité).

Il est précisé qu'au-delà de son pouvoir de sanction, la Métropole pourra toujours résilier la convention pour un motif d'intérêt général, en respectant le droit et la jurisprudence applicables en la matière.

## 8.7. RESPONSABILITE

Dès la prise en charge des installations, le délégataire sera responsable du bon fonctionnement du service public et des ouvrages qui lui sont confiés, dans le cadre des dispositions du contrat.

Cette responsabilité couvre tous les dommages qui pourraient résulter de l'exploitation du service et des ouvrages délégués, tant vis-à-vis de la Métropole, de l'environnement, que des usagers du service public ou des tiers.

Le délégataire devra souscrire, auprès d'une ou de plusieurs compagnies d'assurances, les garanties qui couvrent ces différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

## 8.8. BIENS

A l'expiration du contrat, l'ensemble des biens nécessaires à l'exploitation du service public délégué et mis à la disposition du délégataire, seront remis gratuitement à la Métropole en bon état d'entretien et de fonctionnement. Il en ira de même des biens acquis ou renouvelés et des installations mises en place par le délégataire pour les besoins du service public.

Les autres biens financés par les ressources de la délégation pourront être repris par la Métropole si elle le souhaite et à sa demande, dans les conditions fixées dans le contrat.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

# 9. CONCLUSION

Au terme des négociations, il apparaît que l'offre du candidat **YCPR** est celle qui répond le mieux aux exigences fixées dans le cahier des charges de la consultation.

Le contrat de délégation de service public, dont les principales caractéristiques ont été décrites ci-dessus, est joint en annexe du présent rapport.

En conclusion, pour les raisons ci-dessus exposées, je vous demande :

- d'approuver le choix de l'association **YCPR** en qualité de délégataire de service public pour l'exploitation du périmètre 3 de la Pointe-Rouge;

- d'approuver le contrat de délégation de service public, ainsi que l'ensemble de ses annexes et de m'autoriser à les signer.

Fait à Marseille,

Le 07 JUIN 2018

Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

**Jean-Claude GAUDIN**



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

# NOTE DE SYNTHESE RELATIVE AU RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

## APPROBATION DU PRINCIPE D'UNE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'ANIMATION DE PLANS D'EAU ET TERRE-PLEINS DU PORT DE LA POINTE-ROUGE DE MARSEILLE PÉRIMÈTRE 3

Concernant le rapport visé en objet, il s'agit ainsi d'acter le recours à la délégation de service public comme mode de gestion et les principales caractéristiques d'exploitation du périmètre 3 situé au sein du Port de la Pointe-Rouge.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016. Depuis cette date, la Métropole assure la gestion des 24 ports de plaisance, représentant 8500 anneaux en lieu et place de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole. Ainsi, 3 500 postes sont gérés par le biais de contrats d'occupation temporaire du domaine public consentis à des sociétés nautiques, 2 750 sont gérés en régie directe et 2 250 en gestion déléguée.

Par délibération du 13 mai 2005, la Communauté Urbaine avait décidé de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge. Les trois conventions de délégation de service public ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans. Leur échéance était prévue le 31 décembre 2016.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service de gestion portuaire et notamment d'animation pour les 3 périmètres.
Après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté a acté, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une Délégation de Service Public, par voie d'affermage et pour une durée de 5 ans (2017-2021), pour la gestion de chacun de ces trois périmètres, hors panne des professionnels située sur le Vieux-Port.

Les délais nécessaires à sa mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis le lancement de la procédure de passation dans des délais permettant une prise d'effet au 1er janvier 2017 des futurs contrats.
Par conséquent, le Conseil de Métropole a approuvé par délibération le 19 septembre 2016, un avenant de prolongation d'un an aux contrats de DSP en vigueur. L'échéance interviendra le 31 décembre 2017.

Parallèlement, un fait nouveau est intervenu au cours de l'année 2016. Dans le cas où la candidature de Paris serait retenue pour organiser les Jeux Olympiques de 2024, les compétitions nautiques se dérouleraient au niveau des plans d'eau marseillais. Le

Comité International Olympique élira en septembre prochain la ville organisatrice des Jeux.

Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'évènement dès 2020 ou 2021 et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, il est proposé de confier à nouveau l'exploitation de ce service à un tiers dans le cadre d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage pour une durée de 10 ans.

Les principales missions assurées par le délégataire pour l'exploitation du domaine public portuaire qui lui sera déléguée seront :

- L'accueil et l'information des usagers,
- La gestion et l'attribution des contrats de postes à flot, dans le respect du règlement de police,
- La gestion du plan d'eau et de la grille de mouillage,
- La gestion du passage au sein du périmètre délégué,
- L'entier entretien et travaux de renouvellement du domaine délégué dont les pannes et les installations portuaires,
- L'entier entretien des locaux (bureaux, sanitaires, etc),
- La participation à l'animation du port, notamment, autour de manifestations nautiques.

# RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

**Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels**

■ **Séance du 18 Mai 2017**

**2496**

## ■ Approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du port de la Pointe-Rouge de Marseille Périmètre 3

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole était compétente en lieu et place de ses communes membres en matière de ports de plaisance depuis le 1er janvier 2001 conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016.
Depuis cette date, la Métropole assure la gestion des 24 ports de plaisance, représentant 8500 anneaux en lieu et place de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.
Ainsi, sur les 8500 anneaux actuellement en gestion Métropolitaine, 3 500 postes sont gérés par le biais de contrats d'occupation temporaire du domaine public consentis à des sociétés nautiques, 2 750 sont gérés en régie directe et 2 250 en gestion déléguée.

Par délibération du 13 mai 2005, la Communauté Urbaine avait décidé de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.
Le périmètre 1 du Vieux Port comptant 916 postes à flot et 63 postes à terre, le périmètre 2 du Vieux-Port 544 postes à flot et le périmètre délégué au sein de la Pointe-Rouge comprenant 721 postes à flot.

Les trois conventions de délégation de service public ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans. Leur échéance était prévue le 31 décembre 2016.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service de gestion portuaire et notamment d'animation pour les trois périmètres.

Par conséquent, en fin d'année 2015, il a été envisagé de reconduire ce mode de gestion pour ces périmètres.
Après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une Délégation de Service Public, par voie d'affermage et pour une durée de 5 ans (2017-2021), pour la gestion de chacun de ces trois périmètres, hors panne des professionnels située sur le Vieux-Port.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis le lancement de la procédure de passation dans des délais permettant une prise d'effet au 1er janvier 2017 des futurs contrats.
Par conséquent, le Conseil de Métropole a approuvé, par délibération le 19 septembre 2016, un avenant de prolongation d'un an aux contrats de DSP en vigueur. L'échéance interviendra le 31 décembre 2017.

Parallèlement, un fait nouveau est intervenu au cours de l'année 2016. Dans le cas où la candidature de Paris serait retenue pour organiser les Jeux Olympiques de 2024, les compétitions nautiques se dérouleraient au niveau des plans d'eau marseillais. Le Comité International Olympique élira en septembre prochain la ville organisatrice des Jeux.

Après un contrat de DSP d'une durée de 5 ans, le contrat suivant aurait débuté le 1er janvier 2023 et n'aurait permis au prochain délégataire choisi de préparer un tel évènement.
Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'évènement dès 2020 ou 2021 et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, il est proposé de confier à nouveau l'exploitation de ce service à un tiers dans le cadre d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage pour une durée de 10 ans.

Aussi, il est proposé de délibérer à nouveau sur le choix du mode de gestion et les caractéristiques du service délégué.

Concernant le présent rapport, il s'agit d'acter le recours à ce mode de gestion pour le périmètre 3 comprenant la moitié nord du plan d'eau et une partie des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge, hormis le plan d'eau dédié à la mise à l'eau du stockage à terre situé au droit de la capitainerie.

Les principales missions assurées par le délégataire, pour l'exploitation du domaine public portuaire qui lui sera délégué, seront :

- L'accueil et l'information des usagers,
- La gestion et l'attribution des contrats de postes à flot et de terre-pleins, dans le respect du règlement de police,
- La gestion du plan d'eau et de la grille de mouillage,
- La gestion du passage au sein du périmètre délégué,
- L'entier entretien et travaux de renouvellement du domaine délégué dont les pannes et les installations portuaires,
- L'entier entretien des locaux (bureaux, sanitaires, etc),
- La participation à l'animation du port autour de manifestations nautiques.

Les raisons de ce choix, ainsi que les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, sont développées dans le rapport ci-annexé.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et celles de son décret d'application n° 2016-86 du 1er février 2016.

La Commission Consultative des services publics locaux et le Comité Technique ont été saisis pour avis

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;
- Le décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession ;
- La délibération POR 007-1699/15/CC du 21 décembre 2015, portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins au sein du Port de la Pointe-Rouge à Marseille, périmètre 3 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire ;
- L'avis du comité technique ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 mai 2017.

**Ouï le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**
**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans la gestion des 24 ports de plaisance situés sur son territoire ;
- ;
- Qu'au vu du rapport de présentation joint, la délégation de service public sous forme d'un affermage, apparait être le mode de gestion le mieux adapté pour la gestion des plans d'eau et terre-pleins délégués du Port de la Pointe-Rouge dénommés, périmètre n°3.

- Qu'il convient d'abroger la précédente délibération prise à cet effet par le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est abrogée la délibération POR 007-1699/15/CC prise par le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en date du 21 décembre 2015.

**Article 2 :**

Est approuvé le principe d'une délégation de service public, sous forme d'un affermage pour une durée de dix ans, pour la gestion, l'animation et le développement portuaire des plans d'eau et terre-pleins du port de la Pointe-Rouge de Marseille situés côté nord du bassin et dénommés, périmètre n°3.

**Article 3 :**

Sont approuvés les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation mis à la disposition des candidats ainsi que le périmètre géographique tels que décrits dans le rapport de présentation ci-annexé.

**Article 4 :**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et du décret n° 2016-86 du 1er février 2016, relatifs aux contrats de concession.

Pour enrôlement,
Le Président de la Métropole
d'Aix-Marseille-Provence
Maire de Marseille
Sénateur des Bouches-du-Rhône

Jean-Claude GAUDIN

**Rapport relatif au choix du mode de gestion et présentant les caractéristiques du service délégué**

*******

**Approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du port de la Pointe-Rouge de Marseille - Périmètre 3**

## PREAMBULE

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole était compétente en lieu et place de ses communes membres en matière de ports de plaisance depuis le 1er janvier 2001 conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté Urbaine le 1er janvier 2016. Depuis cette date, la Métropole assure la gestion des 24 ports de plaisance, représentant 8500 anneaux en lieu et place de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté Urbaine, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.
Ainsi, sur les 8500 anneaux actuellement en gestion Métropolitaine, 3 500 postes sont gérés par le biais de contrats d'occupation temporaire du domaine public consentis à des sociétés nautiques, 2 750 sont gérés en régie directe et 2 250 en gestion déléguée.

Par délibération du 13 mai 2005, la Communauté Urbaine avait ainsi décidé de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.
Le périmètre 1 du Vieux Port compte 916 postes à flot et 63 postes à terre, le périmètre 2 du Vieux-Port contient 544 postes à flot et le périmètre délégué au sein de la Pointe-Rouge comprend 721 postes à flot.
Les trois conventions de délégation de service public ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans. Leur échéance était prévue le 31 décembre 2016.

Il s'est avéré que ce mode de gestion a donné satisfaction en termes de qualité du service de gestion portuaire et notamment d'animation pour les 3 périmètres.

Par conséquent, en fin d'année 2015, il a été envisagé de reconduire ce mode de gestion pour ces périmètres.



Reçu au Contrôle de légalité le 30 juin 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 30 juin 2017

Après avis du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), le Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération du 21 décembre 2015, le principe du recours à une Délégation de Service Public, par voie d'affermage, pour une durée de 5 ans (2017-2021), pour la gestion de chacun de ces trois périmètres, hors panne des professionnels située sur le Vieux-Port.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'ont pas permis le lancement de la procédure de passation dans des délais permettant une prise d'effet au 1er janvier 2017 des futurs contrats.
Par conséquent, le Conseil de la Métropole a approuvé, par délibération le 19 septembre 2016, un avenant de prolongation d'un an aux trois contrats de DSP en vigueur. Leur échéance interviendra le 31 décembre 2017.

Par voie de conséquence, les futurs contrats de DSP dont la durée prévue au cahier des charges était de 5 ans ont vu leur échéance reportée d'un an soit au 31 décembre 2022.

Cette prolongation a ainsi rapproché l'échéance prévue des futurs contrats de la tenue éventuelle en 2024 à Marseille des épreuves de voile des jeux olympiques. Or, l'animation nautique est une mission importante à la charge des délégataires qui devront s'investir dans cet évènement.

Il s'agira notamment d'organisation de manifestations nautiques en lien avec les jeux olympiques dont certaines auront lieu bien en amont des jeux, de création de partenariats avec les différents acteurs concernés (institutions, les équipes venant s'entrainer dans la rade…) qui nécessiteront des investissements à la hauteur de l'enjeu. L'attribution d'un contrat de délégation de service public un an avant les jeux ne semble pas compatible avec un tel besoin. Aussi, il est apparu indispensable d'inclure les jeux olympiques dans les contrats de DSP à venir.

Par ailleurs, le régime des travaux est également modifié, la délibération de décembre 2015 prévoyait les travaux de renouvellement et grosses réparations à la charge du délégant, il est aujourd'hui proposé de mettre l'ensemble des travaux à la charge du délégataire.

La durée envisagée de 10 ans, permettra d'assumer ces obligations nouvelles.

Il convient par le présent rapport de présenter pour le périmètre 3 situé au sein du port de la Pointe-Rouge de Marseille, le service existant, les justifications du choix du mode de gestion et les caractéristiques du futur contrat.

## I. PRESENTATION DU SERVICE



Reçu au Contrôle de légalité le 30 juin 2017

## A. Missions actuellement déléguées

Le périmètre des missions actuellement confiées au délégataire intègre :

- d'une part, une activité liée à la gestion des dépendances domaniales confiées dans le cadre de la convention de délégation de service public centrée sur la gestion de postes à flots. Le périmètre 3 situé sur le port de la Pointe-Rouge compte 721 postes.

Cela consiste notamment en :

- L'accueil et l'information des usagers,
- la gestion et l'attribution des contrats de postes à flot et de terre-pleins,
- la gestion de la grille de mouillage,
- la gestion du passage au sein du périmètre délégué,
- la mise à disposition de postes à flot aux usagers permettant l'amarrage
- le renouvellement, les grosses réparations et l'entretien des pannes et installations portuaires,
- l'entretien et divers travaux des locaux (bureaux, sanitaires, etc.),
- l'achat, entretien des engins, bateaux de service, tout matériel utile à l'exploitation
- l'achat des fluides nécessaires à l'exploitation du site et la délivrance de fluides aux usagers,
- et toutes prestations annexes aux prestations ci-dessus, utiles au bon fonctionnement du service telles que le gardiennage.

- d'autre part, les prestations liées à l'animation du port qui consistent en l'organisation d'un quota annuel de manifestations sportives, notamment des régates d'ampleur locales et nationales, la gestion, le développement et l'animation d'un pôle multi-sports nautiques avec une école de pêche, de voile et l'accueil des grands évènements.

## B. Situation économique, redevance domaniale et effectifs affectés au service

### 1. Situation économique et redevance du délégataire

L'équilibre financier entre les produits, les charges et le montant des redevances versées par le délégataire au cours de l'exécution de la convention de délégation de service public peut être synthétisé comme suit :

**<u>Pour la DSP 3 :</u>**



Reçu au Contrôle de légalité le 30 juin 2017

| En k€ | 2007 | 2013 | 2014 | 2015 | Evolution 2015/2014 | Evolution 2015/2007 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Chiffre d'affaires (CA)** | 790,4 | 999,3 | 1 116,7 | 1 149,5 | 2,9% | 45,4% |
| **Redevance délégant** | 465,7 | 530,5 | 535,3 | 571,0 | 6,7% | 22,6% |
| **Total charges** | 919,9 | 1 290,3 | 1 299,9 | 1 352,2 | 4,0% | 47,0% |
| **Redevance / CA** | 58,9% | 53,1% | 47,9% | 49,7% | | |
| **Redevance / total charges** | 50,6% | 41,1% | 41,2% | 42,2% | | |

Détail relatif aux redevances du délégataire :

La convention de délégation de service public met à la charge de leur titulaire le paiement d'une redevance au titre de l'occupation du domaine public portuaire et des ouvrages mis à leur disposition pour les besoins de la délégation.

Elle est composée d'une part fixe, d'une part variable et d'une clause d'intéressement de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'accroissement des recettes nouvelles.

## 2. Effectifs

A ce jour, et sur la base des données communiquées par les délégataires dans le cadre de leur rapport annuel pour l'année 2015, l'effectif affecté par le délégataire à la convention de délégation de service public est constitué de **11 salariés pour 5,8 ETP,** réparti comme suit :

| | Type de contrat | Effectif | ETP |
|---|---|---|---|
| **Secrétaire de direction comptable** | CDI | 1 | 0,6 |
| **Secrétaire de direction administrative** | CDI | 1 | 0,75 |
| **Responsable coordination** | CDI | 1 | 0,25 |
| **Hotesse d'accueil** | CDI | 1 | 0,5 |
| **Chef de base nautique** | CDI | 1 | 0,35 |
| **Moniteur de voile** | CDI | 3 | 0,35 |
| **Moniteur de pêche** | CDI | 1 | 1 |
| **Agent portuaire** | CDI | 1 | 1 |
| **Agent d'entretien** | CDI | 1 | 1 |
| **Total** | | **11** | **5,8** |



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2017

## II. PRESENTATION DES DIFFERENTS MODES DE GESTION POSSIBLES

Compte tenu de l'échéance prochaine de la convention de délégation de service public, la Métropole a procédé à une étude des conditions actuelles de gestion du service public et de l'opportunité de mettre en place un nouveau mode de gestion.
Plusieurs options peuvent être envisagées pour gérer un service public.

### 1- La gestion publique

Les services publics peuvent faire l'objet d'une gestion directe par la personne publique, sous des formes différentes.

**La régie directe :**

Lorsque le service est assuré en régie directe, la personne publique prend en charge l'activité dans le cadre de ses services, avec ses moyens financiers, techniques et humains.
L'intégration est totale.

**La régie avec autonomie financière :**

La régie avec autonomie financière est mieux adaptée à un service public industriel et commercial car elle dispose d'un budget annexe. L'activité est assurée par les services de la collectivité publique de rattachement, comme dans la régie directe.
Cependant, un conseil d'exploitation et un directeur sont désignés par la collectivité de rattachement et agissent sous son contrôle étroit. Le conseil d'exploitation est une instance essentiellement consultative, car la collectivité de rattachement prend toutes les décisions relatives à l'organisation.
Dans le cadre d'une régie directe ou autonome, l'ensemble des dépenses afférentes au service est supporté par le budget de la collectivité publique.
Ainsi, le choix d'une régie directe ou autonome impliquerait que la Métropole assume les dépenses et le risque financier de l'exploitation. De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence devrait disposer de compétences techniques et d'une organisation permettant la prise en charge d'un tel service.

**La régie dotée de la personnalité morale :**

La régie dotée de la personnalité morale se distingue des autres régies par le fait que la collectivité publique lui délègue dans ses statuts la gestion du service public.
La régie personnalisée dispose de son budget, d'organes de gestion propre (conseil d'administration, directeur) et de la capacité juridique à passer des contrats. La collectivité de rattachement est présente au sein du Conseil d'Administration.



Reçu au Contrôle de légalité le 30 juin 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 30 juin 2017

Le Conseil d'Administration possède un pouvoir propre de gestion.
Dans le cadre d'une régie personnalisée, comme dans le cadre des autres régies, il est possible de faire appel pour des missions précises à des prestataires, en concluant des marchés publics.

La régie personnalisée est en fait un mode de gestion intermédiaire entre la gestion directe et la gestion déléguée : la gestion n'est pas intégrée à la collectivité de rattachement comme dans ces autres types de régie et par ailleurs, elle n'est pas non plus totalement déléguée à une personne juridique distincte comme dans le cadre d'une délégation de service public.

### 2- La gestion avec l'aide d'un prestataire

La personne publique peut conclure un marché d'exploitation avec un prestataire, conformément aux dispositions applicables aux Marchés Publics.
Dans cette hypothèse, la personne publique s'appuie sur le prestataire sans lui déléguer la responsabilité de l'organisation et de la gestion du service. La responsabilité demeure au sein de la personne publique.
La rémunération du prestataire est entièrement assurée par la personne publique et non pas par les usagers. Elle est indépendante des résultats de la gestion.
Le prestataire bénéficie d'une rémunération qui lui est garantie.
Il s'en suit que ses motivations pour la qualité du service sont faibles puisqu'il n'agit in fine que pour le compte de la collectivité.
Par ailleurs, l'exploitant ne peut être chargé de l'encaissement des recettes sans la mise en place d'une régie.

### 3- La gestion déléguée

Selon les termes de l'article L 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, « Une délégation de service public est un contrat de concession au sens de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, conclu par écrit, par lequel une autorité délégante confie la gestion d'un service public à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.
La part de risque transférée au délégataire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le délégataire ne doit pas être purement nominale ou négligeable. Le délégataire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation du service. »

Il y a plusieurs formes de délégation de service public.



Reçu au Contrôle de légalité le 30 juin 2017

**La régie intéressée :**

Dans la régie intéressée, la collectivité finance elle-même l'établissement du service dont elle confie l'entretien et l'exploitation à une personne physique ou morale de droit privé qui assure la gestion pour le compte de la collectivité.
Les opérations de recettes et de dépenses sont intégralement reprises dans un budget annexe de la collectivité délégante.
La rémunération du régisseur n'est pas assurée directement par les usagers mais par la collectivité qui lui verse une prime de base forfaitaire, complétée par une prime de productivité qui doit inciter le régisseur à améliorer sa gestion et éventuellement par une part de bénéfices.

L'intéressement doit être suffisamment déterminant pour que le contrat puisse être qualifié de délégation de service public et non de marché.
Le régisseur se borne à exploiter le service avec un degré d'autonomie qui est variable.
La formule de la régie intéressée ne correspond pas à l'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence car elle implique que celle-ci assure le financement des dépenses du service.

**L'affermage :**

L'affermage est le contrat par lequel une collectivité publique confie à un opérateur privé l'exploitation d'un service public à ses risques et périls, par des ouvrages qu'elle lui remet en début de contrat, et en ce moyennant le versement d'une contrepartie (redevance).
La collectivité affermante à la charge des frais de premier établissement, c'est-à-dire du financement et de la réalisation des équipements devant servir de support à la fourniture du service public. Par la suite, les travaux d'entretien et de réparation des installations sont à la charge du fermier. Néanmoins, il est possible de prévoir contractuellement que certaines dépenses d'investissement soient à la charge du fermier.
Le fermier est rémunéré de façon substantielle par les résultats de l'exploitation du service, c'est-à-dire par les recettes perçues sur les usagers.

**La concession de service public :**

La concession confère au délégataire la charge de construire et financer les équipements à exploiter.
Ce type de délégation n'est pas adapté dans la mesure où il n'y a pas d'investissements de premier établissement à financer.



Reçu au Contrôle de légalité le 30 juillet 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 30 juillet 2018

**Conclusion :**

Plusieurs critères sont à prendre en compte pour le choix du mode de gestion :

- Le financement du coût du service et le risque d'exploitation :

L'objectif de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'est pas de prendre en charge sur le budget annexe des ports le coût du service et le risque de l'exploitation.
L'exploitation en régie directe ou avec l'appui d'un prestataire titulaire d'un marché public ne répond pas de façon satisfaisante à cet objectif, puisque dans les deux cas les dépenses et les recettes de l'opération sont intégrées dans les comptes de la collectivité et les aléas de gestion restent à sa charge.
Le recours à une délégation de service public permet d'éviter de faire peser le risque d'exploitation sur la collectivité du fait de la rémunération du délégataire par les recettes du service.
Parmi les différentes formes de délégation la régie intéressée ne répondant pas complètement à l'objectif financier de prise de risque du délégataire, compte tenu qu'une partie de la rémunération reste à la charge de la collectivité.

- Le critère métier :

Les agents de la Direction des ports ne détiennent pas la compétence en matière d'animation portuaire. Ils n'ont jamais été organisateurs d'évènements nautiques, de compétitions sportives, de régates, de conférences culturelles liées au milieu maritime. L'intérêt de faire appel au savoir-faire d'un prestataire privé compétent dans ces domaines d'activités spécifiques est d'offrir rapidement un service de qualité à l'usager.

- L'organisation du service :

Tant le périmètre délégué que les activités liées à l'animation n'ont jamais été gérés en régie directe.
Aussi, cumuler la reprise d'un périmètre et d'activités qui n'ont jamais été gérés en régie directe, contraindrait à réorganiser très substantiellement le service chargé de la gestion des Ports au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence en reprenant l'ensemble du personnel en place, impliquant des contraintes de fonctionnement lourdes, pouvant, de surcroît, nuire à la continuité et la dynamique des activités.
La délégation dispose un effectif de 5,8 ETP. En outre, les rémunérations des salariés pratiquées par les délégataires diffèrent de celles des fonctionnaires territoriaux rendant difficiles l'intégration. La direction des ports comprend aujourd'hui 69 ETP.

- Bilan des exploitations en cours

La gestion du périmètre concerné en délégation de service public pendant plus de 10 ans s'est avérée satisfaisante notamment concernant l'animation, la qualité du service rendu et l'entretien des biens confiés.
En outre, le budget des ports a pu bénéficier de recettes conséquentes versées par le délégataire.



Reçu au Contrôle de légalité le 30 juillet 2018

Aussi, le choix d'une gestion externalisée par un contrat de délégation de service public paraît pouvoir être retenu.
La délégation de service public a pour avantages essentiels de transférer les risques d'exploitation au délégataire, de lui conférer une réelle autonomie de gestion, et lui permettre de faire preuve de la dynamique et de la réactivité nécessaires à la bonne exploitation et au développement du service. Cela, tout en maintenant un fort contrôle par la Métropole Aix-Marseille-Provence des activités et une maîtrise sur leur contenu.

Faute d'investissements de premier établissement cette convention de délégation de service public ne sera pas de type concessive.

La convention de délégation de service public par voie d'affermage constitue ainsi la solution la plus opportune pour assurer gestion du service.

## III. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES PRESTATIONS DEMANDEES AU DELEGATAIRE

Le contrat envisagé est un contrat de délégation de service public qui confie au délégataire la responsabilité de l'exploitation à ses risques et périls.

Comme dans toute délégation de service public, les tarifs du service seront approuvés par l'autorité délégante.

Pendant toute la durée de la délégation, l'autorité délégante exerce un contrôle permanent sur les conditions d'exécution du contrat, et sur le respect par le délégataire de ses obligations. La Métropole Aix-Marseille-Provence restera ainsi l'autorité organisatrice du service.

Les principales caractéristiques des prestations demandées au délégataire, dans le cadre de l'affermage sont présentées ci-dessous. Elles seront détaillées dans le dossier de consultation des entreprises mis à la disposition des candidats.

### a. Périmètres des contrats

Le délégataire aura en charge la gestion des dépendances domaniales, qui seront mises à sa disposition par la Métropole Aix-Marseille-Provence centrée sur la gestion des postes à flot compris dans leur périmètre.

Il devra participer à l'animation du port.



Reçu au Contrôle de légalité le 30 juin 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 30 juin 2017

Le périmètre géographique actuel de la convention de délégation de service public est maintenu (Cf plan ci-annexé). Il comprend 721 postes à flot et des terre-pleins et un bâtiment situés côté nord du port.

### b. Durée envisagée

Le contrat d'affermage, qui prendra effet à compter de sa notification au délégataire, pour une durée de 10 ans.

La durée du contrat tient compte de la nature et de l'étendue des prestations confiées au délégataire, et de l'amortissement des investissements qui seront mis à sa charge, conformément aux dispositions définies à l'art 6 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatifs aux contrats de concession.

### c. Financement

Le délégataire assure le financement de l'intégralité des dépenses liées à l'exploitation du service délégué.

La rémunération du délégataire s'effectuera via les recettes perçues auprès des usagers (mise à disposition de postes, services portuaires, etc.), dans le cadre de l'exploitation du service public. Il s'agira à la fois des redevances versées par les usagers au titre du stationnement sur les dépendances domaniales déléguées, et des recettes liées à l'exploitation des activités accessoires.

Les tarifs seront délibérés par la Métropole Aix-Marseille-Métropole, sur proposition du délégataire, dans le respect des contraintes de service public.

Ces ressources sont réputées permettre au délégataire d'assurer l'équilibre financier du contrat, ainsi que sa juste rémunération. Le délégataire ne pourra donc prétendre à aucune subvention d'exploitation et/ou d'investissement de la part du délégant

Le délégataire devra s'acquitter d'une redevance d'occupation du domaine public dont le montant sera fixé et justifié par les contrats. Cette redevance pourra intégrer une part fixe et une part variable, tenant compte des avantages de toute nature procurés au délégataire par le droit d'occupation conféré par la convention.

### d. Description du service

Les ouvrages et installations, objets des futurs contrats, seront décrits dans les cahiers des charges de la consultation.

### e. Les conditions d'exploitation



Reçu au Contrôle de légalité le 30 juin 2017

Le délégataire aura en charge la gestion des dépendances domaniales, qui seront mises à sa disposition par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le délégataire devra apporter le reste des équipements éventuellement nécessaires à l'exploitation du service public.

Le délégataire assurera à ses risques et périls l'exploitation administrative, technique, commerciale et financière des différents espaces objet de la délégation et notamment :

- L'accueil et l'information des usagers,
- la gestion et l'attribution des contrats d'occupation de postes à flot et de terre-plein, dans le respect du règlement de police
- La gestion de la grille de mouillage, du plan d'eau, des changements de bateaux, de postes
- le passage au sein du périmètre délégué
- l'achat, entretien des engins, bateaux de service, tout matériel utile à l'exploitation
- l'achat des fluides nécessaires à l'exploitation du site et la délivrance de fluides aux usagers,

  la participation à l'animation du port notamment par des manifestations nautiques, comme les régates, les conférences et les opérations de nettoyage du port ainsi que la mise en œuvre de dynamiques sur des activités nautiques. Cette mission sera particulièrement valorisée en cas d'organisation des épreuves de voiles des Jeux Olympiques à Marseille en 2024. Un avenant viendra préciser le contenu de cette mission, ainsi que ses éléments financiers.
- et toutes prestations annexes aux prestations ci-dessus, utiles au bon fonctionnement du service, telles que le gardiennage.

<u>Le régime des travaux</u>

Concernant les travaux sur les ouvrages, installations et équipements portuaires :

- Concernant l'ensemble des biens qui lui sont confiés, le délégataire assumera l'intégralité des travaux de renouvellement et grosses réparations, d'entretien et de réparations courantes.

- Il sera responsable du bon état de fonctionnement des ouvrages, installations et équipements permettant la bonne marche du service.

Concernant les travaux sur les bâtiments et les quais :

- Le délégataire assurera l'entier entretien, les grosses réparations des quais et bâtiments y compris les travaux ressortant de l'article 606 du code civil.



Reçu au Contrôle de légalité le 13 juillet 2018

### f. Contrôle du concédant

Le délégataire sera soumis à des procédures de contrôle permettant à la Métropole Aix-Marseille-Provence de s'assurer que les obligations mises à sa charge sont respectées. Il aura l'obligation d'informer la Métropole de tout dysfonctionnement concernant la gestion du service.

Le non-respect de ces obligations fera l'objet de pénalités prévues au contrat, sans préjudice de l'application d'autre mesures coercitives (mise en régie – déchéance).

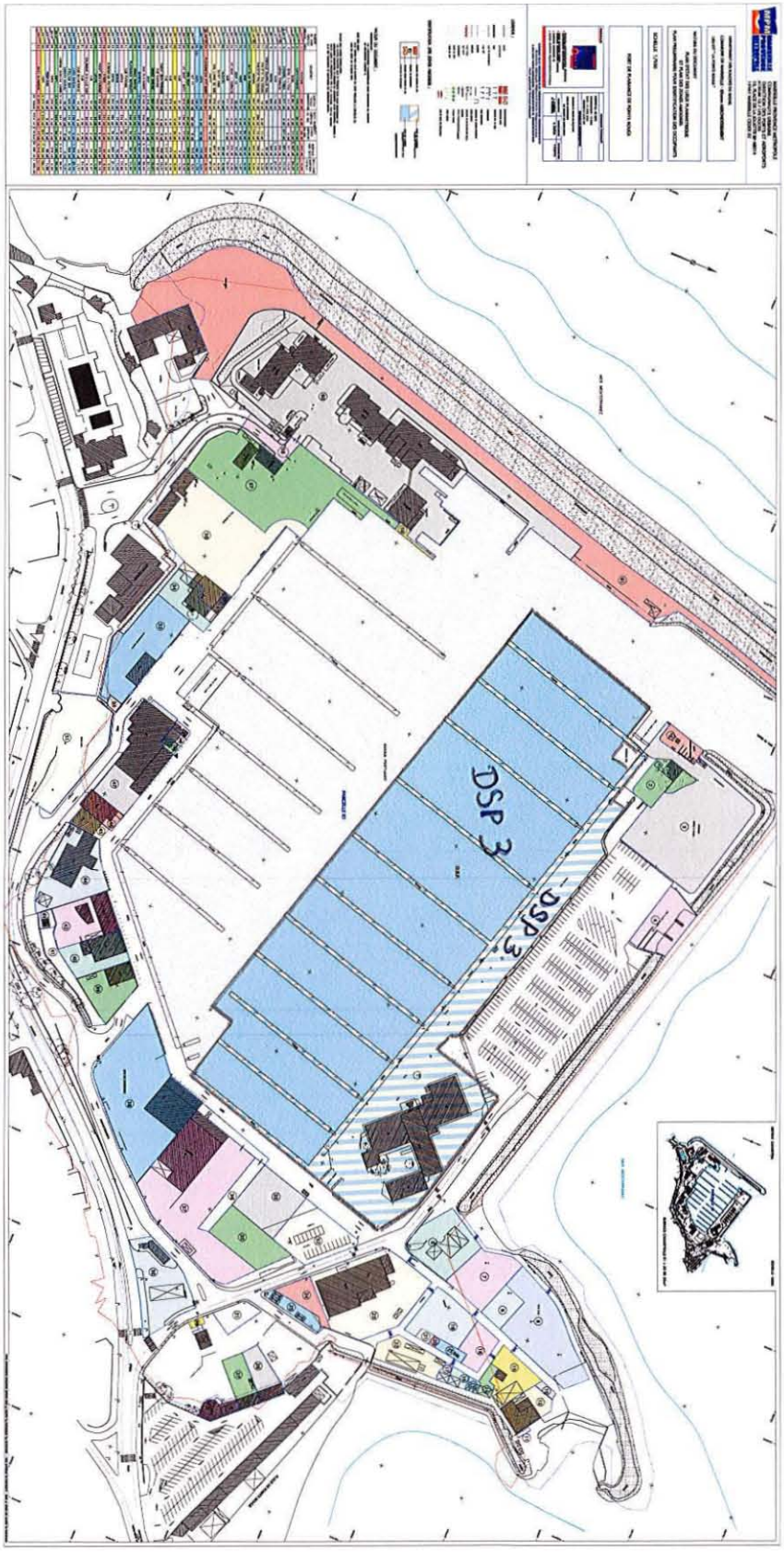
Le délégataire devra fournir régulièrement et dans des conditions qui seront définies, à la Métropole Aix-Marseille-Provence toutes les informations de nature à lui permettre d'exercer son contrôle, en particulier en produisant annuellement le Rapport Annuel du Délégataire (RAD) dont le contenu sera détaillé dans le dossier de consultation.

### g. Assurances

Le délégataire sera tenu de souscrire les assurances liées à sa responsabilité d'exploitant. Les obligations des fermiers en matière d'assurance seront précisées dans le dossier de consultation.



Reçu au Contrôle de légalité le 30 juillet 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 30 juillet 2018




POINTE - ROUGE



Reçu au Contrôle de légalité le 02 juin 2017

# MÉTROPOLE

# D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE

# COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

**Séance du 3 mai 2017 à 11 heures 30**

*In extenso*

# COMMISSION CONSULTATIVE
# DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

Séance du 3 mai 2017 à 11 heures 30.

Sous la présidence de Monsieur Bernard JACQUIER

**ETAIENT PRESENTS MESDAMES ET MESSIEURS :**

René BACCINO, Jean-Marc CHAPUS, Bernard JACQUIER, André JULLIEN, Danielle MENET, Gilbert VEYRIE

**ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES MESDAMES ET MESSIEURS:**

Guy BARRET, Johan BENCIVENGA, Jean BERNARD, Henri CAMBESSEDES, Gérard CHENOZ, Philippe CRETIN, Daniel GAGNON, Jacky GERARD, Roland GIBERTI, Philippe GINOUX, Christophe MAGNAN, Roland MOUREN, Elisabeth PHILIPPE, Yves VIDAL, David YTIER

**EN OUTRE ASSISTAIENT A LA REUNION MESDAMES ET MESSIEURS :**

Sophie CONTE, Isabelle ARNOULD, Valerie CASSE, Jennifer MICHELANGELI, Valérie CONTRINO

*(La séance est ouverte à 11 heures 32).*

**1 – Approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 1.**

**2 – Approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 2.**

**3 – Approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du port de la Pointe Rouge de Marseille Périmètre 3.**

**4 – Approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille Périmètre 4.**

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Qui maîtrise ce dossier ?

**Madame MICHELANGELI**.- Bonjour. Si vous le permettez, nous allons faire une présentation globale pour l'ensemble des 4 périmètres, puisque la Métropole assure aujourd'hui la gestion de 8 500 anneaux. 3 500 sont gérés par le biais de contrats d'occupation temporaire du domaine public consentis à des sociétés nautiques, 2 750 sont gérés en régie directe, et 2 250 sont en gestion déléguée aujourd'hui. Actuellement il y a 3 DSP sur les plans d'eau du Vieux-Port et de la Pointe Rouge et celles-ci arrivent à échéance le 31 décembre prochain.

Il s'agit aujourd'hui de soumettre à votre avis le choix du mode de gestion et de vous présenter les principales caractéristiques du service délégué parce que, en effet, le mode de gestion actuel donne entière satisfaction aux services en termes de qualité de gestion portuaire, et notamment d'animation de ces périmètres-là. Il vous est donc proposé aujourd'hui d'approuver le principe de délégation à nouveau.

Effectivement, les missions qui seraient déléguées, confiées à un délégataire, seraient les suivantes : l'accueil et l'information des usagers sur des périmètres particuliers (les 4 périmètres qui vous sont soumis aujourd'hui), la gestion et l'attribution des contrats de postes à flot et de terre-pleins dans le respect de règlements de police, la gestion de la grille de mouillage du plan d'eau, des changements de bateaux et de postes, le passage au sein du périmètre délégué, l'achat, l'entretien des engins, les bateaux de service, tout matériel utile à l'exploitation, l'achat des fluides nécessaires à l'exploitation du site.

La particularité de ces DSP-là est que la participation et l'animation du port sont un peu plus musclées dans la mesure où il est probable que nous accueillerons les épreuves de voile olympique à Marseille en 2024 sur des pôles course, les valeurs des professionnels du nautisme. L'idée est d'arriver à dynamiser les plans d'eau et à valoriser les activités nautiques, tels que les pôles course, et si l'on venait à être retenu, un avenant viendra préciser le contenu de cette mission par rapport aux Jeux Olympiques et les éléments financiers afférents. Toutes les autres prestations utiles au bon fonctionnement du service seraient déléguées au délégataire et la mission serait assurée à ses risques et périls, comme toutes les délégations de service public.

Il s'agit aujourd'hui de vous présenter 4 périmètres. C'est la particularité de cette proposition-là. Aujourd'hui il y a un périmètre sur la Pointe Rouge et 2 périmètres sur le Vieux-Port, et il est proposé de scinder l'un des périmètres du Vieux-Port en 2 pour réaliser 4 délégations de service public. Une scission qui s'explique notamment par le fait que des bâtiments situés sur l'anse de La Réserve nécessitent des investissements lourds et importants et justifient donc une durée un peu plus longue, qui serait de 12 ans, par rapport à la durée de 10 ans qui est présentée pour les autres périmètres aujourd'hui. Et puis la spécificité aussi de l'anse de La Réserve qui est discontinue par rapport au reste du Vieux-Port. Il y a une anse et des bâtiments avec des travaux importants à réaliser. Les 3 premiers périmètres DSP1, DSP2, DSP3, seraient sur une durée de 10 ans, et la DSP4, spécifique à l'anse de La Réserve, serait d'une durée de 12 ans.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Si vous me permettez, il serait peut-être opportun de rappeler que pendant très longtemps, ni la Ville, ni le Département, ni personne, ne s'était occupé de la gestion des ports. C'était fait un peu à l'emporte-pièce. Chacun dans son coin faisait l'organisation de la gestion des ports. Jusqu'au jour où, non pas la Métropole, cela s'est fait avant, pendant la Communauté urbaine, nous avons décidé de prendre les choses en main et, puisque c'est la loi qui nous donnait les compétences, de ne pas laisser les choses sans contrôle. Parce qu'il y avait eu des plaintes de beaucoup de gens sur des combines ici ou là, sur des méthodes de gestion qui ne satisfaisaient en fin de compte pas grand monde, en tout cas, qui n'étaient pas conformes à la loi, aux règles de base en la matière. Je ne vous cache pas que quand on a dû s'en occuper, cela a posé d'entrée de jeu une levée de boucliers de la part des partenaires qui étaient déjà en place. Puis nous avons expliqué à tout le monde que la loi nous obligeait à règlementer et que celle-ci devait être appliquée à ce sujet. Les esprits se sont donc un peu calmés. On a indiqué à tout le monde quelles étaient les règles incontournables qui devaient être appliquées dans la gestion de ces ports. Nous leur avons dit que nous ne souhaitions pas gérer en régie ce qui était géré avant de manière un peu artificielle, un peu prétorienne, mais que nous étions obligés de mettre ces délégations de service public en concurrence pour savoir qui devait s'occuper de cela dans le cadre d'une délégation.

Je vous en parle parce qu'à l'époque j'avais participé à l'appel d'offres qui avait été lancé. Les partenaires ont joué le jeu et se sont engagés à appliquer les règles prévues par la loi et qui étaient prévues dans le cahier des charges. Les attributions se sont faites dans ces conditions-là. Et il se trouve que nous n'avons pas, à ma connaissance, de critiques sur ces délégations de service public. Mais nous sommes là pour vous écouter, pour savoir ce que vous avez à observer et à dire sur le sujet. Nous avons besoin de vos remontées.

**Monsieur VEYRIE**.- La première des choses, y aura-t-il un rappel à la loi concernant la location des anneaux en indiquant que c'est du domaine public et que les gens ne sont pas propriétaires de l'emplacement mais qu'ils sont juste locataires ? Cela éviterait peut-être… Vous avez commencé à résoudre le problème mais…

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Ce n'est pas tout à fait le mot « Locataires », c'est « Amodiataires ».

**Monsieur VEYRIE**.- Pouvez-vous m'expliquer la différence, s'il vous plaît ? C'est juridique.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Les juristes sont très attachés, et ce n'est pas mon ami René Baccino qui va me contredire, chaque mot a son importance. On se bat

pour des mots. Ce n'est pas de la location mais de l'amodiation. C'est le régime juridique particulier. S'il y a des déviations à ce sujet, bien évidemment, je ne peux que vous approuver à 100 %. C'était l'un des problèmes de départ, les emplacements étaient devenus des propriétés, et l'on ne vendait pas le bateau sans vendre la place. Et ceux qui étaient sur une liste d'attente pour s'inscrire pouvaient attendre longtemps.

**Monsieur VEYRIE**.- Peut-on espérer un rappel à la loi quelque part ?

**Madame CONTRINO**.- Je suis Valérie Contrino de la Direction des ports. Je contrôle les délégations de service public depuis quelques années. Des listes d'attente sont constituées. Une procédure spéciale est mise en place pour justement règlementer l'attribution des postes à flot à de nouveaux usagers. Des Commissions sont organisées avec des élus, les délégataires de service public, justement pour encadrer l'attribution d'un poste à flot. Ils ont conscience que les règles ont changé depuis quelques années. Effectivement, on peut toujours améliorer la procédure et encore aller plus loin mais il y a déjà eu une grande étape de franchie depuis quelques années.

**Monsieur VEYRIE**.- Je reviens au rappel à la loi, pourrait-il être mis dans la délégation pour que les gens ne soient pas surpris.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- C'est plus que cela, cher Monsieur. C'est plus que le rappel à la loi. C'est le rappel de la loi. Parce que le rappel à la loi c'est une mesure alternative. Vous voyez l'importance des mots. Le rappel à la loi c'est lorsque vous avez commis une petite bêtise et que le Parquet vous dit : « *Attention, la loi prévoit qu'il ne faut pas refaire cette petite bêtise* ». On vous rappelle que la loi dit ça, et cela s'arrête là. Or, ce qu'il faut faire c'est beaucoup plus que ça. Il faut empêcher que cela continue.

A quoi sert la délégation de service public ? Elle sert justement à empêcher cela. Alors, pour le contrôler, c'est extrêmement difficile. Personnellement, quand j'ai appris que la place valait plus cher que le bateau, je n'ai pas voulu acheter une place. Sur le principe, je n'ai pas accepté. Je n'ai pas accepté parce que c'est du vent. Ceux qui vous vendent une place vous vendent du vent. Parce que du jour au lendemain, il n'y a aucun droit de propriété sur une place de bateau. Cela n'existe pas. C'est le principe. C'est l'une des raisons fondamentales qui a fait que nous avons été obligés de nous occuper de cela.

Nous avons besoin, je vous le répète, de vos remontées et de vos renseignements, s'il y a des exemples précis de fraude à ce niveau-là il faut qu'on le sache. Je n'invoque pas la délation, mais l'on ne peut pas se plaindre de cette situation irrégulière si l'on n'a pas la preuve qu'il y a effectivement des situations irrégulières. C'est là où notre Commission, avec les renseignements et les remontées que l'on peut avoir, est très importante. Parce que si personne ne dit rien, c'est que tout va bien.

**Monsieur CHAPUS**.- J'aurais une question, la place est-elle attachée au bateau ou à la personne ?

**Monsieur LE PRESIDENT**.- A la personne.

**Monsieur CHAPUS**.- Parce qu'il y avait des systèmes, qui continuent d'ailleurs, où l'on devient copropriétaire d'un bateau. En fait c'est un moyen de transmettre la place.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Le contrat d'amodiation n'est pas passé avec un bateau, il est passé avec quelqu'un qui a un bateau. Son bateau d'ailleurs doit

mesurer, moins de tant en longueur, moins de tant en largeur, il y a des critères pour chaque emplacement. Le contrat n'est pas passé avec un bateau, il est passé avec quelqu'un. Le bateau ne signe pas un contrat.

**Madame MENET**.- Je comprends ce que vous voulez dire, si la personne vend un bateau et s'associe avec…

**Monsieur LE PRESIDENT**.- C'est l'un des moyens de détourner la loi, mais c'est un moyen qui est tout à fait irrégulier.

**Madame CONTRINO**.- Pour le moment il y a un titulaire du contrat. On ne reconnaît donc pas les copropriétaires. Effectivement, il y a un copropriétaire du bateau, mais au niveau du contrat de poste à flot il n'y a qu'une seule personne. La facture n'est envoyée qu'à une seule personne. Le contrat est établi à une seule personne. Pour le moment. Que ce soit en régie ou que ce soit dans les délégations de service public. Cela peut évoluer, mais pour l'instant on ne reconnaît que le titulaire du contrat de poste à flot.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- C'est ce que je vous dis, le contrat n'est pas signé avec un bateau.

**Monsieur CHAPUS**.- Et le contrat n'est pas transmissible.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Par définition, puisque ce n'est pas une propriété.

**Monsieur CHAPUS**.- J'ai vécu aussi le cas d'une personne dont le père est décédé, cette personne est devenue propriétaire du bateau et elle a eu en même temps la place parce que le bateau était là.

**Madame CONTRINO**.- Il y a une dérogation pour les héritiers. C'est inscrit dans le règlement de police.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Permettez-moi de dire que c'est admettre… Et c'est là où je ne suis pas très content non plus, parce que, juridiquement, c'est considérer que c'est une propriété et que la place est cessible.

**Madame CONTRINO**.- On pourra faire évoluer le règlement de police.

**Monsieur BACCINO**.- Je remercie Mme Contrino pour ses propos éclairants, ainsi que notre ami Bernard Jacquier, parce que ce qui a présidé à l'harmonisation et la reprise en main repose sur 3 mots : éthique, juste, et sérieux. Nous savons tous autour de cette table qu'il y avait des pratiques contestables, et d'ailleurs contestées. Qu'est-ce qu'il fallait faire ? C'est vrai, tout est perfectible. Ce n'est pas le premier jet qui va être la panacée mais c'est un premier pas, encore, je me répète, sur ces 3 piliers que sont : l'éthique, la justice, et le sérieux de la gestion.

**Monsieur CHAPUS**.- Je reconnais qu'il y a une amélioration. Il y a des choses qui se passent bien aussi.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Pour abonder ce que dit mon ami René Baccino, c'est sûr qu'il ne faut pas tomber dans le travers de l'application psychorigide de la règlementation. Il y a des situations qui méritent de faire preuve d'une certaine attention. C'est sûr que quelqu'un qui perd son mari ou sa femme ne peut pas en plus se retrouver à la rue avec son bateau. Il faut regarder cela avec considération. Mais ce qui n'est pas acceptable c'est la cession comme une propriété, comme un droit au bail. Ce n'est pas un droit au bail, puisque d'abord ce n'est pas un bail. Ce serait un bail, on

pourrait faire un droit au bail. C'est une amodiation, et une amodiation n'est pas transmissible, en principe.

**Monsieur CHAPUS**.- D'où l'importance des mots.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Le bail est cessible, l'amodiation non.

**Monsieur VEYRIE**.- J'ai une autre question sur le titre de la délégation de service public, cela concerne l'animation des plans d'eau et les terre-pleins. La question est de savoir si sur le Vieux-Port cela va être réoccupé, alors que pour l'instant les quais sont libres à la promenade. Je n'ai pas très bien compris, parce que vous l'avez mis à tous.

**Madame CONTRINO**.- Non.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Ce sont deux choses différentes.

**Monsieur VEYRIE**.- Autant sur la Pointe Rouge on dit « *Ça va, le terre-plein peut être occupé* », autour de La Réserve on va commencer à en discuter…

**Madame CONTRINO**.- Quand on parle des terre-pleins, il est vrai qu'il y a des terre-pleins bâtis et des terre-pleins non bâtis. Les terre-pleins bâtis sont les bâtiments, l'occupation par les bâtiments. Les terre-pleins non bâtis ce sont les quais. Notamment au niveau du périmètre 1, il y a d'autres associations, des petites associations. Ces associations occupent aussi une partie du périmètre. Elles occupent donc une partie des terre-pleins sur lesquels elles peuvent faire leurs activités. Mais ce périmètre reste au sein de la DSP. Et effectivement, les terre-pleins sont souvent utilisés lors de manifestations. Ils entreposent des tentes, différents matériels, pour permettre l'animation lors des régates.

**Monsieur VEYRIE**.- C'est provisoire.

**Madame CONTRINO**.- Mais les quais et les terre-pleins font partie de leur périmètre.

**Monsieur VEYRIE**.- Pourquoi n'avez-vous pas mis une carte pour que l'on comprenne un peu jusqu'où cela s'étend ?

**Madame CONTRINO**.- Le plan est derrière le rapport.

**Monsieur VEYRIE**.- Je ne l'ai pas imprimé alors.

**Madame MICHELANGELI**.- Chaque périmètre effectivement a son plan. Par exemple, pour l'anse de La Réserve il y a un parking. Typiquement, le parking est sur le terre-plein, c'est donc en gestion du délégataire. Le délégataire gèrera aussi le parking. Tout ce qui est dans l'enceinte.

**Monsieur VEYRIE**.- Sur La Réserve j'ai un autre problème, parce que vous savez que notre ami Norman Foster a prévu un bel aménagement du Vieux-Port avec quelques espaces verts sur l'anse de La Réserve. Apparemment il y a la couverture de la sortie du tunnel. On ne comprend pas trop ce que c'est, mais il y a du vert qui apparaît enfin.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- C'est exact, mais cela représente de très gros travaux. Il y a un très gros coût. Honnêtement, je ne sais pas si nous pourrons le faire. On a tellement d'autres choses urgentes et importantes à faire que je ne suis pas sûr que l'on ne soit pas obligé de prendre un peu du temps. Je suppose d'ailleurs que dans les calculs de cette délégation spécifique de La Réserve il y aura justement une réserve à ce sujet-là.

**Madame CONTRINO**.- Je ne vais pas pouvoir vous répondre sur ce point. On va s'en occuper. Si effectivement des travaux doivent être…

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Dans le projet de réforme du Vieux-Port il est vrai que ce coin-là était prévu pour y faire un aménagement d'importance. Un immense parking était prévu, un parking pour les bus, un aménagement...

**Madame CONTRINO**.- Je vais contacter la Direction. Il me semblait que cela avait été ajourné, que le projet n'avait pas abouti.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Oui, c'est ajourné. Mais il faut quand même prévoir une réserve à ce sujet-là en disant « *Attention, il y a cela qui est prévu et qui, tôt ou tard –peut-être plus tard que tôt– se fera* ».

**Madame CONTRINO**.- D'accord. On va s'en occuper.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Vous connaissez bien votre dossier, je vous félicite.

**Monsieur VEYRIE**.- On travaille. Lorsque vous nous donnez le temps et que vous ne nous convoquez pas 4 jours avant sans que l'on ait le temps d'ouvrir les dossiers.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- C'est bien. Je vous félicite et je vous remercie. Parce que c'est effectivement avec des remontées comme celles que vous nous apportez que l'on peut éviter de faire des bêtises aussi.

**Monsieur VEYRIE**.- J'ai encore une question saugrenue…

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Il n'y a que les réponses qui peuvent être saugrenues.

**Monsieur VEYRIE**.- C'est sur la dernière phrase, vous dites que c'est la CRC qui vous oblige à optimiser les ressources des ports. Je résume un peu. Cela veut-il dire que tout va augmenter pour les gens qui ont des emplacements ?

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Non. La CRC met son nez partout et elle est d'ailleurs là pour cela. Elle nous demande d'avoir un peu plus de rigueur. Mais rigueur ne veut pas dire augmentation. La rigueur n'est pas synonyme d'augmentation.

**Madame MENET**.- C'est faire un état des lieux, voir les personnes équipées, si elles sont en règle...

**Monsieur BACCINO**.- Ce n'est pas forcément une augmentation des recettes mais une meilleure dépense.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Et peut-être aussi contrôler que les recettes prévues sont bien encaissées et bien payées par tous ceux qui les doivent. Il y a peut-être aussi de cela. Je ne sais pas exactement de quoi il s'agit, mais ça peut aussi vouloir dire cela.

**Madame MICHELANGELI**.- Le budget annexe des ports doit être à l'équilibre. C'est une obligation, puisque c'est un budget annexe. Effectivement, les redevances qui sont demandées aujourd'hui au délégataire sont des redevances que nous encaissons. En revanche, par rapport à la Métropole, il y aura une harmonisation des tarifs, de la grille tarifaire. Cela ne veut pas nécessairement dire une augmentation du prix. Mais il y a une politique tarifaire à mettre en œuvre à l'échelle de la Métropole sur l'ensemble des ports communaux qui vont être appelés à remonter au niveau de la Métropole. Il y a donc bien une obligation de traitement égal entre les usagers. Un

usager de Berre devra avoir le même tarif qu'un usager du Vieux-Port. Cela ne veut pas dire le même prix, cela veut dire le même tarif. On peut partir, par exemple, d'un prix à l'anneau identique pour tout le monde et la justification de la différence de prix peut s'expliquer par la différence de services. C'est-à-dire, s'il y a de l'eau, s'il est accessible, s'il y a une capitainerie. Tout cela peut faire varier le prix, mais dans le cadre d'une grille tarifaire qui serait harmonieuse et appliquée à l'ensemble des ports de la Métropole, sans quoi, nous nous mettrions juridiquement en difficulté. Ce sera effectivement à aborder dans les prochains mois, au 1er janvier 2018, puisque la Métropole entre en compétence sur des ports communaux qui vont être basculés à la Métropole à cette date. Il y a bien une harmonisation, et cela vaut aussi pour le règlement de police. Vous parliez des attributions, il y aura des règles communes aussi à l'ensemble des ports de la Métropole.

**Monsieur CHAPUS**.- Pour rebondir, il y a une phrase qui dit : « *Ce nouveau régime permettra de dégager des éventuelles recettes supplémentaires* ». Si c'est supplémentaire c'est qu'il y en aura en plus.

**Madame MICHELANGELI**.- Cela ne veut pas dire le prix de l'anneau. Monsieur, vous parliez du prix de l'anneau, mais par exemple un parking aujourd'hui qui n'est pas payant peut très bien être mis payant par le délégataire. Une mise à l'eau… Le délégataire qui prendra l'ensemble du terre-plein et du plan d'eau peut décider de pratiquer des prix sur des services qui aujourd'hui ne sont pas payants. Il peut le faire. Ce sera sur ses propositions que la redevance sera fixée, effectivement. Mais cela ne veut pas dire une augmentation du prix de l'anneau. Il peut y avoir des manifestations sportives qui deviendront payantes, par exemple. Ou le parking, c'est le parfait exemple de ce que l'on pourrait imaginer en termes de nouvelles recettes qui seraient recueillies par le délégataire en question, et qui nous reviendraient donc en termes de redevances pour équilibrer le budget des ports.

**Monsieur CHAPUS**.- Pour le coup, pour aller dans votre sens, la recommandation numéro 9 du CRC dit d'« *Optimiser les ressources du budget annexe des ports en fixant des tarifs de redevance d'occupation d'habitation plus en rapport avec le marché de l'immobilier* ». Cela ne concerne pas directement le Vieux-Port, puisqu'il n'y a pas d'habitation, mais c'est plus général.

**Madame MICHELANGELI**.- C'est ça.

**Monsieur CHAPUS**.- Je ne connais pas tous les ports que gère la Métropole mais je ne savais pas qu'il y avait aussi des habitations qui étaient dans le domaine des services publics.

**Madame MICHELANGELI**.- On a le Vallon des Auffes, par exemple, où il y a un certain nombre d'habitations qui sont sur le domaine public maritime aujourd'hui. Malmousque, ils sont sur le domaine public. Il y a donc un régime de tarification fixé par la collectivité. Les habitants de ces habitations sont aussi à titre précaire et révocable parce qu'ils sont sur le domaine public.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Ce sont les cabanons, qui ont été transformés.

**Madame MICHELANGELI**.- Les cabanons du Vallon des Auffes. Du coup, ils doivent effectivement une redevance à la collectivité parce qu'ils sont sur l'emprise du domaine public maritime, sur le cadre du gestionnaire direct. Les terrasses du Vieux-Port, les restaurateurs aussi, cela fait partie du domaine public maritime.

**Monsieur CHAPUS**.- Cela ne dépend pas du Grand Port ?

**Madame MICHELANGELI**.- Les terrasses des restaurants qui sont autour du Vieux-Port. En fait, le domaine public maritime du Vieux-Port s'étend de façade à façade. Tout ce qu'il y a au milieu, c'est la Métropole qui est en gestion parce que sur le domaine public maritime. Les terrasses des restaurants et des cafés sont donc des redevances qui entrent dans notre budget métropolitain. Chaque port est différent aussi.

**Monsieur VEYRIE**.- Cette règle est valable sur l'ensemble des ports de la Métropole ou pas ? La Ciotat ? Cassis ?

**Madame MICHELANGELI**.- Oui, cela dépend du DPM, du domaine public maritime, et du dessein qui en est fait par l'Etat. Sur le Vallon des Auffes cela va au-delà des quais, on rentre donc dans un domaine public maritime qui intègre des habitations. A La Ciotat aussi. A Sausset, non. Les restaurants qui sont un peu plus loin que les quais ne sont pas concernés parce qu'ils ne sont pas dans le domaine public maritime que l'Etat nous a concédé. C'est vraiment très variable d'un port à l'autre. Et ce sera le cas pour Berre, où l'on va se poser la question, pour Istres demain, pour Saint-Chamas. Tous ces cas-là sont, comme le disait M. Jacquier, des cas particuliers qu'il faudra essayer d'harmoniser, de trouver une harmonisation de règles à l'échelle métropolitaine pour avoir une cohérence de politique tarifaire.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Et ne nous demandez pas comment on fixe la limite du domaine public maritime. Cela fait 3 ou 4 siècles que la question se pose et l'on n'est toujours pas d'accord. Je ne rigole pas. C'est une question qui n'est toujours pas réglée.

**Monsieur VEYRIE**.- Il faut quand même se dépêcher parce que, comme les eaux montent, bientôt ça va arriver loin.

**Monsieur BACCINO**.- Il y a une évolution et cela y participe.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- C'est justement parce que les niveaux montent que la question n'est toujours pas réglée. Il y avait eu un arrêt, je crois du Parlement de Provence du XVII$^{ème}$ ou XVIII$^{ème}$ siècle, qui dit que la limite est le plus haut flot de l'hiver. Alors, définition du plus haut flot de l'hiver… Et puis il y a, je crois un arrêté de Louvois, qui nous dit que c'est la marée la plus haute qui fixe la limite du domaine maritime. On ne sait pas trop laquelle des deux règles est applicable parce que, bien évidemment, suivant l'une ou suivant l'autre, la limite n'est pas la même.

**Monsieur BACCINO**.- C'est le problème des 4 mètres pour les plagistes.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Et le plus haut flot de l'hiver, cela va très loin, parce que les jours de tempête, l'eau de mer arrive loin.

**Monsieur VEYRIE**.- Sur la corniche ça traverse parfois.

**Monsieur CHAPUS**.- D'ailleurs il n'y a plus de plage, parce que ça arrive et ça remonte jusque…

**Monsieur BACCINO**.- Aujourd'hui nous sommes donc sur le principe de l'approbation de la DSP.

**Monsieur LE PRESIDENT**.- Oui. Nous allons nous contenter de cela. Y a-t-il d'autres questions ? (Pas d'observation)

On vous remercie et l'on se dit à la prochaine. Merci beaucoup.

***La séance est levée à 12 heures 04.***

# CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'ANIMATION DES PLANS D'EAU ET TERRE-PLEINS DU PORT DE LA POINTE-ROUGE DE MARSEILLE - PERIMETRE 3

## IDENTIFICATION DES PARTIES

**ENTRE**

**La Métropole Aix-Marseille-Provence**, régie par les articles 5218-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, représentée par son Président, Monsieur Jean-Claude Gaudin, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 et domiciliée, en cette qualité au Pharo, 58 bd Charles Livon, 13007 MARSEILLE,

**ci-après dénommée : « la Métropole » ou « le Délégant »,**

**D'UNE PART,**

**ET**

**Le YACHTING CLUB DE LA POINTE ROUGE (Y.C.P.R.)**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, régulièrement déclarée en Préfecture des Bouches-du-Rhône le 16 juillet 1937, sous le numéro W133005711 ayant son siège au Port de la Pointe Rouge - BP 314 - 13269 MARSEILLE CEDEX 08, représentée par son Président en exercice, Monsieur Christian TOMMASINI, dûment habilité à la signature des présentes

**Ci-après dénommé : « le Délégataire » ou « l'YCPR »**

**D'AUTRE PART.**

## SOMMAIRE


CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES ..... 7

Article 1er : Objet ..... 7

Article 2 : Durée ..... 7

Article 3 : Documents contractuels ..... 8

Article 4 : Structure délégataire ..... 8

Article 5 : Droits et obligations du Délégant ..... 9

Article 6 : Droits et obligations du Délégataire ..... 10

Article 7 : Cession du Contrat ..... 11

Article 8 : Subdélégation et autres contrats liés à l'exécution du service ..... 11

Article 9 : Risques et responsabilité ..... 13

9.1 Principes généraux ..... 13

9.2 Responsabilité du Délégataire ..... 13

9.3 Force majeure ..... 14

9.4 Imprévision ..... 15

9.5 Obligation d'assurance du Délégataire ..... 15

9.5.1 Conditions générales ..... 15

9.5.2 Transmission des polices d'assurances ..... 17

Article 10 : Instances de gouvernance et de concertation ..... 18

10.1 Comité de pilotage ..... 18

10.2 règlement intérieur de la délégation et modalités de fonctionnement du comité de coordination (annexe 14) ..... 18

Article 11 : Constitution de droits réels au profit du Délégataire ..... 19

CHAPITRE II – REGIME DES BIENS ET TRAVAUX ..... 19

Article 12 : Régime et mise à disposition des biens ..... 19

12.1 Principes généraux ..... 19

12.2 Biens de retour ..... 20

12.3 Biens de reprise ..... 20




CT

12.4 Biens propres ..... 21
12.5 Locaux utilisés par le délégataire pour assurer sa mission : ..... 21
Article 13 : Travaux de gros entretien et de renouvellement des biens ..... 21
13.1 Travaux de gros entretien et de renouvellement des biens relevant du Délégant ..... 21
13.2 Travaux de gros entretien et de renouvellement des biens relevant du Délégataire ..... 21
13.3 Obligations de suivi, d'information et de prévention des dangers ..... 23
Article 14 : Travaux d'entretien et de maintenance ..... 23
14.1 Champ d'application ..... 23
14.2 Modalités ..... 24
Article 15 : Contrôle et exécution des travaux ..... 25
Article 16 : Modification et extension des biens ..... 26
CHAPITRE III – EXPLOITATION ..... 26
Article 17 : Principes généraux ..... 26
Article 18 : Gestion domaniale du plan d'eau ..... 27
Article 19 : Gestion domaniale des terre-pleins ..... 28
Article 20 : Promotion et animation du Port ..... 30
Article 21 : Services rendus aux usagers – Qualité de service ..... 32
21.1 Services rendus aux usagers et redevances ..... 32
21.2 Qualité du service rendu ..... 33
Article 22 : Conditions générales d'exploitation ..... 33
Article 23 : Respect des normes environnementales ..... 35
CHAPITRE IV – REGIME DU PERSONNEL ..... 35
Article 24 : Reprise du personnel de l'ancien Délégataire ..... 35
Article 25 : Gestion du personnel ..... 35
CHAPITRE V – REGIME FINANCIER ..... 36
Article 26 : Principes généraux ..... 36
Article 27 : Rémunération du Délégataire - Recettes du service ..... 37
Article 28 : Reprise de la valeur nette comptable ..... 38
Article 29 : Redevance due au Délégant ..... 38



G

Article 30 : Régime comptable ..... 38
Article 31 : Impôts et taxes ..... 39
CHAPITRE VI – CONTROLE ET SANCTIONS ..... 39
Article 32 : Rapport annuel ..... 39
32.1 Dispositions générales ..... 39
32.2 Contenu du rapport ..... 39
Article 33 : Tableau de bord périodique ..... 42
Article 34 : Contrôle du Délégant ..... 42
Article 35 : Pénalités ..... 43
Article 36 : Mise en régie provisoire ..... 44
CHAPITRE VII – FIN DU CONTRAT ..... 44
Article 37 : Dispositions générales ..... 44
37.1 Faits générateurs ..... 44
37.2 Continuité du service ..... 45
37.3 Sort des biens ..... 45
Article 38 : Déchéance ..... 46
Article 39 : Résiliation pour motif d'intérêt général ..... 47
Article 40 : Résiliation pour force majeure ..... 48
CHAPITRE VIII – DIVERS ..... 48
Article 41 : Réexamen des conditions financières du Contrat ..... 48
Article 42 : Intérêts de retard ..... 49
Article 43 : Règlement des différends ..... 49
Article 44 : Election de domicile ..... 49



CT

**PREAMBULE**

Conformément aux dispositions de l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a reçu compétence pour la gestion des ports de plaisance.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine MPM le 1er janvier 2016. Depuis cette date, la Métropole assure la gestion des 24 ports de plaisance, représentant 8 500 anneaux en lieu et place de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, amorcée par la Communauté urbaine, il a été décidé de diversifier les outils de gestion afin de s'adapter au mieux au contexte de chaque port et d'en permettre la meilleure exploitation et le développement.

Ainsi, sur les 8 500 anneaux actuellement en gestion Métropolitaine, 3 500 postes sont gérés par le biais de contrats d'occupation temporaire du domaine public consentis à des sociétés nautiques, 2 750 sont gérés en régie directe et 2 250 en gestion déléguée.

Par délibération du 13 mai 2005, la Communauté urbaine avait décidé de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge ;

Le périmètre 1 du Vieux Port comptant 916 postes à flot et 63 postes à terre, le périmètre 2 du Vieux-Port 544 postes à flot et le périmètre délégué au sein de la Pointe-Rouge comprenant 721 postes à flot.

Les trois conventions de délégation de service public ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, et arrivent à échéance au 31 décembre 2017.

La Métropole a décidé, le 18 mai 2017, de renouveler les délégations de service public des périmètres initiaux des DSP 2 et 3 sur les mêmes espaces portuaires et pour les mêmes durées de 10 ans et de scinder en 2 périmètres celui de la DSP 1 pour tenir compte des spécificités particulières de l'Anse de la Réserve qui nécessite des investissements particuliers et une durée plus longue (12 ans).

Ainsi, si la surface globale des périmètres concédés reste inchangée, les concessions portent maintenant sur 4 périmètres distincts au lieu de 3:

- Sur le port de la Pointe-Rouge le périmètre et la durée de la DSP 3 sont inchangés

- Sur le Vieux-Port le périmètre et la durée de la DSP 2 sont inchangés

- Sur le Vieux-Port le périmètre initial de la DSP1 est scindé en deux avec :
    - Un périmètre limité à l'anse de la Réserve d'une durée de 12 ans appelé DSP 4



CT

- Le périmètre initial de la DSP 1 déduction faite de l'anse de la Réserve d'une durée de 10 ans.

Le périmètre géographique de la présente convention de délégation de service public pour le périmètre 3 est situé sur la Pointe-Rouge. Il comprend 721 postes à flot, les équipements portuaires permettant l'accueil de bateaux, un bâtiment et des terre-pleins situés côté nord du port.

Ce secteur du plan d'eau est principalement dévolu à une gestion et animation permettant de valoriser la plaisance, la pratique de la voile légère et l'accès à la pratique de la voile, le développement des activités de pêche, l'accueil et l'organisation de manifestations nautiques.

Dans ce contexte, la Métropole a procédé à une procédure de publicité et de mise en concurrence préalable de type ouverte, dans les conditions prévues par les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 *relative aux contrats de concession* et son décret d'application n° 2016-86 du 1er février 2016, ainsi que les articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

Au terme de cette procédure, la Métropole a décidé de retenir l'offre présentée par l'YCPR.

Par délibération du 28 juin 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la présente convention et autorisé sa signature avec l'YCPR.

***Ceci étant précisé, il a été convenu ce qui suit.***

## CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1er : Objet

Dans les conditions prévues par le présent Contrat, la Métropole délègue, aux risques et périls du Délégataire, qui l'accepte, la gestion, l'exploitation, l'entretien, la réalisation du programme d'investissement, ainsi que l'animation des terre-pleins et du plan d'eau du port de la Pointe-Rouge de Marseille, composant le périmètre 3 de la délégation de service public.

A cette fin, le Délégant confie au Délégataire l'ensemble de la surface du périmètre 3, ainsi que les ouvrages et installations compris dans ce périmètre (cf.annexe 1).

Le Délégant confère au Délégataire, pendant la durée du Contrat, un droit exclusif sur la gestion desdits ouvrages et installations et l'autorise, à titre de rémunération, à percevoir les différentes recettes prévues à l'article 27, ci-dessous.

### Article 2 : Durée

Le Contrat entre en vigueur le 1er septembre 2018. Il est conclu pour une durée de 10 ans.

A l'expiration du Contrat, le Délégataire ne peut en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien dans les lieux ou au renouvellement du Contrat.



CT

**Article 3 : Documents contractuels**

Les documents contractuels sont constitués du présent Contrat et des annexes suivantes :

- annexe 1 : périmètre délégué
- annexe 2 : caractéristiques de la structure délégataire
- annexe 3 : projet stratégique, description des services et objectifs
- annexe 4 : inventaire des biens
- annexe 5 : liste du personnel et organigramme
- annexe 6 : plan d'entretien et de maintenance des biens
- annexe 7 : programme d'investissements et de renouvellement
- annexe 8 : Le compte d'exploitation prévisionnel
- annexe 9 : grille tarifaire et conditions d'application
- annexe 10 : liste des occupants domaniaux, liste des occupants - navires (à terre et à flot), grille de mouillage
- annexe 11 : liste(s) d'attente
- annexe 12 : modèles de contrat d'occupation
- annexe 13 : principes et actions relatifs au développement durable
- annexe 14: le «règlement intérieur» du périmètre délégué
- annexe 15: modèles de documents formalisés que le délégataire s'engage à utiliser

En cas de contradiction des documents contractuels, l'ordre de priorité est le suivant : les dispositions législatives et réglementaires applicables aux activités du service public délégué, le présent Contrat, ses annexes et tout autre document.

**Article 4 : Structure délégataire**

Les caractéristiques de la structure délégataire sont décrites en annexe 2.

Le Délégataire est tenu d'informer le Délégant, au plus tard quarante cinq jours précédant la modification envisagée, de toute opération visant à modifier ces caractéristiques et tout particulièrement :

- tout changement de la forme juridique ou de l'objet social,
- la composition et la répartition du capital social (s'il s'agit d'une société par actions),
- les organes dirigeants,



CT

- tout changement de contrôle au sens des dispositions de l'article L 123-3 du Code du Commerce.

Dans le délai de quarante cinq jours précités, le Délégant pourra s'opposer à la modification envisagée s'il considère que cette modification est de nature à compromettre la bonne exécution du Contrat.

**Article 5 : Droits et obligations du Délégant**

Le Délégant est autorité portuaire au sens du 3° de l'article L 5331-5 du Code des Transports et autorité délégante au sens des articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au titre de ces deux qualités, le Délégant exerce notamment les missions suivantes :

- veille au respect des prescriptions du Code des Transports qui lui sont applicables, ainsi qu'aux prescriptions du règlement particulier de police applicable au périmètre délégué, lequel peut être modifié unilatéralement au titre des pouvoirs de police de l'autorité portuaire. Toute modification fera l'objet d'une notification au délégataire et ne fera pas l'objet d'avenant au présent contrat.
- définit les conditions d'organisation et de fonctionnement des activités du service public délégué,
- met à disposition du Délégataire les espaces décrits en annexe 1 et les biens de retour objets de l'annexe 4,-
- approuve les modifications tarifaires proposées par le Délégataire et objet de l'annexe 9,
- approuve préalablement sur la base des devis présentés par le délégataire, tous les investissements non prévus à l'annexe 7 pour tout montant supérieur à 30 000€ HT,
- prend acte *a posteriori* de tout investissement non prévu à l'annexe 7 de moins de 30 000€ HT
- approuve les contrats-types d'occupation ordinaire du domaine public ainsi que leur modification en cours de contrat: occupation annuelle du plan d'eau et occupation de moins d'un mois sur terre-plein,
- approuve préalablement les contrats d'autorisation d'occupation du domaine public particulier, si ceux-ci dépassent la durée d'un an sur le plan d'eau, d'un mois sur terre-plein ou si elles dépassent la date de fin de la délégation,
- approuve, sur proposition du délégataire, les inscriptions sur les listes d'attente et les attributions de poste à flot et à sec.
- centralise les listes d'attente des périmètres concédés et de tous les ports et plan d'eau métropolitains.



CT

- contrôle le respect des obligations du Délégataire,
- décide d'apporter des modifications au projet stratégique objet de l'annexe 3,
- assure la police de l'exploitation et de la conservation du domaine portuaire,
- est informé de la réalisation du programme d'investissement et de renouvellement,
- prend, chaque fois que nécessaire, les arrêtés relevant des polices de grande voirie, de la conservation du domaine public ou de la police portuaire.

**Article 6 : Droits et obligations du Délégataire**

Le Délégataire a notamment pour missions :

- la gestion commerciale du domaine public (terre-pleins et plan d'eau) par l'octroi d'autorisations d'occupation du domaine public dans les conditions prévues au règlement particulier de police applicable au périmètre délégué,
- la gestion commerciale des escales, des passagers,
- la mise en œuvre des tarifs et redevances approuvés par le Délégant et leurs conditions d'application, objets de l'annexe 9,
- l'organisation et la fourniture de services prévus à l'annexe 9 et toute autre service accessoire compatible avec le bon fonctionnement et la vocation du service délégué,
- l'exploitation technique du plan d'eau et des terre-pleins permettant la mise à disposition optimale des installations portuaires aux usagers,
- les travaux de gros entretien et de renouvellement, l'entretien et la maintenance des biens confiés par le Délégant dans les conditions précisées aux articles 13, 14 et 15 du Contrat,
- la conception, la réalisation et le financement des investissements objets de l'annexe 7,
- la conception, la programmation et l'organisation par lui-même, par tout acteur extérieur ou intérieur au périmètre de la délégation, ou en apportant son concours aux autres acteurs du port - dont plus particulièrement, les clubs nautiques, de toutes activités nautiques et sportives permettant de promouvoir le périmètre 3 de la Pointe-Rouge dans les conditions notamment définies par l'annexe 3,
- le conseil auprès du Délégant dans le domaine objet du présent Contrat,
- la mise en œuvre de toute mesure nécessaire pour garantir la sureté et la sécurité des installations dont il a la responsabilité ainsi que la protection environnementale,
- la gestion des fonctions support telle que notamment la compatibilité de l'informatique, la gestion des ressources humaines, etc.,

- l'octroi de son concours dans l'exercice des missions de la police portuaire relevant de la compétence du Délégant et de toute autre autorité administrative.

- de constituer les dossiers et de prendre en compte les propositions d'inscriptions sur les listes d'attentes de son périmètre, de les soumettre au Délégant

- de proposer les attributions de postes à flot et à terre conformément au règlement de police du port

- la mise en œuvre du « règlement intérieur » et du « comité de coordination » de sa délégation (annexe 14), notamment, dans sa relation avec tous les titulaires de contrats de son périmètre délégué (professionnels, particuliers, associations, etc.). Dans l'exercice de ses missions, le Délégataire s'assure du respect des principes du service public, à savoir la neutralité, l'égalité de traitement, la continuité et la mutabilité du service.

Il est autorisé à créer d'autres activités compatibles avec la mission qui lui est déléguée après accord express et préalable du Délégant.

De façon générale, il veille à faciliter l'accueil des administrations et notamment les représentants du Délégant, des services publics et des entreprises dont l'intervention est nécessaire aux activités du port et contribue à la meilleure coordination avec et entre elles.

A la demande du Délégant, le Délégataire a l'obligation de se rendre disponible dans un délai de 15 jours pour toute réunion portant sur l'exécution de son contrat.

**Article 7 : Cession du Contrat**

La cession partielle ou totale du Contrat, à quelque titre ou sous quelque forme que ce soit, ne peut intervenir qu'après un accord préalable, express et éclairé du Délégant.

Le Délégant peut exiger du Délégataire, qui est tenu de le lui fournir dans les délais requis, tout renseignement nécessaire avant de donner son accord à une cession du présent Contrat.

Le Délégant fait connaitre sa décision écrite et motivée dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande écrite du Délégataire.

L'absence de réponse dans ce délai vaut refus de sa part.

Si la cession est acceptée par le Délégant, sera établi un avenant de transfert donnant acte de la substitution du nouveau Délégataire dans tous les droits et obligations résultant du Contrat.

Toute cession intervenue sans l'accord du Délégant peut donner lieu à la déchéance du Contrat dans les conditions prévues à l'article 38.

**Article 8 : Subdélégation et autres contrats liés à l'exécution du service**

Le Délégataire peut subdéléguer à des tiers une partie des tâches qui lui sont confiées, à la condition expresse que le Délégataire conserve la responsabilité entière du service.

Ainsi, la subdélégation n'exonère pas le Délégataire de la parfaite exécution de ses obligations contractuelles, lequel demeure personnellement responsable tant envers le Délégant qu'envers les tiers de l'accomplissement de toutes ses obligations que lui impose le présent Contrat.

La subdélégation ne peut pas porter sur la facturation, la perception et le recouvrement des recettes prévues à l'article 27.

Tout subdélégataire doit, préalablement à la conclusion de tout contrat de subdélégation, produire les attestations et documents prévus à l'article 19 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016.

Le Délégataire est tenu, avant la conclusion de tout contrat de subdélégation, de soumettre l'objet de la subdélégation, ses caractéristiques et le choix du subdélégataire envisagés au Délégant. Le Délégant peut exiger tout justificatif afférent aux capacités du subdélégataire pressenti.

Le Délégant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présentation d'une demande d'approbation du projet de subdélégation et d'agrément d'un subdélégataire, pour notifier son accord au Délégataire. A défaut de réponse dans ce délai, l'accord est réputé refusé. Toute demande de justificatif, telle que visée précédemment, suspend ce délai jusqu'à transmission des justificatifs sollicités.

Les contrats de subdélégation sont transmis au Délégant dans un délai de quinze jours suivant leur signature. Ces contrats ne peuvent avoir une durée supérieure à celle de la présente convention.

Le Délégataire fait son affaire de tout contentieux qui pourra survenir du fait ou à l'occasion de cette subdélégation ou de tout contrat conclu par lui avec des tiers.

Tous les contrats passés avec les tiers et nécessaires à la continuité du service, doivent comporter une clause réservant expressément au Délégant, ou toute autre personne désignée par elle, la possibilité de se substituer au Délégataire jusqu'à la fin normale ou anticipée du Contrat.

Lesdits contrats comportent des clauses nécessaires pour permettre au Délégant d'assurer pleinement le suivi et le contrôle de l'exécution du Contrat.

Ils offrent explicitement au Délégant la possibilité de disposer d'un niveau d'information équivalent à celui dont il dispose lorsque les missions, objet des contrats, sont réalisées directement par le Délégataire.

En application de l'article 35 du décret n°2016-86 du 1er février 2016, le Délégataire indique au Délégant le nom, les coordonnées et les représentants légaux des tiers participant à l'exécution du service. Lorsqu'une telle personne à l'encontre de laquelle il existe un motif d'exclusion est présentée, par le Délégataire, le Délégant exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter



CT

de la réception de cette demande par le Délégataire. Le Délégataire informe le délégant de tout changement relatif à ces informations intervenant au cours de l'exécution du contrat de délégation de service public ainsi que des informations requises pour tout nouveau tiers qui participe ultérieurement à l'exécution du service.

## Article 9 : Risques et responsabilité

### *9.1 Principes généraux*

Le Délégataire met en œuvre les droits et obligations résultant du présent Contrat à ses risques et périls, conformément au cadre juridique français des délégations de service public objet notamment de l'article L 1411-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En particulier, le Délégataire assume :

- le risque commercial, c'est-à-dire le risque sur le niveau des activités attachées au service délégué et les produits en découlant, est intégralement supporté par le Délégataire,
- le risque industriel, c'est-à-dire le risque sur le niveau des charges induites par la mobilisation des moyens nécessaires à l'accomplissement des droits et obligations confiés par le Contrat au Délégataire, est intégralement supporté par ce dernier,
- les risques naturels et technologiques, c'est-à-dire les risques sur le niveau des charges induites résultants de phénomènes naturels ou anthropiques (submersion, érosion, séisme, pyrotechnique, installations classées…) sont intégralement supportés par le Délégataire.

### *9.2 Responsabilité du Délégataire*

Dès l'entrée en vigueur du Contrat, le Délégataire est responsable du bon fonctionnement de l'ensemble des activités attachées au service délégué ainsi que des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient résulter d'un dysfonctionnement du service tant à l'égard du Délégant que des tiers.

Tous les biens et activités du service délégué sont exploités par le Délégataire conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et aux règles de l'art dans le souci de garantir la qualité et la continuité du service, la conservation du patrimoine du Délégant, les droits des tiers, le développement social, la qualité des conditions de santé et de sécurité au travail, ainsi que la protection de l'environnement.

Le Délégataire est tenu de prévenir, faire cesser dans les plus brefs délais, réparer, voire compenser les dommages aux personnes, aux biens et à l'environnement. Il a toute latitude pour se retourner contre l'auteur des faits ayant entraîné des dommages pour lui-même ou pour autrui, en utilisant les voies de droit appropriées.

La responsabilité du Délégataire s'étend notamment :



CT

- aux dommages causés par les agents ou préposés du Délégataire dans l'exercice de leurs fonctions,

- aux dommages causés aux usagers du fait d'un accident ou d'une fausse manœuvre quelles qu'en soient les causes,

- aux dommages causés par l'incendie, le dégât des eaux, l'explosion, la foudre, les attentats, les accidents, les pollutions causés par des tiers, les actes de vandalisme et les catastrophes naturelles au sens de la législation en vigueur, ainsi que leur vol ou disparition,

- aux dommages causés par les matériaux, substances ou produits que le Délégataire met en œuvre pour l'exploitation, la maintenance ou les opérations d'investissement ou qui constituent des déchets de ces activités.

- aux dommages causés par le matériels, équipements, bâtiments et ouvrages confiés par le Délégant au Délégataire

Toutefois, le Délégataire peut être exonéré totalement ou partiellement de sa responsabilité en cas de survenance d'un évènement présentant les caractéristiques de la force majeure ou de l'imprévision.

Le Délégant et le Délégataire ainsi que leurs assureurs respectifs, renoncent mutuellement à recours.

### *9.3 Force majeure*

Au titre du présent Contrat, la force majeure désigne, au sens de la jurisprudence administrative française, un évènement extérieur aux Parties, imprévisible et irrésistible.

Aucune Partie n'encourt de responsabilité envers l'autre Partie pour n'avoir pas accompli ou avoir accompli avec retard une obligation du Contrat dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Lorsque lune des Parties invoque la survenance d'un événement de force majeure, elle le notifie dans les plus brefs délais à l'autre Partie :

- s'il s'agit du Délégataire, celui-ci doit communiquer au Délégant une note décrivant la nature de l'événement et précisant les conséquences de cet événement sur l'exécution du Contrat ainsi que les mesures prises pour en atténuer les effets,

- s'il s'agit du Délégant, ce dernier doit recueillir l'avis du Délégataire quant aux conséquences de cet événement sur l'exécution du Contrat et aux mesures à prendre pour en atténuer les effets.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, chacune des Parties a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en faire cesser ou atténuer l'impact sur l'exécution de ses propres obligations. La Partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement de force

majeure ne peut l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement seul aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

En dehors de la survenance d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure, aucune partie n'est déliée de ses obligations au titre du Contrat à raison d'une impossibilité d'exécution ou de la survenance d'événements qui échappent à son contrôle.

Le Contrat peut être résilié pour force majeure dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 40.

### *9.4 Imprévision*

L'imprévision désigne, au sens de la jurisprudence administrative française, un événement présentant cumulativement les conditions suivantes :

- indépendant de la volonté des Parties,
- imprévisible lors de la signature du Contrat ou dont les effets ne pouvaient être raisonnablement prévus lors de la signature du Contrat,
- entraînant un bouleversement de l'économie générale du Contrat.

En cas de survenance d'un événement présentant les caractères de l'Imprévision, les conditions financières du présent Contrat peuvent être réexaminées, selon les modalités prévues à l'article 41.

### *9.5 Obligation d'assurance du Délégataire*

#### *9.5.1 Conditions générales*

Le Délégataire contracte pour son compte et celui du Délégant, auprès de compagnies notoirement solvables, les assurances adaptées à l'objet du Contrat, dont notamment les suivantes :

- **Assurances de responsabilité civile** :

  Concernant la responsabilité civile du Délégataire et du Délégant vis-à-vis des usagers et des tiers, le Délégataire devra souscrire une police d'assurance ayant pour objet de garantir les conséquences pécuniaires en cas de dommages corporels, matériels et immatériels trouvant leur origine dans l'exécution du service délégué et des activités attachées y compris en cas d'organisation de compétitions nautiques au large du port.

  Le Délégataire devra souscrire cette police pour son propre compte et pour le compte du Délégant, en tant que propriétaire non exploitant et délégant, ainsi que pour le compte de qui il appartiendra avec renonciation à recours réciproque et renonciation à recours des assureurs contre le souscripteur et les assurés.

- **Assurances de dommages aux biens** :

Le Délégataire devra souscrire, pour son propre compte et que pour le compte du Délégant en qualité d'assuré additionnel, une ou plusieurs polices garantissant l'ensemble des biens nécessaires à l'exécution de ses obligations (biens confiés par le délégant y compris les pannes et pontons, biens qui seraient réalisés par le Délégataire et biens propres).

Cette assurance devra couvrir les risques suivants : incendie, implosion, explosion, dégât des eaux, chute d'avion, chocs de véhicules et navires, foudre, grêle, tempête, neige, et plus largement évènements climatiques et naturels, catastrophes naturelles, attentats, vol et vandalisme, dommages électriques, recours des voisins et des tiers, frais supplémentaires et pertes de recettes…

Les montants des capitaux souscrits doivent être suffisants pour permettre le remplacement et/ou la réparation des biens (bâtiments, installations et équipements) mis à disposition du Délégataire par le Délégant. Dans le cas contraire, le Délégataire s'engage vis-à-vis du Délégant à les remplacer et/ou réparer à ses frais s'ils sont endommagés par une cause quelconque.

Les indemnités versées en cas de sinistres seront versées au Délégataire mais devront être intégralement utilisées pour la réparation ou le remplacement de l'ouvrage et de ses équipements, sauf décision contraire du Délégant.

Le remplacement ou les travaux de remise en état devront intervenir au plus tôt après le sinistre, et au plus tard dans les soixante jours, sous réserve de l'accord des experts en cas d'expertise.

- **Assurance d'atteinte à l'environnement :**

Cette assurance garantit le Délégataire pour son propre compte et pour le compte du Délégant contre les dommages qualifiés d'atteinte à l'environnement qu'ils soient d'origine accidentelle ou non.

- **Assurance Dommages Ouvrage (DO) et Tous Risques Chantier (TRC) :**

Lorsqu'il réalise ou fait réaliser des travaux de construction, rénovation, réhabilitation, ou aménagement relevant de l'assurance décennale obligatoire, le Délégataire souscrira une garantie DO et TRC adaptée à la nature des travaux.

Les polices souscrites par le Délégataire pour son propre compte ainsi que pour le compte de l'Autorité délégante devront comporter une clause de renonciation à recours réciproque et de renonciation à recours des assureurs contre le souscripteur et les assurés.

Si le Délégataire décide d'assortir les polices d'assurances souscrites pour son compte et pour le compte du Délégant de franchises, celles-ci resteront toujours à la charge du Délégataire.

Les compagnies d'assurances doivent informer le Délégant, en cas de défaut de paiement des primes par le Délégataire, dans un délai minimum d'un mois, avant de prononcer toute



GT

résiliation du contrat d'assurance. Le Délégataire informe les compagnies d'assurance de cette disposition.

Il est convenu que les compagnies d'assurances auront communication des termes spécifiques du Contrat afin de rédiger en conséquence leurs garanties.

Les polices d'assurance que le Délégataire souscrit pour couvrir ses risques peuvent contenir une clause spéciale permettant d'en étendre le bénéfice aux occupants du domaine portuaire délégué, sur demande et moyennant le paiement d'une redevance particulière.

Le Délégataire exige des occupants du domaine portuaire délégué qui n'ont pas adhéré aux polices souscrites par lui qu'ils justifient d'une assurance particulière.

*9.5.2 Transmission des polices d'assurances*

Dans le délai d'un mois après la date d'entrée en vigueur du Contrat, le Délégataire transmet au Délégant les diverses attestations d'assurances qu'il a souscrites. Il transmet, au plus tard le 1er octobre de l'année N-1, les attestations d'assurances correspondant à l'année N pour les polices d'assurance mentionnées ci-dessus.

Les attestations d'assurances font apparaître, au minimum, les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance,
- les activités garanties,
- les risques garantis,
- les montants de chaque garantie,
- les franchises,
- la période de validité,
- la qualité d'assuré additionnel pour le Délégant (au titre de l'assurance dommages aux biens),
- le règlement des primes dues pour la période de garantie considérée.

A la demande du Délégant, le Délégataire lui transmet les divers contrats d'assurance dont il est titulaire.

Le Délégant pourra en outre, à toute époque, exigé du Délégataire la justification du paiement régulier des primes d'assurances.

Toutefois, la transmission de ces documents ne modifie en rien l'étendue des responsabilités assumées par le Délégataire au titre du Contrat et ne peut engager la responsabilité du Délégant pour le cas où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue ou le montant de ces assurances s'avèreraient insuffisants.

## Article 10 : Instances de gouvernance et de concertation

### *10.1 Comité de pilotage*

Est institué entre les Parties un comité de pilotage qui se réunit au moins une fois par an et à chaque fois que le Délégant le demande.

La réunion ordinaire annuelle est organisée à l'initiative du Délégataire, au plus tard au mois de décembre. Elle a pour double objet de présenter le bilan annuel d'activité et de proposer le programme pour l'année suivante. Cette réunion permet en outre :

- de veiller à la bonne exécution du Contrat et, le cas échéant, de proposer des adaptations,
- d'examiner l'état d'avancement du projet stratégique et, plus particulièrement, de la réalisation des objectifs assignés,
- d'examiner les enjeux stratégiques attachés aux activités du service délégué et les orientations de développement du périmètre délégué du port,
- de suivre la mise en œuvre de la politique tarifaire,
- d'examiner les données du rapport annuel du Délégataire prévu à l'article 32,
- d'examiner, de façon générale, toute difficulté liée à l'exécution du Contrat et les éventuelles demandes ou réclamations émanant des usagers (plaisanciers, clubs, associations, gérants, professionnels, etc.), du périmètre délégué. A ce sujet, les comptes rendu des réunions du Comité de Coordination seront examinés lors de cette réunion annuelle ainsi que les propositions d'amélioration que le Délégataire s'engage à mettre en œuvre pour l'année suivante.

Le comité de pilotage est présidé par le Président de la Métropole ou son représentant, accompagné de la Direction des ports ou de toute autre Direction concernée.

Le Délégataire est représenté par son représentant légal ou par une personne dûment habilitée accompagné, en tant que de besoin, du personnel de la structure délégataire.

Le Délégataire est chargé de rédiger un compte rendu de chaque comité de pilotage et de le soumettre à l'approbation du Délégant qui en assurera la diffusion.

### *10.2 règlement intérieur de la délégation et modalités de fonctionnement du comité de coordination (annexe 14)*

La qualité de la concertation et de la coordination des activités des missions du Délégataire avec les autres acteurs du port et, plus particulièrement, les clubs nautiques et les professionnels, est une condition fondamentale de la bonne exécution du Contrat.

- Le règlement intérieur fixe les conditions générales et particulières de fonctionnement du périmètre délégué et les modalités de fonctionnement (fréquence des réunions,

mode de saisine, quorum, etc.) du comité de coordination. A minima, chaque représentant d'usagers présent lors de ces comités aura la possibilité de faire consigner au compte rendu les desiderata et les demandes formulées en réunion.

- Le comité de coordination doit se réunir au moins une fois par an à l'initiative du Délégataire pour, comme pour le Comité de Pilotage, faire un bilan des activités annuelles et présenter le programme de l'année suivante. Il doit contenir les éventuelles attentes et desiderata des représentants des usagers du périmètre délégué. Ce rapport annuel du comité de coordination, comme tous les autres comptes rendus de ce comité, doit être adressé au Délégant et présenté lors de la réunion annuelle du Comité de Pilotage. Il se réunit également, toujours à l'initiative du Délégataire, pour recueillir les avis éventuels des usagers du périmètre délégué, avant chaque Conseil Portuaire. Ce comité de coordination doit en outre se réunir à chaque fois qu'un événement (manifestations nautiques, conseil portuaire, etc.) de nature à modifier ou à perturber de manière significative la gestion des espaces concédés se produit.

Dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du Contrat, le Délégataire doit réunir le premier comité de coordination.

**Article 11 : Constitution de droits réels au profit du Délégataire**

Le Contrat donne lieu à constitution au profit du Délégataire de droits réels sur les ouvrages qu'il réalise, et ce, dans les conditions prévues par le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques. En tout état de cause, les droits réels attachés au Contrat ne sont de nature ni à entraver l'exécution du service public, ni à affecter le classement des biens dans la catégorie des biens de retour.

Ils ne pourront, en aucune façon, excéder le terme du Contrat sauf accord préalable formel du Délégant

## CHAPITRE II – REGIME DES BIENS ET TRAVAUX

**Article 12 : Régime et mise à disposition des biens**

### *12.1 Principes généraux*

Les biens mobiliers, immobiliers et immatériels mis à la disposition du Délégataire par le Délégant, ainsi que ceux acquis, réalisés ou modifiés par le Délégataire en cours de Contrat, sont, soit des biens de retour, soit des biens de reprise, soit des biens propres, tels que définis ci-après. Ils sont décrits dans l'inventaire objet de l'annexe 4 qui dans sa version à la date de signature du Contrat vaut état des lieux d'entrée.

Pour chaque bien, il est précisé qu'il s'agit d'un bien de retour, d'un bien de reprise ou d'un bien propre et précise leur affectation, ainsi que leur état (bon, moyen, mauvais ou vétuste).



CT

L'annexe 4 est mise à jour annuellement à l'issue de la validation par le Délégant des informations remises par le Délégataire dans le cadre du rapport annuel prévue à l'article 32.

Tout plan, rapport d'expertise et document jugé nécessaire à l'identification et à la qualification des biens sont annexés à l'annexe 4.

Dans la période de neuf à douze mois précédant la fin normale du Contrat ou sans délai en cas de résiliation, le Délégataire fait procéder, à ses frais, à une mise à jour contradictoire complète, quantitative et qualitative, de l'inventaire des biens.

### *12.2 Biens de retour*

Les biens de retour sont nécessaires à l'exécution du service délégué, et comprennent notamment :

- les biens initiaux mis à la disposition du Délégant au Délégataire à la date d'entrée en vigueur du Contrat,
- les éventuels biens mis à disposition du Délégataire par le Délégant en cours de Contrat,
- les investissements prévus à l'annexe 7 et, le cas échéant, l'ensemble des travaux de gros entretien et de renouvellement réalisés par le Délégataire au cours du contrat,
- tous les travaux de réhabilitation, d'extension ou de modification des biens réalisés par le Délégataire, ainsi que les équipements acquis par lui nécessaires au bon fonctionnement du service public délégué,
- les logiciels et bases de données susceptibles de concourir à l'exécution du service public.

Le Délégataire accepte les biens apportés par le Délégant dans l'état dans lequel ils se trouvent et reconnait avoir parfaite connaissance préalable de leur caractéristique et de leur état. Il renonce à toute réclamation envers le Délégant et ses assureurs.

Ainsi, le Délégataire ne pourra alléguer à l'encontre du Délégant une quelconque défectuosité ou non-conformité pour se soustraire de ses obligations contractuelles ou renégocier les termes.

### *12.3 Biens de reprise*

Les biens de reprises comprennent l'ensemble des biens réalisés ou acquis par le Délégataire ne faisant pas partie des biens de retour, susceptible d'être repris par le Délégant en fin de Contrat si ce dernier estime que ces biens de reprise sont utiles à la poursuite du fonctionnement du service public, soit par le Délégant, soit par un nouvel opérateur.

Les biens de reprise appartiennent au Délégataire durant le Contrat.

Ils sont répertoriés dans le rapport annuel prévu à l'article 32.

### *12.4 Biens propres*

Les biens propres sont les biens qui appartiennent au Délégataire et dont il peut se servir s'il le juge utile, pour faciliter le bon accomplissement de ses missions, sans que ces biens puissent être regardés comme affectés au service public ou indispensables à sa poursuite en cas de fin de Contrat.

Les biens propres peuvent être librement conservés par le Délégataire sans que le Délégant puisse en revendiquer l'appropriation.

Ils sont répertoriés dans le rapport annuel prévu à l'article 32.

### *12.5 Locaux utilisés par le délégataire pour assurer sa mission :*

a) Locaux mis à disposition par le Délégant :

Le Délégant met à disposition des locaux pour l'exercice des missions du délégataire, identifié au rez-de-chaussée du bâtiment occupé notamment par l'YCPR, dont les superficies estimées figurent en annexe A7 du dossier de consultation.

b) Locaux utilisés par le Délégataire pour assurer sa mission :

Localisation ou adresse : Port de la Pointe-Rouge 13008 MARSEILLE

Typologie des locaux, surfaces : rdc 376 m2

## Article 13 : Travaux de gros entretien et de renouvellement des biens

### *13.1 Travaux de gros entretien et de renouvellement des biens relevant du Délégant*

Le Délégant assure, à ses frais et sous sa maitrise d'ouvrage, à l'exclusion des éléments identifiés au titre des investissements minimums à réaliser par le Délégataire, les travaux de gros entretien et de renouvellement suivants (liste exhaustive) :

- Les ouvrages verticaux des quais et les pieds de quai ;
- Le dragage ;
- Les bornes incendies.

### *13.2 Travaux de gros entretien et de renouvellement des biens relevant du Délégataire*

Le Délégataire assure, à ses frais et sous sa maitrise d'ouvrage, tous les travaux de gros entretien et de renouvellement des ouvrages d'infrastructure et des immeubles bâtis qui ne sont pas à la charge du délégant, et notamment:

- Concernant les infrastructures portuaires :
  - les ouvrages les pontons et apparaux d'amarrage tels que les bollards de quai (avec massif d'ancrage au sol) ;
  - les cales et aires techniques ; les grues ;

- les nouveaux réseaux souterrains de fluides liés à l'occupation du délégataire (eau, électricité, téléphonie, éclairage, incendie, eaux pluviales et eaux usées) et leurs équipements de distribution et de comptage ;
- les candélabres ;
- les chaînes-mères (entier ou partiel) et corps-mort ;
- le petit équipement tel que borne, chaine fille, pendille, outillage, consommables divers….

- Le délégataire assure l'entretien, les grosses réparations et renouvellement des voies et réseaux divers utiles à l'activité déléguée. Dans l'hypothèse où le délégataire souhaite étendre les ouvrages de liaison d'eau, d'énergie électrique et autres raccordements, il assumera la charge de faire raccorder les installations aux divers réseaux d'énergie électrique, d'eau potable, d'eaux usées et de télécommunications. Il demandera l'autorisation de réaliser le raccordement au délégant, puis il se rapprochera des services compétents pour faire effectuer ces raccordements à ses frais, notamment en ce qui concerne le branchement à l'égout.

- Concernant les bâtiments :
  - l'ensemble des travaux de grosse réparation et de renouvellement des immeubles bâtis relevant des articles 605 et 606 du Code Civil ;- les travaux de mise en conformité réglementaire afférents à ces biens ou à leur changement de destination partiel ou total en cours de contrat.
  - le renouvellement et réparations des équipements tels que chauffe-eau, convecteur, cumulus, climatisation, VMC, matériel de restauration, travaux de peinture…

L'ensemble des obligations en matière de travaux résultant de cet article trouve son écho dans le plan d'investissement et renouvellement, objet de l'annexe 7.

Toutefois, dans l'hypothèse où la réalisation de travaux de grosses réparations et de renouvellement ainsi que les travaux de mise aux normes relevant des obligations du délégataire en application du présent article ne seraient pas prévus à l'annexe 7, mais s'avéreraient nécessaires en cours de contrat, ils devront être décidés au préalable par le délégant sur la base de trois devis présentés par le délégataire, lorsque le montant desdits travaux s'avéraient supérieur à 30 000 HT€, conformément à l'article 5. En fonction de la nature des travaux, un avenant au contrat pourra s'avérer nécessaire, conformément à l'article 41.

En cas d'urgence, il appartient au Délégataire de prendre toutes mesures conservatoires nécessaires à écarter tout danger. Il est responsable de l'usage qui sera fait des biens de la DSP.

Ces travaux seront conduits de telle sorte qu'ils puissent :

- répondre aux exigences de sécurité, d'hygiène, de conformité environnementale, d'accessibilité et de continuité du service, ainsi qu'aux attentes des usagers,

- être remis au Délégant à l'expiration du Contrat en bon état d'entretien et de fonctionnement.

Pour les travaux d'un montant supérieur à 30 000 euros HT, sauf droits et procédés exclusifs ainsi qu'en cas d'urgence, le Délégataire procèdera à une consultation préalable de plusieurs entreprises selon les formes définies par lui.

A sa demande, le Délégant est tenu informé par le Délégataire des résultats de ces consultations.

Le Délégataire assume, à ses frais, risques et périls, toutes les charges et prérogatives liées à sa qualité de maitre d'ouvrage.

Le Délégataire envoie au Délégant copie de l'ensemble des dossiers réglementaires (permis de construire, déclarations et demandes d'autorisations au titre du Code de l'Environnement, etc.) simultanément à l'expédition ou à la remise au service instructeur.

A sa demande, le Délégant peut demander communication des études et projets et peut émettre, s'il le souhaite, des observations sur ces documents dans un délai d'un mois à compter de la réception.

Les plans mis à jour et procès-verbaux de récolement de ces travaux sont transmis au Délégant dès leur recette contractuelle effectuée.

### *13.3 Obligations de suivi, d'information et de prévention des dangers*

Il appartient au Délégataire :

- de s'assurer que les biens et équipements, objets du service délégué, restent conformes aux normes pendant toute la durée du Contrat, notamment, si des équipements, ouvrages, locaux ou surfaces de plans d'eau ou de terre-pleins subissent des réaménagements ou des transformations importants ou si leur usage ou leur destination est modifié.
- d'informer, sans délai, le Délégant des dysfonctionnements des biens nécessitant des travaux relevant de la compétence du Délégant, conformément au présent article,
- de prendre toute mesure conservatoire nécessaire à écarter tout danger,
- d'alerter le Délégant, sans délai, de tout dysfonctionnement des biens et équipements, susceptibles de constituer un danger.

## Article 14 : Travaux d'entretien et de maintenance

### *14.1 Champ d'application*

Les travaux d'entretien et de maintenance du Délégataire comprennent toutes les réparations courantes et les opérations permettant d'assurer le maintien en état de bon fonctionnement de

l'exploitation des biens inclus dans le périmètre du Contrat, jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaire des travaux de grosses réparations ou de renouvellement.

Les biens relevant du présent article sont de façon non exhaustive, tous les biens affectés au service délégué mis à disposition, et notamment :

- les réseaux aériens ou accessibles d'eau, électricité, téléphonie, communication radio ;
- les quais ;
- les bornes de distribution des fluides ;
- les chaînes-filles et pendilles ;
- les équipements flottants, pontons et catways ;
- les petits équipements d'aires de carénage dont les bers de toute nature ;
- les outillages mobiles, les véhicules tractés ou automobiles,
- les portails et portes ;
- les navires de servitude portuaire, bouées de sauvetage et échelles ;
- les bâtiments
- aires de carénage
- estacades
- etc.

### *14.2 Modalités*

Le Délégataire assure une maintenance préventive sur l'ensemble de ces biens afin de limiter la maintenance curative.

Les travaux d'entretien et de réparations courantes comprennent, en outre, les opérations de nettoyage permettant de garantir l'hygiène et la propreté des installations et de leurs abords (notamment équipements techniques, génie civil, bâtiments, pannes et pontons, grues, voiries, réseaux, clôtures, informatique, électricité, automatismes, espaces verts).

Les opérations d'entretien ont principalement pour objet:

- de maintenir aux biens un aspect visuel extérieur satisfaisant ;
- de maintenir un environnement agréable en entretenant convenablement les abords des bâtiments et des autres installations (notamment plantations, espaces verts) ;
- d'éliminer tous les déchets produits par le fonctionnement du service sur l'ensemble du périmètre ;
- d'éviter les risques de nuisances pour le voisinage et d'atteinte à l'environnement qui peuvent résulter du fonctionnement des installations, dans le cadre des obligations légales et réglementaires ;
- le remplacement ou la réparation des installations détériorées ou disparues ;



CT

Le Délégataire s'engage :

- à assurer les obligations réglementaires relatives à la sécurité, à l'entretien et à la maintenance des biens mobiliers et immobiliers ;
- à respecter les préconisations d'entretien et de maintenance préventive établies par les fabricants de matériels et matériaux ;
- à respecter les notices de fonctionnement des matériels ;
- à prendre en charge les contrôles techniques règlementaires et la levée des réserves.

Le plan minimal d'entretien et de maintenance des biens figure , en annexe 6 mais n'exclut pas d'autres opérations qui pourraient être justifiées par les prescriptions du présent article.

La norme NF EN 13306 X 60-319 « terminologie de la maintenance » constitue la base de détermination de l'état des biens et l'organisation de leur maintenance.

Le Délégataire doit disposer sur place ou grâce à des contrats avec des entreprises extérieures et sous sa responsabilité, du personnel nécessaire pour lui permettre de faire face à ses obligations en matière de petites réparations journalières, de réparations de moyenne importance et de maintenance de niveau 1.

De façon générale, le Délégataire souscrira les contrats nécessaires pour satisfaire à ses obligations de maintenance et d'entretien.

Une analyse des constats issus de vérifications sera reportée dans le rapport annuel prévu à l'article 32.

Un cahier de maintenance et d'intervention des entreprises extérieures sera tenu à jour par le Délégataire.

A l'occasion du rapport annuel prévu à l'article 32, le Délégataire intègre dans les interventions le détail des dépenses réalisées pour l'année N au titre des opérations de maintenance et d'entretien.

**Article 15 : Contrôle et exécution des travaux**

L'ensemble des contrôles réglementaires liés aux biens et équipements sont à la charge du Délégataire. A cette fin, le Délégataire souscrira les contrats nécessaires auprès d'organismes de contrôle afin de s'assurer de la conformité des bâtiments et équipements au vu des obligations réglementaires relatives tout particulièrement à la sécurité.

Le Délégant se réserve le droit de faire procéder par son propre personnel, ou tout prestataire désigné par lui, au contrôle de maintenance et du renouvellement des biens délégués.

Le contrôle exercé par le Délégant n'a pas pour effet de dégager le Délégataire de ses obligations et responsabilités au titre de la mise en œuvre des opérations de travaux, de maintenance et d'entretien.

Faute pour le Délégataire de pourvoir au bon entretien des ouvrages, équipements et installations et aux travaux de grosses réparations et de renouvellement qui s'y rapportent, le Délégant peut faire procéder, aux frais et risques et périls du Délégataire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires après mise en demeure restée sans effet dans un délai raisonnable et adapté aux causes de la mise en demeure fixée par le Délégant mais ne pouvant, sauf urgence justifiée, être inférieur, à 10 jours.

Le Délégataire adressera tous les ans au Délégant au plus tard le 31 décembre de l'année écoulée :

- une copie des rapports de vérification établis par les organismes de contrôle,
- les attestations de levées des réserves, établies par des entreprises qualifiées, consécutives aux contrôles réglementaires,
- une copie du récépissé de visite des extincteurs établi par la société de son choix.

Toutes les attestations de levées des réserves, consécutives aux contrôles réglementaires effectués durant la dernière année du Contrat, devront être transmises 60 jours avant le terme du Contrat.

**Article 16 : Modification et extension des biens**

Pourvu qu'il n'en résulte aucune modification essentielle dans la consistance du service délégué, le Délégataire peut, après approbation du Délégant et au vu d'un dossier explicatif et justificatif intégrant l'ensemble des éléments techniques et financiers, apporter des modifications aux ouvrages et installations, établir et réaliser des ouvrages et installations supplémentaires, non intégrés à l'annexe 7.

L'ensemble des investissements sur la durée résiduelle du Contrat ne donneront lieu à aucune indemnité au terme normal du Contrat, sauf accord contraire du Délégant.

Le Délégant peut également prescrire, dans l'intérêt du service public, des modifications des ouvrages.

Les modalités de réalisation ou de financement relatives à de telles modifications et à leur étude détaillée sont établies par voie d'avenant au présent Contrat. Cet avenant précise également les éventuelles conséquences sur le compte d'exploitation prévisionnel objet de l'annexe 8.

## CHAPITRE III – EXPLOITATION

**Article 17 : Principes généraux**

Le Délégataire assure la gestion des activités objets du service délégué dans le respect de la stratégie et des objectifs énoncés à l'annexe 3, à savoir, notamment :

- une gestion portuaire performante aux plans technique et commercial des postes à flot et à sec,

- la promotion et le développement des activités nautiques et sportives, conformément à la vocation historique du périmètre 3 de la Pointe-Rouge,
- la mise en place d'une concertation et d'une collaboration efficiente et continue avec l'ensemble des acteurs du port, dont plus particulièrement, les clubs nautiques,
- une évolution progressive et raisonnée des tarifs,
- l'accroissement progressif du pourcentage des postes attribués au passage avec un minimum de 10% supplémentaires des places au terme du Contrat,
- une gestion pouvant être contrôlée de façon efficiente par le Délégant.

Le Délégataire est tenu de garantir tout au long du présent Contrat :

- la continuité des activités attachées au service public délégué,
- de garantir le respect du principe d'égalité des usagers du service public, et à ce titre, d'appliquer strictement les tarifs et redevances propres à chaque catégorie d'usagers (plaisancier, club nautique, occupant terre-plein, etc.), ainsi que les règles d'attribution des autorisations d'occuper le domaine public maritime,
- d'affecter à la gestion des activités attachées au service public les moyens techniques et personnels suffisants pour garantir la satisfaction et la sécurité des usagers,
- de façon générale, la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, selon les termes de l'article 6 ci-dessus.

**Article 18 : Gestion domaniale du plan d'eau**

Les autorisations d'occupation privative des postes à flot font obligatoirement l'objet d'un contrat écrit et annuel avec tout occupant, quelle que soit sa qualité, établi conformément à l'annexe 12.

Elles sont attribuées conformément à l'annexe n° 1 du règlement particulier de police.

*18.1 Occupation privative de postes à flot à l'année*

Conformément à l'article R 5314-31 du Code des Transports, les occupations privatives de postes à flot ne peuvent être consenties pour une période supérieure à un an, renouvelable chaque année, durée portée à cinq ans maximum pour les entreprises et associations exerçant des activités nautiques et sportives.

Aucune garantie d'usage, au sens de l'article R 5314-31 du Code des Transports ne peut être consentie par le Délégataire

La rédaction, la passation des contrats d'occupation et leur gestion sont à la charge et sous la responsabilité du Délégataire.

Les différentes catégories d'autorisations privatives des postes à flot figurent en annexe 12.

Les tarifs d'occupation font l'objet de l'annexe 9.

Le Délégataire doit veiller au respect par les occupants des obligations résultant des contrats d'occupation dont ils sont titulaires, notamment quant aux assurances couvrant la responsabilité au titre des emplacements occupés.

Les autorisations d'occupation privative des postes à flot sont attribuées à titre strictement personnel, non transmissible, précaire et révocable, au bénéfice de l'usager qui est au moins propriétaire majoritaire du bateau, conformément aux dispositions du Règlement particulier de police applicable au sein du périmètre délégué.

Les autorisations d'occupation privative du plan d'eau ne sont pas constitutives de droits réels.

*18.2 Occupation privative de postes à flot à vocation de passage*

Le plan d'eau concédé est constitué à la date d'effet du présent contrat de 6,2% de places dont la vocation est d'accueillir des bateaux de passage de courte ou de longue durée.

**Article 19 : Gestion domaniale des terre-pleins**

Si le périmètre concédé dispose de terre-pleins mis à disposition par le délégant, le Délégataire est autorisé à accorder à des tiers, des autorisations d'occupation temporaire privatives des dépendances bâties ou non bâties des terre-pleins du périmètre 3 de la Pointe-Rouge et ce, dans les conditions prescrites par le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le Code des Transports et le Règlement particulier de police.

Toute occupation privative de terre-pleins fait obligatoirement l'objet d'un contrat écrit avec l'occupant, quelle que soit sa qualité.

Les activités objet des titres d'occupation doivent présenter un rapport étroit avec l'exploitation du port et être de nature à contribuer à l'animation et au développement de celui-ci.

Les autorisations d'occupation temporaire peuvent être assorties de droits réels si cela est mentionné expressément dans l'autorisation d'occupation temporaire. Les autorisations d'occupation temporaire constitutives de droits réels peuvent être consenties uniquement si les investissements prévus par le demandeur le justifient.

Le Délégataire peut être autorisé, avec l'accord expressément formulé du Délégant, à conclure des baux ou droits d'une durée excédant celle du Contrat notamment dans l'hypothèse de réalisation de travaux à la charge du sous-occupant le justifiant. Les autorisations données par le Délégant, ainsi que les baux et droits réels qui en résultent, constituent des accessoires au Contrat et sont, à l'issue de la durée du Contrat, transférés au Délégant.

Les tarifs d'occupation font l'objet de l'annexe 9.

Le Délégataire proposera un projet de convention d'occupation temporaire aux occupants figurant sur la liste objet de l'annexe 11.

Chaque autorisation d'occupation domaniale d'une durée supérieure à un mois doit préalablement être approuvée par le Délégant. A ce titre, le Délégataire adressera au Délégant le projet de convention un mois avant la date de signature envisagée. La convention d'occupation temporaire doit notamment comprendre les clauses contractuelles :

- précisant la nature de l'activité autorisée,
- excluant expressément l'application de la réglementation des baux commerciaux,
- précisant que les titulaires sont redevables de tout impôt et taxe liés à la jouissance des lieux occupés,
- interdisant au titulaire de céder leurs droits et/ou de sous-louer les terrains et bâtiments confiés au Délégataire sans la signature d'un avenant à la convention initiale, soumise aux mêmes règles de son approbation,
- imposant un état des lieux au début et à la fin de l'occupation,
- imposant une remise en état des emprises au terme de l'occupation sur demande du Délégant et aux frais du titulaire,
- imposant la faculté pour le Délégant de pouvoir se substituer au Délégataire ou co-contractant du titulaire au terme normal ou anticipé du présent Contrat,
- fixant une durée ne pouvant excéder celle du présent Contrat, sauf autorisation du Délégant dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 51 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 *relative aux contrats de concession.*

L'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de la réception par le Délégant du projet de convention vaut refus de sa part.

De manière générale, le Délégataire doit veiller au respect par les occupants des obligations résultant des conventions d'autorisation d'occupation temporaire dont ils sont titulaires, notamment quant à la propreté, la sécurité, le respect de l'affectation et les assurances couvrant leur responsabilité au titre des emplacements occupés, de leur personnel et de leur activité.

Le Délégataire fait son affaire du respect des obligations de gros entretien et de renouvellement, d'entretien et de maintenance ainsi que de contrôle prévues aux articles 13, 14 et 15, soit en les gardant à sa charge soit en les transférant, sous sa responsabilité vis-à-vis du Délégant et des tiers, à l'occupant.

Si l'une des conditions susvisée n'est pas respectée, le Délégataire assume l'entière responsabilité des conséquences en découlant, y compris sur les plans pénal et financier.

A l'occasion du rapport annuel prévu à l'article 32, le Délégataire communiquera la liste actualisée des conventions d'autorisation d'occupation temporaire mentionnant les informations suivantes :

- le titulaire de l'autorisation,
- la date de début et de fin de l'autorisation,
- les surfaces occupées ($m^2$),
- l'activité exercée sur l'emprise occupée,
- le montant de la redevance d'occupation et les modalités de révision.

**Article 20 : Promotion et animation du Port**

L'animation du périmètre 3 de la Pointe-Rouge est l'un des objectifs essentiels assigné au Délégataire.

A ce titre, le Délégataire met en œuvre les manifestations prévues par le plan stratégique objet de l'annexe 3.

Les manifestations nautiques et sportives sont organisées, soit par le Délégataire lui-même, soit par les clubs nautiques ou autres organisateurs, y compris ceux ayant leur siège à l'extérieur du périmètre 3.

Il appartient au Délégataire :

- de façon générale, de développer et assurer la promotion des activités nautiques et sportives du périmètre 3 de la Pointe-Rouge,
- de préparer, en concertation avec les clubs nautiques et au sein du comité de coordination, la programmation annuelle des différentes manifestations,
- de coordonner la mise en œuvre des différentes manifestations en prévenant au mieux tout conflit d'intérêts,
- de mettre à disposition des clubs nautiques ou autres organisateurs, les moyens nécessaires à l'organisation des manifestations: mise à disposition des espaces terre-pleins et plans d'eau, réorganisation temporaire du plan de mouillage, moyens de sécurité, outils de communication, fluides et électricité etc. , et ce dans les conditions définies en annexe 3,
- d'apporter, le cas échéant, son concours financier à l'organisation de la manifestation,
- de contribuer à la communication de l'évènement,
- d'animer le comité de coordination prévu à l'article 10.2.

Les conditions du concours apporté par le Délégataire à l'organisateur d'une manifestation font l'objet d'un contrat d'organisation de manifestation, valant en tant que de besoins, autorisation d'occupation temporaire et définissant a minima : le descriptif de la manifestation et la réorganisation du port, la nature et le détail des prestations réalisées par le Délégataire et

les moyens techniques et humains associés, le coût des prestations, l'éventuel concours financier du Délégataire et le partage de responsabilités entre le Délégataire et l'organisateur.

La mise en œuvre d'une manifestation sur le périmètre du Contrat sera nécessairement associée à une présentation budgétaire dédiée à cette manifestation intégrant charges et produits du Délégataire. Ce budget prévisionnel sera communiqué pour avis au Délégant au moins 15 jours avant le début de la manifestation, en même temps que le contrat d'organisation de la manifestation.

L'ensemble des charges et produits afférents à l'exercice des missions d'animation est inscrit dans le budget et dans la comptabilité du présent Contrat.

Exigences de suivi contractuel et budgétaire par manifestation

Toute manifestation organisée sur les espaces publics de la délégation fera l'objet d'une convention entre le Délégataire et l'organisateur, valant autorisation d'occupation de ce domaine public.

Cette convention comprendra les éléments classiques d'une telle autorisation :

- objet précis, lieu et dates montage / début / fin / démontage
- engagements respectifs des signataires
- responsabilités, règlements applicables, assurances…
- partie financière (tarifs, remises ou gratuités, contributions du délégataire avec leurs valorisations, subventions…)
- consignes sécurité & environnement
- câblages et raccordements eau & électricité
- plans d'installation (plan d'eau et terre-pleins)

Le document sera présenté pour avis à l'autorité portuaire au moins 15 jours avant le début de la manifestation. L'autorité portuaire prendra, à partir de ces éléments, les arrêtés nécessaires en matière, notamment, de police de grande voirie.

La mise en œuvre d'une manifestation sur le périmètre de la DSP sera nécessairement associée à une présentation budgétaire dédiée par le Délégataire (comptes de la DSP). Ce budget prévisionnel sera communiqué pour avis au Délégant au moins 15 jours avant le début de la manifestation (en même temps que la convention d'occupation domaniale).

Il comprendra les éléments budgétaires essentiels.

Toute gratuité ou remise devra faire l'objet d'une évaluation pécuniaire. Un bilan complet de ces facilités, augmentées des mises à disposition de personnel et des subventions versées par le Délégataire permettra une évaluation de la contribution globale de la DSP à l'organisateur.

Dans le cas où le Délégataire est lui-même organisateur de la manifestation, une situation comptable sera établie en précisant :

- l'ensemble des flux de recettes et de dépenses comme indiqué ci-dessus

- la valorisation des temps passés par les personnels de la délégation pour l'organisation de la manifestation
- les subventions reçues et accordées comme organisateur
- et d'une façon générale, tout autre flux engagé au bénéfice de l'organisation de la manifestation.

Un bilan final de la manifestation présentera les éléments qualitatifs et quantitatifs de la manifestation, ainsi que la clôture d'un budget « réalisé ».

Ce bilan comprendra les pièces justificatives nécessaires pour établir le bilan global de la contribution du Délégataire à l'organisateur ou, s'il en est organisateur, à la manifestation sous la forme d'un rapport d'activité trimestriel présentant les manifestations réalisées durant le trimestre achevé. Les relevés nominatifs quotidiens des temps passés par les personnels du Délégataire seront produits.

Dans ce rapport, seront présentés le budget « réalisé » de chaque manifestation et un bilan qualitatif (nombre de régatiers, nombre de participants, nombre de visiteurs...) par manifestation.

## Article 21 : Services rendus aux usagers – Qualité de service

### *21.1 Services rendus aux usagers et redevances*

Concernant la gestion des emplacements de bateaux, le Délégataire est tenu d'assurer a minima les services décrits à l'annexe 9 (grille tarifaire, conditions d'application et description des services), à savoir :

- mise à disposition du plan d'eau/poste à flot ou terre-plein,
- fourniture de fluides,
- accueil de l'usager,
- veille téléphonique et VHF
- surveillance des installations portuaires
- gestion administrative,
- gardiennage du bateau,
- stationnement sur terre-plein,

La fourniture forfaitaire de fluides, l'accueil des usagers et la veille téléphonique et VHF, ainsi que la surveillance des installations portuaires et la gestion administrative du stationnement constituent des services intégrés dans la redevance d'occupation de postes à bateau. Les autres services font l'objet d'une tarification et facturation distincte.

Des frais de dossier au moment de l'attribution d'un poste ou de changement de poste peuvent être perçus.

Le Délégataire dispose de la faculté, de façon accessoire et connexe, de mettre en place d'autres services visant à améliorer qualitativement l'offre de services auprès des usagers.

### *21.2 Qualité du service rendu*

Le Délégataire met les usagers en mesure d'exprimer par écrit, par téléphone (par exemple, par une ligne dédiée), par voie électronique et auprès d'un agent habilité à le représenter, leurs réclamations et/ou observations sur les services rendus par le Délégataire. Les moyens ainsi offerts sont portés à la connaissance des usagers.

Le Délégataire publie l'ensemble des tarifs applicables sur le périmètre de la délégation, ainsi que le règlement de police, le règlement d'attribution des occupations annuelles et les conditions d'application des tarifs.

Il communique à première demande les listes d'attente en cours de validité à tout usager inscrit sur ces listes.

Le Délégataire assure le suivi de ses réclamations et observations et les suites qui y sont données.

Il dresse, chaque année, un bilan qui est incorporé au rapport annuel prévu à l'article 32.

Le Délégataire fait réaliser lui-même ou à ses frais, de façon annuelle et formalisée, auprès des usagers du port, au moins une enquête de satisfaction, dont les résultats sont transmis au Délégant dans le cadre du rapport annuel.

Le Délégataire met à disposition du public via un site internet dédié à ses activités, notamment les informations suivantes :

- les règlements de police, tarifs et règles d'application tarifaire,
- les capacités d'échange avec les usagers, et notamment le recueil des observations,
- les principaux éléments de service public, et notamment les horaires d'ouverture et le résultat des enquêtes de satisfaction,
- le programme des animations organisées sur le périmètre délégué.

## Article 22 : Conditions générales d'exploitation

Par le biais d'une information constante et en coordination avec le Délégant en sa qualité d'autorité portuaire, le Délégataire fait respecter les conditions d'exploitation issues, plus particulièrement, du Règlement particulier de police ainsi que toute réglementation notamment en matière de sécurité et de protection environnementale.

Les consignes sont portées à la connaissance de chaque usager et du public par voie d'affichage dans les locaux du délégataire et autres locaux de ports ouverts au public.

D'une manière générale, le Délégataire prend sous sa responsabilité toutes mesures d'exploitation qui s'imposent pour assurer la sécurité et le bon fonctionnement des ouvrages délégués grâce à une surveillance permanente en vue d'assurer la continuité du service public et de prévenir les accidents.

Dans ce cadre, il assure notamment :

- un contrôle de l'exploitation du port avec permanence de surveillance des installations portuaires et liaisons téléphoniques,
- la transmission de la communication des renseignements météorologiques,
- la distribution d'eau potable et d'électricité. De manière générale, le délégataire assume les frais de consommation des fluides sur l'ensemble du périmètre délégué.
- les installations nécessaires au respect des prescriptions, notamment celles pour la collecte et le traitement des résidus d'huile et pour la réception des déchets ménagers et assimilés,
- la mise en place et l'entretien des équipements et matériels de sauvetage,
- la transmission au Délégant (capitainerie et service de gestion des ports) au plus tard le 30 de chaque mois, par voie électronique, d'une situation à jour des postes à flot et à sec selon le formulaire prévu en annexe.

La transmission des données de plan d'eau doit être faite de telle sorte qu'elle soit lisible de façon fluide et immédiate via le logiciel de gestion utilisé par la capitainerie. Le Délégataire fait son affaire de faire développer, le cas échéant, les outils de mise au format ad hoc.

Le Délégataire demeure entièrement responsable du plan d'eau, à l'intérieur du périmètre 3 de la Pointe-Rouge.

Le Délégataire informe le Délégant ainsi que les officiers et surveillants du port de tout danger ou anomalie grave dont il a connaissance et qui serait de nature à entraver la poursuite de l'exploitation du port, à menacer la sécurité ou la sureté du port et de ses usagers et à présenter un risque sérieux pour l'environnement ou la santé. En cas de danger imminent, une demande de suspension immédiate des activités doit accompagner cette information.

Pour l'exercice des missions de l'Autorité Portuaire par les services de la Métropole, le Délégataire garantit l'accès libre, sans entrave ni préavis ni limitation de quelque sorte, de leurs agents ainsi que des personnes agissant pour leur compte aux installations portuaires déléguées dans le respect de la réglementation et des procédures en vigueur sur le port. Le Délégant dispose en permanence de l'ensemble des clés et codes des clôtures, portes et portails permettant l'accès dans tous les espaces confiés au Délégataire, à l'exception des seuls immeubles bâtis et locaux privés à flot ou à terre.

Pour l'exercice des missions des services de l'Etat, le Délégataire garantit l'accès de leurs agents ainsi que des personnes agissant pour leur compte aux installations portuaires déléguées dans le respect de la réglementation et des procédures en vigueur sur le port.

Concernant les consommations électriques, le plan d'eau du périmètre délégué étant équipé de 3 sous-compteurs et non d'un compteur pour déterminer la consommation d'électricité, le délégant s'acquitte directement de la facture auprès du fournisseur d'électricité qu'il choisit librement. Le remboursement du délégataire au délégant s'effectue sur la base du relevé annuel des sous-compteurs effectué contradictoirement chaque mois de décembre par les agents du délégataire et de la capitainerie. Le relevé de référence aura lieu au jour de la notification du présent contrat. Le montant à rembourser sera calculé au prorata des KWh mentionnés aux sous-compteurs par rapport à ceux mentionnés sur la facture reçue par le délégant.

### Article 23 : Respect des normes environnementales

Le Délégataire s'engage à veiller au respect des normes environnementales dans le périmètre délégué.

Il assure la surveillance et la prévention des pollutions et contribue, sous la responsabilité du Délégant et des autres administrations compétentes, à la lutte contre la pollution.

Il est tenu de surveiller l'état sanitaire du plan d'eau dans la limite du périmètre délégué qui doit répondre aux prescriptions de la réglementation en vigueur.

Il est tenu de prendre toute mesure nécessaire pour éviter la pollution du plan d'eau, notamment par le rejet de déchets de quelque nature que ce soit ou de liquides insalubres comme les hydrocarbures.

Il assure au moins une fois par an le nettoyage du fond du plan d'eau.

Le Délégataire met en œuvre les principes et actions relatifs au développement durable et à la protection de l'environnement tels que définis en annexe 13.

## CHAPITRE IV – REGIME DU PERSONNEL

### Article 24 : Reprise du personnel de l'ancien Délégataire

A la date d'entrée en vigueur du présent Contrat, le Délégataire reprend le personnel du précédent Délégataire, conformément à l'article L.1224-1 du Code du Travail, et dont la liste est prévue en annexe 5.

Le Délégataire informe le Délégant des modalités de reprise du personnel et des éventuelles difficultés rencontrées.

### Article 25 : Gestion du personnel

Le Délégataire respecte les orientations et les préconisations relatives au devenir du personnel, à sa formation, et plus généralement, toute prescription en matière de gestion de ressources humaines prévue par le Code du Travail.

Le Délégataire met en permanence à la disposition des activités du service public délégué, le personnel nécessaire en nombre, qualité et qualification afin d'être en mesure de réaliser les missions qui lui sont confiées par le Contrat.

A la date d'entrée en vigueur du Contrat, l'organisation du personnel est définie en annexe 5.

Tout recrutement pour une durée excédent celle du présent Contrat et non prévu à l'annexe 5 doit être soumis à l'approbation préalable et expresse du Délégant.

Le personnel est entièrement à la charge et sous la responsabilité du Délégataire qui exécute, conformément à la législation en vigueur, toutes les opérations de gestion du personnel.

A compter de la date d'entrée en vigueur du présent Contrat, le Délégataire communique au Délégant toute modification apportée aux conventions collectives et accords collectifs applicables au personnel affecté au service délégué.

Un tableau du personnel faisant apparaitre les grades, qualifications, ancienneté et rémunération est transmise annuellement au Délégant dans le cadre du rapport annuel prévu à l'article 32, ainsi qu'au terme du présent Contrat. Ce tableau mentionne pour chaque personnel les temps consacré auprès des clubs nautiques et tout autre usager.

Dans le cadre de ce rapport, le Délégataire informe également le Délégant de sa politique du personnel et des modalités de mise à disposition du personnel, le cas échéant, entre structures du Délégataire (société mère et filiale)

Il définit et communique au Délégant la politique qu'il envisage de conduire et le ou les systèmes de management qu'il s'engage à mettre en place en matière de santé et de sécurité au travail et de développement social.

## CHAPITRE V – REGIME FINANCIER

### Article 26 : Principes généraux

En raison de la nature même du service public et de la nécessité de distinguer ses éléments financiers de toute autre activité ne relevant pas du présent Contrat, les obligations suivantes sont imposées au Délégataire indépendamment du statut de son organisation :

- production des comptes annuels retraçant exclusivement les activités liées à l'exécution du Contrat,

- ouverture d'un compte bancaire dédié à l'exécution du Contrat,

- établissement des factures clients en corrélation avec les seuls services proposés dans le cadre du Contrat,

- acceptation uniquement des factures fournisseurs correspondant à des prestations strictement liées à l'exécution du Contrat, exception faite les factures d'eau, d'électricité et de gaz concernant les locaux du bâtiment dédiés aux activités du club et/ou au restaurant l'Eurl le Yachting (montant estimé à 55.000 € ht) sous réserve que les consommations et quote part de montants facturés puissent être distingués et/ou calculés entre les activités du Délégataire, du Club et du restaurant.

**Article 27 : Rémunération du Délégataire - Recettes du service**

En contrepartie des missions qui lui sont confiées par le Contrat, à ses risques et périls, le Délégataire est autorisé à percevoir pour son compte, auprès des usagers, l'ensemble des produits tirés de l'exploitation du port, à savoir, notamment :

- les redevances liées à la gestion domaniale,

- les recettes provenant des services proposés aux usagers.

Ces ressources sont réputées permettre au Délégataire d'assurer l'équilibre financier du Contrat, ainsi que sa juste rémunération.

Le Délégataire ne peut prétendre à aucune subvention d'exploitation et/ou d'équipement de la part du Délégant au titre du présent Contrat.

Le Délégataire perçoit auprès des usagers :

- les redevances attachées aux autorisations d'occupation temporaire du domaine public qui sont fonction de l'avantage consenti par l'occupation,

- les redevances constituant la contrepartie des services rendus aux usagers.

Le montant et les modalités d'évolution des redevances sur la durée contractuelle sont définis à l'annexe 9.

Toute modification, tant des redevances que des conditions de révision tel que prévu à cette annexe 9 et, éventuellement proposées par le Délégataire, sont soumises avant leur application, à l'avis du conseil portuaire, et à leur approbation formelle par le Délégant. Cette approbation vaut avenant au présent Contrat.

D'autres recettes peuvent éventuellement être perçues par le Délégataire et, plus particulièrement, les subventions ou les produits de sponsoring ou de partenariat au titre de l'organisation de manifestations nautiques et sportives ainsi que des recettes se rattachant à des prestations accessoires et connexes au service délégué telles visées à l'article 21. Ces recettes sont également incluses, en totalité, dans les recettes d'exploitation du Contrat.

**Article 28 : Reprise de la valeur nette comptable**

*Article sans objet.*

**Article 29 : Redevance due au Délégant**

En contrepartie de la mise à disposition des biens et des avantages de toute nature procurés au Délégataire, ainsi que des travaux et prestations restant à la charge du Délégant au titre des investissements et de l'entretien du périmètre délégué, le Délégataire verse au Délégant une redevance annuelle composée comme suit :

- une part fixe de 530 000 € HT par an. Ce montant est exprimé en valeur date de prise d'effet du contrat et sera indexé à chaque date anniversaire par application de la formule suivante :

P = Po.(1.02+ICHTE/ICHTEo)

Avec :

P : redevance révisée

Po : redevance pour l'année 1 (530.000€)

ICHTE : Indice publié pour le mois de septembre de chaque année

ICHTEo : Indice publié pour le mois de septembre 2017

La redevance fixe sera versée au plus tard le 30 septembre de l'année correspondante. Pour la première année et la dernière année de la délégation, le montant applicable est calculé au prorata temporis.

- Et une part variable, 50% du résultat net de l'année n.

La redevance variable de l'année n sera versée au plus tard le 30 juin de l'année n+1

La TVA sera appliquée selon les règles fiscales en vigueur.

**Article 30 : Régime comptable**

Le Délégataire établit les comptes du Contrat conformément aux règles du plan comptable général français.

En particulier, il prévoit dans ses comptes, autant que de besoin, les dotations aux amortissements et provisions.

S'agissant des biens de retour dont les parties n'ont pas, par le présent Contrat, ou par voie d'avenant, explicitement convenu, au cas par cas, que ces derniers donneraient lieu à une reprise à la valeur nette comptable au terme normal du Contrat, le Délégataire pratique des amortissements de caducité dans tous les cas où la durée d'amortissement technique serait supérieure à la durée résiduelle du Contrat.

Les comptes du Délégataire devront être certifiés par un commissaire aux comptes ayant une mission d'examen des comptes annuels, et non seulement de présentation de ces mêmes comptes. Le Délégataire soumet au Délégant, pour approbation préalable, la lettre de mission du commissaire aux comptes.

**Article 31 : Impôts et taxes**

Tous les impôts et taxes, existants ou à venir, établis par l'Etat, les collectivités territoriales ou les établissements publics, y compris les impôts relatifs aux immeubles (en ce compris la taxe foncière applicable au terre-plein et au plan d'eau), ayant trait à l'activité et à l'ensemble des biens objet du présent Contrat, sont à la charge exclusive du Délégataire.

Si le Délégant est le redevable légal et/ou direct, il refacture au Délégataire le montant des impôts et taxes.

Concernant la taxe foncière applicable au plan d'eau, le Délégant refacture au Délégataire un montant forfaitaire de 152.15€ par poste d'amarrage.

## CHAPITRE VI – CONTROLE ET SANCTIONS

**Article 32 : Rapport annuel**

### *32.1 Dispositions générales*

En application des articles 52 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et 33 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016, le Délégataire transmet au Délégant chaque année avant le 1er juin, un rapport comprenant :

- une synthèse,
- une analyse de la qualité du service,
- un compte-rendu technique,
- un compte-rendu financier.

Le rapport annuel est transmis au format papier en trois exemplaires et sur un support physique électronique.

Les informations transmises doivent être exploitables par le Délégant (données non protégées, format modifiable, formules de calcul explicites) au format Excel.

### *32.2 Contenu du rapport*

Sans préjudice des éléments listés à l'article 33 du décret n°2016-86 du 1er février 2016, le rapport annuel est établi comme suit :

**Synthèse** indiquant *a minima* les éléments suivants :

- date de remise du rapport,
- rappel des principales caractéristiques du Délégataire : société, établissement public…
- rappel des principales données contractuelles : date de signature du Contrat, avenants conclus, négociations contractuelles en cours, subdélégations en cours, principaux contrats de sous-traitance ;
- principales données économiques de l'exercice par activités (sous forme de tableaux présentant notamment les données suivantes : nombre et nature des manifestations organisées par le Délégataire ou avec son concours, nombre d'usagers par catégorie, nombre de passages en escale, etc.),
- principales données financières de l'exercice au regard de l'exercice précédent (chiffre d'affaires, montant des charges, résultat d'exploitation, résultat net) ;
- principaux investissements réalisés au cours de l'exercice;
- autres éléments à la libre appréciation du Délégataire.

**Analyse de la qualité de service :**

- détail des manifestations organisées par le Délégataire ou avec son concours (dont le détail des participations techniques et/ou financières apportées par le Délégataire aux clubs nautiques) ;
- compte rendu et relevés de décision du comité de pilotage et du comité de coordination ;
- présentation des démarche(s) qualité mise(s) en œuvre sur les ports pendant l'année pour l'amélioration de la satisfaction des usagers ;
- nombre de réclamations enregistrées et traitées faisant mention des dates de réclamation, des délais de réponse, du destinataire de la réclamation (Délégant ou Délégataire), de la nature de la demande (en substance), de la nature de la réponse apportée (le tout sous forme de tableau) ;
- résultat des enquêtes de satisfaction réalisées annuellement auprès des usagers sur les ports ;
- arrêt/suspension de l'activité des ports auprès des usagers : nature de l'arrêt/suspension et cause, justification apportée par le Délégataire, mesures préventives et correctives apportées ;
- pénalités : état des pénalités versées au Délégant pour non-respect des clauses du Contrat.

**Compte-rendu technique :**

- nombre d'agents affectés à l'exécution du Contrat (en ETP) et volume du recours à l'intérim et à la sous-traitance (en ETP) ;
- programme de formation réalisé sur l'année N et envisagé sur l'année N+1 ainsi qu'un organigramme à jour
- état sur le personnel indiquant : le nombre d'effectif, la qualification de chaque personnel, son statut, son ancienneté,
- état des contentieux en cours ou pressentis,
- l'inventaire mis à jour des biens prévu à l'annexe 4,
- plan de mouillage actualisé au 31 décembre de l'exercice analysé,
- listes d'attente en vigueur,
- données statistiques sur les escales de passage : nationalité et provenance, nombre de bateaux, nombre de nuitées, dimensions des bateaux, durée du passage,
- Récapitulatif des attributions par types d'usagers,
- Données qualitatives et quantitatives sur l'activité de chaque catégorie d'usagers,
- données sur le nombre de grutages et le nombre de journées de stationnement effectués sur l'aire technique,
- état des travaux prévus au programme d'investissement objet de l'annexe 6 et réalisé en année N et ceux envisagés en année N+1,
- état des travaux de gros entretien et de renouvellement à la charge du Délégataire de l'année écoulée,
- plan d'entretien et de maintenance : nombre d'opérations réalisées, nature, fréquence et montants,
- note retraçant les actions menées par le Délégataire au titre du développement durable et de la protection de l'environnement,
- liste des contrats et autorisations d'occupation temporaire des terre-pleins reprenant les informations visées à l'article 19,
- état récapitulant par entreprise le montant et la nature des prestations confiées à des tiers,
- autres éléments à la discrétion du Délégataire.

**Compte-rendu financier :**

- déclaration annuelle des données sociales (DADS) du Délégataire.

- comptes sociaux ainsi que leurs annexes certifiés,
- rapports généraux et spéciaux des commissaires aux comptes pour l'exercice écoulé,
- soldes intermédiaires de gestion,
- compte d'exploitation conforme au modèle prévu à l'annexe 8 certifié par le commissaire aux comptes.
- balance comptable générale après inventaire au 31 décembre de l'année écoulée
- balance des comptes clients et balance des comptes fournisseurs au 31 décembre de l'année écoulée
- fichier des immobilisations au 31 décembre de l'année écoulée
- budget prévisionnel de l'année en cours,
- note explicative portant sur la mesure des écarts entre les hypothèses retenues pour l'élaboration du compte d'exploitation prévisionnel initial et leur valeur constatée pour l'année écoulée, accompagnée des commentaires et analyses de ces écarts,
- annexe retraçant les facturations entre le Délégataire et ses actionnaires ou membres,
- attestations d'assurance du Délégataire.

**Article 33 : Tableau de bord périodique**

Au plus tard, le 20 du mois suivant le terme d'un trimestre de l'année civile, le Délégataire remet au Délégant un tableau de synthèse des données suivantes, conforme aux formats des tableaux B5 et B6 de l'annexe 3 :

- statistiques d'occupation du plan d'eau par régime d'occupation,
- attributions de postes annuels,
- création de postes de passage,
- comptes rendus des opérations d'animation menées sur le périmètre pendant la période, et leurs éléments budgétaires.

Par ailleurs, une situation comptable et de trésorerie trimestrielle sera communiquée du Délégataire au Délégant les 1er mars et 1er septembre de chaque année.

**Article 34 : Contrôle du Délégant**

Le Délégant a un pouvoir de contrôle étendu sur l'exécution des missions par le Délégataire, dans le respect de l'autonomie de gestion de ce dernier.

Le Délégant peut demander au Délégataire, dans un délai qu'il fixe, des informations complémentaires sur le rapport annuel, tous les comptes rendus et documents annexes prévus au titre du présent Contrat ou toute autre donnée utile à l'exercice de son contrôle.

La non-production des documents visés par le Contrat dans les délais fixés, peut être sanctionnée dans les conditions prévues à l'article 36 ci-après.

Le Délégant peut avoir recours à des organismes de contrôle extérieurs, choisis par ses soins. Les procédures de contrôle sont alors définies de manière indépendante par ces derniers.

Toutes les personnes accréditées à cet effet par le Délégant peuvent se rendre sur place et se faire présenter toutes les pièces nécessaires à leur contrôle. Elles peuvent procéder à toutes vérifications utiles, pour s'assurer que les biens confiés au Délégataire sont exploités et entretenus dans les conditions du présent Contrat et que les intérêts contractuels du Délégant sont sauvegardés.

## Article 35 : Pénalités

En cas de manquement du Délégataire à ses obligations contractuelles ne résultant pas d'un cas de force majeure, d'un cas d'imprévision ou d'une faute du Délégant, les pénalités visées ci-après peuvent être appliquées sans préjudice s'il y a lieu, des sanctions coercitives et résolutoires prévues aux articles 37 et 39.

| Manquement | Pénalités |
|---|---|
| En cas d'interruption fautive de gestion du port supérieure à deux heures consécutives | 150 € par interruption. Toute interruption de deux heures par jour, consécutive ou non, sur une période de 24 heures, donne lieu à application de la pénalité. |
| En cas de non organisation de l'une des manifestations prévues à l'annexe 3 ou d'une manifestation équivalente | 2000 € x par le nombre de jours non tenus de la manifestation |
| Non-respect des objectifs de places de passage supplémentaires prévu à l'annexe 3 | Pour chaque place de passage supplémentaire non réalisée en fin d'année, par rapport à l'objectif visé : 3 fois le montant annuel du stationnement d'un bateau de 30m² au tarif annuel. Soit 3*30*xx€ où xx varie en cours de contrat de ~45 à 65€ HT |
| Non-réalisation d'une opération d'investissement prévue dans le programme d'investissement à échéance convenue et sans mise en demeure préalable | 1/1000$^{ème}$ du montant de l'opération, par jour de retard et par opération, ce dans la limite de 10 % du montant de l'investissement concerné. |
| Non-respect des obligations relatives à l'entretien ou la maintenance des biens sur la base d'un constat établi en présence du Délégataire et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 10 jours et 5 jours en cas d'urgence | 500 € par jour par manquement avéré |

| | |
|---|---|
| Pénalité pour retard dans la production, non production ou production non conforme des documents visés par le Contrat après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 5 jours | 500 € par jour de retard |
| Non-respect des prescriptions du règlement particulier de police des ports | 500 € par infraction constatée |
| Pénalité pour infraction au titre de la réglementation du travail dissimulé en application des articles 8221-3 à 8221-5 après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai maximum de 15 jours. | 10 000 € par infraction constatée |
| Non-respect des règles de fonctionnement du comité de coordination, du règlement intérieur de la délégation, manquement aux règles de fonctionnement du COPIL | 500 € par infraction constatée |

Les pénalités sont payées par le Délégataire dans un délai de trente jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant.

**Article 36 : Mise en régie provisoire**

En cas de faute grave du Délégataire, notamment si la sécurité publique ou la protection de l'environnement viennent à être compromises ou si le service n'est exécuté que partiellement et après mise en demeure restée sans réponse, le Délégant peut mettre le service délégué en régie provisoire, aux frais du Délégataire.

Dans ce cas, le Délégant se substitue, ou substitue toute personne désignée, dans les droits et obligations du Délégataire.

L'utilisation des ouvrages par le Délégant ou l'exploitant qu'elle a subrogé au Délégataire, est précédée d'un état des lieux contradictoire, duquel découlent les responsabilités respectives des parties. Il en est de même à la fin de la régie provisoire.

Dans l'hypothèse où la cause ayant généré la mise en régie provisoire disparaît du fait de la diligence du Délégataire, ce dernier est autorisé à reprendre l'exploitation du service et bénéficie à nouveau de tous les droits attachés au Contrat.

Les frais de mise en régie provisoire du service majorés de 10 % en raison des frais supportés par le Délégant pour la mise en œuvre de la procédure sont immédiatement exigibles auprès du Délégataire.

## CHAPITRE VII – FIN DU CONTRAT

**Article 37 : Dispositions générales**

### *37.1 Faits générateurs*

Le Contrat prend fin :

- à l'expiration de sa durée normale, telle définie à l'article 2,
- en cas de résiliation pour faute, en application de l'article 38,
- en cas de résiliation pour motif d'intérêt général en application de l'article 39,
- en cas de force majeure, en application de l'article 40.

Le Délégant ou le nouveau Délégataire se trouve subrogé dans les droits du Délégataire à la date de fin du Contrat.

### *37.2 Continuité du service*

Dans les douze mois qui précèdent la fin normale du Contrat et immédiatement en cas de décision de résiliation, le Délégant peut prendre toute mesure nécessaire pour faciliter le passage progressif de l'ancien au nouveau régime d'exploitation, sous réserve de ne pas affecter la bonne exécution du service jusqu'à la fin effective du Contrat.

Aussi, à l'occasion d'une remise en concurrence de l'exploitation du service délégué, le Délégant peut organiser une ou plusieurs visites des installations afin de permettre aux candidats d'en acquérir une connaissance suffisante garantissant une égalité de traitement.

Le Délégant se réserve la faculté de réunir les représentants du Délégataire ainsi que, le cas échéant, ceux du nouvel exploitant pour organiser au mieux le transfert de l'exploitation du service, et notamment pour permettre au Délégataire d'exposer les principales consignes et modes opératoire à suivre pour le fonctionnent des ouvrages, équipements et installations.

Le Délégataire communique au Délégant une liste nominative des personnels susceptibles d'être repris par le Délégant ou le futur exploitant. Cette liste mentionne les informations prévues à l'article 25.

Douze mois avant le terme normal du Contrat, et immédiatement en cas de décision de résiliation, le Délégataire s'engage à ne procéder à aucun recrutement et modification de la situation du personnel sans l'accord préalable du Délégant.

### *37.3 Sort des biens*

Au terme normal ou anticipé du Contrat, le Délégataire remet au Délégant l'ensemble des biens de retour figurant à l'annexe 4, mise à jour, en bon état d'entretien et de fonctionnement, compte tenu de leur âge et de leur destination et dans la limite de ses obligations.

Il n'est versé, à ce titre, aucune indemnité au terme normal du Contrat. En cas de fin anticipée, une indemnité sera versée dans les conditions prévues aux articles 38, 39 et 40 du Contrat.

L'état des biens devra permettre de poursuivre l'exploitation normale du service en conformité au regard de la réglementation en vigueur, particulièrement en matière de bâtiments, d'environnement ou de santé, sécurité publique et au travail.

Dix mois avant la fin normale du Contrat et immédiatement en cas de décision de résiliation, un constat contradictoire est établi entre les Parties.

Si ce constat en fait apparaitre la nécessité, le Délégataire doit effectuer, à ses frais, les opérations nécessaires à la remise en état des biens. A défaut, le Délégant fait effectuer ces travaux aux frais du Délégataire.

Selon le format de l'annexe 4 et au vu du constat précité, un état des lieux de sortie sera établi contradictoirement au plus tard dans les huit jours suivant la fin normale ou anticipée du Contrat.

Le Délégant ou le nouvel exploitant qu'il désignera à cet effet, se réservent le droit de reprendre, en totalité ou en partie, les biens de reprise, ainsi que les stocks d'approvisionnement figurant aux inventaires mis à jour objet de l'annexe 4, qu'ils estiment utiles à la poursuite de l'exploitation normale du service.

L'exercice du droit de reprise donne lieu au versement par le Délégant ou le nouveau exploitant au Délégataire d'une indemnité correspondant à la valeur nette comptable desdits biens, fixée à l'amiable ou, à défaut, à dire d'expert. Cette indemnité est payée dans les trois mois qui suivent le rachat par la Ville ou le nouvel exploitant. Cette indemnité est calculée en fonction de l'amortissement technique des biens et compte tenu des frais éventuels de leur remise en état. La liste précise de ces biens et leur valeur sera communiquée par le Délégataire au Délégant six mois avant la fin normale du Contrat et immédiatement, en cas de fin anticipée.

**Article 38 : Déchéance**

En cas de manquement grave du Délégataire à ses obligations contractuelles ne résultant pas d'un cas de force majeure, d'un cas d'imprévision ou d'une faute du Délégant, dès lors que ce(s) manquement(s) est (sont) individuellement ou globalement d'une particulière gravité, notamment en cas de mise en danger de la vie d'autrui, de non-respect des règles de sécurité ou d'interruption prolongée de tout ou partie des activités attachées au service délégué ou compromettant la poursuite du Contrat dans des conditions normales, le Délégant peut, outre les mesures prévues aux articles 35 et 36, prononcer la déchéance, laquelle sera notamment possible :

- en cas de non-exécution répétée ou de manière durable aux obligations liées aux missions d'animation, aux travaux d'investissement d'entretien et de maintenance et de renouvellement et de gestion domaniale,

- en cas d'impossibilité d'assurer l'exécution des obligations contractuelles, après mise en régie,



CT

- en cas de manquements graves ou répétés aux obligations comptables, financière et de contrôle prévues au Contrat,

- en cas de fraude ou de malversation du Délégataire.

Lorsque le Délégant considère que les conditions de la déchéance sont réunies, il envoie au Délégataire une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de remédier au(x) manquement(s) constaté(s) dans un délai de deux mois à compter de la réception de la mise en demeure par le Délégataire.

La déchéance peut être prononcée si le Délégataire ne s'est pas conformé à ses obligations dans le délai qui lui est imparti dans la mise en demeure.

Les conséquences financières de la déchéance en ce compris les coûts liés à la mise en place d'un nouveau mode de gestion sont à la charge du Délégataire sous réserve du remboursement par le Délégant de la valeur nette comptable des investissements rattachés aux seuls biens de retour et ayant été autorisés par le Délégant.

**Article 39 : Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le Délégant peut mettre fin au Contrat avant son terme normal pour un motif d'intérêt général.

La décision peut prendre effet un an à compter de sa notification dûment motivée, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans ce cas, le Délégataire sera indemnisé du préjudice subi par lui, qui intègrera les éléments suivants :

- une indemnité correspondant à la valeur nette comptable des investissements rattachés aux seuls biens de retour et ayant été autorisés par le Délégant.

- sauf reprise des contrats de financement par le Délégant, le montant des indemnités liées à la résiliation anticipée desdits contrats souscrits pour la réalisation du programme d'investissement prévu à l'annexe 7,

- sauf reprise de contrats par le Délégant, le remboursement des frais et charges dument justifiés liés à la rupture des contrats conclus pour assurer l'exécution du Contrat, pour la partie non couverte à la date de prise d'effet de résiliation,

- le prix des biens et stocks à leur valeur nette comptable que le Délégant souhaite racheter ou faire racheter,

- une indemnité correspondant, au titre de manque à gagner, à une fois la moyenne annuelle de bénéfices prévisionnels avant impôts escomptés sur toute la durée du Contrat conforme aux chiffres de l'annexe 8. Dans le cas où la résiliation interviendrait dans les trois dernières années de la convention, cette indemnité sera diminuée à due proportion.



CT

L'indemnité est mandatée par le Délégant dans un délai de trois mois suivant la date de prise d'effet de la résiliation.

**Article 40 : Résiliation pour force majeure**

Lorsqu'un cas de force majeure se prolonge au-delà de six mois à compter du constat contradictoire entre les Parties de l'évènement constituant un tel cas, la résiliation du Contrat est de plein droit.

En toutes hypothèses, le Délégataire a droit à l'indemnisation prévue à l'article 39, à l'exception de l'indemnisation de bénéfices escomptés et déduction faite de l'ensemble des indemnités d'assurance perçues par le Délégataire.

## CHAPITRE VIII – DIVERS

**Article 41 : Réexamen des conditions financières du Contrat**

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution du Contrat de nature à modifier substantiellement son économie générale, les Parties conviennent d'ores et déjà de se rencontrer dans les cas suivants :

- en cas de modification du périmètre objet de l'annexe 1 et/ou du nombre de postes à flot,
- en cas de modification du programme d'investissement prévu à l'annexe 7,
- en cas de changement majeur dans les coûts d'exploitation dû à un changement de la réglementation portuaire, fiscale ou sociale,
- en cas de variation du chiffre d'affaires réel à la hausse ou à la baisse de plus de 15 % par rapport au chiffre d'affaires prévisionnel figurant au compte d'exploitation prévisionnel objet de l'annexe 8,
- Dans les cas où, des aménagements aux conditions d'organisation, de gestion et d'animation des plans d'eau et terre-pleins du périmètre, au programme d'investissements ou au plan stratégique seraient arrêtés (notamment déplacements de bateaux, acquisition de matériel, sécurité des plans d'eau, utilisation de terre-pleins, etc.) pour la période de préparation des Jeux Olympiques 2024 et la tenue des épreuves.

Le réexamen des conditions financières du Contrat a lieu à la demande de l'une des deux parties sur production de pièces justificatives, notamment un mémoire technique et financier.

L'accord des Parties portant modification du Contrat dans le cadre de ce réexamen, donnera lieu à la formalisation d'un avenant conformément à la réglementation en vigueur.

A défaut d'accord, dans un délai de deux mois à compter de la demande de la Partie qui aura sollicité le réexamen du Contrat, la procédure prévue à l'article 43 trouvera à s'appliquer.

**Article 42 : Intérêts de retard**

Toute somme due par une partie à l'autre portera, à compter de sa date d'éligibilité, intérêt au taux légal augmenté de 2 points.

**Article 43 : Règlement des différends**

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable leurs éventuels différends relatifs à l'interprétation, à l'exécution du Contrat ou à la fin du Contrat.

En cas de différend persistant au-delà d'un délai de trois (3) mois, les Parties désignent conjointement un expert indépendant, qui sera chargé d'émettre un avis sur le différend. A défaut d'accord entre les Parties sur le nom de l'expert, ce dernier sera désigné par le Président du Tribunal administratif de Marseille, à la requête de la Partie la plus diligente.

Les Parties déterminent conjointement, dans une lettre adressée à l'expert dès sa désignation, le délai dans lequel il doit rendre son avis. Ce délai ne pourra être supérieur à deux (2) mois. L'expert peut demander aux parties la communication, dans les plus brefs délais, de tout document ou pièce utile à l'analyse du différend.

Ni la survenance d'un différend, ni la saisine d'un expert ne sauraient en aucun cas soustraire le Délégataire à ses obligations au titre du Contrat.

A défaut de conciliation entre les Parties, les différends relatifs à l'interprétation, à l'exécution ou à la fin du Contrat sont portés par la Partie la plus diligente devant le Tribunal administratif de Marseille.

**Article 44 : Election de domicile**

Pour l'exécution du présent Contrat, les Parties font élection de domicile :

- pour le Délégant, en son siège administratif,
- pour le Délégataire, en son siège social.

Fait à Marseille,

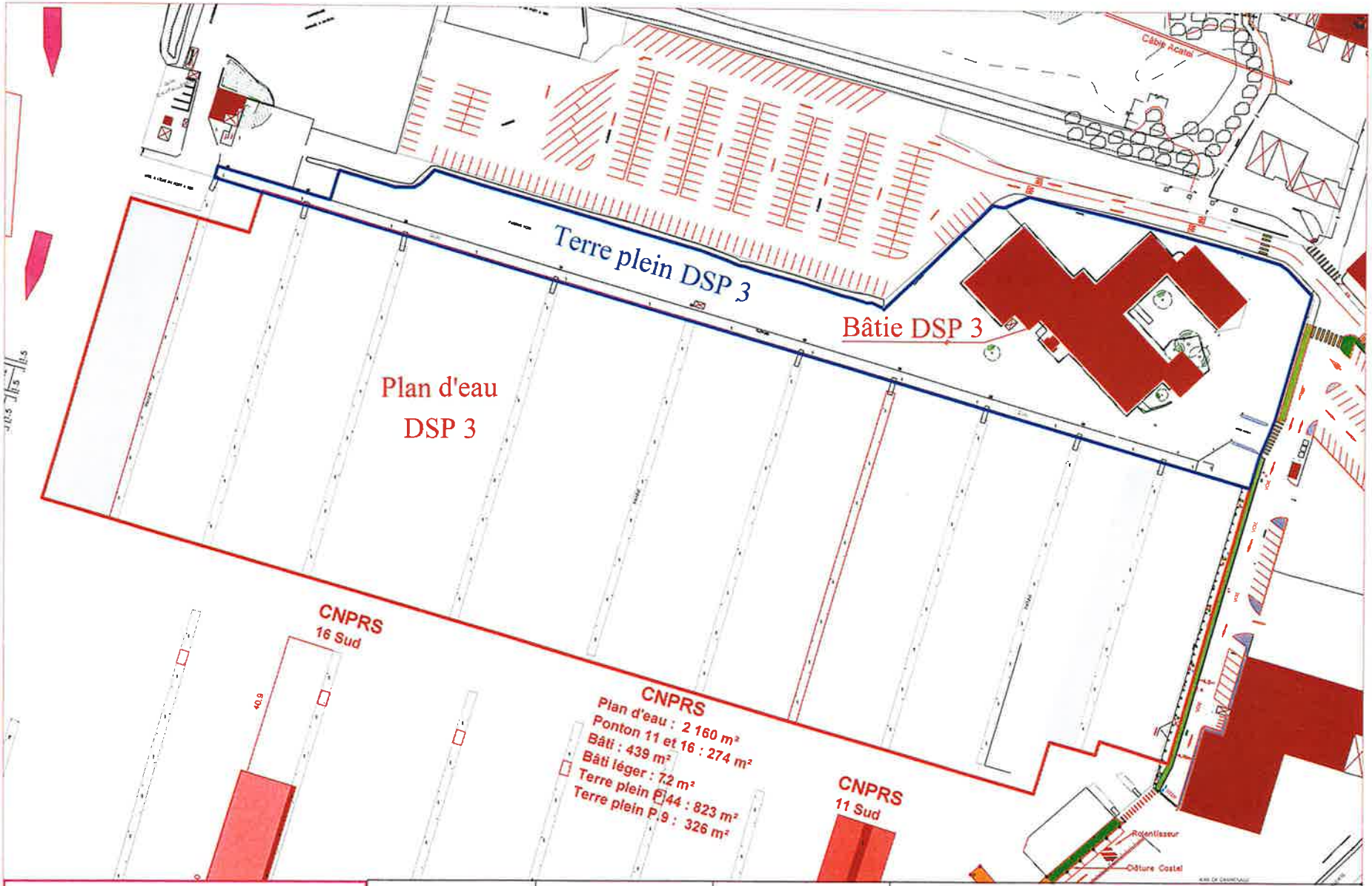
Le

En deux exemplaires originaux

Pour le Délégataire

Pour le Délégant






# DSP 3 Pointe Rouge

Surface plan d'eau : 33 290 m²
Surface terre plein : 8320 m²
Surface bâtie : 1770 m²

| Date: | Dessiné par: | Controlé par: | Révision | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 28 juin 2017 | Jean Monsello | | N° | date: | objet: |

## Périmètre DSP 3 Pointe Rouge

Métropole Aix Marseille Provence
Direction des ports

AIX MARSEILLE PROVENCE

ANNEXE 1

# Annexe A5 A – Description des installations portuaires du périmètre n°3 – Port de la Pointe-Rouge

## Yachting Club de la Pointe-Rouge

Les pannes datent de 2005, soit avant le début de la DSP. Elles ont été installées par le délégant.

### Quai Nord

Quai en béton (longueur 310 m),
Equipement : 9 échelles en inox (dont 3 incomplètes), 13 lampadaires (dont 3 abimés)
Structure en bon état général











## Panne 1

Panneau signalétique et d'affichage et 2 armoires électriques sur le quai.
Passerelle d'accès en structure métal et platelage bois
Ponton flottant en structure métal et platelage bois (longueur 100 m, largeur 2,5 m) équipé d'un portail anti-intrusion en métal avec protections latérales
Equipement : 1 échelle en inox, 8 lampadaires (dont 1 abimé) et 13 bornes de distribution d'eau (4 robinets) et d'électricité (4 prises).
Matériels entretenus, bon état général des installations












## Panne 2

Panneau signalétique et d'affichage et armoire électrique sur le quai.
Ponton flottant en structure métal et platelage bois (longueur 100 m, largeur 2,5 m), avec passerelle d'accès en structure métal et platelage bois muni d'un portail anti-intrusion en métal.
Equipement : 1 échelle en inox, 8 lampadaires et 13 bornes de distribution d'eau (4 robinets) et d'électricité (4 prises).
Matériels entretenus, bon état général des installations












## Panne 3

Panneau signalétique et d'affichage et armoire électrique sur le quai.
Ponton flottant en structure métal et platelage bois (longueur 100 m, largeur 2,5 m), avec passerelle d'accès en structure métal et platelage bois muni d'un portail anti-intrusion en métal.
Equipement : 1 échelle en inox, 8 lampadaires et 13 bornes de distribution d'eau (4 robinets) et d'électricité (4 prises).
Matériels entretenus, bon état général des installations












## Panne 4

Panneau signalétique et d'affichage et armoire électrique sur le quai.
Ponton flottant en structure métal et platelage bois (longueur 100 m, largeur 2,5 m), avec passerelle d'accès en structure métal et platelage bois muni d'un portail anti-intrusion en métal.
Equipement : 1 échelle en inox, 8 lampadaires (dont 1 abimé), 12 bornes de distribution d'eau (4 robinets) et d'électricité (4 prises), 1 borne de distribution d'eau (4 robinets) et d'électricité (6 prises).
Matériels entretenus, bon état général des installations










## Panne 5

Panneau signalétique et d'affichage et armoire électrique sur le quai.
Ponton fixe en béton et platelage bois (longueur 100 m, largeur 2,5 m) avec portail anti-intrusion en métal.
Equipement : chaine d'amarrage (2 x 100 m), 1 échelle en inox, 8 lampadaires et 11 bornes de distribution d'eau (4 robinets) et d'électricité (4 prises) ;
Matériels entretenus, bon état général des installations








## Panne 6

Panneau signalétique et d'affichage et armoire électrique sur le quai.
Ponton flottant en structure métal et platelage bois (longueur 100 m, largeur 2,5 m), avec passerelle d'accès en structure métal et platelage bois muni d'un portail anti-intrusion en métal.
Equipement : 1 échelle en inox, 8 lampadaires et 11 bornes de distribution d'eau (4 robinets) et d'électricité (4 prises) ;
Matériels entretenus, bon état général des installations








## Panne 7

Panneau signalétique et d'affichage et armoire électrique sur le quai.
Ponton flottant en structure métal et platelage bois (longueur 100 m, largeur 2,5 m), avec passerelle d'accès en structure métal et platelage bois muni d'un portail anti-intrusion en métal.
Equipement : 1 échelle en inox, 8 lampadaires et 11 bornes de distribution d'eau (4 robinets) et d'électricité (4 prises) ;
Matériels entretenus, bon état général des installations






## Panne 8

Panneau signalétique et d'affichage et armoire électrique sur le quai.
Ponton flottant en structure métal et platelage bois (longueur 100 m, largeur 2,5 m), avec passerelle d'accès en structure métal et platelage bois muni d'un portail anti-intrusion en métal.
Equipement : 1 échelle en inox, 8 lampadaires et 11 bornes de distribution d'eau (4 robinets) et d'électricité (4 prises) ;
Matériels entretenus, bon état général des installations






## Panne 9

Panneau signalétique et d'affichage et armoire électrique sur le quai.
Ponton flottant en structure métal et platelage bois (longueur 94 m, largeur 2,5 m), avec passerelle d'accès en structure métal et platelage bois muni d'un portail anti-intrusion en métal.
Equipement : 1 échelle en inox, 8 lampadaires et 13 bornes de distribution d'eau (4 robinets) et d'électricité (4 prises) ;
Matériels entretenus, bon état général des installations








## Panne 10

Panneau signalétique et d'affichage et 2 armoires électriques sur le quai.
Ponton flottant en structure métal et platelage bois (longueur 84 m, largeur 2,5 m), avec passerelle d'accès en structure métal et platelage bois muni d'un portail anti-intrusion en métal.
Equipement : 1 échelle en inox, 7 lampadaires et 11 bornes de distribution d'eau (4 robinets) et d'électricité (4 prises) ;
Matériels entretenus, bon état général des installations












## Quai 1 Est

Portail et clôture grillagée (90 ml) avec panneau signalétique et panneau d'affichage.
Quai en béton (longueur 83 m),
Equipement : chaine d'amarrage (83 m), 1 échelle en inox, 3 lampadaires et 5 bornes de distribution d'eau (4 robinets) et d'électricité (4 prises) ;
Bon état général des installations







CT

**Annexe 2 au contrat de Délégation : caractéristiques de la structure délégataire**

La structure en charge de la Délégation de Service Public (périmètre 3) est **l'Association Yachting Club Pointe Rouge.**

Le Y.C.P.R. est une association loi 1901. Elle a été créée le **16 juillet 1937**. Avec ses quelques 1 200 membres et leur famille, sportifs tous licenciés, aujourd'hui l'Y.C.P.R. est devenu **« Le »** « Club Nautique de Marseille ». Il affiche sa présence dans de nombreuses disciplines aquatiques. Ses sections sportives, ses écoles se développent d'année en année avec ambition.

Agréé Jeunesse et Sports, affilié aux Fédérations françaises de Sports Sous-Marins, de Voile, et de Pêche en mer, **l'Y.C.P.R. est l'un des plus grands Clubs nautiques** de Méditerranée, et un des tout premiers Français.

L'association est administrée par un conseil d'administration composé de quinze membres élus au scrutin secret pour trois ans par l'Assemblée Générale et choisis parmi les membres jouissant de leurs droits civils et à jour de leurs cotisations et redevances.

Le conseil d'administration choisit, parmi ses membres, au scrutin secret un Bureau composé du Président, de deux Vice-Présidents, d'un Secrétaire Général, d'un Trésorier.

L'Y.C.P.R. gère depuis 1972, 721 places à flot et une centaine de places à terre.

Les bâtiments sur une surface-plancher de 1 950 $M^2$ abritent :

Un Club House avec ses locaux d'accueil, un bar-restaurant (le bar-restaurant est géré par une EURL, filiale à 100% du yacht club ; un contrat de gestion est passé entre YCPR et le yachting, sur la base de laquelle une redevance annuelle fixe est versée par l'EURL au YCPR) , salles de réunion, bureaux, vestiaires ;

Des locaux sportifs avec vestiaires, douches, placards individuels, atelier de réparation, casiers et râteliers de rangements pour bateaux légers, planches à voile, espars... ;

Des installations techniques : salle de gymnastique, station de gonflage de bouteilles de plongée ; de vastes parkings avec accès contrôlé. Le YCPR comprend plusieurs sections spécialisées :

CT

**Section, école de voile et de glisse** :

Avec 5 salariés permanents, (4 à temps plein et 1 à temps partiel), 6 salariés saisonniers au-minimum, une importante flotte (50 planches à voile – 22 optimists – 5 lasers 2000 – 24 lasers Pico – 3 catamarans HC 16 – 2 catamarans HC twixy 12 pieds – 2 Twenty Niner, 8 paddle), le Y.C.P.R. se positionne au premier plan des clubs régionaux.

D'une capacité d'accueil supérieure à 160 élèves par séance journalière, le Y.C.P.R. travaille en étroite relation avec plusieurs établissements privés au niveau de la préparation pour l'option voile au BAC, avec deux établissements publics en section sportive de voile avec horaires aménagés, avec 30 établissements sous conventions du CE 1 à la Terminale en fonctionnement hebdomadaire et classe de mer, ce qui représente 1570 élèves.

Cette organisation lui permet de préparer les coureurs pour une future entrée en classe « section sportive voile ». Les sorties hebdomadaires loisirs le mercredi et samedi, ainsi que les stages sur toutes les périodes de vacances scolaires, ouverts à tous à partir de 5 ans sur douze supports différents, représentent plus de 1 800 stagiaires accueillis et formés à la pratique de la voile en 2016.

Une équipe de compétition voile légère sportive, composée de 61 coureurs tous classés, suit des séances d'entraînement hebdomadaire, des stages et participe à de nombreuses régates régionales, interrégionales, nationales et internationales. Ces entraînements représentent 1 780 séances, plus 431 prestations d'entraîneurs. Cette équipe très dynamique se compose de la façon suivante :

- Optimist Critérium Division II (8 coureurs),
- Optimist Equipe de Club (5 coureurs),
- Optimist Critérium Division III (8 coureurs),
- Planche à Voile enfant Critérium Division III (7 coureurs),
- Planche à Voile bic 293 Division II (9 coureurs),
- Planche à Voile bic 293 Division I (8 coureurs),
- Planche à Voile Olympique RSX (3 coureurs),
- 29 er (2 coureurs)
- 49er (1 coureur)
- 470 (1 coureur)
- Laser (2 coureurs)

Par sa forte activité, sa présence annuelle sur le site durant 49 semaines, sept jours sur sept, avec une importante flotte de bateaux de sécurité immédiatement disponibles, un stock de matériels individuels de sécurité le Y.C.P.R. joue un rôle

d'animation et de sécurisation du site de la Pointe Rouge (plage, port, zone de navigation dans et au-delà des 300 mètres).

Nous comptons pour la seule année 2016 : 740 séances moniteurs-école de voile scolaire annuellement, 760 séances l'été et 480 séances entraîneurs durant les week-ends.

Tous les moniteurs salariés du Y.C.P.R. sont diplômés d'Etat. Certains d'entre eux sont également entraîneurs de ligue.

Le Y.C.P.R. est conventionné par l'Éducation nationale, pour des classes section sportive voile, pour les opérations « Plan voile 13 » en partenariat avec le Comité Départemental de Voile. Il est labélisé dans toutes les catégories fédérales (école de voile, équipe de club, équipe compétition prochainement labélisé « club haut niveau » par la FFV.

**Une section, école de plongée** :

Elle dispose d'un moniteur salarié permanent, deux saisonniers et huit encadrants fédéraux tous issus de la filière Y.C.P.R., équipée de deux semi-rigides gros-porteurs pouvant embarquer 40 plongeurs.

Elle a aussi une station de gonflage H.P. 32 $M^3$/heure répondant aux toutes dernières normes de qualité d'air débité, et de sécurité, d'un stock de matériels performants et renouvelés chaque année (44 blocs, 25 détendeurs, 80 combinaisons hommes, femmes et enfants, gilets de stabilisation, ordinateurs de plongée, palmes, masques, tubas).

Avec plus de 3800 plongées cumulées, ce qui représente 310 sorties annuelles, elle valide une centaine de formations FESSM par an et accompagne des stagiaires aux qualifications de moniteur fédéral. Elle réalise chaque année plus de 200 baptêmes en milieu naturel et une quarantaine de stages enfant.

Par sa large participation aux différentes actions (comptage des nacres, des mérous, opérations Clean Port, nettoyage des calanques, sorties en mer sous le thème « découverte du biotope » pour des personnes atteintes d'un handicap moteur), l'école de plongée participe ainsi très activement à la découverte subaquatique dans le respect de la mer de son environnement. Elle motive en outre ses adhérents sur les problèmes écologiques qui risquent de se poser dans l'avenir. La section a obtenu le label Ecosub (http://www.ffessm.fr/ecosub.asp).

**Une section, école de pêche :**

Avec un salarié permanent (moniteur fédéral) épaulé par un deuxième moniteur diplômé vacataire en période estivale, elle dispose d'un ensemble d'outils pédagogiques importants, avec en particulier un aquarium eau de mer de 4,7 $M^3$ qui

recense la plupart des espèces locales méditerranéennes, une salle de vidéo-projection, un bateau aménagé.

**Une section, école de navigation**

Le 31 janvier 2014, le Y.C.P.R. a reçu l'agrément de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer pour la formation aux permis mer (options côtière et extension hauturière). L'école de navigation du club a donc en charge la préparation aux examens théoriques de ces permis, mais aussi la certification des manœuvres de pilotage en mer des candidats.

Ces formations sont dispensées par nos formateurs, détenteurs d'autorisation d'enseigner des Affaires Maritimes. Elles ne sont pas exclusivement réservées aux membres du club, mais sont également accessibles à leur famille, aux personnes non membres du club, ainsi qu'aux partenaires du club tels que l'Institut de Plongée Professionnelle.

En 2016, 147 candidats se sont présentés à l'examen permis « Option Côtière » et 80 % ont réussi ; 2 candidats à « l'extension hauturière » et les deux ont réussi.

Avec 15 salariés permanents que le Y.C.P.R emploie (accueil, secrétariat, comptabilité, agents d'entretien, agent portuaire, chef de base, moniteurs de sport), auxquels il faut ajouter les 15 salariés permanents de sa filiale « le Yachting » qui exploite le bar-restaurant, (à ces chiffres, il convient d'ajouter aussi un nombre d'emplois saisonniers non négligeable pour faire face à l'afflux estival de fréquentation de ses écoles), le **Y.C.P.R. aux dimensions d'une P.M.E se classe parmi les tout premiers employeurs du Port de la Pointe Rouge**.

À la tête de chacune de ces sections spécialisées, un responsable bénévole assure le lien permanent avec le conseil d'administration :

Voile Habitable : courses et croisières ; Voile Habitable : de loisir ; Voile légère sportive : Optimist, laser Pico, 29er ; Multicoques : catamarans ; Planches à voile : RSX, Bic 2 93 ; Pêche hauturière ; Pêche sportive, à la palangrotte et à soutenir bateau ; Sports sous-marins : pêche sous-marine, plongée bouteilles ; Monotypes ; Motonautisme de loisir.

Une salle de mise en condition physique est à la disposition des membres du club, les cours sont dispensés par une monitrice diplômée d'État. Cette structure permet également aux entraîneurs d'assurer les programmes de préparations physiques spécifiques de nos athlètes.

De nombreuses activités d'animation et de loisirs sont ouvertes à tous, toute l'année, elles permettent en toute convivialité de bénéficier des installations et structures du Club.

Ils disposent de : Jeux de cartes (belote contrée), soirées culturelles diverses : projections de films, conférences, présentations artistiques, dîners-débats, etc.

Des soirées, des repas dansants sont régulièrement proposés ainsi que des sorties de groupe.
Le Y.C.P.R. a participé de façon très active à des événements nautiques importants dans la rade de Marseille avec notamment :

L'arrivée de The Race.

La Parade du France.

Les jeux Mondiaux de la Voile.

Le trophée ORMA.

Les Voiles du Vieux-Port.

Marseille Fête la Pêche.

Louis Vuitton America's Cup Act 1.

La Route de l'Équateur. Matondo CONGO.

La Route des Îles.

Manche Coupe du Monde Off-shore P 1.

World Match Racing Tour (étape du Championnat du monde de Match Race).

European Tour Mod 70.

La grande parade Marseille capitale de la voile.

Championnat du monde de 49 er et 49 er FX

Europa Cup Laser.

Coupe internationale de Printemps.

Championnat de France Espoir glisse

Challenge de photos sous-marines

SNIM Dériveurs : Championnat d'Europe de 3 séries olympiques et championnat d'Europe jeunes RS : X

Une **trentaine d'événements sont organisés de janvier à décembre** (L'Y version COUP DE CŒUR avec Hand'Y Cap, Clean Port, la Tacita Med Cup / L'Y version CLUB avec la

traditionnelle fête du 1er mai, la soirée Champions et l'arbre de Noël / L'Y version LOISIR avec les lotos, les balades en voiliers, les sorties de pêche en famille, le trophée des sports sous-marins et les puces nautiques / L'Y version COMPETITION et GRANDS EVENEMENTS avec l'organisation de la SNIM Dériveurs, la Med Cup 13 Windsurf, le challenge de photo sous-marine et en 2017 le championnat d'Europe des séries Olympiques.

Le **palmarès** du YCPR est élogieux : il compte 4 sélectionnés olympiques à son actif (**Lise Vidal**, **Dimitri Deruelle, Julien d'Ortoli et Noé Delpech**) et plus d'une centaine de podiums nationaux, européens et mondiaux issus en majorité de la formation du club.

Parmi les coureurs actuels du club, on peut citer : **Franck Cammas** (vainqueur Volvo Ocean Race, Skipper du Groupama Team France pour l'America's Cup), **Thierry Fouchier** (vainqueur de l'America's Cup, Groupama Team France), **Julien d'Ortoli et Noé Delpech** (5èmes des Jeux Olympiques de Rio 2016 en 49er), **Tom Arnoux** (jeune véliplanchiste champion de France, d'Europe et du monde, **Christopher Pratt** (coureur au large), **Sébastien Col** (America's Cup, moth à foil et GC32), **Lise Vidal, Nadège Douroux**, **Ingrid Petitjean**, **Olivier Backès** et **Dimitri Deruelle** (anciens sélectionnés olympiques), **Coraline Jonet** (multicoque D35 Team Alinghi), **Morgan Bourc'his** (champion du monde d'apnée) et **Sylvain Ferachoglou** (Equipe de France de pêche sportive).

**Annexe 3 au contrat de Délégation : projet stratégique,**

**description des services et objectifs**

**Ce projet ne pourra être mis en place uniquement si le YCPR conserve la gestion du plan d'eau.**

**2017 : c'est l'année des 80 ans du Yacht Club de la Pointe Rouge, l'âge d'une institution qui n'a plus à faire ses preuves**. Sur cette longue période, le Yacht Club a vécu les étapes de création, de croissance, de développement et inéluctablement, toutes celles au cours desquelles, il a été nécessaire de s'adapter.

Le Yacht Club a vu ses activités se diversifier et se densifier tout en recueillant toujours l'adhésion de publics marseillais toujours plus larges. Le modèle du yachting club est très particulier et n'est pas celui d'un « port parking ». Au contraire, il a, au fil des années, développé un modèle où les fonctions « sociale », « formation », « animation », « compétition », « développement durable », « portuaire » sont étroitement associées les unes aux autres.

**Le YCPR a ainsi consolidé et développé une structure originale profondément concernée par la valorisation du littoral marseillais et ancré dans son tissu social.**

Il est devenu un haut lieu de rencontres de marseillais, tous passionnés par la mer. Son organisation, l'excellence de ses activités en ont fait l'une des plus importantes structures d'accueil de compétitions nautiques internationales.

Si le Yacht Club est un grand bassin d'accueil de bateaux de plaisance, idéalement situé entre la ville et le massif des calanques, et entouré de tous les services complémentaires à ses activités, il est aussi un lieu de rencontres et de convergences sociales, pour toutes les générations (**le nombre de bénévoles du club mobilisés lors des manifestations témoigne de l'intérêt spontané des marseillais à ses activités**). Fier de ses racines, il rayonne et contribue largement et activement à la promotion de la ville.

**Ce n'est pas un hasard si le Yacht Club est pressenti pour accueillir certaines compétitions des prochains Jeux Olympiques !**

**C'est autour de ces valeurs que nous souhaitons poursuivre et développer nos activités avec toujours plus de mobilisation des marseillais, plus de formations et activités nautiques, plus de contribution au rayonnement de notre Ville.**

Notre programme stratégique s'articule autour des grands volets d'activité suivants :

- Bien évidemment, **l'activité plaisance et l'accueil de bateaux** dans son grand bassin ; le Yacht club souhaite rester une composante structurante et importante de l'offre marseillaise pour l'activité plaisance. Nous souhaitons poursuivre, participer et



GT

développer la mise en réseau de l'offre portuaire de plaisance marseillaise, tout en restant attentif aux innovations propres aux activités plaisance.

- Le YCPR enrichira ses services par la mise en place d'un accueil des passagers aussi bien par téléphone que par VH y compris les week-ends.
- Le **développement de la section voile** : nous rappellerons que l'école de voile est labélisée « école Française de voile », « école de sport », « équipe de club » et « club voile loisir ».

Ses 5 moniteurs / entraîneurs permanents, sont tous titulaires du brevet d'état de voile 1er ou 2ème degré et du diplôme d'entraîneur fédéral. Elle propose plusieurs types de stages : « moussaillons », « multi-activités » ... Nous souhaitons maintenir cette activité et encore la développer en entreprenant des actions telles que :

Le lancement de nouvelles pratiques : De nouvelles pratiques seront lancées et de nouvelles unités pourront être acquises. Ce sera notamment le cas pour le foil.

Nous vivons actuellement un important virage dans le monde de la voile : le foil est devenu incontournable et n'est plus seulement réservé aux bateaux de compétition.

L'économie du foil prend son envol et contribue à relancer l'activité économique du nautisme et concerne : les écoles de voile, les constructeurs de bateaux, de foils, les fabricants de planches, les cabinets d'études,... Le marché de la plaisance à moteur, où l'on est encore au stade du prototype est également concerné. Au-delà de la vitesse, le foil permet aussi aux bateaux motorisés de réaliser des économies substantielles de carburant entre 25 et 40 %.

La voile Olympique, d'ici les JO de 2024, va prendre en compte les foils : le catamaran Nacra 17 qui vient de passer sur foil, va sans doute suivre la tendance.

C'est une véritable révolution qui va concerner toutes les pratiques de voile. La navigation sur foil est devenue une pratique incontournable sur nos plans d'eau, très attrayante car procurant de nouvelles sensations. L'atout foil séduit : il donne une impression de voler, sans bruit et permet de progresser très vite, avec dix nœuds de vent on peut atteindre la vitesse de 25 nœuds.

Il est désormais impératif de « penser foil » et de prévoir la création d'activités en relation avec cette nouvelle pratique. Ainsi, nous envisageons de proposer :

- des stages d'initiation au vol sur engins à foil, alliant navigation et cours théoriques basés sur les fondamentaux de la pratique du foil,

- des stages de formation des entraîneurs sur la pratique du foil mais également sur les techniques d'encadrement car il faut repenser une approche sécuritaire spécifique à ces nouveaux engins.



CT

- pour notre section « voile légère compétition » nous nous devons de rester à la pointe de la technologie et d'évoluer progressivement en proposant la pratique de supports à foil aux jeunes compétiteurs du club pour rester au plus haut niveau.

Dans cette optique, nos entraineurs ont suivi la première formation sur les supports à foil organisée par la Fédération Française de Voile en mai dernier.

Nous nous sommes également portés candidat pour organiser la Foiling Week www.foilingweek.com, événement majeur dans le domaine du foil, avec un avis favorable pour 2018 ou 2019.

La foiling week est une semaine organisée autour des engins à foil plusieurs fois par an, dans différents endroits dans le monde. Elle s'est déroulée au Lac de garde en juillet dernier et aura lieu à Miami en novembre, en Uruguay en janvier et à Sydney en février.

Elle réunit tous les acteurs professionnels du foil avec leurs dernières nouveautés ; elle propose également des compétitions par support, des conférences et rencontres, des expos, des essais sur l'eau, ainsi que des challenges sportifs inédits mixant les différents engins à foils.

Cet événement riche en innovations est à la fois très professionnel mais également tourné vers le grand public afin de faire connaitre les différentes disciplines au plus grand nombre, avec possibilité de tester des engins.

D'autres innovations pourront être envisagées : par exemple, à l'image de ce qui est développé dans le Pays Basque, nous pourrions lancer un living lab, avec les professionnels régionaux du nautisme. Il s'agit de tester en grandeur nature de nouveaux équipements de plaisance et nautisme auprès de publics d'utilisateurs. La densité de nos activités serait un atout pour une telle initiative.

Par ailleurs, avec les centres de formation de la ville, nous envisageons d'accompagner des actions de création d'activité dans le nautisme et la plaisance par les jeunes. Ceci permettrait au club d'accroitre sa dimension économique en contribuant directement à la création d'activités. Plus largement, nous souhaitons développer nos relations avec la Direction économie de la Métropole pour développer un plan d'actions spécifiques dans ce domaine.

- **Le développement de la section plongée ;** celle-ci a été créée en 1987. Ouverte à l'année, elle organise plus de 300 sorties par an afin de faire découvrir la richesse des fonds, sur une zone allant du Phare de Planier au Cap de Morgiou. Dans le cadre de la FFESSM (Fédération Française d'Etudes et de Sports Sous-Marins), elle accueille tous types de publics : enfants, adultes, groupes et scolaires. Ouverte à tous, du débutant au plongeur confirmé, elle dispense des formations reconnues internationalement dans le cadre de la CMAS, Confédération Mondiale des Activités Subaquatiques. L'école est située sur le port, à proximité immédiate des bateaux. Elle dispose de locaux conçus

pour limiter les transports de matériel et améliorer le confort du plongeur : douches chaudes, vestiaires, sanitaires hommes et femmes, salle de cours, ainsi qu'une grande salle pour se préparer. Sont disponibles plus de 25 équipements complets récents, une station de gonflage, 60 combinaisons et 40 bouteilles permettant à chacun d'y trouver du matériel adapté : homme, femme et enfant dès huit ans. La section dispose également de deux semi-rigides gros porteurs permettant d'accueillir près de 40 plongeurs sur une même session : L'Orca, Oversea 28 de 8,20m et 300 cv. Homologué pour 21 plongeurs, mis à l'eau en juin 2010 et l'Exocet, Lomac 7,60m et 250 cv. Homologué pour 20 plongeurs. Un moniteur ayant un brevet d'Etat organise l'activité tout au long de l'année, aidé par des moniteurs fédéraux. L'été, d'autres moniteurs diplômés « brevet d'Etat » et jusqu'à 10 moniteurs fédéraux, moniteurs stagiaires, initiateurs et plongeurs niveau 4 viennent compléter l'équipe. Les stages et sorties sont permanents et nous souhaitons densifier encore cette activité. La section a obtenu le label Ecosub (http://www.ffessm.fr/ecosub.asp)

- **Le développement de la section pêche** : le plateau marin de la baie de Marseille est très riche et est propice à l'exercice de toutes formes de pêche. C'est dans ce site privilégié que les diverses disciplines de 'pêche bateau' (depuis un bateau) proposées au YCPR sont pratiquées : la 'pêche à soutenir' (où l'on soutient la canne) et la pêche à la palangrotte, dans la plus pure tradition provençale. Ces deux techniques servent de support à l'organisation de nombreux concours amicaux et sélectifs pour les championnats nationaux et internationaux. Y participent, les quelques 670 pêcheurs licenciés au YCPR et membres de la section pêche sportive, obéissant à une réglementation internationale encadrée en France par la FFPM qui veille au bon respect des règles d'homologation, de sécurité et d'environnement marin.

  Pour les dix ans à venir, nous souhaitons maintenir et développer les activités de la section pêche, en prenant davantage en compte les pratiques d'éco-responsabilité. Des actions sont d'ailleurs déjà engagées, puisque la section travaille en étroite collaboration avec le Parc National des calanques dans le cadre de programmes pour la conservation du patrimoine marin et la gestion des espèces. Ceci se traduit par l'instauration de calendriers pour les périodes de pêche, la prise en compte de quotas et l'interdiction de prélèvement, en pêche sportive, de différentes variétés de poissons comme le loup, la dorade royale, le corb , le mérou etc ... Cette interdiction s'applique également au thon rouge et à l'espadon, en pêche hauturière.

  Nous pensons que ces aménagements restrictifs mais réfléchis permettent de pérenniser une activité traditionnelle et ancestrale pratiquée par de nombreux marseillais. Nos actions futures respecteront le milieu marin avec le souci permanent d'un développement durable et une gestion responsable des stocks,

  Nous ferons une veille sur les nouvelles pratiques de pêche de loisir en Europe, en nous rapprochant des plus grands clubs méditerranéens afin d'anticiper sur les grandes évolutions propres à cette activité.

- **Le yachting-restaurant café club house** : au premier étage du bâtiment du Yacht Club, occupé au rez-de-chaussée par les bureaux administratifs et salle de réunion, le restaurant présente une vue panoramique sur la rade sud de Marseille et le port de la Pointe Rouge. "Le Yachting" est ouvert toute l'année, tous les jours le midi, et le soir sur demande pour les groupes. Avec sa vaste salle climatisée bordée de deux terrasses ensoleillées et sa vue sur la mer, le Yachting est idéal pour un simple déjeuner ou pour l'organisation de tous les évènements personnels ou professionnels. Le Yachting dispose de nombreux équipements et d'un accès pour les personnes à mobilité réduite.

  Avec la salle principale du restaurant de 350 m2 / Repas assis - capacité max : 200 personnes / Cocktail - capacité max : 400 personnes / Equipements : WiFi, une terrasse mer : Terrasse mer : 75 $m^2$ / Repas assis - capacité : 40 personnes, une Terrasse chapiteau (chauffé en hiver) : Terrasse de 200 m2 avec chapiteau de 150 m2 / Repas assis - capacité : 200 personnes / Cocktail - capacité : 400 personnes, il est disponible pour l'organisation de tout type d'évènements (évènements familiaux, professionnels). Il est aussi équipé d'une salle de 100 $m^2$ pour 80 personnes susceptible d'être louée à la journée ou demi-journée.

  Ce restaurant et ses équipements sont essentiels aux activités du club. Nous souhaitons pour les dix années à venir maintenir ses activités dans leur disposition actuelle, en assurant, bien entendu, sa maintenance. Les surfaces et services disponibles sont largement mobilisés et il est difficile d'envisager de nouvelles activités. Il est vrai néanmoins que le restaurant est « le reflet » des activités du club : tout développement et nouvelles activités se traduiront par des moments festifs ou gastronomiques dans le restaurant. Celui-ci cherchera à élever toujours plus son niveau de qualité et sa carte, notamment dans les nouvelles formes de cuisine et la valorisation de produits locaux.

  Dans la mesure où le club participe toujours plus à des compétitions internationales, il nous parait important que la restauration et donc le « Yachting », soient également un ambassadeur du patrimoine culinaire local auprès des compétiteurs étrangers qui nous rendent visite. Cette action doit contribuer aussi au rayonnement de la Ville.

  Nous resterons par ailleurs ouverts à l'accueil de réunions et évènements promus par la Ville et ses partenaires : nous proposons, à cet effet, d'avoir des relations régulières avec ses différentes Directions afin d'être en mesure de proposer nos services de restauration.

# Tableau d'Animation

| Manifestations - chaque année de la durée de la Délégation | Organisateur | Partenaires | Dénomination / nature principale / cibles | Date de début | Date de fin | Durée | Site | Plan d'eau occupé | Terre-pleins occupés | Moyens humains (ETP) fournis par l'organisateur YCPR | Moyens techniques fournis par l'organisateur YCPR | Moyens humains (ETP) fournis par la délégation | Moyens techniques fournis par la délégation | Subventions reçues par la délégation | Subventions versées par la délégation à l'organisateur YCPR | Coût de la manifestation à la charge de l'organisateur | Coût de la manifestation à la charge de l'YCPR * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Kota | YCPR | Commerçants Marseillais | 150 participants - 20 bénévoles - Cible : membre club + pers du quartier | 1/01 - 21/01 - 2/12 16/12 | | 4 x 1 jour | Périmètre DSP | | | 20 bénévoles | | | | | | | 6 000,00 € |
| Balade des Rois | YCPR - Section Voile Habitable | non | 40 participants - 5 bénévoles - Cible : membres section voile habitable | 13/1 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 5 bénévoles | 1 semi-rigide | | | | | | 1 500,00 € |
| Med Cup Windsurf en Provence | YCPR - Section Voile légère | Ville de Marseille, CD13, Région PACA | 200 participants - 6 nations - 80 bénévoles - Cible : planchistes européens | 3/2 | 5/2 | 3 jours | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 80 bénévoles | 2 semi-rigide + barge | 4 | | | | 30 000,00 € | |
| Régate D4 et Minwish | YCPR - Section Voile légère | non | 30 participants - 5 bénévoles - Cible : Jeunes des clubs du département | 17/3 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 5 bénévoles | 3 semi-rigide | 3 | | | | 2 000,00 € | |
| D4 Optimist | YCPR - Section Voile légère | non | 30 participants - 5 bénévoles - Cible : Jeunes des clubs du département | 21/3 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 3 salariés - 5 bénévoles | 3 semi-rigide | | | | | 2 000,00 € | |
| Ronde de Printemps | YCPR - Section Voile Habitable | non | 40 participants - 5 bénévoles - Cible : membres section voile habitable | 24/3 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 5 bénévoles | 1 semi-rigide | | | | | 2 000,00 € | |
| Sortie pêche de la fête du club | YCPR - Section pêche | non | 90 participants - 10 bénévoles - Cible : pêcheurs du département | 14/4 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 10 bénévoles | | | | | | 2 000,00 € | |
| Plages Nautiques | YCPR | non | 50 participants - 5 bénévoles - Cible : Tous les pratiquants de sports nautiques | 28/4 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 10 bénévoles | | | | | | 1 000,00 € | |
| Fête du Club | YCPR | Réserve parlementaire | 400 participants - 150 bénévoles - Tout public membres et extérieurs | 1/5 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 5 salariés - 150 bénévoles | | | | | | 28 000,00 € | |
| Journée Sécurimar | YCPR - Section Voile Habitable | non | 10 participants - pratiquants voile habitable des clubs Marseillais | 19/5 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 2 bénévoles | | | | | | 600,00 € | |
| Challenge Y | YCPR - Section pêche | Ville de Marseille | 80 participants - 10 bénévoles - Cibles : Pêcheurs du département | 20/5 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 10 bénévoles | | 1 | | | | 3 800,00 € | |
| Tacita Med Cup | YCPR - Section Voile Habitable | non | 55 participants - 20 bénévoles - Public : Entreprises | 1/6 | 3/6 | 3 jours | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 2 salariés - 20 bénévoles | 1 semi-rigide + barge | | | | | | 8 000,00 € |
| Croisière du portant | YCPR - Section Voile Habitable | non | 70 participants - 5 bénévoles - Cible : membres section voile habitable | 9/6 | 10/6 | 2 jours | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 5 bénévoles | 1 semi-rigide | | | | 2 500,00 € | | 10 000,00 € |
| Concours pêche à soutenir bateau | YCPR - Section pêche | non | 65 participants - 10 bénévoles - Cible : pêcheurs du département | 10/6 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 10 bénévoles | | 1 | | | | 1 900,00 € | |
| Hand'Y Cap | YCPR | non | 80 participants - 100 bénévoles - Cibles : Associations pour personnes | 30/6 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 5 salariés - 100 bénévoles | 5 semi-rigide + barge | | | | 3 750,00 € | | 15 000,00 € |
| Sortie pêche sous-marine | YCPR - Section plongée | non | 25 participants - 5 bénévoles - Cible : pratiquant pêche sous-marine du département | 1/7 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 5 bénévoles | 1 semi-rigide | | | | 750,00 € | | 3 000,00 € |
| 1NIM Oériveurs - Championnat du Monde 49er-49erFX-Nacra 17 | | Ville de Marseille, CD13, Région PACA | 700 participants + 40 entraineurs - 40 nations - 100 bénévoles - Cible : | 25/8 | 30/8 | 6 jours | Hors périmètre DSP - Stade Nautique du | | | 15 salariés - 120 bénévoles | 7 semi rigide + barge | | | | | | 200 000,00 € |
| Marseille fête la pêche | YCPR - Section pêche | non | 90 participants - 10 bénévoles - Cibles : Pêcheurs du département | 8/9 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 10 bénévoles | | | | | | | 1 000,00 € |
| Challenge de Photo sous marine | YCPR - Section plongée | Ville de Marseille | 64 participants - 10 bénévoles - Cible : Photographes sous marin français | 14/9 | 16/9 | 3 jours | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 15 bénévoles | 2 semi-rigide + barge | 2 | | | | 10 000,00 € | |
| Massilia Tuna Cup | YCPR - Section pêche | non | 90 participants - 10 bénévoles - Cible : pêcheurs du département | 15/9 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 10 bénévoles | | 1 | | | | 3 800,00 € | |
| Ronde d'automne | YCPR - Section Voile Habitable | non | 50 participants - 5 bénévoles - Cible : membres section voile habitable | 22/9 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 5 bénévoles | 1 semi-rigide | 1 | | | | 4 500,00 € | |
| Clean Plan | YCPR | non | 100 bénévoles | 6/10 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 4 salariés - 100 bénévoles | | | | | 500,00 € | | 2 000,00 € |
| Duo Calamars | YCPR - Section pêche | non | 70 participants - 10 bénévoles - Cible : pêcheurs du département | 12/10 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 1 salarié - 10 bénévoles | | | | | | | 1 000,00 € |
| Soirée des champions | YCPR | non | 70 sportifs du club récompenses pour leurs résultats sportifs de l'année | 16/11 | | 1 jour | Périmètre DSP | | | 10 salariés - 5 bénévoles | | | | | | | 20 000,00 € |
| Régate de Ligue Laser | YCPR - Section Voile légère | non | 90 participants - 10 bénévoles - Cible : Laseristes de tout âge régionaux | 25/11 | | 1 jour | Périmètre DSP | | En périphérie du Yacht Club | 50 bénévoles | 7 semi-rigide + barge | 4 | | | | 14 500,00 € | |
| Arbre de Noel | YCPR | non | 150 enfants et petits enfant des membres + 150 accompagnants | 12/12 | | 1 jour | Périmètre DSP | | | 3 salariés - 60 bénévoles | | | Barge | | | | 18 000,00 € |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAUX | | | | | | 41 jours dont 29 en périphérie du | | | | | | 17 sur 12 jours | | | 7 500,00 € | 70 500,00 € | 321 100,00 € |

* En cas de non organisation de l'une des manifestations à la charge du YCPR, aucune pénalité ne pourra être appliquée par le délégant

**Annexe A5 B INVENTAIRE DES BIENS DE RETOUR DES INSTALLATIONS PORTUAIRES DE LA DSP 3 - VNC AU 31/12/2017 en €**

| Type | Sous-type | Objet | Toutes pannes | | | Quai Nord | | | Quai 1 Est | | | Panne 1 | | | Panne 2 | | | Panne 3 | | | Panne 4 | | | Panne 5 | | | Panne 6 | | | Panne 7 | | | Panne 8 | | | Panne 9 | | | Panne 10 | | | TOTAUX | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Descriptif | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Descriptif | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Descriptif | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Descriptif | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Descriptif | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Descriptif | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Descriptif | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Descriptif | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Descriptif | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Descriptif | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Descriptif | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Descriptif | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Descriptif | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 |
| Infrastructures | Sous-marin | Poteau / Corps Mort + chaine | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | Chaine mort- Corps Mort + chaine | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | merlon mono | | | | Longueur estimée | 5 871 € | 2 668 € | Quai/Panne10 94 m | 6 280 € | 843 € | Panne 1/2 : 100 m | 6 280 € | 843 € | Panne 2/3 100 m | | | Panne 3/4 100 m | | | Panne 4/5 100 m | 734 € | 101 € | Panne 5/6 100 m | 1 468 € | 206 € | Panne 6/7 100 m | 7 552 € | 1 184 € | Panne 7/8 100 m | 8 286 € | 1 297 € | Panne 8/9 100 m | 1 468 € | 217 € | Panne 8/9 100 m | 7 421 € | 4 514 € | Panne 8/10 94 m | 11 824 € | 6 972 € | 57 182,00 € | 18 845,54 € |
| | | chaine lie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | cale de mise à flot | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | autres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | terrestre | Quai | | | | Enfoui 310 ml | | | Enfoui 87 ml | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | Chaine de quai | | | | | | | 90 ml | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | Ponton | | | | | | | | | | 1 ponton flottant (bois) (100 ml) | | | 1 ponton flottant (bois) (100 ml) | | | 1 ponton flottant (bois) (100 ml) | | | 1 ponton flottant (bois) (100 ml) | | | 1 ponton flottant (bois) (100 ml) | | | 1 ponton flottant (bois) (100 ml) | | | 1 ponton flottant (bois) (100 ml) | | | 1 ponton flottant (bois) (100 ml) | | | 1 ponton flottant (bois) (94 ml) | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | passerelle | | | | | | | | | | 1 (bois) | | | 1 (bois) | | | 1 (bois) | | | 1 (bois) | | | | | | 1 (bois) | | | 1 (bois) | | | 1 (bois) | | | 1 (bois) | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | échelle | | | | 9 (dont 3 inconnues) | | | 5 | | | 5 | | | 5 | | | 5 | | | 7 | | | 7 | | | 7 | | | 7 | | | 5 | | | 5 | | | 5 | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | Lampadaire | | | | 13 (dont 3 alumés) | | | 2 | | | 8 (dont 1 alumé) | | | 8 | | | 8 | | | 8 (dont 1 alumé) | | | 8 | | | 8 | | | 8 | | | 8 | | | 8 | | | 3 | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | Armoire électrique | | | | 11 + 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | Boitier électrique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | Borne mixte Eau + elec | Alimentation électrique passive | 7 822 € | 0 € | | | | 5 Bornes (4E + 4e) | | | 12 Bornes (4E + 4e) | | | 12 Bornes (4E + 4e) | | | 13 Bornes (4E + 4e) | | | 12 Bornes (4E + 4e) 2 Bornes (4E + 4e) | | | 11 Bornes (4E + 4e) | | | 11 Bornes (4E + 4e) | | | 11 Bornes (4E + 4e) | | | 13 Bornes (4E + 4e) | | | 11 Bornes (4E + 4e) | | | 7 821,92 € | 0,00 € |
| | | autres | Réparation amarages | 511 € | 85 € | | | | | | | Mariilles | 912 € | 143 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 423,10 € | 228,10 € |
| Superstructures | administratif accueil | Batiment | | | | 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | bureau | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | sanitaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | autres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | technique | local technique | | | | 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | emprpt de matériel | | | | 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | autres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| Equipements | sécuritaire | Clôture grillagée | | | | 275 ml | | | 90 ml | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | Portail | | | | 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | Barriere | | | | 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | borne incendie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | extincteur | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | caméra surveillance | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | porte de sécurité | 1100 Badges + 8 portes | 27 337 € | 9 478 € | 4 | | | 1 | | | 1 | | | 1 | 598 € | 82 € | 1 | 598 € | 82 € | 1 | 598 € | 82 € | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 29 131,33 € | 9 725,32 € |
| | | Panneau information | En début et en bout de pontons | 5 561 € | 2 246 € | AMP | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 1 | | | 5 561,30 € | 2 245,86 € |
| | | Bouée de sauvetage | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | autres | | | | | | | | | | Dispositif anti-franchissement | 3 040 € | 1 759 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 040,00 € | 1 759,45 € |
| | environnemental | Containers tri sélectif | | | | 1 AMP | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | Containers vêtement | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | Containers OM | | | | 4 AMP | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | Containers huiles/solvant | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | cuisine batterie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | autres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | nautique | navette tender | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | annexe | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | | autre | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| | terrestre | véhicules | | 41 222 € | 11 909 € | | 5 871 € | 2 668 € | | 6 280 € | 843 € | | 10 222 € | 2 745 € | | 598 € | 82 € | | 598 € | 82 € | | 1 332 € | 183 € | | 1 468 € | 206 € | | 7 552 € | 1 184 € | | 8 286 € | 1 297 € | | 1 468 € | 217 € | | 7 421 € | 4 514 € | | 11 824 € | 6 972 € | 104 559,65 € | 32 904,27 € |

**Annexe A5 Bis - INVENTAIRE DES BIENS DE RETOUR DES INSTALLATIONS PORTUAIRES DE LA DSP 3 - VNC AU 31/12/2017 en €**

Etat materiels

Usage / bon état

Usage / ancien à remplacer éventuellement durant le contrat

Hors service : à remplacer obligatoirement le plus rapidement

Etat des infrastructures sous-marines non déterminé

AMP : Métropole Aix - Marseille Provence

ml: metre linéaire

OM : ordures ménagères

E+e: Eau + electricité

Annexe A5 C - INVENTAIRE DES BIENS DE RETOUR DU BATIMENT DE LA DSP 3 - VNC AU 31/12/2017 en €



| SECTION | PARKING | | | BATIMENT | | | ACCUEIL | | | LOCAUX A USAGES ADMINISTRATIFS | | |

Annexe A5 C - INVENTAIRE DES BIENS DE RETOUR DU BATIMENT DE LA DSP 3 - VNC AU 31/12/2017 en €



| SECTION | | | | | | LOCAUX TECHNIQUES | | | | | | | | | | | | | | | | | | | BATIMENT ANNEXE | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Equipement | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Bureau agent portuaire | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Local aquarium | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Local reserve Club | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Local stockage manifestation | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Local archives | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Atelier entretien | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Chaufferie | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Local stockage cuisine | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Local stockage table | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Local essence et mouillage | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Hangar de stockage | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Vestiaire et douche F | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Vestiaire et douche H |
| Porte extérieure | 2 605 € | 0 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 1 | | 0 € | 1 | 4 061 € | 462 € | 1 | | 0 € | 1 | | 0 € | 2 annexes | 12 463 € | 3 307 € | | | | |
| Porte intérieure | | 0 € | 1 | | 0 € | 1 | | 0 € | 1 | | 0 € | 1 | | 0 € | 1 | | 0 € | 1 | | 0 € | | | | | | | | | | | | | | | 2 | | 0 € | 2 |
| Baie vitrée | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Fenêtre | | | 1 | 3 364 € | 389 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Vasistas | | | | | | 1 | | 0 € | 2 | | 0 € | 1 | | 0 € | | | | | | | | | | 3 | | 0 € | | | | | | | 11 | | 0 € | | | | 2 |
| Radiateur | | 0 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 | | 0 € | | | | | | | 1 | | 0 € | 1 | | 0 € | 1 |
| Pompe à chaleur / clim/ ventilation | 1 644 € | 0 € | 1 clim | | 0 € | 1 clim | 1 873 € | 0 € | | | | | | | | | | 1 | | 0 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Comptoir | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Placard / casier | | 0 € | 8 | | 0 € | | | | Placard | 665 € | 232 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Casiers | 787 € | 25 € | | | | |
| Sono / vidéo | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Toilettes/ lavabos/ douches | | 0 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 toilettes 2 lavabos 2 douches | | 0 € | | | | | | | 1 lavabo | | 0 € | 1 toilette 5 douches | | 0 € | 1 toilette 5 douches |
| Banc | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 3 | | 0 € | 3 |
| Porte habits | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 4 | | 0 € | 4 |
| Rénovation/ aménagement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Rénovation | 19 076 € | 5 664 € | | | | Rénovation |
| Travaux électricité/Eclairage/ Alarme | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Lecteur badge (alarme) | 552 € | 100 € | | | | |
| Serrurerie/ cylindre barillet | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Matériel informatique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autre | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Carrelages | 16 134 € | 3 674 € | | | | |
| Autre | | 0 € | PC vidéo | | 0 € | Matériel aquarium 1 frigo 1 congélateur | | 0 € | Etagères congélateur | | 0 € | 1 lave Machine à glace 3 frigos 1 congélateur | | 0 € | Etagères | | 0 € | 1 com bureau étagères rangements | | 0 € | Ballon tampon 1000 L | 3 758 € | 2 293 € | 2 vestiaires Etagères 2 congélateurs Fosse à huiles | | 0 € | | | | | | | Escalier en colimaçon métallique Etagères et armatures mur sur mur | | 0 € | | | | |
| Equipement dégradé ou hors service | | | | | | | | | Equerres au mur pas assez solides | | | | | | | | | | | | | | | Peintures des toilettes + portes extérieures abîmées | | | | | | | | | Escalier rouillé mais en bon état fonctionnel | | | | | | |
| TOTAUX | 4 249 € | 0 € | | 3 364 € | 389 € | | 1 873 € | 0 € | | 665 € | 232 € | | 0 € | 0 € | | 0 € | 0 € | | 0 € | 0 € | | 3 758 € | 2 293 € | | 4 061 € | 462 € | | 0 € | 0 € | | 0 € | 0 € | | 49 813 € | 12 771 € | | 0 € | 0 € | |

Annexe A5 ter - INVENTAIRE DES BIENS DE RETOUR DU BATIMENT DE LA DSP 3 - VNC AU 31/12/2017 en €

Annexe A5 C - INVENTAIRE DES BIENS DE RETOUR DU BATIMENT DE LA DSP 3 - VNC AU 31/12/2017 en €



| SECTION | ECOLE DE VOILE | | | | | | | | | | | ECOLE DE PLONGEE | | | | | | | | | | |

Annexe A5 C - INVENTAIRE DES BIENS DE RETOUR DU BATIMENT DE LA DSP 3 - VNC AU 31/12/2017 en €



| SECTION | PECHE | | | | | | | | PADDOCK | | | | | | | | | GYMNASTIQUE | | | COURS | | | CONFERENCE | | | RESTAURANT | | | | | | | | |

| SECTION | CUISINE | | | | | | | | | | | TERRASSE | | | | | | TOITURE | | | ESCALIER EXTERIEUR | | | TOTAUX | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Equipement | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Cuisine | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Local Pizza | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Vestiaires cuisine | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Terrasse Sud | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Terrasse Côté Mer | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Toiture cuisine et restaurant | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Escalier extérieur | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 | Valeur brute | VNC AU 31/12/2017 |
| Porte extérieure | | | 2 doubles | | 0 € | 1 | | 0 € | | | | | | | | | | | | | 3 | | 0 € | 34 689,07 € | 7 476,24 € |
| Porte intérieure | 700 € | 0 € | 1 | | 0 € | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 11 003,26 € | 0,00 € |
| Baie vitrée | | | | | | 1 | 580 € | 0 € | | | | Fermeture accès | 697 € | 0 € | Veranda + extension alu | 30 699 € | 0 € | | | | | | | 50 722,35 € | 2 711,04 € |
| Fenêtre | | 0 € | 1 | | 0 € | 4 | | 0 € | | | | | | | | | | | | | | | | 26 395,26 € | 1 778,05 € |
| Vasistas | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| Radiateur | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| Pompe à chaleur / clim/ ventilation | | | 1 ventilation | 3 656 € | 0 € | | | | 1 Ventilation | 1 221 € | 0 € | | | | | | | 1 extracteur d'air | | 0 € | | | | 46 119,83 € | 7 365,30 € |
| Comptoir | | | | | | | | | | | | Cuisine d'été | 24 403 € | 1 310 € | | | | | | | | | | 24 402,53 € | 1 310,41 € |
| Placard / casier | | | Etagères+gl ateau acier | 906 € | 0 € | Etagères acier | 1 150 € | 677 € | | | | | | | | | | | | | | | | 10 993,24 € | 933,58 € |
| Sono / video | | | | | | | | | | | | | | | | | | Haut parleurs | | 0 € | | | | 3 779,79 € | 113,90 € |
| Toilette/ lavabos/ douches | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 53 748,01 € | 0,00 € |
| Banc | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 820,00 € | 344,48 € |
| Porte battante | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0,00 € | 0,00 € |
| Rénovation/ aménagement | | | | | | | | | | | | Cache alu compteur Gaz | 1 487 € | 1 143 € | Muret | 922 € | 0 € | Etanchéité | 16 556 € | 0 € | Rénovation | 22 814 € | 5 328 € | 341 721,08 € | 42 157,57 € |
| Travaux électricité/Eclairage/ Alarme | | | | | | Système d'éclairage | 1 377 € | 0 € | | | | | | | Eclairage | 1 604 € | 115 € | | | | | | | 45 861,31 € | 5 286,60 € |
| Serrurerie/ cylindre bastlet | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 41 189,93 € | 5 975,88 € |
| Matériel informatique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Autre | | | Meuble chauffant | 2 512 € | 1 631 € | | | | | | | | | | | | | 1 guérite vigie | 780 € | 0 € | | | | 25 908,57 € | 6 895,15 € |
| Autre | | 0 € | 1 passe plat 1 chambre froide 2 frigo mural 1 local pluche 1 local lavage | 6 515 € | 0 € | 1 passe plat 1 four à pizza 1 barbecue 1 armoire frigo 1 évier | 2 255 € | 1 000 € | | | | Jardinières Balustrade alu | 1 920 € | 0 € | Balustrade alu | | | Balustrade alu | | | Balustrade alu 3 locaux compteur en Rdc | | 0 € | 54 779,32 € | 8 991,89 € |
| Equipement dégradé ou hors service | | | Peintures portes coulissantes abimées | | | | | | | | | Quelques dalles au sol abimées | | | | | | Solidité des balustrades à vérifier | | | Absence grille du groupe frigorifique + quelques marches d'escaliers cassées + solidité des balustrades à vérifier | | | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAUX | 700 € | 0 € | | 13 589 € | 1 631 € | | 5 362 € | 1 677 € | | 1 221 € | 0 € | | 28 507 € | 2 453 € | | 33 225 € | 115 € | | 17 336 € | 0 € | | 22 814 € | 5 328 € | 774 133,54 € | 91 340,09 € |

## Annexe A5 D - INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS - INSTALLATIONS PORTUAIRES DU PERIMETRE N°3 - VNC AU 31/12/2017

| Compte | Code | Désignation | Information complémentaire localisation de l'immobilisation sur l'inventaire des biens | Date de m.e.s | Valeur à amortir | Amort. Ant | Dot 2017 | Amort cumulés | Val. Résiduelle |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2151100 | 172 | Badges *200 | Toutes pannes | 31/08/2011 | 2 574,90 | 1 717,76 | 321,86 | 2 039,62 | 535,28 |
| 2151100 | 250 | Badges *200 | Toutes pannes | 28/06/2013 | 2 574,90 | 1 130,48 | 321,86 | 1 452,34 | 1 122,56 |
| 2151100 | 338 | Badges *200 | Toutes pannes | 15/05/2015 | 2 550,00 | 520,48 | 318,75 | 839,23 | 1 710,77 |
| | | Badges *500 | Toutes pannes | 29/07/2016 | 6 615,00 | 351,14 | 826,88 | 1 178,02 | 5 436,98 |
| **Total 2151100** | | | | | **14 314,80** | **3 719,86** | **1 789,36** | **5 509,22** | **8 805,59** |
| 2181000 | 13 | Salvagno pannes | Toutes pannes | 30/05/2007 | 9 718,30 | 9 394,36 | 323,94 | 9 718,30 | 0,00 |
| 2181000 | 88 | Renforcemt puiss. élec pan | Toutes pannes | 04/11/2008 | 3 246,24 | 3 246,24 | 0,00 | 3 246,24 | 0,00 |
| 2181000 | 189 | Rép chaînes mères 1/quai est | Quai Est - panne 1 | 28/01/2011 | 12 559,00 | 9 303,15 | 1 569,88 | 10 873,03 | 1 685,98 |
| 2181000 | 190 | Chgt platines-cigales 2-3/-34 | Panne 2 - panne 3 - panne 4 | 07/02/2011 | 1 794,00 | 1 322,77 | 224,25 | 1 547,02 | 246,98 |
| 2181000 | 191 | Rép chaînes mères 4/5 | Panne 4 - panne 5 | 07/02/2011 | 1 468,00 | 1 082,40 | 183,50 | 1 265,90 | 202,10 |
| 2181000 | 192 | Rép chaînes mères 8/9 | Panne 8 - panne 9 | 23/02/2011 | 1 468,00 | 1 074,35 | 183,50 | 1 257,85 | 210,15 |
| 2181000 | 193 | Rép chaînes mères 5/9 | Panne 5 - panne 9 | 23/02/2011 | 1 468,00 | 1 074,35 | 183,50 | 1 257,85 | 210,15 |
| 2181000 | 195 | Rép chaînes mères 7/8 | Panne 7 - panne 8 | 24/03/2011 | 1 468,00 | 1 059,78 | 183,50 | 1 243,28 | 224,72 |
| 2181000 | 196 | Chaînes mère 6/7 | Panne 6- panne 7 | 04/04/2011 | 15 103,00 | 10 846,26 | 1 887,88 | 12 734,14 | 2 368,87 |
| 2181000 | 197 | Manilles ouest/1 | Panne 1 | 04/04/2011 | 912,00 | 654,95 | 114,00 | 768,95 | 143,05 |
| 2181000 | 198 | Rép ancrage Seaflex | Toutes pannes | 02/05/2011 | 511,10 | 362,16 | 63,89 | 426,05 | 85,05 |
| 2181000 | 173 | Serrures pannes renou | Toutes pannes | 31/08/2011 | 1 220,31 | 814,10 | 152,54 | 966,64 | 253,67 |
| 2181000 | 205 | Panneau affichage pannes*1 | Toutes pannes | 20/09/2011 | 970,40 | 970,40 | 0,00 | 970,40 | 0,00 |
| 2181000 | 227 | Alimentato élec portes pannes | Toutes pannes | 08/12/2012 | 4 575,68 | 3 720,73 | 854,95 | 4 575,68 | 0,00 |
| 2181000 | 264 | Rép chaînes mère 10/quai | Quai Nord - panne 10 | 21/08/2013 | 11 742,00 | 4 938,07 | 1 467,75 | 6 405,82 | 5 336,18 |
| 2181000 | 267 | Portes métalliques port | Toutes pannes | 03/01/2014 | 2 083,92 | 1 248,06 | 416,78 | 1 664,84 | 419,08 |
| 2181000 | 324 | Dispositif anti-franchist panne | Panne 1 | 19/08/2014 | 3 040,00 | 900,55 | 380,00 | 1 280,55 | 1 759,45 |
| 2181000 | 362 | Panneaux alu + Plaques gran | Toutes pannes | 22/05/2015 | 706,40 | 227,98 | 141,28 | 369,26 | 337,14 |
| 2181000 | 364 | Vitrine extérieure*11 | Toutes pannes | 29/05/2015 | 1 426,50 | 454,92 | 285,30 | 740,22 | 686,28 |
| 2181000 | 363 | Panneaux alu complément | Toutes pannes | 19/06/2015 | 102,00 | 31,35 | 20,40 | 51,75 | 50,25 |
| 2181000 | 365 | Divers faboalu panneauc affich | Toutes pannes | 28/06/2015 | 2 356,00 | 712,61 | 471,20 | 1 183,81 | 1 172,19 |
| 2181000 | 369 | Remplct chaîne mère 9/10 | Panne 9 - panne 10 | 14/10/2015 | 11 906,00 | 1 810,36 | 1 488,25 | 3 298,61 | 8 607,39 |
| **Total 2181000** | | | | | **89 844,85** | **55 249,90** | **10 596,28** | **65 846,18** | **23 998,67** |
| **Total général** | | | | | **104 159,65** | **58 969,76** | **12 385,64** | **71 355,40** | **32 804,25** |

# Annexe A5 E - INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS - BATIMENT DU PERIMETRE N°3 - VNC AU 31/12/2017

| Compte | Code | Désignation | Information complémentaire localisation de l'immobilisation sur l'inventaire des biens du bâtiment | Date de m.e.s | Valeur à amortir | Amort. Ant | Dot 2017 | Amort cumulés | Val. Résiduelle |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2150000 | 30R | Remplt froid comptoir bar | Restaurant-bar | 20/10/2015 | 1 312,86 | 393,86 | 262,57 | 656,43 | 656,43 |
| **Total 2150000** | | | | | **1 312,86** | **393,86** | **262,57** | **656,43** | **656,43** |
| 2151100 | 108 | Extincteur easyfire | Bâtiment-mûrs extérieurs | 13/10/2009 | 1 000,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 |
| 2151100 | 248 | Sonorisation exterieure | Restaurant-Le Yachting | 25/02/2013 | 3 779,79 | 2 909,93 | 755,96 | 3 665,89 | 113,90 |
| **Total 2151100** | | | | | **4 779,79** | **3 909,93** | **755,96** | **4 665,89** | **113,90** |
| 2151300 | 3 | Tourelle Gephi Concept | Cuisine-cuisine | 24/07/2007 | 3 656,00 | 3 473,20 | 182,80 | 3 656,00 | 0,00 |
| 2151300 | 70 | Installofrigo chbre froide | Cuisine-cuisine | 14/08/2008 | 2 260,00 | 2 260,00 | 0,00 | 2 260,00 | 0,00 |
| 2151300 | 71 | Chbre froide + | Cuisine-cuisine | 09/10/2008 | 3 170,00 | 3 170,00 | 0,00 | 3 170,00 | 0,00 |
| 2151300 | 102 | Barbecue | Cuisine-local pizza | 26/05/2009 | 560,00 | 532,19 | 27,81 | 560,00 | 0,00 |
| 2151300 | 113 | Alarme électricité | Restaurant-Le Yachting | 20/10/2009 | 1 338,00 | 1 338,00 | 0,00 | 1 338,00 | 0,00 |
| 2151300 | 137 | Elévateur PMR | Restaurant-Sas escalier et ascenceur | 29/03/2010 | 27 749,80 | 23 454,32 | 3 468,73 | 26 923,05 | 826,76 |
| 2151300 | 136 | Véranda terrasse | Terrasse-terrasse côté mer | 31/05/2010 | 29 140,00 | 29 140,00 | 0,00 | 29 140,00 | 0,00 |
| 2151300 | 420 | Caméra de surveillance | Restaurant-Le Yachting | 24/04/2017 | 2 600,19 | 0,00 | 357,62 | 357,62 | 2 242,57 |
| **Total 2151300** | | | | | **70 473,99** | **63 367,71** | **4 036,95** | **67 404,66** | **3 069,33** |
| 2152200 | 308 | Barrières manif | Parking-revêtement | 03/10/2014 | 1 035,00 | 465,04 | 207,00 | 672,04 | 362,96 |
| **Total 2152200** | | | | | **1 035,00** | **465,04** | **207,00** | **672,04** | **362,96** |
| 2181000 | 12 | Provence enrobée parking | Parking-revêtement | 29/05/2007 | 36 282,78 | 35 073,37 | 1 209,41 | 36 282,78 | 0,00 |
| 2181000 | 14 | Vermigli grillages parking | Parking-revêtement | 07/06/2007 | 2 095,08 | 2 025,26 | 69,82 | 2 095,08 | 0,00 |
| 2181000 | 15 | Putzu parking quai | Parking-revêtement | 05/07/2007 | 3 000,00 | 2 875,00 | 125,00 | 3 000,00 | 0,00 |
| 2181000 | 17 | Nalin étanchéité | Toiture-toiture cuisine et restaurant | 31/07/2007 | 16 556,40 | 15 728,58 | 827,82 | 16 556,40 | 0,00 |
| 2181000 | 18 | Feraud serrures reste 0 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 31/07/2007 | 21 183,57 | 19 594,77 | 1 588,80 | 21 183,57 | 0,00 |
| 2181000 | 19 | Feraud serrures reste 24 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 31/10/2007 | 7 600,38 | 6 935,32 | 665,06 | 7 600,38 | 0,00 |
| 2181000 | 84 | Ventilation vestiaire cuisine | Cuisine-vestiaires cuisine | 05/02/2008 | 1 221,45 | 1 221,45 | 0,00 | 1 221,45 | 0,00 |
| 2181000 | 85 | Climatisations * 3 | Locaux à usage administratif-secrétariat-comptabilité-bureau des sports | 07/05/2008 | 3 793,81 | 3 793,81 | 0,00 | 3 793,81 | 0,00 |
| 2181000 | 86 | Climatisations * 3 | Locaux à usage administratif-bureau chef de base-bureau du président-bureau des pannes | 07/05/2008 | 4 215,34 | 4 215,34 | 0,00 | 4 215,34 | 0,00 |
| 2181000 | 91 | Aménagement rdc | Accueil-hall d'accueil | 29/05/2008 | 40 670,37 | 40 670,37 | 0,00 | 40 670,37 | 0,00 |
| 2181000 | 89 | Fx pld-lum-e'lec-alarme | Locaux à usage administratif-couloir | 24/06/2008 | 16 774,49 | 14 297,39 | 1 677,45 | 15 974,84 | 799,65 |
| 2181000 | 69 | Clim hall Mitsubishi splits syst | Locaux techniques-local aquarium | 27/06/2008 | 1 872,93 | 1 872,93 | 0,00 | 1 872,93 | 0,00 |
| 2181000 | 75 | Meubles portes coulissantes | Locaux à usage administratif-secrétariat | 14/07/2008 | 6 634,91 | 6 634,91 | 0,00 | 6 634,91 | 0,00 |
| 2181000 | 81 | Création cuisine d'eté | Terrasse-terrasse sud | 16/07/2008 | 24 402,53 | 20 651,87 | 2 440,25 | 23 092,12 | 1 310,41 |
| 2181000 | 76 | Fermeture baie four a pizza | Cuisine-local à pizza | 25/07/2008 | 580,00 | 580,00 | 0,00 | 580,00 | 0,00 |
| 2181000 | 78 | Fermeture accès terrasse | Terrasse-terrasse sud | 25/07/2008 | 697,41 | 697,41 | 0,00 | 697,41 | 0,00 |
| 2181000 | 97 | Bloc éclairage sécurité | Bâtiment-mûrs extérieurs | 31/07/2008 | 1 525,94 | 1 525,94 | 0,00 | 1 525,94 | 0,00 |
| 2181000 | 79 | Porte entrée 2 vantaux | Locaux à usage administratif-salle de réunion | 07/10/2008 | 2 605,01 | 2 605,01 | 0,00 | 2 605,01 | 0,00 |

# Annexe A5 E - INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS - BATIMENT DU PERIMETRE N°3 - VNC AU 31/12/2017

| Compte | Code | Désignation | Information complémentaire localisation de l'immobilisation sur l'inventaire des biens du bâtiment | Date de m.e.s | Valeur à amortir | Amort. Ant | Dot 2017 | Amort cumulés | Val. Résiduelle |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2181000 | 80 | Chassis coulissant 2 vantaux | Locaux à usage administratif-secrétariat-comptabilité-bureau des sports-bureau chef de base | 07/10/2008 | 4 051,39 | 4 051,39 | 0,00 | 4 051,39 | 0,00 |
| 2181000 | 83 | Electricité+éclairage pizza | Cuisine-local à pizza | 23/11/2008 | 1 377,25 | 1 377,25 | 0,00 | 1 377,25 | 0,00 |
| 2181000 | 90 | Estrade comptoir | Restaurant-bar | 28/11/2008 | 2 200,00 | 2 200,00 | 0,00 | 2 200,00 | 0,00 |
| 2181000 | 93 | Porte rdc | Accueil-hall d'accueil | 28/11/2008 | 560,76 | 560,76 | 0,00 | 560,76 | 0,00 |
| 2181000 | 121 | Blocs portes intérieurs | Ecole de plongée | 13/02/2009 | 5 279,50 | 5 201,77 | 77,73 | 5 279,50 | 0,00 |
| 2181000 | 115 | Sanitaires-chauffage femmes | Ecole de plongée-douches et WC femme | 18/02/2009 | 11 843,81 | 11 649,15 | 194,66 | 11 843,81 | 0,00 |
| 2181000 | 117 | Rénov sanitaires villedieu | Ecole de plongée-vestiaires H-vestiaires F | 09/03/2009 | 23 421,54 | 22 884,11 | 537,43 | 23 421,54 | 0,00 |
| 2181000 | 120 | Agrandissement vestiaire | Ecole de plongée-vestiaires H-vestiaires F | 09/03/2009 | 2 544,91 | 2 486,49 | 58,42 | 2 544,91 | 0,00 |
| 2181000 | 118 | Travaux rénovation bâtiment | Bâtiment-mûrs extérieurs | 23/03/2009 | 36 466,87 | 35 455,30 | 1 011,57 | 36 466,87 | 0,00 |
| 2181000 | 127 | 3 coulissants 2v | Conférence-salle de conférence | 24/04/2009 | 1 603,70 | 1 603,70 | 0,00 | 1 603,70 | 0,00 |
| 2181000 | 116 | Sanitaires-chauffage hommes | Ecole de plongée-douches et WC homme | 25/05/2009 | 11 704,00 | 11 126,82 | 577,18 | 11 704,00 | 0,00 |
| 2181000 | 122 | coulissant 2v+porte 1v | Conférence-salle de conférence | 10/06/2009 | 1 904,39 | 1 800,05 | 104,34 | 1 904,39 | 0,00 |
| 2181000 | 123 | Garde corps alu | Terrasse-terrasse sud | 22/06/2009 | 1 920,00 | 1 806,90 | 113,10 | 1 920,00 | 0,00 |
| 2181000 | 124 | Muret terrasse resto | Terrasse-terrasse côté mer | 30/06/2009 | 922,00 | 865,16 | 56,84 | 922,00 | 0,00 |
| 2181000 | 130 | Coulissant 2v | Conférence-salle de conférence | 07/08/2009 | 980,04 | 906,91 | 73,13 | 980,04 | 0,00 |
| 2181000 | 129 | Mise en conformité elect | Bâtiment-mûrs extérieurs | 02/09/2009 | 4 976,22 | 4 976,22 | 0,00 | 4 976,22 | 0,00 |
| 2181000 | 128 | Changement canalisation | Bâtiment-mûrs extérieurs | 17/09/2009 | 6 027,12 | 5 492,52 | 534,60 | 6 027,12 | 0,00 |
| 2181000 | 125 | Rénov sanitaires resto | Restaurant-sanitaires | 30/09/2009 | 30 200,20 | 27 387,07 | 2 813,13 | 30 200,20 | 0,00 |
| 2181000 | 126 | Rénov cloisons bar | Restaurant-bar | 05/10/2009 | 1 529,20 | 1 384,14 | 145,06 | 1 529,20 | 0,00 |
| 2181000 | 132 | Mise en conformité elec | Bâtiment-mûrs extérieurs | 20/10/2009 | 7 340,04 | 6 606,07 | 733,97 | 7 340,04 | 0,00 |
| 2181000 | 150 | Vestiaire salle de gy | Gymnastique-salle de gymnastique | 18/02/2010 | 761,31 | 653,61 | 95,16 | 748,77 | 12,54 |
| 2181000 | 151 | Plancher cabine vigie | Toiture-toiture cuisine et restaurant | 18/02/2010 | 780,00 | 780,00 | 0,00 | 780,00 | 0,00 |
| 2181000 | 154 | Aménagement espace elévateur | Restaurant-Sas escalier et ascenceur | 03/03/2010 | 2 769,27 | 2 365,27 | 346,16 | 2 711,43 | 57,84 |
| 2181000 | 155 | Plafond salle de gym | Gymnastique-salle de gymnastique | 03/03/2010 | 3 112,38 | 2 658,33 | 389,05 | 3 047,38 | 65,00 |
| 2181000 | 156 | Alarme ascenseur | Restaurant-Sas escalier et ascenceur | 17/03/2010 | 828,10 | 703,30 | 103,51 | 806,81 | 21,29 |
| 2181000 | 153 | Accès monte charge | Restaurant-Sas escalier et ascenceur | 27/03/2010 | 1 958,74 | 1 656,86 | 244,84 | 1 901,70 | 57,04 |
| 2181000 | 157 | W entrée/bureau | Accueil-hall d'accueil | 28/03/2010 | 1 987,22 | 1 680,27 | 248,40 | 1 928,67 | 58,55 |
| 2181000 | 159 | Coulissant 2 vantaux | Accueil-hall d'accueil | 30/03/2010 | 5 911,28 | 5 911,28 | 0,00 | 5 911,28 | 0,00 |
| 2181000 | 152 | Eclairage terrasse restau | Terrasse-terrasse côté mer | 29/07/2010 | 1 604,22 | 1 288,89 | 200,53 | 1 489,42 | 114,80 |
| 2181000 | 160 | Rideau métallique ext arrière | Paddock-paddock | 25/10/2010 | 4 041,62 | 4 041,62 | 0,00 | 4 041,62 | 0,00 |
| 2181000 | 161 | W locaux planches à voile | Paddock-paddock | 26/10/2010 | 4 247,61 | 3 283,16 | 530,95 | 3 814,11 | 433,50 |
| 2181000 | 166 | Réparation aquarium | Accueil-hall d'accueil | 26/10/2010 | 5 242,09 | 5 242,09 | 0,00 | 5 242,09 | 0,00 |
| 2181000 | 162 | Renov salle restau | Restaurant-Le Yachting | 05/12/2010 | 14 659,30 | 11 130,01 | 1 832,41 | 12 962,42 | 1 696,88 |
| 2181000 | 164 | Panneaux restau | Restaurant-Le Yachting | 20/12/2010 | 6 616,08 | 4 989,25 | 827,01 | 5 816,26 | 799,82 |
| 2181000 | 163 | Rideaux restau | Restaurant-Le Yachting | 21/12/2010 | 3 713,60 | 3 713,60 | 0,00 | 3 713,60 | 0,00 |
| 2181000 | 194 | Protection portes cuisine inox | Cuisine-entrée | 03/03/2011 | 700,00 | 700,00 | 0,00 | 700,00 | 0,00 |
| 2181000 | 203 | Panneaux restau suppl | Restaurant-Le Yachting | 05/05/2011 | 1 898,60 | 1 343,35 | 237,33 | 1 580,68 | 317,93 |
| 2181000 | 201 | Climatisation restaurant | Restaurant-Le Yachting | 30/07/2011 | 19 180,00 | 13 005,62 | 2 397,50 | 15 403,12 | 3 776,88 |
| 2181000 | 207 | Carrelages local PAV | Ecole de voile-hangar de stockage | 28/10/2011 | 16 134,39 | 10 443,16 | 2 016,80 | 12 459,96 | 3 674,43 |

# Annexe A5 E - INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS - BATIMENT DU PERIMETRE N°3 - VNC AU 31/12/2017

| Compte | Code | Désignation | Information complémentaire localisation de l'immobilisation sur l'inventaire des biens du bâtiment | Date de m.e.s | Valeur à amortir | Amort. Ant | Dot 2017 | Amort cumulés | Val. Résiduelle |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2181000 | 206 | Porte école de voile | Ecole de voile-hangar de stockage | 04/11/2011 | 5 057,21 | 5 057,21 | 0,00 | 5 057,21 | 0,00 |
| 2181000 | 8R | Rénov escalier extérieur | Escalier extérieur | 14/11/2011 | 22 814,00 | 14 633,77 | 2 851,75 | 17 485,52 | 5 328,48 |
| 2181000 | 9R | Châssis Alu | Restaurant-Le Yachting | 29/11/2011 | 6 960,00 | 4 428,66 | 870,00 | 5 298,66 | 1 661,34 |
| 2181000 | 234 | Rénovation casiers EDV* | Ecole de voile-hangar de stockage | 27/02/2012 | 786,93 | 762,37 | 0,00 | 762,37 | 24,56 |
| 2181000 | 13R | Menuiserie Alu | Restaurant-Le Yachting | 06/03/2012 | 3 500,00 | 2 110,79 | 437,50 | 2 548,29 | 951,71 |
| 2181000 | 240 | Installation alarme complém | Bâtiment-mûrs extérieurs | 30/03/2012 | 1 388,15 | 825,77 | 173,52 | 999,29 | 388,86 |
| 2181000 | 229 | Vestiaires-edv-villedieu- local9 | Ecole de voile-vestiaire et douche H-vestiaire et douche moniteur | 02/04/2012 | 6 180,93 | 3 670,47 | 772,62 | 4 443,09 | 1 737,84 |
| 2181000 | 14R | Extension terrasse alu + bâche | Terrasse-terrasse côté mer | 03/04/2012 | 1 559,00 | 1 480,41 | 78,59 | 1 559,00 | 0,00 |
| 2181000 | 230 | Fenêtres-portes nlle salle réunion | Cours-salle de cours | 10/05/2012 | 13 396,68 | 12 449,76 | 946,92 | 13 396,68 | 0,00 |
| 2181000 | 239 | Chauffage + clim salle réunion | Cours-salle de cours | 17/05/2012 | 4 414,19 | 4 085,25 | 328,94 | 4 414,19 | 0,00 |
| 2181000 | 228 | Rénovation local EDV | Ecole de voile-hangar de stockage | 18/05/2012 | 19 076,17 | 11 027,59 | 2 384,52 | 13 412,11 | 5 664,06 |
| 2181000 | 233 | Electricité salle réunion | Cours-salle de cours | 23/05/2012 | 4 797,74 | 2 765,28 | 599,72 | 3 365,00 | 1 432,74 |
| 2181000 | 232 | Clim local arrière bât | Locaux à usage administratif-salle de réunion | 11/06/2012 | 1 643,79 | 1 498,79 | 145,00 | 1 643,79 | 0,00 |
| 2181000 | 238 | Vitre salle réunion | Cours-salle de cours | 10/07/2012 | 968,91 | 868,03 | 100,88 | 968,91 | 0,00 |
| 2181000 | 231 | Remplacemt barrière | Parking-revêtement | 26/08/2012 | 3 765,25 | 2 047,69 | 470,66 | 2 518,35 | 1 246,90 |
| 2181000 | 245 | Films vitres | Locaux à usage administratif | 07/09/2012 | 1 236,19 | 1 067,53 | 168,66 | 1 236,19 | 0,00 |
| 2181000 | 243 | Nouvelles serrures *9 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 31/10/2012 | 5 121,04 | 2 669,25 | 640,13 | 3 309,38 | 1 811,66 |
| 2181000 | 241 | Remplacement barrière | Parking-revêtement | 06/11/2012 | 3 952,88 | 2 052,25 | 494,11 | 2 546,36 | 1 406,52 |
| 2181000 | 272 | Armoire brassage élec réorga | Locaux à usage administratif-comptabilité | 21/01/2013 | 954,99 | 753,53 | 191,00 | 944,53 | 10,46 |
| 2181000 | 22R | Remplacement vitrage ascen | Restaurant-Sas escalier et ascenceur | 16/03/2013 | 838,40 | 636,72 | 167,68 | 804,40 | 34,00 |
| 2181000 | 21R | Remplacement vitrage ascen | Restaurant-Sas escalier et ascenceur | 18/03/2013 | 1 536,26 | 1 165,02 | 307,25 | 1 472,27 | 63,99 |
| 2181000 | 273 | Cylindre barrillet *2 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 14/06/2013 | 776,84 | 344,81 | 97,11 | 441,92 | 334,93 |
| 2181000 | 261 | Porte 2Vtx réserve parking pa | Locaux techniques-local stockage cuisine | 24/07/2013 | 3 570,05 | 2 456,98 | 714,01 | 3 170,99 | 399,06 |
| 2181000 | 262 | Porte hangar voile | Ecole de voile-hangar de stockage | 29/07/2013 | 7 405,62 | 3 172,74 | 925,70 | 4 098,44 | 3 307,18 |
| 2181000 | 263 | Clim salle de réunion | Locaux à usage administratif-bureau agent portuaire | 31/07/2013 | 3 364,10 | 2 302,33 | 672,82 | 2 975,15 | 388,95 |
| 2181000 | 274 | Cylindre barillet *3 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 31/07/2013 | 1 165,27 | 498,44 | 145,66 | 644,10 | 521,17 |
| 2181000 | 265 | Porte réserve parking port | Locaux techniques-local stockage cuisine | 22/08/2013 | 490,88 | 330,05 | 98,18 | 428,23 | 62,65 |
| 2181000 | 275 | Cylindre barillet *5 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 15/11/2013 | 1 950,21 | 762,73 | 243,78 | 1 006,51 | 943,70 |
| 2181000 | 271 | Lecteur badge EDV | Ecole de voile-hangar de stockage | 29/11/2013 | 552,24 | 341,34 | 110,45 | 451,79 | 100,45 |
| 2181000 | 266 | Modules rangement PAV | Paddock-paddock | 19/12/2013 | 850,00 | 516,05 | 333,95 | 850,00 | 0,00 |
| 2181000 | 311 | Peintures façades | Bâtiment-mûrs extérieurs | 31/01/2014 | 554,33 | 323,50 | 230,83 | 554,33 | 0,00 |
| 2181000 | 312 | Rép porte edp + escalier DEV | Ecole de plongée-annexe | 31/01/2014 | 1 044,51 | 609,53 | 208,90 | 818,43 | 226,08 |
| 2181000 | 310 | Porte métallique | Paddock-paddock | 25/02/2014 | 1 207,28 | 688,00 | 241,46 | 929,46 | 277,82 |
| 2181000 | 313 | Install sécurité cofintex | Bâtiment-mûrs extérieurs | 25/03/2014 | 758,73 | 420,74 | 151,75 | 572,49 | 186,24 |
| 2181000 | 314 | Coulissants 2 vantaux rails*3 | Restaurant-Le Yachting | 27/03/2014 | 2 197,80 | 1 216,32 | 439,56 | 1 655,88 | 541,92 |
| 2181000 | 315 | Rénovation fac,ades | Bâtiment-mûrs extérieurs | 30/03/2014 | 20 722,51 | 11 434,28 | 4 144,50 | 15 578,78 | 5 143,73 |
| 2181000 | 316 | Rénovation façade nord | Bâtiment-mûrs extérieurs | 09/04/2014 | 20 396,25 | 11 142,50 | 4 079,25 | 15 221,75 | 5 174,50 |
| 2181000 | 318 | Galets blanc 3t | Parking-revêtement | 14/04/2014 | 2 153,40 | 1 170,51 | 430,68 | 1 601,19 | 552,21 |

# Annexe A5 E - INVENTAIRE DES IMMOBILISATIONS - BATIMENT DU PERIMETRE N°3 - VNC AU 31/12/2017

| Compte | Code | Désignation | Information complémentaire localisation de l'immobilisation sur l'inventaire des biens du bâtiment | Date de m.e.s | Valeur à amortir | Amort. Ant | Dot 2017 | Amort cumulés | Val. Résiduelle |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2181000 | 319 | 2 palmiers | Parking-revêtement | 14/04/2014 | 611,89 | 332,61 | 122,38 | 454,99 | 156,90 |
| 2181000 | 320 | Rénov peintures interieur rest | Restaurant-Le Yachting | 27/04/2014 | 3 700,00 | 1 240,51 | 462,50 | 1 703,01 | 1 996,99 |
| 2181000 | 321 | Rénov façade bas hauteur | Bâtiment-mûrs extérieurs | 27/04/2014 | 20 970,03 | 11 249,14 | 4 194,01 | 15 443,15 | 5 526,88 |
| 2181000 | 322 | Nveau réseau eaux usees res | Bâtiment-mûrs extérieurs | 17/05/2014 | 3 408,48 | 1 119,43 | 426,06 | 1 545,49 | 1 862,99 |
| 2181000 | 323 | Peintures travaux | Bâtiment-mûrs extérieurs | 30/06/2014 | 591,29 | 296,46 | 118,26 | 414,72 | 176,57 |
| 2181000 | 325 | Bombes peintures graff | Bâtiment-mûrs extérieurs | 11/08/2014 | 812,98 | 388,90 | 162,60 | 551,50 | 261,48 |
| 2181000 | 335 | Graff mur + container | Bâtiment-mûrs extérieurs | 03/09/2014 | 2 600,00 | 1 210,96 | 520,00 | 1 730,96 | 869,04 |
| 2181000 | 334 | Construction placard | Locaux techniques-local réserve club | 30/09/2014 | 665,40 | 300,07 | 133,08 | 433,15 | 232,25 |
| 2181000 | 333 | Cylindre barillet *4 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 15/10/2014 | 1 484,83 | 410,86 | 185,60 | 596,46 | 888,37 |
| 2181000 | 327 | Remplct ballon tampon 1000 | Locaux techniques-chaufferie | 19/11/2014 | 3 757,79 | 994,78 | 469,72 | 1 464,50 | 2 293,29 |
| 2181000 | 360 | Clim Split Xavier remplct | Locaux à usage administratif-bureau des sports-bureau chef de base | 17/02/2015 | 1 817,93 | 680,36 | 363,59 | 1 043,95 | 773,98 |
| 2181000 | 361 | Coulissant 2 vantaux* 3 | Restaurant-Le Yachting | 24/02/2015 | 2 952,00 | 1 366,82 | 738,00 | 2 104,82 | 847,18 |
| 2181000 | 366 | Renovo local pêche | Pêche-local pêche au gros | 07/09/2015 | 7 450,38 | 1 227,27 | 931,30 | 2 158,57 | 5 291,81 |
| 2181000 | 370 | Plancher comptoir bar | Restaurant-bar | 12/10/2015 | 620,00 | 151,52 | 124,00 | 275,52 | 344,48 |
| 2181000 | 368 | Fabo poteaux sur muret | Parking-revêtement | 14/10/2015 | 988,00 | 240,37 | 197,60 | 437,97 | 550,03 |
| 2181000 | 371 | Etagères inox | Cuisine-local pizza | 11/12/2015 | 1 150,00 | 243,23 | 230,00 | 473,23 | 676,77 |
| 2181000 | 372 | Entrée cuivre four a pizza | Cuisine-local pizza | 14/12/2015 | 1 695,00 | 355,72 | 339,00 | 694,72 | 1 000,28 |
| 2181000 | 373 | Porte volet bois | Paddock-paddock (local catamarans) | 23/12/2015 | 1 762,00 | 451,36 | 440,50 | 891,86 | 870,14 |
| 2181000 | 381 | Rénovation peinture int restaurant | Restaurant-Le Yachting | 25/01/2016 | 2 900,00 | 541,86 | 580,00 | 1 121,86 | 1 778,14 |
| 2181000 | 389 | Cloisons grillagées | Paddock-paddock (local catamarans) | 19/03/2016 | 1 885,00 | 296,44 | 377,00 | 673,44 | 1 211,56 |
| 2181000 | 391 | Meuble chauffant | Restaurant-Le Yachting | 31/03/2016 | 2 511,90 | 378,51 | 502,38 | 880,89 | 1 631,01 |
| 2181000 | 405 | Remplacement moteur clim resto | Restaurant-Le Yachting | 04/08/2016 | 637,00 | 52,01 | 127,40 | 179,41 | 457,59 |
| 2181000 | 406 | Rempl mot ventila carte inverter | Restaurant-Le Yachting | 11/08/2016 | 2 354,53 | 183,20 | 470,91 | 654,11 | 1 700,42 |
| 2181000 | 410 | Châssis Alu cache compteur gaz | Bâtiment-mûrs extérieurs | 04/11/2016 | 1 486,80 | 46,44 | 297,36 | 343,80 | 1 143,00 |
| 2181000 | 411 | Lecteur badge SSM | Ecole de plongée | 13/11/2016 | 1 321,46 | 34,76 | 264,29 | 299,05 | 1 022,41 |
| 2181000 | 412 | Lecteur badge salle Villedieu | Ecole de plongée | 13/11/2016 | 586,33 | 15,42 | 117,27 | 132,69 | 453,64 |
| **Total 2181000** | | | | | **694 540,90** | **544 006,18** | **63 397,23** | **607 403,41** | **87 137,49** |
| 2184000 | 6R | Lave main inox à pédale | Cuisine-cuisine | 17/10/2011 | 1 085,00 | 1 085,00 | 0,00 | 1 085,00 | 0,00 |
| 2184000 | 23R | Etagères*2 + plateau acier | Cuisine-cuisine | 11/02/2013 | 906,00 | 880,56 | 25,44 | 906,00 | 0,00 |
| **Total 2184000** | | | | | **1 991,00** | **1 965,56** | **25,44** | **1 991,00** | **0,00** |
| **Total général** | | | | | **774 133,54** | **614 108,28** | **68 685,15** | **682 793,43** | **91 340,11** |

## Annexe 4 au contrat de délégation : inventaire des biens propres (1)

| Compte | Code | Désignation | Information complémentaire localisation de l'immobilisation sur l'inventaire des biens du bâtiment | Date de m.e.s | Valeur à amortir | Amort. Ant | Dot 2017 | Amort cumulés | Val. Résiduelle |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2050000 | 336 | Licence Office*4 | | 05/10/2015 | 824,00 | 824,00 | 0,00 | 824,00 | 0,00 |
| 2050000 | 337 | Alizée 700 Achat | | 01/01/2016 | 7250,00 | 7250,00 | 0,00 | 7250,00 | 0,00 |
| **Total 2050000** | | | | | 8074,00 | 8074,00 | 0,00 | 8074,00 | 0,00 |
| 2151100 | 50 | Amorti 100% < 2007 | | 01/01/2006 | 3266,75 | 3266,75 | 0,00 | 3266,75 | 0,00 |
| 2151100 | 43 | Sono | | 13/10/2007 | 2900,00 | 2900,00 | 0,00 | 2900,00 | 0,00 |
| 2151100 | 57 | Bungalow 6.09 * 2.42 | | 13/03/2008 | 4186,00 | 4186,00 | 0,00 | 4186,00 | 0,00 |
| 2151100 | 279 | Podium | | 27/03/2014 | 1996,00 | 1380,79 | 499,00 | 1879,79 | 116,21 |
| 2151100 | 280 | Défibrillateur + accessoires | | 25/04/2014 | 2123,48 | 1426,80 | 530,87 | 1957,67 | 165,81 |
| 2151100 | 281 | Vidéoprojecteur | | 18/11/2014 | 519,00 | 366,85 | 152,15 | 519,00 | 0,00 |
| 2151100 | 282 | Divers machines gym | | 24/11/2014 | 1886,00 | 1886,00 | 0,00 | 1886,00 | 0,00 |
| 2151100 | 416 | AMPLI | | 07/03/2017 | 617,60 | | 126,48 | 126,48 | 491,12 |
| **Total 2151100** | | | | | 17494,83 | 15413,19 | 1308,50 | 16721,69 | 773,14 |
| 2151200 | 56 | Amorti 100% < 2007 | | 01/01/2006 | 1218,52 | 1218,52 | 0,00 | 1218,52 | 0,00 |
| 2151200 | 25 | Matériel nautique | | 01/01/2006 | 1,00 | 1,00 | 0,00 | 1,00 | 0,00 |
| 2151200 | 174 | Caisson de stockage parc cat | | 07/07/2011 | 1136,20 | 1136,20 | 0,00 | 1136,20 | 0,00 |
| 2151200 | 211 | Module stockage 4 lasers | | 09/10/2012 | 1590,68 | 1345,78 | 244,90 | 1590,68 | 0,00 |
| 2151200 | 283 | Echangeur air bateau alu | | 07/05/2014 | 2389,10 | 1268,51 | 477,82 | 1746,33 | 642,77 |
| 2151200 | 284 | Piscine Handy Cap | | 18/09/2014 | 599,25 | 599,25 | 0,00 | 599,25 | 0,00 |
| 2151200 | 339 | Bateau Sécu 12 rouge | | 06/02/2015 | 1290,63 | 613,50 | 322,66 | 936,16 | 354,47 |
| 2151200 | 340 | Yamaha F15CMHS-6AGK10 4 | | 31/07/2015 | 2833,33 | 2014,39 | 818,94 | 2833,33 | 0,00 |
| **Total 2151200** | | | | | 11058,71 | 8197,15 | 1864,32 | 10061,47 | 997,24 |
| 2151300 | 72 | Mobilier pizza | | 21/07/2008 | 3350,00 | 3350,00 | 0,00 | 3350,00 | 0,00 |
| 2151300 | 74 | Imprimante thermique | | 23/09/2008 | 638,00 | 638,00 | 0,00 | 638,00 | 0,00 |
| 2151300 | 98 | Pétrin à spirales pizza | | 23/07/2008 | 1528,00 | 1528,00 | 0,00 | 1528,00 | 0,00 |
| 2151300 | 103 | Ecran Toshiba 32" & 37" | | 26/03/2009 | 1300,00 | 1300,00 | 0,00 | 1300,00 | 0,00 |
| 2151300 | 105 | Mobilier resto tables | | 06/05/2009 | 2293,08 | 2293,08 | 0,00 | 2293,08 | 0,00 |
| 2151300 | 106 | Mobilier resto | | 27/08/2009 | 3130,00 | 3130,00 | 0,00 | 3130,00 | 0,00 |
| 2151300 | 134 | Fauteuils sunny beach *50 | | 02/04/2010 | 4500,00 | 4500,00 | 0,00 | 4500,00 | 0,00 |
| 2151300 | 202 | Trancheuse a` jambon | | 24/05/2011 | 2090,30 | 2090,30 | 0,00 | 2090,30 | 0,00 |
| 2151300 | 204 | 10 bancs + 8 tables restau | | 19/09/2011 | 1410,28 | 1410,28 | 0,00 | 1410,28 | 0,00 |
| 2151300 | 226 | Tables *19 - bancs *28 | | 18/05/2012 | 1504,36 | 1391,42 | 112,94 | 1504,36 | 0,00 |
| 2151300 | 285 | Lave vaisselle Niagara | | 20/01/2014 | 3630,00 | 1337,63 | 453,75 | 1791,38 | 1838,62 |
| 2151300 | 286 | Friteuse gaz 17LTG600 | | 13/10/2014 | 3900,00 | 1730,96 | 780,00 | 2510,96 | 1389,04 |
| 2151300 | 341 | Four Inoxtrendo CDA111E | | 09/11/2015 | 7200,00 | 1649,10 | 1440,00 | 3089,10 | 4110,90 |
| **Total 2151300** | | | | | 36474,02 | 26348,77 | 2786,69 | 29135,46 | 7338,56 |
| 2152100 | 38 | Laser pico+chariot *5 | | 30/10/2007 | 20409,74 | 20409,74 | 0,00 | 20409,74 | 0,00 |
| 2152100 | 36 | Optimist Blue Dragon+chariot | | 19/11/2007 | 16700,00 | 16700,00 | 0,00 | 16700,00 | 0,00 |
| 2152100 | 110 | PAV compet * 2 | | 11/09/2009 | 1798,00 | 1798,00 | 0,00 | 1798,00 | 0,00 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2152100 | 138 | Flotteur bic sport *10 | | 11/01/2010 | 8990,00 | 8990,00 | 0,00 | 8990,00 | 0,00 |
| 2152100 | 142 | Laser pico + chariot*2 | | 03/08/2010 | 6948,00 | 6948,00 | 0,00 | 6948,00 | 0,00 |
| 2152100 | 143 | Planche à voile bictechno*4 | | 03/08/2010 | 3995,88 | 3995,88 | 0,00 | 3995,88 | 0,00 |
| 2152100 | 176 | PAV bic one *2 | | 07/04/2011 | 2126,80 | 2126,80 | 0,00 | 2126,80 | 0,00 |
| 2152100 | 180 | Bateau Harbeck - Art2 | | 01/05/2011 | 13016,00 | 13016,00 | 0,00 | 13016,00 | 0,00 |
| 2152100 | 181 | Remorque bateau Harbeck | | 01/05/2011 | 2335,79 | 2335,79 | 0,00 | 2335,79 | 0,00 |
| 2152100 | 178 | Capot moteur 40CV | | 25/05/2011 | 1197,00 | 1197,00 | 0,00 | 1197,00 | 0,00 |
| 2152100 | 182 | Pico + chariot *4 | | 27/06/2011 | 14210,39 | 14210,39 | 0,00 | 14210,39 | 0,00 |
| 2152100 | 183 | PAV Paddel bic + pagaie*5 | | 27/06/2011 | 3230,00 | 3230,00 | 0,00 | 3230,00 | 0,00 |
| 2152100 | 184 | Laser 2000 + greement*3 | | 15/07/2011 | 5694,48 | 5694,48 | 0,00 | 5694,48 | 0,00 |
| 2152100 | 219 | Voiles PAV *48 | | 29/03/2012 | 9967,03 | 9967,03 | 0,00 | 9967,03 | 0,00 |
| 2152100 | 217 | Planche paddle fly race carbo | | 25/04/2012 | 1800,00 | 1800,00 | 0,00 | 1800,00 | 0,00 |
| 2152100 | 213 | Yamaha F100DETL-6D91019 | | 16/06/2012 | 8527,49 | 8527,49 | 0,00 | 8527,49 | 0,00 |
| 2152100 | 209 | Hobie Cat *2 | | 17/07/2012 | 13496,30 | 13496,30 | 0,00 | 13496,30 | 0,00 |
| 2152100 | 251 | Foc*5 + Grand voile *5 | | 14/06/2013 | 3502,79 | 3502,79 | 0,00 | 3502,79 | 0,00 |
| 2152100 | 252 | Support PAV Matira *3 | | 02/07/2013 | 2020,62 | 2020,62 | 0,00 | 2020,62 | 0,00 |
| 2152100 | 287 | Yamaha F40FETL 6BG1043 | | 10/02/2014 | 7600,00 | 7600,00 | 0,00 | 7600,00 | 0,00 |
| 2152100 | 288 | Yamaha F15CMHL 6AGK103 | | 10/02/2014 | 3951,00 | 3951,00 | 0,00 | 3951,00 | 0,00 |
| 2152100 | 289 | 12 PAV AW 200 | | 25/02/2014 | 11088,00 | 11088,00 | 0,00 | 11088,00 | 0,00 |
| 2152100 | 290 | Flotteurs Tornado *2 | | 04/03/2014 | 13515,00 | 9562,33 | 3378,75 | 12941,08 | 573,92 |
| 2152100 | 291 | Lomac 400C-ITLOMP4014C41 | | 10/03/2014 | 5650,00 | 3974,35 | 1412,50 | 5386,85 | 263,15 |
| 2152100 | 293 | Coque Laser no206836 | | 01/04/2014 | 4479,93 | 4111,72 | 368,21 | 4479,93 | 0,00 |
| 2152100 | 294 | Chariots 1*12 PAV + 10*Optl | | 09/04/2014 | 3698,44 | 2525,58 | 924,61 | 3450,19 | 248,25 |
| 2152100 | 295 | Yamaha F40FETL-6BG10414 | | 01/05/2014 | 6350,00 | 6350,00 | 0,00 | 6350,00 | 0,00 |
| 2152100 | 297 | Greement PAV 3.6*3 +4.2*6 | | 25/06/2014 | 3670,67 | 3670,67 | 0,00 | 3670,67 | 0,00 |
| 2152100 | 298 | Embase comple`te s/Y5 | | 05/07/2014 | 3603,19 | 1796,66 | 720,64 | 2517,30 | 1085,89 |
| 2152100 | 296 | Voiles*6 + Greement*3 Hibisc | | 14/08/2014 | 3371,65 | 3371,65 | 0,00 | 3371,65 | 0,00 |
| 2152100 | 307 | PAV complète suisse | | 02/10/2014 | 1065,60 | 1065,60 | 0,00 | 1065,60 | 0,00 |
| 2152100 | 342 | Yamaha F60FETL-6C5106774 | | 13/05/2015 | 7964,17 | 6524,08 | 1440,09 | 7964,17 | 0,00 |
| 2152100 | 343 | Chariot MAE Laser *11 | | 20/05/2015 | 2502,00 | 1350,39 | 834,00 | 2184,39 | 317,61 |
| 2152100 | 344 | Gréement*6 + Safran Laer P i | | 20/05/2015 | 3762,00 | 3045,67 | 716,33 | 3762,00 | 0,00 |
| 2152100 | 345 | Laser Pico*4 + Chariot MAE*4 | | 20/05/2015 | 12425,00 | 6706,10 | 4141,67 | 10847,77 | 1577,23 |
| 2152100 | 346 | Optimist*8 + Chariot MAE*8 | | 21/05/2015 | 10428,00 | 5618,74 | 3476,00 | 9094,74 | 1333,26 |
| 2152100 | 347 | Yamaha F60FETL-6C5106252 | | 22/05/2015 | 8152,08 | 6577,50 | 1574,58 | 8152,08 | 0,00 |
| 2152100 | 348 | Yamaha F15CMHS-6AGK104 | | 05/06/2015 | 2816,67 | 2218,62 | 598,05 | 2816,67 | 0,00 |
| 2152100 | 349 | Yamaha F40FETL-6BG10449 | | 12/06/2015 | 6014,58 | 4679,84 | 1334,74 | 6014,58 | 0,00 |
| 2152100 | 350 | Capot + Pompe F40 | | 11/08/2015 | 971,26 | 675,89 | 295,37 | 971,26 | 0,00 |
| 2152100 | 351 | Chariot MAE Laser 2000*4 | | 07/09/2015 | 1008,00 | 442,78 | 336,00 | 778,78 | 229,22 |
| 2152100 | 382 | FLOTTEUR TORNADO 5.3 | | 01/02/2016 | 6155,00 | 1408,06 | 1408,06 | 2816,12 | 3338,88 |
| 2152100 | 383 | FLOTTEUR TORNADO 5.8 | | 01/02/2016 | 6655,00 | 1522,45 | 1522,45 | 3044,89 | 3610,11 |
| 2152100 | 384 | MOTEUR HORS BORD 100 CV | | 09/02/2016 | 10826,75 | 2417,48 | 2417,48 | 4834,96 | 5991,79 |
| 2152100 | 404 | 1 CAPOT MOTEUR YAMAHA F100 | | 26/02/2016 | 1666,67 | 705,48 | 705,48 | 1410,96 | 255,71 |
| 2152100 | 385 | HOBIE CAT 16 EASY COMPLET | | 15/03/2016 | 8125,33 | 2159,12 | 2159,12 | 4318,24 | 3807,09 |
| 2152100 | 386 | HOBIE CAT 16 EASY COMPLET | | 15/03/2016 | 8125,33 | 2159,12 | 2159,12 | 4318,24 | 3807,09 |
| 2152100 | 387 | HOBIE CAT 16 EASY COMPLET | | 15/03/2016 | 8125,34 | 2157,18 | 2157,18 | 4314,36 | 3810,98 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2152100 | 393 | 1 FLOTTEUR + HOUSSE BIC TEHCNO 293 | | 04/04/2016 | 1006,38 | 186,80 | 186,80 | 373,60 | 632,78 |
| 2152100 | 398 | CHARIOT ALU PAV | | 16/06/2016 | 1446,60 | 196,18 | 196,18 | 392,37 | 1054,23 |
| 2152100 | 399 | 10 GREEMENTS + VOILE | | 30/06/2016 | 5384,38 | 1357,16 | 1357,16 | 2714,32 | 2670,06 |
| 2152100 | 400 | 3 SPI LASER 2000 | | 01/07/2016 | 1461,50 | 244,23 | 244,23 | 488,45 | 973,05 |
| 2152100 | 415 | PAV *9 | | 02/03/2017 | 8233,76 | | 3428,85 | 3428,85 | 4804,91 |
| 2152100 | 417 | PAV *3 | | 05/04/2017 | 2301,48 | | 851,23 | 851,23 | 1450,25 |
| 2152100 | 419 | MOTEUR HORS BORD 60 CV | | 07/04/2017 | 8502,54 | | 1560,74 | 1560,74 | 6941,80 |
| 2152100 | 420 | MOTEUR HORS BORD 40 CV | | 05/05/2017 | 5812,50 | | 955,48 | 955,48 | 4857,02 |
| 2152100 | 422 | REMORQUE | | 12/06/2017 | 1200,00 | | 166,03 | 166,03 | 1033,97 |
| **Total 2152100** | | | | | 349082,11 | 251386,73 | 43027,12 | 294413,85 | 54668,26 |
| 2152200 | 185 | Greement *2 | | 17/02/2011 | 2452,31 | 2452,31 | 0,00 | 2452,31 | 0,00 |
| 2152200 | 186 | Remorque *2 | | 22/04/2011 | 2574,27 | 2574,27 | 0,00 | 2574,27 | 0,00 |
| 2152200 | 187 | Remorque PAV | | 25/07/2011 | 3231,59 | 3231,59 | 0,00 | 3231,59 | 0,00 |
| 2152200 | 208 | Spi 29er *1 | | 28/07/2011 | 759,46 | 759,46 | 0,00 | 759,46 | 0,00 |
| 2152200 | 223 | Dériveur 29er | | 13/01/2012 | 2000,00 | 2000,00 | 0,00 | 2000,00 | 0,00 |
| 2152200 | 221 | Voile + mat *1 | | 31/01/2012 | 975,19 | 975,19 | 0,00 | 975,19 | 0,00 |
| 2152200 | 222 | Voile *1 | | 31/01/2012 | 684,55 | 684,55 | 0,00 | 684,55 | 0,00 |
| 2152200 | 216 | PAV techno 293 one *2 | | 16/05/2012 | 1580,00 | 1580,00 | 0,00 | 1580,00 | 0,00 |
| 2152200 | 212 | Mat - foc - Gv 29er | | 13/07/2012 | 2537,98 | 2537,98 | 0,00 | 2537,98 | 0,00 |
| 2152200 | 246 | Voiles one design *2 | | 25/07/2012 | 890,00 | 890,00 | 0,00 | 890,00 | 0,00 |
| 2152200 | 253 | Dériveur 29er *2 occas | | 01/03/2013 | 5000,00 | 5000,00 | 0,00 | 5000,00 | 0,00 |
| 2152200 | 254 | Mat + GV + Foc + Spi29er | | 22/03/2013 | 2830,25 | 2830,25 | 0,00 | 2830,25 | 0,00 |
| 2152200 | 255 | Voiles PAV *2 | | 25/05/2013 | 824,41 | 824,41 | 0,00 | 824,41 | 0,00 |
| 2152200 | 256 | Voile RSX*2 + RSX Boom*1 | | 03/10/2013 | 2276,26 | 2276,26 | 0,00 | 2276,26 | 0,00 |
| 2152200 | 258 | Dériveur 29er + voiles occas | | 22/10/2013 | 3000,00 | 3000,00 | 0,00 | 3000,00 | 0,00 |
| 2152200 | 257 | Flotteur PAV RSX occas*1 | | 09/11/2013 | 900,00 | 900,00 | 0,00 | 900,00 | 0,00 |
| 2152200 | 299 | Greement Optimax MK2 racin | | 07/02/2014 | 1519,53 | 1519,53 | 0,00 | 1519,53 | 0,00 |
| 2152200 | 300 | Voiles Optimist Northtraining* | | 07/02/2014 | 562,68 | 562,68 | 0,00 | 562,68 | 0,00 |
| 2152200 | 301 | Mat + Foc 29er | | 10/02/2014 | 1722,84 | 1722,84 | 0,00 | 1722,84 | 0,00 |
| 2152200 | 302 | Remorque 8 coques | | 17/03/2014 | 2386,25 | 1667,10 | 596,56 | 2263,66 | 122,59 |
| 2152200 | 303 | Housse + flotteur Bic*2 | | 17/04/2014 | 1700,25 | 1700,25 | 0,00 | 1700,25 | 0,00 |
| 2152200 | 304 | Greement Bic OD - 2014-6.8 | | 14/05/2014 | 824,17 | 824,17 | 0,00 | 824,17 | 0,00 |
| 2152200 | 305 | Housse-Flotteur-Voile Bic293 | | 19/05/2014 | 1233,15 | 1233,15 | 0,00 | 1233,15 | 0,00 |
| 2152200 | 306 | Voiles Techno OD 2793-7.8*2 | | 05/06/2014 | 766,05 | 766,05 | 0,00 | 766,05 | 0,00 |
| 2152200 | 352 | Voiles Techno 293*2 | | 10/02/2015 | 798,00 | 754,27 | 43,73 | 798,00 | 0,00 |
| 2152200 | 353 | Gréement+Wishbone+Voile*2 | | 16/06/2015 | 2408,25 | 1860,63 | 547,62 | 2408,25 | 0,00 |
| 2152200 | 354 | Techno 293+Ma^t+Ride BIC | | 27/06/2015 | 2143,58 | 1623,84 | 519,74 | 2143,58 | 0,00 |
| 2152200 | 355 | PAV occasion | | 29/06/2015 | 1000,00 | 754,79 | 245,21 | 1000,00 | 0,00 |
| 2152200 | 356 | Gréement BIC 7.8 | | 06/10/2015 | 832,50 | 515,47 | 317,03 | 832,50 | 0,00 |
| 2152200 | 357 | Greement 6.8 + Voile 7.8 | | 30/12/2015 | 1455,08 | 731,53 | 723,55 | 1455,08 | 0,00 |
| 2152200 | 358 | Tri Wave Te Fanatic | | 30/12/2015 | 1599,33 | 804,05 | 795,28 | 1599,33 | 0,00 |
| 2152200 | 405 | LASER XD HARKEN | | 12/09/2016 | 5408,33 | 814,95 | 814,95 | 1629,91 | 3778,42 |
| 2152200 | 406 | LASER XD HARKEN | | 12/09/2016 | 5408,33 | 814,95 | 814,95 | 1629,91 | 3778,42 |
| 2152200 | 407 | LASER XD HARKEN | | 12/09/2016 | 5408,33 | 814,95 | 814,95 | 1629,91 | 3778,42 |
| 2152200 | 408 | LASER XD HARKEN | | 12/09/2016 | 5408,34 | 814,96 | 814,96 | 1629,91 | 3778,43 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2152200 | 409 | LASER XD HARKEN | | 12/09/2016 | 5408,34 | 814,96 | 814,96 | 1629,91 | 3778,43 |
| **Total 2152200** | | | | | 80509,60 | 53631,39 | 7863,49 | 61494,88 | 19014,72 |
| 2152400 | 27 | Lomac 760 Club | | 20/06/2006 | 26400,00 | 26400,00 | 0,00 | 26400,00 | 0,00 |
| 2152400 | 30 | Tampons 300 / 4 *2 | | 11/12/2007 | 9068,10 | 9068,10 | 0,00 | 9068,10 | 0,00 |
| 2152400 | 144 | Ordi HP pro 3010 | | 09/01/2010 | 1164,27 | 1164,27 | 0,00 | 1164,27 | 0,00 |
| 2152400 | 145 | GPS map 521S + sonde TA | | 28/05/2010 | 840,19 | 840,19 | 0,00 | 840,19 | 0,00 |
| 2152400 | 146 | Semi rigide oversea 28PRO | | 05/06/2010 | 37917,85 | 37917,85 | 0,00 | 37917,85 | 0,00 |
| 2152400 | 220 | GPS map 526S + sonde TA | | 03/02/2012 | 1851,33 | 1851,33 | 0,00 | 1851,33 | 0,00 |
| 2152400 | 259 | Yamaha 300CV 6CE1008942 | | 23/01/2013 | 27560,00 | 21715,77 | 5512,00 | 27227,77 | 332,23 |
| 2152400 | 309 | Yamaha F250DETU-6CG106 | | 13/02/2014 | 21607,00 | 12455,10 | 4321,40 | 16776,50 | 4830,50 |
| 2152400 | 359 | Bouteille tampon compresseur | | 07/01/2015 | 3304,00 | 3276,84 | 27,16 | 3304,00 | 0,00 |
| 2152400 | 392 | RACK BOUTEILLES | | 31/03/2016 | 800,00 | 120,55 | 120,55 | 241,10 | 558,90 |
| 2152400 | 421 | RESERVOIR LOMAC | | 11/05/2017 | 1285,83 | | 206,09 | 206,09 | 1079,74 |
| **Total 2152400** | | | | | 131798,57 | 114810,00 | 10187,19 | 124997,19 | 6801,38 |
| 2152600 | 53 | Amorti 100% < 2007 | | 01/01/2006 | 1594,27 | 1594,27 | 0,00 | 1594,27 | 0,00 |
| 2152600 | 63 | Défibrilateur Philipss | | 03/10/2008 | 2137,97 | 2137,97 | 0,00 | 2137,97 | 0,00 |
| 2152600 | 64 | App photo canon Ixus 8701 | | 03/12/2008 | 723,00 | 723,00 | 0,00 | 723,00 | 0,00 |
| 2152600 | 112 | App photo + caisson Canon | | 16/12/2009 | 885,00 | 885,00 | 0,00 | 885,00 | 0,00 |
| **Total 2152600** | | | | | 5340,24 | 5340,24 | 0,00 | 5340,24 | 0,00 |
| 2154000 | 414 | TABLES | | 31/01/2017 | 4063,65 | | 743,70 | 743,70 | 3319,95 |
| 2154000 | 423 | VEHICULE PROACE TOYOTA | | 11/07/2017 | 16512,84 | | 1956,66 | 1956,66 | 14556,18 |
| **Total 2154000** | | | | | 20576,49 | 0,00 | 2700,36 | 2700,36 | 17876,13 |
| 2181000 | 8 | Renaudier bateau alu | | 22/04/2007 | 1190,00 | 1190,00 | 0,00 | 1190,00 | 0,00 |
| 2181000 | 9 | VM Energie bateau | | 23/06/2007 | 1765,20 | 1765,20 | 0,00 | 1765,20 | 0,00 |
| 2181000 | 49 | Amorti 100% < 2007 | | 01/01/2006 | 100360,70 | 100360,70 | 0,00 | 100360,70 | 0,00 |
| 2181000 | 49 | Amorti 100% < 2007 | | 01/01/2006 | 23869,87 | 23869,87 | 0,00 | 23869,87 | 0,00 |
| 2181000 | 42 | Rideaux Salle Chasselonon | | 12/04/2007 | 3022,80 | 3022,80 | 0,00 | 3022,80 | 0,00 |
| 2181000 | 41 | Parc cata | | 15/04/2007 | 2679,04 | 2679,04 | 0,00 | 2679,04 | 0,00 |
| 2181000 | 10 | PRP bateau alu | | 12/06/2007 | 24930,44 | 24930,44 | 0,00 | 24930,44 | 0,00 |
| 2181000 | 11 | Carène services | | 31/05/2007 | 1798,81 | 1798,81 | 0,00 | 1798,81 | 0,00 |
| 2181000 | 68 | Installation sécurité | | 02/05/2008 | 389,84 | 389,84 | 0,00 | 389,84 | 0,00 |
| 2181000 | 68 | Installation sécurité | | 02/05/2008 | 457,64 | 457,64 | 0,00 | 457,64 | 0,00 |
| 2181000 | 68 | Installation sécurité | | 02/05/2008 | 434,26 | 434,26 | 0,00 | 434,26 | 0,00 |
| 2181000 | 165 | Bacs cubico re'serve eau*5 | | 21/12/2010 | 1300,17 | 1300,17 | 0,00 | 1300,17 | 0,00 |
| 2181000 | 199 | Mur de séparation | | 05/05/2011 | 571,29 | 404,21 | 71,41 | 475,62 | 95,67 |
| 2181000 | 199 | Mur de séparation | | 05/05/2011 | 670,65 | 474,50 | 83,83 | 558,34 | 112,31 |
| 2181000 | 199 | Mur de séparation | | 05/05/2011 | 721,59 | 510,55 | 90,20 | 600,75 | 120,84 |
| 2181000 | 200 | Bacs cubico *4 | | 30/06/2011 | 1040,40 | 1040,40 | 0,00 | 1040,40 | 0,00 |
| 2181000 | 225 | Canons + porte menu | | 02/02/2012 | 1850,00 | 1817,56 | 32,44 | 1850,00 | 0,00 |
| 2181000 | 235 | Portant inox combi plongée | | 14/03/2012 | 303,10 | 291,14 | 11,95 | 303,10 | 0,00 |
| 2181000 | 235 | Portant inox combi plongée | | 14/03/2012 | 355,81 | 341,78 | 14,03 | 355,81 | 0,00 |
| 2181000 | 235 | Portant inox combi plongée | | 14/03/2012 | 398,98 | 383,24 | 15,73 | 398,98 | 0,00 |
| 2181000 | 270 | Lecteur autonome *2 | | 28/02/2013 | 824,96 | 396,09 | 103,12 | 499,21 | 325,75 |
| 2181000 | 317 | Déco tente terrasse resto | | 10/04/2014 | 1040,00 | 709,48 | 260,00 | 969,48 | 70,52 |
| 2181000 | 367 | Aménagement four à pizza | | 05/09/2015 | 3040,00 | 804,56 | 608,00 | 1412,56 | 1627,44 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2181000 | 402 | REMPLACEMENT MOTEUR CLIM RESTO | | 04/08/2016 | 637,00 | 52,01 | 52,01 | 104,01 | 532,99 |
| 2181000 | 403 | REMPL MOT VENTILA CARTE INVERTER | | 11/08/2016 | 2354,53 | 183,20 | 183,20 | 366,40 | 1988,13 |
| 2181000 | 413 | RENOVATION ECOLE DE VOILE | | 19/12/2016 | 17200,00 | 113,10 | 113,10 | 226,19 | 16973,81 |
| **Total 2181000** | | | | | 193207,07 | 169720,58 | 1639,02 | 171359,61 | 21847,46 |
| 2182000 | 114 | Kangoo 698AKE13 | | 24/06/2009 | 6900,00 | 6900,00 | 0,00 | 6900,00 | 0,00 |
| **Total 2182000** | | | | | 6900,00 | 6900,00 | 0,00 | 6900,00 | 0,00 |
| 2183000 | 147 | Mini apple 2 26 160Go Anne | | 18/03/2010 | 328,88 | 328,88 | 0,00 | 328,88 | 0,00 |
| 2183000 | 147 | Mini apple 2 26 160Go Anne | | 18/03/2010 | 386,08 | 386,08 | 0,00 | 386,08 | 0,00 |
| 2183000 | 147 | Mini apple 2 26 160Go Anne | | 18/03/2010 | 382,21 | 382,21 | 0,00 | 382,21 | 0,00 |
| 2183000 | 169 | Mini mac 2.4ghz 320G/2G Jo | | 22/12/2010 | 310,43 | 310,43 | 0,00 | 310,43 | 0,00 |
| 2183000 | 169 | Mini mac 2.4ghz 320G/2G Jo | | 22/12/2010 | 364,41 | 364,41 | 0,00 | 364,41 | 0,00 |
| 2183000 | 169 | Mini mac 2.4ghz 320G/2G Jo | | 22/12/2010 | 360,76 | 360,76 | 0,00 | 360,76 | 0,00 |
| 2183000 | 244 | PC fixe*1 + PC port*2 | | 06/11/2012 | 776,65 | 776,65 | 0,00 | 776,65 | 0,00 |
| 2183000 | 244 | PC fixe*1 + PC port*2 | | 06/11/2012 | 911,72 | 911,72 | 0,00 | 911,72 | 0,00 |
| 2183000 | 244 | PC fixe*1 + PC port*2 | | 06/11/2012 | 1022,33 | 1022,33 | 0,00 | 1022,33 | 0,00 |
| 2183000 | 268 | Ordi badges | | 14/01/2013 | 222,35 | 222,35 | 0,00 | 222,35 | 0,00 |
| 2183000 | 268 | Ordi badges | | 14/01/2013 | 261,02 | 261,02 | 0,00 | 261,02 | 0,00 |
| 2183000 | 268 | Ordi badges | | 14/01/2013 | 280,84 | 280,84 | 0,00 | 280,84 | 0,00 |
| 2183000 | 329 | PC Fuji *2 JP Pignol + José | | 31/05/2014 | 1695,00 | 1462,81 | 232,19 | 1695,00 | 0,00 |
| 2183000 | 374 | Equipt complet Oxhoo Dandy | | 05/01/2015 | 7848,57 | 5203,71 | 2616,19 | 7819,90 | 28,67 |
| 2183000 | 375 | Equipt complément Oxhoo D | | 01/01/2015 | 2104,00 | 1364,23 | 701,33 | 2065,56 | 38,44 |
| 2183000 | 376 | Ordi Jo PC resto | | 14/04/2015 | 1302,00 | 745,53 | 434,00 | 1179,53 | 122,47 |
| 2183000 | 377 | PC*2 Christian-Thomas | | 05/10/2015 | 2548,00 | 1054,10 | 849,33 | 1903,43 | 644,57 |
| 2183000 | 378 | PC Julie | | 05/10/2015 | 639,00 | 264,35 | 213,00 | 477,35 | 161,65 |
| 2183000 | 380 | ORDINATEUR PORTABLE APPLE | | 21/01/2016 | 632,76 | 199,34 | 199,34 | 398,69 | 234,07 |
| 2183000 | 380 | ORDINATEUR PORTABLE APPLE | | 21/01/2016 | 527,29 | 166,12 | 166,12 | 332,23 | 195,06 |
| 2183000 | 380 | ORDINATEUR PORTABLE APPLE | | 21/01/2016 | 1142,49 | 359,93 | 359,93 | 719,85 | 422,64 |
| 2183000 | 394 | INSTALLATION SERVEUR | | 06/06/2016 | 115,20 | 21,88 | 21,88 | 43,76 | 71,44 |
| 2183000 | 394 | INSTALLATION SERVEUR | | 06/06/2016 | 96,00 | 18,23 | 18,23 | 36,47 | 59,53 |
| 2183000 | 394 | INSTALLATION SERVEUR | | 06/06/2016 | 208,00 | 39,51 | 39,51 | 79,01 | 128,99 |
| 2183000 | 395 | 1 HP PROLIANT ML 350 GEN XEON+ACCES | | 07/06/2016 | 1175,62 | 222,22 | 222,22 | 444,44 | 731,18 |
| 2183000 | 396 | 1 HP PROLIANT ML 350 GEN XEON+ACCES | | 07/06/2016 | 979,68 | 185,18 | 185,18 | 370,36 | 609,32 |
| 2183000 | 397 | 1 HP PROLIANT ML 350 GEN XEON+ACCES | | 07/06/2016 | 2122,63 | 401,22 | 401,22 | 802,45 | 1320,18 |
| 2183000 | 418 | ORDINATEUR PORTABLE APPLE | | 05/04/2017 | 778,83 | | 192,02 | 192,02 | 586,81 |
| **Total 2183000** | | | | | 29522,75 | 17316,04 | 6851,69 | 24167,73 | 5355,02 |
| 2184000 | 96 | Ensemble mobilier bureau | | 29/04/2008 | 1218,68 | 1218,68 | 0,00 | 1218,68 | 0,00 |
| 2184000 | 96 | Ensemble mobilier bureau | | 29/04/2008 | 1430,62 | 1430,62 | 0,00 | 1430,62 | 0,00 |
| 2184000 | 65 | Bureau armoire direction | | 03/07/2008 | 645,59 | 645,59 | 0,00 | 645,59 | 0,00 |
| 2184000 | 66 | Ens mobilier réunion | | 31/07/2008 | 516,39 | 516,39 | 0,00 | 516,39 | 0,00 |
| 2184000 | 65 | Bureau armoire direction | | 03/07/2008 | 579,55 | 579,55 | 0,00 | 579,55 | 0,00 |
| 2184000 | 65 | Bureau armoire direction | | 03/07/2008 | 680,34 | 680,34 | 0,00 | 680,34 | 0,00 |
| 2184000 | 66 | Ens mobilier réunion | | 31/07/2008 | 463,56 | 463,56 | 0,00 | 463,56 | 0,00 |
| 2184000 | 66 | Ens mobilier réunion | | 31/07/2008 | 544,18 | 544,18 | 0,00 | 544,18 | 0,00 |
| 2184000 | 96 | Ensemble mobilier bureau | | 29/04/2008 | 1357,55 | 1357,55 | 0,00 | 1357,55 | 0,00 |
| 2184000 | 149 | Miroir salle de gym | | 31/03/2010 | 602,05 | 508,44 | 75,26 | 583,70 | 18,35 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2184000 | 149 | Miroir salle de gym | | 31/03/2010 | 706,76 | 596,87 | 88,34 | 685,21 | 21,55 |
| 2184000 | 149 | Miroir salle de gym | | 31/03/2010 | 699,68 | 590,89 | 87,46 | 678,35 | 21,33 |
| 2184000 | 236 | Coffre securiline a` clef | | 30/03/2012 | 173,42 | 165,05 | 8,37 | 173,42 | 0,00 |
| 2184000 | 236 | Coffre securiline a` clef | | 30/03/2012 | 203,58 | 193,76 | 9,82 | 203,58 | 0,00 |
| 2184000 | 237 | Coffre fort hestia | | 18/04/2012 | 953,25 | 897,36 | 55,88 | 953,25 | 0,00 |
| 2184000 | 237 | Coffre fort hestia | | 18/04/2012 | 1119,03 | 1053,43 | 65,60 | 1119,03 | 0,00 |
| 2184000 | 236 | Coffre securiline a` clef | | 30/03/2012 | 228,28 | 217,26 | 11,01 | 228,28 | 0,00 |
| 2184000 | 237 | Coffre fort hestia | | 18/04/2012 | 1254,80 | 1181,24 | 73,56 | 1254,80 | 0,00 |
| 2184000 | 269 | Tables *25 + Bancs *25 | | 12/09/2013 | 740,05 | 489,04 | 148,01 | 637,05 | 103,00 |
| 2184000 | 269 | Tables *25 + Bancs *25 | | 12/09/2013 | 489,87 | 323,72 | 97,98 | 421,70 | 68,18 |
| 2184000 | 269 | Tables *25 + Bancs *25 | | 12/09/2013 | 575,07 | 380,02 | 115,01 | 495,03 | 80,04 |
| 2184000 | 330 | Tables *31 + bancs *14 manif | | 15/01/2014 | 402,77 | 238,58 | 80,56 | 319,13 | 83,64 |
| 2184000 | 330 | Tables *31 + bancs *14 manif | | 15/01/2014 | 472,82 | 280,07 | 94,56 | 374,63 | 98,19 |
| 2184000 | 330 | Tables *31 + bancs *14 manif | | 15/01/2014 | 716,39 | 424,35 | 143,28 | 567,63 | 148,77 |
| 2184000 | 331 | Tables resto *22 | | 28/11/2014 | 1664,32 | 696,73 | 332,86 | 1029,59 | 634,73 |
| 2184000 | 332 | Chaises resto *100 | | 24/12/2014 | 8800,00 | 3558,58 | 1760,00 | 5318,58 | 3481,42 |
| 2184000 | 379 | Mobilier local pêche | | 02/10/2015 | 839,90 | 262,33 | 209,98 | 472,31 | 367,59 |
| 2184000 | 388 | J E MEUBLES / MOBILIER RESTO | | 15/03/2016 | 32600,43 | 5198,21 | 5198,21 | 10396,41 | 22204,02 |
| 2184000 | 390 | TABOURETS+FAUTEUILS | | 23/03/2016 | 4278,60 | 663,48 | 663,48 | 1326,95 | 2951,65 |
| **Total 2184000** | | | | | 64957,52 | 25355,85 | 9319,23 | 34675,08 | 30282,44 |
| **Total général** | | | | | 954995,91 | 702493,95 | 87547,63 | 790041,58 | 164954,33 |

# annexe 4 au contrat de délégation : inventaire des biens de retour (2)

| Compte | Code | Désignation | Information complémentaire localisation de l'immobilisation sur l'inventaire des biens du bâtiment | Date de m.e.s | Valeur à amortir | Amort. Ant | Dot 2017 | Amort cumulés | Val. Résiduelle |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2150000 | 30R | Remplt froid comptoir bar | Restaurant-bar | 20/10/2015 | 1 312,86 | 393,86 | 262,57 | 656,43 | 656,43 |
| **Total 2150000** | | | | | **1 312,86** | **393,86** | **262,57** | **656,43** | **656,43** |
| 2151100 | 108 | Extincteur easyfire | Bâtiment-mûrs extérieurs | 13/10/2009 | 1 000,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 |
| 2151100 | 248 | Sonorisation exterieure | Restaurant-Le Yachting | 25/02/2013 | 3 779,79 | 2 909,93 | 755,96 | 3 665,89 | 113,90 |
| **Total 2151100** | | | | | **4 779,79** | **3 909,93** | **755,96** | **4 665,89** | **113,90** |
| 2151300 | 3 | Tourelle Gephi Concept | Cuisine-cuisine | 24/07/2007 | 3 656,00 | 3 473,20 | 182,80 | 3 656,00 | 0,00 |
| 2151300 | 70 | Installofrigo chbre froide | Cuisine-cuisine | 14/08/2008 | 2 260,00 | 2 260,00 | 0,00 | 2 260,00 | 0,00 |
| 2151300 | 71 | Chbre froide + | Cuisine-cuisine | 09/10/2008 | 3 170,00 | 3 170,00 | 0,00 | 3 170,00 | 0,00 |
| 2151300 | 102 | Barbecue | Cuisine-local pizza | 26/05/2009 | 560,00 | 532,19 | 27,81 | 560,00 | 0,00 |
| 2151300 | 113 | Alarme électricité | Restaurant-Le Yachting | 20/10/2009 | 1 338,00 | 1 338,00 | 0,00 | 1 338,00 | 0,00 |
| 2151300 | 137 | Elévateur PMR | Restaurant-Sas escalier et ascenceur | 29/03/2010 | 27 749,80 | 23 454,32 | 3 468,73 | 26 923,05 | 826,76 |
| 2151300 | 136 | Véranda terrasse | Terrasse-terrasse côté mer | 31/05/2010 | 29 140,00 | 29 140,00 | 0,00 | 29 140,00 | 0,00 |
| 2151300 | 420 | Caméra de surveillance | Restaurant-Le Yachting | 24/04/2017 | 2 600,19 | 0,00 | 357,62 | 357,62 | 2 242,57 |
| **Total 2151300** | | | | | **70 473,99** | **63 367,71** | **4 036,95** | **67 404,66** | **3 069,33** |
| 2152200 | 308 | Barrières manif | Parking-revêtement | 03/10/2014 | 1 035,00 | 465,04 | 207,00 | 672,04 | 362,96 |
| **Total 2152200** | | | | | **1 035,00** | **465,04** | **207,00** | **672,04** | **362,96** |
| 2181000 | 12 | Provence enrobée parking | Parking-revêtement | 29/05/2007 | 36 282,78 | 35 073,37 | 1 209,41 | 36 282,78 | 0,00 |
| 2181000 | 14 | Vermigli grillages parking | Parking-revêtement | 07/06/2007 | 2 095,08 | 2 025,26 | 69,82 | 2 095,08 | 0,00 |
| 2181000 | 15 | Putzu parking quai | Parking-revêtement | 05/07/2007 | 3 000,00 | 2 875,00 | 125,00 | 3 000,00 | 0,00 |
| 2181000 | 17 | Nalin étanchéité | Toiture-toiture cuisine et restaurant | 31/07/2007 | 16 556,40 | 15 728,58 | 827,82 | 16 556,40 | 0,00 |
| 2181000 | 18 | Feraud serrures reste 0 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 31/07/2007 | 21 183,57 | 19 594,77 | 1 588,80 | 21 183,57 | 0,00 |
| 2181000 | 19 | Feraud serrures reste 24 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 31/10/2007 | 7 600,38 | 6 935,32 | 665,06 | 7 600,38 | 0,00 |
| 2181000 | 84 | Ventilation vestiaire cuisine | Cuisine-vestiaires cuisine | 05/02/2008 | 1 221,45 | 1 221,45 | 0,00 | 1 221,45 | 0,00 |
| 2181000 | 85 | Climatisations * 3 | Locaux à usage administratif-secrétariat-comptabilité-bureau des sports | 07/05/2008 | 3 793,81 | 3 793,81 | 0,00 | 3 793,81 | 0,00 |
| 2181000 | 86 | Climatisations * 3 | Locaux à usage administratif-bureau chef de base-bureau du président-bureau des pannes | 07/05/2008 | 4 215,34 | 4 215,34 | 0,00 | 4 215,34 | 0,00 |
| 2181000 | 91 | Aménagement rdc | Accueil-hall d'accueil | 29/05/2008 | 40 670,37 | 40 670,37 | 0,00 | 40 670,37 | 0,00 |
| 2181000 | 89 | Fx pld-lum-e'lec-alarme | Locaux à usage administratif-couloir | 24/06/2008 | 16 774,49 | 14 297,39 | 1 677,45 | 15 974,84 | 799,65 |
| 2181000 | 69 | Clim hall Mitsubishi splits syst | Locaux techniques-local aquarium | 27/06/2008 | 1 872,93 | 1 872,93 | 0,00 | 1 872,93 | 0,00 |
| 2181000 | 75 | Meubles portes coulissantes | Locaux à usage administratif-secrétariat | 14/07/2008 | 6 634,91 | 6 634,91 | 0,00 | 6 634,91 | 0,00 |
| 2181000 | 81 | Création cuisine d'eté | Terrasse-terrasse sud | 16/07/2008 | 24 402,53 | 20 651,87 | 2 440,25 | 23 092,12 | 1 310,41 |
| 2181000 | 76 | Fermeture baie four a pizza | Cuisine-local à pizza | 25/07/2008 | 580,00 | 580,00 | 0,00 | 580,00 | 0,00 |
| 2181000 | 78 | Fermeture accès terrasse | Terrasse-terrasse sud | 25/07/2008 | 697,41 | 697,41 | 0,00 | 697,41 | 0,00 |
| 2181000 | 97 | Bloc éclairage sécurité | Bâtiment-mûrs extérieurs | 31/07/2008 | 1 525,94 | 1 525,94 | 0,00 | 1 525,94 | 0,00 |
| 2181000 | 79 | Porte entrée 2 vantaux | Locaux à usage administratif-salle de réunion | 07/10/2008 | 2 605,01 | 2 605,01 | 0,00 | 2 605,01 | 0,00 |

# annexe 4 au contrat de délégation : inventaire des biens de retour (2)

| Compte | Code | Désignation | Information complémentaire localisation de l'immobilisation sur l'inventaire des biens du bâtiment | Date de m.e.s | Valeur à amortir | Amort. Ant | Dot 2017 | Amort cumulés | Val. Résiduelle |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2181000 | 80 | Chassis coulissant 2 vantaux | Locaux à usage administratif-secrétariat-comptabilité-bureau des sports-bureau chef de base | 07/10/2008 | 4 051,39 | 4 051,39 | 0,00 | 4 051,39 | 0,00 |
| 2181000 | 83 | Electricité+éclairage pizza | Cuisine-local à pizza | 23/11/2008 | 1 377,25 | 1 377,25 | 0,00 | 1 377,25 | 0,00 |
| 2181000 | 90 | Estrade comptoir | Restaurant-bar | 28/11/2008 | 2 200,00 | 2 200,00 | 0,00 | 2 200,00 | 0,00 |
| 2181000 | 93 | Porte rdc | Accueil-hall d'accueil | 28/11/2008 | 560,76 | 560,76 | 0,00 | 560,76 | 0,00 |
| 2181000 | 121 | Blocs portes intérieurs | Ecole de plongée | 13/02/2009 | 5 279,50 | 5 201,77 | 77,73 | 5 279,50 | 0,00 |
| 2181000 | 115 | Sanitaires-chauffage femmes | Ecole de plongée-douches et WC femme | 18/02/2009 | 11 843,81 | 11 649,15 | 194,66 | 11 843,81 | 0,00 |
| 2181000 | 117 | Rénov sanitaires villedieu | Ecole de plongée-vestiaires H-vestiaires F | 09/03/2009 | 23 421,54 | 22 884,11 | 537,43 | 23 421,54 | 0,00 |
| 2181000 | 120 | Agrandissement vestiaire | Ecole de plongée-vestiaires H-vestiaires F | 09/03/2009 | 2 544,91 | 2 486,49 | 58,42 | 2 544,91 | 0,00 |
| 2181000 | 118 | Travaux rénovation bâtiment | Bâtiment-mûrs extérieurs | 23/03/2009 | 36 466,87 | 35 455,30 | 1 011,57 | 36 466,87 | 0,00 |
| 2181000 | 127 | 3 coulissants 2v | Conférence-salle de conférence | 24/04/2009 | 1 603,70 | 1 603,70 | 0,00 | 1 603,70 | 0,00 |
| 2181000 | 116 | Sanitaires-chauffage hommes | Ecole de plongée-douches et WC homme | 25/05/2009 | 11 704,00 | 11 126,82 | 577,18 | 11 704,00 | 0,00 |
| 2181000 | 122 | coulissant 2v+porte 1v | Conférence-salle de conférence | 10/06/2009 | 1 904,39 | 1 800,05 | 104,34 | 1 904,39 | 0,00 |
| 2181000 | 123 | Garde corps alu | Terrasse-terrasse sud | 22/06/2009 | 1 920,00 | 1 806,90 | 113,10 | 1 920,00 | 0,00 |
| 2181000 | 124 | Muret terrasse resto | Terrasse-terrasse côté mer | 30/06/2009 | 922,00 | 865,16 | 56,84 | 922,00 | 0,00 |
| 2181000 | 130 | Coulissant 2v | Conférence-salle de conférence | 07/08/2009 | 980,04 | 906,91 | 73,13 | 980,04 | 0,00 |
| 2181000 | 129 | Mise en conformité elect | Bâtiment-mûrs extérieurs | 02/09/2009 | 4 976,22 | 4 976,22 | 0,00 | 4 976,22 | 0,00 |
| 2181000 | 128 | Changement canalisation | Bâtiment-mûrs extérieurs | 17/09/2009 | 6 027,12 | 5 492,52 | 534,60 | 6 027,12 | 0,00 |
| 2181000 | 125 | Rénov sanitaires resto | Restaurant-sanitaires | 30/09/2009 | 30 200,20 | 27 387,07 | 2 813,13 | 30 200,20 | 0,00 |
| 2181000 | 126 | Rénov cloisons bar | Restaurant-bar | 05/10/2009 | 1 529,20 | 1 384,14 | 145,06 | 1 529,20 | 0,00 |
| 2181000 | 132 | Mise en conformité elec | Bâtiment-mûrs extérieurs | 20/10/2009 | 7 340,04 | 6 606,07 | 733,97 | 7 340,04 | 0,00 |
| 2181000 | 150 | Vestiaire salle de gy | Gymnastique-salle de gymnastique | 18/02/2010 | 761,31 | 653,61 | 95,16 | 748,77 | 12,54 |
| 2181000 | 151 | Plancher cabine vigie | Toiture-toiture cuisine et restaurant | 18/02/2010 | 780,00 | 780,00 | 0,00 | 780,00 | 0,00 |
| 2181000 | 154 | Aménagement espace elévateur | Restaurant-Sas escalier et ascenceur | 03/03/2010 | 2 769,27 | 2 365,27 | 346,16 | 2 711,43 | 57,84 |
| 2181000 | 155 | Plafond salle de gym | Gymnastique-salle de gymnastique | 03/03/2010 | 3 112,38 | 2 658,33 | 389,05 | 3 047,38 | 65,00 |
| 2181000 | 156 | Alarme ascenseur | Restaurant-Sas escalier et ascenceur | 17/03/2010 | 828,10 | 703,30 | 103,51 | 806,81 | 21,29 |
| 2181000 | 153 | Accès monte charge | Restaurant-Sas escalier et ascenceur | 27/03/2010 | 1 958,74 | 1 656,86 | 244,84 | 1 901,70 | 57,04 |
| 2181000 | 157 | W entrée/bureau | Accueil-hall d'accueil | 28/03/2010 | 1 987,22 | 1 680,27 | 248,40 | 1 928,67 | 58,55 |
| 2181000 | 159 | Coulissant 2 vantaux | Accueil-hall d'accueil | 30/03/2010 | 5 911,28 | 5 911,28 | 0,00 | 5 911,28 | 0,00 |
| 2181000 | 152 | Eclairage terrasse restau | Terrasse-terrasse côté mer | 29/07/2010 | 1 604,22 | 1 288,89 | 200,53 | 1 489,42 | 114,80 |
| 2181000 | 160 | Rideau métallique ext arrière | Paddock-paddock | 25/10/2010 | 4 041,62 | 4 041,62 | 0,00 | 4 041,62 | 0,00 |
| 2181000 | 161 | W locaux planches à voile | Paddock-paddock | 26/10/2010 | 4 247,61 | 3 283,16 | 530,95 | 3 814,11 | 433,50 |
| 2181000 | 166 | Réparation aquarium | Accueil-hall d'accueil | 26/10/2010 | 5 242,09 | 5 242,09 | 0,00 | 5 242,09 | 0,00 |
| 2181000 | 162 | Renov salle restau | Restaurant-Le Yachting | 05/12/2010 | 14 659,30 | 11 130,01 | 1 832,41 | 12 962,42 | 1 696,88 |
| 2181000 | 164 | Panneaux restau | Restaurant-Le Yachting | 20/12/2010 | 6 616,08 | 4 989,25 | 827,01 | 5 816,26 | 799,82 |
| 2181000 | 163 | Rideaux restau | Restaurant-Le Yachting | 21/12/2010 | 3 713,60 | 3 713,60 | 0,00 | 3 713,60 | 0,00 |
| 2181000 | 194 | Protection portes cuisine inox | Cuisine-entrée | 03/03/2011 | 700,00 | 700,00 | 0,00 | 700,00 | 0,00 |
| 2181000 | 203 | Panneaux restau suppl | Restaurant-Le Yachting | 05/05/2011 | 1 898,60 | 1 343,35 | 237,33 | 1 580,68 | 317,93 |
| 2181000 | 201 | Climatisation restaurant | Restaurant-Le Yachting | 30/07/2011 | 19 180,00 | 13 005,62 | 2 397,50 | 15 403,12 | 3 776,88 |
| 2181000 | 207 | Carrelages local PAV | Ecole de voile-hangar de stockage | 28/10/2011 | 16 134,39 | 10 443,16 | 2 016,80 | 12 459,96 | 3 674,43 |
| 2181000 | 206 | Porte école de voile | Ecole de voile-hangar de stockage | 04/11/2011 | 5 057,21 | 5 057,21 | 0,00 | 5 057,21 | 0,00 |

# annexe 4 au contrat de délégation : inventaire des biens de retour (2)

| Compte | Code | Désignation | Information complémentaire localisation de l'immobilisation sur l'inventaire des biens du bâtiment | Date de m.e.s | Valeur à amortir | Amort. Ant | Dot 2017 | Amort cumulés | Val. Résiduelle |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2181000 | 8R | Rénov escalier extérieur | Escalier extérieur | 14/11/2011 | 22 814,00 | 14 633,77 | 2 851,75 | 17 485,52 | 5 328,48 |
| 2181000 | 9R | Châssis Alu | Restaurant-Le Yachting | 29/11/2011 | 6 960,00 | 4 428,66 | 870,00 | 5 298,66 | 1 661,34 |
| 2181000 | 234 | Rénovation casiers EDV* | Ecole de voile-hangar de stockage | 27/02/2012 | 786,93 | 762,37 | 0,00 | 762,37 | 24,56 |
| 2181000 | 13R | Menuiserie Alu | Restaurant-Le Yachting | 06/03/2012 | 3 500,00 | 2 110,79 | 437,50 | 2 548,29 | 951,71 |
| 2181000 | 240 | Installation alarme complém | Bâtiment-mûrs extérieurs | 30/03/2012 | 1 388,15 | 825,77 | 173,52 | 999,29 | 388,86 |
| 2181000 | 229 | Vestiaires-edv-villedieu- local9 | Ecole de voile-vestiaire et douche H-vestiaire et douche moniteur | 02/04/2012 | 6 180,93 | 3 670,47 | 772,62 | 4 443,09 | 1 737,84 |
| 2181000 | 14R | Extension terrasse alu + bâche | Terrasse-terrasse côté mer | 03/04/2012 | 1 559,00 | 1 480,41 | 78,59 | 1 559,00 | 0,00 |
| 2181000 | 230 | Fenêtres-portes nlle salle réunion | Cours-salle de cours | 10/05/2012 | 13 396,68 | 12 449,76 | 946,92 | 13 396,68 | 0,00 |
| 2181000 | 239 | Chauffage + clim salle réunion | Cours-salle de cours | 17/05/2012 | 4 414,19 | 4 085,25 | 328,94 | 4 414,19 | 0,00 |
| 2181000 | 228 | Rénovation local EDV | Ecole de voile-hangar de stockage | 18/05/2012 | 19 076,17 | 11 027,59 | 2 384,52 | 13 412,11 | 5 664,06 |
| 2181000 | 233 | Electricité salle réunion | Cours-salle de cours | 23/05/2012 | 4 797,74 | 2 765,28 | 599,72 | 3 365,00 | 1 432,74 |
| 2181000 | 232 | Clim local arrière bât | Locaux à usage administratif-salle de réunion | 11/06/2012 | 1 643,79 | 1 498,79 | 145,00 | 1 643,79 | 0,00 |
| 2181000 | 238 | Vitre salle réunion | Cours-salle de cours | 10/07/2012 | 968,91 | 868,03 | 100,88 | 968,91 | 0,00 |
| 2181000 | 231 | Remplacemt barrière | Parking-revêtement | 26/08/2012 | 3 765,25 | 2 047,69 | 470,66 | 2 518,35 | 1 246,90 |
| 2181000 | 245 | Films vitres | Locaux à usage administratif | 07/09/2012 | 1 236,19 | 1 067,53 | 168,66 | 1 236,19 | 0,00 |
| 2181000 | 243 | Nouvelles serrures *9 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 31/10/2012 | 5 121,04 | 2 669,25 | 640,13 | 3 309,38 | 1 811,66 |
| 2181000 | 241 | Remplacement barrière | Parking-revêtement | 06/11/2012 | 3 952,88 | 2 052,25 | 494,11 | 2 546,36 | 1 406,52 |
| 2181000 | 272 | Armoire brassage élec réorga | Locaux à usage administratif-comptabilité | 21/01/2013 | 954,99 | 753,53 | 191,00 | 944,53 | 10,46 |
| 2181000 | 22R | Remplacement vitrage ascen | Restaurant-Sas escalier et ascenceur | 16/03/2013 | 838,40 | 636,72 | 167,68 | 804,40 | 34,00 |
| 2181000 | 21R | Remplacement vitrage ascen | Restaurant-Sas escalier et ascenceur | 18/03/2013 | 1 536,26 | 1 165,02 | 307,25 | 1 472,27 | 63,99 |
| 2181000 | 273 | Cylindre barrillet *2 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 14/06/2013 | 776,84 | 344,81 | 97,11 | 441,92 | 334,93 |
| 2181000 | 261 | Porte 2Vtx réserve parking pa | Locaux techniques-local stockage cuisine | 24/07/2013 | 3 570,05 | 2 456,98 | 714,01 | 3 170,99 | 399,06 |
| 2181000 | 262 | Porte hangar voile | Ecole de voile-hangar de stockage | 29/07/2013 | 7 405,62 | 3 172,74 | 925,70 | 4 098,44 | 3 307,18 |
| 2181000 | 263 | Clim salle de réunion | Locaux à usage administratif-bureau agent portuaire | 31/07/2013 | 3 364,10 | 2 302,33 | 672,82 | 2 975,15 | 388,95 |
| 2181000 | 274 | Cylindre barillet *3 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 31/07/2013 | 1 165,27 | 498,44 | 145,66 | 644,10 | 521,17 |
| 2181000 | 265 | Porte réserve parking port | Locaux techniques-local stockage cuisine | 22/08/2013 | 490,88 | 330,05 | 98,18 | 428,23 | 62,65 |
| 2181000 | 275 | Cylindre barillet *5 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 15/11/2013 | 1 950,21 | 762,73 | 243,78 | 1 006,51 | 943,70 |
| 2181000 | 271 | Lecteur badge EDV | Ecole de voile-hangar de stockage | 29/11/2013 | 552,24 | 341,34 | 110,45 | 451,79 | 100,45 |
| 2181000 | 266 | Modules rangement PAV | Paddock-paddock | 19/12/2013 | 850,00 | 516,05 | 333,95 | 850,00 | 0,00 |
| 2181000 | 311 | Peintures façades | Bâtiment-mûrs extérieurs | 31/01/2014 | 554,33 | 323,50 | 230,83 | 554,33 | 0,00 |
| 2181000 | 312 | Rép porte edp + escalier DEV | Ecole de plongée-annexe | 31/01/2014 | 1 044,51 | 609,53 | 208,90 | 818,43 | 226,08 |
| 2181000 | 310 | Porte métallique | Paddock-paddock | 25/02/2014 | 1 207,28 | 688,00 | 241,46 | 929,46 | 277,82 |
| 2181000 | 313 | Install sécurité cofintex | Bâtiment-mûrs extérieurs | 25/03/2014 | 758,73 | 420,74 | 151,75 | 572,49 | 186,24 |
| 2181000 | 314 | Coulissants 2 vantaux rails*3 | Restaurant-Le Yachting | 27/03/2014 | 2 197,80 | 1 216,32 | 439,56 | 1 655,88 | 541,92 |
| 2181000 | 315 | Rénovation fac,ades | Bâtiment-mûrs extérieurs | 30/03/2014 | 20 722,51 | 11 434,28 | 4 144,50 | 15 578,78 | 5 143,73 |
| 2181000 | 316 | Rénovation façade nord | Bâtiment-mûrs extérieurs | 09/04/2014 | 20 396,25 | 11 142,50 | 4 079,25 | 15 221,75 | 5 174,50 |
| 2181000 | 318 | Galets blanc 3t | Parking-revêtement | 14/04/2014 | 2 153,40 | 1 170,51 | 430,68 | 1 601,19 | 552,21 |
| 2181000 | 319 | 2 palmiers | Parking-revêtement | 14/04/2014 | 611,89 | 332,61 | 122,38 | 454,99 | 156,90 |
| 2181000 | 320 | Rénov peintures interieur rest | Restaurant-Le Yachting | 27/04/2014 | 3 700,00 | 1 240,51 | 462,50 | 1 703,01 | 1 996,99 |

## annexe 4 au contrat de délégation : inventaire des biens de retour (2)

| Compte | Code | Désignation | Information complémentaire localisation de l'immobilisation sur l'inventaire des biens du bâtiment | Date de m.e.s | Valeur à amortir | Amort. Ant | Dot 2017 | Amort cumulés | Val. Résiduelle |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2181000 | 321 | Rénov façade bas hauteur | Bâtiment-mûrs extérieurs | 27/04/2014 | 20 970,03 | 11 249,14 | 4 194,01 | 15 443,15 | 5 526,88 |
| 2181000 | 322 | Nveau réseau eaux usees res | Bâtiment-mûrs extérieurs | 17/05/2014 | 3 408,48 | 1 119,43 | 426,06 | 1 545,49 | 1 862,99 |
| 2181000 | 323 | Peintures travaux | Bâtiment-mûrs extérieurs | 30/06/2014 | 591,29 | 296,46 | 118,26 | 414,72 | 176,57 |
| 2181000 | 325 | Bombes peintures graff | Bâtiment-mûrs extérieurs | 11/08/2014 | 812,98 | 388,90 | 162,60 | 551,50 | 261,48 |
| 2181000 | 335 | Graff mur + container | Bâtiment-mûrs extérieurs | 03/09/2014 | 2 600,00 | 1 210,96 | 520,00 | 1 730,96 | 869,04 |
| 2181000 | 334 | Construction placard | Locaux techniques-local réserve club | 30/09/2014 | 665,40 | 300,07 | 133,08 | 433,15 | 232,25 |
| 2181000 | 333 | Cylindre barillet *4 | Bâtiment-mûrs extérieurs | 15/10/2014 | 1 484,83 | 410,86 | 185,60 | 596,46 | 888,37 |
| 2181000 | 327 | Remplct ballon tampon 1000 | Locaux techniques-chaufferie | 19/11/2014 | 3 757,79 | 994,78 | 469,72 | 1 464,50 | 2 293,29 |
| 2181000 | 360 | Clim Split Xavier remplct | Locaux à usage administratif-bureau des sports-bureau chef de base | 17/02/2015 | 1 817,93 | 680,36 | 363,59 | 1 043,95 | 773,98 |
| 2181000 | 361 | Coulissant 2 vantaux* 3 | Restaurant-Le Yachting | 24/02/2015 | 2 952,00 | 1 366,82 | 738,00 | 2 104,82 | 847,18 |
| 2181000 | 366 | Renovo local pêche | Pêche-local pêche au gros | 07/09/2015 | 7 450,38 | 1 227,27 | 931,30 | 2 158,57 | 5 291,81 |
| 2181000 | 370 | Plancher comptoir bar | Restaurant-bar | 12/10/2015 | 620,00 | 151,52 | 124,00 | 275,52 | 344,48 |
| 2181000 | 368 | Fabo poteaux sur muret | Parking-revêtement | 14/10/2015 | 988,00 | 240,37 | 197,60 | 437,97 | 550,03 |
| 2181000 | 371 | Etagères inox | Cuisine-local pizza | 11/12/2015 | 1 150,00 | 243,23 | 230,00 | 473,23 | 676,77 |
| 2181000 | 372 | Entrée cuivre four a pizza | Cuisine-local pizza | 14/12/2015 | 1 695,00 | 355,72 | 339,00 | 694,72 | 1 000,28 |
| 2181000 | 373 | Porte volet bois | Paddock-paddock (local catamarans) | 23/12/2015 | 1 762,00 | 451,36 | 440,50 | 891,86 | 870,14 |
| 2181000 | 381 | Rénovation peinture int restaurant | Restaurant-Le Yachting | 25/01/2016 | 2 900,00 | 541,86 | 580,00 | 1 121,86 | 1 778,14 |
| 2181000 | 389 | Cloisons grillagées | Paddock-paddock (local catamarans) | 19/03/2016 | 1 885,00 | 296,44 | 377,00 | 673,44 | 1 211,56 |
| 2181000 | 391 | Meuble chauffant | Restaurant-Le Yachting | 31/03/2016 | 2 511,90 | 378,51 | 502,38 | 880,89 | 1 631,01 |
| 2181000 | 405 | Remplacement moteur clim resto | Restaurant-Le Yachting | 04/08/2016 | 637,00 | 52,01 | 127,40 | 179,41 | 457,59 |
| 2181000 | 406 | Rempl mot ventila carte inverter | Restaurant-Le Yachting | 11/08/2016 | 2 354,53 | 183,20 | 470,91 | 654,11 | 1 700,42 |
| 2181000 | 410 | Châssis Alu cache compteur gaz | Bâtiment-mûrs extérieurs | 04/11/2016 | 1 486,80 | 46,44 | 297,36 | 343,80 | 1 143,00 |
| 2181000 | 411 | Lecteur badge SSM | Ecole de plongée | 13/11/2016 | 1 321,46 | 34,76 | 264,29 | 299,05 | 1 022,41 |
| 2181000 | 412 | Lecteur badge salle Villedieu | Ecole de plongée | 13/11/2016 | 586,33 | 15,42 | 117,27 | 132,69 | 453,64 |
| **Total 2181000** | | | | | **694 540,90** | **544 006,18** | **63 397,23** | **607 403,41** | **87 137,49** |
| 2184000 | 6R | Lave main inox à pédale | Cuisine-cuisine | 17/10/2011 | 1 085,00 | 1 085,00 | 0,00 | 1 085,00 | 0,00 |
| 2184000 | 23R | Etagères*2 + plateau acier | Cuisine-cuisine | 11/02/2013 | 906,00 | 880,56 | 25,44 | 906,00 | 0,00 |
| **Total 2184000** | | | | | **1 991,00** | **1 965,56** | **25,44** | **1 991,00** | **0,00** |
| **Total général** | | | | | **774 133,54** | **614 108,28** | **68 685,15** | **682 793,43** | **91 340,11** |

**Annexe 4 au contrat de Délégation : inventaire des biens (3)**

Il n'y a pas de biens de reprise ; les biens propres et de retour sont listés dans les deux fichiers joints.

# Annexe 5 au contrat de Délégation : liste du personnel et organigramme

| Poste | Type de contrat | Temps de travail (temps plein ou %) | Groupe | Date d'entrée | Prime d'ancienneté (en €) | Salaire annuel brut (en € ) | ETP 2017 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Cadres** | | | | | | | |
| Cadre comptable et administratif | CDI | 35 heures par semaine | 5 | 01/01/2016 | | 50 566,88 | **0,70** |
| | | | | | | | |
| **Personnels techniques et administratifs** | | | | | | | |
| Secrétaire de direction administrative | CDI | 35 heures par semaine | 5 | 15/06/1984 | 576,00 | 38 299,04 | **0,75** |
| Secrétaire de direction comptable | CDI | 28 heures par semaine | 5 | 14/11/1988 | 403,18 | 29 933,02 | **0,60** |
| Assistante administrative | CDI | 35 heures par semaine | 2 | 14/09/2016 | | 23 400,00 | **0,50** |
| Responsable Ecoles & Animation | CDI | 35 heures par semaine | 5 | 06/03/2017 | | 29 790,86 | **0,15** |
| Agent portuaire | CDI | 35 heures par semaine | 3 | 01/04/2004 | 145,00 | 29 741,01 | **1,00** |
| Agent portuaire | CDI | 35 heures par semaine | 2 | 24/09/2001 | 175,00 | 29 705,00 | **1,00** |
| Agent d'entretien | CDI | 35 heures par semaine | 3 | 21/05/2003 | 169,00 | 28 970,11 | **1,00** |
| Agent d'entretien | CDI | 35 heures par semaine | 2 | 01/07/2003 | 169,00 | 28 970,11 | **1,00** |
| | | | | | | | |
| **Total effectif annuel** (sont comptés seulement les CDI) | | | | | | | **9,00** |
| **Total ETP (équivalent temps plein) annuel DSP** | | | | | | | **6,70** |

**Convention Collective Nationale du sport étendue n°2511, mise en place en 2008.**

**Primes :**
Tous les salariés en CDI ont:
un 13ème mois
une prime de transport de 19,36 € brut

Direction Administrative et Financière

**Carole MORALES** Directrice administratif et financière

SECRETARIAT

**Anne ALLEGRINI** Secrétaire de direction administrative
**Alisson LEROY** Assistante administrative

COMPTABILITE

**Joëlle LANTIERI** Secrétaire de direction comptable

ENTRETIEN - GARDIENNAGE

**Jean Pierre PIGNOL** Agent portuaire
**Richard FONTENAY** Agent portuaire
**Jérôme PONS** Agent d'entretien
**Rémy SPATOLA** Agent d'entretien

ECOLE ET ANIMATION

**Bénédicte Beckers** Responsable coordination

**Annexe 6 au contrat de Délégation : plan d'entretien et de maintenance des biens**

D'après la définition de l'AFNOR, l'entretien /maintenance vise à maintenir ou à rétablir un bien dans un état spécifié afin que celui-ci soit en mesure d'assurer un service déterminé. La maintenance regroupe les actions de dépannage et de réparation, de réglage, de révision, de contrôle et de vérification des équipements matériels ou même immatériels.

Dans ce cadre et pour tout bien du YCPR (biens de retour et biens propres), nous nous engageons à en assurer un suivi, à les entretenir et les maintenir en bon état de service. Pour cela nous travaillons sur la base d'un inventaire précis, la planification des travaux d'entretien, l'organisation de la traçabilité de la maintenance de tout bien (cf carnet d'entretien), la production d'une synthèse au délégant.

Nous nous nous engageons à mener les opérations suivantes :

- A la livraison de biens, demande à tout fournisseur et stockage des informations relatives aux opérations d'entretien et de maintenance (incluant l'état des risques professionnels),
- La tenue d'un « carnet d'entretien » permettant de suivre les opérations d'entretien menées et les divers remplacements. Nous rappellerons que les objectifs de ce carnet sont : lister les interventions à effectuer ainsi que leur périodicité, mettre l'accent sur l'entretien particulier que nécessitent certains éléments ou appareillages concernant la sécurité incendie, par exemple ; offrir un cadre de clauses contractuelles applicables aux marchés d'entretien et d'exploitation du bâtiment ; anticiper les évolutions des exigences et les solutions qui peuvent être apportées.
- A produire une synthèse régulière des opérations menées, au délégant, ou à sa demande.

| équipement | sous équipement | nature de l'intervention | intervention interne | intervention externe : nom du prestataire | périodicité | coût si intervention extérieure |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **les 10 pannes** | **état des passerelles (et portails intrusion)** | Observation visuelle<br>Remplacement petit matériel | X<br>X | | quotidienne | |
| | **état des chaines** | Observation visuelle par un plongeur<br>Remplacement ou réparation sur devis | X<br>X | **X** sur consultation | quinzaine | sur devis |
| | **état des liaisons** | Observation visuelle<br>Remplacement liaisons | X | | quotidienne | |
| | **bornes** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation dans le cadre d'un contrat de maintenance. | X | X | quotidienne | dans le cadre d'un contrat de maintenance |
| | **câblage électrique et conduite de fluide** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation dans le cadre d'un contrat de maintenance. | X | X | quotidienne | dans le cadre d'un contrat de maintenance |
| | **propreté** | Nettoyage et entretien | X | | quotidienne | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| quai | **état général** | Nettoyage et entretien | X | | quotidienne | |
| | **état échelles et lampadaires (éclairage)** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation sur devis | X | X sur consultation | quotidienne | sur devis |
| | **panneaux d'affichage** | Observation visuelle<br>Remplacement | X<br>X | | quotidienne | |
| terre-plein (dont parking) | **état des revêtements** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation sur devis | X | X sur consultation | quotidienne | sur devis |
| | **entretien espace vert** | Nettoyage et entretien | X | | quotidienne | |
| | **propreté** | Nettoyage et entretien | X | | quotidienne | |
| | **bacs de collecte des déchets** | Collecte dans le cadre d'un contrat de maintenance. | | **X** | En fonction des déchets quotidien / mensuel | dans le cadre d'un contrat de maintenance |
| | **état des barrières** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation sur devis | X | X sur consultation | quotidienne | sur devis |
| Immeuble | **toiture (dont étanchéité)** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation sur devis | X | X sur consultation | mensuellement | sur devis |
| | **murs et crépis, peinture extérieure** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation sur devis | X | X sur consultation | quotidienne | sur devis |
| | **sanitaires** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation dans le cadre d'un contrat de maintenance. | X | X | quotidienne | dans le cadre d'un contrat de maintenance |
| | **peinture/revêtement intérieur, humidité** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation sur devis ou en interne | X<br>X | X sur consultation | quotidienne | sur devis |
| | **état des sous-sols** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation sur devis ou en interne | X<br>X | X sur consultation | quotidienne | sur devis |
| | **état fenêtres, portes, serrures et équipements de sécurité** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation sur devis ou en interne | X<br>X | X sur consultation | quotidienne | sur devis |
| | **installation électrique (dont panneau de contrôle)** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation dans le cadre d'un contrat de maintenance. | X | X | quotidienne | dans le cadre d'un contrat de maintenance |
| | **fourniture eau** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation dans le cadre d'un contrat de maintenance. | X | X | quotidienne | dans le cadre d'un contrat de maintenance |



CT

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **chauffage** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation dans le cadre d'un contrat de maintenance. | X | X | quotidienne | dans le cadre d'un contrat de maintenance |
| | **climatisation** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation dans le cadre d'un contrat de maintenance. | X | X | quotidienne | dans le cadre d'un contrat de maintenance |
| | **état cuisine (dont équipements intérieurs)** | Observation visuelle<br>Remplacement ou réparation sur devis ou en interne | X<br>X | X | quotidienne | sur devis |

Les sociétés mandatées à ce jour sont :

Eau, électricité, traitement des déchets : SOCIETE DES EAUX DE MARSEILLE (50 300 €).

Chauffage – production d'eau chaude : MAINTENANCE THERMIQUE (870 €).

Matériels de lutte contre l'incendie : ADI (280 €).

Standard téléphonique : SOGETEL – NORMACTION (435 €).

Photocopieurs : XEROX Bi Networks (4436 €).

Serrures électroniques – automatismes : Société FERAUD (sur intervention).

Vidéo surveillance : Société AVECO/ACTIVEILLE (768 €).

Gardiennage et surveillance : Société VIGILANCE PROTECTION (98116 €).

Entretien des locaux : Société S.N.C.E./ANIFAN (28382 €).

Climatisation : Entreprise ENERGETECH (2343 €).

Barrières parking ASM (sur intervention).

Informatique : maintenance hotline 2781 €

## Annexe 7 au contrat de délégation : programme d'investissements et de renouvellement

| Opérations d'investissement et de renouvellement | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Plan d'eau** | **36 000** | **36 000** | **36 000** | **36 000** | **36 000** | **36 000** | **36 000** | **36 000** | **36 000** | **36 000** | **360 000** |
| **pannes et pontons** | | | | | | | | | | | |
| *panne 1 à 11* | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 200 000 |
| **distribution fluides** | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 | 100 000 |
| **éclairage** | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 6 000 | 60 000 |
| **autres** | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| **Terre-pleins** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **aire de carénage - outillage** | | | | | | | | | | | |
| **réseaux** | | | | | | | | | | | |
| **matériel de sécurité** | | | | | | | | | | | |
| **matériel de lutte contre la pollution** | | | | | | | | | | | |
| **autres** | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | |
| **Bâtiments** | **40 000** | **5 000** | **0** | **65 000** | **40 000** | **45 000** | **0** | **5 000** | **0** | **0** | **200 000** |
| **à préciser selon spécificités de la DSP** | | | | | | | | | | | |
| Etanchéité toit terrasse | 40 000 | | | 20 000 | | 20 000 | | | | | 80 000 |
| Climatisation réversible | | 5 000 | | 5 000 | | 5 000 | | 5 000 | | | 20 000 |
| Réaménagement locaux, bureaux | | | | 40 000 | 40 000 | 20 000 | | | | | 100 000 |
| **Exploitation** | **22 000** | **2 000** | **2 000** | **2 000** | **2 000** | **2 000** | **2 000** | **2 000** | **2 000** | **2 000** | **40 000** |
| **engins de servitude** | | | | | | | | | | | 0 |
| **informatique** | 20 000 | | | | | | | | | | 20 000 |
| **outillage** | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 20 000 |
| **autres** | | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | | |
| **Total investissements** | **98 000** | **43 000** | **38 000** | **103 000** | **78 000** | **83 000** | **38 000** | **43 000** | **38 000** | **38 000** | **600 000** |

**Les investissements seront soumis à la règle d'amortissement de caducité, ayant pour objet de ramener leur valeur nette comptable à zéro au terme de la délégation**

**Les investissements seront financés par des emprunts bancaires**

## Annexe 8 au contrat de délégation : compte d'exploitation prévisionnel

| Charges | évolution annuelle (1) | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Achats-fournitures | ICHT-E | 75 519 | 78 146 | 80 865 | 83 678 | 86 589 | 89 602 | 92 719 | 95 945 | 99 283 | 102 737 | 885 084 |
| Charges d'entretien et d'exploitation | ICHT-E | 93 351 | 96 599 | 99 959 | 103 437 | 107 036 | 110 759 | 114 613 | 118 600 | 122 726 | 126 996 | 1 094 075 |
| Service de gardiennage | ICHT-E | 91 124 | 94 294 | 97 575 | 100 969 | 104 482 | 108 117 | 111 878 | 115 771 | 119 798 | 123 966 | 1 067 975 |
| Autres services extérieurs | ICHT-E | 51 853 | 53 657 | 55 524 | 57 455 | 59 454 | 61 523 | 63 663 | 65 878 | 68 170 | 70 541 | 607 718 |
| Impôts, taxes dont Impôts sur les sociétés | ICHT-E | 129 900 | 134 419 | 139 096 | 143 935 | 148 942 | 154 124 | 159 486 | 165 035 | 170 776 | 176 718 | 1 522 432 |
| Salaires et charges de personnel | ICHT-E | 281 090 | 290 869 | 300 988 | 311 460 | 322 296 | 333 508 | 345 111 | 357 117 | 369 541 | 382 398 | 3 294 379 |
| Redevances au délégant (*) | ICHT-E | 530 000 | 548 439 | 567 519 | 587 263 | 607 694 | 628 835 | 650 713 | 673 351 | 696 777 | 721 018 | 6 211 607 |
| % interessement résultat délégant (50%) | | 30 671 | 29 627 | 28 708 | 23 241 | 18 749 | 14 806 | 12 446 | 8 117 | 1 921 | | 168 287 |
| Subventions versées | ICHT-E | 7 500 | 7 761 | 8 031 | 8 310 | 8 599 | 8 899 | 9 208 | 9 529 | 9 860 | 10 203 | 87 900 |
| Intérêts des emprunts | ICHT-E | 1 407 | 1 886 | 2 229 | 3 451 | 4 253 | 4 745 | 4 730 | 4 637 | 4 398 | 4 096 | 35 832 |
| Dotations aux amortissements travaux renouvellement | | 7 600 | 12 156 | 16 656 | 25 370 | 31 370 | 43 570 | 52 570 | 64 570 | 82 570 | 118 570 | 455 000 |
| Dotations aux amortissements investissement | | 4 400 | 4 800 | 5 200 | 11 314 | 18 381 | 18 381 | 18 481 | 20 414 | 21 014 | 22 614 | 145 000 |
| Autres | | | | | | | | | | | | |
| [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Achats-fournitures | ICHT-E | 31 246 | 32 333 | 33 458 | 34 622 | 35 826 | 37 073 | 38 363 | 39 697 | 41 078 | 42 507 | 366 204 |
| Charges liées aux manifestations | ICHT-E | 7 833 | 8 105 | 8 387 | 8 679 | 8 981 | 9 293 | 9 617 | 9 951 | 10 297 | 10 656 | 91 800 |
| Service de gardiennage | ICHT-E | 580 | 600 | 621 | 643 | 665 | 688 | 712 | 737 | 763 | 789 | 6 798 |
| Autres services extérieurs | ICHT-E | 19 309 | 19 981 | 20 676 | 21 395 | 22 140 | 22 910 | 23 707 | 24 532 | 25 385 | 26 268 | 226 302 |
| Salaires et charges de personnel | ICHT-E | 11 532 | 11 933 | 12 348 | 12 778 | 13 222 | 13 683 | 14 159 | 14 651 | 15 161 | 15 688 | 135 155 |
| Subventions versées | | | | | | | | | | | | |
| Autres | | | | | | | | | | | | |
| **Total charges (A+B)** | | **1 374 915** | **1 425 605** | **1 477 840** | **1 538 001** | **1 598 680** | **1 660 515** | **1 722 175** | **1 788 531** | **1 859 519** | **1 955 765** | **16 401 546** |

(1) indiquer dans cette colonne, éventuellement, le taux annuel spécifique d'évolution de la charges (en plus ou moins des 2% d'inflation à appliquer).

| Produits | évolution annuelle (1) | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **occupations de longues durées titulaires** | | | | | | | | | | | | |
| occupations individuelles de postes à terre | | | | | | | | | | | | |
| occupations individuelles de postes à flot | ICHT-E | 851 926 | 881 564 | 912 234 | 943 971 | 976 811 | 1 010 795 | 1 045 960 | 1 082 349 | 1 120 004 | 1 158 969 | **9 984 583** |
| occupations individuelles de postes à flot associatifs YCPR + ATS | ICHT-E | 5 124 | 5 302 | 5 487 | 5 678 | 5 875 | 6 080 | 6 291 | 6 510 | 6 736 | 6 971 | **60 054** |
| occupations non commerciales de terre-plein non bati | ICHT-E | 1 678 | 1 736 | 1 797 | 1 859 | 1 924 | 1 991 | 2 060 | 2 132 | 2 206 | 2 283 | **19 666** |
| occupations non commerciales de terre-plein bati | ICHT-E | 14 958 | 15 478 | 16 017 | 16 574 | 17 151 | 17 747 | 18 365 | 19 004 | 19 665 | 20 349 | **175 308** |
| occupations non commerciales de plan d'eau | | | | | | | | | | | | |
| occupations commerciales de terre-plein non bati | | | | | | | | | | | | |
| occupations commerciales de terre-plein bati | ICHT-E | 48 000 | 49 670 | 51 398 | 53 186 | 55 036 | 56 951 | 58 932 | 60 983 | 63 104 | 65 300 | **562 561** |
| occupations commerciales de plan d'eau | | | | | | | | | | | | |
| **occupations de courtes et longues durées passagers** | | | | | | | | | | | | |
| occupations individuelles de postes à flot courte durée | ICHT-E | 54 725 | 56 629 | 58 599 | 60 638 | 62 748 | 64 931 | 67 190 | 69 527 | 71 946 | 74 449 | **641 383** |
| occupations individuelles de postes à flot longue durée | ICHT-E | 282 860 | 292 701 | 302 884 | 313 421 | 324 325 | 335 608 | 347 284 | 359 366 | 371 869 | 384 806 | **3 315 125** |
| occupations non commerciales de terre-plein non bati | ICHT-E | 80 | 83 | 86 | 89 | 92 | 95 | 99 | 102 | 106 | 109 | **943** |
| occupations non commerciales de terre-plein bati | | | | | | | | | | | | |
| occupations non commerciales de plan d'eau | | | | | | | | | | | | |
| occupations commerciales de terre-plein non bati | | | | | | | | | | | | |
| occupations commerciales de terre-plein bati | | | | | | | | | | | | |
| occupations commerciales de plan d'eau | | | | | | | | | | | | |
| **Services accessoires** | | | | | | | | | | | | |
| Gardiennage | ICHT-E | 90 858 | 94 019 | 97 290 | 100 674 | 104 177 | 107 801 | 111 552 | 115 432 | 119 448 | 123 604 | **1 064 855** |
| Stationnement parking | | | | | | | | | | | | |
| Stationnements sur aire de carénage | | | | | | | | | | | | |
| Manutentions divers types | | | | | | | | | | | | |
| Frais d'inscription et frais de dossier | ICHT-E | 15 000 | 15 522 | 16 062 | 16 621 | 17 199 | 17 797 | 18 416 | 19 057 | 19 720 | 20 406 | **175 800** |
| Autres services | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| **Manifestations & animations** | | | | | | | | | | | | |
| Services | ICHT-E | 17 500 | 18 109 | 18 739 | 19 391 | 20 065 | 20 763 | 21 486 | 22 233 | 23 007 | 23 807 | **205 100** |
| Subventions perçues | | | | | | | | | | | | |
| Autres produits | ICHT-E | 10 617 | 10 986 | 11 369 | 11 764 | 12 173 | 12 597 | 13 035 | 13 489 | 13 958 | 14 443 | **124 431** |
| | | | | | | | | | | | | |
| **Autres produits** | | | | | | | | | | | | |
| Vente de marchandises | | | | | | | | | | | | |
| Produits financiers | ICHT-E | 2 400 | 2 483 | 2 570 | 2 659 | 2 752 | 2 848 | 2 947 | 3 049 | 3 155 | 3 265 | **28 128** |
| Produits exceptionnels | | | | | | | | | | | | |
| Reprise provisions et produits cessions actifs | | | | | | | | | | | | |
| Réintégration subventions d'équipement | | | | | | | | | | | | |
| Transferts de charges (refacturation charges restaurant) | ICHT-E | 20 685 | 21 405 | 22 149 | 22 920 | 23 717 | 24 542 | 25 396 | 26 280 | 27 194 | 28 140 | **242 428** |
| Autres produits | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| **Total produits** | | **1 416 412** | **1 465 689** | **1 516 680** | **1 569 445** | **1 624 046** | **1 680 547** | **1 739 013** | **1 799 513** | **1 862 119** | **1 926 902** | 16 600 366 |

| Soldes intermédiaires de gestion DSP1 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits | 1 393 327 | 1 441 801 | 1 491 961 | 1 543 866 | 1 597 577 | 1 653 157 | 1 710 670 | 1 770 185 | 1 831 769 | 1 895 497 | 16 329 809 |
| Achats et charges externes | 931 486 | 961 781 | 993 292 | 1 021 383 | 1 051 616 | 1 083 606 | 1 118 430 | 1 152 578 | 1 186 198 | 1 225 478 | 10 725 849 |
| **Valeur ajoutée** | **461 841** | **480 020** | **498 669** | **522 483** | **545 961** | **569 551** | **592 240** | **617 606** | **645 571** | **670 019** | 5 603 961 |
| Subventions exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Impôts et taxes | 129 900 | 134 419 | 139 096 | 143 935 | 148 942 | 154 124 | 159 486 | 165 035 | 170 776 | 176 718 | 1 522 432 |
| Salaires et charges sociales | 292 622 | 302 802 | 313 337 | 324 238 | 335 518 | 347 191 | 359 269 | 371 768 | 384 702 | 398 086 | 3 429 534 |
| **Excédent brut d'exploitation** | **39 319** | **42 798** | **46 237** | **54 310** | **61 501** | **68 236** | **73 485** | **80 803** | **90 092** | **95 215** | 651 995 |
| Reprises sur Amort. Et prov. | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres produits | 20 685 | 21 405 | 22 149 | 22 920 | 23 717 | 24 542 | 25 396 | 26 280 | 27 194 | 28 140 | 242 428 |
| Dotation aux amortissements | 12 000 | 16 956 | 21 856 | 36 684 | 49 751 | 61 951 | 71 051 | 84 984 | 103 584 | 141 184 | 600 000 |
| Autres charges | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions versées aux serv | 7 500 | 7 761 | 8 031 | 8 310 | 8 599 | 8 899 | 9 208 | 9 529 | 9 860 | 10 203 | 87 900 |
| **Résultat d'exploitation** | **40 504** | **39 486** | **38 499** | **32 236** | **26 868** | **21 929** | **18 622** | **12 570** | **3 842** | **-28 032** | 206 524 |
| Quote part / résultat opé. en commun | | | | | | | | | | | |
| Produits financiers | 2 400 | 2 483 | 2 570 | 2 659 | 2 752 | 2 848 | 2 947 | 3 049 | 3 155 | 3 265 | 28 128 |
| Frais financiers | 1 407 | 1 886 | 2 229 | 3 451 | 4 253 | 4 745 | 4 730 | 4 637 | 4 398 | 4 096 | 35 832 |
| **Résultat financier** | **993** | **597** | **341** | **-792** | **-1 501** | **-1 897** | **-1 783** | **-1 588** | **-1 243** | **-831** | -7 704 |
| **Résultat courant avant impôts** | **41 497** | **40 084** | **38 840** | **31 444** | **25 367** | **20 031** | **16 839** | **10 982** | **2 600** | **-28 863** | 198 820 |
| Produits exceptionnels | | | | | | | | | | | |
| Charges exceptionnelles | | | | | | | | | | | |
| **Résultat exceptionnel** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | 0 |
| Impôts sur les bénéfices | 6 224 | 6 013 | 5 826 | 4 717 | 3 805 | 3 005 | 2 526 | 1 647 | 390 | | 34 152 |
| **Résultat de l'exercice** | **35 272** | **34 071** | **33 014** | **26 728** | **21 562** | **17 027** | **14 313** | **9 335** | **2 210** | **-28 863** | 164 667 |

# Annexe 9 : grille tarifaire et conditions d'application

| GRILLE TARIFAIRE : PERIMETRE DE LA DSP 3 | | | |
|---|---|---|---|
| n° | **OCCUPATIONS DE LONGUES DUREES (minimum 1 an)** | **détail et modalité d'application** | **prix en € HT** |
| 1 | occupation individuelle de longue durée (minimum 1 an) d'un poste à flot de 0 à 15,99 m2 | en € / m² / an | 58,42 |
| 1 | occupation individuelle de longue durée (minimum 1 an) d'un poste à flot de 16 à 19,99 m2 | en € / m² / an | 61,34 |
| 1 | occupation individuelle de longue durée (minimum 1 an) d'un poste à flot de 20 à 29,99 m2 | en € / m² / an | 65,42 |
| 1 | occupation individuelle de longue durée (minimum 1 an) d'un poste à flot de + de 30 m2 | en € / m² / an | 67,17 |
| 2 | occupation individuelle de longue durée (minimum 1 an) d'un poste à flot en mouillage passager longue durée (PLD) | en € / m² / an | 257,41 |
| 3 | occupation individuelle de longue durée (minimum 1 an) d'un poste à terre pour dériveur | | |
| 3 | occupation individuelle de longue durée (minimum 1 an) d'un poste à terre pour catamaran | | |
| 4 | occupation non commerciale de longue durée (minimum 1 an) de plan d'eau | en € / m² / an | - |
| 5 | occupation non commerciale de longue durée (minimum 1 an) de terre-plein non bati | en € / m² / an | 8,39 |
| 6 | occupation non commerciale de longue durée (minimum 1 an) de terre-plein bati | en € / m² / an | 11,08 |
| 5 | occupation commerciale de longue durée (minimum 1 an) de plan d'eau | en € / m² / an | - |
| 6 | occupation commerciale de longue durée (minimum 1 an) de terre-plein non bati | en € / m² / an | 8,39 |
| 7 | occupation commerciale de longue durée (minimum 1 an) de terre-plein bati | en € / m² / an | 11,08 |
| | éventuellement, autres occupations de longues durées à définir par le candidat | - | - |
| | **OCCUPATIONS DE COURTES DUREES** | **détail et modalité d'application** | **prix en € HT** |
| 8 | occupation individuelle de courte durée d'un poste à flot en basse saison | en € / m² / jour | 0,58 |
| 9 | occupation individuelle de courte durée d'un poste à flot en haute saison | en € / m² / jour | 0,97 |
| 10 | occupation individuelle de courte durée d'un poste à flot en mouillage précaire en basse saison | en € / m² / jour | - |
| 11 | occupation individuelle de courte durée d'un poste à flot en mouillage précaire en haute saison | en € / m² / jour | - |
| 12 | occupation non commerciale de courte durée de plan d'eau | en € / m² / jour | 0,58 |
| 13 | occupation non commerciale de courte durée de terre-plein | - | 8,39 |
| 14 | occupation commerciale de courte durée de plan d'eau | en € / m² / jour | 0,58 |
| 15 | occupation commerciale de courte durée de terre-plein | - | 8,39 |
| | éventuellement, autres occupations de courtes durées à définir par le candidat | - | - |
| | **PRESTATIONS ET SERVICES DIVERS** | **détail et modalité d'application** | **prix en € HT** |
| | | | |
| 16 | grutage (si l'équipement est inclus au périmètre délégué) | - | - |
| 17 | stationnement de véhicules (si l'équipement est inclus au périmètre délégué) | - | - |
| 18 | stationnement de véhicules (si l'équipement est inclus au périmètre délégué) | - | - |
| 19 | remorquage | - | - |
| 20 | manutention | - | - |
| 21 | frais d'inscription initiale sur liste d'attente | - | - |
| 22 | frais de confirmation annuelle d'inscription sur liste d'attente | - | - |
| 23 | frais de dossier suite à attribution d'un poste individuel de longue durée | - | - |
| 24 | pompage eaux noires ou grises | - | - |
| 25 | réparation mouillage | - | - |
| 26 | remplacement mouillage | - | - |
| 27 | reprise des artifices périmés | - | - |
| 28 | gardiennage place à flot (moins 5 m et largeur inférieure à 2 m) | an | 59,55 |
| 28 | gardiennage place à flot (de 5 à 6,49 m et largeur inférieure à 2,45 m) | an | 83,09 |
| 28 | gardiennage place à flot (de 6,50 à 7,99 m et largeur inférieure à 2,80 m) | an | 120,83 |
| 28 | gardiennage place à flot (de 8 à 9,49 m et largeur inférieure à 3,25 m) | an | 158,60 |
| 28 | gardiennage place à flot (de 9,50 à 10,99 m et largeur inférieure à 3,70 m) | an | 211,46 |
| 28 | gardiennage place à flot (de 11 à 12,9 m et largeur inférieure à 4,30 m) | an | 286,96 |
| 28 | gardiennage place à flot (de 13 à 15,99 m et largeur inférieure à 4,90 m) | an | 392,70 |
| 28 | gardiennage place à terre | | |
| 29 | fourniture badge accès périmètre DSP | caution | 35,00 |
| 30 | prestation de service générale | | |
| | autres services et prestations à définir par le candidat | - | - |

**Modalité de révision des prix :**

**(1) Les prix sont revisés globalement (sauf les prix listés au (2) ci-dessous, annuellement selon la formule de révision suivante :** + 2 %

**Selon les indices suivants :** + ICHT-E

**Les valeurs d'origine des indices sont :**

**Les modalités de la révision sont :**

**(2) Les prix ci dessous sont révisés annuellement selon les formules de révision spécifiques suivantes:**

**prix n°1 :** à renseigner par le candidat

**formule de révision :** à renseigner par le candidat

**indices :** à renseigner par le candidat

**Les valeurs d'origine des indices sont :** à renseigner par le candidat

**Les modalités de la révision sont :** à renseigner par le candidat

| Nom de l'occupant | atut juridiq | Date début | Date fin | Activité | Terre-plein / Plan d'eau | Surface | arif appliq | Redevance annuelle | Gardiennage |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PLACE DEDIEE AU PA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | passager | plan d'eau | | | 9120,83 | |
| PLACE DEDIEE AU PA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | passager | plan d'eau | | | 9120,83 | |
| PLACE DEDIEE AU PA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | passager | plan d'eau | | | 9120,83 | |
| PLACE DEDIEE AU PA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | passager | plan d'eau | | | 9120,83 | |
| PLACE DEDIEE AU PA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | passager | plan d'eau | | | 9120,83 | |
| PLACE DEDIEE AU PA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | passager | plan d'eau | | | 9120,83 | |
| GIRAUD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 9,35 | 257,41 | 2406,79 | 59,55 |
| BUREL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 12,27 | 257,41 | 3158,43 | 83,09 |
| CERU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 15,03 | 257,41 | 3868,88 | 83,09 |
| CHIKHOUNE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 14,81 | 257,41 | 3812,25 | 83,09 |
| CLAUSTRE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 13,46 | 257,41 | 3464,74 | 83,09 |
| DE ROUGEMONT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 12,93 | 257,41 | 3328,32 | 83,09 |
| GAMBARI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 14,22 | 257,41 | 3660,38 | 83,09 |
| GOUBAULT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 12,83 | 257,41 | 3302,58 | 83,09 |
| HAMRI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 13,48 | 257,41 | 3469,89 | 83,09 |
| IVORRA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 15,10 | 257,41 | 3886,90 | 83,09 |
| LECLERCQ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 15,43 | 257,41 | 3971,84 | 83,09 |
| LEPRETRE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 12,65 | 257,41 | 3256,24 | 83,09 |
| LONDNER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 12,19 | 257,41 | 3137,83 | 83,09 |
| MARCHAL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 14,52 | 257,41 | 3737,60 | 83,09 |
| MERELLA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 14,63 | 257,41 | 3765,91 | 83,09 |
| MONDJIAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 15,36 | 257,41 | 3953,82 | 83,09 |
| MORDELET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 12,93 | 257,41 | 3328,32 | 83,09 |
| ORTS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 14,76 | 257,41 | 3799,38 | 83,09 |
| PLISSONNEAU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 14,09 | 257,41 | 3626,91 | 83,09 |
| SEITZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 14,50 | 257,41 | 3732,45 | 83,09 |
| SUBREVILLE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 15,42 | 257,41 | 3969,27 | 83,09 |
| SUHUBIETTE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 10,46 | 257,41 | 2692,51 | 83,09 |
| VALLESPIR | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 14,22 | 257,41 | 3660,38 | 83,09 |
| ZAAZOU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 13,78 | 257,41 | 3547,12 | 83,09 |
| ARNAUD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 17,01 | 257,41 | 4378,55 | 120,83 |
| AUTARD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 18,70 | 257,41 | 4813,57 | 120,83 |
| AZILAZIAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 17,26 | 257,41 | 4442,90 | 120,83 |
| BELLON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 21,70 | 257,41 | 5585,81 | 120,83 |
| BIAGGINI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 20,60 | 257,41 | 5302,65 | 120,83 |
| COHEN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 21,50 | 257,41 | 5534,32 | 120,83 |
| DESJEUX | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 17,75 | 257,41 | 4569,03 | 120,83 |
| FABRETTI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 18,61 | 257,41 | 4790,41 | 120,83 |
| GAUDIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 17,40 | 257,41 | 4478,94 | 120,83 |
| GYNALHAC | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 16,91 | 257,41 | 4352,81 | 120,83 |
| INSERILLO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 20,46 | 257,41 | 5266,62 | 120,83 |
| LACROIX | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 21,02 | 257,41 | 5410,77 | 120,83 |
| MARZIALE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 18,51 | 257,41 | 4764,67 | 120,83 |
| MICULAS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 17,87 | 257,41 | 4599,92 | 120,83 |
| OUDENOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 17,38 | 257,41 | 4473,79 | 120,83 |
| RICHARD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 21,73 | 257,41 | 5593,53 | 120,83 |
| RUDONDY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 16,67 | 257,41 | 4291,03 | 120,83 |
| TARDITO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 18,50 | 257,41 | 4762,09 | 120,83 |
| TURRIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 17,38 | 257,41 | 4473,79 | 120,83 |
| VELIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 16,88 | 257,41 | 4345,09 | 120,83 |
| VIGNOLO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 18,92 | 257,41 | 4870,20 | 120,83 |
| VOLLONO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 17,16 | 257,41 | 4417,16 | 120,83 |
| FRAISSE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 23,21 | 257,41 | 5974,50 | 158,60 |
| GIRAVALLI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 30,69 | 257,41 | 7899,93 | 158,60 |
| JAILLET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 24,93 | 257,41 | 6417,24 | 158,60 |
| LEPRETRE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 26,63 | 257,41 | 6854,84 | 158,60 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LOUIS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 25,50 | 257,41 | 6563,97 | 158,60 |
| MARGOSSIAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 23,46 | 257,41 | 6038,85 | 158,60 |
| SCHWAL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 26,36 | 257,41 | 6785,34 | 158,60 |
| DUFOURNET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 34,95 | 257,41 | 8996,49 | 211,46 |
| COUKA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 42,22 | 257,41 | 10867,87 | 286,96 |
| ROGEON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 41,59 | 257,41 | 10705,70 | 286,96 |
| BOETTO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Passager long | plan d'eau | 60,99 | 257,41 | 15699,46 | 392,70 |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 7,10 | 58,43 | 414,79 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 7,10 | 58,43 | 414,79 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,70 | 58,43 | 625,41 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,70 | 58,43 | 625,41 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,26 | 58,43 | 657,70 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,72 | 58,43 | 684,86 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,19 | 58,43 | 712,24 | |
| ADAM | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 8,85 | 58,43 | 517,09 | 59,55 |
| ARNIAUD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,39 | 58,43 | 548,64 | 59,55 |
| BACCIARDI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,53 | 58,43 | 556,82 | 59,55 |
| BERGERON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,50 | 58,43 | 555,07 | 59,55 |
| BURTEZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 7,62 | 58,43 | 445,22 | 59,55 |
| CAMERLO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,61 | 58,43 | 561,49 | 59,55 |
| CATSICALIS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 7,44 | 58,43 | 434,70 | 59,55 |
| CORNU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,74 | 58,43 | 569,09 | 59,55 |
| DOUNA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 8,33 | 58,43 | 486,71 | 59,55 |
| FLANDINET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,01 | 58,43 | 526,44 | 59,55 |
| GUEIRARD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,86 | 58,43 | 576,10 | 59,55 |
| GUERIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 8,42 | 58,43 | 491,96 | 59,55 |
| HERMANT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,98 | 58,43 | 583,11 | 59,55 |
| ISOARDO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,51 | 58,43 | 555,65 | 59,55 |
| KAPYTINE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 6,53 | 58,43 | 381,53 | 59,55 |
| LACROIX | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,74 | 58,43 | 569,09 | 59,55 |
| MARINETTI-VIRY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 8,82 | 58,43 | 515,33 | 59,55 |
| SCHIANO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,75 | 58,43 | 569,67 | 59,55 |
| SOTO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,90 | 58,43 | 578,44 | 59,55 |
| SPATOLA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,50 | 58,43 | 555,07 | 59,55 |
| VIGIE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 9,84 | 58,43 | 574,93 | 59,55 |
| ABIGNOLI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,32 | 58,43 | 719,83 | 83,09 |
| ACHACHE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,71 | 58,43 | 801,05 | 83,09 |
| ADAM | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,52 | 58,43 | 614,66 | 83,09 |
| AIMAR | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,75 | 58,43 | 920,24 | 83,09 |
| AIMEDIEU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,38 | 58,43 | 781,77 | 83,09 |
| ALCARAZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,58 | 58,43 | 735,02 | 83,09 |
| ALESSI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,29 | 58,43 | 601,22 | 83,09 |
| ALEXANDRE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,91 | 58,43 | 637,45 | 83,09 |
| ALLIONE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,78 | 58,43 | 629,85 | 83,09 |
| ALLISIO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,78 | 58,43 | 805,14 | 83,09 |
| ALLOUCHE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,10 | 58,43 | 823,83 | 83,09 |
| ALOE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,24 | 58,43 | 832,01 | 83,09 |
| AUBERNON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,60 | 58,43 | 911,48 | 83,09 |
| AUGE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,37 | 58,43 | 898,04 | 83,09 |
| BAFFERT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,24 | 58,43 | 890,44 | 83,09 |
| BAIX | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,46 | 58,43 | 786,44 | 83,09 |
| BARBIERI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,25 | 58,43 | 598,89 | 83,09 |
| BARET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,85 | 58,43 | 867,66 | 83,09 |
| BATROSSE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,78 | 58,43 | 805,14 | 83,09 |
| BAUDRAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,83 | 58,43 | 749,63 | 83,09 |
| BEYNET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,46 | 58,43 | 611,16 | 83,09 |
| BIGI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,46 | 58,43 | 786,44 | 83,09 |
| BIGOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,37 | 58,43 | 898,04 | 83,09 |
| BIGUERIE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,83 | 58,43 | 866,49 | 83,09 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BILLAUD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,69 | 58,43 | 624,60 | 83,09 |
| BLACHERE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,74 | 58,43 | 919,66 | 83,09 |
| BLANC | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,31 | 58,43 | 894,53 | 83,09 |
| BOL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,27 | 58,43 | 716,91 | 83,09 |
| BONNET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,80 | 58,43 | 689,45 | 83,09 |
| BONNET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,21 | 58,43 | 830,26 | 83,09 |
| BORONAT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,12 | 58,43 | 766,58 | 83,09 |
| BOUGAULT DAMIANI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,74 | 58,43 | 919,66 | 83,09 |
| BOYER-ROIG | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,28 | 58,43 | 600,64 | 83,09 |
| BRIGANDO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,27 | 58,43 | 716,91 | 83,09 |
| BRUNA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,60 | 58,43 | 911,48 | 83,09 |
| BRUNEAU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,45 | 58,43 | 902,71 | 83,09 |
| BURDIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,48 | 58,43 | 787,61 | 83,09 |
| BUTTIGLIERO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,78 | 58,43 | 688,28 | 83,09 |
| CAGINICOLAU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,90 | 58,43 | 753,72 | 83,09 |
| CAILLOL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,64 | 58,43 | 855,39 | 83,09 |
| CANICAVE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,57 | 58,43 | 851,30 | 83,09 |
| CANOVAS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,88 | 58,43 | 869,41 | 83,09 |
| CAPOBIANCO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,55 | 58,43 | 908,56 | 83,09 |
| CARAMAZZA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,64 | 58,43 | 855,39 | 83,09 |
| CARISSIMI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,64 | 58,43 | 855,39 | 83,09 |
| CARLINI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,71 | 58,43 | 917,90 | 83,09 |
| CASEL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,78 | 58,43 | 805,14 | 83,09 |
| CATALANO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,26 | 58,43 | 891,61 | 83,09 |
| CAVENATI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,38 | 58,43 | 723,34 | 83,09 |
| CHABERT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,50 | 58,43 | 671,92 | 83,09 |
| CHAYVIALLE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,88 | 58,43 | 869,41 | 83,09 |
| CHEVALIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,74 | 58,43 | 919,66 | 83,09 |
| CHEVILLOTTE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,39 | 58,43 | 899,21 | 83,09 |
| CHIAPALE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,19 | 58,43 | 712,24 | 83,09 |
| CHOUKROUN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,27 | 58,43 | 716,91 | 83,09 |
| CLAUZADE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,72 | 58,43 | 743,20 | 83,09 |
| CODDE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,25 | 58,43 | 598,89 | 83,09 |
| CORREARD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,46 | 58,43 | 844,87 | 83,09 |
| COSTAGLIOLI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,84 | 58,43 | 633,36 | 83,09 |
| COTENS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,63 | 58,43 | 679,52 | 83,09 |
| COULANGE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,53 | 58,43 | 790,53 | 83,09 |
| COUTURIER-YBORRA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,50 | 58,43 | 905,63 | 83,09 |
| DAHAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,71 | 58,43 | 859,48 | 83,09 |
| D'AMATO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,88 | 58,43 | 869,41 | 83,09 |
| DECANINI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,46 | 58,43 | 903,30 | 83,09 |
| DEVILLIERS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,63 | 58,43 | 854,80 | 83,09 |
| DIMITROVA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,00 | 58,43 | 876,42 | 83,09 |
| DUBARRY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,42 | 58,43 | 900,96 | 83,09 |
| DUBOIS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,18 | 58,43 | 594,80 | 83,09 |
| DURAND | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,09 | 58,43 | 823,25 | 83,09 |
| ESPOSITO NEE MENA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,76 | 58,43 | 745,54 | 83,09 |
| ESTEVE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,46 | 58,43 | 786,44 | 83,09 |
| FABRE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,60 | 58,43 | 911,48 | 83,09 |
| FALZON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,86 | 58,43 | 692,96 | 83,09 |
| FAURE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,04 | 58,43 | 703,47 | 83,09 |
| FAURE ROLLAND | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,90 | 58,43 | 812,15 | 83,09 |
| FERRO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,44 | 58,43 | 902,13 | 83,09 |
| FLAK | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,86 | 58,43 | 926,67 | 83,09 |
| FLANDINET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,64 | 58,43 | 855,39 | 83,09 |
| FOREST | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,69 | 58,43 | 741,45 | 83,09 |
| GAIDE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,44 | 58,43 | 902,13 | 83,09 |
| GALLAND | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,42 | 58,43 | 900,96 | 83,09 |
| GARCIA-MAURIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,21 | 58,43 | 888,69 | 83,09 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GARRASSIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,31 | 58,43 | 719,25 | 83,09 |
| GASQUET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,18 | 58,43 | 886,94 | 83,09 |
| GASSIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,83 | 58,43 | 866,49 | 83,09 |
| GELISSE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,53 | 58,43 | 907,39 | 83,09 |
| GELSI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,38 | 58,43 | 723,34 | 83,09 |
| GIBERTI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,22 | 58,43 | 830,85 | 83,09 |
| GINEPIO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,00 | 58,43 | 876,42 | 83,09 |
| GIORGI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,81 | 58,43 | 690,03 | 83,09 |
| GIORLA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,86 | 58,43 | 692,96 | 83,09 |
| GOLETTI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,33 | 58,43 | 837,27 | 83,09 |
| GOUSSOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,88 | 58,43 | 869,41 | 83,09 |
| GRANATO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,10 | 58,43 | 648,55 | 83,09 |
| GRIMALDI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,71 | 58,43 | 859,48 | 83,09 |
| GUIDOTTI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,67 | 58,43 | 681,85 | 83,09 |
| GUITA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,43 | 58,43 | 609,40 | 83,09 |
| GUTIERREZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,80 | 58,43 | 864,73 | 83,09 |
| HERMANN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,18 | 58,43 | 653,23 | 83,09 |
| HIGGINS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,55 | 58,43 | 674,84 | 83,09 |
| HONNORAT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,88 | 58,43 | 752,55 | 83,09 |
| HONNORAT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,43 | 58,43 | 843,12 | 83,09 |
| ICONOMOU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,98 | 58,43 | 699,97 | 83,09 |
| IMBERT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,21 | 58,43 | 830,26 | 83,09 |
| ISTRIA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,76 | 58,43 | 862,40 | 83,09 |
| JAUFFRET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,64 | 58,43 | 855,39 | 83,09 |
| KOHR | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,42 | 58,43 | 900,96 | 83,09 |
| LAFAY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,77 | 58,43 | 687,70 | 83,09 |
| LAGEARD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,83 | 58,43 | 749,63 | 83,09 |
| LAGUENS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,82 | 58,43 | 690,62 | 83,09 |
| LALOYAUX | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,02 | 58,43 | 643,88 | 83,09 |
| LAMBERT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,42 | 58,43 | 900,96 | 83,09 |
| LAMONICA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,07 | 58,43 | 822,08 | 83,09 |
| LANGLET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,92 | 58,43 | 754,89 | 83,09 |
| LAUGIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,74 | 58,43 | 919,66 | 83,09 |
| LAURENT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,80 | 58,43 | 864,73 | 83,09 |
| LEMAGNER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,65 | 58,43 | 855,97 | 83,09 |
| LENNE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,22 | 58,43 | 655,56 | 83,09 |
| LENOIR | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,37 | 58,43 | 898,04 | 83,09 |
| LEROUX | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,00 | 58,43 | 642,71 | 83,09 |
| LIEUTAUD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,76 | 58,43 | 862,40 | 83,09 |
| LORY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,27 | 58,43 | 716,91 | 83,09 |
| MADELAINE LOPUSZA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,71 | 58,43 | 859,48 | 83,09 |
| MAGNETTO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,04 | 58,43 | 820,33 | 83,09 |
| MAILAENDER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,45 | 58,43 | 902,71 | 83,09 |
| MANDINE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,79 | 58,43 | 688,87 | 83,09 |
| MARCANTONI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,36 | 58,43 | 780,60 | 83,09 |
| MARCHISIO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,76 | 58,43 | 862,40 | 83,09 |
| MARES | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,50 | 58,43 | 905,63 | 83,09 |
| MARI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,42 | 58,43 | 900,96 | 83,09 |
| MARNIQUET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,78 | 58,43 | 863,57 | 83,09 |
| MARTI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,65 | 58,43 | 680,69 | 83,09 |
| MARTINEZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,24 | 58,43 | 715,16 | 83,09 |
| MARTINEZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,52 | 58,43 | 848,37 | 83,09 |
| MASSAL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,22 | 58,43 | 830,85 | 83,09 |
| MASSASSO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,09 | 58,43 | 647,97 | 83,09 |
| MAURAS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,33 | 58,43 | 837,27 | 83,09 |
| MAZAS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,37 | 58,43 | 898,04 | 83,09 |
| MEAL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,70 | 58,43 | 858,89 | 83,09 |
| MELLOUL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,21 | 58,43 | 888,69 | 83,09 |
| MENU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,52 | 58,43 | 848,37 | 83,09 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MICHEL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,69 | 58,43 | 741,45 | 83,09 |
| MILHAUD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,94 | 58,43 | 756,06 | 83,09 |
| MILHE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,28 | 58,43 | 892,78 | 83,09 |
| MIRALLES | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,54 | 58,43 | 732,69 | 83,09 |
| MOLINI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,86 | 58,43 | 926,67 | 83,09 |
| MONESTIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,34 | 58,43 | 662,57 | 83,09 |
| MOURET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,07 | 58,43 | 763,65 | 83,09 |
| NALIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,45 | 58,43 | 902,71 | 83,09 |
| NICALEK | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,51 | 58,43 | 906,22 | 83,09 |
| NIVAGGIOLI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,16 | 58,43 | 827,34 | 83,09 |
| NORDICO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,22 | 58,43 | 830,85 | 83,09 |
| ODDOERO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,43 | 58,43 | 667,83 | 83,09 |
| OLIVER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,34 | 58,43 | 837,86 | 83,09 |
| ORCEL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,31 | 58,43 | 894,53 | 83,09 |
| ORSI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,91 | 58,43 | 871,16 | 83,09 |
| OURSEL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,93 | 58,43 | 697,05 | 83,09 |
| PAILLARD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,44 | 58,43 | 902,13 | 83,09 |
| PAREGNO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,76 | 58,43 | 862,40 | 83,09 |
| PARISIEN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,79 | 58,43 | 922,58 | 83,09 |
| PARMAKSIZIAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,78 | 58,43 | 629,85 | 83,09 |
| PEREZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,69 | 58,43 | 858,31 | 83,09 |
| PESQUE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,50 | 58,43 | 905,63 | 83,09 |
| PEYRO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,71 | 58,43 | 859,48 | 83,09 |
| PICON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,80 | 58,43 | 864,73 | 83,09 |
| PISSELOUP | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,81 | 58,43 | 865,32 | 83,09 |
| POCACHARD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,69 | 58,43 | 858,31 | 83,09 |
| POCACHARD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,71 | 58,43 | 859,48 | 83,09 |
| POLIZZI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,36 | 58,43 | 897,45 | 83,09 |
| PONCIE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,35 | 58,43 | 838,44 | 83,09 |
| PORTET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,90 | 58,43 | 636,87 | 83,09 |
| POTLET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,71 | 58,43 | 859,48 | 83,09 |
| PROTESTI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,30 | 58,43 | 835,52 | 83,09 |
| RABAL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,65 | 58,43 | 914,40 | 83,09 |
| RAIMONDINO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,27 | 58,43 | 833,77 | 83,09 |
| RAMOGNINO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,08 | 58,43 | 881,09 | 83,09 |
| RAMPAL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,71 | 58,43 | 859,48 | 83,09 |
| RINALDI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,36 | 58,43 | 897,45 | 83,09 |
| ROBERT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,71 | 58,43 | 801,05 | 83,09 |
| ROCCA SERRA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,76 | 58,43 | 920,83 | 83,09 |
| RODOZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,48 | 58,43 | 670,75 | 83,09 |
| ROMAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,07 | 58,43 | 646,80 | 83,09 |
| ROUSSEL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,74 | 58,43 | 919,66 | 83,09 |
| ROUVIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,79 | 58,43 | 922,58 | 83,09 |
| ROUVIERE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,16 | 58,43 | 827,34 | 83,09 |
| ROUX | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,43 | 58,43 | 843,12 | 83,09 |
| SARDE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,46 | 58,43 | 786,44 | 83,09 |
| SCHUTZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,62 | 58,43 | 912,65 | 83,09 |
| SECCHI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,33 | 58,43 | 837,27 | 83,09 |
| SERRA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,51 | 58,43 | 789,36 | 83,09 |
| SILVY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,12 | 58,43 | 883,43 | 83,09 |
| SOUCHON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,63 | 58,43 | 854,80 | 83,09 |
| STENTA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,22 | 58,43 | 830,85 | 83,09 |
| STERNHEIM | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,07 | 58,43 | 880,51 | 83,09 |
| TAMBURINI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,72 | 58,43 | 918,49 | 83,09 |
| TERRASA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 10,69 | 58,43 | 624,60 | 83,09 |
| TERSO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,02 | 58,43 | 819,16 | 83,09 |
| THERO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,50 | 58,43 | 847,21 | 83,09 |
| TIRROLONI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,72 | 58,43 | 860,06 | 83,09 |
| TORO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,80 | 58,43 | 806,31 | 83,09 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TRENGA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,00 | 58,43 | 876,42 | 83,09 |
| TSCHEILLER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,84 | 58,43 | 691,79 | 83,09 |
| VALENSKY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 12,65 | 58,43 | 739,11 | 83,09 |
| VAN RUYMBEKE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,79 | 58,43 | 922,58 | 83,09 |
| VILLAESPESA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,18 | 58,43 | 653,23 | 83,09 |
| VILLEMER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,07 | 58,43 | 880,51 | 83,09 |
| VIOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,15 | 58,43 | 651,47 | 83,09 |
| VITALIS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,80 | 58,43 | 864,73 | 83,09 |
| VOSGES | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 14,49 | 58,43 | 846,62 | 83,09 |
| WEBANCK | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,62 | 58,43 | 795,79 | 83,09 |
| WELWERT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 13,57 | 58,43 | 792,87 | 83,09 |
| WERNER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,61 | 58,43 | 678,35 | 83,09 |
| ZAAZOU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,36 | 58,43 | 897,45 | 83,09 |
| ZANONI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 11,77 | 58,43 | 687,70 | 83,09 |
| ALEXANDRE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,99 | 58,43 | 934,26 | 120,83 |
| GIMENEZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,98 | 58,43 | 933,68 | 120,83 |
| PIACENTILE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 15,98 | 58,43 | 933,68 | 120,83 |
| ABRIL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,61 | 61,33 | 1141,39 | 120,83 |
| AGOSTINI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,97 | 61,33 | 1163,47 | 120,83 |
| ALBANESE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,25 | 61,33 | 996,65 | 120,83 |
| ALLIEZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,40 | 61,33 | 1067,18 | 120,83 |
| ALQUIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,26 | 61,33 | 1181,25 | 120,83 |
| ALTIERI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,46 | 61,33 | 1193,52 | 120,83 |
| ANTON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,15 | 61,33 | 990,51 | 120,83 |
| ARCUCCI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,46 | 61,33 | 1132,19 | 120,83 |
| ARNAL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,13 | 61,33 | 989,29 | 120,83 |
| ATSCAF | club sporti | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,12 | 61,33 | 988,67 | 120,83 |
| AUBERY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,43 | 61,33 | 1191,68 | 120,83 |
| AUGEY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,23 | 61,33 | 1118,08 | 120,83 |
| AUTRAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,82 | 61,33 | 1031,60 | 120,83 |
| AZAS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,06 | 61,33 | 984,99 | 120,83 |
| BALET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,32 | 61,33 | 1000,94 | 120,83 |
| BARAONA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,26 | 61,33 | 1119,92 | 120,83 |
| BENABID | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,00 | 61,33 | 981,31 | 120,83 |
| BENHAMOU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,25 | 61,33 | 1119,31 | 120,83 |
| BENSIMON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,65 | 61,33 | 1082,51 | 120,83 |
| BENSIMON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,97 | 61,33 | 1224,80 | 120,83 |
| BERGONT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,70 | 61,33 | 1146,91 | 120,83 |
| BIANCO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,33 | 61,33 | 1124,22 | 120,83 |
| BIGEY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,99 | 61,33 | 1042,03 | 120,83 |
| BLAIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,18 | 61,33 | 1053,68 | 120,83 |
| BLANC | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,46 | 61,33 | 1009,52 | 120,83 |
| BLANC | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,62 | 61,33 | 1142,00 | 120,83 |
| BOLLE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,61 | 61,33 | 1141,39 | 120,83 |
| BONSIGNOUR | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,70 | 61,33 | 1085,58 | 120,83 |
| BOSREDON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,67 | 61,33 | 1022,40 | 120,83 |
| BOSSY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,61 | 61,33 | 1141,39 | 120,83 |
| BOUSQUET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,52 | 61,33 | 1074,54 | 120,83 |
| BOUSQUET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,92 | 61,33 | 1160,40 | 120,83 |
| BOUVIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,50 | 61,33 | 1011,98 | 120,83 |
| BOUVILLE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,63 | 61,33 | 1019,95 | 120,83 |
| BUGLISI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,23 | 61,33 | 1179,41 | 120,83 |
| CACCHINO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,24 | 61,33 | 1057,36 | 120,83 |
| CAILLER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,69 | 61,33 | 1146,30 | 120,83 |
| CAMM | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,28 | 61,33 | 1059,82 | 120,83 |
| CAREGHI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,99 | 61,33 | 1042,03 | 120,83 |
| CASTELLO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,75 | 61,33 | 1088,64 | 120,83 |
| CAVIGLIOLI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,68 | 61,33 | 1145,68 | 120,83 |
| CESAR | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,66 | 61,33 | 1083,12 | 120,83 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| CHARLES DOMINIQUI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,32 | 61,33 | 1000,94 | 120,83 |
| CHARLET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,27 | 61,33 | 1181,87 | 120,83 |
| CHAVAUX | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,66 | 61,33 | 1021,79 | 120,83 |
| CHEKROUN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,00 | 61,33 | 981,31 | 120,83 |
| CHOURAQUI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,63 | 61,33 | 1203,95 | 120,83 |
| CHOVET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,88 | 61,33 | 1096,62 | 120,83 |
| CHRISTOFILIS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,50 | 61,33 | 1134,64 | 120,83 |
| COHEN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,65 | 61,33 | 1082,51 | 120,83 |
| COLOMINES | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,10 | 61,33 | 987,45 | 120,83 |
| CONTE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,99 | 61,33 | 1164,69 | 120,83 |
| CORROT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,66 | 61,33 | 1021,79 | 120,83 |
| COULET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,84 | 61,33 | 1094,16 | 120,83 |
| CULIOLI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,26 | 61,33 | 997,26 | 120,83 |
| DALMAS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,52 | 61,33 | 1013,20 | 120,83 |
| D'ANDREA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,66 | 61,33 | 1021,79 | 120,83 |
| DANIEL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,52 | 61,33 | 1013,20 | 120,83 |
| DARLES | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,16 | 61,33 | 1052,46 | 120,83 |
| DE LALEU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,65 | 61,33 | 1082,51 | 120,83 |
| DE MAISONNEUVE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,25 | 61,33 | 996,65 | 120,83 |
| DE MENIBUS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,54 | 61,33 | 1075,76 | 120,83 |
| DEBIAS SANCHEZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,45 | 61,33 | 1131,58 | 120,83 |
| DEFAUT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,25 | 61,33 | 996,65 | 120,83 |
| DELLIHR | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,11 | 61,33 | 1049,39 | 120,83 |
| DESJARDINS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,38 | 61,33 | 1004,62 | 120,83 |
| DI ROCCO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,70 | 61,33 | 1146,91 | 120,83 |
| DREUX | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,40 | 61,33 | 1005,84 | 120,83 |
| DUBOIS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,08 | 61,33 | 986,22 | 120,83 |
| DUVAL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,00 | 61,33 | 981,31 | 120,83 |
| ESTORGES | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,66 | 61,33 | 1021,79 | 120,83 |
| EYMERIC | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,52 | 61,33 | 1013,20 | 120,83 |
| FAGES | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,50 | 61,33 | 1011,98 | 120,83 |
| FARAUD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,52 | 61,33 | 1013,20 | 120,83 |
| FAYS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,34 | 61,33 | 1186,16 | 120,83 |
| FERNANDEZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,82 | 61,33 | 1092,94 | 120,83 |
| FERRANDINO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,22 | 61,33 | 994,81 | 120,83 |
| FINE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,67 | 61,33 | 1022,40 | 120,83 |
| FRUCTUS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,61 | 61,33 | 1141,39 | 120,83 |
| GAMBEY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,77 | 61,33 | 1151,20 | 120,83 |
| GARNIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,37 | 61,33 | 1126,67 | 120,83 |
| GAUCH | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,30 | 61,33 | 1122,38 | 120,83 |
| GENET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,82 | 61,33 | 1031,60 | 120,83 |
| GERMAIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,84 | 61,33 | 1155,49 | 120,83 |
| GIRARDOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,29 | 61,33 | 1183,09 | 120,83 |
| GROSCOLAS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,25 | 61,33 | 1119,31 | 120,83 |
| GUIDOTTI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,46 | 61,33 | 1193,52 | 120,83 |
| GUTTON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,78 | 61,33 | 1029,15 | 120,83 |
| HADJADJ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,61 | 61,33 | 1141,39 | 120,83 |
| HUBERT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,66 | 61,33 | 1021,79 | 120,83 |
| ISEGLIO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,27 | 61,33 | 1059,20 | 120,83 |
| JACOBI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,47 | 61,33 | 1071,47 | 120,83 |
| JAGU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,52 | 61,33 | 1013,20 | 120,83 |
| JANNY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,71 | 61,33 | 1208,85 | 120,83 |
| JOKUMSEN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,00 | 61,33 | 1103,98 | 120,83 |
| JOUVENOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,13 | 61,33 | 989,29 | 120,83 |
| KEUNDJIAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,77 | 61,33 | 1212,53 | 120,83 |
| KOUBI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,42 | 61,33 | 1129,74 | 120,83 |
| LEFRANC | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,09 | 61,33 | 1109,50 | 120,83 |
| LEPREVOST | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,97 | 61,33 | 1224,80 | 120,83 |
| LEVY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,66 | 61,33 | 1021,79 | 120,83 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LOMAGNO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,66 | 61,33 | 1021,79 | 120,83 |
| MABRIEZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,08 | 61,33 | 986,22 | 120,83 |
| MAGNAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,86 | 61,33 | 1034,06 | 120,83 |
| MAGNIEN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,10 | 61,33 | 1110,11 | 120,83 |
| MAHE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,82 | 61,33 | 1092,94 | 120,83 |
| MAMMERI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,89 | 61,33 | 1035,90 | 120,83 |
| MANCIOPPI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,52 | 61,33 | 1074,54 | 120,83 |
| MANISCALCO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,33 | 61,33 | 1062,88 | 120,83 |
| MARCONI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,65 | 61,33 | 1082,51 | 120,83 |
| MARTIN LAVAL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,00 | 61,33 | 1042,64 | 120,83 |
| MARTY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,61 | 61,33 | 1141,39 | 120,83 |
| MASCOLO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,00 | 61,33 | 1103,98 | 120,83 |
| MASSE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,67 | 61,33 | 1022,40 | 120,83 |
| MASSONI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,15 | 61,33 | 1051,84 | 120,83 |
| MATTEI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,40 | 61,33 | 1128,51 | 120,83 |
| MERY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,26 | 61,33 | 1119,92 | 120,83 |
| MIKAELIAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,20 | 61,33 | 993,58 | 120,83 |
| MITTON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,98 | 61,33 | 1041,42 | 120,83 |
| MORA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,70 | 61,33 | 1024,24 | 120,83 |
| NIETO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,61 | 61,33 | 1141,39 | 120,83 |
| NOUALI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,54 | 61,33 | 1198,43 | 120,83 |
| PAGANO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,63 | 61,33 | 1019,95 | 120,83 |
| PAOLI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,00 | 61,33 | 1042,64 | 120,83 |
| PAPAZIAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,68 | 61,33 | 1207,01 | 120,83 |
| PELLICI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,54 | 61,33 | 1137,10 | 120,83 |
| PELLOUX | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,66 | 61,33 | 1083,12 | 120,83 |
| PERASSO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,61 | 61,33 | 1141,39 | 120,83 |
| PEYROL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,66 | 61,33 | 1205,79 | 120,83 |
| PIERI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,73 | 61,33 | 1210,08 | 120,83 |
| PIERRE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,40 | 61,33 | 1067,18 | 120,83 |
| PILLARD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,25 | 61,33 | 996,65 | 120,83 |
| PIOLET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,69 | 61,33 | 1023,63 | 120,83 |
| POGETTI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,67 | 61,33 | 1022,40 | 120,83 |
| PORCHETO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,63 | 61,33 | 1142,62 | 120,83 |
| RAMOS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,71 | 61,33 | 1208,85 | 120,83 |
| RAPTELET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,12 | 61,33 | 988,67 | 120,83 |
| RATIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,74 | 61,33 | 1149,36 | 120,83 |
| REIG | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,27 | 61,33 | 1059,20 | 120,83 |
| REYNAUD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,50 | 61,33 | 1011,98 | 120,83 |
| RIPOLL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,52 | 61,33 | 1013,20 | 120,83 |
| ROLLAND | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,37 | 61,33 | 1188,00 | 120,83 |
| ROMAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,15 | 61,33 | 1051,84 | 120,83 |
| ROSE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,08 | 61,33 | 986,22 | 120,83 |
| ROSSO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,92 | 61,33 | 1037,74 | 120,83 |
| ROUBAUD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,40 | 61,33 | 1067,18 | 120,83 |
| ROUXEAU DE L'ECOT/ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,52 | 61,33 | 1074,54 | 120,83 |
| SAAD ELDINE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,78 | 61,33 | 1029,15 | 120,83 |
| SAINT MICHEL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,88 | 61,33 | 1157,95 | 120,83 |
| SALEMBIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,35 | 61,33 | 1186,77 | 120,83 |
| SANDOVAL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,15 | 61,33 | 1051,84 | 120,83 |
| SARLIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,63 | 61,33 | 1203,95 | 120,83 |
| SARTORIS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,02 | 61,33 | 982,54 | 120,83 |
| SCOTTO DI UCCIO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,34 | 61,33 | 1063,50 | 120,83 |
| SICRE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,66 | 61,33 | 1021,79 | 120,83 |
| SINDELAR | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,51 | 61,33 | 1135,26 | 120,83 |
| SIRACUSA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,70 | 61,33 | 1146,91 | 120,83 |
| SMOOS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,02 | 61,33 | 1166,53 | 120,83 |
| SOLDAINI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,09 | 61,33 | 1170,83 | 120,83 |
| STAMM | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,92 | 61,33 | 1221,73 | 120,83 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SUZAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,26 | 61,33 | 997,26 | 120,83 |
| TABONE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,93 | 61,33 | 1099,68 | 120,83 |
| TALRICH | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,38 | 61,33 | 1065,95 | 120,83 |
| TAMBON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,50 | 61,33 | 1134,64 | 120,83 |
| TEDESCHI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,66 | 61,33 | 1083,12 | 120,83 |
| TOMEI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,54 | 61,33 | 1075,76 | 120,83 |
| TOMMASINI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,40 | 61,33 | 1067,18 | 120,83 |
| TRIPIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 19,16 | 61,33 | 1175,12 | 120,83 |
| TROTEBAS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,66 | 61,33 | 1021,79 | 120,83 |
| TURCAT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,36 | 61,33 | 1126,06 | 120,83 |
| VAN RUYMBEKE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,72 | 61,33 | 1086,80 | 120,83 |
| VARIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 18,92 | 61,33 | 1160,40 | 120,83 |
| VIGIE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,65 | 61,33 | 1021,18 | 120,83 |
| VIGOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,33 | 61,33 | 1001,55 | 120,83 |
| YAPP | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 16,66 | 61,33 | 1021,79 | 120,83 |
| ZINK | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 17,54 | 61,33 | 1075,76 | 120,83 |
| ANTOMARCHI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,22 | 65,42 | 1322,87 | 120,83 |
| BAUDINOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,21 | 65,42 | 1322,22 | 120,83 |
| BAUDINOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,10 | 65,42 | 1445,87 | 120,83 |
| BELLET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,17 | 65,42 | 1385,03 | 120,83 |
| BENFRECH | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,03 | 65,42 | 1375,87 | 120,83 |
| BOULAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,46 | 65,42 | 1338,58 | 120,83 |
| BRACCINI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,46 | 65,42 | 1338,58 | 120,83 |
| BRILLEAU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,86 | 65,42 | 1430,17 | 120,83 |
| CADENEL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,50 | 65,42 | 1406,62 | 120,83 |
| CAMPO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,46 | 65,42 | 1338,58 | 120,83 |
| CECCATO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,90 | 65,42 | 1367,36 | 120,83 |
| CELIA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,63 | 65,42 | 1349,70 | 120,83 |
| CHICHE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,90 | 65,42 | 1367,36 | 120,83 |
| CRUZEL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,22 | 65,42 | 1453,72 | 120,83 |
| DE REGIS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,10 | 65,42 | 1445,87 | 120,83 |
| DE ROUX | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,07 | 65,42 | 1443,91 | 120,83 |
| FARRUGIA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,60 | 65,42 | 1413,16 | 120,83 |
| FLASSEUR | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,46 | 65,42 | 1338,58 | 120,83 |
| FORTUIT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,44 | 65,42 | 1402,69 | 120,83 |
| GHAZAROSSIAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,74 | 65,42 | 1422,32 | 120,83 |
| ISNARD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,29 | 65,42 | 1458,30 | 120,83 |
| LABOURIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,02 | 65,42 | 1309,79 | 120,83 |
| LACANAUD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,07 | 65,42 | 1443,91 | 120,83 |
| MASSARELLI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,10 | 65,42 | 1445,87 | 120,83 |
| MAZIEUX | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,31 | 65,42 | 1328,76 | 120,83 |
| MOUILLOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,10 | 65,42 | 1445,87 | 120,83 |
| MUCCIO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,05 | 65,42 | 1442,60 | 120,83 |
| NAHABEDIAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,06 | 65,42 | 1377,83 | 120,83 |
| NIEDEROEST | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,97 | 65,42 | 1371,94 | 120,83 |
| OLMOS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,56 | 65,42 | 1410,54 | 120,83 |
| OLMOS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,56 | 65,42 | 1410,54 | 120,83 |
| ORLANDINI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,46 | 65,42 | 1338,58 | 120,83 |
| ORSONI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,46 | 65,42 | 1338,58 | 120,83 |
| PASCAL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,54 | 65,42 | 1409,23 | 120,83 |
| PAYA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,22 | 65,42 | 1388,30 | 120,83 |
| PESENTI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,33 | 65,42 | 1395,49 | 120,83 |
| PILATI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,04 | 65,42 | 1376,52 | 120,83 |
| PINNA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,04 | 65,42 | 1376,52 | 120,83 |
| REINERT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,63 | 65,42 | 1349,70 | 120,83 |
| ROUSSET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,56 | 65,42 | 1410,54 | 120,83 |
| ROUSSON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,54 | 65,42 | 1343,81 | 120,83 |
| SCHREINER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,70 | 65,42 | 1419,70 | 120,83 |
| SEGUI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,70 | 65,42 | 1419,70 | 120,83 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TIAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,03 | 65,42 | 1375,87 | 120,83 |
| VERWIMP | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,94 | 65,42 | 1369,98 | 120,83 |
| VIALLET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 20,57 | 65,42 | 1345,77 | 120,83 |
| VIGNOLI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 21,63 | 65,42 | 1415,12 | 120,83 |
| ALOI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 27,30 | 65,42 | 1786,08 | 158,60 |
| ARCUCCI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,97 | 65,42 | 1568,21 | 158,60 |
| AUDOLY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,54 | 65,42 | 1474,66 | 158,60 |
| AZOULAI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 24,17 | 65,42 | 1581,30 | 158,60 |
| AZOUZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 28,77 | 65,42 | 1882,25 | 158,60 |
| BAILLY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,06 | 65,42 | 1639,53 | 158,60 |
| BANNOURA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 24,00 | 65,42 | 1570,18 | 158,60 |
| BARNAY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 26,77 | 65,42 | 1751,40 | 158,60 |
| BERENGUER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 24,34 | 65,42 | 1592,42 | 158,60 |
| BORETTI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 28,80 | 65,42 | 1884,21 | 158,60 |
| BOSSETTI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 28,62 | 65,42 | 1872,43 | 158,60 |
| BOUTBOUL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,52 | 65,42 | 1669,62 | 158,60 |
| BRANCALEONI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 28,25 | 65,42 | 1848,23 | 158,60 |
| BRIANCON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 26,40 | 65,42 | 1727,19 | 158,60 |
| CALISE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,02 | 65,42 | 1506,06 | 158,60 |
| CALLEJA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,16 | 65,42 | 1515,22 | 158,60 |
| CAPRAI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,65 | 65,42 | 1547,28 | 158,60 |
| CASO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,04 | 65,42 | 1507,37 | 158,60 |
| CECCHI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,90 | 65,42 | 1563,63 | 158,60 |
| CHOQUELL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,45 | 65,42 | 1534,19 | 158,60 |
| COCCO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,73 | 65,42 | 1487,09 | 158,60 |
| COLAPINTO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,54 | 65,42 | 1540,08 | 158,60 |
| COSTANTINI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,50 | 65,42 | 1472,04 | 158,60 |
| COSTE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,80 | 65,42 | 1687,94 | 158,60 |
| COUTON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,97 | 65,42 | 1699,06 | 158,60 |
| D'AGOSTINO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 24,93 | 65,42 | 1631,02 | 158,60 |
| DALLAPORTA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,70 | 65,42 | 1550,55 | 158,60 |
| DE RUYMBEKE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,71 | 65,42 | 1682,05 | 158,60 |
| DELECRAY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 26,76 | 65,42 | 1750,75 | 158,60 |
| DI MEGLIO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 29,64 | 65,42 | 1939,17 | 158,60 |
| DI TRENTO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,74 | 65,42 | 1487,74 | 158,60 |
| DJOUADA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 27,03 | 65,42 | 1768,41 | 158,60 |
| DOREE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 28,22 | 65,42 | 1846,27 | 158,60 |
| DUBUC | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 26,67 | 65,42 | 1744,86 | 158,60 |
| EMSALLEM | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 26,97 | 65,42 | 1764,49 | 158,60 |
| ESCOFFIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,45 | 65,42 | 1534,19 | 158,60 |
| FALKI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 24,80 | 65,42 | 1622,52 | 158,60 |
| FLOCH | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,78 | 65,42 | 1686,63 | 158,60 |
| FRANCESCHI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,45 | 65,42 | 1534,19 | 158,60 |
| FUMO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 24,49 | 65,42 | 1602,23 | 158,60 |
| GARCIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,45 | 65,42 | 1534,19 | 158,60 |
| GAUDIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,82 | 65,42 | 1492,98 | 158,60 |
| GIORDANO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 28,05 | 65,42 | 1835,14 | 158,60 |
| GLATZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,45 | 65,42 | 1534,19 | 158,60 |
| GOMEZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 26,70 | 65,42 | 1746,82 | 158,60 |
| GRANSART | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 24,17 | 65,42 | 1581,30 | 158,60 |
| GRISOLLE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,21 | 65,42 | 1518,49 | 158,60 |
| GUENAT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,45 | 65,42 | 1534,19 | 158,60 |
| GUICHOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 24,93 | 65,42 | 1631,02 | 158,60 |
| HASSELOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 26,46 | 65,42 | 1731,12 | 158,60 |
| HENNETIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 27,90 | 65,42 | 1825,33 | 158,60 |
| JAEGER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,16 | 65,42 | 1515,22 | 158,60 |
| JARRE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 27,94 | 65,42 | 1827,95 | 158,60 |
| JOURDAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 29,19 | 65,42 | 1909,73 | 158,60 |
| KELLER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,60 | 65,42 | 1544,01 | 158,60 |



CT

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| LAFAYE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 24,93 | 65,42 | 1631,02 | 158,60 |
| LANDI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 27,95 | 65,42 | 1828,60 | 158,60 |
| LEFEBVRE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,45 | 65,42 | 1534,19 | 158,60 |
| LEPAGE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,35 | 65,42 | 1658,50 | 158,60 |
| L'HUILLIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,45 | 65,42 | 1534,19 | 158,60 |
| LIOGIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 27,12 | 65,42 | 1774,30 | 158,60 |
| LONGLADE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,69 | 65,42 | 1549,89 | 158,60 |
| MACIA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 24,93 | 65,42 | 1631,02 | 158,60 |
| MACRIS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 27,37 | 65,42 | 1790,65 | 158,60 |
| MAILLET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,21 | 65,42 | 1518,49 | 158,60 |
| MALLET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 29,93 | 65,42 | 1958,14 | 158,60 |
| MARCONI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 26,64 | 65,42 | 1742,90 | 158,60 |
| MATTHEWS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,62 | 65,42 | 1479,89 | 158,60 |
| MAXIMIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,45 | 65,42 | 1534,19 | 158,60 |
| MIELOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,45 | 65,42 | 1534,19 | 158,60 |
| MINUTILLO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 24,47 | 65,42 | 1600,93 | 158,60 |
| MINUTILLO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 29,19 | 65,42 | 1909,73 | 158,60 |
| MONIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,13 | 65,42 | 1513,26 | 158,60 |
| MORONI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,62 | 65,42 | 1479,89 | 158,60 |
| NICOLAIDIS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 24,94 | 65,42 | 1631,67 | 158,60 |
| OBJOIS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 27,00 | 65,42 | 1766,45 | 158,60 |
| PENCENAT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,48 | 65,42 | 1667,00 | 158,60 |
| PIERI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,07 | 65,42 | 1509,33 | 158,60 |
| PORNIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,50 | 65,42 | 1472,04 | 158,60 |
| RICCI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 24,00 | 65,42 | 1570,18 | 158,60 |
| RIGO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,82 | 65,42 | 1492,98 | 158,60 |
| RIZOULIERES | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,01 | 65,42 | 1636,25 | 158,60 |
| ROCCA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,08 | 65,42 | 1640,83 | 158,60 |
| ROMANO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 27,55 | 65,42 | 1802,43 | 158,60 |
| SAMBUC | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,26 | 65,42 | 1521,76 | 158,60 |
| SANCHEZ AUMELAS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,48 | 65,42 | 1470,73 | 158,60 |
| SAVIGNE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 26,67 | 65,42 | 1744,86 | 158,60 |
| SEGUI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,97 | 65,42 | 1699,06 | 158,60 |
| SERRE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,32 | 65,42 | 1656,54 | 158,60 |
| SIEGLER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 28,46 | 65,42 | 1861,97 | 158,60 |
| SIMON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 27,28 | 65,42 | 1784,77 | 158,60 |
| SIMONETTI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 29,07 | 65,42 | 1901,88 | 158,60 |
| SORIO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,51 | 65,42 | 1668,97 | 158,60 |
| SPATOLA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 22,62 | 65,42 | 1479,89 | 158,60 |
| TALIERCIO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 25,66 | 65,42 | 1678,78 | 158,60 |
| TOURTEL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 23,16 | 65,42 | 1515,22 | 158,60 |
| VINCENT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 29,26 | 65,42 | 1914,31 | 158,60 |
| YBORRA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 29,87 | 65,42 | 1954,21 | 158,60 |
| AMAT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 30,13 | 67,18 | 2024,01 | 158,60 |
| CADORET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 30,69 | 67,18 | 2061,63 | 158,60 |
| DELON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 30,09 | 67,18 | 2021,33 | 158,60 |
| DOR | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 30,05 | 67,18 | 2018,64 | 158,60 |
| GRANDCOLAS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 30,08 | 67,18 | 2020,65 | 158,60 |
| HILY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 30,21 | 67,18 | 2029,39 | 158,60 |
| LAMARENIE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 30,69 | 67,18 | 2061,63 | 158,60 |
| TALLON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 30,05 | 67,18 | 2018,64 | 158,60 |
| VIERNE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 30,64 | 67,18 | 2058,27 | 158,60 |
| ZIMMERMANN-PLAT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 30,76 | 67,18 | 2066,33 | 158,60 |
| ALFOCEA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 36,93 | 67,18 | 2480,81 | 211,46 |
| ARMAND | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 40,37 | 67,18 | 2711,90 | 211,46 |
| AUDOUARD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 35,86 | 67,18 | 2408,93 | 211,46 |
| BATTILANA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 31,58 | 67,18 | 2121,42 | 211,46 |
| BEAU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 32,87 | 67,18 | 2208,08 | 211,46 |
| BISCOS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 38,91 | 67,18 | 2613,82 | 211,46 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| BOURGAT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 37,03 | 67,18 | 2487,53 | 211,46 |
| BRANCALEONI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 33,62 | 67,18 | 2258,46 | 211,46 |
| CATZARAS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 34,72 | 67,18 | 2332,35 | 211,46 |
| CHIAPALE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 32,12 | 67,18 | 2157,69 | 211,46 |
| COCHET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 34,15 | 67,18 | 2294,06 | 211,46 |
| CONSTANT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 33,43 | 67,18 | 2245,69 | 211,46 |
| DELBES | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 34,74 | 67,18 | 2333,69 | 211,46 |
| FABRICINA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 39,31 | 67,18 | 2640,69 | 211,46 |
| FERRANDINO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 34,61 | 67,18 | 2324,96 | 211,46 |
| GAROUTE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 31,11 | 67,18 | 2089,85 | 211,46 |
| GERRI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 32,12 | 67,18 | 2157,69 | 211,46 |
| GUEROULT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 34,65 | 67,18 | 2327,65 | 211,46 |
| GUILMART | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 37,21 | 67,18 | 2499,62 | 211,46 |
| HARDOUIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 32,30 | 67,18 | 2169,78 | 211,46 |
| HERSANT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 36,05 | 67,18 | 2421,69 | 211,46 |
| KOUBI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 32,47 | 67,18 | 2181,20 | 211,46 |
| LE CANN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 39,14 | 67,18 | 2629,27 | 211,46 |
| LEBOULEUR | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 36,47 | 67,18 | 2449,91 | 211,46 |
| LEON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 40,48 | 67,18 | 2719,28 | 211,46 |
| LESBROS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 34,97 | 67,18 | 2349,14 | 211,46 |
| LESCHI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 33,44 | 67,18 | 2246,37 | 211,46 |
| LIEGEOIS | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 32,45 | 67,18 | 2179,86 | 211,46 |
| MASSON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 34,93 | 67,18 | 2346,46 | 211,46 |
| MATTOUT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 39,78 | 67,18 | 2672,26 | 211,46 |
| PAREY | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 35,33 | 67,18 | 2373,33 | 211,46 |
| PATRUNO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 38,70 | 67,18 | 2599,71 | 211,46 |
| PERRION | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 37,60 | 67,18 | 2525,82 | 211,46 |
| PETIT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 31,88 | 67,18 | 2141,57 | 211,46 |
| PEYRONEL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 36,49 | 67,18 | 2451,25 | 211,46 |
| PHILIPPE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 37,42 | 67,18 | 2513,73 | 211,46 |
| PISANO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 31,28 | 67,18 | 2101,27 | 211,46 |
| PREVOST | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 32,08 | 67,18 | 2155,01 | 211,46 |
| PREVOT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 33,28 | 67,18 | 2235,62 | 211,46 |
| RAGIONERI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 36,45 | 67,18 | 2448,57 | 211,46 |
| RIFFELMACHER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 31,52 | 67,18 | 2117,39 | 211,46 |
| ROMANO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 39,60 | 67,18 | 2660,17 | 211,46 |
| ROPA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 36,85 | 67,18 | 2475,44 | 211,46 |
| SADON | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 32,34 | 67,18 | 2172,47 | 211,46 |
| SANDER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 36,59 | 67,18 | 2457,97 | 211,46 |
| SARAILLER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 33,93 | 67,18 | 2279,28 | 211,46 |
| SARREMEJEANNE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 36,74 | 67,18 | 2468,05 | 211,46 |
| VERGEZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 33,93 | 67,18 | 2279,28 | 211,46 |
| VERHAEGHE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 31,53 | 67,18 | 2118,06 | 211,46 |
| ALLOUCHE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 52,22 | 67,18 | 3507,93 | 286,96 |
| ALMECIJA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 49,97 | 67,18 | 3356,78 | 286,96 |
| AUGUSTE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 48,62 | 67,18 | 3266,10 | 286,96 |
| BALINER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 49,30 | 67,18 | 3311,78 | 286,96 |
| BONNARD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 50,75 | 67,18 | 3409,18 | 286,96 |
| BONSIGNOUR | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 53,90 | 67,18 | 3620,79 | 286,96 |
| CARTIER | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 41,27 | 67,18 | 2772,35 | 286,96 |
| DEVICO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 41,45 | 67,18 | 2784,45 | 286,96 |
| DINOIA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 43,89 | 67,18 | 2948,35 | 286,96 |
| ELLENA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 51,82 | 67,18 | 3481,06 | 286,96 |
| FORMICA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 41,59 | 67,18 | 2793,85 | 286,96 |
| FROIDURE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 47,80 | 67,18 | 3211,01 | 286,96 |
| GIAUFRE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 42,99 | 67,18 | 2887,90 | 286,96 |
| HERRERA | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 47,68 | 67,18 | 3202,95 | 286,96 |
| ISNARD | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 50,56 | 67,18 | 3396,42 | 286,96 |
| MARTINICO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 40,96 | 67,18 | 2751,53 | 286,96 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| NIVIERE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 45,40 | 67,18 | 3049,79 | 286,96 |
| ORDAN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 54,25 | 67,18 | 3644,30 | 286,96 |
| OUZENANE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 49,84 | 67,18 | 3348,05 | 286,96 |
| PALADEL | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 53,90 | 67,18 | 3620,79 | 286,96 |
| REBUFFAT | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 49,43 | 67,18 | 3320,51 | 286,96 |
| ROSSI | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 44,46 | 67,18 | 2986,64 | 286,96 |
| SEITZ | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 52,00 | 67,18 | 3493,15 | 286,96 |
| VIERIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 48,25 | 67,18 | 3241,24 | 286,96 |
| BARBANCEIX | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 70,41 | 67,18 | 4729,86 | 392,70 |
| BASSET | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 75,03 | 67,18 | 5040,22 | 392,70 |
| BERMOND | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 56,72 | 67,18 | 3810,22 | 392,70 |
| GAUDIN | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 64,26 | 67,18 | 4316,73 | 392,70 |
| JAGU | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 60,23 | 67,18 | 4046,01 | 392,70 |
| LEGRE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 58,48 | 67,18 | 3928,45 | 392,70 |
| NALINO BAILLE | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 73,58 | 67,18 | 4942,81 | 392,70 |
| VIGNAPIANO | particulier | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | plan d'eau | 56,14 | 67,18 | 3771,26 | 392,70 |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | terre-plein no | 200,00 | 8,39 | 1678,00 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | terre-plein no | 9,59 | 8,39 | 80,45 | |
| YCPR | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | terre-plein bâ | 1350,00 | 11,08 | 14958,00 | |
| LE YACHTING | club | 01/01/17 | 31/12/17 | Titulaire | terre-plein bâ | 950,00 | | 48000,00 | |

## Annexe 10 au contrat de Délégation : liste des occupants domaniaux, liste des occupants – navires (à terre et à flot)

### *Occupation des terre-pleins*

| Identité Occupant et des sous occupants du terre-plein bâti et non bâti | Situation terrain ou bâtiment | Nature activité | Affectation(s) | Type d'activité | Superficies ( m²) |
|---|---|---|---|---|---|
| YCPR | Bâtiment, RDC | Club nautique | Surface bâtie | Activité non commerciale | 1,350 |
| | Terre-plein (côté nord du port) au dos du bâtiment - stockage d'optimistes | | Surface non bâtie (terre-plein) | Activité non commerciale | 200 |
| EURL Le Yachting | Bâtiment, 1er étage | Restaurant | Surface bâtie | Activité commerciale | 950 |
| | | | | **Total** | **2,500** |

### *Occupation des places à flot – grille de mouillage*

# Annexe 11 au contrat de Délégation : liste d'attente

| | Date d'inscription | Statut | nom du demandeur (*) / n° de dossier | Nom bateaux | Longueur (m) | Largeur (m) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 02/01/2007 | | D3Y | YCPR | | |
| 2 | 11/03/2008 | | D3RA | | 6.00 | 2.30 |
| 3 | 19/03/2008 | | D3FP | | 11.00 | 3.30 |
| 4 | 28/01/2009 | | D3EH | | 9.75 | 2.95 |
| 5 | 14/10/2009 | | D3YB | | 4.80 | 2.09 |
| 6 | 06/03/2010 | | D3HJ | | 6.30 | 2.50 |
| 7 | 31/03/2010 | | D3JPG | | 11.82 | 3.91 |
| 8 | 04/05/2010 | | D3AG | | 5.50 | |
| 9 | 11/01/2011 | | D3T | | 10.00 | 3.00 |
| 10 | 24/02/2011 | | D3AJL | | 7.70 | 2.96 |
| 11 | 27/05/2011 | | D3HTF | | 11.45 | 3.82 |
| 12 | 19/03/2012 | | D3ECD | | 6.95 | 2.94 |
| 13 | 05/12/2012 | | D3PM | | 9.85 | 3.21 |
| 14 | 01/01/2013 | | D3AG | | 9.75 | 3.42 |
| 15 | 31/08/2013 | | D3GM | | 7.75 | 2.84 |
| 16 | 20/05/2015 | Passager | D3MC | LOULOU MC | 5.28 | 2.13 |
| 17 | 15/06/2015 | Passager | D3JMSE | AIGLON II | 6.45 | 2.4 |
| 18 | 09/09/2015 | Passager | D3CS | BUG | 6.37 | 2.42 |
| 19 | 09/09/2015 | Passager | D3PV | APATRICK | 5.7 | 2.25 |
| 20 | 09/09/2015 | Passager | D3PB | LET'S GO | 5.22 | 2.35 |
| 21 | 09/09/2015 | Passager | D3RO | CALIE III | 6.05 | 2.44 |
| 22 | 09/09/2015 | Passager | D3PR | MAXOU | 6.89 | 2.42 |
| 23 | 05/10/2015 | Passager | D3LC | TAJ MAL II | 8.95 | 2.98 |
| 24 | 18/11/2015 | Passager | D3OR | MIN HOI | 7.76 | 2.8 |
| 25 | 27/01/2016 | Passager | D3GC | LOI NAI | 6.4 | 2.4 |
| 26 | 27/01/2016 | Passager | D3FG | LOS PECES | 5.58 | 2.3 |
| 27 | 27/01/2016 | Passager | D3GC | KAREVA | 6.16 | 2.44 |
| 28 | 27/01/2016 | Passager | D3JI | CHRISMEL II | 7.44 | 2.75 |
| 29 | 27/01/2016 | Passager | D3NT | TOBAGO | 6.95 | 2.5 |
| 30 | 23/02/2016 | Passager | D3GC | FRANCO TAGLIAVINI | 5.35 | 2.2 |
| 31 | 30/03/2016 | Passager | D3JL | NAPOPONES | 5.21 | 2.34 |
| 32 | 30/03/2016 | Passager | D3DO | BLUE MOON II | 6.98 | 2.53 |
| 33 | 30/03/2016 | Passager | D3CT | ACQUA DOLCE II | 7.4 | 2.5 |
| 34 | 30/03/2016 | Passager | D3GM | STELLA III | 5.62 | 2.3 |
| 35 | 30/03/2016 | Passager | D3AC | NIRVANA | 10.25 | 3.57 |
| 36 | 27/04/2016 | Passager | D3CG | MARICAM | 6 | 2.37 |
| 37 | 27/04/2016 | Passager | D3PS | ROXANE | 8.67 | 3.04 |
| 38 | 25/05/2016 | Passager | D3BP | SANDRA | 6 | 2.45 |
| 39 | 06/07/2016 | Passager | D3PM | KITOKO | 8.9 | 3.19 |
| 40 | 06/07/2016 | Passager | D3BV | CRIJEANMAR II | 6.5 | 2.64 |
| 41 | 06/07/2016 | Passager | D3ZC | ZOUMA | 5.1 | 2.28 |
| 42 | 06/07/2016 | Passager | D3RF | CHIPIE | 8.31 | 3 |
| 43 | 21/09/2016 | Passager | D3JMG | TOMALEX | 6.93 | 2.44 |
| 44 | 21/09/2016 | Passager | D3LV | CAP SUD 2 | 6.37 | 2.47 |
| 45 | 21/09/2016 | Passager | D3CD | GRANDGOUSIER | 6.4 | 2.36 |
| 46 | 21/09/2016 | Passager | D3JD | C'EST LA VIE II | 10.1 | 3.46 |
| 47 | 21/09/2016 | Passager | D3FM | VAHINE IV | 6.05 | 2.4 |
| 48 | 21/09/2016 | Passager | D3BM | DIVA | 6.5 | 2.25 |
| 49 | 21/09/2016 | Passager | D3HD | BOXON | 7.1 | 2.5 |
| 50 | 21/09/2016 | Passager | D3TG | PUYDUFOU | 6.94 | 2.4 |
| 51 | 18/10/2016 | Passager | D3DM | HOOKER | 7.5 | 3.06 |
| 52 | 18/10/2016 | Passager | D3DR | CHIBERTA | 10.83 | 3.84 |
| 53 | 18/10/2016 | Passager | D3PB | MERSEA | 7.63 | 2.7 |
| 54 | 18/10/2016 | Passager | D3EI | MAXMAREN | 6.19 | 2.44 |
| 55 | 18/10/2016 | Passager | D3SA | ISSIANMAIE | 8.25 | 2.82 |
| 56 | 18/10/2016 | Passager | D3RL | HELIOS | 8.76 | 3.04 |
| 57 | 16/11/2016 | Passager | D3RL | BIKOU III | 5.5 | 2.3 |
| 58 | 01/01/2017 | Passager | D3DM | FELICE | 7.23 | 2.59 |
| 59 | 08/02/2017 | Passager | D3EG | CALANCO II | 4.41 | 2.12 |
| 60 | 01/01/2017 | Passager | | CHRISMAT | 6.83 | 2.49 |
| 61 | 05/04/2017 | Passager | | CRISOMEL | 5.99 | 2.25 |
| 62 | 05/04/2017 | Passager | | MV2 | 6.45 | 2.52 |
| 63 | 05/04/2017 | Passager | | LE VEGAS 1 | 5.10 | 2.05 |
| 64 | 05/04/2017 | Passager | | MERMAID | 6.17 | 2.50 |
| 65 | 31/05/2017 | Passager | | LAGON | 7.75 | 2.80 |
| 66 | 31/05/2017 | Passager | | MI TOO | 7.3 | 2.88 |
| 67 | 31/05/2017 | Passager | | SUMMERTIME II | 7.98 | 2.59 |
| 68 | 31/05/2017 | Passager | | LIBRAQUE | 8.31 | 3.00 |

* Les noms des demandeurs attachés aux n°de dossier sont disponibles à la Direction des Ports de Plaisance

**Annexe 12 au contrat de Délégation : modèles de contrat d'occupation**

**CONTRAT D'OCCUPATION DE POSTE A FLOT**

**PORT DE PLAISANCE MARSEILLE**

**Bassin de Pointe Rouge**

Entre le délégataire Yachting Club de la Pointe Rouge – Y.C.P.R.

Et

Demeurant :

- - -

Désigné dans ce qui suit par «l'USAGER »

**IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT**

L'USAGER est autorisé à occuper un emplacement sur le plan d'eau dans le port de plaisance de Pointe Rouge pour y faire séjourner le bateau dont les caractéristiques sont précisées ci-dessous :

Nom du bateau : ; N° de francisation : ; Longueur hors tout : ; largeur hors tout :

Par longueur et largeur hors tout, l'on entend « encombrement maximum du bateau, y compris balcons avant et arrière, beaupré, appareil à gouverner, etc. ».

Immatriculation : ; Assureur contrat N° ; Nom et adresse du propriétaire (2) :

A ne remplir qu'au cas où le propriétaire du bateau n'est pas le signataire du contrat (en cas de crédit-bail ou de location vente). **Le contrat prend effet au 1er janvier 2017. Il est conclu pour l'année 2017.**

**ARTICLE 2 : CONDITIONS FINANCIERES**

Cette mise à disposition du poste N° est consentie moyennant le versement d'une redevance forfaitaire définie en application des tarifs approuvés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le montant correspond à la catégorie de taxation établie d'après les dimensions du bateau étant précisé que sont retenues pour ce faire les plus grandes valeurs mentionnées à l'article 1er. La redevance est due en totalité pour toute année commencée et quelle que soit la période de mise à disposition.

Son montant se trouve sur la facture ci-jointe. La titularisation sur le poste à flot pour l'année 2017 ne sera effective qu'à la fin du règlement de la totalité des sommes dues.

**ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE L'USAGER**

L'usager est tenu d'utiliser l'emplacement qui lui a été attribué pour le seul bateau défini au présent contrat. Celui-ci devra être en parfait état de flottabilité et de propreté et de façon générale, présenter dans son ensemble un aspect convenable. Le nom du bateau doit être visible du quai.

L'autorisation qui lui a été délivrée ne peut être cédée, et l'emplacement qui lui a été attribué sous-loué.

Les documents de bord et titres de propriété du bateau, tenus conformément aux règlements en vigueur, devront être présentés au bureau du délégataire Y.C.P.R. dès l'arrivée dans le port.

Toute infraction à ces dispositions entraînera la résiliation immédiate du présent contrat et la levée d'une redevance au tarif « passage » pour tout autre navire présent sur l'emplacement désigné.

Pour raisons de service et sur avis du gestionnaire, il pourra être procédé au changement de poste.

TOUTE DECHARGE DE CARBURANT, LUBRIFIANT, GRAISSE, DETRITUS OU AUTRES MATIERES POLLUANTES DANS LE PORT ENTRAINE LA RUPTURE IMMEDIATE ET SANS PREAVIS DU CONTRAT.

Nous souhaitons qu'au cours de l'année, dans la mesure du possible, vous puissiez mettre à disposition votre navire pour une ou plusieurs manifestations.

L'usager aura l'obligation d'équiper le tuyau d'arrosage d'un pistolet afin d'éviter de laisser couler l'eau inutilement.

D'autre part, le délégataire Y.C.P.R. pourra faire procéder au déplacement du bateau à tout moment pour l'organisation des manifestations ou pour une meilleure gestion du plan d'eau sans avoir à en demander l'autorisation préalable à l'usager.

**ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE Y.C.P.R.**

Le délégataire Y.C.P.R. s'engage :

- à fournir un poste équipé d'une chaîne fille dont l'entretien et le remplacement est à la charge de l'usager,
- à fournir de l'électricité pour l'usage de bord, dans la limite de la puissance disponible, et ce uniquement à la condition de la présence d'une personne à bord,
- à fournir de l'eau pour l'avitaillement du bord.

Le tout pour une quantité annuelle maximum et dans le respect de la réglementation des ports.

**ARTICLE 5 : CESSATION ET RUPTURE DE CONTRAT**

5.1 L'autorisation étant consentie à titre précaire et révocable, il pourra y être mis fin à tout moment sur simple réquisition du délégataire Y.C.P.R. et ce sans aucune indemnité.

5.2 L'usager est autorisé à demander la résiliation du contrat en cours d'année ou le non renouvellement en fin d'année. La demande de résiliation ou de non renouvellement devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé réception avec un délai de préavis minimal fixé à un mois.

Le délégataire Y.C.P.R. se réserve le droit, en cas de non-observation des termes du présent contrat ou du règlement de police et ses annexes, de résilier à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, ledit contrat et d'exiger le départ immédiat du bateau. En cas de refus d'obtempérer après une première mise en demeure restée infructueuse d'avoir à libérer la place dans les 48 heures, le bateau sera mis à sec.

Le délégataire Y.C.P.R. a la possibilité de faire transporter le bateau par toute entreprise de son choix, sous contrôle d'expert, afin de placer ledit bateau au sec, étant indiqué que les opérations de dégagement seront à la charge de



CT

l'usager ou du propriétaire (qui sera appelé en garantie en cas de défaillance de l'usager).

Dans cette hypothèse et si les dimensions du bateau ne permettent pas de le conserver sur le territoire du délégataire Y.C.P.R., le bateau sera transporté vers tout autre point du choix du délégataire Y.C.P.R., les frais de transport et de manutention induits étant à la charge du bénéficiaire du contrat.

5.3 Toute fausse déclaration entraîne automatiquement et sans préavis la rupture du contrat.

L'usager doit signaler au secrétariat du délégataire Y.C.P.R. toute absence supérieure à 72 heures. Le délégataire Y.C.P.R. se réserve le droit de mettre à la disposition d'autres usagers tout poste inoccupé depuis plus de 72 heures.

L'usager est tenu d'occuper le poste, objet du présent contrat, un minimum de 9 mois par an, faute de quoi il pourra en perdre le bénéfice.

**ARTICLE 6 : MODIFICATION ET CHANGEMENT DE SITUATION**

L'usager ne pourra modifier le bateau bénéficiaire de l'emplacement désigné à l'article 1er sans autorisation expresse du délégataire Y.C.P.R. Toute substitution de navire fera l'objet d'un nouveau contrat.

En cas de changement d'adresse, l'usager sera tenu de notifier sa nouvelle adresse au délégataire Y.C.P.R. Il en sera de même en cas de désistement ou de vente de bateau.

**ARTICLE 7 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS**

Le contrat d'assurance du bateau doit couvrir tous dommages qu'il pourrait causer aux tiers et aux installations portuaires ainsi que les frais de renflouement et d'enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites du port et ses chenaux d'accès.

Le bénéficiaire devra contracter une police d'assurance couvrant tous les risques habituellement à la charge de l'occupant de la propriété d'autrui.

La responsabilité du délégataire Y.C.P.R. ainsi que la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut être recherchée ni pour les dégâts, vols ou déprédation (dégradation du bateau, des chromes, batteries, appareillages électriques, moteurs, vernis, de l'accastillage et de tout accessoire d'armement, vols d'objets et équipements se trouvant à bord, ...).

**ARTICLE 8 : REGLEMENT DU PORT**

L'usager déclare avoir pris connaissance du règlement de police du port conservé et consultable au Secrétariat du délégataire Y.C.P.R. Il s'engage à en respecter les dispositions, notamment quant aux consignes de sécurité.

**ARTICLE 9 : GARDIENNAGE**

Dans le cadre de la délégation de service public, le délégataire Y.C.P.R. assurera un service de gardiennage la nuit payable par l'usager correspondant à la catégorie mentionnée à l'article 1, son montant se trouve sur la facture ci-jointe.

**ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, l'usager peut saisir Monsieur le Président de l' Y.C.P.R. délégataire ou saisir le tribunal compétent.

L'usager certifie sur l'honneur l'exactitude des déclarations sur le présent contrat.

Fait à Marseille, le

Le Président

faire précéder de la mention

'lu et approuvé'

signature

**Christian TOMMASINI**

**REGLEMENTATION PASSAGER LONGUE DUREE**

**Bassin de Pointe Rouge**

Nom de l'usager :

**ARTICLE 1 : CONDITIONS FINANCIERES**

Cette mise à disposition du poste à flot est consentie moyennant le versement d'une redevance forfaitaire définie en application des tarifs approuvés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le montant correspond à la catégorie de taxation établie d'après les dimensions du bateau étant précisé que sont retenues pour ce faire les plus grandes valeurs (surface maximale du navire : longueur x largeur).

La redevance est due en totalité pour toute année commencée et quelle que soit la période de mise à disposition.

Son montant se trouve sur la facture ci-jointe.

La titularisation sur le poste à flot ne sera effective qu'à la fin du règlement de la totalité des sommes dues et de la période de passage longue durée après acceptation de la commission d'admission du délégataire et de la Métropole-Aix-Marseille-Provence. Un contrat de titularisation de poste vous sera alors établi après l'accord des deux commissions.

**ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'USAGER**

L'usager est tenu d'utiliser l'emplacement qui lui a été attribué pour le seul bateau défini au présent règlement. Celui-ci devra être en parfait état de flottabilité et de propreté et de façon générale, présenter dans son ensemble un aspect convenable. Le nom du bateau doit être visible du quai.

L'autorisation qui lui a été délivrée ne peut être cédée, et l'emplacement qui lui a été attribué sous-loué.

Les documents de bord et titres de propriété du bateau, tenus conformément aux règlements en vigueur, devront être présentés au bureau du délégataire Y.C.P.R. dès l'arrivée dans le port.

Toute infraction à ces dispositions entraînera la rupture immédiate de l'affectation du poste de passager.

Pour raisons de service et sur avis du gestionnaire, il pourra être procédé au changement de poste.

TOUTE DECHARGE DE CARBURANT, LUBRIFIANT, GRAISSE, DETRITUS OU AUTRES MATIERES POLLUANTES DANS LE PORT ENTRAINE LA RUPTURE IMMEDIATE ET SANS PREAVIS DU CONTRAT.

Nous souhaitons qu'au cours de l'année, dans la mesure du possible, vous puissiez mettre à disposition votre navire pour une ou plusieurs manifestations.

L'usager aura l'obligation d'équiper le tuyau d'arrosage d'un pistolet afin d'éviter de laisser couler l'eau inutilement.

D'autre part, le délégataire Y.C.P.R. pourra faire procéder au déplacement du bateau à tout moment pour l'organisation des manifestations ou pour une meilleure gestion du plan d'eau sans avoir à en demander l'autorisation préalable à l'usager.

**ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE Y.C.P.R.**

Le délégataire Y.C.P.R. s'engage :

- à fournir un poste équipé d'une chaîne fille dont l'entretien et le remplacement est à la charge de l'usager,
- à fournir de l'électricité pour l'usage de bord, dans la limite de la puissance disponible, et ce uniquement à la condition de la présence d'une personne à bord,
- à fournir de l'eau pour l'avitaillement du bord.

Le tout pour une quantité annuelle maximum et dans le respect de la réglementation des ports.

**ARTICLE 4 : CESSATION ET RUPTURE DU POSTE DE PASSAGER**

4.1 L'autorisation étant consentie à titre précaire et révocable, il pourra y être mis fin à tout moment sur simple réquisition du délégataire Y.C.P.R. et ce sans aucune indemnité.

4.2 L'usager est autorisé à demander la résiliation du poste de passage en cours d'année. La demande de résiliation ou de non renouvellement devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé réception avec un délai de préavis minimal fixé à un mois.

Le délégataire Y.C.P.R. se réserve le droit, en cas de non-observation des termes du présent règlement ou du règlement de police et ses annexes, de résilier à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, ledit règlement et d'exiger le départ immédiat du bateau. En cas de refus d'obtempérer après une première mise en demeure restée infructueuse d'avoir à libérer la place dans les 48 heures, le bateau sera mis à sec.

Le délégataire Y.C.P.R. a la possibilité de faire transporter le bateau par toute entreprise de son choix, sous contrôle d'expert, afin de placer ledit bateau au sec, étant indiqué que les opérations de dégagement seront à la charge de l'usager ou du propriétaire (qui sera appelé en garantie en cas de défaillance de l'usager).

Dans cette hypothèse et si les dimensions du bateau ne permettent pas de le conserver sur le territoire du délégataire Y.C.P.R., le bateau sera transporté vers tout autre point du choix du délégataire Y.C.P.R., les frais de transport et de manutention induits étant à la charge du bénéficiaire du poste à flot.

4.3 Toute fausse déclaration entraîne automatiquement et sans préavis la rupture de l'affectation du poste à flot.

L'usager doit signaler au secrétariat du délégataire Y.C.P.R. toute absence supérieure à 72 heures. Le délégataire Y.C.P.R. se réserve le droit de mettre à la disposition d'autres usagers tout poste inoccupé depuis plus de 72 heures.

L'usager devra prévenir de son retour 48 heures à l'avance.

L'usager est tenu d'occuper le poste, objet du présent règlement, un minimum de 9 mois par an, faute de quoi il pourra en perdre le bénéfice.

**ARTICLE 5 : MODIFICATION ET CHANGEMENT DE SITUATION**

L'usager ne pourra modifier le bateau bénéficiaire de l'emplacement sans autorisation expresse du délégataire Y.C.P.R..

En cas de changement d'adresse, l'usager sera tenu de notifier sa nouvelle adresse au délégataire Y.C.P.R. Il en sera de même en cas de désistement ou de vente de bateau.

**ARTICLE 6 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS**

Le contrat d'assurance du bateau doit couvrir tous dommages qu'il pourrait causer aux tiers et aux installations portuaires ainsi que les frais de renflouement et d'enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites du port et ses chenaux d'accès.

Le bénéficiaire devra contracter une police d'assurance couvrant tous les risques habituellement à la charge de l'occupant de la propriété d'autrui.

La responsabilité du délégataire Y.C.P.R. ainsi que la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut être recherchée ni pour les dégâts, vols ou déprédation (dégradation du bateau, des chromes, batteries, appareillages électriques, moteurs, vernis, de l'accastillage et de tout accessoire d'armement, vols d'objets et équipements se trouvant à bord, ...).

**ARTICLE 7 : REGLEMENT DU PORT**

L'usager déclare avoir pris connaissance du règlement de police du port conservé et consultable au Secrétariat du délégataire Y.C.P.R. Il s'engage à en respecter les dispositions, notamment quant aux consignes de sécurité.

**ARTICLE 8 : GARDIENNAGE**

Dans le cadre de la délégation de service public, le délégataire Y.C.P.R. assurera un service de gardiennage la nuit payable par l'usager correspondant à la catégorie de son bateau.

**ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, l'usager peut saisir Monsieur le Président de l'Y.C.P.R. délégataire ou saisir le tribunal compétent.

L'usager certifie sur l'honneur l'exactitude des déclarations sur le présent contrat.

Fait à Marseille, le

Le Président

faire précéder de la mention

'lu et approuvé'

signature

**Christian TOMMASINI**

**Annexe 13 au contrat de délégation : principes et actions relatifs au développement durable**

Sur les dix ans de la délégation à venir, nous souhaitons que cette préoccupation soit toujours centrale dans les activités du club et ses sections, lors de la gestion du bassin et du restaurant. Nous prévoyons :

- De poursuivre la sensibilisation des membres à tous les enjeux du développement durable et de la protection de l'environnement : ceci fera l'objet de réunions régulières au sein du club et ses sections, notamment à destination des plus jeunes ; ceci pourra faire l'objet de la mobilisation de personnalités reconnues dans ce domaine.
- D'organiser de nouvelles manifestations qui auront pour objet le développement durable.
- D'assurer une veille sur les équipements nouveaux susceptibles d'assurer une meilleure protection de l'environnement, des gains d'énergie, un moindre impact sur l'environnement ... puis d'envisager de les acquérir ;
- D'intégrer des clauses de protection de l'environnement dans les différentes de consultation que nous engageons, avec les sociétés extérieures.
- Que les membres du club apportent leur contribution à d'autres associations ou organismes eux-mêmes engagés dans des actions spécifiques de protection ;
- De participer à toutes actions initiées par le Délégant visant la protection de l'environnement.

# Annexe 14 au contrat de Délégation : le « règlement intérieur » et modalités de fonctionnement du comité de coordination

Le présent règlement intérieur a pour objet de préciser :

A . Le règlement relatif à l'utilisation des emplacements à flots, à terre et des sanitaires.
B . Les modalités de fixation des redevances
C. Les modalités de fonctionnement des commissions

## A. REGLEMENT DE L'UTILISATION DES PLACES A L'EAU, A TERRE

### A.1. Emplacements des bateaux

Le règlement des places est défini pour tous les titulaires en fonction des conventions et règlements en vigueur pour les ports de plaisance maritimes, des règlements de police qui leur sont applicables et du contrat de mise à disposition d'un emplacement à flot. Il est rappelé qu'en vertu de ces règlements :

- les attributions de poste sont effectuées par le délégant sur proposition du délégataire.

- l'attribution d'une place déterminée est une simple mise à disposition par le délégataire.

- l'emplacement du bateau ne peut être occupé que par le bateau du titulaire du titre de navigation ou bénéficiaire de la clause d'utilisation d'un contrat de crédit-bail ou location-vente.

Toutes pratiques de prêt de longue durée, et d'activités commerciales sont interdites.

Le bateau doit être en état de naviguer. Quand il ne l'est pas, son non utilisation notoire prolongée constitue un abus.
La demande de suppression du droit à la place peut être demandée par le délégataire.

En application du règlement général de police des ports, le poste pourra être mis à titre précaire et révocable, à la disposition d'un passager dans le cas d'une absence suffisamment prolongée du titulaire.

Tout occupant d'une place devra justifier d'une assurance concernant sa responsabilité pour les dommages causés aux installations d'usagers du port, ainsi qu'aux tiers à l'intérieur du port, et au remplacement et enlèvement d'épave en cas de naufrage dans les limites du port et dans les chenaux d'accès.

Tout poste d'accostage ou de mouillage, ou emplacement à terre, ne pourra être ni sous-loué, ni prêté, ni cédé, même à titre gracieux.

En cas de demande de changement de bateau, il est indispensable de demander l'accord préalable du délégataire. L'avis favorable définitif ne sera donné qu'après présentation du titre de navigation.

En cas de vente du bateau, le poste à flot devra être libéré immédiatement. Toutefois, le délégataire pourra proposer au nouveau propriétaire un contrat de passage d'un emplacement à flot contre le versement des diverses redevances.

Il est obligatoire de marquer tous les bateaux, conformément aux réglementations édictées par l'Administration des Affaires Maritimes.

Les amarres à la chaîne mère (chaîne fille), et aux quais ou pannes sont la propriété du titulaire de la place. Elles sont donc sous sa responsabilité pour leur mise en place et l'entretien.

Il est interdit de mettre des pare-battages de n'importe quel type en appui sur les caissons des pannes flottantes.

Il est interdit de déplacer les taquets d'amarrages des navires sans concertation et accord préalable du délégataire.

La circulation sur les pannes ne doit pas être entravée par la présence d'accessoires (annexes, passerelles, 2 roues....) même suspendus au bateau.

La circulation et le stationnement des deux roues sont interdits sur les pannes et les quais.

Les bouées d'amarrages sont interdites. Toutefois, elles sont tolérées panne 1 ouest, sous réserve qu'elles soient à pic de la chaîne mère et sans retour.

Les drisses des voiliers devront être frappées de façon à éviter tout claquement sur le mât.

Les propriétaires d'animaux doivent veiller à ce que ceux-ci n'engendrent aucune nuisance pour les autres membres.
Les déjections devront faire l'objet d'un nettoyage immédiat par le responsable de l'animal.

Conformément aux lois européennes, il est interdit de rejeter quoi que ce soit dans la mer (déchets organiques ou inorganiques, solvants, hydrocarbures, métaux...).

### A 2. Copropriétaires

Dans le cas où un titulaire d'une place désirerait s'associer à un copropriétaire :

a) ce copropriétaire devra demander l'accord préalable au délégataire.

b) la place restera au nom du propriétaire primitif.

c) en cas de disparition ou de retrait pour toute cause de celui-ci, le copropriétaire restant n'a aucun droit à une place sauf dérogation accordée par le délégataire et la Métropole-Aix-Marseille-Provence et sous réserve d'acquittement des droits correspondants.

**A.3. Locaux sanitaire**
Seuls les locaux sanitaires seront accessibles avec les badges fournis par le délégataire au tarif en vigueur qui est une caution. Ils devront être laissés en parfait état de propreté.

**A.4. Responsabilité**
En aucun cas, le délégataire ne peut être tenu pour responsable des vols ou dégradations commis sur les bateaux, à l'intérieur des locaux et autres matériels des placards.

**A.5. Discipline**
Tout titulaire pourra se voir infliger des sanctions allant du simple avertissement à la caducité de l'autorisation d'occuper assortie d'une obligation de quitter le port sans délai prononcée par le délégant sur la base de la décision du délégataire, en fonction de la gravité ou de la récidive de l'infraction et notamment s'il :

1. N'est pas en règle financièrement avec le délégataire.
2. N'entretient pas son bateau.
3. A une attitude associable ou incorrecte.
4. Se livre à des propagandes religieuses ou politiques dans l'enceinte du périmètre du délégataire.
5. Se livre à des activités interdites par les lois maritimes en vigueur.
6. Abuse de la tolérance d'inviter des personnes étrangères dans le périmètre réservé aux usagers du plan d'eau.
7. Cause des détériorations aux installations existantes : un dédommagement pourra lui être réclamé.
8. Organise ou pratique des jeux d'argent.
9. Propage des propos diffamatoires envers délégataire.
10. Se livre à de la propagande contre le délégataire.
11. Nuit de façon consciente ou non à l'intégrité de délégataire, à son image, à ses usagers, ou à ses dirigeants.
12. Tient ou propage des propos racistes, sexistes homophobes ou xénophobes.
13. Manque de courtoisie et de politesse envers les autres usagers.
14. Dégrade ou vole le matériel du délégataire, des filiales ou de l'un de ses usagers.

**A.6. Mineurs**
Les enfants mineurs de 15 ans ne peuvent accéder aux installations sanitaires du délégataire, qu'en présence de leurs parents ou d'une personne majeure responsable.

**A.7. Courrier**
Tout courrier concernant le délégataire devra être adressé à son siège.

**A.8. Animaux domestiques**
Les animaux domestiques ne sont pas admis dans l'ensemble des locaux du délégataire.

Les déjections de toutes sortes doivent faire l'objet d'un nettoyage immédiat par la personne responsable de l'animal.

## B . RESSOURCES

**Modalités de fixation des ressources**

Les redevances, dont le montant est fixé par le délégataire ou par le délégant, sont mises en recouvrement du 1er janvier au 28 février de chaque année.

Toute redevance non réglée à l'échéance prévue sera majorée de 15% pour frais de recouvrement et fera l'objet d'une lettre recommandée de rappel. Si cette dernière n'est pas suivie d'effet dans le délai d'un mois de son expédition à la dernière adresse notifiée au délégataire, le débiteur fera l'objet d'une procédure de caducité de l'autorisation d'occuper assortie d'une obligation de quitter le port sans délai prononcée par le délégant sur la base de la décision du délégataire. Notification lui en sera faite par le délégataire.

Il en sera de même de toute facturation intervenant en cours d'année, pour quelque motif que ce soit, la résiliation intervenant d'office un mois après l'expédition de la lettre recommandée de rappel.

Ces dispositions pourront être prorogées ou suspendues en cas de situations très particulières, sur décision du délégataire.
Les redevances sont dues pour l'année civile entière. En cas de démission, décès ou résiliation en cours d'année aucune réduction ou remboursement au prorata ne sera effectué.

## C . COMMISSIONS

Des commissions peuvent être créées pour prendre en charge des problèmes particuliers de la vie du délégataire. Elles étudient et proposent au délégataire les solutions que ces problèmes appellent.

Les commissions permanentes sont :

**C.1. Commission des pannes**
Elle est composée d'un délégué par panne et présidée par le commissaire aux pannes. Ceux-ci sont désignés par le délégataire. Le président de cette commission est choisi par le délégataire. Ce dernier pourra se faire assister par deux membres nommés par le délégataire.



CT

La commission étudie les problèmes relatifs à la vie des pannes.

# Annexe 15 au contrat de Délégation : modèles de documents formalisés

**MODELE DE COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL en € HT**

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Charges | évolution annuelle (1) | 2018 | 2019 | 2019 | etc. | TOTAL |
| | | | | | | |
| Achats-fournitures | | | | | | |
| **Charges d'entretien et d'exploitation** | | | | | | |
| Service de gardiennage | | | | | | |
| Autres services extérieurs | | | | | | |
| Impôts, taxes dont Impôts sur les sociétés | | | | | | |
| **Salaires et charges de personnel** | | | | | | |
| Redevances au délégant (*) | | | | | | |
| Subventions versées | | | | | | |
| **Intérêts des emprunts** | | | | | | |
| **Dotations aux amortissements** | | | | | | |
| Autres | | | | | | |
| | | | | | | |
| Achats-fournitures | | | | | | |
| Charges liées aux manifestations | | | | | | |
| Service de gardiennage | | | | | | |
| Autres services extérieurs | | | | | | |
| Salaires et charges de personnel | | | | | | |
| Subventions versées | | | | | | |
| Autres | | | | | | |
| **Total charges (A+B)** | | | | | | |

(1) indiquer dans cette colonne, éventuellement, le taux annuel spécifique d'évolution de la charges (en plus ou moins des 2% d'inflation à appliquer).

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Produits | évolution annuelle (1) | 2018 | 2019 | 2020 | etc. | TOTAL |
| **occupations de longues durées** | | | | | | |
| occupations individuelles de postes à terre | | | | | | |
| occupations individuelles de postes à flot | | | | | | |
| occupations non commerciales de terre-plein non bati | | | | | | |
| occupations non commerciales de terre-plein bati | | | | | | |
| occupations non commerciales de plan d'eau | | | | | | |
| occupations commerciales de terre-plein non bati | | | | | | |
| occupations commerciales de terre-plein bati | | | | | | |
| occupations commerciales de plan d'eau | | | | | | |
| **occupations de courtes durées** | | | | | | |
| occupations individuelles de postes à terre ou à flot | | | | | | |
| occupations non commerciales de terre-plein non bati | | | | | | |
| occupations non commerciales de terre-plein bati | | | | | | |
| occupations non commerciales de plan d'eau | | | | | | |
| occupations commerciales de terre-plein non bati | | | | | | |
| occupations commerciales de terre-plein bati | | | | | | |
| occupations commerciales de plan d'eau | | | | | | |
| **Services accessoires** | | | | | | |
| Gardiennage | | | | | | |
| Stationnement parking | | | | | | |
| Stationnements sur aire de carénage | | | | | | |
| Manutentions divers types | | | | | | |
| Frais d'inscription et frais de dossier | | | | | | |
| Autres services | | | | | | |
| | | | | | | |
| **Manifestations & animations** | | | | | | |
| Services | | | | | | |
| Subventions perçues | | | | | | |
| Autres produits | | | | | | |
| | | | | | | |
| **Autres produits** | | | | | | |
| Vente de marchandises | | | | | | |
| Produits financiers | | | | | | |
| Produits exceptionnels | | | | | | |
| Reprise provisions et produits cessions actifs | | | | | | |
| Réintégration subventions d'équipement | | | | | | |
| Transferts de charges | | | | | | |
| Autres produits | | | | | | |
| | | | | | | |
| **Total produits** | | | | | | |

| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Soldes intermédiaires de gestion DSP1 | | 2018 | 2019 | 2020 | etc. | TOTAL |
| Produits | | | | | | |
| Achats et charges externes | | | | | | |
| **Valeur ajoutée** | | | | | | |
| Subventions exploitation | | | | | | |
| Impôts et taxes | | | | | | |
| Salaires et charges sociales | | | | | | |
| **Excédent brut d'exploitation** | | | | | | |
| Reprises sur Amort. Et prov. | | | | | | |
| Autres produits | | | | | | |
| Dotation aux amortissements | | | | | | |
| Autres charges | | | | | | |
| Contributions versées aux serv | | | | | | |
| **Résultat d'exploitation** | | | | | | |
| Quote part / résultat opé. en commun | | | | | | |
| Produits financiers | | | | | | |
| Frais financiers | | | | | | |
| **Résultat financier** | | | | | | |
| **Résultat courant avant impôts** | | | | | | |
| Produits exceptionnels | | | | | | |
| Charges exceptionnelles | | | | | | |
| **Résultat exceptionnel** | | | | | | |
| **Résultat de l'exercice** | | | | | | |

| B3 - Effectifs prévisionnels | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Poste | Type de contrat & convention collective | Temps de travail (temps plein ou %) | Prénom, Nom | Date de naissance | ETP 2018 | ETP 2019 | ETP 2020 | ETP 20XX | ETP 20XX |
| **Cadres** | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Techniciens et ouvriers** | | | | | | | | | |
| secrétaire | | | | | | | | | |
| comptable | | | | | | | | | |
| gardien | | | | | | | | | |
| agent d'exploitation | | | | | | | | | |
| agent d'entretien | | | | | | | | | |
| autres | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| **Total effectif annuel** | | | | | | | | | |
| **Total ETP (équivalent temps plein) annuel** | | | | | | | | | |

| B5 - Tableau de bord et indicateurs d'exploitation | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **DSPn** | **2018** | **2019** | **2020** | **20xx** | **20xx** |
| **Nombre total de postes à flot** | | | | | |
| **Dont nombre de postes à flot dévolus au passage** | | | | | |
| Dont nombre de postes à flot occupés par des contrat de longue durée | | | | | |
| Dont nombre de postes à flot professionnels | | | | | |
| Dont nombre de postes à flot associatifs | | | | | |
| Dont nombre de postes à flot de plaisanciers | | | | | |
| **Nombre total de postes à sec** | | | | | |
| Dont nombre de postes à sec professionnels | | | | | |
| Dont nombre de postes à sec associatifs | | | | | |
| Dont nombre de postes à sec de plaisanciers | | | | | |
| **Plan Eau délégué en m²** | | | | | |
| dont m² dévolus au passage | | | | | |
| dont m² en AOT d'occupation (pavillons flottants, darses, etc.) | | | | | |
| dont gratuités ou particularités | | | | | |
| dont non commercialisé | | | | | |
| **Terre-pleins délégués en m²** | | | | | |
| dont m² non commercialisé | | | | | |
| dont m² en AOT d'occupation longue durée | | | | | |
| dont m² en occupation de courte durée | | | | | |
| **PERSONNELS** | | | | | |
| Effectif numérique | | | | | |
| Effectif ETP | | | | | |
| **TABLEAU DE BORD FINANCIER** | | | | | |
| CA TOTAL dont : | | | | | |
| STATIONNEMENT A FLOT ANNUEL | | | | | |
| STATIONNEMENT A FLOT PASSAGE | | | | | |
| STATIONNEMENT A SEC ANNUEL | | | | | |
| AUTRES CA | | | | | |
| CA Stationnement à flot (annuel+passage)/nombre total de postes à flot | | | | | |
| CA Stationnement à flot/m² | | | | | |
| Taux de CA Stationnement Plan d'eau/Total CA | | | | | |
| Taux CA au Passage / CA du plan d'eau | | | | | |
| **TABLEAU DE BORD D'EXPLOITATION** | | | | | |
| **VARIATIONS PLAN D'EAU** | | | | | |
| Nombre de contrats annuels en début période N | | | | | |
| Nombre de contrats annuels en fin période N | | | | | |
| Nombre de "fusion" | | | | | |
| Nombre de places créées | | | | | |
| Nombre de places supprimées | | | | | |
| **OCCUPATION DES POSTES A FLOT** | | | | | |
| Nombre annuel d'attributions de contrat à flot de longue durée | | | | | |
| Nombre de passagers dont le séjour est inférieur à 7 jours | | | | | |
| Nombre de passagers dont le séjour est supérieur à 7 jours | | | | | |

| Manifestations - année 20xx | Organisateur | Partenaires | Dimensions / enjeux principaux / cibles | Date de début | Date de fin | Durée | Site | Plan d'eau occupé | Terre-plein occupés | moyens (ETP) four délega |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nom de la manifestation | | | | | | | | | | |
| Nom de la manifestation | | | | | | | | | | |
| Nom de la manifestation | | | | | | | | | | |
| Nom de la manifestation | | | | | | | | | | |
| Nom de la manifestation | | | | | | | | | | |
| Nom de la manifestation | | | | | | | | | | |
| Nom de la manifestation | | | | | | | | | | |
| .../... | | | | | | | | | | |

| Nom de l'occupant | Statut juridique | Date début | Date fin | Activité | Terre-plein / Plan d'eau | Surface | Tarif appliqué | Redevance annuelle | Services accessoires | Autre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | |

Personnes ayant rédigés le rapport :

**Le Chef de Service/Chargé de mission**

**Le Directeur**

**AVIS DE LA COMMISSION**

Après avoir pris connaissance du rapport, le rapporteur ayant été entendu, les membres de la Commission en ayant débattu, la Commission, réunie ce jour, émet l'avis suivant:

☑ Entérine le rapport sans modification ;

☒ Retient les candidatures suivantes :

- YCPR
- CCI DP

☐ Emet les observations suivantes :

**Membres présents ayant voix délibérative**

| Représentant Monsieur le Président | Signature |
|---|---|
| Bernard JACQUIER | |

| Membres titulaires | Signatures |
|---|---|
| Didier KHELFA | |
| François BERNARDINI | |
| Christian PELLICANI | |
| Jeanne MARTI | |
| Marie Louise LOTA | |

| Membres suppléants | Signatures |
|---|---|
| Francis TAULAN | |
| Stéphane MARI | |
| Georges MAURY | |
| Marie France DROPY-OURET | |
| Josette VENTRE | |

**Membres présents ayant voix consultative**

**Monsieur le Receveur des Finances, Comptable assignataire des paiements de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**Monsieur le représentant du service en charge de la concurrence**

*Date de la Séance : 07/12/2017*

*Heure : 11H00*

**PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

**Admission des candidatures**
**( L1411-5 du CGCT)**

**Affaire N° 1**
**Délégation de Service Public pour la gestion des plans d'eau et de terre-pleins du Vieux Port de Marseille et de la Pointe Rouge – Périmètre 3.**

La Commission de Délégation de Service Public s'est réunie, sous la présidence de Monsieur **Bernard JACQUIER,** représentant Monsieur le Président de la **Métropole Aix-Marseille-Provence**.

**ETAIENT CONVOQUES :**

**Membres ayant voix délibérative :**

**Titulaires**
- Didier KHELFA
- François BERNARDINI
- Christian PELLICANI
- Jeanne MARTI
- Marie Louise LOTA

**Suppléants**
- Francis TAULAN
- Stéphane MARI
- Georges MAURY
- Marie France DROPY OURET
- Josette VENTRE

**Membres désignés par délibération n° HN 002-029/16/CM du Conseil de la métropole du 7 avril 2016.**

**Membres ayant voix consultative :**

- Monsieur le Receveur des Finances, comptable assignataire des paiements de la **Métropole Aix-Marseille-Provence**, ou son représentant

- Monsieur le représentant du service en charge de la concurrence

MÉTROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE

**RAPPORT D'ANALYSE DES CANDIDATURES**

**Délégation de service public pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 3 – Avis n°71170270**

## I) OBJET DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Il s'agit d'un contrat de concession conclu sous la forme d'une délégation de service public, qui a pour objet la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins au sein du périmètre 3 situé sur le port de Pointe-Rouge. La date d'entrée en vigueur prévisionnelle de la convention est fixée au 1er juillet 2018.

Le délégataire aura en charge la gestion des dépendances domaniales, qui seront mises à sa disposition par la Métropole centrée sur la gestion des postes à flot compris dans son périmètre.

Il devra participer à l'animation du port, dans les conditions qui seront définies dans le contrat à partir de l'offre du candidat.

Le délégataire aura également en charge les travaux d'entretien, de réparation, de renouvellement ainsi que le programme d'investissements tels que définis dans les articles 13 et 14 du projet de contrat.

Le périmètre de cette convention de délégation de service public, dénommé « périmètre 3 », est situé au niveau du Port de la Pointe-Rouge. Ce périmètre comprend 721 postes à flot, les équipements portuaires permettant l'accueil de bateaux, un bâtiment et des terre-pleins situés côté nord du port.

Le délégataire assurera le financement de l'intégralité des dépenses liées à l'exploitation du service délégué.

La rémunération du délégataire s'effectuera via les recettes perçues auprès des usagers (mise à disposition de postes, services portuaires, etc.), dans le cadre de l'exploitation du service public. Il s'agira à la fois des redevances versées par les usagers au titre du stationnement sur les dépendances domaniales concédées, des recettes liées aux missions d'animation et à l'exploitation des activités accessoires.

Les tarifs appliqués aux usagers seront délibérés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur proposition du délégataire, dans le respect des contraintes de service public.

Le délégataire devra s'acquitter d'une redevance d'occupation du domaine public dont le montant sera fixé par le contrat.

## II) DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

Suite à l'adoption du principe de la délégation de service public par le conseil de la Métropole (délibération MER 003-2097/17/CM en date du 18 mai 2017), un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 25 juin 2017 au JOUE, au BOAMP, à la Provence et au Marin fixant la date et heures limites de remise des plis au 20 septembre 16h30.

Deux entreprises ont déposé un pli :

- Le Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR)
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCI MP)

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 22 septembre 2017 et a procédé à l'ouverture des enveloppes contenant les dossiers de candidature.

## III) CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Les candidats seront sélectionnés au regard tant de leurs capacités économiques et financières, que techniques et professionnelles, conformément aux articles L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales et 45 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession. Par ailleurs, les candidats seront également sélectionnés au regard du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail. Enfin, les dossiers de candidatures seront appréciés en tenant compte de l'aptitude des candidats à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

## IV) ANALYSE DES CANDIDATURES

### 1) Pièces à fournir par les candidats (rappel des dispositions du règlement de la consultation)

Chaque candidat devra fournir l'ensemble des éléments énumérés aux rubriques ci-dessous. Pour certains renseignements les candidats peuvent utiliser les documents facultatifs DC1, DC2 et NOTI 2 téléchargeables sur http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires

En cas de réponse sous forme de groupement, l'ensemble des pièces énumérées aux rubriques ci-dessous devra être fourni pour chaque entreprise de l'éventuel groupement, à l'exception de la lettre de candidature, unique, qui précisera l'identité du mandataire du groupement; y seront joints les pouvoirs donnés au mandataire pour représenter ses cotraitants.

➔ *Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession*

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- une lettre de candidature présentant le candidat (nom ou dénomination, adresse du siège social, adresse électronique, date de création, montant et composition du capital, la liste des principaux actionnaires, identité du représentant habilité) et attestant de ce qu'il a pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier de consultation. (le formulaire DC 1 peut être utilisé).Les statuts en vigueur du candidat seront joints ;

- les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat.

- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

- l'ensemble des documents justifiant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue à l'article 39 de l'ordonnance du 29 janvier 2016 susvisée. Pour justifier qu'il a satisfait aux obligations prévues au 2° de

l'article 39 de l'ordonnance du 29 janvier 2016, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents (arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

- une attestation sur l'honneur attestant que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles 39, 40 et 42 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ;

- une attestation sur l'honneur attestant que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application de l'article 45 de l'ordonnance du 29 janvier 2016 susvisée et dans les conditions fixées aux articles 20 et 21 du décret n° 2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession, sont exacts.

➔ *Capacité économique et financière*

Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- une déclaration sur l'honneur concernant, d'une part, le chiffre d'affaires global et, d'autre part, s'il y a lieu, le chiffre d'affaires concernant les prestations comparables à celles auxquelles se réfère le présent avis réalisées au cours des trois derniers exercices ;

- pour les opérateurs économiques pour lesquels l'établissement de bilans est obligatoire: les bilans, comptes de résultat et annexes (feuillets CERFA n°2050 à 2059-G) ou documents équivalents, des trois derniers exercices (ou des seuls exercices clos si la date de création de l'entreprise est inférieure à trois mois).

Pour les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées : tout élément permettant d'évaluer leurs capacités économiques et financières et notamment les garanties financières apportées par leurs actionnaires.

➔ *Capacité technique*

Chaque entreprise candidate ou en cas de candidature en groupement d'entreprises chaque membre du groupement devra fournir une note de présentation de son activité et de ses effectifs. Cette note comportera tout élément que le candidat estimera utile à l'appréciation de ses garanties professionnelles et de son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public et notamment les références du candidat dans les activités comparables à l'objet de la délégation.

Dans l'hypothèse où les candidats souhaiteraient que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et/ou financières d'une ou de plusieurs entreprises juridiquement distinctes, ils devront justifier des capacités de cette ou de ces entreprises et du fait qu'ils en disposeront pour l'exécution de la délégation.

## 2) Situation juridique des candidats

### 2.1 YCPR :

Le candidat se présente seul.

**YCPR, le Yachting Club de la Pointe Rouge est une association Loi 1901 créée en 1937.**

La lettre de candidature a été signée par le président de l'YCPR dûment mandaté.

Sont présentés, complets et conformes : statuts, pouvoirs, attestations URSSAF de versement de cotisations et de fournitures de déclarations.

Les attestations sur l'honneur sont présentes.

La société a satisfait à ses obligations sociales au 21/07/2017 ainsi qu'à ses obligations en matière d'emploi des travailleurs handicapés.

Le certificat attestant, au 31 août 2017, la souscription des déclarations et les paiements correspondants à l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée, délivré par l'Administration fiscale initialement manquant a été demandé par courrier le 5 octobre 2017. Le candidat a régularisé son dossier en remettant une attestation de régularité fiscale au 6 octobre 2017.

### 2.2 CCI MP :

Le candidat se présente seul.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence (CCI territoriale MP) est un Etablissement Public de l'Etat créé par une patente du roi Henri IV du 5 août 1599 et régie par les dispositions du titre premier du livre septième du code de commerce.

D'après ces dispositions, la CCI MP est une chambre de commerce et d'industrie territoriale rattachée à la chambre de commerce et d'industrie de la région Provence Alpes Côte d'Azur (CCI de région PACA).

A ce titre, la CCI de région PACA :

- répartit entre les différentes chambres de commerce et d'industrie territoriales, qui lui sont rattachées, le produit des impositions de toute nature qui lui sont affectées et transfère sa contribution à CCI France, dans les conditions précisées par décret en Conseil d'Etat (4° de l'article L711-8 du code de commerce)
- peut assurer, au bénéfice de la CCI territoriale MP, des fonctions d'appui et de soutien (6° de l'article L711-8 du code de commerce)
- peut abonder, dans des conditions et limites définies par décret, le budget, au-delà du budget voté, de la CCI territoriale MP pour subvenir à des dépenses exceptionnelles ou faire face à des circonstances particulières (7° de l'article L711-8 du code de commerce).

La lettre de candidature de la CCI MP a été signée par le président dûment mandaté.

Sont présentés, complets et conformes : acte de création de la CCIMP, situation au répertoire SIRENE, et extrait du code du commerce qui tient lieu de statuts, DC1, pouvoirs.

Les attestations sur l'honneur sont présentes.

La société a satisfait à ses obligations fiscales au 19/09/2017 et sociales au 24/07/2017.

L'attestation concernant les obligations relatives aux travailleurs handicapés initialement manquante a été demandée par courrier le 5 octobre 2017. Une attestation de versement de contribution au FIPHFP par la CCI Région PACA Corse a été transmise, par la CCIMP, en retour le 11 octobre 2017. Dans ce courrier la CCIMP stipule par ailleurs que dans le réseau consulaire, c'est la CCI de Région qui est l'employeur pour l'ensemble des agents consulaires des CCI territoriales de la Région.

### 3) Capacité économique et financière :

### 3.1 YCPR :

Les bilans et comptes de résultat joints au dossier de candidature indiquent le total des produits et le total des charges relatifs aux exercices 2014, 2015 et 2016.

A partir des données mentionnées, sur ces documents, il a été calculé le « total des produits d'exploitation » à partir du « total des produits » et du « total des produits financiers et exceptionnels », en € HT.

| En € HT | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|
| Produits financiers | 11 309 | 11 413 | 8 356 |
| Produits exceptionnels | | | 1 224 |
| Quote part subv invest. virée au résultat | 17 146 | 18 270 | 25 902 |
| Rabais, remises, ristournes | | 325 | 0 |
| Pertes et profits exceptionnels | 962 | | 0 |
| Quote part charges refacturées | 29 146 | 28 555 | 20 288 |
| Reprise sur prov. Risque fiscal | 50 000 | | |
| Produits de cession d'éléments d'actif | 11 156 | 8 708 | 4 048 |
| Produits exercice antérieur | 1 494 | | |
| Bénévolat | 100 000 | 100 000 | 100 000 |
| **TOTAL produits financiers et exceptionnels** | **221 213** | **167 271** | **159 818** |

| En € HT | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|
| Total produits | 2 872 473 | 2 564 659 | 2 769 865 |
| Total produits financiers et exceptionnels | 221 213 | 167 271 | 159 818 |
| **TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION** | **2 651 260** | **2 397 388** | **2 610 047** |

Le total des produits d'exploitation est stable sur les trois exercices. Le résultat net est positif sur les trois exercices, mais connait plus de variations.

L'YCPR, assure en outre depuis de nombreuses années des activités propres, comme des écoles de voile, de plongée et de navigation, lesquelles représentent un peu plus de la moitié de ses produits d'exploitation.

**YCPR**

| exercice | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|
| total des produits d'exploitation | 2 651 260 | 2 397 388 | 2 610 047 |
| *part total produits DSP / total produits d'exploitation YCPR* | *42%* | *48%* | *45%* |
| résultat net | 257 990 | 42 108 | 120 370 |
| trésorerie | 481 026 | 719 548 | 854 645 |
| emprunts | 0 | 0 | 26 451 |

La valeur estimée du contrat sur la durée de 10 ans est de 14 890 147 €HT.

Le total des produits constaté est très supérieur au montant annuel estimé pour le contrat (1 489 014 €/an). A titre d'exemple, le total des produits d'exploitation de 2016 est supérieur de 75 % au montant annuel estimé.

Par ailleurs, la trésorerie positive augmente sur les 3 derniers exercices et il y a peu d'emprunt ce qui témoigne d'une bonne santé financière.

Ainsi, le niveau de risque financier relatif à l'opération est tout à fait supportable par le candidat au regard de la nature du contrat.

**En conséquence, l'YCPR présente des capacités économiques et financières satisfaisantes.**

## 3.2 CCI MP :

Les bilans et comptes de résultat joints indiquent un total des produits en nette diminution et des résultats déficitaires depuis 2013.

**CCI MP**

| exercice | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 |
|---|---|---|---|---|
| total des produits d'exploitation | 204 354 917 | 64 546 328 | 60 080 744 | 38 342 651 |
| part total produits DSP / total produits d'exploitation CCI MP | - | - | - | - |
| résultat d'exploitation | 36 451 801 | - 3 456 712 | 4 521 742 | - 6 579 388 |
| résultat courant avant IS | 76 744 776 | - 2 214 371 | 6 376 822 | - 5 422 874 |
| résultat net | 25 771 545 | - 19 561 537 | - 3 940 427 | - 5 048 995 |
| trésorerie | 117 320 490 | 30 169 308 | 14 015 272 | 9 597 192 |
| emprunts | 41 620 586 | 11 709 022 | 11 775 546 | 10 798 266 |

*Montants en €HT*

Le total des produits d'exploitation de la CCI MP se décompose de la manière suivante :

- Ressources fiscales : montant alloué par la CCI région PACA (soit 26 890 k€ en 2016) ces ressources diminuent chaque année.

- Produits propres (chiffres d'affaires) : formation, droits de scolarité, location des immeubles, mise à disposition du personnel. Recettes en diminution depuis 2013.
- Subvention d'origine publique et subvention d'exploitation
- Taxe d'apprentissage

En remarque, les produits financiers sont composés notamment des « produits de participation » correspondant aux dividendes provenant de la société aéroportuaire AMP, société dédiée créée en 2014, pour la gestion de l'aéroport Marseille Provence. Ces produits s'élèvent à 1 729 k€ en 2016 et sont en progression depuis 2014.

La diminution des produits entre 2013 et 2014 est liée au solde des comptes de la concession de l'aéroport Marseille Provence : une société dédiée a été créée depuis par la CCIMP (25%) en partenariat avec l'État (60%) et plusieurs collectivités territoriales pour un total de 15%.

Cette diminution s'est poursuivie par la baisse en 2015 puis l'arrêt total en 2016 des mises à disposition de personnel de la CCI MP à l'Association Kedge Business School et aux écoles ECM (Ecole Centrale Marseille) et CMP (Centre Microélectronique de Provence, centre de formation et de recherches de l'école des mines de Saint-Etienne). Cette diminution d'activité est accompagnée d'une baisse de plus en plus importante de la ressource fiscale compte tenu des lois de Finance successives et d'arbitrages au niveau de la CCI PACA.

Par ailleurs, la part du chiffre d'affaires concernant les prestations pour la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins est nulle sur les 4 dernières années.

La trésorerie positive diminue d'année en année et les emprunts restent globalement constants sur les 3 dernières années.

Face à cette situation, nous rappelons que conformément au 7° de l'article L711-8 du code de commerce, la CCI Région PACA détermine chaque année le montant des ressources fiscales allouées à la CCI territoriale MP et peut abonder, dans des conditions et limites définies par décret, le budget, au-delà du budget voté, de la CCI MP pour subvenir à des dépenses exceptionnelles ou faire face à des circonstances particulières

La valeur estimée du contrat sur la durée de 10 ans est de 14 890 147 €HT.

Le niveau de risque financier relatif à l'opération reste supportable par le candidat au regard de la nature du contrat. En effet :

- le total des produits d'exploitation constaté est très supérieur à la valeur annuelle estimée du contrat (1 489 015 €HT/an). A titre d'exemple, le total des produits de 2016 est supérieur de plus de 20 fois au montant annuel estimé.
- en cas de problème la CCI région PACA peut subvenir à des dépenses exceptionnelles.

**En conséquence, le candidat présente des capacités économiques et financières suffisantes.**

## 4) Capacité technique et professionnelle :

### 4.1 YCPR :

L'**YCPR est une association** qui a pour but la mise en œuvre de tous moyens légaux propres à :

- Resserrer les liens entre les membres du club et les pratiquants de tous les sports nautiques
- Encourager la plaisance, le nautisme, la pratique des sports nautiques et de tout sport en général
- Instruire à la pratique de ces sports

- Faire acte de candidature et gérer une délégation de service public ou toute forme de convention de mise à disposition des terrains et plans d'eau géographiquement situés à la Pointe Rouge autour et à proximité du club.

(statuts refondus par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 avril 2014)
Elle comporte 1300 membres.

Il s'agit du délégataire sortant du contrat de DSP actuellement en cours.

Sa candidature présente son organisation et ses effectifs :

- Une section école de voile et de glisse avec 5 salariés permanents (4 temps plein et 1 temps partiel) et 6 saisonniers au minimum
- Une section école de plongée avec un moniteur salarié permanent, 2 saisonniers et 8 encadrants fédéraux
- Une section école de pêche avec un moniteur salarié permanent et un moniteur vacataire en période estivale
- Une section école de navigation avec 15 salariés permanents (accueil, secrétariat, comptabilité, agents d'entretien, agent portuaire, chef de base, moniteurs de sport)
- 10 salariés dont 1 cadre administratif de gestion du plan d'eau, 1 cadre attaché au sport, 1 cadre comptable, 1 secrétariat accueil/école de voile, 1 moniteur de voile, 1 attaché de communication, 1 agent d'entretien et 3 gardiens)

La candidature présente également l'ensemble des évènements nautiques que le YPCR a organisé ou auxquels il a participé ainsi que le palmarès du club avec 4 sélectionnés olympiques et plus d'une centaine de podiums nationaux, européens et mondiaux.

L'YCPR a obtenu en mai 2016 le label Pavillon Bleu d'Europe (symbole d'une qualité environnementale exemplaire déclinée en 4 critères : éducation à l'environnement, gestion de déchets, gestion du milieu et gestion du site) et prépare un dossier pour le label Ecosub attribué aux activités subaquatiques responsable.

**En l'espèce, le candidat présente des capacités techniques et professionnelles satisfaisantes.**

## 4.2 CCI MP :

La **CCI MP** est un Etablissement Public Consulaire compétent pour gérer et exploiter des équipements tels que les ports et les aéroports.

La note de présentation consiste en une lettre indiquant que les missions confiées dans le cadre de cette DSP sont comparables aux missions exercées dans le domaine aéroportuaire et qu'elle s'appuiera sur le réseau consulaire national et régional des CCI qui dispose d'une expertise étendue et reconnue sur les ports maritimes de commerce et de plaisance.

Plusieurs références de ce réseau CCI sont citées, notamment la CCI du Var concessionnaire des ports de Toulon et Hyères.

Conformément au 6° de l'article L711-8 du code de commerce, la CCI PACA peut effectivement assurer, au bénéfice de la CCI MP, des fonctions d'appui et de soutien. Il en va de même entre CCI territoriales. Les CCI territoriales ont même la possibilité de transférer avec neutralité fiscale un service, un équipement ou une activité à une autre CCI territoriale ou à la CCI régionale de rattachement.

Il a été demandé à la CCI MP par courrier du 20 octobre 2017, de fournir des éléments précis de nature à attester des capacités effectives des autres chambres consulaires évoquées et justifiant qu'elle disposerait de ces capacités pour l'exécution de la concession.

La CCI MP a produit en réponse le 26 octobre 2017, un courrier de la CCI du Var, concessionnaire des 5 ports de la rade de Toulon (Toulon Darse Nord, Toulon Vieille Darse, Saint Louis du Mourillon, la Seyne sur Mer et Saint Mandrier) et port du Niel à Hyères soit 6 ports représentant environ 2500 postes à flot. Ce courrier atteste que les deux entités envisagent la mise en place d'un dispositif d'expertise et de mutualisation portant sur la gestion portuaire de plaisance dans le cadre d'une convention de partenariat. Il est assorti d'une attestation sur l'honneur que la CCI du Var ne se trouve pas dans un cas d'exclusion de la procédure de passation des contrats de concession. Elle est signée par son président.

Par ailleurs l'effectif de la CCI figure dans les documents financiers (308 personnes au 31/12/2016) mais aucune indication n'est fournie quant à l'organisation de la structure pour la gestion du futur contrat.

**En l'espèce, considérant les capacités apportées par la CCI du Var, le candidat présente des capacités techniques et professionnelles satisfaisantes.**

## CONCLUSION

**L'YCPR présente une candidature complète et satisfaisante au regard des éléments juridiques, financiers et techniques transmis.**

**La CCI MP présente une candidature complète au regard des éléments juridiques, financiers et techniques transmis et à l'issue de la régularisation.**

**Son mémoire technique comporte peu d'éléments probants concernant sa capacité technique (références, organisation, effectif affecté au futur contrat). Cette candidature s'appuie sur la CCI du Var avec laquelle le candidat s'engage à mettre en place une convention de partenariat en cas d'attribution de la concession.**

**Au niveau financier, la CCI MP bénéficie annuellement de ressources allouées par la CCI Région PACA. Par ailleurs, celle-ci pourrait, dans la mesure où les conditions posées aux articles L. 711-8, 7°, D. 712-14-1 et D. 712-14-2 du code de commerce seraient satisfaites, abonder le budget de la CCI territoriale MP au-delà du budget voté initialement, pour subvenir à des dépenses exceptionnelles ou faire face à des circonstances particulières.**

**Au regard des éléments ci-dessus développés, les deux candidats offrent des garanties économiques et financières, ainsi que techniques et professionnelles satisfaisantes, qui les rendent aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.**

Fait à Marseille, le

| Valérie CONTRINO | Stéphane MARCIE | Domnin RAUSCHER |
|---|---|---|
| | | |

Personnes ayant rédigé le rapport :

**Le Chef de Service/Chargé de mission** **Le Directeur**

V. Contrino

S. Nardie

**AVIS DE LA COMMISSION**

Après avoir pris connaissance du rapport, le rapporteur ayant été entendu, les membres de la Commission en ayant débattu, la Commission, réunie ce jour, émet l'avis suivant:

☒ Entérine le rapport sans modification ;

☒ Admet les offres suivantes à la négociation : Y CPR
CCI MP.

☐ Emet les observations suivantes : M. Pellicani emet des réserves sur la candidature de la CCI MP.

**Membres présents ayant voix délibérative**

| Représentant Monsieur le Président | Signature |
|---|---|
| Bernard JACQUIER | |

| Membres titulaires | Signatures |
|---|---|
| Didier KHELFA | |
| François BERNARDINI | |
| Christian PELLICANI | |
| Jeanne MARTI | |
| Marie Louise LOTA | |

| Membres suppléants | Signatures |
|---|---|
| Francis TAULAN | |
| Stéphane MARI | |
| Georges MAURY | |
| Marie France DROPY-OURET | |
| Josette VENTRE | |

**Membres présents ayant voix consultative**

**Monsieur le Receveur des Finances, Comptable assignataire des paiements de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**Monsieur le représentant du service en charge de la concurrence**

*Date de la Séance : 15/03/2018*

*Heure :9H30*

**PROCES-VERBAL DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

**Admission des offres à la négociation**
**( L1411-5 du CGCT)**

**Affaire N° 1.3**
**Délégation de service public pour la gestion et l'animation des plans d'eau et terre-pleins du Vieux Port de Marseille et de la pointe rouge – Périmètre 3**

La Commission de Délégation de Service Public s'est réunie, sous la présidence de Monsieur **Bernard JACQUIER,** représentant Monsieur le Président de la **Métropole Aix-Marseille-Provence**.

**ETAIENT CONVOQUES :**

**Membres ayant voix délibérative :**

**Titulaires**
- Didier KHELFA
- François BERNARDINI
- Christian PELLICANI
- Jeanne MARTI
- Marie Louise LOTA

**Suppléants**
- Francis TAULAN
- Stéphane MARI
- Georges MAURY
- Marie France DROPY OURET
- Josette VENTRE

**Membres désignés par délibération n° HN 002-029/16/CM du Conseil de la métropole du 7 avril 2016.**

**Membres ayant voix consultative :**

- Monsieur le Receveur des Finances, comptable assignataire des paiements de la **Métropole Aix-Marseille-Provence**, ou son représentant

- Monsieur le représentant du service en charge de la concurrence

METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE

# DSP Gestion et animation de plans d'eau et de terre-pleins du Port de la Pointe Rouge de Marseille - périmetre 3

# Commission DSP du 15 mars 2018

## RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES

# SOMMAIRE


1. INTRODUCTION 3
2. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE 5
3. RAPPEL DES CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES 5
4. CONTENU DES OFFRES 6
5. ANALYSE DES OFFRES 8
5.1. QUALITE DES PROPOSITIONS EN TERMES DE SERVICE RENDU AUX USAGERS 8
5.1.1. Pertinence des éléments de la stratégie de gestion d'animation et de valorisation 8
5.1.1.1. ANIMATIONS 8
5.1.1.2. EVENEMENTS 10
5.1.1.3. VALORISATION DOMANIALE 12
5.1.1.4. DEVELOPPEMENT DURABLE 15
5.1.1.5. SYNTHESE 16
5.1.2. Adéquation des moyens humains et matériels affectés par le candidat 17
5.1.2.1. RESSOURCES HUMAINES 17
5.1.2.2. MAINTENANCE 19
5.1.2.3. PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 19
5.1.2.4. GESTION TECHNIQUE 21
5.1.2.5. SYNTHESE 22
5.1.3. Proposition de gouvernance 22
5.1.4. Synthèse pour le critère service rendu 23
5.2. COHERENCE ET EQUILIBRES FINANCIERS 23
5.2.1. Pièces financières 23
5.2.2. Critères d'évaluation 24
5.2.3. Maitrise des tarifs / prix pratiqués 24
5.2.3.1. COMPARAISON DES TARIFS ACTUELS ET DES TARIFS PROPOSES EN ANNEE 1 24
5.2.3.2. EVOLUTION DES TARIFS 28
5.2.3.3. SYNTHESE 34
5.2.4. Redevance au délégant 35
5.2.5. Cohérence du compte d'exploitation 35
5.2.5.1. COHERENCE DES CHARGES 36
5.2.5.2. COHERENCE DES RECETTES 44
5.2.5.3. VENTILATION DES CHARGES ET RECETTES - MISSION « ANIMATION » 47
5.2.5.4. COHERENCE DES EQUILIBRES FINANCIERS 48
5.2.5.5. SYNTHESE 50
5.2.6. Rapport qualité-prix des services 52
5.2.6.1. COMPARAISON AVEC DES TARIFS DE LA REGION 52
5.2.7. Synthèse pour le critère cohérence et équilibres financiers 57
5.3. CONCLUSION 58

**ANNEXE 1 Liste des questions et compléments à demander aux candidats Erreur ! Signet non défini.**

# 1. INTRODUCTION

Il s'agit d'une délégation de service public sous la forme d'un contrat d'affermage en vue de la gestion et l'animation de plans d'eau et terre-pleins au sein du périmètre 3 situé sur le port de Pointe-Rouge. La date d'entrée en vigueur prévisionnelle de la convention est fixée au 1er juillet 2018.

Le délégataire aura en charge la gestion des dépendances domaniales, qui seront mises à sa disposition par la Métropole centrée sur la gestion des postes à flot compris dans son périmètre.

Il devra participer à l'animation du port, dans les conditions qui seront définies dans le contrat à partir de l'offre du candidat.

Le délégataire aura également en charge les travaux d'entretien, de réparation, de renouvellement ainsi que le programme d'investissements tels que définis dans les articles 13 et 14 du projet de contrat.

Le périmètre de cette convention de délégation de service public, dénommé « périmètre 3», est situé au niveau du Port de la Pointe-Rouge. Ce périmètre comprend 721 postes à flot, les équipements portuaires permettant l'accueil de bateaux, un bâtiment et des terre-pleins situés côté nord du port.

Le délégataire assurera le financement de l'intégralité des dépenses liées à l'exploitation du service délégué.

La rémunération du délégataire s'effectuera via les recettes perçues auprès des usagers (mise à disposition de postes, services portuaires, etc.), dans le cadre de l'exploitation du service public. Il s'agira à la fois des redevances versées par les usagers au titre du stationnement sur les dépendances domaniales concédées, des recettes liées aux missions d'animation et à l'exploitation des activités accessoires.

Les tarifs appliqués aux usagers seront délibérés par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur proposition du délégataire, dans le respect des contraintes de service public.

Le délégataire devra s'acquitter d'une redevance d'occupation du domaine public dont le montant sera fixé par le contrat.

# 2. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

Suite à l'adoption du principe de la délégation de service public par le conseil de la Métropole (délibération MER 002-2096/17/CM en date du 18 mai 2017), un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication le 25 juin 2017 au JOUE, au BOAMP, à la Provence et au Marin fixant la date et heures limites de remise des plis au 20 septembre 16h30.

Deux entreprises ont déposé un pli :

- Le Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR)
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP)

La Commission de délégation de service public s'est réunie le 22 septembre 2017 et a procédé à l'ouverture des enveloppes contenant les dossiers de candidature.

L'analyse des candidatures a conclu que les deux candidats offrent des garanties techniques et financières satisfaisantes qui les rendent aptes à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

La commission de délégation de service public s'est réunie une nouvelle fois le 8 décembre 2017 et a procédé à l'ouverture des enveloppes contenant les dossiers d'offre des deux candidats.

# 3. RAPPEL DES CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le Règlement de consultation précise (article 10) que la délégation sera attribuée au soumissionnaire ayant présenté la meilleure offre jugée au regard des critères hiérarchisés suivants :

1. **Qualité des propositions en termes de service rendu aux usagers.**

Ce critère sera apprécié au vu des éléments fournis par le candidat dans son mémoire technique (chapitre III) et selon la pertinence des éléments de la stratégie de gestion du périmètre concédé, d'animation et de valorisation de celui-ci, et l'adéquation des moyens humains et matériels affectés par le candidat pour la bonne réalisation de ces objectifs. Une attention particulière sera apportée à la proposition de gouvernance du candidat et à la qualité de la relation avec les différents usagers du périmètre concédé.

2. **Cohérence et équilibre financiers.**

Ce critère sera apprécié au regard de la cohérence du compte d'exploitation prévisionnel, en conciliant le rapport qualité-prix des services rendus aux usagers et la maîtrise des tarifs par rapport aux prix actuellement pratiqués dans le port au sein duquel le plan d'eau est délégué et dans les autres ports métropolitains proposant des services équivalents. Ce critère sera également apprécié au regard du niveau de la redevance versée par le délégataire au délégant.

# 4. CONTENU DES OFFRES

Le règlement de consultation précisait que les offres devaient contenir les éléments suivants :

| Pièce demandée | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|
| **PIECE N°1 : Mémoire technique** | | |
| **Chapitre I – Note de présentation générale de l'offre**<br>**I.1.** Une **lettre de présentation** du candidat,<br>**I.2.** Une **synthèse de l'offre** du candidat | Fourni | Fourni |
| **Chapitre II – Eléments juridiques de l'offre**<br>**II.1** Une **présentation générale de la structure**<br>**II.2.** les **statuts** de la structure<br>**II.3. Les observations du candidat sur le projet de convention**<br>**II.4** Une proposition de « **rapport annuel** »<br>**II.5** Une proposition de « **tableau de bord** », inspiré de l'annexe B5<br>**II.6** Une proposition de « gouvernance »<br>**II.7.** Une note relative aux **assurances** souscrites par le candidat dans le cadre de l'exécution du service.<br>**II.8 Les modèles de contrat d'occupation que le candidat s'engage à utiliser** | Fourni | Fourni |
| **Chapitre III – Eléments technico-économiques de l'offre**<br>III-1 Projet stratégique d'animation et de valorisation du périmètre délégué<br>III-2 Politique tarifaire et commerciale<br>III-3 Ressources humaines<br>III-4 Plan de maintenance<br>III-5 Programme d'investissement et de renouvellement<br>III-6 Développement durable<br>III-7 Mode de gestion | Fourni mais incomplet | Fourni mais incomplet |
| **Chapitre IV – Eléments financiers de l'offre** | Fourni mais incomplet | Fourni mais incomplet |
| **PIECE N°2 : Le Contrat et ses annexes** | Fourni | Fourni |

# 5. ANALYSE DES OFFRES

## 5.1. QUALITE DES PROPOSITIONS EN TERMES DE SERVICE RENDU AUX USAGERS

Pour rappel, le règlement de consultation précise que le critère lié à la « qualité des propositions en termes de service rendu aux usagers » sera :

« apprécié au vu des éléments fournis par le candidat dans son mémoire technique (chapitre III) et selon la *pertinence* des éléments de la stratégie de gestion du périmètre concédé, d'animation et de valorisation de celui-ci, et l'*adéquation* des moyens humains et matériels affectés par le candidat pour la bonne réalisation de ces objectifs.

Une attention particulière sera apportée à la proposition de *gouvernance* du candidat et à la qualité de la relation avec les différents usagers du périmètre concédé. »

Il est donc proposé d'évaluer les offres financières selon ces éléments d'appréciation.

### 5.1.1. Pertinence des éléments de la stratégie de gestion d'animation et de valorisation

*Il était demandé aux candidats de présenter un projet stratégique sur la durée du contrat contenant des éléments prospectifs et une présentation des moyens associés, dont la politique tarifaire, pour la gestion, la valorisation et l'animation du périmètre délégué.*

#### 5.1.1.1. ANIMATIONS

*Le projet des candidats devait contenir un volet « **animation et valorisation**» conforme à la destination générale des plans d'eau et terre-pleins concédés et souhaités par le Délégant avec des propositions de contenu, d'organisation et de développement des activités suivantes :*

- *Centre nautique multisports*
- *Ecole de voile et de glisse*
- *Accueil et organisation de grands événements nautiques*
- *Pêche sportive et de loisir*

*Dans sa proposition, le candidat devait proposer des animations conduites en propre ou portées par d'autres acteurs et pour lesquelles le délégataire entend contribuer.*
*Il devait préciser quelles « cibles » il entend toucher et quelles sont les modalités d'actions spécifiques qu'il entend mener pour chacune d'entre elles.*

**Le candidat CCIMP** se positionne avant tout sur la continuité des animations réalisées par le club actuel délégataire de la DSP mais souhaite également ouvrir l'accès aux activités à tous les publics.

Il prévoit le lancement d'une consultation des usagers en début de DSP afin de faire émerger des besoins éventuels.

Des idées intéressantes sont évoquées mais elles ne peuvent être acceptées à ce stade car soit ces dernières sont au projet d'étude et non intégrées au business plan (sea bubbles), soit celles-ci se situent en dehors du périmètre physique du port de plaisance (et donc de la DSP) et dépendantes d'autorisations administratives de l'Etat.: mise en place de dispositifs de mouillage temporaires et amovibles à l'extérieur du périmètre de la DSP, récifs artificiels…

➔ ***L'offre de la CCIMP comporte peu de propositions concrètes et se rapporte beaucoup aux activités actuelles du YCPR en tant que club sans que le lien avec celui-ci soit précisé, celle-ci est jugée moyenne.***

**Le candidat YCPR** indique les activités qu'il intègre dans son projet stratégique (mémoire technique chapitre 3) :

- L'activité plaisance et l'accueil des bateaux
- Le développement de la section voile
- Le développement de la section plongée
- Le Yachting-restaurant café club house

Dans son offre le candidat propose l'intégration de nombreuses activités actuellement organisées et portées financièrement par le club YCPR en dehors de la DSP. Bien que ces propositions soient conformes, par nature, aux attentes du Délégant, leur volume dépasse très largement le périmètre des activités de la précédente DSP.

Or la Métropole ne souhaite pas porter en propre, via son délégataire, des activités d'animation qui mobilisent des moyens humains et techniques qu'elle sera contrainte de pérenniser. D'autre part, ces activités doivent rester accessoires de l'objet principal de cette délégation de service public qui concerne la plaisance. Ainsi, si il peut être admis que « *des activités nautiques multisports, une école de voile et de glisse, l'accueil et l'organisation de grands événements nautiques et la pêche sportive et de loisir* » ont leur place dans un port de plaisance à travers des clubs nautiques, elles doivent rester accessoires dans un contrat de délégation de service public.

Il sera donc demandé au candidat de réduire le périmètre des activités accessoires.

*L'aspect financier sera développé au paragraphe 5.2.5.2.*

➔ ***Le candidat YCPR propose de porter en propre un volume d'animations qui dépasse fortement celui de la précédente DSP et les attentes du Délégant pour la future DSP. En effet, la Métropole ne souhaite pas que le délégataire porte directement une charge aussi importante, celui-ci pouvant se limiter à coordonner ou favoriser l'activité des clubs et des partenaires externes. Malgré ces réserves, l'offre est jugée satisfaisante.***

5.1.1.2. EVENEMENTS

*Les candidats devaient être attentifs à **l'organisation d'événements** favorisant le dynamisme de son périmètre vis-à-vis de ses usagers, et veiller à une bonne articulation entre son projet et les événements organisés à l'échelle de la Ville de Marseille et les attentes de la direction de la Mer de la ville de Marseille (annexe A 13).*

*Les candidats proposeront une enveloppe budgétaire annuelle destinée à accompagner ou réaliser des évènements dans le périmètre délégué et en rapport avec l'exploitation ou l'animation de ce périmètre. Ils proposeront un calendrier d'actions. Les charges et les recettes afférentes seront récapitulées dans le compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat*

**Le candidat CCIMP** prévoit de se positionner dans la continuité des activités du précédent délégataire en soutenant le partenariat avec le club « YCPR » pour l'organisation et la tenue d'évènements, mais également la création de nouveaux :

- Évènement de type olympiades universitaires (en partenariat avec Aix Marseille Université) regroupant plusieurs disciplines.
- Des régates associées à des structures clés du territoire – exemples : Challenge consulaire, Challenge métropole, Challenge Kedge
- Un évènement impliquant le réseau international de la CCIMP (Réseau Méditerranéen) → *il est nécessaire de préciser quel type d'évènement*
- un évènement, dont les composantes restent à définir, tourné vers la valorisation du parc national des calanques.
- un évènement préparatif au Jeux Olympiques dont l'objectif est de sensibiliser le public et les professionnels à l'accueil des Jeux. La CCIMP vise la participation du Comité Olympique à cet événement.
- Organisation et développement d'une « cité des sciences de la plongée » à Marseille avec un objectif pédagogique de sensibilisation au monde marin, des expositions, des évènements → *non lié au périmètre de la DSP*

La CCIMP part du principe que ces évènements sont actuellement à l'équilibre et le resteront : aucune contribution aux clubs n'est envisagée. Une ressource à temps plein sera dédiée à l'organisation cohérente des manifestations et de l'animation.

L'articulation du partenariat entre la CCIMP et le club YCPR nécessitera cependant d'être précisé.

L'annexe B6, qui liste et précise la nature des manifestations, n'étant pas remplie, il n'est pas possible d'apprécier pleinement la proposition du candidat.

➔ ***L'offre de la CCIMP est jugée moyenne dans l'attente de précisions.***

**Le candidat YCPR** propose dans son annexe B6 une liste de 25 manifestations par an sur le périmètre alors que le contrat actuel, en intègre seulement 8. Les manifestions sont plus nombreuses, puisque chaque section est chargée d'en organiser.

Seul l'YCPR apparaît comme organisateur de toutes les manifestations, sans distinction entre le club ou le délégataire, le candidat ayant intégré les activités du club à la DSP.

Par conséquent, ce nombre élevé de manifestations et l'intégration des différentes écoles impactent fortement le compte d'exploitation prévisionnel, avec par exemple en année 1,

- 660 k€ de charges d'animation comprenant les charges liées à l'organisation des manifestations mais également celles liées au fonctionnement des écoles »
- 397 k€ de recettes dont 270 k€ de subventions, finançant ainsi à 40 % les charges
  Le résultat de ces activités serait déficitaire de 263 k€.

Toutefois, ce résultat est à nuancer puisque certaines recettes sont probablement enregistrées au sein du poste « ventes de marchandises » (poste non ventilé).

*Ces données seront à préciser par le candidat lors de la remise du compte d'exploitation prévisionnel relatif aux seules missions exigées par le contrat de DSP.*

➔ ***Mêmes remarques que pour le critère précédent : Le candidat YCPR propose de porter en propre des événements qui dépassent trop fortement le périmètre souhaité de la DSP. En effet, la Métropole ne souhaite pas que le délégataire assume directement une charge aussi importante, celui-ci pouvant se limiter à coordonner ou favoriser l'activité des clubs et des partenaires externes. Pour ces raisons, l'offre n'est jugée que satisfaisante.***

### 5.1.1.3. VALORISATION DOMANIALE

*L'article 18 du contrat traite de la gestion domaniale du plan d'eau, indiquant les types d'occupation privative de poste à flot à l'année à vocation de passage.*

*L'article 19 du contrat, traite de la gestion domaniale des terre-pleins.*

*Le candidat doit produire plusieurs annexes dans son offre:*

- *Grille tarifaire, annexe B4*
- *L'état des occupations domaniales, annexe B7*
- *Le tableau de bord avec les indicateurs de l'exploitation, annexe B5*
- *Projets de convention d'occupation*

*L'article 20 du contrat, décrit de manière très précise les conditions d'organisation des manifestations : le rôle du délégataire est de mettre à disposition des clubs nautiques ou autres organisateurs, moyennant finance à détailler dans l'annexe B7, les moyens nécessaires à l'organisation des manifestations.*

**L'offre de la CCIMP** n'est pas claire sur cet aspect de valorisation domaniale.

La grille tarifaire a été transmise, en annexe B4, toutefois, celle-ci suscite quelques questions.

Ce point est abordé au paragraphe 5.2.3 ;

- **L'occupation de longue durée par les clubs**

L'annexe B7 n'est pas complétée. Le détail des occupations du périmètre n'a pas été mentionné, bien qu'indiqué dans le DCE.

Toutefois, des tarifs sont proposés dans la grille tarifaire de l'annexe B4 et les recettes relatives aux occupations de terre-pleins commerciales et non commerciales sont également présentes sur le compte de résultat prévisionnel.

Donc, le détail des occupations de l'annexe A7 du DCE a été pris en compte et exploité.

- **L'occupation de longue durée et de courte durée – plaisanciers**

L'annexe B5 est complétée. Celle-ci traduit un axe stratégique de l'offre du candidat CCIMP, celui du développement des passages sur le plan d'eau.

| | Années 1 et 2 | | Années 3 et 4 | | Années 5 à 7 | | Années 8 à 10 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | En % | Nombre | En % | Nombre | En % | Nombre | En % |
| Plaisanciers - longue durée | 697 | 97% | 666 | 92% | 621 | 86% | 577 | 80% |
| Professionnels - longue durée | 7 | 1% | 21 | 3% | 41 | 6% | 62 | 9% |
| Associations - longue durée | 7 | 1% | 10 | 1% | 15 | 2% | 20 | 3% |
| Passage | 10 | 1% | 24 | 3% | 44 | 6% | 62 | 9% |
| **Total postes à flot** | **721** | **100%** | **721** | **100%** | **721** | **100%** | **721** | **100%** |

Le candidat a pour ambition d'augmenter progressivement le nombre de postes à flot alloués aux plaisanciers de passage pour atteindre l'objectif de 9 % de place d'ici la fin du contrat. Egalement, celui-ci augmente les places dédiées aux associations et professionnels sur le plan d'eau.

Le candidat explique dans son offre la stratégie adoptée : sur 3 places qui se libèrent, 1 sera dédiée à la liste d'attente pour les plaisanciers, 1 sera dédiée au passager et 1 sera dédiée aux professionnels.

Le candidat n'apporte pas plus de précisions sur la méthode employée pour libérer des places.

Par ailleurs, le candidat n'a pas repris les données transmises dans l'annexe A 10-A du DCE, présentant la grille de mouillage du périmètre DSP 3 qui prévoyait 42 places pour l'occupation de passage.

| | | | **Référence DCE** |
|---|---|---|---|
| Occupation longue durée | Occupé | Plaisanciers | 669 |
| | | Professionnels du nautisme | 0 |
| | | Associations (dont YCPR) | 7 |
| | Libre | | 0 |
| Passage | Occupé | plaisanciers | 42 |
| | Libre | | 3 |
| | | **Total postes à flot** | **721** |

*Le candidat devra expliquer l'assimilation des 42 places des plaisanciers en passage à l'année sur le plan à des « occupants de longue durée ».*

- **Les postes à flot dédiés aux professionnels du nautisme**

Le périmètre DSP 3 ne comporte de postes dédiés aux professionnels du nautisme.

Or, le candidat envisage de développer l'occupation de postes à flot au profit des professionnels du nautisme, soit 9 % en fin de contrat (cf tableau ci-dessus).

- **Listes d'attente poste à flot**

Le candidat prévoit la constitution de listes d'attentes spécifiques pour les entreprises et les associations ayant une vocation maritime.

- **L'occupation de courte durée dans le cas de l'organisation des manifestations**

Comme cela a été mentionné au paragraphe 5.1.1.1 « Evènements », des propositions sont effectuées mais peu d'éléments concrets sont transmis.

*L'annexe B6 n'est pas remplie*. Celle-ci doit normalement préciser les modalités d'organisation de l'évènement : organisateur, partenaire, durée, nature des occupations, moyens techniques et coût.

Il n'est apporté aucune indication sur les volumes de charges et de recettes engendrés pour la mission d'animation, mission que le délégataire devra assurer. Ce point sera développé dans le volet financier.

➔ ***L'offre de la CCIMP est jugée moyenne. Des compléments d'information restent à apporter. Il est à noter la dynamique de donner plus de places de plan d'eau aux passagers, associations et aux professionnels.***

**L'YCPR** déclare ne pas pouvoir envisager de volet valorisation avec de nouveaux occupants dans la mesure où les bâtis et surfaces non bâties du périmètre concédé sont tous utilisés.

- **L'occupation de longue durée par les clubs et les activités commerciales**

L'annexe B7 est transmise, mais incomplète.

Dans l'offre proposée, le candidat intègre le club au fonctionnement de la DSP. A partir de cette organisation proposée, le candidat YCPR considère que le « club » fait partie du périmètre DSP et qu'il n'est pas occupant. Par conséquent, il n'a pas de redevance d'occupation à verser au délégataire.

L'annexe B7 qui doit retracer les occupations du périmètre mentionne seulement les postes à flot occupés par les usagers « particuliers » et en dernière ligne, l'occupation du bâtiment par le restaurant. Conformément, à l'organisation précisée ci-dessus, il n'est pas mentionné l'occupation du bâtiment et des terre-pleins par le Club.

Le candidat a fait apparaître en recettes, une redevance d'occupation pour l'activité de restauration exercée dans le bâtiment. Or, le tarif n'est pas prévu sur la grille tarifaire de l'annexe B4. Ces points seront développés au paragraphe 5.2.5.2.

- **L'occupation de longue durée et de courte durée – plaisanciers**

L'annexe B5 a été remplie. Elle indique l'occupation suivante :

- 668 postes à flots sont occupés par des « contrats de longue durée »
- 7 postes à flot sont occupés par l'YCPR, usage associatif
- 1 poste est dédié à une structure désignée comme être un professionnel, l'ATSCAF. Or, il s'agit d'une structure associative.
- 45 postes sont dévolus au passage

Dans cette même annexe B5, le nombre de m² de plan d'eau dédié au passage est nul. Donc, sur ce même tableau, les indicateurs n'ont pas été correctement renseignés.

Par ailleurs, la grille de mouillage fournie en annexe B7 ne correspond pas aux éléments transmis à l'annexe B5, puisqu'elle ne mentionne pas ces 45 postes à flot destinés au passage (prévus de l'année 1 à l'année 10).

*Le candidat devra corriger les incohérences entre les différents documents de l'offre.*

En remarque : les postes dédiés à un usage associatif ou professionnel, sont également des « contrats de longue durée ». Pour autant, le candidat ne les qualifie pas de cette façon.

- **Les postes à flot dédiés aux professionnels du nautisme et aux associations**

Le périmètre DSP 3 comporte en début de contrat un poste dédié aux professionnels du nautisme.

Si l'ATSCAF s'avère être une structure associative, un contrat d'occupation adéquat lui sera délivré.

*Le candidat devra préciser pour quelle raison, le poste à flot occupé par l'ATSCAF est indiqué comme être un poste à flot dédié à un usage professionnel.*

L'annexe B5 montre que le candidat ne souhaite pas développer l'occupation du plan d'eau par des professionnels du nautisme, un seul poste à flot est dédié à cet usage de l'année à l'année 10.

Le candidat n'envisage pas non plus de développer les postes à flot à un usage associatif.

- **Listes d'attente poste à flot**

Le candidat indique dans son mémoire technique qu'il n'existe qu'une seule liste d'attente pour l'ensemble des places du bassin.

- **L'occupation de courte durée dans le cas de l'organisation des manifestations**

L'YCPR indique qu'il n'attribue pas d'AOT sur les terre-pleins et ne semble pas considérer dans son offre que les manifestations donnent lieu à paiement pour une occupation du plan d'eau.

Le listing des animations proposées en annexe B6 indique effectivement que seul l'YCPR sera organisateur de manifestations.

➔ ***L'offre YCPR est faible sur ce sujet dans la mesure où la proportion actuelle des usages des postes à flot reste inchangée, notamment pour les places de passage.***

#### 5.1.1.4. DEVELOPPEMENT DURABLE

*L'article 3 du contrat liste les documents contractuels parmi lesquels figure une Annexe 13 « Principes et actions relatifs au développement durable » qui était à rédiger par les candidats. Il était notamment attendu dans cette note des engagements sur des objectifs à atteindre.*

**Le candidat CCIMP** ambitionne d'inscrire le port dans la transition énergétique et prévoit :

- La labellisation et la signature de chartes en faveur du développement durable
- Des animations et des dispositifs de communication
- La mise en place d'équipements de tri, un composteur collectif permettant de valoriser les déchets organiques, un dispositif de pompage des eaux usées.
- La création d'une « Brigade de la propreté ». Cette brigade sera idéalement mutualisée sur plusieurs sites portuaires de Marseille.
- Un bilan Carbone
- Une démarche « achats responsables »
- Un « Plan de réception et de traitement des déchets », qu'il conviendra de préciser ainsi que les investissements associés

Les investissements nécessaires sont bien prévus (130 k€).

➔ ***L'offre de la CCIMP est jugée satisfaisante***

**L'YCPR** est investi dans une politique de développement durable depuis de nombreuses années et a su mobiliser les élèves de ses écoles ainsi que les membres du club pour mettre en œuvre de nombreuses actions.

Depuis 2008, l'YCPR organise l'action Clean Port, une opération de nettoyage du plan d'eau confié dans le cadre du contrat de DSP actuel. L'objectif est de sensibiliser les usagers ainsi que le public et d'agir pour la protection de l'environnement en luttant contre la pollution.

Cette action est à nouveau intégrée au programme des manifestations du prochain contrat de DSP.

La section plongée du club est labellisée «Ecosub », label de la Fédération Française d'Etudes et de Sport Sous-Marins. Ce label a été attribué à l'YCPR car la section plongée est engagée dans une démarche de développement durable. Les actions menées concernent, notamment, le comptage des nacres, le comptage des mérous, le nettoyage des calanques et les sorties en mer sous le thème « découverte du biotope » pour des personnes atteintes d'un handicap moteur.

Depuis 2016, l'YCPR est labellisé Pavillon bleu.

Pour le prochain contrat de DSP, la politique de développement durable de l'YCPR s'articule autour de plusieurs axes :

- Poursuite de la sensibilisation des membres à tous les enjeux du développement durable et de la protection de l'environnement : ceci fera l'objet de réunions régulières au sein du club et ses sections, notamment à destination des plus jeunes ; ceci pourra faire l'objet de conférences de personnalités reconnues dans ce domaine,
- Organisation de nouvelles manifestations qui auront pour objet le développement durable.
- Veille sur les équipements nouveaux susceptibles d'assurer une meilleure protection de l'environnement, des gains d'énergie, un moindre impact sur l'environnement …puis d'envisager de les acquérir,
- Intégration des clauses de protection de l'environnement dans les différentes consultations engagées auprès de sociétés extérieures, lors de travaux,
- Contribution des membres du Club à d'autres associations ou organismes eux-mêmes engagés dans des actions spécifiques de protection,
- Participation à toutes actions initiées par le Délégant visant la protection de l'environnement.

➔ ***L'YCPR est très impliqué sur cette thématique depuis des années et prévoit sur la durée du contrat de nombreuses actions. L'offre de l'YCPR est jugée satisfaisante.***

#### 5.1.1.5. SYNTHESE

*L'offre de la CCIMP effectue des propositions qu'elle ne justifie pas et se rapporte beaucoup aux activités actuelles du délégataire sortant sans que le lien avec le club ne soit précisé. L'offre doit être justifiée et est jugée* ***moyenne*** *dans la mesure où elle nécessite des compléments.*

*L'offre du candidat YCPR devra etre corrigée car elle va au-delà des missions inscrites au projet de contrat, qui intègre seulement la gestion du plan d'eau, l'organisation d'évènements nautiques et quelques activités sportives (école de pêche et de voile légère sportive). Dans son offre le candidat, propose l'intégration à la DSP de trop nombreuses activités actuellement organisées et portées financièrement par le club qui sont sans lien avec l'objet de la DSP. Egalement, la*

*proposition du candidat en terme de valorisation conserve la répartition d'usage des postes à flot, et ne crée donc ni places de professionnels et de passage supplémentaires.*

*Pour autant, les propositions du candidat YCPR en termes d'animation et d'événementiel apparaissent dynamique et de valeur pour le périmètre, et la proposition en matière de développement durable est également intéressante. L'offre est à ce stade* ***globalement satisfaisante.***

### 5.1.2. Adéquation des moyens humains et matériels affectés par le candidat

#### 5.1.2.1. RESSOURCES HUMAINES

*L'effectif actuel de la DSP 3 est de 13 personnes correspondant à 6,86 ETP.*

**Le candidat CCIMP** prévoit la reprise du personnel du délégataire actuel affecté au service délégué et le maintien des effectifs en basculant progressivement la charge des agents administratif vers des fonctions d'accueil et d'animation.

Le nombre d'équivalents temps pleins (ETP) passe de 6,86 à 8 en 2020.

L'offre prévoit la valorisation des compétences du personnel actuel tout en lui permettant de développer de nouveaux savoir-faire au travers un plan de formation personnalisé qui pourra s'appuyer sur les ressources et solutions existantes dans les CCI.

➔ ***L'offre de la CCIMP est jugée satisfaisante (8 ETP à terme) dans la mesure où les moyens humains apparaissent adaptés pour proposer un service de qualité.***

**Le candidat YCPR** annonce un effectif de 15 personnes sur la durée du contrat qui semble regrouper les effectifs du club et ceux du délégataire.

Parmi les documents transmis, des informations différentes sont communiquées. Dans le projet de contrat, il a été intégré en annexe 5, « la liste du personnel et organigramme », or seul l'ETP de l'année 2017 est mentionné, soit 6,7 comme indiqué au cahier des charges. Cette annexe doit normalement indiquer la liste du personnel en précisant le nombre d'ETP affecté au fonctionnement de la DSP sur la durée du futur contrat, soit de 2018 à 2027.

L'annexe B 3 n'est également pas très explicite. L'effectif de l'YCPR est indiqué avec le nombre d'ETP associé, de l'année 1 à 10. Le nombre d'ETP indiqué semble correspondre à celui affecté à la DSP, c'est-à-dire celui qui intègre dans l'organisation de l'YCPR, les activités d'exploitation du plan d'eau et toutes les activités du club. En année 1, il est donc compté 14,3 ETP (ce nombre d'ETP n'est pas indiqué par le candidat, le calcul est effectué sans comptabiliser les ETP des saisonniers).

Or, il est mentionné dans une colonne le « temps de travail affecté au délégant », ramenant ainsi en année 1 le nombre d'ETP à 6,55 ETP (en effectuant le calcul, car nombre d'ETP non indiqué par le candidat).

Néanmoins, l'augmentation du nombre d'ETP se reflète dans le montant des charges de personnel, soit 637 k€ de charges contre 260 k€ dans l'actuel contrat (référence année 2016).

➔ ***L'offre peut sembler très satisfaisante (14,3 ETP à terme) mais les ETP ne correspondant pas tous à l'organisation d'animations et d'événements et à la gestion des plans d'eau et terre-pleins, c'est-à-dire, à l'objet de la DSP. Il conviendra donc que le candidat réduise les ETP au strict nécessaire pour assurer une bonne gestion du contrat et ne pas mettre à la charge de la DSP des dépenses inutiles. Il n'est donc pas possible, à ce stade, de juger ce critère sur la base du nombre d'ETP déclaré. L'offre est jugée moyenne dans l'attente de la bonne adéquation des moyens humains aux missions du périmètre.***

#### 5.1.2.2. MAINTENANCE

**Le candidat CCIMP** prévoit la réalisation d'un plan de maintenance préventive en début de DSP.

Il décrit sa politique de maintenance corrective selon les principes suivants :

- Internalisation des opérations de petite réparation : réalisation par les ressources dédiées ou agents portuai
- Externalisation des opérations plus importantes
- Mise en place de contrat cadre d'assistance avec des entreprises spécialisées pour une réactivité optimale au service des plaisanciers et occupants de la DSP

Le budget de maintenance annoncé est de 150 €/ poste à flot durant la durée de la DSP sans précision sur la répartition des charges.

Les moyens apparaissent ici insuffisants par rapport à ceux du délégataire sortant (203 € par anneau). Pour permettre un service de qualité, il sera nécessaire de fournir un budget de maintenance détaillé, voire complémentaire.

➔ ***L'offre CCIMP est jugée faible sur ce point.***

**Le candidat YCPR** indique que :

- Deux ETP sont affectés en permanence aux opérations de maintenance ; elles ont une formation « habilitation électrique Niveau BOV – HO » (délivrée par la SEM).
- Toute défaillance ou toutes pièces défectueuses, et toutes interventions de maintenance sont centralisées auprès de Monsieur Choquell, bénévole en charge des travaux-maintenance-logistique. Il organise alors les actions à mener en interne ou en externe.

Le candidat a transmis en annexe 6 du projet de contrat le plan d'entretien et de maintenance des biens. Celui-ci indique les équipements concernés avec la fréquence d'entretien. Il indique également si l'intervention est effectuée en interne ou par un prestataire, notamment dans le cadre de contrats de maintenance.

Le budget de maintenance est estimé à 273€/ poste à flot sur la durée de la DSP. Les moyens apparaissent ici très intéressants par rapport à ceux du délégataire sortant (203 € par anneau).

➔ ***L'offre YCPR revient à consacrer 273€ pour la maintenance par poste à flot sur la durée de la DSP, elle est jugée très satisfaisante au regard des moyens mis en œuvre.***

#### 5.1.2.3. PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

*Le cahier des charges ne prévoyait pas de liste de travaux imposés. Les deux candidats proposent néanmoins des investissements :*

**La CCIMP** prévoit d'investir dans un système comprenant un logiciel, une interface en ligne, une application permettant la gestion et le déploiement des services numériques. Ces outils innovants seront compatibles avec les systèmes d'information existants. Ce système sera associé à la mise en place d'objets connectés (bornes connectées, suivi des entrées / sorties, etc.) permettant une meilleure gestion de l'exploitation.

Elle prévoit également d'investir dans la généralisation du tri et la mise en place d'une démarche d'économie circulaire pour la gestion des déchets.

En revanche aucun travaux prévisionnels ne sont envisagés pour la modernisation des locaux afin d'accueillir les JO

Au global le montant des investissements est de 410 k€ sur la durée de la concession, concentrés sur les trois premières années et financés par recours à de la dette financière.

En termes de travaux de renouvellement la CCIMP propose 73K€ en année 1 pour atteindre 88K€ en année 10 soit un montant global de 805.000€

➔ ***Si l'on additionne les dépenses prévisionnelles de renouvellement et d'investissement, soit 1.215.000 €, l'offre de la CCIMP est jugée satisfaisante dans les moyens proposés pour un service de qualité, dans la mesure où elle fournit un programme précis d'investissement.***

En termes d'investissement, **l'YCPR** prévoit :

Au niveau des bâtiments

- travaux d'étanchéité sur la toiture du bâtiment → 80k€
- un aménagement de la terrasse pour les JO → 200 k€

  Des précisions sur ces travaux sont à fournir.
- mise à niveau des équipements tels que les vestiaires, le local d'accueil, bureaux … pour les JO → 370k€.
  Des précisions sur ces travaux sont à fournir.

Au niveau de l'exploitation

- « Engins de servitude » d'un montant de 40 k€, soit 20 k€ en 2020 et 20 k€ en 2025
  L'inventaire des biens intégré au cahier des charges ne comporte pas d'engins de servitude. Il semble donc que le candidat souhaite acquérir des engins de servitude utiles au fonctionnement de la DSP. Il est indiqué dans le mémoire technique la prévision d'achat d'un véhicule en 2020. Des précisions sont à fournir sur l'utilité de ce véhicule. Quel engin le candidat prévoit-il d'acquérir en 2025 ?

- Acquisition de matériel informatique et principalement de nouveaux logiciels pour un montant de 30 k€

Au global le montant des investissements est de 720 k€ sur la durée de la concession.

*L'offre de l'YCPR fournit un programme précis d'investissement mais le mode de financement n'est pas indiqué.*

En termes de travaux de renouvellement l'YCPR propose un montant global de 510.000€

***Si l'on additionne les dépenses prévisionnelles de renouvellement et d'investissement, soit 1.230.000 € L'offre de l'YCPR très complète et détaillée est jugée satisfaisante dans les moyens proposés.***

#### 5.1.2.4. GESTION TECHNIQUE

**Le candidat CCIMP** prévoit la mise en place d'une gestion centralisée et digitalisée du port et des services, fonctionnant grâce aux objets connectés :

- Services web / application smartphone pour les usagers
- Outils d'identification par badge pour les usagers
- Logiciel et outil portatif (tablette) à usage du délégataire / capitainerie permettant le suivi des entrées / sorties de bateaux, le relevé des compteurs
- Communication : mise en place d'un panneau d'affichage dynamique (sous forme de borne interactive) avec météo, agenda des animations, informations diverses (où manger, les commerces à proximité, les règlements), etc.
- Equipement du port en wifi

L'ensemble des investissements sont bien prévus.

Le candidat ne prévoie pas en revanche de local pour l'exercice de son activité.

➔ ***L'offre du CCIMP est très intéressante en termes de modernisation des équipements mais peu détaillée sur les aspects de modalités de gestion (listes d'attentes, places réservées au passage…). L'offre est jugée satisfaisante.***

**Le candidat YCPR** prévoit une amélioration de son système informatique avec les investissements correspondants : elle doit permettre de meilleures conditions de connexion, un suivi plus précis de la situation d'occupation du bassin, des écoles, des manifestations et de la situation des personnels. Elle inclut une modernisation du logiciel de gestion des places avec notamment une interactivité avec les membres, et une homogénéisation avec les autres activités.

➔ ***L'offre de l'YCPR reste dans la continuité de l'exploitation actuelle de la DSP avec quelques améliorations techniques. L'offre est jugée satisfaisante***

5.1.2.5. SYNTHESE

***L'offre de la CCIMP*** *fait apparaître des moyens humains adaptés pour proposer un service de qualité. Celle-ci contient des propositions innovantes en termes de modernisation du mode de gestion. Elle fournit un programme précis d'investissement dont le mode de financement et le planning de réalisation sont détaillés. Néanmoins les aspects techniques de gestion nécessitent des précisions, et l'offre est insuffisante concernant la maintenance. Elle est* ***jugée globalement satisfaisante.***

***L'offre de l'YCPR*** *suscite de nombreuses interrogations, notamment, en terme de ressources humaines et au niveau du programme d'investissements. Le nombre d'ETP affecté à la DSP est à clarifier vis-à-vis du périmètre redéfini. La nature et le montant des investissements est à repréciser, puisqu'il a été établi en fonction du compte de résultat prévisionnel proposé, qui intègre les recettes des activités jusqu'à présent financées par le club.*

*Une planification précise des opérations d'entretien et de maintenance ainsi que sa forte mobilisation sur la thématique du développement durable font partie des atouts de l'offre de l'YCPR*

*L'offre de l'YCPR est* ***jugée satisfaisante.***

### 5.1.3. Proposition de gouvernance

**Le candidat CCIMP** propose de réunir au moins 2 fois par an le Comité de Pilotage (contre 1 fois par an demandé par le Délégant) et de créer, en plus du Comité de Coordination demandé par le Délégant, un nouveau *Comité de Cohérence* portuaire qui se réunirait 1 à 2 fois par an en associant tous les délégataires et gestionnaires des ports de plaisance et qui aurait pour mission :

- Insuffler une dynamique collective et orienter les actions des délégataires en termes d'animation tous publics, d'organisation d'événements et de manifestations sportives,
- Coordonner les pratiques nautiques par la médiation et la concertation des opérateurs du territoire,
- Coordonner les actions dans le périmètre de la DSP et entre les DSP et autres acteurs associatifs des plans d'eau,
- Représenter les acteurs «nautiques» auprès des instances territoriales, des organes déconcentrés des services de l'État et des organismes de développement et de promotion du territoire,
- Conseiller et accompagner la mise en œuvre des programmes d'actions,
- Faciliter la constitution d'un collectif permanent de bénévoles qualifiés, destiné à répondre aux besoins des organisateurs de manifestations,
- Générer des synergies opérationnelles entre opérateurs, en facilitant et systématisant la mutualisation des moyens et des compétences dans un souci d'économie d'échelle et d'efficience,
- Définir une charte de référence pour l'organisation des manifestations nautiques, dans le respect des normes environnementales et de la norme ISO 20121,
- Etablir une planification événementielle équilibrée et dynamique.

***L'offre CCIMP est jugée satisfaisante dans ses engagements d'associer les usagers de son périmètre aux décisions et à sa gestion (événementiels, travaux,…)et dans sa volonté d'ouverture aux autres ports par la création d'un nouveau comité de cohérence***

Conformément au projet de contrat, **le candidat YCPR** prévoit la mise en place d'un comité de pilotage et d'un comité de coordination ouvert aux occupants.

C'est en son sein que seront déterminés les programmes d'activités de la zone et les concours pouvant être apportés à ces programmes de délégation.

*Les rapports avec le délégant sont peu ou pas abordés dans l'offre.*

*Par ailleurs les relations entre le Club et le délégataire ne sont pas non plus évoquées.*

le règlement intérieur proposé devra être modifié : aucune obligation d'adhésion au Club ne doit être imposée aux usagers

➔ ***L'offre YCPR est jugée moyenne.***

### 5.1.4. Synthèse pour le critère service rendu

*Malgré un bon diagnostic de la situation actuelle, **l'offre de la CCIMP** comporte peu de propositions concrètes en termes d'animation et se rapporte beaucoup aux activités actuelles du délégataire sortant sans que le lien avec les clubs ne soit précisé pour l'avenir. Néanmoins, les différents éléments composant le service rendu aux usagers, en matière de gestion, valorisation domaniale ainsi que sur l'adaptation des moyens affectés, permettent de considérer l'offre comme **globalement satisfaisante**. Il est à noter la dynamique du candidat d'accorder une place plus importante aux professionnels, associations et aux plaisanciers de passage dans le renouvellement des attributions de plan d'eau*

*Dans son offre **le candidat YCPR,** propose l'intégration des nombreuses activités actuellement organisées et portées financièrement par le club. Pour les missions d'animation du périmètre délégué, La Métropole ne souhaite pas que le futur délégataire porte directement une charge aussi conséquente. Néanmoins, les différents éléments composant le service rendu aux usagers apparaissent globalement satisfaisants.*

*La mise en œuvre de moyens adaptés par le candidat apparaît également intéressante, et le candidat propose un programme d'investissement solide. Toutefois, le Délégant ne peut pas accepter une augmentation de la masse salariale liée aux propositions devant être révisées par le candidat.*

*L'offre de l'YCPR s'inscrit dans la poursuite de l'exploitation actuelle, sans véritables innovations en ce qui concerne la gestion du plan d'eau (aucune place n'est envisagée pour les professionnels) et dans la réalisation de sa mission d'entretien des installations, elle est compétitive en matière de développement durable et propose un programme d'investissement solide.*

***L'offre est jugée globalement satisfaisante***

## 5.2. COHERENCE ET EQUILIBRES FINANCIERS

### 5.2.1. Pièces financières

Le règlement de consultation précisait que les offres financières devaient contenir les éléments suivants :

| Pièce demandée | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|
| Annexe B1 présentant les charges et les recettes afférentes par activité | Fourni | Fourni |
| Une note exposant les méthodes/les règles (formules) de calcul retenues, ainsi que le détail des charges calculées | Fourni | Fourni |
| Une note littéraire spécifique présentant la ventilation des charges et des recettes par activité | Fourni partiellement<br>(l'annexe B1 est complétée par une feuille excel très détaillée sur les données d'entrée) | Fourni |
| Grille tarifaire objet de l'annexe B4 | Fourni<br>(Mais incomplet pour les prestations et services divers) | Fourni |

### 5.2.2. Critères d'évaluation

Pour rappel, le règlement de consultation précise que le critère lié à la « cohérence et équilibres financiers » sera :

« apprécié au regard de la *cohérence* du compte d'exploitation prévisionnel, en conciliant le *rapport qualité-prix* des services rendus aux usagers et la *maîtrise des tarifs* par rapport aux prix actuellement pratiqués dans le port au sein duquel le plan d'eau est délégué et dans les autres ports métropolitains proposant des services équivalents. Ce critère sera également apprécié au regard du *niveau de la redevance* versée par le délégataire au délégant. »

Il est donc proposé d'évaluer les offres financières sur les aspects suivants :

- Cohérence du compte d'exploitation ;
- Maitrise des tarifs / prix pratiqués ;
- Rapport qualité–prix des services ;
- Niveau de la redevance.

### 5.2.3. Maitrise des tarifs / prix pratiqués

#### 5.2.3.1. COMPARAISON DES TARIFS ACTUELS ET DES TARIFS PROPOSES EN ANNEE 1

**Occupations longues durées**

Dans le cadre de l'actuel contrat de DSP, 4 catégories de tarifs d'occupation pour les postes à flot existent en fonction des superficies de bateaux.

| | Données 2017 | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|---|

| | Données 2017 | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|---|
| Occupation individuelle des postes à flot €HT/m²/an | Tarifs m2/an :<br><16m2 : 48,69 € HT/m²/an<br>Entre 16 et 20 m2 : 51,11 € HT/m²/an<br>Entre 20 et 30 m2 : 54,52 € HT/m²/an<br>> 30m2 : 55,98 € HT/m²/an | Tarification unique 51,11€/m²/an.<br>Hausse de 5% pour les surfaces inférieures à 16m² (soit 275 occupants actuels, 41% des postes longue durée) par rapports aux anciens tarifs<br>Maintien pour les surfaces entre 16 et 20m² par rapports aux anciens tarifs<br>Baisse de 6% pour les surfaces de 20 à 30 m² par rapports aux anciens tarifs<br>Baisse de près de 9% pour les surfaces supérieures à 30 m² par rapports aux anciens tarifs.<br>Il apparaît que la taxe foncière n'est pas incluse dans ce tarif, Il conviendra donc que le candidat, soit corrige sa proposition tarifaire si il entend imputer la taxe foncière des plans d'eau sur cette occupation de longue durée, soit qu'il indique sur quelles autres recettes il répartit cette charge. | Maintien des 4 catégories de tarifs existantes fonction de la superficie du bateau concerné.<br>Tarifs m2/an :<br><16m2 : 50.15€<br>Entre 16 et 20 m2 : 52.64€<br>Entre 20 et 30 m2 : 56.16€<br>> 30m2 : 57.66€<br>Hausse de +3% pour tous par rapports aux anciens tarifs<br>il apparaît que la taxe foncière n'est pas incluse dans ce tarif, Il conviendra donc que le candidat, soit corrige sa proposition tarifaire si il entend imputer la taxe foncière des plans d'eau sur cette occupation de longue durée, soit qu'il indique sur quelles autres recettes il répartit cette charge. |
| Occupation individuelle d'un poste à flot en mouillage précaire € HT/m²/an | Aucune référence sur la DSP 3 | Tarif identique à l'occupation individuelle poste à flot classique 51,11 €HT/an/m²<br>Le candidat devra indiquer à quel type d'usager ce tarif s'adresse | le tarif indiqué est près de 5 fois supérieur au tarif classique, soit 250,13 €HT/an/m² « sur 2 ans ».<br>Le candidat devra indiquer à quel type d'usager ce tarif s'adresse et la raison et l'origine de la mention « 2 ans » |
| Occupation individuelle d'un poste à terre | Aucune référence sur la DSP 3 | Tarification unique 590€/poste/an<br>Très forte hausse pour les petites et moyennes surfaces | Tarif différencié pour les dériveurs et les catamarans<br>Hausse importante<br>+ 6% dériveurs<br>+15% catamarans |

| | Données 2017 | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|---|
| Occupation de plan d'eau/m²/an HT | Aucune référence sur la DSP 3 - 33 € HT/m²/an | Tarif appliqué : 33 € HT/m²/an - | Tarif non renseigné<br>pourtant le candidat indique sur la grille de mouillage la présence de postes à flot occupés par le club (structure associative) – ce tarif devra être précisé par le candidat. |
| occupation des terre-pleins<br>€ HT /m²/an | non commercial non bâti : 8,40 € HT/m²/an<br>non commercial bâti : 11,80 € HT/m²/an<br>commercial non bâti : 10,67 € HT/m²/an<br>commercial bâti :<br>20,23 € HT/m²/an<br>Ces tarifs correspondent à ceux inscrits sur le document récapitulant les tarifs d'occupation sur les ports métropolitains. | Hausse drastique des tarifs :<br>non commercial non bâti : 23,40 € HT/m²/an, soit + 179 %<br>non commercial bâti : 26,80 € HT/m²/an, soit + 127 %<br>commercial non bâti : 31,52 € HT/m²/an, soit + 195 %<br>commercial bâti :<br>37,92 € HT/m²/an, soit + 87 %<br>Les recettes idoines sont enregistrées sur le compte d'exploitation prévisionnel. | Tarifs non renseignés<br>Du fait de l'intégration de toutes les activités de l'YCPR dans le contrat de DSP, le « délégataire » occuperait donc la totalité du bâtiment.<br>Par conséquent, aucune facturation n'est envisagée.<br>Seul le restaurant est placé en dehors du contrat de DSP – un loyer global est enregistré dans les « autres produits » du compte d'exploitation prévisionnel.<br>Or, un tarif d'occupation commerciale de terre-plein bâti est à appliquer afin d'enregistrer la recette, parmi les recettes issues des occupations de longue durée.<br>Tarifs d'occupation commerciale et non commerciale sont à fixer. |

**Occupations de courte durée**

| | | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|---|
| Poste à flot basse saison € HT/m²/jour | 0,55 € HT/m²/jour | Maintien tarif 2017<br>Même tarif en mouillage précaire | 0.57 €/m²/jour<br>Hausse 3,6%<br>Tarif mouillage précaire non communiqué |
| Poste à flot haute saison € HT/m²/jour | 0,66 / 0,78 / 1,3 /1,74 €HT/m²/jour selon catégorie de surface | Tarif unique quelle que soit la surface 0,78 €/m²/jour<br>Par rapport aux anciens prix : | Tarif unique quelle que soit la surface 0,97€/m²/ jour<br>Par rapport aux anciens prix : |

| | | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|---|
| | | +18% si < 16 m²<br>Maintien de 16 à 20 m²<br>- 40% de 20 à 30 m²<br>-45% si > 30 m²<br>Même tarif en mouillage précaire | +47% si < 16 m²<br>+24% de 16 à 20 m²<br>-25% de 20 à 30 m²<br>-44% si > 30 m²<br>Tarif mouillage précaire non communiqué |
| Occupation commerciale et non commerciale de plan d'eau €HT/m²/jour | Aucune référence | Tarif unique de 0,78 € HT/m²/jour pour occupation commerciale ou non commerciale identique au tarif poste à flot haute saison<br>La mise en place de ces tarifs est cohérente avec la refacturation des occupations lors des manifestations.<br>Mais aucun montant de recettes n'est estimé dans le compte d'exploitation prévisionnel. | Non renseigné - puisque toutes les manifestations sont organisées par le délégataire |
| Occupation non commerciale ou commerciale de terre-pleins bâti ou non bâti € HT/m²/jour | 3,49 €HT/m²/jour (tarif commercial, non bâti) | 3,5 €HT/m²/jour - maintien des tarifs actuels<br>aucune recette n'est enregistrée sur le compte d'exploitation prévisionnel | Non renseigné |
| ***SYNTHESE globale*** | | ***Le candidat ne reprend pas les catégories actuelles de tarifs d'occupation individuelle ce qui entraîne une hausse pour les surfaces inférieures à 16m2 mais favorise les surfaces plus importantes***<br>***Le candidat devra préciser ce que couvrent ses tarifs***<br>***Structure de la grille tarifaire cohérente avec la politique relative à l'animation que le candidat entend mener. Cependant,*** | ***Le candidat devra compléter la grille et fournir des tarifs d'occupation de longue durée pour le restaurant et pour les espaces occupés par le club***<br>***Le candidat précise dans son mémoire que « Les tarifs comprennent la fourniture de fluides, l'accueil des usagers, la veille téléphonique et VHF, le stationnement sur les terre-pleins, l'utilisation de l'aire de carénage et le*** |

| | | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|---|
| | | ***aucune recette n'est enregistrée sur le compte d'exploitation prévisionnel***<br><br>***Maintien des tarifs d'occupation individuelle de courte durée en basse saison et fixation d'un seul tarif pour la haute saison.***<br><br>***Par ailleurs la durée de la haute saison sur 90 jours est à justifier. (source : chapitre IV éléments financiers de l'offre)*** | ***service de grutage. »***<br><br>***Les tarifs de postes à flot couvrent donc à priori plus de prestations que pour CCIMP.***<br><br>***Tarifs d'occupation individuelle de courte durée en forte hausse en haute saison.***<br><br>***Comme pour les tarifs longue durée, l'intégralité des manifestations étant intégrées dans la DSP, le candidat ne présente pas de tarifs pour l'occupation du plan d'eau ou des terre-pleins.***<br><br>***Les tarifs d'occupation de courte durée de plan d'eau et terre-pleins devront être également établis.*** |

5.2.3.2. EVOLUTION DES TARIFS

*Dans l'annexe B4 du DCE, il était précisé :*
*- « (1) Les prix sont révisés globalement (sauf les prix listés au (2) ci-dessous), annuellement selon la formule de révision suivante : à renseigner par le candidat. »*
*-« (2) les prix ci-dessous sont révisés annuellement selon les formules de révision spécifiques suivantes »*
*Il était demandé aux candidats d'utiliser dans leurs simulations une inflation de 2%/an.*

Les deux candidats ont effectivement proposé une formule d'indexation.

Le candidat CCIMP propose en outre dans son offre une augmentation contractuelle des tarifs en fonction de l'évolution des prestations.

L'évolution prévisionnelle des tarifs est la conjonction de deux facteurs distincts :

- L'application de la formule d'indexation qui s'applique aux tarifs de base ;
- L'évolution des tarifs de base suite à l'évolution des prestations en cours de contrat (pour le candidat CCIMP seulement).

#### 5.2.3.2.1. Formule d'indexation proposée

Le **candidat CCIMP** propose : « prix année n+1 = prix année x (1+ inflation à 2%) ».

➔ *Cette proposition n'est pas satisfaisante, il n'est pas possible d'utiliser le taux d'inflation au sein d'une formule de révision. Il est attendu une formule composée d'indices publiés périodiquement reflétant l'évolution réelle des coûts sur la durée du contrat.*

**Le candidat YCPR** propose une indexation fixe à 2%.

➔ *Cette proposition n'est pas satisfaisante : il est attendu une formule composée d'indices publiés périodiquement reflétant l'évolution réelle des coûts sur la durée du contrat.*

#### 5.2.3.2.2. Evolution des tarifs de base (Offre CCIMP seulement)

- **Tarifs d'occupation individuelle des postes à flot de longue durée**

**La CCIMP** présente, dans sa matrice utilisée pour la réalisation du compte d'exploitation prévisionnel, les tarifs de base suivants.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Années 1 et 2 | | | **51,11** |
| Années 3 et 4 | *effet smart port + bonus/malus* | *+5,00% par rapport au tarif initial* | **53,67** |
| Années 5 jusqu'à la fin | *effet smart port + bonus/malus* | *+6,00% par rapport au tarif initial* | **54,18** |

Ainsi en année 3 et 4, les tarifs de base connaissent une hausse liée :

- aux investissements dans le SI, les équipements connectés, et le déploiement de services numériques (réservation de places en ligne, disponibilité des emplacements, suivi individualisé de la consommation d'électricité et d'eau) qui se matérialisent par une augmentation de 2% par rapport au tarif initial ;
- auquel se rajoute une augmentation moyenne de 3% sur les tarifs d'occupation en raison de l'introduction d'une modulation du tarif de base suivant le niveau d'émission polluante (+2%) et suivant le rythme de sortie (+1%) ;

➔ soit une hausse prévisionnelle moyenne de +5% par rapport au tarif initial.

Puis en année 5, les tarifs de base connaissent une nouvelle hausse liée :

- aux investissements supplémentaires dans le SI, les équipements connectés, et le déploiement de services numériques (réservation de places en ligne, disponibilité des emplacements, suivi individualisé de la consommation d'électricité et d'eau) qui se matérialisent par une augmentation de 3% par rapport au tarif initial;
- auquel se rajoute également une augmentation de 3% sur les tarifs moyen d'occupation en raison de la modulation du tarif de base suivant le niveau d'émission polluante (+2%) et suivant le rythme de sortie (+1%) ;

➔ soit une hausse prévisionnelle moyenne de +6% par rapport au tarif initial.

Le candidat précise que la modulation du tarif de base **suivant le niveau d'émission polluante** reste à définir précisément dès les premières années de la DSP et peut aller jusqu'à + 30% pour les navires plus polluants, et - 30% pour les navires les plus propres.

➔ ***Une discrimination tarifaire basée sur le niveau de pollution des bateaux serait juridiquement très fragile : il n'existerait pas de lien entre les conditions d'exploitation du service et l'objectif d'intérêt général recherché à travers le malus infligé aux bateaux les plus polluants. Il doit être demandé au candidat d'abandonner cette mesure qui n'est pas juridiquement acceptable.***

Le candidat précise que la modulation du tarif de base **suivant le nombre de sorties en mer**, reste également à définir précisément dès les premières années de la DSP et peut aller jusqu'à +30% pour les navires sortant 1 fois l'an, et – 30% suivant le nombre de sorties.

➔ ***Contrairement à la modulation de tarif suivant le niveau d'émission polluante, la modulation sur la base du nombre de sorties en mer semble rentrer dans le cadre de l'intérêt général en rapport avec les conditions d'exploitation du service. Toutefois, il convient de s'assurer que le malus infligé aux plaisanciers qui ne respectent pas les sorties imposées reste limité et proportionné à l'atteinte de l'objectif d'intérêt général poursuivi. Les modalités de mesure doivent donc être précisées par le candidat.***

- **Tarifs d'occupation commerciale des postes à flot de longue durée**

Les tarifs commerciaux de la CCIMP connaissent également une évolution en plus de celle de l'inflation.

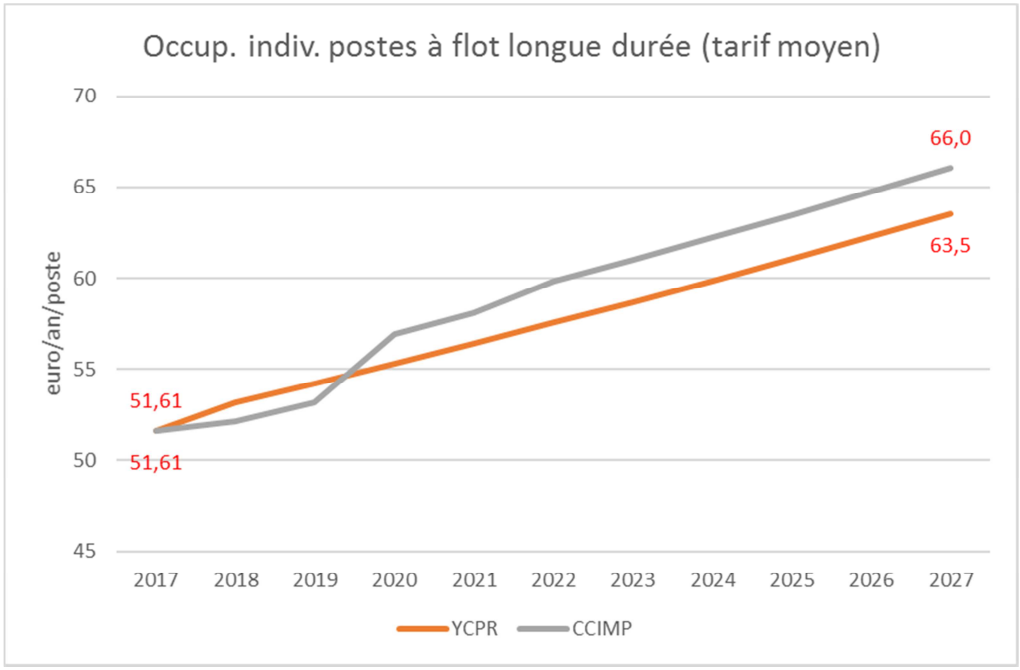
| **CCIMP** | **2017** | **2018** | **2019** | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** | **2026** | **2027** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Tarif de base | 60,0 | 60,8 | 60,8 | 62,9 | 62,9 | 64,9 | 64,9 | 64,9 | 66,9 | 66,9 | 66,9 |

5.2.3.2.3. **Synthèse sur l'évolution des tarifs**

- **Tarifs d'occupation individuelle des postes à flot de longue durée**

| CCIMP | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Tarif de base | 51,6 | 51,1 | 51,1 | 53,7 | 53,7 | 54,2 | 54,2 | 54,2 | 54,2 | 54,2 | 54,2 |
| tarif indexé (+2%/an) | 51,6 | 52,1 | 53,2 | 57,0 | 58,1 | 59,8 | 61,0 | 62,2 | 63,5 | 64,7 | 66,0 |

| YCPR | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Tarif de base | 51,6 | 53,2 | 53,2 | 53,2 | 53,2 | 53,2 | 53,2 | 53,2 | 53,2 | 53,2 | 53,2 |
| tarif indexé (+2%/an) | 51,6 | 53,2 | 54,2 | 55,3 | 56,4 | 57,5 | 58,7 | 59,9 | 61,1 | 62,3 | 63,5 |



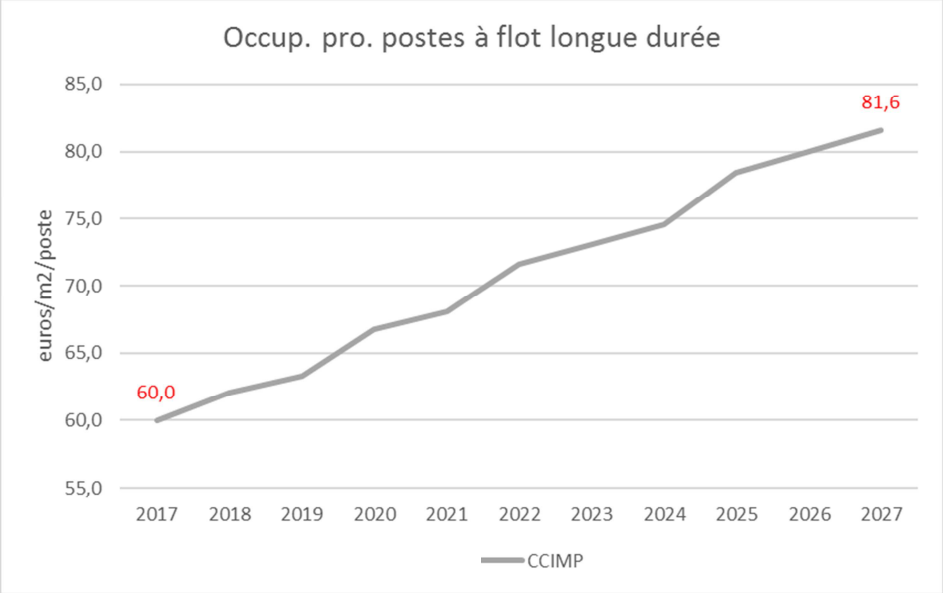

➔ **Pour le candidat CCIMP**, l'évolution du tarif est de +2,8%/an en moyenne sur la durée du contrat par rapport au tarif initial.

➔ **Pour le candidat YCPR**, l'évolution du tarif est de +2,3%/an en moyenne sur la durée du contrat par rapport au tarif initial.

- **Tarifs d'occupation commerciale des postes à flot de longue durée**

Les tarifs de la CCIMP connaissent une évolution en plus de celle de l'inflation.

| CCIMP | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Tarif de base | 60,0 | 60,8 | 60,8 | 62,9 | 62,9 | 64,9 | 64,9 | 64,9 | 66,9 | 66,9 | 66,9 |
| tarif indexé (+2%/an) | 60,0 | 62,0 | 63,3 | 66,7 | 68,0 | 71,6 | 73,1 | 74,5 | 78,4 | 80,0 | 81,6 |




➔ Pour le **candidat CCIMP,** l'évolution du tarif professionnel est de +3,6%/an en moyenne sur la durée du contrat par rapport au tarif initial. La CCIMP justifie également la hausse en 2020 puis celle de 2022 par l'introduction du service « smart port » et des bonus/malus sur le rythme de sortie et la pollution rejetée.

➔ Il est à noter que le tarif des postes à flot des professionnels est significativement plus élevé à terme (81,6€ par m²) que celui des plaisanciers (66€ par m²)

➔ **Le candidat YCPR** ne présente pas de tarifs professionnels.

Remarque : dans l'actuel contrat de DSP, aucun poste à flot n'est dédié à un usage commercial.

- **Tarifs d'occupation individuelle des postes à flot de courte durée**

Compte tenu de la saisonnalité des tarifs, il est nécessaire de comparer soit les tarifs séparés haute saison/basse saison soit le tarif moyen par poste sur l'année. Les éléments actuellement transmis par les candidats ne permettent pas de réaliser cette comparaison.

En effet, **le candidat CCIMP** ne présente pas l'évolution détaillée de ces tarifs au cours du contrat : « Les documents financiers du dossier affichent un tarif moyen prévisionnel permettant d'équilibrer le business model selon nos objectifs. Les grilles tarifaires finales seront ajustées afin d'appliquer une réelle politique tarifaire ».

Toutefois, le candidat présente dans son mémoire (source : chapitre III-2 Politique Tarifaire) une évolution des tarifs d'occupation de courte durée pour les plaisanciers de passage de :
➔ En 2020 : augmentation du tarif à 1€ HT/m²/jour
➔ Après 2020 : augmentation continue pour atteindre 1,5 € HT/m²/jour

La matrice utilisée par la CCIMP pour la réalisation du compte d'exploitation prévisionnel présente les tarifs suivants :

| matrice CCIMP | Années 1 et 2 | Années 3 et 4 | Années 5 à 7 | Dernières années de la DSP |
|---|---|---|---|---|
| €HT/m2/90j | 70,2 | 90 | 112,5 | 135 |

La correspondance entre les montants de ce tableau et les prix de 1€/m²/jour en 2020 et 1,5€/m²/jour après 2020 du mémoire n'est pas explicitée.

**Il demeure donc un flou sur les modalités de calcul des recettes de courtes durées pour chaque candidat. L'évolution de ces tarifs sera donc comparée ultérieurement, une fois des clarifications apportées.**

➔ **Le candidat YCPR** ne présente pas de projection sur les tarifs de courtes durées

- **Tarifs des autres services**

**La CCIMP** n'a pas indiqué dans sa grille tarifaire le tarif des services divers, cf paragraphe 5.2.3.1. « Comparaison de tarifs actuels et proposés en année 1 ». Or, elle précise dans un document intitulé « politique tarifaire », les tarifs de nouveaux services tels que le parking, la conciergerie, location de vélo.

*Tarif des services divers proposés par la CCIMP - parking, conciergerie, location de vélo*

| | **Années 1 et 2** | **Années 3 et 4** | **Années 5 à 7** | **Années 8 à 10** |
|---|---|---|---|---|
| **€HT/poste à flot** | 5 | 10 | 20 | 30 |
| Evolution | | 100,00% | 100,00% | 50,00% |

Pour rappel**, l'YCPR**, ne propose pas dans son offre ce type de prestation.

#### 5.2.3.3. SYNTHESE

**L'offre CCIMP** présente une grille tarifaire globalement cohérente au niveau des diverses occupations.

A noter toutefois une rupture avec les catégories de surface actuelles, entrainant une hausse globale des tarifs pour les petites surfaces (occupation, gardiennage notamment). L'application d'une tarification spécifique pour les occupations du club et du restaurant est en revanche bien distinguée. En termes d'évolution, la formule d'indexation proposée n'est pas satisfaisante.

L'introduction du système bonus-malus crée un delta dans l'application des tarifs de base, et nécessite d'être précisé. Un tarif d'occupation individuelle de longue durée d'un poste à flot en mouillage précaire est établi, toutefois peu de précisions sont apportées sur les modalités d'application de ce tarif.

Les prestations accessoires n'ont pas été clairement définies et leurs tarifs n'ont pas été indiqués dans la grille tarifaire.

➔ ***En termes de maîtrise des tarifs, l'offre CCIMP est jugée moyenne.***

**L'offre YCPR** présente une grille tarifaire globalement similaire à la grille actuelle. Les occupations longue durée connaissent une hausse de +3% en début de contrat puis suivent l'inflation. Les tarifs courte durée haute saison connaissent une hausse plus importante en début de contrat. Toutes activités du club étant intégrées dans la DSP, le candidat ne prévoit pas de tarifs pour l'occupation du bâtiment et du terre-plein non bâti.

Le candidat propose un tarif d'occupation individuelle de longue durée d'un poste à flot en mouillage précaire, toutefois, peu de précisions sont apportées sur les modalités d'application de ce tarif.

➔ ***En termes de maîtrise des tarifs, l'offre YCPR est jugée moyenne. A terme le tarif des postes à flots des plaisanciers atteint 63,5€ par m² soit une évolution de 2,3% par an.***

### 5.2.4. Redevance au délégant

**Le candidat CCIMP** propose une redevance fixe de 550k€ indexée à 2% (comme la formule d'indexation des tarifs qu'il propose) puis l'introduction d'une part variable de 3% du CA à partir de 2020. → soit 6 494k€ sur la durée du contrat.

➔ ***L'offre CCIMP est jugée satisfaisante en termes de redevance au délégant.***

**Le candidat YCPR** propose une redevance fixe de 530k€ indexée à 2% → soit 5 803k€ sur la durée du contrat.

➔ ***L'offre YCPR est jugée moyenne en termes de redevance au délégant***

Le choix de l'indexation devrait dépendre de la charge que doit couvrir la collectivité avec cette recette : s'il s'agit de travaux, un indice travaux pourrait être plus pertinent.

L'introduction d'une part variable est à discuter avec les candidats :

- Selon le CA → qui a le mérite d'inciter le délégataire à limiter ses charges pour ne pas être pénalisé ;
- Selon le résultat → qui a le mérite de venir encadrer le bénéfice du délégataire (par exemple : au-delà de 6% de résultat net, 30% reviendra au délégant).

### 5.2.5. Cohérence du compte d'exploitation

**Le candidat YCPR** a rayé au niveau du chapitre V- régime financier du contrat, à l'article 26 intitulé « Principes généraux » les obligations suivantes :

- Etablissement des factures clients en corrélation avec les seuls services proposés dans le cadre du contrat

- Acceptation uniquement des factures fournisseurs correspondant à des prestations strictement liées à l'exécution du contrat

**Ces obligations doivent être réintégrées dans le contrat, afin de garantir la transparence des comptes relatifs à l'exécution du contrat, puisque le candidat ne propose pas la constitution d'une société dédiée à la gestion du contrat.**

**Toutefois, pour la facturation fournisseurs, des exceptions peuvent être précisées dans le contrat, notamment en ce qui concerne les factures d'eau et d'électricité concernant le bâtiment, qui sera occupé par les locaux de la DSP, les locaux dédiés aux activités du club et le restaurant, l'EURL, le Yachting.**

### 5.2.5.1. COHERENCE DES CHARGES

#### 5.2.5.1.1. **Charges en année 1**

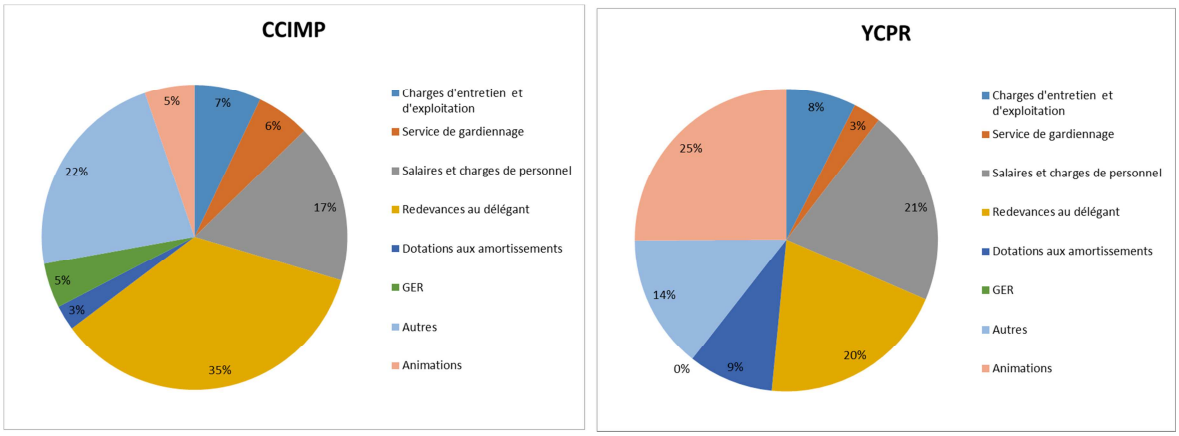
Pour réaliser le chiffrage de la DSP 3, **le candidat CCIMP** s'est basé sur les données financières historiques tirées des rapports du délégataire pour l'année 2015 et 2016 (budget prévisionnel annexé au RAD 2015), et l'année 2017 est estimée égale au budget 2016.

➔ Deux éléments limitent toutefois la comparaison :
- o le candidat a intégré dans le poste « impôts et taxes » la taxe foncière qu'il envisage de refacturer aux usagers (179k€ estimé en 2018), elle n'est pas prise en compte dans l'actuel contrat
- o d'autre part le candidat semble avoir dissocié au sein des charges d'entretien des charges de GER.

**Le candidat YCPR** a présenté un chiffrage du contrat de DSP, intégrant les activités anciennement portées et financées par le club. (comme le montre la figure ci-dessous le volet animations représente 25% des charges pour YCPR contre 5% pour CCIMP).

Cette présentation rend difficile l'appréciation de son offre et l'analyse de la cohérence par rapport à la DSP actuelle. De plus, comme indiqué au § 5.1.1 .1, les activités du club ne peuvent être assimilées aux manifestations que le délégataire doit organiser au titre du contrat.

➔ **<u>de nouveaux comptes sont à demander à l'YCPR sur le périmètre DSP uniquement.</u>**




#### 5.2.5.1.2. **Evolution des charges sur la durée du contrat**

*Les deux candidats ont respecté la consigne du cahier des charges qui était de faire une projection tenant compte d'une inflation de +2% par an.*

**Pour le candidat CCIMP**, au-delà de l'inflation de 2%, certains postes connaissent également une évolution différenciée :

- Impôts et taxes : +8%/an en raison de l'augmentation progressive du résultat venant augmenter l'IS au fil des années ;
- Personnel (animation + exploitation): +4%/an en raison de la hausse du nombre d'ETP en 2020 ;

- La redevance au délégant : 3,1%/an en raison de l'introduction d'une part variable de 3% du CA à partir de 2020.

**Pour le candidat YCPR**, au-delà de l'inflation de 2%, seule la dotation aux amortissements connait une évolution différenciée. Ce montant, qui doit néanmoins intégrer les amortissements du club, devra être réévalué dans le cadre de la nouvelle proposition intégrant seulement ceux liés au contrat de DSP.

#### 5.2.5.1.3. Achats-fourniture – activité d'exploitation

| Achats-Fourniture | Actuel | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|---|
| Charges achats-fournitures | 99 635 | 79 195 | 148 000 |
| Nombre d'anneaux | 721 | 721 | 721 |
| Charges €/anneaux | 138 | 110 | 205 |

**Le candidat CCIMP** présente une charge en réduction par rapport à la DSP actuelle.

**Le candidat YCPR** doit isoler la charge propre à la DSP, c'est-à-dire celle correspondant aux missions déléguées dans le cadre du contrat. (cf explications indiquées au paragraphe 5.1.1.1 Animations).

#### 5.2.5.1.4. Charges d'entretien et d'exploitation

| Charges entretien et fourniture | Actuel | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|---|
| Charges € | 146 115 | 110 313 | 197 000 |
| Nombre d'anneaux | 721 | 721 | 721 |
| Charges €/anneaux | 203 | 153 | 273 |

**Le candidat CCIMP** présente un coût moindre par rapport à la DSP actuelle. Néanmoins le candidat a séparé dans les comptes un poste « GER » (74k€) dans lequel il intègre « Des opérations mineures de réfections (type peinture, vitre, balustrades…) ».

**Le candidat YCPR** doit isoler la charge propre à la DSP, c'est-à-dire celle correspondant aux missions déléguées dans le cadre du contrat. (cf explications indiquées au paragraphe 5.1.1.1 Animations).

#### 5.2.5.1.5. Services de gardiennage

| Service de gardiennage | Actuel | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|---|
| Charges € | 77 684 | 88 250 | 78 000 |
| Nombre d'anneaux | 721 | 721 | 721 |
| Charges €/anneaux | 108 | 122 | 108 |

**Le candidat CCIMP** propose un coût en hausse par rapport au coût actuel.

**Le candidat YCPR** propose un coût équivalent au coût actuel.

Les recettes de gardiennage versées par les usagers, soit 90 k€ en année 1, sont supérieures à la charge estimée par le candidat. Donc, les recettes de gardiennage couvrent cette dépense.

#### 5.2.5.1.6. Services extérieurs

**Le candidat CCIMP** présente une charge de 17k€ sur ce poste en 2018, sans toutefois donner de détail. Par ailleurs il faut souligner que le candidat précise dans son mémoire qu' « étant donné l'effectif global, à ce stade la mutualisation sera réduite dans les premières années de la DSP. Elle devra être évaluée suivant l'augmentation de l'activité ». Le montant proposé est donc vraisemblablement sous-valorisé par rapport à l'autre candidat.

**Le candidat YCPR** doit isoler la charge propre à la DSP, c'est-à-dire celle correspondant aux missions déléguées dans le cadre du contrat. (cf explications indiquées au paragraphe 5.1.1.1 Animations).

Des précisions sur les composantes de ce poste de recettes sont à transmettre.

#### 5.2.5.1.7. Impôts et taxes

**Le candidat CCIMP** présente une charge de 191k€ en 2018. Celle-ci intègre :

- La CET et taxes diverses,
- La taxe foncière des usagers : calculée à partir de la valeur locative cadastrale de $110€_{1970}$ , soit $770,0€_{2016}$ après indexation par le facteur d'inflation des prix à la consommation calculé par l'INSEE (7,00x en 2016). Le taux retenu pour l'ensemble de la durée de la concession est le taux 2016 pour les propriétés bâties sur la commune de Marseille, à savoir 61,155%. La taxe foncière 2016 par poste à flot calculée est ainsi de 770 x 1,0 x 50% x 61.155% = $235,44€_{2016}$***, ce calcul semble très pessimiste, et grève fortement le bilan.***
- L'impôt société calculé forfaitairement au taux moyen de 33.33 % sur le résultat avant impôt.

➔ Le taux de 33.33% choisi pour l'IS semble pessimiste. Un taux moyen de 28% sur la durée du contrat semblerait plus cohérent.

➔ Le calcul de la taxe foncière est également à discuter avec le candidat.

Le candidat envisage de refacturer la taxe foncière appliquée au plan d'eau aux usagers.

Or, le redevable légal est le délégant. La taxe foncière n'est pas à refacturer à l'usager. Le candidat, devra effectuer une estimation du montant total de la taxe foncière, sur la base de 152,15 € par an et par bateau, et prévoir les tarifs lui permettant de couvrir cette charge.

*Le délégataire doit intégrer le montant total estimé de la taxe foncière.*

Enfin, la taxe de séjour est forfaitaire, le redevable légal est le délégataire et non l'usager. Elle n'est pas collectée. Les tarifs des soumissionnaires doivent tenir compte de cette taxe

Le candidat a intégré cette charge dans le poste « Impôt et taxes ».

**Le candidat YCPR** présente une charge de 80k€ en 2018. Celle-ci intègre :

- l'IS → le candidat précise dans son mémoire qu'il s'agit de « la partie fiscalisée des activités du Yachting Club (essentiellement activités liées à la DSP et aux écoles - Le volet club et animation n'est pas fiscalisé) » → il s'agira de retirer la partie club;
- la taxe foncière des usagers : à partir du montant de 110€ par poste ;
- la CFE : 30k€ par an

➔ Le calcul de la taxe foncière est probablement à discuter avec le candidat. Demander par ailleurs, dans quel compte est imputée la taxe dans la partie recette de l'annexe B1.

Le calcul de la taxe foncière n'est pas détaillé dans l'offre, toutefois d'après les indications de l'offre, le candidat pouvait se baser sur un montant par bateau de 110 €/an.

Le candidat n'a pas effectué de propositions sur les modalités de paiement de la taxe foncière par les usagers.

Le plan d'eau de la DSP comporte 721 postes à flot, soit un montant annuel de taxe foncière estimé à 79 310 € (110 €/an x 721).

Le redevable légal est le délégant. Le candidat, devra effectuer une estimation du montant total de la taxe foncière, sur la base de 152,15 € par an et par bateau, et prévoir les tarifs lui permettant de couvrir cette charge.

Le délégataire doit intégrer dans ses charges le montant total estimé de la taxe foncière.

Enfin, la taxe de séjour est forfaitaire, le redevable légal est le délégataire et non l'usager. Elle n'est pas collectée. Les tarifs des soumissionnaires doivent tenir compte de cette taxe

#### 5.2.5.1.8. Personnel

**Le candidat CCIMP** présente 346k€ de charges prévisionnelles pour 2018 avec une quasi stabilité du nombre d'ETP pour 2018. En termes d'évolution le candidat propose une hausse à 8 ETP en 2020 (+67k€), puis une stabilité.

**Le candidat YCPR** a inscrit, sur le compte d'exploitation prévisionnel, le montant des charges de personnel lié à l'activité d'exploitation, soit 552 k€ en année 1, et le montant des charges de personnel lié à l'activité d'animation, soit 107 k€ en année 1. Le total s'élevant à 659 k€ en année 1.
Pour indication, le montant des charges de personnel, dans le cadre du contrat de DSP en cours, s'est élevé en 2016 à 260 k€ pour environ 6 ETP.

Le candidat a donc affecté, en totalité ou presqu'en totalité, ses salariés au contrat de DSP.

Le candidat **YCPR** doit isoler la charge propre à la DSP.

#### 5.2.5.1.9. Renouvellements

*En préalable, nous souhaitons rappeler la définition contractuelle des travaux d'entretien et de maintenance (art.14 du projet de contrat) : « Les travaux d'entretien et de maintenance du Délégataire comprennent toutes les réparations courantes et les opérations permettant d'assurer le*

*maintien en état de bon fonctionnement de l'exploitation des biens inclus dans le périmètre du Contrat, jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaire des travaux de grosses réparations ou de renouvellement. »*

Il est comptablement important de distinguer ce qui relève de l'entretien et ce qui relève du renouvellement. Dans leurs propositions, les deux candidats semblent mélanger ces deux types d'opération au sein de mêmes postes.

**CCIMP :**

Le candidat introduit un poste GER qu'il inclut dans les charges d'exploitation et qui comprend : « Des opérations mineures de réfections (type peinture, vitre, balustrades…) […] Un ensemble de petits équipements en renouvellement à prévoir durant la DSP sur l'aire de carénage (engins…)

→ ces renouvellements sont intégrés ici dans l'hypothèse générale de GER. »

*A notre sens, le remplacement d'équipements ne devrait pas figurer en charges d'exploitation mais en immobilisations, et donc seulement impacter les dotations aux amortissements dans le compte de résultat.* Et ce d'autant plus que la VNC rachetée en début de contrat puis amortie, est elle-même composée d'équipements de ce type (bers, bornes, etc.).

*Le montant du renouvellement est basé sur une valeur de 100€/anneau et par an. Il conviendrait de demander au candidat de justifier ce montant.*

Le candidat prévoit des renouvellements dès la première année du contrat.

Le montant des équipements à renouveler s'élève à **805 000** €, dans l'offre de la CCIMP, sur toute la durée du contrat (soit 73 k€ en année 1 pour atteindre 88 k€ en année 10).

**YCPR :**

Le candidat impute sur le même poste des opérations qui relèvent de l'entretien et du renouvellement : « Les investissements sur les pannes et pontons correspondent à un entretien approfondi (changement de chaines mères, reprise des fixations des catways…) d'un ponton par an, soit les dix sur la durée de la DSP. […] Les investissements pour la « distribution et fluide » correspondent à la maintenance, voire changement, des bornes de distribution. »

→ *entretien et renouvellement devraient être distingués.*

Au niveau du programme de renouvellement, on constate que l'YCPR effectue un programme annuel équivalent d'une année sur l'autre sur le plan d'eau. Il prévoit, 36 k€ de travaux par an, soit 360 k€ sur 10 ans.

Il prévoit également :

- 80 k€ pour renouveler le système de climatisation du bâtiment,
- 50 k€ d'outillage
- 20 k€ pour le remplacement des barrières automatiques.

Soit un montant total de renouvellement de 510 k€.

**<u>Proposition</u>**

Il pourrait être proposé aux candidats de repartir du document A5 C du DCE afin de constituer un programme de renouvellement détaillé de tous les équipements. A partir de la durée de vie

résiduelle précisée dans ce document, les candidats devraient être en capacité de fournir un programme détaillé des dépenses de renouvellement pour chaque année, élément par élément. Ce document pourra également être complété des nouveaux équipements que les candidats se proposent d'intégrer et qui devraient éventuellement subir un renouvellement en cours de contrat (bornes, etc).

#### 5.2.5.1.10. Investissements

| Investissements (hors GER) | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|
| distribution fluides | | |
| SMART Port | 120 000 | |
| bornes connectées | 150 000 | |
| bilan carbone | 30 000 | |
| vidéosurveillance | | |
| généralisation du tri et dev. durable | 100 000 | |
| Port center | 10 000 | |
| Etanchéité toit terrasse | | 80 000 |
| Aménagement pour JO 2024 Terrasse vue mer | | 200 000 |
| Réaménagement locaux pour accueil des sportifs JO 2024 | | 370 000 |
| engins de servitude | | 40 000 |
| informatique | | 30 000 |
| **TOTAL** | **410 000** | **720 000** |

**Montant total du programme d'investissements et de renouvellement**

Le montant total du programme d'investissements et de renouvellement proposé par les candidats est proche.

**Pour la CCIMP** : Le montant total du programme de renouvellement (805 k€) et d'investissements s'élève à 1 215 k€.

**Pour l'YCPR** : Le montant total du programme de renouvellement (510 k€) et d'investissements s'élève à 1 230 k€.

Toutefois, l'YCPR devra ajuster les montants proposés, afin que l'équilibre économique du contrat, qui n'intègre pas les activités du club, soit viable.

**Planification des investissements**

**Le candidat CCIMP** propose de réaliser tous les investissements et équipements en année 1 du contrat. *Cela est-il vraiment réalisable ?* L'annexe B2, qui intègre les investissements et équipements à renouveler enregistrés en immobilisations, présente également les équipements à renouveler qui figureront au niveau du compte GER. *Le candidat doit apporter des précisions sur les différentes écritures.*

Les dotations aux amortissements inscrites sur le compte d'exploitation prévisionnel sont enregistrées conformément à l'exigence du cahier des charges, soit la pratique des amortissements de caducité.

**Le candidat YCPR** a indiqué une planification des investissements principalement sur les années 1 et 2 (soit 340 k€ de travaux programmés).

Des dotations aux amortissements sont présentes sur le compte d'exploitation prévisionnel, toutefois le total de ces dotations s'élèvent à 2 966 k€, or celui-ci aurait dû correspondre aux 1 230 k€ proposés pour les investissements et renouvellements.

*Pourquoi un tel écart ?*

*Le candidat devra réexaminer ses propositions en termes d'investissements et de renouvellements en fonction des missions confiées dans le cadre du contrat de DSP et compléter le compte d'exploitation prévisionnel de façon cohérente.*

**Financement des investissements**

Concernant les modalités de financement de ces investissements :

**Le candidat CCIMP** finance les investissements entièrement par emprunt : Taux fixe de 3,0% (soit une marge de 250 bps sur un taux de swap moyen de 50 bps) sur 10 ans avec remboursement du capital constant. → la marge de 2,5% semble élevée.

**Le candidat YCPR** ne présente aucune charge financière. Le candidat devra justifier ce point et dire s*'il souhaite autofinancer les investissements, ce qui apparaît impossible, au vu de la marge d'exploitation négative de son compte d'exploitation, ou recourir à l'emprunt, ce qui apparaît plus cohérent, mais tout aussi problématique.*

*Il s'avère également que le montant des investissements a été établi en fonction du compte de résultat prévisionnel proposé, qui intègre les recettes des activités jusqu'à présent financées par le club.*

***Le montant des investissements, et des renouvellements, devra être de nouveau évalué par le candidat lors de l'établissement d'un compte prévisionnel corrigé, réduit aux seules activités de la DSP.***

-

### 5.2.5.2. COHERENCE DES RECETTES

#### 5.2.5.2.1. **Recettes en année 1**

| | | | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|---|---|
| **Produits** | **2015** | **2016** | **2018** | **2018** |
| occupations de longues durées | 935 865 | 935 000 | 1 210 007 | 722 056 |
| Occupations de « courtes et longues durées » | | | | 298 706 |
| occupations de « courtes et longues durées »-passage occasionnel | 41 743 | 41 000 | 22 627 | 38 000 |
| Services accessoires | 88 675 | 87 200 | 126 740 | 90 000 |
| Manifestations & animations | 97 555 | 98 000 | 0 | 397 000 |
| Autres produits | 86 702 | 86 000 | 209 568 | 1 124 900 |
| **Total produits** | **1 250 540** | **1 247 200** | **1 568 942** | **2 670 662** |

#### 5.2.5.2.2. **Evolution des recettes sur la durée du contrat**

Les deux candidats ont respecté la consigne du cahier des charges qui était de faire une projection tenant compte d'une inflation de +2% par an.

**Pour le candidat CCIMP**, au-delà de l'inflation de 2%, certains postes connaissent une évolution différenciée :

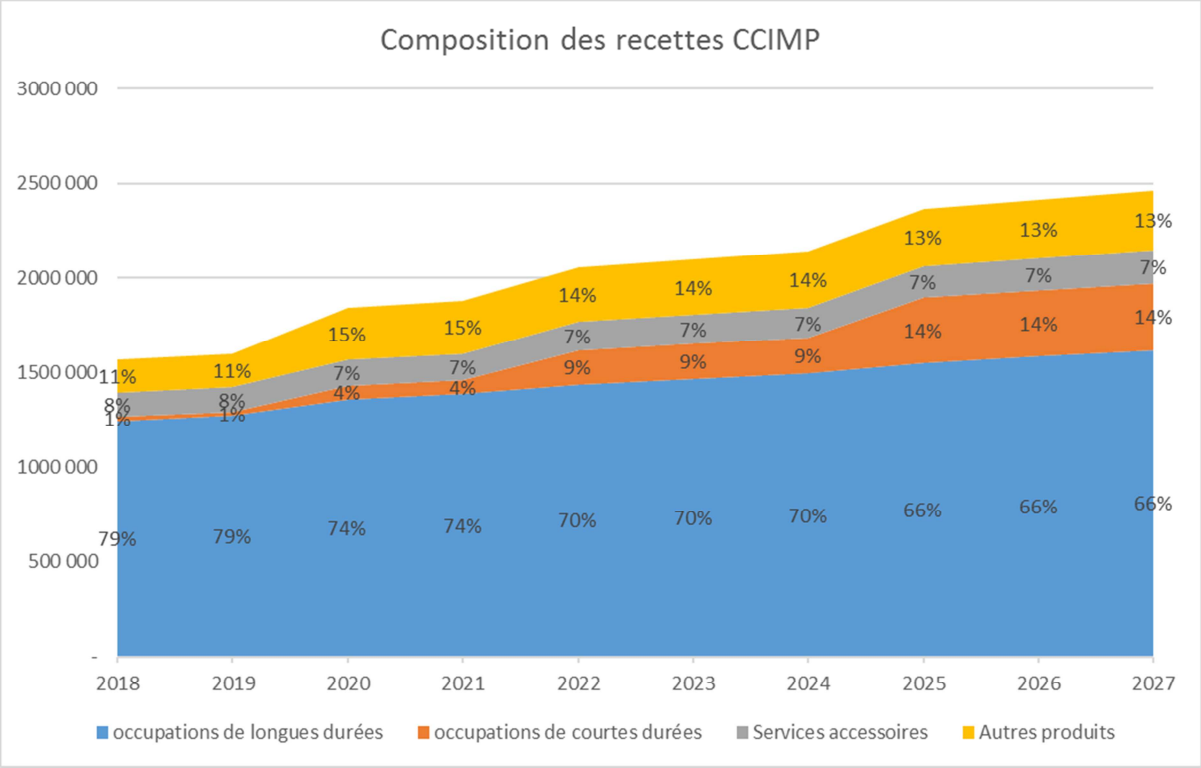
- occupations individuelles de postes à flot longue durée : malgré des augmentations tarifaires pratiquées en cours de contrat, ces recettes ont une évolution annuelle moyenne sur la durée du contrat de +0,5%/an en raison de la diminution du nombre de poste dédié à cette occupation, (soit -17%, 697 postes en année 1 contre 577 postes à partir de 8$^{ème}$ année de contrat);
- occupations de postes à flot professionnels : +33%/an en raison essentiellement de l'augmentation du nombre de poste dédié à cette occupation (de 7 à 62) et dans une moindre mesure du tarif ;
- occupations de postes à flot associations et pôle course : +15,4%/an en raison essentiellement de l'augmentation du nombre de poste dédié à cette occupation (de 7 à 20) et dans une moindre mesure du tarif ;
- occupations individuelles de postes à terre ou à flot de courte durée : +36%/an en raison de l'augmentation du nombre de postes dédiés à cette occupation ainsi que des tarifs ; *toutefois le montant des recettes en année 1 (22 k€) et en année 2 (23 k€) est très faible, veuillez en expliquer les raisons.*
- autres services (accueil, mise à dispo. personnel, etc.) : +24,5%/an en raison de l'augmentation des tarifs.

Remarque :

- Recettes « Occupation commerciale de terre-plein » et « Recettes « Occupation non commerciale de terre-plein »

Le candidat a correctement estimé et enregistré les recettes versées par l'activité de restauration et par le club à partir des superficies détaillées dans l'annexe A 7 du DCE et des tarifs proposés dans sa grille tarifaire (annexe B4 de l'offre).

Ces différentes évolutions ont l'impact suivant sur la structure des recettes :




➔ Nous pouvons constater que la forte hausse des tarifs de passage amène les recettes d'occupations de courte durée à 14% des recettes totales. La part des occupations longue durée est quant à elle réduite à 66%.

**Cette évolution paraît toutefois peu réaliste. Le candidat prévoit d'année en année l'augmentation des postes de passage avec pour les 3 dernières années du contrat, 62 postes dédiés au passage, soit 9 % des postes du plan d'eau (2018 : 10 postes).**

**Il s'avère que depuis de nombreuses années, il est observé sur les ports gérés en régie ou en DSP, des difficultés pour libérer des postes.**

**Il est nécessaire que le candidat précise ici les modalités permettant la libération des postes afin de les dédier au passage**

**Pour le candidat YCPR**, aucune autre évolution n'est intégrée en dehors de l'inflation à 2%.

**Remarques :**

- **Recettes « Occupations de courtes et longues durées »**

Le candidat a indiqué sur le compte d'exploitation prévisionnel, en recettes, l'intitulé suivant « occupations de courtes et longue durées passagers ».

Dans le mémoire technique, le candidat précise que le passage occasionnel représente 38 k€ de recettes (année 1) et que les recettes issues des occupations de longue durée, pour les non titulaires, correspondent ainsi au solde de ce compte, soit 298 k€ (en année 1).

Cette distinction a été opérée alors que le candidat n'a pas apporté cette précision sur l'annexe B7 relative aux occupations domaniales. Par contre, comme cela a été détaillée au paragraphe

« Valorisation du patrimoine... », les places de passage concernées par les occupations de longue durée pour les non titulaires ont été mentionnées sur l'annexe B5, relative au tableau de bord.

*Le candidat devra transmettre des documents sur lesquels tous les éléments concordent.*

- **Recettes « manifestations et animations »**

Le volume de recettes liées aux manifestations et animations est élevé soit, 398 k€ (en année 1), alors que dans le contrat de l'actuel DSP, ce montant est quatre fois plus faible.

Comme cela a été précisé dans les paragraphes « animations » et « évènements », les animations et manifestations du club ne doivent pas être intégrées au contrat de DSP. *Par conséquent, le montant de recettes correspondant aux seules manifestations et animations de la DSP devra être enregistré sur le compte d'exploitation prévisionnel.*

- **Recettes « autres produits ».**

  - Poste « Ventes de marchandises »

Ce poste représente un montant élevé de 1 000 k€ et peu de précisions ont été apportées sur ce compte. Le candidat a indiqué qu'il s'agissait des produits des services du club, et particulièrement les droits d'inscription.

Le commentaire est similaire à celui du paragraphe ci-dessus relatif aux recettes « manifestations et animations ». Les activités du club ne sont pas intégrées au contrat de DSP et les recettes idoines doivent être supprimées du compte d'exploitation prévisionnel.

  - Poste « redevance restaurant »

Le candidat a inscrit ce poste de recette en dernière ligne du compte d'exploitation prévisionnel, or ce poste faire partie des recettes d'occupation commerciale de longue durée de terre-plein bâti, puisque les espaces ont été présentés de cette façon dans l'annexe A7 du DCE.

La gestion domaniale des terre-pleins est une des missions principales confiées au délégataire du contrat.

Le candidat n'a d'ailleurs pas mentionné de tarif approprié dans sa grille tarifaire (cf paragraphe « Maîtrise des tarifs et prix pratiqués »).

*Le montant de la redevance d'occupation devra donc être calculé à partir d'un tarif établi le candidat et devra être reporté sur le compte d'exploitation prévisionnel.*

- **Recettes liées à l'occupation des espaces de la DSP par le club**

Le candidat ayant dans sa proposition intégré les activités du club, il ne considère donc pas le club comme occupant du périmètre DSP et donc aucune redevance d'occupation n'impacte le compte d'exploitation prévisionnel.

Le candidat n'a d'ailleurs pas mentionné de tarif approprié dans sa grille tarifaire (cf paragraphe « Maîtrise des tarifs et prix pratiqués »).

*Le montant de la redevance d'occupation devra donc être calculé à partir d'un tarif établi le candidat et devra être reporté sur le compte d'exploitation prévisionnel.*

#### 5.2.5.3. VENTILATION DES CHARGES ET RECETTES - MISSION « ANIMATION »

**Le candidat CCIMP** n'identifie pas explicitement de budget lié à l'animation, car il considère que *« Les animations et évènements sont financés par leur propre budgets. Nous proposons une hausse globale du budget d'évènements, associé à la volonté d'en organiser de nouveaux en complément de l'offre actuelle. Nous considérons que les évènements présentent un compte de résultat équilibré avec des revenus équivalents aux dépenses. Les animations seront pilotées par la DSP mais leur réalisation « sous-traitée » aux clubs, associations et autres acteurs. »*

Le candidat affecte pour 82k€ de personnel en 2018 sur le suivi et la coordination des animations et manifestations, puis 140k€ à partir de 2020.

*Des précisions sont attendues sur le détail de ce poste.*

Dans le DCE, un responsable coordination et animation représentant 0,23 ETP est affecté à la DSP ainsi qu'un chef de base et un moniteur, représentant chacun moins de 0,05 ETP.

*Le candidat précisera les fonctions et le nombre d'ETP idoine affectés à cette mission animation.*

Par ailleurs, le détail des autres charges comme les achats de fournitures et autres charges liées aux manifestations n'est pas inscrit au compte d'exploitation prévisionnel.

*Il est nécessaire que le candidat apporte des précisions sur les charges et les recettes liées à l'animation. Une estimation par type d'animation (à portée locale, nationale) est attendue. Egalement, le candidat doit préciser les engagements contractuels pris avec les clubs, les modalités financières et les moyens qui seront mis en œuvre pour permettre la bonne réalisation de celles-ci.*

**Le candidat YCPR** présente les opérations suivantes dans son annexe B1 :

| **YCPR** | **2018** |
|---|---|
| **Recettes manifestions** | **397 000** |
| Services | 75 000 |
| Subventions perçues | 270 000 |
| Autres produits | 52 000 |
| **Charges manifestions** | **660 400** |
| Achats-fournitures | 217 000 |
| Charges liées aux manifestations | 72 000 |
| Service de gardiennage | 23 000 |
| Autres services extérieurs | 205 000 |
| Salaires et charges de personnel | 107 000 |
| Subventions versées | 0 |
| Autres | 36 400 |

Dans son mémoire technique il déclare : *« Le budget « manifestation » s'équilibre globalement : certaines dégagent un excédent et d'autres, une perte. […] Dans le budget général du Yachting Club, celui de la manifestation se positionne ainsi : la gestion de la Délégation (DSP) ne dégage pas d'excédent. Le volet « manifestation » est donc supporté à 60% par les cotisations des membres et à 40% par les subventions »*

Alors que l'annexe B1 montre un volet animation déséquilibré, il faut en réalité comprendre que ce sont les recettes du club qui équilibrent le budget manifestation. L'exploitation des postes à flot ne semble donc pas contribuer au financement des manifestations.

➔ *Les recettes et charges propres aux activités de la DSP doivent être isolées.*

#### 5.2.5.4. COHERENCE DES EQUILIBRES FINANCIERS

Tout d'abord quelques remarques sur les éléments transmis par les candidats :

- Le **candidat CCIMP** a complété le tableau sur les soldes intermédiaires fourni dans le DCE. Toutefois il a également fourni un autre modèle financier précisant ces soldes, et un écart a pu être constaté entre les deux tableaux sur l'EBE. Par ailleurs, l'offre n'intègre pas les charges liées à l'organisation des animations et évènements nautiques (à l'exception des charges de personne). Les résultats présentés sont donc vraisemblablement surestimés.

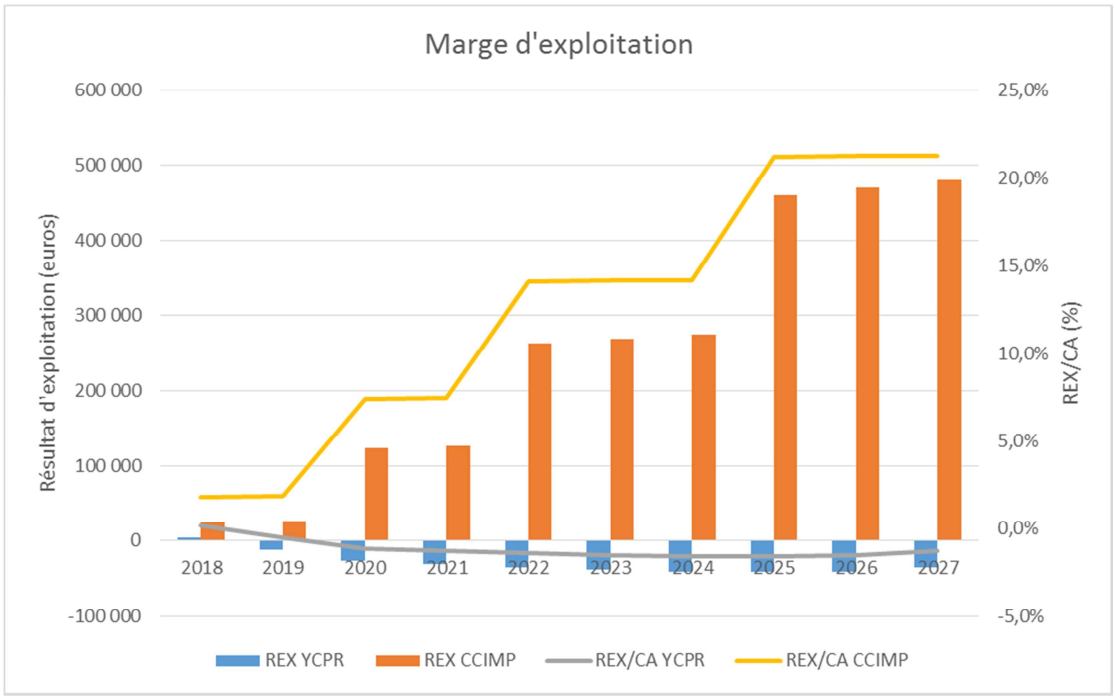
- Le **candidat YCPR** a bien complété le tableau sur les soldes intermédiaires de gestion. Toutefois l'impossibilité d'isoler les charges et recettes liées à la DSP fausse la comparaison.

<u>Afin de raisonner toute chose égale par ailleurs, ces tableaux sont donc retraités selon les principes suivants :</u>

- **Pour CCIMP** : la redevance au délégant est sortie du calcul de la valeur ajoutée (cf. cahier des charges : « La redevance au Délégant sera comptabilisée sous le numéro comptable 65xxxx. »).

- **Pour YCPR :** la redevance au délégant est sortie du calcul de la valeur ajoutée (cf. cahier des charges : « La redevance au Délégant sera comptabilisée sous le numéro comptable 65xxxx. »).

##### 5.2.5.4.1. **Marge d'exploitation**

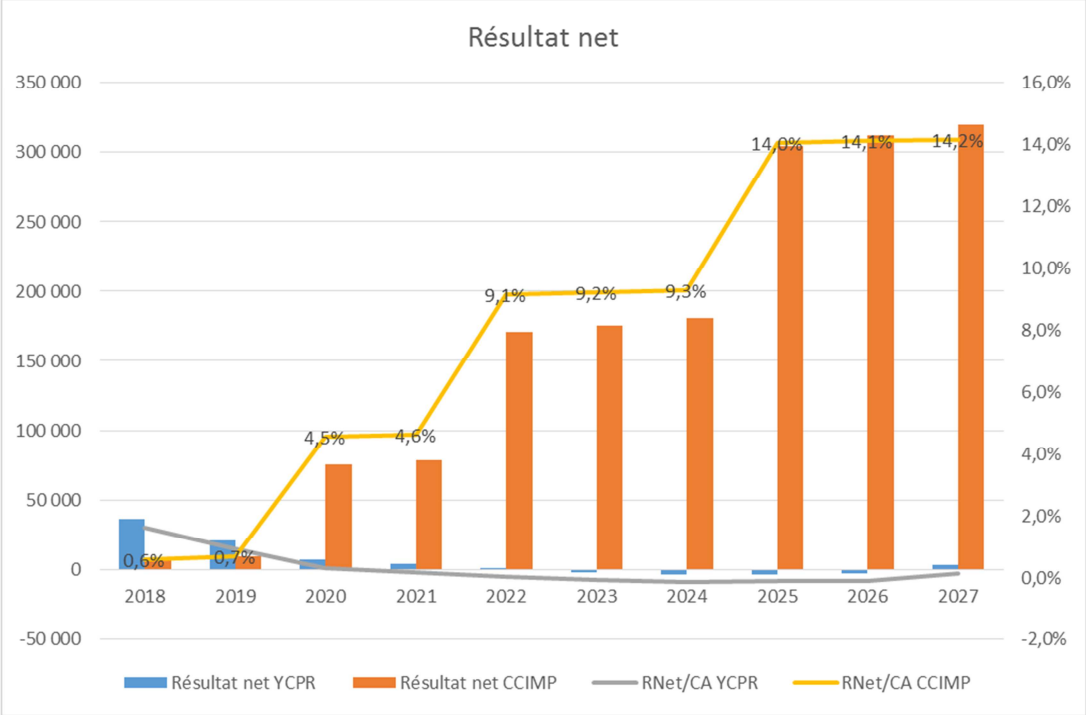


**Le candidat CCIMP** présente une forte hausse de sa marge d'exploitation qui se situe à 13,6% du CA sur la durée du contrat.

**Le candidat YCPR** présente en revanche une marge d'exploitation faiblement négative, ce qui interroge sur l'équilibre prévisionnel présenté.

Le résultat d'exploitation est lourdement impacté par le montant trop élevé des dotations aux amortissements, qui ne correspondent pas à celles qui devraient être imputées au contrat de DSP.

#### 5.2.5.4.2. Résultat net




**Pour le candidat CCIMP**, le résultat net global sur la durée du contrat s'établit à 8,8% du CA ce qui est élevé. Ce résultat est par ailleurs sous-estimé dans la mesure où le taux d'IS employé est de 33% sur la durée du contrat alors que celui-ci devrait diminuer dès 2018.

La CCIMP prévoit une forte progression du résultat net sur la durée du contrat avec, en année 1, un résultat de 8 k€ et, en année 10, un résultat net de 319 k€ (soit 40 fois plus important qu'en année1). Ces résultats net élevés, dès la troisième année du contrat, proviennent de prévisions de recettes issues des passages de courte durée (passage en escale) très ambitieuses (soit 354 k€ en année 10). Des recettes « naming » viennent également contribuer à l'augmentation des produits dès l'année 3 du contrat, soit environ 100 k€ de l'année 3 à l'année 10.

**Pour le candidat YCPR**, le résultat net global sur la durée du contrat s'établit à 0,2% du CA ce qui est très faible.

Le compte d'exploitation prévisionnel établi par le candidat YCPR prévoit des bénéfices pour les années de 1 à 5 et en dernière année.

C'est le résultat financier et le résultat exceptionnel qui garantit ici l'équilibre (précaire) du contrat (grâce à la présence de « produits exceptionnels », non détaillés).

Habituellement, dans les contrats de DSP, la situation est inversée. Les premières années du contrat sont déficitaires, en milieu de contrat, un équilibre est atteint et les dernières sont bénéficiaires.

Cette situation présente peu de garanties.

#### 5.2.5.4.3. **Flux de trésorerie**

Le **candidat CCIMP** a fourni dans son offre le tableau de flux de trésorerie. Ces éléments sont cohérents avec le compte de résultat.

*Le **candidat YCPR** n'ayant pas fourni de tableau de flux de trésorerie, il conviendrait de lui en demander un.*

#### 5.2.5.4.4. **Rentabilité du contrat**

En accompagnement de son offre, **le candidat CCIMP** a présenté le tableau d'actualisation des flux de trésorerie.

- ➔ Pour rappel, le taux d'actualisation permet d'apprécier la valeur des flux futurs à la date d'aujourd'hui. Il existe différentes manières de le calculer, mais on peut le décomposer grossièrement entre « le coût du temps » (matérialisé par les taux « sans risque » des obligations d'Etat) et le « coût du risque » (qui dépend du degré de risque sur le projet). *Le taux utilisé ici (8%) nous semble élevé. Il convient de demander au candidat de justifier ce taux. Par ailleurs, demander au candidat d'actualiser dès 2018.*
- ➔ Le TRI représente le taux d'actualisation pour lequel la somme des flux de trésorerie actualisés devient nulle. Le TRI est donc un indicateur de l'attractivité d'un investissement : si le TRI est supérieur au taux d'actualisation, alors le projet doit être rentable. *Le TRI présenté ici est également élevé (30%), il convient de demander au candidat de justifier ce taux.*
- ➔ **Le candidat YCPR** n'a fourni aucun élément à ce sujet.

*Tout comme les flux de trésorerie, il conviendrait de demander **au candidat YCPR** le calcul de la VAN (valeur actuelle nette) des flux de trésorerie avec son hypothèse de taux d'actualisation.*

### 5.2.5.5. SYNTHESE

**L'offre CCIMP** présente des comptes d'exploitation bien conçus : la matrice produite permet de bien comprendre la façon dont a été construit le compte d'exploitation. Toutefois un certain nombre d'hypothèses à la base du modèle sont peu détaillées, voire peu réalistes. Nous pouvons notamment citer : la hausse du nombre de postes dédiés au passage, le budget dédié aux manifestations non précisé, le planning des investissements non produit (tous les investissements seraient alors réalisés en année1), certains ratios de coûts (entretien, GER…) et les niveaux de résultats escomptés (très élevés).

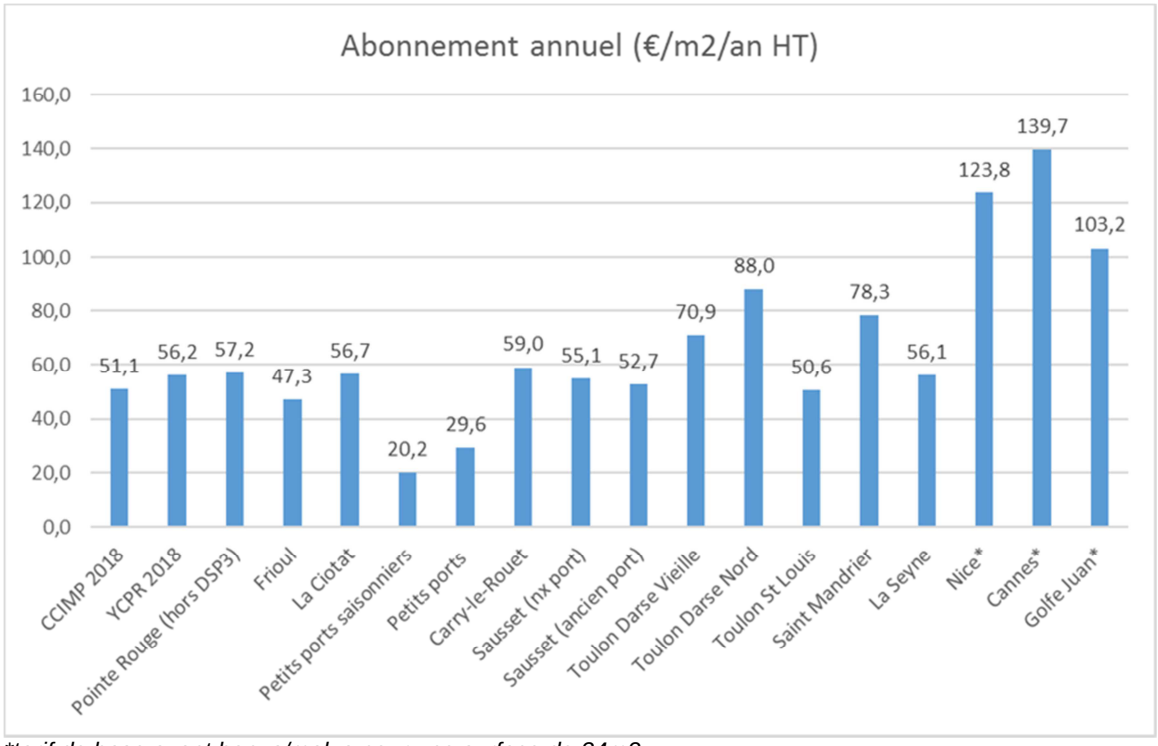
En termes de cohérence des comptes, l'offre CCIMP est **jugée satisfaisante** mais certaines hypothèses doivent être justifiées

En termes de cohérence des comptes, **l'offre YCPR** est **jugée faible** car les activités sur lesquelles se base le candidat nécessitent d'être revues. L'équilibre économique proposé par le candidat apparaît ici fragile, et n'apporte pas de précisions quant aux flux de trésorerie et à la rentabilité du contrat.

## 5.2.6. Rapport qualité-prix des services

5.2.6.1. COMPARAISON AVEC DES TARIFS DE LA REGION

- **Tarif d'occupation individuelle de longue durée**




**tarif de base avant bonus/malus pour une surface de 34m2*

➔ ***Les tarifs annuels proposés par les candidats restent les plus faibles par rapport aux autres ports de la région. Ils restent par ailleurs cohérents avec les prix métropolitains.***

**<u>Comparatif du tarif proposé par la CCIMP avec les tarifs de plusieurs ports métropolitains</u>** (délibérés en Conseil de Métropole en décembre 2017).

| **Tarif de ports métropolitains en €HT/an/m²** | | **Tarif du candidat en € HT/an/m²** | | **Delta tarif candidat/ autre port** | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | **En € HT** | **En %** |
| Pointe-Rouge (régie) | 57,2 | CCIMP 2018 | **51,1** | -6,1 | **-10,7%** |
| La Ciotat | 56,7 | | | -5,6 | **-9,9%** |
| Carry-le-Rouet | 59 | | | -7,9 | **-13,4%** |

➔ *Avec les ports pris en référence ci-dessus, les tarifs proposés par **le candidat CCIMP sont inférieurs** de plus de 10 % aux tarifs pratiqués sur les ports métropolitains en 2018.*

Ces tarifs métropolitains intègrent la part taxe foncière de plan d'eau dont la collectivité doit s'acquitter, ce qui n'est pas le cas du tarif proposé par le candidat CCIMP. Cela explique une partie de l'écart de tarif.
*Il est demandé à l'ensemble des candidats d'intégrer cette part de taxe foncière à leur tarif.*

**Comparatif du tarif proposé par l'YCPR avec les tarifs de plusieurs ports métropolitains** (délibérés en Conseil de Métropole en décembre 2017).

| Tarif de ports métropolitains en €HT/an/m² | | Tarif du candidat en € HT/an/m² | | Delta tarif candidat/ autre port | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En € HT | En % |
| Pointe-Rouge (régie) | 57,2 | YCPR 2018 | **56,2** | -1 | **-1,7%** |
| La Ciotat | 56,7 | | | -0,5 | **-0,9%** |
| Carry-le-Rouet | 59 | | | -2,8 | **-4,7%** |

Remarque: tarif pour des bateaux d'une surface de 20 à 29,99 m²

➔ *Pour les bateaux de superficie comprise entre 20 et 29,99 m², les tarifs proposés par **le candidat YCPR sont inférieurs** aux tarifs métropolitains pris en référence, entre 1 et environ 5 % plus faibles.*

Ces tarifs métropolitains intègrent la part taxe foncière de plan d'eau dont la collectivité doit s'acquitter, ce qui n'est pas le cas du tarif proposé par le candidat YCPR. Cela explique une partie de l'écart de tarif.
*Il est demandé à l'ensemble des candidats d'intégrer cette part de taxe foncière à leur tarif.*

Toutefois, le plan d'eau de la DSP 3 est majoritairement composé de bateaux de petites dimensions.

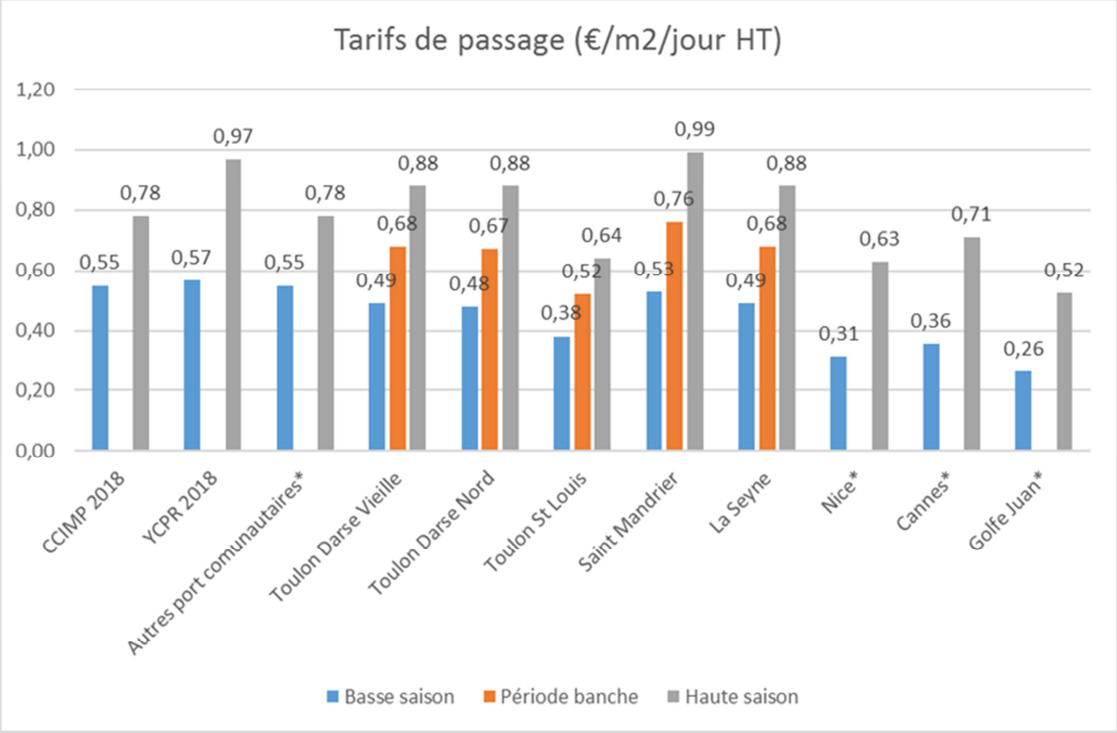
| Tarif de ports métropolitains en €HT/an/m² | | Tarif du candidat en € HT/an/m² | | Delta tarif candidat/ autre port | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En € HT | En % |
| Pointe-Rouge (régie) | 57,2 | YCPR 2018 | **52,64** | -4,56 | **-8,0%** |
| La Ciotat | 56,7 | | | -4,06 | **-7,2%** |
| Carry-le-Rouet | 59 | | | -6,36 | **-10,8%** |

Remarque: tarif pour des bateaux d'une surface de 16 à 19,99 m²

➔ *Pour les bateaux de superficie comprise entre 16 et 19,99 m², les tarifs proposés par **le candidat YCPR sont inférieurs** aux tarifs métropolitains pris en référence, entre 7 % et environ 11 % plus faibles.*

Ces tarifs métropolitains intègrent la part taxe foncière de plan d'eau dont la collectivité doit s'acquitter, ce qui n'est pas le cas du tarif proposé par le candidat YCPR. Cela explique une partie de l'écart de tarif.
*Il est demandé à l'ensemble des candidats d'intégrer cette part de taxe foncière à leur tarif.*

- **Tarif d'occupation individuelle de courte durée**




**tarif pour une surface de 34m2*

➔ *A l'inverse, **pour les tarifs de passage,** les offres des candidats se situent parmi les **plus élevés de la région** ce qui ne semble pas militer pour une attractivité accrue.*

**Comparatif des tarifs proposés par la CCIMP avec les tarifs des ports métropolitains** (délibérés en Conseil de Métropole en décembre 2017).

| | Tarif *de ports métropolitains en €HT/an/m² | Tarif du candidat en € HT/an/m² | | Delta tarif candidat/ autre port | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En € HT | En % |
| Basse saison | 0,55 | CCIMP 2018 | 0,55 | 0 | **0,0%** |
| Haute saison | 0,78 | | 0,78 | 0 | **0,0%** |

* Remarque: tarif pour des bateaux d'une surface de 34 m²

➔ ***Les tarifs proposés par la CCIMP sont identiques** à ceux pratiqués dans les ports métropolitains en 2018.*

Ces tarifs métropolitains intègrent la part taxe foncière de plan d'eau dont la collectivité doit s'acquitter, ce qui n'est pas le cas du tarif proposé par le candidat CCIMP.
*Il est demandé à l'ensemble des candidats d'intégrer cette part de taxe foncière à leur tarif.*

**Comparatif des tarifs proposés par l'YCPR avec les tarifs des ports métropolitains** (délibérés en Conseil de Métropole en décembre 2017).

| | Tarif *de ports métropolitains en €HT/an/m² | Tarif du candidat en € HT/an/m² | | Delta tarif candidat/ autre port | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | En € HT | En % |
| Basse saison | 0,55 | YCPR 2018 | 0,57 | 0,02 | **3,6%** |
| Haute saison | 0,78 | | 0,97 | 0,19 | **24,4%** |

* Remarque: tarif pour des bateaux d'une surface de 34 m²

➔ ***Les tarifs envisagés par le candidat YCPR sont supérieurs*** *aux tarifs pratiqués sur les ports métropolitains en 2018, soit 3,6 % en basse saison et de près de 25 % en haute saison.*

Ces tarifs métropolitains intègrent la part taxe foncière de plan d'eau dont la collectivité doit s'acquitter, ce qui n'est pas le cas du tarif proposé par le candidat YCPR.

*Il est demandé à l'ensemble des candidats d'intégrer cette part de taxe foncière à leur tarif.*

**Prestations et services divers**

| | CCIMP | YCPR |
|---|---|---|
| Gardiennage | Le candidat n'a pas indiqué de tarif pour le gardiennage. | Le tarif de gardiennage est en hausse de +3% par rapport à 2017. |
| Stationnement | Le stationnement sur le parking n'est pas valorisé. | Le stationnement sur le parking n'est pas valorisé, toutefois, le candidat indique dans son mémoire qu' « une réflexion est en cours en vue de la facturation éventuelle des places de parking ». |
| Autres services | Le candidat met en avant dans son offre de nouvelles prestations et des volumes de recettes sont indiqués sur le compte d'exploitation prévisionnel<br>Des compléments sont donc attendus.<br>Les différentes prestations présentées dans la grille doivent être détaillées et mises en relation avec les tarifs de la matrice du compte de résultat (5€/poste/an, 10€/poste/an, 20€/poste/an, 30€/poste/an).<br><br>La vente de carburant ne pourra être proposée aux usagers par le délégataire, puisqu'un autre délégataire de service public en charge de l'avitaillement dispose d'un contrat comportant une clause d'exclusivité sur ce service au niveau du port de la | La vente de carburant ne pourra être proposée aux usagers par le délégataire, puisqu'un autre délégataire de service public en charge de l'avitaillement dispose d'un contrat comportant une clause d'exclusivité sur ce service au niveau du port de la Pointe-Rouge.<br><br>Des dispositions particulières sont-elles prévues pour les usagers dont le bateau doit être déplacé ou évacué du périmètre lorsque des régates sont organisées ? |

| | | |
|---|---|---|
| | Pointe-Rouge.<br><br>Des dispositions particulières sont-elles prévues pour les usagers dont le bateau doit être déplacé ou évacué du périmètre lorsque des régates sont organisées ? | |

5.2.6.2. SYNTHESE

Les tarifs proposés par la **CCIMP** sont globalement inférieurs de 10% pour les longues durées et identiques pour les courtes durées à ceux des autres ports métropolitains, mais ne tiennent pas compte de la taxe foncière, contrairement aux tarifs métropolitains votés en 2018. La CCIMP doit intégrer cette part de taxe foncière à ses tarifs.

Egalement, Les tarifs correspondant aux nouvelles prestations offertes aux usagers ne sont pas détaillés dans l'offre.

L'offre est jugée **moyenne** en termes de rapport qualité-prix en attente d'éléments complémentaires.

Les tarifs proposés par l'**YCPR** sont inférieurs de seulement 3 à 7% à ceux des autres ports métropolitains mais ils ne tiennent pas compte de la taxe foncière contrairement aux tarifs métropolitains votés en 2018. L'YCPR doit intégrer cette part de taxe foncière à ses tarifs. Les tarifs de courte durée sont quant à eux supérieurs de 3% en basse saison à 25% en haute saison toujours sans taxe foncière.

L'offre est jugée **moyenne** en termes de rapport qualité prix.

### 5.2.7. Synthèse pour le critère cohérence et équilibres financiers

Sur la forme, **l'offre de la CCIMP** est bien élaborée. Si le compte d'exploitation apparaît cohérent, de nombreuses hypothèses sont discutables et restent à expliquer, notamment sur les recettes de courte durée, ou sur le niveau de rentabilité attendu. Par ailleurs, la redevance proposée intègre une variable, ce qui est appréciable. Pour autant, il est difficile d'évaluer l'impact financier d'un certain nombre de propositions : services accessoires, bonus/malus… Par ailleurs, les tarifs pour les petites surfaces sont en forte hausse dans la grille présentée, et leur évolution future peut également dériver à la hausse, sans que soit développé le rapport qualité/prix des nouveaux services proposés. L'offre doit donc être justifiée financièrement et est **globalement satisfaisante.**

L'offre de l'YCPR présente des comptes d'exploitation reposant sur l'intégration de toutes les activités réalisées par le club au sein de la DSP ce qui alourdit et fragilise le bilan financier. Il conviendra que le candidat revoit son compte d'exploitation en réduisant les charges affectant la DSP au strict nécessaire permettant une bonne gestion du contrat. En l'état, l'offre est **globalement moyenne.**

## 5.3. CONCLUSION

| Tableau de synthèse des appréciations des offres - DSP 3 | | |
|---|---|---|
| **Objet** | **CCIMP** | **YCPR** |
| **1. Qualité des propositions en termes de service rendu aux usagers** | **globalement satisfaisant** | **globalement satisfaisant** |
| 1.1 Pertinence des éléments de la stratégie de gestion d'animation et de valorisation | moyen | Globalement satisfaisant |
| *éléments liés à l'animation* | moyen | satisfaisant |
| *éléments liés aux évènements* | moyen | satisfaisant |
| *valorisation domaniale* | moyen | faible |
| *développement durable* | satisfaisant | satisfaisant |
| 1.2 Adéquation des moyens humains et matériels affectés par le candidat | globalement satisfaisant | satisfaisant |
| *ressources humaines* | satisfaisant | moyen |
| *maintenance* | faible | très satisfaisant |
| *programme d'investissement et de renouvellement* | satisfaisant | satisfaisant |
| *gestion technique* | satisfaisant | satisfaisant |
| *1.3 Proposition de gouvernance* | satisfaisant | moyen |
| | | |
| **2. Cohérence et équilibres financiers** | **globalement satisfaisant** | **globalement moyen** |
| 2.1 Maîtrise des tarifs / prix pratiqués | moyen | moyen |
| 2.2 Redevance au délégant | satisfaisant | moyen |
| 2.3 Cohérence du compte d'exploitation | satisfaisant | faible |
| 2.4 Rapport qualité/prix des services | moyen | moyen |
| | | |
| **Appréciation générale** | **globalement satisfaisant** | **moyen** |
| | | |

La **CCIMP** propose une offre bien élaborée sur la forme et basée sur un bon diagnostic de la situation actuelle.

Sur le volet **« Qualité des propositions en termes de service rendu aux usagers »** l'offre est jugée **globalement satisfaisante.**
En termes **d'animation et d'organisation** d'événements, l'offre est jugée **moyenne** car si le candidat évoque des pistes intéressantes (sea bubbles, ouverture au grand public, aux professionnels, événements lié aux Jeux Olympiques, des régates « challenge » Consulaires, Métropolitaine, Universitaires, etc.) il ne s'engage pas clairement à les réaliser (annexe B6 non fournie) et ne les valorise pas dans son compte d'exploitation.
En termes de **valorisation domaniale**, l'offre est jugée **moyenne**. Le candidat s'engage à développer les espaces dévolus aux professionnels (de 0% à 9%) et ceux réservés aux passagers (de 1% à 9%) mais il n'explique pas comment il entend libérer les places en question et gérer les différentes listes d'attentes. Les évolutions tarifaires proposées comportent des incohérences (tarifs pour les occupations non commerciales et commerciales) et n'intègrent pas la taxe foncière de plan d'eau.
Concernant le volet **développement durable**, l'offre de la CCIMP est jugée **satisfaisante**. Le candidat propose de former son personnel, d'améliorer la collecte et le tri des déchets (valorisé à 100.000€), de sensibiliser les usagers aux écogestes (via le règlement intérieur de la DSP et un « port center mobile » valorisé à 10.000€) et de les inciter à la sobriété (contrôle des fluides par une facturation à la consommation réelle). Il envisage aussi des pistes intéressantes mais sans les valoriser et sans expliquer comment il s'engage à les mettre en œuvre (brigade de la propreté, démarche achat responsable et chantier vert, charte développement durable pour les usagers).

Les **moyens humains** mobilisés (de 6,86 ETP à 8 ETP) sont **satisfaisants** et un plan de formation est prévu pour les personnels.
La **maintenance** est jugée **faible** (150€/place/an contre 203€ dans la précédente délégation) et son contenu devra être précisé.
Les **investissements** (y compris le renouvellement) sont bien détaillés et d'un niveau (1.215.000€) jugé **satisfaisant.** La **gestion technique** propose des améliorations intéressantes (WIFI, télésurveillance, plan qualité, tarifs modulés en fonction des sorties, conciergerie, gestion et maintenance centralisée des bateaux en location, proposition de VAE, laverie automatique, gestion en réseau des places et du passage, réservation en ligne, gestion par badge des équipements, panneau d'information dynamique), elle est jugée **satisfaisante**.

En termes de **gouvernance** l'offre de la CCIMP est complète et associe bien les usagers aux décisions principales, elle est jugée **satisfaisante.**

Concernant le volet **« cohérence et équilibres financiers »,** l'offre de la CCIMP est jugée **globalement satisfaisante.**
Malgré des augmentations tarifaires significatives sur la durée de la DSP (tarifs plaisanciers de 51,61 € /m² à 66€ ; tarifs professionnels de 60€/m² à 81,7€ ; tarifs passagers de 70€ à 135€), les tarifs proposés n'intègrent pas la taxe foncière des plans d'eau. L'estimation pessimiste (235€ par poste à flot) de cette dernière par le candidat est, en outre, pénalisante pour l'équilibre financier et il conviendra d'intégrer une valeur moyenne plus proche de la somme demandée au Délégant (environ 150€ /poste/an). Certaines hypothèses de recettes sont à expliquer et à justifier (recettes de passage, bonus/malus, prestations et services complémentaires).
La **redevance** proposée au Délégant est intéressante (6.494.000€ en cumulé sur la durée du contrat) comprenant une part fixe indexée à 2% par an, ainsi **qu'une part variable sur la base de 3% du CA.**

**Au global, l'offre de la CCIMP est jugée globalement satisfaisante et nécessitera d'être justifiée techniquement et financièrement sur plusieurs points.**

L'offre de **l'YCPR** est solide et intéressante mais elle nécessitera d'être ajustée car son offre va au-delà des charges que le délégant souhaite porter.

Sur le volet **« Qualité des propositions en termes de service rendu aux usagers »** l'offre est jugée **globalement satisfaisante.**

En termes **d'animation** et d'organisation **d'événements** l'offre n'est jugée que **satisfaisante.** En effet, si l'YCPR propose un volume d'animations (développement de la section voile, développement de la section plongée, Yachting-restaurant café club house) et de manifestations qui dépasse fortement celui de la précédente DSP (26 manifestations annuelles organisées en propre contre 8 dans la précédente DSP), ce programme dépasse fortement les attentes du Délégant en termes de moyens mobilisés. Il conviendra que le candidat ajuste sa proposition de manière à garder un bon niveau d'animation sans peser, au-delà du raisonnable, sur le Délégant.

En termes de **valorisation domaniale**, l'offre est ici jugée **faible,** dans la mesure où la proportion actuelle des usages des postes à flot reste inchangée, notamment pour les places de passage et les professionnels.

Concernant le volet **développement durable**, l'offre est jugée **satisfaisante** (Action clean port, label pavillon bleu, sensibilisation au développement durable, clauses de protection de l'environnement dans la politique d'achat et de prestations), mais nécessitera d'être précisée financièrement.

Les **moyens humains** mobilisés (de 6,86 ETP à 14,3 ETP à terme) sont jugés moyens pour les mêmes raisons que le volet animation. Il conviendra que le candidat revoit les effectifs à la baisse pour les faire coïncider avec la réduction des activités portées en propre dans la DSP.
La **maintenance** est jugée **très satisfaisante** avec un budget de qualité (273€/place/an contre 203€ dans la précédente délégation) et un plan d'entretien et de maintenance détaillé.
Les **investissements** (y compris le renouvellement) sont jugés **satisfaisants**, le montant cumulé (1.230.000€) est cohérent.
La **gestion technique** reste dans la continuité de l'exploitation actuelle de la DSP avec quelques améliorations, notamment concernant le système informatique. Elle est jugée **satisfaisante**.

En termes de **gouvernance** l'offre de l'YCPR nécessite des éclaircissements dans l'articulation entre le délégant et le délégataire, puis entre le délégataire et le club YCPR, ainsi que les usagers du périmètre. Elle est jugée **moyenne.**

Concernant le volet **« cohérence et équilibres financiers »,** l'offre de l'YCPR est jugée **globalement moyenne.**
Malgré les augmentations tarifaires sur la durée de la DSP relativement contenues (tarifs plaisanciers de 51,61 € /m² à 63,5€), les tarifs proposés n'intègrent pas la taxe foncière des plans d'eau, il conviendra d'intégrer une valeur moyenne équivalente à la somme demandée au Délégant (environ 150€ /poste/an). Concernant la cohérence des comptes, si l'estimation des charges et recettes apparaît justifiée, l'équilibre économique proposé par le candidat est trop fragile, principalement à cause de la charge trop importante qu'il fait porter à la DSP. La marge d'exploitation négative n'est pas cohérente avec le niveau des investissements proposés et, d'une manière générale, avec un plan de gestion sain et équilibré
La part fixe de la **redevance** qui est proposée au Délégant (**5.803.000€** en cumulé sur la durée du contrat) est indexé à 2% et aucune part variable n'est proposée.

***En, l'état,* l'offre de l'YCPR est moyenne et nécessitera d'être ajustée en termes de *moyens mobilisés, notamment humains et financiers, pour réduire la charge pesant sur le Délégant et améliorer ainsi sa marge d'exploitation.***